

Université Paris-Diderot

Béatrice Collignon

Dossier pour une

Habilitation à diriger des recherches



volume 3

Sélection de publications

discuté avec un jury composé de :

Christine Chivallon, Directrice de Recherche, UMR LAM (Bordeaux), rapporteur externe

Michèle Daveluy, Professeure, Département d'anthropologie, U. Laval (Québec)

Christian Grataloup, Professeur, U. Paris-Diderot – Paris 7, rapporteur interne

Madeleine Griselin, Directrice de Recherche, UMR ThEMA (Besançon)

Benoît Raoulx, MCF – HDR, U. de Caen Basse-Normandie.

Denis Retailé, Professeur, U. Michel de Montaigne - Bordeaux III, rapporteur externe

Lena Sanders, Directrice de Recherche, UMR Géographie-cités (Paris).

Université Paris-Diderot

Béatrice Collignon

Dossier pour une
Habilitation à diriger des recherches

volume 3
Sélection de publications

Autres volumes composant le dossier :

- ✓ **volume 1 : Positionnement de recherche**
- ✓ **volume 2 : CV – Parcours d'une enseignante-chercheure
assorti d'une brochure sur un projet pédagogique, jointe en annexe**
- ✓ **en complément du présent volume :
1 ouvrage, 1 CD-Rom et 1 coffret-DVD**

Automne 2012

Conception du volume : **Béatrice Collignon et Solène Beaucher**

Réalisation : **Solène Beaucher**

Assistance technique : **Muriel Froment-Meurice, Michel Serratrice, et Ze Mad.**

Les culs de lampe ont tous été dessinés par des artistes d'Ulukhaktok (Territoires du Nord-Ouest, Canada) sauf celui de la page 194 dont l'auteur est de Kinngait (Nunavut, Canada).

Photo de couverture : Uqpilik, près d'Ulukhaktok - avril 2006 ©B. Collignon

Préambule et organisation du volume

Ce volume présente, en huit parties (dont la 8^e est un coffret DVD), une sélection de mes publications scientifiques depuis 1993. Son épaisseur et le nombre élevé de textes (38, et 4 films documentaires) peuvent laisser perplexe quant à l'opération de sélection revendiquée. Ceci tient aux critères retenus pour effectuer mes choix.

S'agissant de la présentation d'une demande d'habilitation à diriger des recherches déposée après déjà une longue carrière d'enseignante-chercheure, près de vingt ans, j'ai jugé que l'intérêt d'un tel volume était de donner à voir l'ensemble de la palette des questions et objets de recherche que j'ai explorés au fil des années, ainsi qu'un aperçu de l'approfondissement de mes réflexions d'un texte à l'autre. J'aurais pu, pour chaque catégorie, ne retenir que le texte le plus synthétique et le plus abouti. Mais, outre que j'aurais dans certains cas été bien en peine de le faire, car si j'ai ouvert plusieurs dossiers de recherche au cours de ma carrière je n'en ai pas encore refermé beaucoup, cela ne correspondait pas à ce que je souhaitais communiquer à travers cette sélection, c'est-à-dire la façon dont je pratique mon métier de chercheure.

Comme la plupart d'entre nous, j'avance sur mes questions de recherche pas à pas, et mes publications sont le plus souvent des jalons posés le long d'un chemin dont on ne sait pas toujours quand on le prend où exactement il nous conduira. Si l'on en a parfois très tôt l'intuition, cela ne garantit pas que l'on arrivera au bout plus vite. De sorte que, s'accumulant, les textes finissent par constituer des séries. Celles-ci fonctionnent, selon les cas, soit comme un parcours où le propos progresse de point en point, comme d'une étape à l'autre - c'est le cas par exemple pour mes publications concernant les savoirs vernaculaires, en partie 2 de ce volume ; soit comme un dialogue, où les textes se répondent et/ou se complètent l'un l'autre, explorant diverses facettes d'une même question - c'est le cas par exemple des textes traitant des institutions et réunis dans la partie 7. En ce sens, ce volume pourrait constituer une "HDR sur travaux", si une telle catégorie était prévue par la 23^{ème} section du CNU. Libre à chacun(e) de tout lire ou de ne se plonger que dans la ou les parties qui l'intéressent le plus.

Je considère tous ces textes comme des publications scientifiques. Pourtant, tous n'ont pas été, loin s'en faut, publiés dans des revues dites de rang A ou à comité de lecture, ou figurant dans la liste, ô combien critiquée, de l'AERES, ou même dans des ouvrages s'adressant d'abord à la communauté scientifique. Ceci tient à la façon dont je me suis approprié le devoir de publication au cours de ma carrière.

Ma génération, qui a fait sa thèse au début des années 1990, a succédé aux pionniers de la thèse "nouveau régime" créée, en même temps que la HDR, par la loi de 1984 qui supprimait thèses de 3^e cycle et thèses d'Etat. L'exercice était encore peu normé et, bien plus que nos successeurs, nous avons bénéficié d'une très grande liberté pour en organiser le plan et en choisir le style. Devenus Maîtres de conférences nous avons souvent gardé cette liberté, la reportant notamment sur notre façon d'être "chercheur-publiant", comme on ne disait pas à l'époque. Il était entendu que l'on devait publier, mais bien peu de pression s'exerçait pour orienter les choix en la matière. C'était avant que la bibliométrie soit en vogue, et si certaines revues et collections étaient plus reconnues que d'autres, chacun faisait ce qui lui semblait le plus pertinent par rapport à son projet propre.

En ce qui me concerne, et de façon peu originale, la plupart de mes publications s'inscrivent dans un processus de formalisation qui commence par une ou plusieurs communications orales (dans des colloques, séminaires ou table-rondes) et débouche ensuite, à un rythme très variable, sur un ou plusieurs articles. Ce mode de construction, très banal, et l'absence de contraintes en matière de "stratégie de publication" (l'expression même m'est étrange) fait que j'ai publié très souvent en réponse à des invitations diverses, saisissant les opportunités qui se présentaient sans me soucier du degré de reconnaissance institutionnelle que ladite publication recevrait. Certaines choses devaient être écrites à un certain moment, certains projets permettaient de le faire, c'est ainsi que j'ai choisi. C'est pourquoi j'ai publié bien plus de chapitres dans des ouvrages collectifs que d'articles dans des revues à comité de lecture. C'est aussi la raison pour laquelle environ 1/5^e des textes retenus dans cette sélection ont pourtant été publiés dans des ouvrages dits "grand public". Cela ne m'a pas empêché d'y dire – certes simplement – des choses importantes pour ma réflexion de chercheuse, et que je ne considère pas comme secondaires. J'y reviendrai dans les parties concernées.

Les films documentaires que j'ai réalisés occupent dans cet ensemble une place un peu particulière. Une bonne partie du chapitre 4 du volume 1 (*Positionnement de recherche et projet scientifique*) de ce dossier est consacré à la question de l'outil vidéo en géographie, aussi je n'y reviens pas. Je souhaite seulement souligner ici leur caractère scientifique, ce que je ne considère pas comme contradictoire avec le fait qu'ils aient été construits pour s'adresser à un large public et ce qui justifie pleinement leur inclusion dans le présent volume.

Les sept premières parties de cette sorte d'anthologie sont organisées selon un mouvement qui part de textes à forte teneur épistémologique, marquant ma contribution à la construction disciplinaire (partie 1), s'arrête ensuite sur des publications relatives à quelques concepts-clés dans mon travail (les savoirs vernaculaires, partie 2 ; Le territoire, l'identité, partie 3) avant de se concentrer sur deux objets à propos desquels mes recherches ont reçu un certain écho, chez les géographes mais aussi les anthropologues de l'Arctique (les toponymes, partie 4 ; les espaces domestiques, partie 5). Puis le mouvement repart dans le sens de l'ouverture, de façon assez attendue, sans doute, sur mes autres contributions aux études inuit, en tant que spécialiste reconnue de ce champ (partie 6) et de façon sans doute moins attendue sur mes recherches empiriques relatives aux institutions et à l'encadrement de la discipline, dans une perspective internationale (partie 7). La partie 8, enfin, regroupe l'ensemble de mes réalisations filmiques. Traitant des toponymes inuit d'une part et des espaces domestiques d'autre part, les films documentaires proposés peuvent être appréhendés comme des éléments des parties 4 et 5 de ce volume, mais il y a aussi une cohérence interne à ce coffret de vidéaste.

A l'intérieur des parties, sauf dans un cas sur lequel je m'expliquerai (partie 4), les articles sont présentés, simplement, dans l'ordre chronologique de leur publication. On trouvera au début de chacune de ces parties une brève introduction aux textes qui la composent, exposant en particulier la façon dont, de mon point de vue du moins, ils font série. En ce qui concerne les films documentaires de la 8^e partie un petit livret, contenant une courte présentation de chacun d'eux, a été en outre glissé dans le coffret DVD qui les contient.

Sommaire

Partie 1 – Contributions à la construction disciplinaire

Partie 2 – Savoirs vernaculaires

Partie 3 – Territoire - Identité

Partie 4 – Toponymes

Partie 5 – Espaces domestiques

Partie 6 – Contributions aux études inuit

Partie 7 – Institutions et encadrement de la discipline

Partie 8 – Films documentaires (sur DVD, coffret joint)

Ouvrages joints :

- *Knowing places. The Inuinnait, Landscapes and the Environment*, Edmonton, CCI Press (U. of Alberta), 2006.

- *Orality in the 21st century: Inuit discourse and practices. Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference*, Paris, INALCO, 2009.

(CD-Rom placé dans une pochette à la toute fin de ce volume).

.

Textes retenus – Table

Partie 1 – Contributions à la construction disciplinaire

1/ 1998

“Quelques remarques à propos de la géographie culturelle”, *Cybergéo*, 55,
<http://cybergeo.revues.org/index5315.html>

2/ 1999

“La geografia cultural en Francia : un estado de la cuestion”, *Documents d'Analisi Geografica*, 34, Barcelone, Universitat Autònoma di Barcelona, p. 103-117.

➤ “La géographie culturelle en France, état des lieux”, version originale du texte traduit.

3/ 2001

“La géographie radicale : à la recherche d'un nouveau souffle”, in Staszak J.-F. et alii (eds), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, p. 131-138.

et, dans le même ouvrage, 4/

“La géographie et les minorités : déconstruire et dénoncer les discours dominants”, p. 23-28.

5/ 2003

“Quelle géographie pour le territoire inuit ?”, in Huret P. (ed.), *Les Inuit de l'Arctique canadien*, Québec, CIDEF-AFI (U. Laval), p. 35-48.

6/ 2004

“Que faire de la géographie postmoderniste ?”, (avec J.-F. Staszak), *L'Espace géographique*, 1, p. 38-41.

7/ 2005

“Nord”, *Hypergé*, *Encyclopédie de la géographie*,
<http://hypergeo.free.fr>

8/ 2007

“Note sur les fondements des ‘postcolonial studies’”, *EchoGéo*, 1, <http://prodig.univ-paris1.fr>

9/ 2010

“L'éthique et le terrain”, *L'information géographique*, dossier *Terrain*, 74-1, p. 63-83.

Partie 2 – Savoirs vernaculaires

10/ 2006

“Les connaissances géographiques : des pratiques et des récits”, *Revue Internationale d'Etudes Canadiennes*, 33 – 34, “30 years of Canadian Studies”, Ottawa, ICCS/CIEC.

11/ 1996

“Un savoir géographique marqué par la dynamique”, in Tersi N. et Therrien M. (dir.), *La dynamique dans la langue et la culture inuit*, Paris - Bruxelles, SELAF -Peeters, p. 57-74.

12/ 2000

“Les savoirs géographiques vernaculaires ont-ils une valeur ?”, in Michaud Y. (dir.), *Qu'est-ce que la société ? Université de tous les savoirs - vol. 3*, Paris, Odile Jacob, p. 103-112.

13/ 2004

“It's a long way to the Other. Geographers and geographic knowledges”, *Geojournal - Confronting geographic complexity*, 60-4, p. 375-379.

14/ 2005

“Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires ?”, *Bulletin de l'Association de géographes français*, 3, p. 321-331.

15/ 2006

Knowing Places – The Inuinait, Landscapes and the Environment, Edmonton, CCI Press (U. of Alberta), Circumpolar Research Series n°1.

Partie 3 – Territoire - Identité

16/ 1993

“The variations of a land use pattern: Seasonal movements and cultural change among the Copper Inuit”, *Etudes Inuit Studies*, Québec, Université Laval, 17, 1, p. 71-89.

17/ 1999

“Les fondements territoriaux de l’identité inuit d’hier et d’aujourd’hui”, in Bonnemaïson J., Cambrésy L., Quinty-Bourgeois L. (dir.), *Les territoires de l’identité*, Paris, L’Harmattan, p. 93-109.

18/ 1999

“Appropriation symbolique à l’appropriation – les sens du territoire”, in Téveny S. et Therrien M. (dir.), *Mieux comprendre le Nunavut*, Paris, INALCO / Ambassade du Canada, p. 35-44.

19/ 2004

“Inuvialuit”, in Nuttall M. (dir.), *Encyclopedia of the Arctic*, vol. 2, Londres, Routledge, p. 1008-1010.

20/ 2005

“Mutations socio-spatiales dans l’arctique central canadien”, in André M.-F. (dir.), *Le Monde polaire. Mutations et transitions*, Paris, Ellipses, p. 153-165.

Partie 4 – Toponymes

21/ 2004

“Images arctiques et savoir géographique”, in Debarbieux B. et alii (dir.), *Objectiver, visualiser, Jouer : Comment penser et figurer l’espace géographique ?*, Genève, CUSO (Conférence Universitaire de Suisse Occidentale), Cahiers de Géographie, 5, p. 87-94.

22/ 2002

“Les toponymes Inuit, mémoire du territoire : étude de l’Histoire des Inuinnait”, *Anthropologie et Sociétés*, dossier *Mémoires du Nord*, 26, 2-3, Québec, Université Laval, p. 45-69.

23/ 2004

“Recueillir les toponymes inuit. Pour quoi faire ?”, *Etudes Inuit Studies*, Québec, Université Laval, 28, 2, p. 89-106.

24/ 2004

“Place names”, in Nuttall M. (dir.), *Encyclopedia of the Arctic*, vol. 3, Londres, Routledge, p. 1646-1648.

25/ 2006

“Inuit’s Place Names and Sense of Place”, in Stern P. et Stevenson L. (dir.), *Critical Inuit Studies: an anthology of contemporary arctic ethnography*, U. of Nebraska Press, Lincoln, p. 187-205.

Partie 5 – Espaces domestiques

26/ 2001

“Esprit des lieux et modèles culturels : la mutation des espaces domestiques en Arctique inuit”, *Annales de Géographie*, dossier *Espaces Domestiques*, 110-620, p. 383-404.

27/ 2003

“Entrées dans l'espace domestique” (avec J.-F. Staszak), in Collignon B. et Staszak J.-F. (dir.), *Espaces Domestiques - construire, habiter, représenter*, Paris, Bréal, p. 3-9.

28/ 2004

“Housing”, Nuttall M. (dir.), *Encyclopedia of the Arctic*, vol. 2, Londres, Routledge, p. 877-878.

29/ 2010

“Domestic spaces and cultural geography”, in Mercatanti L. (dir.), *Percorsi di geografia. Tra cultura, società e turismo*, Bologne, Pàtron, p. 233-244.

30/ 2011

“De las virtudes de los espacios domésticos para la geografía humana”, in Hiernaux D. y Lindon A. (dir.), *Los giros de la geografía humana: Desafíos y horizontes*, Mexico, UAM/Anthropos, p. 201-215.

➤ “Des vertus de la recherche sur les espaces domestiques pour la géographie humaine contemporaine”, version originale du texte traduit.

Partie 6 – Contributions aux Études inuit

31/ 1997

“Evolution du discours géographique : l'Arctique canadien dans les trois premières Géographie Universelle” (avec J.-F. Staszak), in Berdoulay V. et Augustin J.-P. (dir.), *Tradition et modernité au Canada*, Paris, L'Harmattan, p. 153-175.

32/ 2008

“‘Urban context’, ‘Urban life’, ‘Urbanity’: What is a City after all? Geography's Basics on the Object ‘Urban’”, in Sejersen F., Thisted K. et Thuesen S. (dir.), *The Urban Arctic. Living Communities: New Perspectives on Inuit Urban Life*, Copenhagen, Eskimology and Arctic Studies Section / IPSSAS, p. 9-16.

33/ 2009

“À propos des actes”; “À propos de l'oralité Inuit” et page des sommaires (avec M. Therrien) in Collignon B. et Therrien M. (dir.), *Orality in the 21st century: Inuit discourse and practices, Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference*, Paris, INALCO, <http://www.inuitoralityconference.com>

34/ 2011

“Les Inuit et le changement climatique”, in Tabeaud M. et Kislov A. (dir.), *Le changement climatique. Europe, Asie septentrionale, Amérique du Nord. 4^e Dialogues Européens d'Evian*, Allonzier (74 350), EURCASIA; p. 141-151.

Partie 7 – Institutions et encadrement de la discipline

35/ 1996

“Livre II : Congrès et commissions. Dynamiques scientifiques et organisation du champ”, in Robic M.-C., et Briand A.-M. et Rössler M. (dir.), *Géographes face au monde - L'Union Géographique Internationale et les Congrès géographiques internationaux*, Paris, L'Harmattan, p. 83-146.

36/ 2007

“L'esperienza francese”, in Di Blasi A. (dir.), *Geografia. Dialogo tra generazioni. Atti del XXIX Congresso Geografico Italiano (Palermo settembre 2004)*, Bologne, Pàtron, p. 77-79.

➤ “Quelques notes sur la géographie française à l'aube du 21^e siècle”, version originale du texte traduit.

37/ 2007

“Le système universitaire en Italie” (avec M. Balas et V. Toneato, et alii), in Krichewsky L., Milhaud O., Pettinaroli L., et Scott M. (dir.), *Guide de l'étudiant européen en sciences sociales*, Paris, Belin, p. 222-233.

et, dans le même ouvrage, 38/

“La géographie en Italie”, p. 242-24.

Partie 8 – Films documentaires

DVD PRINCIPAL

39/ 2000-2001

Des iglous aux maisons contemporaines, paroles de femmes inuit, Paris, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 18'40 – film en français avec dialogues en anglais sous-titrés en français et dialogues en inuinnaqtun doublés en français.

40/ 2008

Mary's qulliq, Paris / Bologne, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 7'30 – film en inuinnaqtun sans traduction.

41/ 2002

Espaces domestiques – morceaux choisis, Paris, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier Géo-vidéo, 16'30 (montage d'extraits de films de fiction).

42/ 2005-2006

Des noms de lieux à la carte en pays inuit, Paris, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 15'20 – film en français avec dialogues en anglais sous-titrés en français et quelques dialogues en inuinnaqtun non traduits.

DVD SECONDAIRE –

VERSIONS EN LANGUE ANGLAISE OU EN INUINNAQTUN ET/OU VERSIONS LONGUES

Ouvrages joints

- *Knowing places. The Inuinnaqtun, Landscapes and the Environment*, Edmonton, CCI Press (U. of Alberta), 2006.
- *Orality in the 21st century: Inuit discourse and practices. Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference*, Paris, INALCO, 2009.
(CD-Rom placé dans une pochette à la toute fin de ce volume)



Mona Ohoveluk, ca 1975

Partie 1
Contributions
à la construction disciplinaire

Les articles réunis dans cette première partie sont des textes de portée générale relatifs à diverses approches ou questions qui ont à voir avec mes propres choix théoriques.

Certains tiennent du point synthétique autour d'une branche de la géographie (textes 2, 3 et 4), d'autres consistent davantage en des prises de position assez marquées (textes 1, 5 et 6), tandis que les textes 8 et 9 proposent un mélange des deux, où la présentation d'une théorie ou d'une question s'accompagne d'un positionnement plus personnel. Quel que soit cependant mon degré de prise de position par rapport à ce dont je traite, tous ces textes portent sur des sujets qui importent pour ma propre pratique de la géographie et ils contribuent ainsi à dessiner mon identité de géographe à l'intérieur de la communauté des géographes français. Celle que je me façonne et celle que mes collègues m'attribuent – les deux, forcément, ne se recouvrant pas exactement. L'ensemble de ces articles, au-delà de la diversité des questions abordées, forme donc bien un tout, encore ouvert.

À l'intérieur de cette série, certains textes se répondent plus spécifiquement, se font écho. Ainsi du premier et du deuxième, qui traitent tous deux de la géographie culturelle telle qu'elle s'est mise en place en France dans les années 1990. Compte tenu de mon sujet de thèse ("le savoir géographique des Inuit de l'Arctique occidental canadien") nombre de mes collègues m'avaient d'emblée placée dans ce courant de la géographie, alors que moi-même je me reconnaissais davantage dans l'ethno-géographie que dans la géographie culturelle, jusqu'à ce que la seconde incorpore la première. Nul doute que mes affinités intellectuelles avec de jeunes géographes se revendiquant ouvertement de ce courant (Jean-François Staszak d'abord, puis Claire Hancock notamment) ont aussi contribué à cet étiquetage. Et puisque l'on considérait que mon travail était de la géographie culturelle, il m'a semblé plus intéressant de participer à la définition de ses principes et contours que de m'ingénier à m'en dissocier. S'agissant d'un courant nouveau dans les années 1990, il revenait à ceux qui s'en réclamaient de le construire, une liberté qu'il aurait été dommage de ne pas saisir. C'est parce que je me plaçais ainsi dans cette posture du maçon qui construit sa maison sur ses propres plans plutôt que de suivre ceux dessinés par un "maître", tout en respectant quelques grands principes cependant, que mes deux articles consacrés explicitement à la géographie culturelle insistent sur ses multiples dimensions, dépassant largement le champ étroit des thèmes et façons de faire dans lequel la cantonnaient volontiers ses détracteurs.

Le troisième et le quatrième texte sont aussi fortement liés l'un à l'autre. Rien d'étonnant à cela puisqu'ils ont été publiés dans le même ouvrage, consacré aux nouvelles tendances de la géographie anglo-américaine dans les années 1990. Si j'ai choisi d'inverser dans ce volume l'ordre de leur présentation, par rapport à celui retenu dans la publication, c'est que la géographie radicale, née aux Etats-Unis dans la foulée de 1968, fait figure de pionnier par rapport à bien des approches apparues par la suite, dont beaucoup sont d'ailleurs issues du mouvement radical. La géographie des minorités en particulier, soucieuse de dénoncer les injustices et les rapports de domination, doit beaucoup à la géographie radicale. Cet ouvrage construit collectivement sous la direction de Jean-François Staszak (avec Christine Chivallon, Bernard Debarbieux, Claire Hancock et Isabelle Gêneau de la Marlière), a joué un rôle important dans mon positionnement disciplinaire. D'une part parce que, outre la qualité des débats au sein de l'équipe éditoriale, il m'a forcée à approfondir ma connaissance de cette géographie et à formaliser ce que j'en comprenais et ce que je percevais de son intérêt y compris pour la géographie française. D'autre part parce qu'il m'a valu

d'être perçue comme "pro-anglo" ce qui, dans un pays comme le nôtre ou l'anti-américanisme et la méfiance vis-à-vis de la perfide Albion traversent toutes les classes sociales et toutes les professions, n'est pas toujours une position enviable. D'autant que j'ai aggravé mon cas, en quelque sorte, en prenant la défense de la géographie postmoderniste trois ans plus tard (référence 6, co-écrite avec Jean-François Staszak) et des *postcolonial studies* de nouveau trois ans après (référence 8). Mais si ces publications m'ont valu quelques reproches, non pour leur qualité intrinsèque mais pour le positionnement qu'elles exprimaient, je leur dois aussi bien des marques d'intérêt, de reconnaissance, et une bonne part de mes avancées théoriques. Alors que la même équipe se retrouvait à intervalles réguliers au cours de cette année 2011-2012 pour préparer l'*opus 2* de ces géographies anglophones, j'ai mieux mesuré encore tout ce que ce projet m'a apporté, et continue de m'apporter, comme on peut le voir dans le chapitre 2 du volume 1 de ce dossier.

C'est aussi dans le jeu des échos qu'il faut comprendre la présence du texte 7 (article "Nord" dans l'encyclopédie *Hypergé*o) dans cette sélection. Fort court, il n'aurait, seul, pas de raison d'être là. Mais il faut le lire en miroir avec le texte 5, qui s'interroge sur la géographie à écrire à propos du territoire inuit. Si l'on s'en tient aux classifications habituelles en matière de publications, la présence de cette contribution dans cette sélection est contestable. En effet, il a été publié dans un ouvrage dont l'objectif est de présenter les Inuit de l'arctique canadien au grand public, et c'est d'ailleurs l'une de mes publications les moins connues dans le monde universitaire. Pourtant, je le considère comme ayant parfaitement sa place, non seulement dans ce volume mais dans cette première partie plutôt épistémologique, car il s'agit bien d'une réflexion sur le savoir géographique que nous avons la responsabilité, en tant que professionnels du savoir, de construire et de diffuser. Chapitre de commande, il devait au départ camper le décor en prodiguant des informations factuelles relatives au climat, à l'environnement et au peuplement de l'arctique inuit. Mais il m'est très vite apparu que je ne pouvais écrire un tel texte, tant j'étais peu convaincue moi-même de sa pertinence. C'est ainsi que j'ai saisi l'occasion pour écrire la géographie qui, à mon sens, convenait, et non pas celle que l'on attendait. J'aurais pu être plus stratégique et garder ce texte pour une publication davantage susceptible de toucher l'audience des géographes. Mais je l'ai dit au début de ce volume, l'idée de stratégie de publication m'est restée étrangère, parfois à tort. On pourra par ailleurs s'étonner que le commanditaire ait accepté cette évolution du contenu d'un chapitre à vocation introductive. C'est que, me dit ensuite Michèle Therrien, conseiller scientifique de cet ouvrage : "On n'en attendait pas moins de toi." Ce n'était pas la première fois que d'autres avaient compris avant moi ce que j'allais faire, Philippe Pinchemel, et Xavier Browaeys un peu plus tard, m'avaient déjà doublée de la même manière.

Le dernier texte enfin, le plus récent, marque mon positionnement sur une question, l'éthique, dont l'actualité ne cesse de croître. Je tente depuis plusieurs années d'y sensibiliser mes collègues et mes étudiants, espérant que mon expérience en la matière pourra être de quelque utilité au débat encore à peine engagé dans l'hexagone en général, et dans notre discipline en particulier. Ce texte fait par ailleurs écho au chapitre conclusif du volume 1 de ce dossier.

Textes retenus - Table

[1] 1998, « Quelques remarques à propos de la géographie culturelle », <i>Cybergéo : Revue Européenne de Géographie</i> , 55, http://cybergegeo.revues.org/index5315.html	13
[2] 1999, « La geografia cultural en Francia : un estado de la cuestion », <i>Documents d'Analisi Geografica</i> , 34, Barcelone, Universitat Autònoma di Barcelona, p. 103-117.	19
« La géographie culturelle en France, état des lieux », version originale du texte traduit.....	37
[3] 2001, « La géographie radicale : à la recherche d'un nouveau souffle », in Staszak J.-F. et alii. (eds), <i>Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines</i> , Paris, Belin, p. 131-138 (et 138-165).....	49
et, dans le même ouvrage,	
[4] 2001, « La géographie et les minorités : déconstruire et dénoncer les discours dominants » p. 23-28 (et 29-56).	62
[5] 2003, « Quelle géographie pour le territoire inuit ? », in Huret P. (ed.), <i>Les Inuit de l'Arctique canadien</i> , Québec, CIDEF-AFI (U. Laval), p. 35-48.	71
[6] 2004, « Que faire de la géographie postmoderniste ? », (avec J.-F Staszak.), <i>L'Espace géographique</i> , 1, p. 38-41.	87
[7] 2005, « Nord », <i>Hypergéogé</i> , <i>Encyclopédie de la géographie</i> , http://hypergeo.free.fr	93
[8] 2007, « Note sur les fondements des "postcolonial studies" », <i>EchoGéo</i> , 1, 9 p., http://prodig.univ-paris1.fr	97
[9] 2010, « L'éthique et le terrain », <i>L'information géographique</i> , Dossier « Terrain », 74-1, p. 63-83.	105



Cybergegeo : European Journal of Geography

Politique, Culture, Représentations

Béatrice Collignon

Quelques remarques à propos de la géographie culturelle

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Béatrice Collignon, « Quelques remarques à propos de la géographie culturelle », *Cybergegeo : European Journal of Geography* [En ligne], Politique, Culture, Représentations, article 55, mis en ligne le 07 avril 1998, consulté le 21 juin 2012. URL : <http://cybergegeo.revues.org/5315> ; DOI : 10.4000/cybergegeo.5315

Éditeur : CNRS-UMR Géographie-cités 8504

<http://cybergegeo.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://cybergegeo.revues.org/5315>

Document généré automatiquement le 21 juin 2012.

© CNRS-UMR Géographie-cités 8504

Béatrice Collignon

Quelques remarques à propos de la géographie culturelle

- 1 Le 3 novembre dernier s'est tenu à Paris un colloque d'une journée organisé par le CNRS et consacré aux activités de la "section 39" qui, sous l'intitulé "Espace, Territoires et Sociétés", regroupe la plupart des chercheurs en géographie humaine, ainsi qu'un certain nombre d'architectes, d'urbanistes et de sociologues. Il s'agissait de dresser un état des lieux de la section, dont les principales orientations thématiques étaient présentées tour à tour. Pour chacune d'elles, deux rapporteurs jouant un rôle actif dans leur développement avaient été chargés par le président de la section de préparer un compte rendu. Leur intervention était à chaque fois suivie de celle d'un expert étranger, invité à réagir afin de mettre les recherches françaises en perspective.
- 2 La question "géographie et cultures" a fait l'objet d'une présentation qui a suscité une discussion assez vive - entre les rapporteurs d'abord puis avec la salle - en partie fondée sur les remarques formulées par la professeure Anne Buttimer (Université de Dublin) qui soulignait, en sa qualité d'expert étranger, quelques aspects spécifiques de la géographie culturelle "à la française". Il semble opportun de prolonger le débat sur *Cybergéo* et je souhaiterais pour ma part réagir sur trois points.
- 3 1. La communauté des géographes dans son ensemble reconnaît le fait culturel comme une dimension essentielle de notre discipline, et ce depuis longtemps. Cependant, au-delà de cet accord de principe, les divergences se révèlent fortes. Si fortes qu'elles ont suscité, fait exceptionnel au cours de la journée du 3 novembre, une présentation en deux temps de la question "géographie et cultures", les deux rapporteurs n'ayant pu se mettre d'accord, en partie par manque de temps il est vrai, sur un texte commun. Il est frappant de constater que, dans leur dialogue dont l'assistance était le témoin, les rapporteurs ont présenté leur désaccord de fond comme étant d'abord une opposition entre deux méthodes : géographie quantitative et modélisatrice d'un côté, géographie empirique de l'autre. Il y aurait inadéquation entre l'objet culturel et la méthode quantitative pour les uns, entre empirisme et géographie culturelle sérieuse pour les autres, pour lesquels une telle démarche conduit à écrire une géographie "confinant alors à la théologie" (B. Hourcade, 1997). La géographie culturelle est ainsi en passe de devenir le nouveau champ d'affrontement entre deux "écoles", alors que les principaux protagonistes de celles-ci reconnaissent eux-mêmes la nécessité de considérer les différentes approches comme complémentaires et non pas concurrentes.
- 4 Si le débat est très animé, et si nombre d'entre nous ressentent une grande difficulté à s'y positionner, c'est sans doute que l'on n'en a pas assez clairement posé les termes. Il me semble reposer sur une triple opposition, et non sur une seule : opposition entre géographie quantitative et géographie qualitative, entre démarche déductive et démarche empirique, entre géographie nomothétique et géographie idiographique. A l'intérieur de cette triple opposition, de très nombreuses combinaisons sont possibles, d'où la grande diversité des positions des chercheurs et le malaise ressenti face à une présentation un peu trop simplificatrice des rapporteurs chargés de présenter la géographie culturelle française aujourd'hui. Toute géographie quantitative n'est pas modélisante, la modélisation prend aussi en compte des variables qualitatives, l'approche empirique n'empêche pas de tendre vers l'abstraction, etc.
- 5 Au cours de la discussion avec la salle, il a été ainsi rappelé fort justement que la démarche empirique, comme la démarche déductive, peut déboucher sur des développements théoriques, qui conviennent autant à la géographie culturelle qu'aux autres géographies. Le risque qu'il y aurait à limiter les études de géographie culturelle à un inventaire de la diversité des Situations à la surface de la terre était par là même souligné. Il importe d'aller au-delà, quelles que soient les méthodes employées pour parvenir à ce dépassement. Les étiquettes dont on a trop abusé dans la géographie française depuis au moins une vingtaine d'années sont certes pratiques mais elles n'ont, en fait, guère de signification.

- 6 En témoigne la vive réaction dans le public de l'une d'entre nous, exprimant l'énervement d'un certain nombre - notamment parmi les générations plus jeunes (moins de 40 ans) - devant cette difficulté de la géographie française à sortir de cette opposition caricaturale et aujourd'hui assez vaine entre deux écoles. Il en résulte une grande réticence, chez les jeunes chercheurs et enseignants-chercheurs, lorsque vient pour eux le temps de s'insérer dans un laboratoire ou une équipe. En effet, chacun redoute que son choix lui vaille d'être classé de façon fort réductrice, enfermé pour toujours dans une catégorie dans laquelle il ne se retrouve pas.
- 7 2. Pour sa part, la professeure Anne Buttimer a souligné à quel point la dimension historique et patrimoniale sont des champs privilégiés de la géographie culturelle "à la française". Elle apparaît ainsi souvent nostalgique, reproduisant cet attrait pour les permanences, les traditions, qui a beaucoup marqué la géographie classique. Comment expliquer cette tendance ? Au-delà du prolongement de problématiques bien ancrées dans la géographie française, il me semble que c'est aussi, notamment en ethnogéographie, l'effet de l'influence de l'ethnologie sur cette partie de notre discipline.
- 8 L'ethnologie est née d'une volonté de sauver des cultures que l'on croyait, à tort ou à raison, en danger de disparition. Le sauvetage consistait en l'enregistrement d'un maximum d'informations de tous ordres sur ces cultures, et non en une réflexion sur les moyens à mettre en oeuvre pour éviter cette disparition. De façon très significative, les ethnologues ont d'abord été associés à des musées, dans lesquels ils travaillaient notamment aux côtés des archéologues. L'approche matérielle était privilégiée, pour laquelle la culture intellectuelle ne constituait qu'un objet parmi d'autres. Pendant longtemps, l'ethnologie a accordé l'essentiel de son attention à ce qu'il y avait de plus ancien et de plus menacé dans les cultures qu'elle étudiait. Les méthodes élaborées alors étaient tournées vers le recueil des traditions. Ce n'est que récemment que l'ethnologie s'est intéressée aux cultures contemporaines et aux dynamiques internes aux cultures "traditionnelles".
- 9 Les ethnogéographes ont le plus souvent emboîté le pas des ethnologues et repris à leur compte cet intérêt pour le "traditionnel", souvent considéré comme ce - qui est véritablement endogène dans une culture. Il faut bien convenir qu'il y a chez la plupart une réelle réticence à travailler sur le présent et les changements culturels, sur les nouveaux savoirs, nouvelles pratiques, nouvelles représentations. De la sorte, se dessine une certaine idée du culturel, où ne serait digne de cette reconnaissance que ce qui existe depuis déjà longtemps. Le temps légitime les pratiques, qui accèdent alors, et alors seulement, au rang de pratiques culturelles. Ainsi s'expliquerait le faible nombre de recherches consacrées, en géographie culturelle, aux transformations contemporaines des savoirs et des pratiques.
- 10 Il s'agit là d'une question importante, soulignée d'ailleurs dans la discussion: la géographie culturelle, en se concentrant trop souvent sur l'immuable et ce qui est perçu comme endogène, ne risque-t-elle pas d'enfermer les peuples dans leurs cultures en leur refusant toute possibilité d'ouverture, de mixage, en niant le fait que la culture est un ensemble dynamique, qui se reformule en permanence ? Plusieurs travaux récents de géographes et d'ethnologues ont pourtant montré que la tradition elle-même est vivante, elle ne cesse d'être transformée pour répondre aux situations nouvelles auxquelles une société se trouve confrontée. Le danger de folklorisation de la culture côtoie celui de l'incompréhension et donc, au final, de l'inefficacité de ces recherches.
- 11 Cette réticence à penser en termes de transitions plutôt que de traditions est sans doute aussi liée à une difficulté méthodologique : rares sont pour l'heure les travaux proposant une réflexion sur les moyens d'appréhender les phénomènes culturels dans leur dimension dynamique.
- 12 3. Nous retrouvons alors le premier problème évoqué : l'opposition dans le champ culturel de deux écoles de géographie qui s'affrontent pour une bonne part sur des questions méthodologiques. L'une peut mettre en avant des méthodes très formalisées d'appréhension des phénomènes géographiques, tandis que l'autre répond en revendiquant une approche plus souple, qui s'adapte à son objet en évitant les positions *a priori* qui risquent d'enfermer le chercheur dans des catégories inadaptées. Alors que la première apparaît comme scientifique car réfutable, la seconde, non réfutable, est de ce fait même très difficile à évaluer et apparaît comme a-scientifique, qualité que certains, d'ailleurs, revendiquent.

- 13 Il convient pourtant que chacun garde présent à l'esprit que toute démarche est subjective, et que toute procédure de recherche repose d'abord sur une intuition. Cependant, la démarche empirique, au risque de perdre sa crédibilité, ne peut faire l'économie de l'explicitation des méthodes mobilisées pour appréhender le fait culturel. De même, sa légitimité dépendra de sa capacité à dépasser l'idiographisme (nécessaire dans un premier temps) au profit de développements théoriques reposant sur les connaissances acquises grâce aux études de cas. Ces deux aspects sont liés, car la fréquente réticence à aborder la question méthodologique pour elle-même est une expression du refus de théorisation.
- 14 Ce n'est qu'au prix de cet effort que l'on parviendra à dépasser un débat qui a déjà trop longtemps envenimé les relations au sein de la communauté des géographes français. Lorsque les deux démarches s'appuieront chacune sur des outils reconnus, cesseront les interrogations sur leur légitimité et s'ouvrira enfin l'ère de la complémentarité...
- 15 Le débat pourra alors se concentrer sur l'essentiel : l'objet de la géographie culturelle. S'agit-il en effet d'étudier les mêmes objets qu'hier, en insistant davantage sur les aspects culturels (auquel cas il n'y a pas de nouveau champ) ou bien la problématique culturelle permet-elle d'intégrer de nouveaux objets dans le champ de la géographie, ouvrant ainsi d'autres perspectives à notre quête d'une meilleure compréhension de la relation que l'homme construit chaque jour avec son environnement ?

Bibliographie

Texte cité : Bernard Hourcade, 3 nov. 1997, "Géographie et Cultures : consensus sur les faits, divergence sur les méthodes", rapport non publié distribué aux participants au colloque de la section 39, CNRS-

Pour citer cet article

Référence électronique

Béatrice Collignon, « Quelques remarques à propos de la géographie culturelle », *Cybergeo : European Journal of Geography* [En ligne], Politique, Culture, Représentations, article 55, mis en ligne le 07 avril 1998, consulté le 21 juin 2012. URL : <http://cybergeo.revues.org/5315> ; DOI : 10.4000/cybergeo.5315

À propos de l'auteur

Béatrice Collignon
Equipe EHGO / Université de Paris I, UFR de Géographie
barc@imaginet.fr

Droits d'auteur

© CNRS-UMR Géographie-cités 8504

Résumé / Abstract

Le 3 novembre 1997 s'est tenu à Paris un colloque organisé par le CNRS autour des travaux de la "section 39". Au cours de celui-ci la question "géographie et cultures" a donné lieu à un vif débat entre les deux rapporteurs chargés de faire le point sur l'orientation des travaux en cours, débat prolongé ensuite par les réactions non moins vives du public, constitué en grande majorité de chercheurs et enseignants chercheurs en géographie humaine.

Le texte qui suit a été écrit en réaction aux propos tenus alors. Il souligne l'urgente nécessité de dépasser les oppositions méthodologiques, qui ne constituent pas, quoiqu'on en dise, le fond du problème ; tente d'expliquer le malaise grandissant des jeunes générations face à

des oppositions qui semblent pour une bonne part héritées d'une époque révolue ; s'interroge sur les origines des spécificités de la géographie culturelle "à la française" (patrimoniale et historique) et appelle à un effort de formalisation méthodologique de la part des tenants de la démarche empirique.

Mots clés : épistémologie, géographie culturelle

Some thoughts on cultural geography

On november 3rd, 1997, a conference was held in Paris devoted to a review of the activities of "section 39 : Space, Territories and Societies", a CNRS commission in which most French human geographers, along with some architecte, urbanists and sociologists are found. The presentation of the research field "Geography and Culture" led to a strong discussion between the two reviewers in charge of the presentation and later with both of them and the public.

This paper was written in reaction to this discussion. It is here argued that it is time for French geographers to stop focusing on methodological issues, for the situation is far more complex than just an opposition between deductive quantitative and nomothetic geography on the one side, and empirical, qualitative and idiographic geography on the other side. In fact, a deductive approach can rely on qualitative data only, and an empirical approach can lead to some theoretical developments. But one cannot deny that there is an urgent need for empirical geography to formalise its methodology. Also, in reaction to Professor Anne Buttimer's remarks who, invited to react as a foreign expert, underlined that French cultural geography gives most of its attention to heritage and historical issues, some explanations to this situation are developed.

Keywords : cultural geography, epistemology

Universitat Autònoma de Barcelona. Departament de Geografia
Universitat de Girona. Secció de Geografia

Documents d'Anàlisi Geogràfica

34

DOSSIER

Noves geografies culturals

Núm. 34, 1999, ISSN 0212-1573



Universitat Autònoma de Barcelona
Servei de Publicacions



Universitat
de Girona

DOSSIER. Noves geografies culturals

Articles

- 25 Claval, Paul. Los fundamentos actuales de la geografía cultural.
- 41 Jackson, Peter. ¿Nuevas geografías culturales?.
- 53 Kramsch, Olivier. El horizonte de la nueva geografía cultural.
- 69 Luna García, Antonio. ¿Qué hay de nuevo en la nueva geografía cultural?
- 81 Philo, Chris. Más palabras, más mundos: reflexiones en torno al «giro cultural» y a la geografía social.

Estats de la qüestió i documentació

- 103 Collignon, Béatrice. La geografía cultural en Francia: un estado de la cuestión.
- 119 Mendizábal i Riera, Enric. Algunes reflexions sobre la (nova) geografia cultural des de la perifèria.

Notícies

- 135 Garcia Ramon, Maria Dolòrs. Canvi o continuïtat en la geografia cultural? Notes a l'entorn de *Cultural Turns/Geographical Turns*.

MISCEL·LÀNIA

Articles

- 143 Abellán García, Antonio; Puga González, María Dolores. Movilidad residencial y género entre las personas de edad. Una aproximación a las estrategias residenciales en Madrid.
- 161 Villanova Valero, José Luis. La Sociedad Geográfica de Madrid y el colonialismo español en Marruecos (1876-1956).

Estats de la qüestió i documentació

- 191 Martí Ragué, Xavier; Puig i Oliveras, F.Xavier. L'avaluació d'impacte ambiental: conceptes i mètodes.
- 211 Soriano Jiménez, Ignacio C. El archivo de Gonzalo de Reparaz.

Notícies

- 231 Vila i Subirós, Josep. *Earth's Changing Land*. Barcelona, 14 al 18 de març de 1998.
- 237 Zusman, Perla B. *Postcolonial Geographies*. Southampton (Reino Unido), 25 y 26 de junio de 1998.
- 241 Ortiz Guitart, Anna. Second European Urban and Regional Studies Conference: *Culture, Place and Space in Contemporary Europe*. Durham (Regne Unit), 17 al 20 de setembre de 1998.
- 247 Baylina Ferré, Mireia; Prats Ferret, Maria. Festival International de Géographie. Saint-Dié-des-Vosges (Lorena, França), 1 al 4 d'octubre de 1998.



Universitat Autònoma de Barcelona
Servei de Publicacions



Universitat
de Girona

La geografía cultural en Francia: un estado de la cuestión*

Béatrice Collignon

Université de Paris I. UMR Géographie-cité, équipe EHGO
191, rue Saint Jacques. 75005 Paris. France
barc@imaginet.fr

Data de recepció: setembre 1998

Data d'acceptació: novembre 1998

Resumen

La geografía cultural, en Francia, se presenta como una vasta plataforma en la cual convergen investigadores con preocupaciones bien distintas. Esta geografía se beneficia de un eje principal sostenido por el CNRS: el laboratorio de investigación «Espacio y Culturas» y sus publicaciones, pero no todos se identifican con sus orientaciones. El tema de la representación asociado a la noción de territorio y al problema de las identidades es a menudo el punto en común. La geografía cultural es hoy objeto de debates internos, especialmente por lo que se refiere a su metodología, pero también desde fuera se debate su pertinencia en tanto que campo particular de la geografía humana. Nos encontramos ante un eco de las tensiones que atraviesan la geografía francesa desde hace unas tres décadas.

Palabras clave: geografía cultural, Francia, epistemología.

Resum. *La geografia cultural a França: un estat de la qüestió*

La geografía cultural, a França, es presenta com una gran plataforma en la qual convergeixen investigadors amb preocupacions ben diferents. Aquesta geografia es beneficia d'un eix principal sostingut pel CNRS: el laboratori d'investigació «Espai i Cultures» i les seves publicacions, però no tots s'identifiquen amb les seves orientacions. El tema de la representació associat a la noció de territori i al problema de les identitats és sovint el punt en comú. La geografia cultural és avui objecte de debats interns, especialment pel que fa a la seva metodologia, però també des de fora es debat la seva pertinència en tant que camp particular de la geografia humana. Ens trobem davant un eco de les tensions que travesen la geografia francesa des de fa unes tres dècades.

Paraules clau: geografia cultural, França, epistemologia.

Résumé. *La géographie culturelle en France: état des lieux*

La géographie culturelle, en France, apparaît comme une vaste plate-forme où se retrouvent des chercheurs aux préoccupations très variées. Elle bénéficie d'un pôle fort soutenu par le CNRS: le laboratoire de recherches «Espace et Cultures» et ses publications, mais tous ne se reconnaissent pas dans ses orientations. La question des représentations, associée à la

* Traducido del original francés por Gemma Lozano Martínez.

aparece el primer manual de geografía cultural escrito en francés: *La géographie culturelle*, de Paul Claval.

Durante los años ochenta se han recorrido los primeros pasos. Se vive la emergencia de gran número de corrientes, a veces efímeras como la geografía humanística, de las representaciones, del espacio vivido, y aún otras como la etnogeografía; en medio de esta abundancia a veces se hacía difícil tener las ideas claras. En la década siguiente, la mayoría de los investigadores implicados en estas corrientes se alinean progresivamente bajo la etiqueta de la «geografía cultural», término integrador que permite calmar las inquietudes suscitadas por el estallido de los años precedentes. La geografía cultural se convierte así, en la década de los ochenta, en una plataforma que acoge trabajos muy variados. Esta adhesión bajo una denominación funcional, pues es esto de lo que se trata en el fondo, significa para la geografía cultural aparecer hoy como una corriente fuerte de la geografía francesa, pero también implica la extrema variedad de posiciones de todos aquéllos que se identifican con ella. El repaso que hacemos aquí es el de la geografía cultural en Francia y no el de la geografía cultural francesa, pues no hay, según mi criterio, coherencia suficiente para que podamos emplear esta expresión, tal y como empleamos normalmente la de «geografía regional francesa», para designar a la escuela vidaliana. No es cierto que exista «una manera francesa de hacer geografía cultural», comentan Bernard Hourcade y Jean-Robert Pitte (1997), encargados de presentar estos temas en un coloquio del CNRS.

Estas dudas están ligadas a la novedad de esta rama multiforme de la geografía humana. Seguramente hoy en día falta perspectiva para plantear una evaluación, y es necesario contentarse con un simple estado de la cuestión. Podemos identificar algunos grandes temas: los paisajes, las representaciones, los conocimientos geográficos, las percepciones, los territorios, las culturas materiales. Entre todos ellos, algunos suponen la continuidad de viejas preocupaciones, otros exploran nuevas direcciones. Por otro lado, aparte de los temas, los métodos utilizados son igualmente muy diversos, y aunque muchos geógrafos culturales se agrupan en torno del eje central constituido por la revista y la colección «Géographie et Cultures» (L'Harmattan), no es el caso de todos. Finalmente, un cierto número de trabajos que estamos tentados de colocar en esta categoría de geografía cultural, no son presentados como tales por sus autores. ¿Se debe dejar a éstos al margen? En el marco de esta presentación, me ha parecido necesario integrarlos, pues participan activamente del desarrollo de las nuevas orientaciones que esta geografía se interesa en promover. No se trata, sin embargo, de ocultar los debates, que son internos en la geografía cultural pero también externos. Desde el exterior la legitimidad de la geografía cultural es cuestionada por algunos, para los cuales no está justificado hacer de ella una rama específica de la geografía humana, puesto que toda «buena geografía humana» tiene necesariamente en cuenta la dimensión cultural. Estas discusiones van ligadas con aquéllas que se desarrollan en la comunidad de los geógrafos franceses desde hace tres décadas y reposan sobre concepciones diferentes de lo que debe ser la geografía humana: sus conceptos, sus objetos y sus métodos (Bruneau, 1997).

aparece el primer manual de geografía cultural escrito en francés: *La géographie culturelle*, de Paul Claval.

Durante los años ochenta se han recorrido los primeros pasos. Se vive la emergencia de gran número de corrientes, a veces efímeras como la geografía humanística, de las representaciones, del espacio vivido, y aún otras como la etnogeografía; en medio de esta abundancia a veces se hacía difícil tener las ideas claras. En la década siguiente, la mayoría de los investigadores implicados en estas corrientes se alinean progresivamente bajo la etiqueta de la «geografía cultural», término integrador que permite calmar las inquietudes suscitadas por el estallido de los años precedentes. La geografía cultural se convierte así, en la década de los ochenta, en una plataforma que acoge trabajos muy variados. Esta adhesión bajo una denominación funcional, pues es esto de lo que se trata en el fondo, significa para la geografía cultural aparecer hoy como una corriente fuerte de la geografía francesa, pero también implica la extrema variedad de posiciones de todos aquéllos que se identifican con ella. El repaso que hacemos aquí es el de la geografía cultural en Francia y no el de la geografía cultural francesa, pues no hay, según mi criterio, coherencia suficiente para que podamos emplear esta expresión, tal y como empleamos normalmente la de «geografía regional francesa», para designar a la escuela vidaliana. No es cierto que exista «una manera francesa de hacer geografía cultural», comentan Bernard Hourcade y Jean-Robert Pitte (1997), encargados de presentar estos temas en un coloquio del CNRS.

Estas dudas están ligadas a la novedad de esta rama multiforme de la geografía humana. Seguramente hoy en día falta perspectiva para plantear una evaluación, y es necesario contentarse con un simple estado de la cuestión. Podemos identificar algunos grandes temas: los paisajes, las representaciones, los conocimientos geográficos, las percepciones, los territorios, las culturas materiales. Entre todos ellos, algunos suponen la continuidad de viejas preocupaciones, otros exploran nuevas direcciones. Por otro lado, aparte de los temas, los métodos utilizados son igualmente muy diversos, y aunque muchos geógrafos culturales se agrupan en torno del eje central constituido por la revista y la colección «Géographie et Cultures» (L'Harmattan), no es el caso de todos. Finalmente, un cierto número de trabajos que estamos tentados de colocar en esta categoría de geografía cultural, no son presentados como tales por sus autores. ¿Se debe dejar a éstos al margen? En el marco de esta presentación, me ha parecido necesario integrarlos, pues participan activamente del desarrollo de las nuevas orientaciones que esta geografía se interesa en promover. No se trata, sin embargo, de ocultar los debates, que son internos en la geografía cultural pero también externos. Desde el exterior la legitimidad de la geografía cultural es cuestionada por algunos, para los cuales no está justificado hacer de ella una rama específica de la geografía humana, puesto que toda «buena geografía humana» tiene necesariamente en cuenta la dimensión cultural. Estas discusiones van ligadas con aquéllas que se desarrollan en la comunidad de los geógrafos franceses desde hace tres décadas y reposan sobre concepciones diferentes de lo que debe ser la geografía humana: sus conceptos, sus objetos y sus métodos (Bruneau, 1997).

La geografía cultural en Francia está marcada por una gran diversidad, tanto de los objetos estudiados como de los métodos utilizados. Nos ha parecido más adecuado hacer una presentación en función de los objetos. Empezaremos por los trabajos que destacan la dimensión cultural en el análisis de los espacios geográficos, antes de dedicarnos a los que hacen de los hechos de cultura el objeto mismo de su estudio. El bosquejo planteado podrá reflejar los debates que se realizan entorno a esta geografía.

Dentro del mundo francófono, la geografía cultural del Quebec ocupa una plaza diferenciada. Ésta se ha desarrollado de forma más precoz que en otros lugares y es de esta base pionera norteamericana que han llegado buena parte de las temáticas culturales estudiadas hoy en día en Francia. Con un gran predominio en el campo de la geografía humana y desarrollando los trabajos en direcciones ignoradas o olvidadas por nosotros, su situación no es comparable con la del viejo continente. No es pues posible integrarla a esta presentación. Por otro lado, los conocimientos de la autora sobre las otras geografías culturales francófonas son demasiado limitadas para pretender presentarlas aquí.

La dimensión cultural integrada al análisis de espacios geográficos

Actualmente la importancia de los hechos culturales en la organización del espacio es reconocida por la mayoría de geógrafos franceses. Cada vez más a menudo estos elementos son integrados en sus análisis, especialmente cuando trabajan a escala regional. En referencia a este hecho es significativo que uno de los catorce volúmenes de *L'Atlas de France* que está a punto de editarse, reserve un extenso lugar a la cultura: *Société et Cultures* (Vigouroux, 1997). Podríamos considerar que esta integración de la cultura como factor de organización de los espacios o de individualización de una región queda un poco al margen del campo de la «geografía cultural». Sin embargo, constatamos, y es sin duda una particularidad francesa, que entre los trabajos que se asocian a la geografía cultural muchos se incluyen dentro de esta misma categoría. Es conveniente pues darles un espacio en este artículo.

Estas investigaciones constituyen una prolongación de la geografía regional francesa, que clásicamente integraba el estudio del género de vida (Vidal, 1911) en sus análisis y que, privilegiando los estudios de comarcas («pays»), ha llevado a menudo a subrayar los particularismos culturales. En los estudios contemporáneos, el análisis del carácter de un territorio más o menos vasto va más lejos, emplazando los hechos culturales en la esencia de la reflexión. Varias tesis recientemente desarrolladas son testimonio de la vitalidad de este enfoque (San Juan, 1997; Richard, 1998), igual que la gran cantidad de números de la revista *Géographie et Cultures* consagrados a un área cultural o a un país particular (7 números de 28). En estos trabajos hay una nueva visión sobre la región, proponen una nueva clave para comprenderla, pero el objeto de estudio no ha cambiado, el método es el mismo y el desarrollo temático continúa siendo empírico. La defensa del enfoque empírico en geografía es además uno de los rasgos de una parte de los geógrafos implicados en geografía cultural, como lo

han subrayado recientemente diversos artículos que presentan dicho enfoque (Collignon, 1998; Hourcade y Pitte, 1997).

A partir de los métodos utilizados se diferencian otra serie de investigaciones, que se inscriben dentro del marco de la geografía regional pero que tratan sobre factores culturales utilizando métodos cuantitativos y dedicándose a modelizar sus influencias sobre las modalidades de la organización del espacio estudiado. Este esfuerzo lleva también a utilizar como recurso la expresión cartográfica en tanto que instrumento de investigación y no sólo como plasmación de resultados. Esto es lo que sucede con la coremática desarrollada por Roger Brunet. La *Nouvelle Géographie Universelle* (Brunet, 1990-1996) deja constancia del interés de estas investigaciones. El enfoque cuantitativo permite también integrar los fenómenos culturales en los análisis espaciales, así como a los estudios dedicados a las redes y jerarquías urbanas (Lucchini, 1998) que han sido desarrollados bajo el impulso de Denise Pumain.

Los hechos culturales como objeto de investigación

La elección del hecho cultural como objeto de investigación nos lleva a considerar algunos campos hasta ahora ignorados por la geografía humana. Las temáticas tratadas son diversas; hemos construido una pequeña lista de algunas de ellas a modo de introducción. En lo que es actualmente el eje central de la geografía cultural en Francia estas temáticas están casi siempre ligadas a cuestiones que hacen referencia a representaciones. Este lugar preeminente se ha conseguido progresivamente a partir de la década de los setenta, década en la cual aparecen las primeras publicaciones dedicadas a esta cuestión, y que se abordan inicialmente bajo la perspectiva del espacio vivido (*L'Espace Géographique*, 1976; Frémont, 1976). En Francia, la noción de territorio está estrechamente asociada a este planteamiento, así como al problema de las identidades. Así pues, la mayor parte de los estudios dedicados a los fenómenos culturales giran en torno de estas tres palabras clave.

La percepción sensorial ocupa un lugar importante dentro de la geografía cultural contemporánea. Impulsados por Jean-Robert Pitte, los geógrafos exploran la influencia de los sentidos en la percepción del mundo que nos rodea y en la construcción de nuestras relaciones con el territorio. Después de realizar diversos trabajos dedicados a los gustos y prácticas alimentarias y a sus implicaciones geográficas (Pitte, 1986; 1991; De Planhol, 1995) son ahora los olores los que hacen su entrada en la geografía (Dulau y Pitte, 1998). Ver, saborear, sentir, tal vez pronto se incluirá tocar y escuchar: este interés por los cinco sentidos a través de los cuales aprehendemos el mundo conduce al geógrafo a cambiar la escala de análisis, a pasar a la microescala, que no es para él un marco muy familiar. Es significativo que recientemente el interior de las casas haya captado la atención de los geógrafos (Dulau, 1996). La observación ha sido un elemento privilegiado por los geógrafos desde los inicios de nuestra disciplina. Forma parte de un enfoque renovado desde hace una veintena de años que se basa en un cambio profundo del punto de vista. Tradicionalmente era la pers-

pectiva del geógrafo la que estaba en el centro del análisis, dado que el enfoque clásico, en Francia, se basaba en la observación del paisaje, tanto en la geografía física como en la humana. Este cambio consiste en estudiar la perspectiva que diversas categorías sociales o diversos agentes de la planificación tienen sobre el paisaje (Gumuchian, 1991).

El paisaje se analiza, no ya desde el punto de vista de las percepciones, sino que también se tienen en cuenta las representaciones; éstas se manifiestan como la expresión cultural de un tipo de relación con la naturaleza. El paisaje es construido por la sociedad y en él se reflejan los valores de ésta (Duclos, 1990). El paisaje es también un patrimonio que testimonia los valores del pasado. Los geógrafos franceses son particularmente sensibles a esta dimensión histórica de los hechos geográficos debido a los orígenes de la institucionalización de la disciplina y a la estructura de la enseñanza secundaria, en los cuales siempre hemos encontrado asociadas la historia y la geografía. Esta especial atención a la historia deja huella en la geografía cultural (Buttimer, 1997) y ha dado lugar a análisis muy detallados (Dion, 1990; Pitte, 1983).

La etnografía es también una rama fecunda de la geografía cultural. Deshacer las representaciones de los demás nos ayuda a comprender como las culturas que nos son desconocidas construyen sus relaciones con el mundo e interpretan sus territorios, elaborando así un conocimiento geográfico propio. En este campo las investigaciones de Joël Bonnemaïson sobre el territorio y la identidad en Vanuatu han sido pioneras y son una referencia a tener en cuenta (Bonnemaïson, 1986-87). Los trabajos continúan tratando las relaciones entre representaciones, identidad y territorio (Bonnemaïson y otros, 1997), representaciones y conocimientos geográficos, ya sean populares o científicos (Bachimon, 1995; Collignon, 1996; Frérot, 1993; Staszak, 1995), oposición ésta última que tiende a perder sentido en nuestras sociedades posmodernas en las que circula cada vez más información. A menos que se estudie sobre sociedades antiguas (Staszak, 1995), la etnografía necesita un importante trabajo de campo, en el sentido clásico del término, en el que domina el enfoque empírico. Es en este punto donde convergen geógrafos y etnógrafos cuyas relaciones no son tan estrechas como podríamos esperar. Entre estas dos disciplinas los intercambios de conceptos son raros, mientras que los intercambios metodológicos son más importantes, sobre todo por lo que respeta a las técnicas de encuestas (Collignon y Delfosse, 1997). Cruzando el análisis de los discursos basados en conocimientos científicos y populares con la etnogeografía y la geografía histórica, algunos trabajos redibujan las modalidades de construcción de muchos conocimientos geográficos — a veces contradictorios — de un mismo espacio (Bachimon, 1990; Lézy, 1997a) o de constitución de identidades culturales asentadas en un territorio que sólo la historia ha conocido (Théodat, 1997).

El análisis restringido del discurso — ya se trate de palabras o de imágenes — está muy influenciado por el trabajo de los semiólogos, siendo éste otro punto fuerte de la geografía cultural en Francia (Buttimer, 1997). Este análisis permite definir las representaciones de los diversos grupos que intervienen en la planificación del territorio, ya se trate de políticos, de planificadores, de promo-

tores, o de los habitantes de barrios o regiones (Gervais-Lambony, 1994; Hancock, 1997; Lussault, 1993; Rosemberg, 1997). Este análisis se extiende también a la dimensión geográfica de las obras literarias, que construyen y transmiten diferentes modos de relaciones en el espacio, valores paisajísticos, imágenes de la ciudad o del campo (Brosseau, 1996; Chevalier, 1993; Chivallon, 1996; *Géographie et Cultures*, 1995; Lévy, 1997; Tissier, 1992), y de otras obras de arte, como la pintura de paisajes (Luginbuhl, 1989). Las representaciones geográficas transmitidas por un libro fundamental para nuestras culturas occidentales, la Biblia y, particularmente, el Antiguo Testamento, captan la atención de los geógrafos (Piveteau, 1995), además de la de los filósofos (Desreumaux y Schmidt, 1988).

El interés por estos textos proviene de los estudios sobre las relaciones entre religiones y representaciones. Este desarrollo precoz de la geografía religiosa se lo debemos a Xavier de Planhol (1957; 1968), mucho antes de que se hablara de geografía cultural en Francia. Actualmente, los análisis de muchas culturas están también relacionados con la dimensión sagrada de la relación con el territorio (Dory y otros, 1995). Estos trabajos tratan sobre las prácticas, los discursos, las creencias, los espacios sagrados. En ellos se reserva una especial atención a los cementerios: los espacios de los muertos son también espacios de cultura (Pitte, 1992). La revista *Géographie et Cultures* ha sido desde sus inicios un lugar de debate para esta geografía: le consagraba su primer monográfico (1992, 3) y, de nuevo, un número integral en otoño de 1997.

Al final de la década de los setenta reaparece en Francia la geopolítica (la revista *Hérodote* no se convierte explícitamente en una revista de geopolítica hasta 1982), la cual se va aproximando desde hace una década a la geografía cultural. Partiendo de la idea que «la geografía es un arma para la guerra», Yves Lacoste orienta cada vez más sus análisis hacia las representaciones, las cuales son para él el centro de los problemas geopolíticos (Lacoste, 1993); esta idea ya había sido destacada por Jean Gottmann, que proponía el término «iconografía» para designarla (1952). Otros geógrafos relacionan de forma más clara la geopolítica con la geografía cultural (Gaugue, 1997; Prévelakis, 1994; Sanguin, 1993). La situación de esta rama es un ejemplo bastante claro de lo que ocurre con el conjunto de la geografía cultural en Francia: algunos se identifican ellos mismos en este marco, mientras que otros, que trabajan en direcciones similares y que por lo tanto se tendería a identificarlos como geógrafos culturales, ellos mismos no se consideran miembros de esta tendencia. Así pues, Yves Lacoste sostiene un diálogo con la geografía cultural, pero no clasifica sus trabajos bajo esta denominación.

Por muy abundante que sea, la geografía cultural tal y como la desarrollan los geógrafos franceses no aborda todos los temas que se acostumbran a tratar desde el mundo anglosajón. Anne Buttimer (1997) destaca la ausencia de estudios dedicados al género, del cual sólo encontramos los trabajos de Jacqueline Coutras (1996). De igual modo, la influencia posmodernista es débil. Aunque ha sido poco tratado en Francia, encontramos un discreto eco en la preocupación de algunos para integrar sus trabajos en relación con su historia perso-

nal. Con el fin de intentar integrar la parte de subjetividad inherente a toda investigación, toman el riesgo de hablar de su relación emocional con el sujeto que tratan (Bonnemaizon, 1996; Théodat, 1997). A veces estos intentos van más lejos, hasta llegar a cuestionar la validez de la distanciaci3n y de la escritura científi ca clásica, en el momento de dar cuenta del trabajo del geógrafo², necesariamente subjetivo.

A menudo se acusa a la geografía cultural de negligir los problemas metodológicos y la reflexión teórica. También es cierto que son pocos los que se aplican en esta tarea. No obstante y dentro de este terreno, los trabajos de Augustin Berque están proponiendo un sólido aparato conceptual. Este autor parte del estudio de la relación con la naturaleza que se da en el Jap3n (1982, 1986), para a continuación pasar al concepto de paisaje (1990, 1995), y después al de ecumene (1993, 1996). Sus trabajos están animados por una interrogaci3n acerca de las relaciones que se producen entre el sujeto y el objeto, tema que le conduce a una reflexión sobre el sujeto geográfico (1998). La meta de estas investigaciones es ir más allá del paradigma de la modernidad —que separa el objeto del sujeto—, superada solamente por la posici3n posmoderna de los anglosajones. Esto pasa por la creaci3n del concepto de «trayecci3n» que le sirve para reflexionar sobre la relación hombre/medio (1990), que se sitúa «entre los dos polos teóricos de lo subjetivo y lo objetivo» (Berque, 1997: 292). La influencia del filósofo Heidegger en estos trabajos sigue la línea de reflexiones iniciada por Eric Dardel (1952), redescubierto en Francia en los años ochenta, y que se reconoce como precursor de la geografía cultural. A pesar de que abrió nuevas perspectivas a la geografía, no hizo aportaciones para ayudarla a cambiar de paradigma; en este sentido, Augustin Berque va mucho más lejos. La riqueza de sus reflexiones se debe también a la recuperaci3n de dos tradiciones filosóficas: la occidental (sobre todo Heidegger) y la oriental (destacando el japonés Nishida). Aunque sus preocupaciones lo sitúan al margen de la comunidad de geógrafos culturales, no es el único que continúa estudiando las relaciones entre el sujeto y el objeto y a desarrollar la subsiguiente reflexión teórica (Debarbieux, 1995; Staszak, 1997).

En este breve repaso no hemos querido dejar de mencionar los trabajos de geografía cultural que los propios autores clasifican fuera de esta materia. Podemos continuar ampliando la perspectiva, buscando también fuera de la comunidad de geógrafos, en una triple óptica. En primer lugar, a propósito de los avances teóricos o metodológicos, hemos señalado la influencia de filósofos y semiólogos; también tenemos que resaltar la de los sociólogos y de los antropólogos. Por otro lado, la geografía cultural contemporánea también tiene interés por los objetos tradicionalmente estudiados por otras ciencias humanas. Algunas pueden ser las prácticas festivas o deportivas (Augustin, 1995) o

2. Emmanuel Lézy lo da a conocer en la introducci3n general de su tesis (1997a), y adjunta en un anexo el diario de viaje de su itinerario en el norte del Amazonas (de Georgetown hasta Boa Vista). Este volumen tiene como presentaci3n una foto del autor, que sujeta su caballo por la brida en un escarpado sendero (Lézy, 1997b).

también las culturas materiales (Trochet, 1993; 1998), que han sido más tratadas por los etnólogos desde principios de siglo. Cuando éstos estudian sobre fronteras culturales y procesos de difusión espacial se acercan muchísimo a la óptica del geógrafo, llegando incluso a cambiar de disciplina³. Y como último punto a subrayar, cabe mencionar que la dimensión geográfica es tenida cada vez más en cuenta por los investigadores de disciplinas vecinas, lo que confirma que la geografía cultural rebasa la comunidad de los geógrafos. A título de ejemplo podemos señalar los trabajos de Alain Corbin (1988) y Christian Jacob (1991) en historia, de Martin de la Soudière en etnología (1987), de Jean-Denis Urbain (1993, 1994) en sociología, y los homenajes publicados en honor de Paul-Henry Chombart de Lauwe (Augé, 1994) en antropología.

Debates en torno a la geografía cultural: las perspectivas

El desarrollo de la geografía cultural en esta década ha ido acompañada de vivos debates, que son precisamente signo de su dinamismo. Las discusiones internas se concentran sobre dos puntos: el enfoque y los métodos (Bruneau, 1997; Collignon, 1998; Guermond, 1998; Hourcade y Pitte, 1997), mientras que las críticas que vienen del exterior implican sobre todo los objetos de esta geografía y el estatus que hay que conferirle. Las discusiones son cerradas puesto que están alimentadas por concepciones diferentes de la geografía en su conjunto y acompañadas de un clima que Bernard Hourcade y Jean-Robert Pitte no han dudado en calificar de «pasional» (1997: 71).

En el seno de la geografía cultural hay dos tendencias predominantes. Por un lado, una geografía empírica que reserva un importante papel al enfoque subjetivo y a los datos cualitativos y para la cual la diversidad del mundo es irreductible a unos cuantos modelos basados en un pequeño número de «leyes» geográficas, la existencia de las cuales es puesta en entredicho. La dimensión idiográfica de algunos trabajos que se realizan en este ámbito está asumida y reivindicada. El uso sin adaptación de los métodos del análisis espacial para el estudio de los hechos culturales no se considera adecuado: sería como «hacer de relojero con guantes de boxeador» (Hourcade y Pitte, 1997: 74). Por otro lado, tenemos una geografía hipotético-deductiva que se adjudica una posición objetiva —científica— y utiliza preferentemente métodos cuantitativos para construir una geografía nomotética, en la cual los resultados pueden servir para elaborar modelos. Los que se identifican con esta última postura acusan a la geografía empírica y subjetiva de «precientífica» (Hourcade y Pitte, 1997: 71) y, por lo tanto, de poco válida. Las discrepancias tienden a cristalizarse en torno al problema de los métodos: «acuerdo en los resultados, divergencia ante los métodos», como dicen Bernard Hourcade y Jean-Robert Pitte (1997: 73).

3. Un buen ejemplo de esto es Jean-René Trochet, etnólogo de formación, integrado en la comunidad de los geógrafos a través del Conseil National des Universités y contratado en 1995 como profesor en el Departamento de Geografía de la Université de Paris IV; antes había sido director de investigaciones en el Musée des Arts et Traditions Populaires de París.

Posiciones tan contrastadas podrían extrañar a los lectores no familiarizados con los debates internos de la geografía francesa. Estos debates no dejan de suscitar reacciones en su mismo seno (Collignon, 1998), pues no toda la geografía cuantitativa crea modelos (para modelizar también se tienen en cuenta variables cualitativas). Tampoco el enfoque empírico impide llegar a la abstracción y concluir en un desarrollo teórico, que resulta importante tanto para la geografía cultural como para cualquier otra geografía. Finalmente, todo enfoque es subjetivo y todo procedimiento de investigación parte de una intuición.

Para comprender estas discrepancias es necesario situarlas en un contexto más amplio, pues estos problemas no surgen con la geografía cultural. Éstas prolongan un debate surgido hace ya tres décadas en relación con la geografía en su conjunto; los protagonistas de dicho debate han sido fieles a unos conceptos que guían aún sus investigaciones. Este interés general sobre el mismo objeto no garantiza unos métodos o resultados convergentes, pero aún así el observador exterior tiende a clasificar conjuntamente una gran variedad de trabajos bajo la denominación común de «geografía cultural». Para algunos la integración de la dimensión cultural permite hacer más preciso el análisis espacial, pues continúa siendo este el centro de sus preocupaciones. Para otros la enumeración y la comprensión de la diversidad del mundo es el principal objetivo de la geografía. La geografía cultural también es interpretada, según determinados puntos de vista, como un baluarte de resistencia a la geografía cuantitativa y nomotética, denunciada ésta por sus aspiraciones hegemónicas y vista a veces como el refugio de una geografía anticuada de la cual se denuncia sus ansias de reconquista. Entre estas dos tendencias encontramos a los que clasifican sus investigaciones de buen grado dentro de la geografía cultural sin identificarse plenamente con ninguna de estas posiciones. En cierto modo, éstos están bastante cerca de los que evolucionan aparentemente al margen de este campo y que, sin criticarla u oponerse, no clasifican sus trabajos dentro de la geografía cultural; incluso cuando esta clasificación fuera conveniente, éstos prefieren otras clasificaciones que juzgan más operantes.

Por otro lado, la geografía cultural es objeto de críticas por parte de geógrafos que se sitúan fuera de este campo y que discuten su legitimidad. La discrepancia tiene su base en la importancia que hay que conferir a los hechos culturales. Creen que es necesario tenerlos en cuenta, pero no le otorgan un papel primordial en la explicación geográfica; en el lado opuesto hay los que reivindican la geografía «culturalista». Para los primeros la cultura solo serviría para explicar lo que no es posible explicar de otro modo: sólo sería un residuo. Ésta posición nos conduce a afirmar que toda «buena geografía humana» se preocupa de la cultura, y que por lo tanto no da lugar a crear un campo específico para la geografía cultural, lo cual nos lleva también a poner en duda el interés que tiene la geografía por los trabajos dedicados a objetos que la geografía cultural no estudia.

El vigor de estos debates es un triunfo para la geografía cultural, pues esto la obliga a justificar su existencia a través de una doble pertenencia. Se le exige rigor de análisis (a lo cual el método empírico jamás se ha opuesto, así como

tampoco ha sido contrario al reconocimiento de la subjetividad en toda investigación) y se le exige también innovación (si la geografía cultural pretende ser algo más que una «buena geografía humana»).

Por otro lado, podemos interpretar como un signo de reconocimiento del dinamismo de la geografía cultural en Francia el hecho que en 1996 la Unión Geográfica Internacional haya confiado a Paul Claval la presidencia del grupo de investigación que acababa de crear sobre este tema. Además, el diálogo entre las diversas tendencias se entrelaza progresivamente, como lo ha testimoniado la presentación en diciembre de 1997 en París de un coloquio dedicado a los enfoques culturales y a las representaciones urbanas coorganizado por el grupo de trabajo de la UGI sobre la geografía cultural y la comisión UGI de geografía urbana presidida por Denise Pumain.

Bibliografía

- AUGE, M. (1992). *Non-lieux: introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris: Le Seuil.
- (dir.) (1994). *Les hommes, leurs espaces et leurs aspirations. Hommage à Paul-Henry Chombart de Lauwe*. Paris: L'Harmattan.
- AUGUSTIN, J. P. (1995). *Sport, géographie et aménagement*. Paris: Nathan.
- BACHIMON, P. (1990). *Tahiti, entre mythes et réalités. Essai d'histoire géographique*. Paris: CTHS. Mémoires de la section de géographie.
- (1995). «L'insularité océanienne dans la cosmogonie maohi». *L'Espace Géographique*, 24 (3), p. 227-235.
- BAILEY, A. (1977). *La perception de l'espace urbain: les concepts, les méthodes d'étude, leur utilisation dans la recherche*. Paris: Université de Paris IV. (Thèse d'État; inédita.)
- (1995). *Représenter la ville*. Paris: Economica.
- BAILEY, A.; SCARFATI, R. (dirs.) (1990). *L'humanisme en géographie*. Paris: Anthropos/Economica.
- BERDOULAY, V. (1992). *Des mots et des lieux. La dynamique du discours géographique*. Paris: Éditions du CNRS.
- BIRQUE, A. (1982). *Vivre l'espace au Japon*. Paris: P.U.F.
- (1986). *Le sauvage et l'artifice. Les japonais devant la nature*. Paris: Gallimard.
- (1990). *Médiance, de milieux en paysages*. Montpellier: GIP Reclus.
- (1993). «L'écoumène: mesure terrestre de l'Homme, mesure humaine de la Terre. Pour une problématique du monde ambiant». *L'Espace Géographique*, 22 (4), p. 299-305.
- (1995). *Les raisons du paysage. De la Chine antique aux environnements de synthèse*. Paris: Hazan.
- (1996). *Être humains sur la terre*. Paris: Le Débat / Gallimard.
- (1997). «Basho, chōra, Tjukurpa, ou le poème du monde». *L'Espace Géographique*, 26 (4), p. 289-295.
- BONNEMAISON, J. (1981). «Voyage autour du territoire». *L'Espace Géographique*, 10 (4), p. 249-262.
- (1986-87). *Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*. Paris: Orstom (2 vols.).
- (1996). *Les fondements géographiques d'une identité. L'archipel du Vanuatu, essai de géographie culturelle*. Paris: Orstom.

- BONNEMAISON, J. y otros (dirs.) (1997). *Le territoire, lien ou frontière?* Paris: Orstom, (CD ROM).
- BROSSEAU, M. (1996). *Des romans-géographes*. Paris: L'Harmattan.
- BRUNEAU, M. (1997). «Entre empirie et théorie: une géographie ouverte». *Intergéo-Bulletin*, 128, p. 101-104.
- BRUNET, R. (dir.) (1990-1996). *Géographie Universelle*. Paris: Montpellier; Belin: GIP Reclus. 10 vols.
- BUTTIMER, A. (1997). «Les approches culturelles en géographie». *Intergéo-Bulletin*, 128, p. 75-78.
- CALENGE, C.; LUSSAULT, M. (dirs.) (1997). *Figures de l'urbain: des villes, des banlieues et de leurs représentations*. Tours: Maison des Sciences.
- CHEVALIER, M. (dir.) (1993). *La littérature dans tous ses espaces*. Paris: Éditions du CNRS.
- CHIVALLON, C. (1996). «Eloge de la "spatialité": conception des relations à l'espace et identité créole chez Patrick Chamoiseau». *L'Espace Géographique*, 25 (2), p. 113-125.
- CLAVAL, P. (1986). «Du point de vue fonctionnaliste au point de vue culturel». *L'Espace Géographique*, 15 (2), p. 90-96.
- (1990). *La conquête de l'espace américain*. Paris: Flammarion.
- (1992). «Champs et perspectives de la géographie culturelle». *Géographie et Cultures*, 1, p. 7-38.
- (1995). *La géographie culturelle*. Paris: Nathan.
- (1996). «Les points clefs de la géographie culturelle». *Bulletin de l'Association des Géographes Françaises*, 73 (1), p. 2-10.
- (1997). «La géographie culturelle et l'espace». En STASZAK, J.-F. (dir.). *Les discours du géographe*. Paris: L'Harmattan, p. 119-144.
- CLAVAL, P.; SINGARAVELOU (dir.) (1995). *Ethnogéographies*. Paris: L'Harmattan.
- COLLIGNON, B. (1996). *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*. Paris: L'Harmattan.
- (1998). «Quelques remarques à propos de la géographie culturelle». *Cybergéo*, 55, 5 p. (www.cybergeopresse.fr).
- COLLIGNON, B.; DELFOSSE, C. (1997). «L'approche culturelle en France aujourd'hui: quelles relations entre géographie et ethnologie?». Communication au colloque *Les approches culturelles en géographie*. Paris, décembre (en prensa en *Géographie et Cultures*, 1999).
- CORBIN, A. (1988). *Le territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage, 1750-1840*. Paris: Flammarion.
- CÔTE, M. (1988). *L'Algérie ou l'espace retourné*. Paris: Flammarion.
- (1996). *Pays, paysages, paysans d'Algérie*. Paris: Éditions du CNRS.
- COUTRAS, J. (1996). *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris: Armand Colin.
- DARDEL, E. (1952). *L'homme et la Terre*. Paris: P.U.F.
- DD.AA. (1982). *Espaces vécus et civilisations*. Paris: Éditions du CNRS.
- DEBARBIEUX, B. (1992). «Imagination et imaginaire géographiques». En BAILLY, A. (et al.) (dir.). *Encyclopédie de géographie*. Paris: Economica, p. 893-906.
- (1995). «Le lieu, le territoire, et trois figures de rhétorique». *L'Espace Géographique*, 24 (2), p. 97-112.
- (1997). «L'exploration des mondes intérieurs». En KNAFOU, R. (dir.). *L'état de la géographie. Autoscopie d'une science*. Paris: Belin, p. 371-384.
- DELFOSSE, C. (1997). «Noms de pays et produits de terroir: enjeux des dénominations géographiques». *L'Espace Géographique*, 26 (3), p. 222-230.

- DESREUMAUX, A.; SCHMIDT, F. (dirs.) (1988). *Moïse géographe. Recherches sur les représentations juives et chrétiennes de l'espace*. París: Vrin.
- DION, R. (1959). *Histoire de la vigne et du vin en France des origines au XIX^e siècle*. París: publicado por el autor.
- (1990). *Le paysage et la vigne: essais de géographie historique*. París: Payot.
- DORIER-APRILL, E. (1997). «Guerre des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville». *Hérodote*, 86-87, p. 182-221.
- DORIER-APRILL, E.; KOUVOUAMA, A. (1998). «Pluralisme religieux et société urbaine à Brazzaville». *Afrique Contemporaine*, 186, p. 58-76.
- DORY, D.; VERDIER, R.; VINCENT, J.-F. (dirs.) (1995). *La construction religieuse du territoire*. París: L'Harmattan.
- DUCLOS, J.-C. (1990). «Images, mémoires et connaissance. À propos d'une collecte en Vercors». *Revue de Géographie Alpine*, 78 (4), p. 101-109.
- DULAU, R. (1996). *La maison horizon*. París: Université de Paris IV. Thèse à paraître, París: L'Harmattan, 1998.
- DULAU, R.; PITTE, J.-R. (dir.) (1998). *Géographie des odeurs*. París: L'Harmattan.
- FRÉMONT, A. (1976). *La région: espace vécu*. París: P.U.F.
- (1989). *France: géographie d'une société*. París: Flammarion.
- (1997). *La mémoire d'un port: Le Havre*. París: Arléa.
- FRÉROT, A.-M. (1993). *La perception de l'espace en Adrar de Mauritanie*. Aix-en-Provence, Université de Provence. Thèse d'État; inédita, 3 vols.
- GALLAIS, J. (1984). *Hommes du Sahel*. París: Flammarion.
- GAUGUE, A. (1997). *Les États africains et leurs musées. La mise en scène de la nation*. París: L'Harmattan.
- GERVAIS-LAMBONY, P. (1994). *De Lomé à Harare: le fait citadin*. París: Karthala.
- GOTTMANN, J. (1952). *La politique des États et leur géographie*. París: Armand Colin.
- GUEJMOND, Y. (1998). «Remarques sur les remarques». *Cybergéo*, 57: 2 p. [www.cybergeo.presse.fr].
- GUMUCHIAN, H. (1991). *Représentations et aménagement du territoire*. París: Anthropos/Economica.
- HANCOCK, C. (1997). *Les représentations de la ville en France et en Angleterre: les exemples de Paris et Londres dans les guides et récits de voyage du XIX^e siècle*. París: Université de Paris IV. Thèse d'État; en prensa: París: L'Harmattan, 1999.
- HOUCADE, B.; PITTE, J.-R. (1997). «Géographie et culture(s)». *Intergéo-Bulletin*, 128, p. 71-74.
- JACOB, Ch. (1991). *Géographie et Ethnographie en Grèce ancienne*. París: Armand Colin.
- JACOB, Ch.; LESTRINGANT, F. (dir.). (1981). *Arts et légendes d'espaces. Figures du voyage et rhétoriques du monde*. París: Presses de l'ENS.
- LE BERRE, M. (1997). «Rapport de conjoncture de la section 39 (1996)». *Intergéo-Bulletin*, 128, p. 9-20.
- LACOSTE, Y. (1993). *Dictionnaire de géopolitique*. París: Flammarion.
- LÉVY, B. (1997). «Géographie culturelle, géographie humaine et littérature. Positions épistémologiques et méthodologiques». *Géographie et Cultures*, 21, p. 27-44.
- LÉZY, E. (1997a). *Guyanes-Guyane. Perceptions et représentations de l'espace compris entre l'Orénoque et l'Amazone*. París: Université de Paris X. Thèse d'État; inédita, 3 vols.
- (1997b). *La rencontre des eaux: fragments d'un voyage aux Guyanes. Guyanes-Guyane. Perceptions et représentations de l'espace compris entre l'Orénoque et l'Amazone*. París: Université de Paris X; Annexe un. Thèse d'État; inédita, 1 vol.

- LUCCHINI, F. (1998). *Les équipements culturels des villes françaises*. Paris: Université de Paris I. (Thèse) (en prensa: Paris: Anthropos/Economica, 1999).
- LUGINBUHL, Y. (1989). *Paysages: textes et représentations du siècle des lumières à nos jours*. Paris: La Manufacture.
- LUSSAULT, M. (1993). *Tours, images de la ville et politique urbaine*. Tours: Maison des Sciences.
- (1997). «Des récits et des lieux: le registre identitaire dans l'action urbaine». *Annales de Géographie*, 597, p. 522-531.
- MONNET, J. (1993). *La ville et son double. La parabole de Mexico*. Paris: Nathan.
- (1995). *Usos e imagenes del Centro Histórico de la ciudad de México*. México D.F.: DDF/CEMCA.
- PERRON, F. (1985). *Ouessant, l'île sentinelle*. Paris: Editions de la Cité.
- (1992). «L'île, espace culturel. Formes d'attache aux lieux en Bretagne». *Géographie et Cultures*, 2, p. 3-33.
- PITTE, J.-R. (1983). *Histoire du paysage français*. Paris: Tallandier.
- (1986). *Terres de Castanide. Hommes et paysages du Châtaignier de l'Antiquité à nos jours*. Paris: Fayard.
- (1991). *Gastronomie française: histoire et géographie d'une passion*. Paris: Fayard.
- (1992). «Espaces des morts, espaces de culture». *Géographie et Cultures*, 4, p. 113-120.
- (1995). *Géographie historique et culturelle de l'Europe: hommage au professeur Xavier de Planhol*. Paris: Presses de la Sorbonne.
- PIVETEAU, J.-L. (1995). *Temps du territoire. Continuités et ruptures dans la relation de l'homme à l'espace*. Ginebra: Editions Zoé.
- PLANHOL, X. de (1957). *Le Monde islamique. Essai de géographie religieuse*. Paris: P.U.F.
- (1968). *Les fondements géographiques de l'histoire de l'Islam*. Paris: Flammarion.
- (1988). *Géographie historique de la France*. Paris: Fayard.
- (1993). *Les nations du Prophète. Manuel de géographie politique musulmane*. Paris: Fayard.
- (1995). *L'eau de neige. Le tiède et le frais*. Paris: Fayard.
- PRÉVELAKIS, G. (1994). *Les Balkans. Cultures et géographie politique*. Paris: Nathan.
- (1997). *Géopolitique de la Grèce*. Paris: Complexe.
- RACINE, J.-B. (1993). *La ville entre Dieu et les hommes*. Paris: Anthropos/Economica.
- RICHARD, Y. (1998). *La Biélorussie. Géographie historique et culturelle d'un espace sous influence*. Paris: Université de Paris IV. Thèse, en prensa: Paris: L'Harmattan, 1999.
- ROBIC, M.-C. (dir.). (1992). *Les géographes français entre milieu et environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*. Paris: Economica.
- ROSEMBERG, M. (1997). *Marketing urbain et projet de ville. Paroles et représentations géographiques des acteurs*. Paris: Université de Paris I. Thèse à paraître, Paris: Anthropos/Economica, 1999.
- SANGUIN, A.-L. (dir.). (1993). *Les minorités ethniques en Europe*. Paris: L'Harmattan/Région Autonome de la Vallée d'Aoste.
- SAN JUAN, Th. (1997). *À l'ombre de Hong-Kong, le delta de la rivière des perles*. Paris: L'Harmattan.
- SAUTTER, G. (1992). «Géographie et Anthropologie». En BAILLY, A. y otros (dir.). *Encyclopédie de géographie*. Paris: Economica, p. 207-219.
- (1993). *Parcours d'un géographe: des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au monde*. Paris: Arguments.

- SOUDIERE, M. de la (1987). *L'hiver: à la recherche d'une morte saison*. París: La Manufacture.
- STASZAK, J.-F. (1995). *La géographie d'avant la géographie*. París: L'Harmattan.
- (1996). «Ethnogéographie et savoirs géographiques: quelques problèmes méthodologiques et épistémologiques». *Bulletin de l'Association des Géographes Françaises*, 73 (1), p. 39-54.
- (1997). «Dans quel monde vivons-nous?». En STASZAK, J.-F. (dir.), *Les discours du géographe*. París: L'Harmattan, p. 13-35.
- THEODAT, J.-M. (1997). *Haïti, Quisqueya: une double insularité. Essai de géographie historique*. París: Université de Paris X. Thèse, en prensa: París: Karthala, 1999.
- TISSIER, J.-L. (1992). «Géographie et littérature». En BAILLY, A. y otros (dir.), *Encyclopédie de géographie*. París: Economica, p. 235-255.
- TROCHET, J.-R. (1993). *Aux origines de la France rurale. Outils, pays et paysages*. París: Éditions du CNRS.
- (1998). *Géographie historique: hommes et territoires dans les sociétés traditionnelles*. París: Nathan.
- URBAIN, J.-D. (1993). *L'idiot du voyage. Histoires de touristes*. París: Payot.
- (1994). *Sur la plage. Mœurs et coutumes balnéaires (XIXe-XXe siècles)*. París: Payot.
- VIDAL DE LA BLACHE, P. (1911). «Les genres de vie dans la géographie humaine». *Annales de Géographie*, 111, p. 1193-1212.
- VIGOUROUX, M. (1997). *Société et Culture. Atlas de France. Vol. 5*. París: La Documentation Française.

Números especiales o monográficos de revistas:

- (1976). «Espace vécu et sociétés tropicales». *L'Espace Géographique*, 5 (1).
- (1981). «L'approche culturelle en géographie». Dossier de *L'Espace Géographique*, 10 (4).
- (1992). «Espace et religion». *Géographie et Cultures*, 3.
- (1995). «Spécial Jules Verne». *Géographie et Cultures*, 15.
- (1995). «La problématique des aires culturelles». *Intergéo-Bulletin*, 118, p. 71-93.
- (1996). «Spécial géographie et religions». *Annales de Géographie*, 588.
- (1996). «La géographie culturelle». *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 73 (1).
- (1997). «Les espaces religieux». *Géographie et Cultures*, 23.
- (1997). «Les espaces publics en Amérique du Sud». *Géographie et Cultures*, 24.

Anuarios:

- Répertoire des géographes français*. París: Éditions du CNRS; años 1969, 1973, 1980, 1984, 1989, 1994, 1998.

La géographie culturelle en France, état des lieux

Béatrice Collignon
Maître de Conférences
Université de Paris I. / UMR Géographie-cité, équipe EHGO
191 rue Saint Jacques
75 005 - Paris - France
barcdu@imaginet.fr

Version française traduite en espagnol, publication :
1999, *DOCUMENTS D'ANALISI GEOGRAFICA*, 34, p. 103-117.

Résumé

La géographie culturelle, en France, apparaît comme une vaste plate-forme où se retrouvent des chercheurs aux préoccupations très variées. Elle bénéficie d'un pôle fort soutenu par le CNRS : le laboratoire de recherches "Espace et Cultures" et ses publications, mais tous ne se reconnaissent pas dans ses orientations.

En France, cette géographie s'est surtout développée dans les années quatre-vingt dix. Elle est multiforme, tant sur le plan des objets étudiés que des méthodes mobilisées. La question des représentations, associée à la notion de territoire et au problème des identités est souvent au cœur des problématiques, ce qui en fait un thème rassembleur au-delà de la grande diversité des travaux.

La géographie culturelle fait l'objet de débats internes, à propos notamment des méthodes, mais aussi, en externe, de contestations quant à sa pertinence en tant que champ particulier de humaine. On trouve ici un écho des tensions qui traversent la géographie française depuis une trentaine d'années.

Mots-clé : Géographie culturelle - France - Epistémologie

Abstract

In France, cultural geography is a wide label under which researchers with quite different points of interest can be gathered. It can rely on a well-established institution : "Espace et Cultures" group research, sponsored by the CNRS, and its publications. Yet, not everyone agrees with this group orientations.

The upcoming of this geography can be dated from the beginning of the nineties. Cultural geography in France is highly diverse, considering both its objects and its methods. Yet, beyond this diversity, most studies are linked together by their investigation of a main theme, that of representations, associated with the notion of territory and the identity issue.

Cultural geography is also a much-debated field, regarding its methods and its legitimacy as a specific field within human geography. These arguments are in fact linked with those that have been currently held among French geography as a whole since the seventies.

Key-words : Cultural Geography - France – Epistemology

Version française avant traduction

Sous le sceau de la diversité

La géographie culturelle est aujourd'hui bien représentée dans les travaux des géographes français, que ce soit dans les publications, les articles qui paraissent dans des revues généralistes ou spécialisées, les thèses en cours ou récemment soutenues. Elle bénéficie également d'une reconnaissance institutionnelle : elle figure dans les cursus de plusieurs universités françaises et le CNRSⁱ soutient, depuis 1985, un laboratoire qui s'en réclame explicitement : "Espace et Cultures". Ce laboratoire publie depuis 1992 une revue - *Géographie et Cultures* - qui, explique son fondateur, "sert de forum à ceux que leur intérêt pour les faits de culture rassemble" (Claval, 1995, p.43) et depuis 1993 une collection qui porte le même titre et est publiée chez le même éditeur - L'Harmattan. En 1995, paraît le premier manuel de géographie culturelle écrit en français : *La géographie culturelle*, de Paul Claval.

Les années quatre-vingt ont été celles des premiers pas. On y vit l'émergence de nombreux courants, parfois éphémères, tels que géographie humaniste, culturelle, des représentations, de l'espace vécu, ou encore, ethnogéographie ; foisonnement dans lequel il était difficile de se retrouver. Dans la décennie suivante, la plupart des chercheurs impliqués dans ces courants se rangent progressivement sous le label "géographie culturelle", terme rassembleur qui permet de calmer les inquiétudes suscitées par l'éclatement des années précédentes. La géographie culturelle devient ainsi dans les années quatre-vingt dix une plate-forme qui accueille des travaux très variés. Ce ralliement sous un mot-clé pratique, car c'est bien de cela qu'il s'agit souvent, vaut à la géographie culturelle d'apparaître aujourd'hui comme un courant fort de la géographie française, mais il lui vaut aussi l'extrême diversité des positions de ceux qui s'en réclament. Aussi cet état des lieux est-il celui de la géographie culturelle en France, et non pas de la géographie culturelle française, car il n'y a pas, à mon sens, de cohérence suffisante au sein de ce champ pour que l'on puisse employer cette expression comme l'on emploie celle de "géographie régionale française" pour désigner l'école vidalienne. Il n'est pas certain qu'il existe "une manière française de pratiquer la géographie culturelle" remarquent aussi Bernard Hourcade et Jean-Robert Pitte (1997), chargés de présenter ses thématiques à l'occasion d'un colloque du CNRS.

Ces hésitations sont liées à la jeunesse de cette branche multiforme de la géographie humaine. Assurément, le recul manque pour proposer aujourd'hui une évaluation et force est de se contenter d'un simple état des lieux. On peut identifier quelques grandes thématiques : les paysages, les représentations, les savoirs géographiques, les perceptions, les territoires les cultures matérielles. Parmi celles-ci, certaines prolongent des préoccupations anciennes, d'autres explorent des directions plus nouvelles. Par ailleurs, au-delà des thèmes, les méthodes mobilisées sont également très diverses et si beaucoup des géographes "culturels" gravitent autour du pôle fort constitué par la revue et la collection *Géographie et cultures*, ce n'est pas le cas de tous. Enfin, un certain nombre de travaux que l'on est tenté de ranger dans la catégorie "géographie culturelle" ne sont pas présentés comme tels par leurs auteurs. Faut-il les laisser de côté ? Dans le cadre de cette présentation, il m'a semblé nécessaire de les intégrer, car ils participent activement au développement des nouvelles orientations que cette géographie s'attache à promouvoir. Il ne s'agit pas pour autant d'occulter les débats, qui sont internes à la géographie culturelle mais aussi externes. De l'extérieur, la légitimité de la géographie culturelle est questionnée par certains, pour lesquels il n'y a pas lieu d'en faire une branche spécifique de la géographie humaine, toute "bonne géographie humaine" prenant nécessairement en compte la dimension culturelle. Ces discussions sont en fait liées à celles qui traversent la communauté des

ⁱ Centre National de la Recherche Scientifique. Avec les universités il co-finance les laboratoires de recherche, notamment en les dotant de chercheurs qu'il emploie et qui n'ont pas d'obligation d'enseignement.

Texte non publié en langue originale

géographes français depuis une trentaine d'années et reposent sur des conceptions différentes de ce que doit être la géographie humaine : ses concepts, ses objets et ses méthodes (Bruneau, 1997).

La géographie culturelle en France est ainsi marquée par une grande diversité, tant dans les objets étudiés que dans les méthodes mobilisées. Une présentation en fonction des objets a semblé la plus pertinente. On commencera par les travaux qui mettent en avant la dimension culturelle dans l'analyse d'espaces géographiques, avant de s'attacher à ceux qui font de faits de culture l'objet même de leur recherche. Le tableau brossé, on pourra évoquer les débats en cours autour de cette géographie.

Dans le champ de la francophonie, la géographie culturelle québécoise occupe une place à part. Elle s'est développée plus précocement qu'ailleurs et c'est de cette base nord-américaine pionnière que sont venues bien des thématiques culturelles aujourd'hui étudiées en France. Assez largement dominante au sein de la géographie humaine, développant ses travaux dans des directions ignorées ou délaissées chez nous, sa situation est sans rapport avec celle que nous connaissons sur le vieux continent. Il n'est donc pas possible de l'intégrer à cette présentation. Par ailleurs, les connaissances de l'auteur sur les autres géographies culturelles francophones sont trop limitées pour qu'elle puisse prétendre ici en rendre compte.

La dimension culturelle intégrée à l'analyse d'espaces géographiques

L'importance des faits de culture dans l'organisation des espaces est aujourd'hui reconnue par la plupart des géographes français. Aussi les intègrent-ils de plus en plus volontiers dans leurs analyses, notamment lorsqu'ils travaillent à l'échelle régionale. Il est à ce titre significatif que l'un des quatorze volumes de *L'Atlas de France* en cours d'édition fasse une grande place à la culture : *Société et Cultures*, (Vigouroux, 1997). On pourrait considérer que cette intégration de la culture en tant que facteur d'organisation des espaces ou d'individualisation d'une région est un peu en marge du champ "géographie culturelle". Cependant, on constate, et c'est sans doute une particularité française, que parmi les travaux qui se revendiquent de géographie culturelle beaucoup relèvent de cette catégorie. Aussi convient-il de leur accorder ici une place.

Ces recherches constituent un prolongement de la géographie régionale française, qui intégrait classiquement l'étude des genres de vie (Vidal, 1911) dans ses analyses et qui, en privilégiant l'étude des "pays", a été amenée à souvent souligner les particularismes culturels. Dans les études contemporaines, l'analyse des caractères d'un territoire plus ou moins vaste va plus loin, en plaçant les faits de culture au coeur de la réflexion. Plusieurs thèses récemment soutenues témoignent de la vitalité de cette approche (San Juan, 1997 ; Richard, 1998), tout comme le grand nombre de numéros de la revue *Géographie et Culture* consacrés à une aire culturelle ou à un pays particulier (7 numéros sur 28). Dans ces travaux, un regard neuf est posé sur la région, une nouvelle clé est proposée pour la comprendre, mais l'objet d'étude n'a pas changé, pas plus que la méthode et la démarche, qui reste empirique. La défense de l'approche empirique en géographie est d'ailleurs l'un des traits d'une partie des géographes impliqués en géographie culturelle, comme le soulignent plusieurs articles récents qui la présentent (Collignon, 1998 ; Hourcade et Pitte, 1997).

C'est par les méthodes mobilisées que se démarquent une autre série de recherches, qui s'inscrivent elles aussi dans le champs de la géographie régionale mais abordent les facteurs culturels en utilisant des méthodes quantitatives et s'attachent à modéliser leurs influences sur les modalités de l'organisation des espaces étudiés. L'effort porte aussi sur le recours à l'expression cartographique

Version française avant traduction

comme un outil de recherche et non pas seulement de communication de résultats. Ceci passe par l'utilisation de la chorématique développée par Roger Brunet. La *Nouvelle géographie universelle* (Brunet, 1990-1996) témoigne de l'intérêt de ces démarches. L'approche quantitative permet aussi d'intégrer les phénomènes culturels aux analyses spatiales, ainsi celles consacrées aux réseaux et hiérarchies urbaines (Lucchini, 1998) menées notamment sous l'impulsion de Denise Pumain.

Les faits de culture comme objets de recherche

La démarche qui consiste à choisir un fait de culture pour objet de recherche conduit à investir des champs jusqu'ici ignorés ou négligés par la géographie humaine. Les thématiques sont multiples, on en a dressé une courte liste en introduction, mais sont presque toujours liées à une interrogation sur les représentations, aujourd'hui pôle central de la géographie culturelle en France. Cette place a été acquise progressivement, à partir des années soixante-dix, qui voient les premières publications consacrées à cette question, abordée d'abord sous l'angle de l'espace vécu (*L'Espace géographique*, 1976 ; Frémont, 1976). En France, la notion de territoire est associée étroitement à ce questionnement, tout comme le problème des identités. Ainsi, l'essentiel des études consacrées à un phénomène culturel gravitent aujourd'hui autour de ces trois mots-clé.

Les perceptions sensorielles occupent une place non négligeable dans la géographie culturelle contemporaine. Emmenés par Jean-Robert Pitte, les géographes explorent l'influence des sens dans la perception du monde qui nous entoure et la construction de nos relations au territoire. Après plusieurs travaux consacrés aux goûts et pratiques alimentaires et leurs implications géographiques (Pitte, 1986 et 1991 ; de Planhol, 1995) ce sont aujourd'hui les odeurs qui font leur entrée dans la géographie (Dulau et Pitte, 1998). Voir, goûter, sentir, bientôt peut-être toucher et entendre, s'intéresser aux cinq sens par lesquels chacun de nous appréhende le monde conduit le géographe à changer l'échelle de ses analyses, à passer à la micro-échelle, qui ne lui est guère familière. De façon significative, ce n'est que récemment que l'intérieur de la maison a retenu l'attention des géographes (Dulau, 1996). La vue a été privilégiée par les géographes depuis les origines de notre discipline. Elle fait l'objet d'une approche renouvelée depuis une vingtaine d'années, qui repose sur un renversement du point de vue. Traditionnellement, c'est le regard du géographe qui était au centre de ses analyses, puisque l'approche classique, notamment en France, consistait à partir de l'observation du paysage, en géographie physique comme en géographie humaine. Le renversement consiste à étudier le regard que portent sur le paysage diverses catégories sociales, ou divers acteurs de l'aménagement (Gumuchian, 1991).

Le paysage est aussi appréhendé non plus du point de vue des perceptions mais des représentations, comme l'expression culturelle d'une certaine relation à la nature. A travers le paysage construit par une société, se sont les valeurs de cette société que l'on approche (Duclos, 1990). Le paysage est aussi un patrimoine, qui porte témoignage des mises en valeurs passées. Pour des raisons liées aux origines de l'institutionnalisation de notre discipline et à la structure de l'enseignement secondaire - où sont associées histoire et géographie - les géographes français sont particulièrement sensibilisés à la dimension historique des faits géographiques. Cette attention marque la géographie culturelle (Buttimer, 1997) et a donné lieu à des analyses très fines (Dion, 1990 ; Pitte, 1983).

L'ethnogéographie est également une branche féconde de la géographie culturelle. Déconstruire les représentations des autres offre une clé pour comprendre comment des cultures qui nous sont étrangères construisent leur rapport au monde et lisent leurs territoires, élaborant ainsi un savoir géographique qui leur est propre. En ce domaine, les recherches de Joël Bonnemaison sur le territoire

Texte non publié en langue originale

et l'identité à Vanuatu ont été pionnières et font aujourd'hui référence (1986-87). Les travaux se poursuivent sur les relations entre représentations, identité et territoire (Bonnemaison et *al.*, 1997), représentations et savoirs géographiques, qu'ils soient vernaculaires ou savants, (Bachimon, 1995 ; Collignon, 1996 ; Frérot, 1993 ; Staszak, 1995), cette opposition tendant d'ailleurs à perdre de son sens dans nos sociétés post-modernes où le savoir circule de plus en plus. Sauf à travailler sur des savoirs anciens (Staszak, 1995), l'ethnogéographie nécessite un important travail de terrain, au sens classique du terme, où domine l'approche empirique. Ici, les géographes rencontrent les ethnologues, avec lesquels les relations sont cependant moins étroites que l'on pourrait s'y attendre. Les emprunts conceptuels entre les deux disciplines sont rares, les emprunts méthodologiques plus importants, notamment pour les techniques d'enquêtes (Collignon et Delfosse, 1997). Croisant l'analyse des discours constitués en savoirs savants et les savoirs vernaculaires, entre ethnogéographie et géographie historique, certains travaux retracent les modalités de construction de plusieurs savoirs géographiques - parfois contradictoires - sur un même espace (Bachimon, 1990 ; Lézy, 1997a), ou de constitution d'identités culturelles affirmées sur un territoire que seule l'histoire a divisé (Théodat, 1997).

L'analyse serrée des discours - qu'il s'agisse de mots ou d'images - très influencée par les travaux des sémiologues, est un autre point fort de la géographie culturelle en France (Buttimer, 1997). Elle permet de cerner les représentations des divers groupes qui interviennent sur l'aménagement du territoire, qu'il s'agisse d'hommes politiques, d'aménageurs, de promoteurs, ou des habitants des quartiers ou régions (Gervais-Lambony, 1994 ; Hancock, 1997 ; Lussault, 1993 ; Rosemberg, 1997). Elle ouvre aussi sur la dimension géographique des oeuvres littéraires, qui façonnent et transmettent des modalités de relations à l'espace, des valeurs paysagères, des images de la ville ou de la campagne (Brosseau, 1996 ; Chevalier, 1993 ; Chivallon, 1996 ; *Géographie et Cultures*, 1995 ; Lévy, 1997 ; Tissier, 1992) et des autres œuvres d'art, notamment la peinture de paysages (Luginuhl, 1989). Les représentations géographiques véhiculées par un livre fondamental pour nos cultures occidentales : *La Bible* et plus particulièrement *l'Ancien Testament* retiennent l'attention de géographes (Piveteau, 1995), après celle de philosophes (Desreumaux et Schmidt, 1988).

L'intérêt pour ce texte relève aussi des études sur les rapports entre religions et représentations. On doit notamment à Xavier de Planhol le développement précoce de la géographie religieuse (1957, 1968), bien avant que l'on parle en France de géographie culturelle. Aujourd'hui, les analyses s'attachent également à la dimension sacrée du rapport au territoire dans un grand nombre de cultures (Dory et *al.*, 1995). Les travaux portent sur les pratiques, les discours, les croyances, les espaces sacrés. Une attention particulière est réservée aux cimetières : les espaces des morts sont eux aussi des espaces de culture (Pitte, 1992). La revue *Géographie et Cultures* a été très tôt un lieu de discussion pour cette géographie. Elle lui consacrait son premier "dossier", dès sa première année de parution, (1992, 3) et à nouveau un numéro entier à l'automne 1997.

Réapparue en France à la fin des années soixante dix - la revue *Hérodote* devient explicitement une revue de géopolitique en 1982 - la géopolitique se rapproche progressivement de la géographie culturelle depuis une dizaine d'années. Parti de l'idée que "la géographie, ça sert d'abord à faire la guerre" (1976) Yves Lacoste oriente de plus en plus ses analyses vers les représentations qui, explique-t-il, sont au coeur des problèmes géopolitiques (Lacoste, 1993) ; ce qu'avait déjà souligné Jean Gottmann, qui proposait le terme "iconographie" pour les désigner (1952). D'autres géographes rattachent plus explicitement la géopolitique à la géographie culturelle (Gaugue, 1997 ; Prévélakis, 1994 ; Sanguin, 1993). La situation dans cette branche est assez exemplaire de celle qui marque l'ensemble de la plate-

Version française avant traduction

forme géographie culturelle en France : certains s'y placent d'eux-mêmes tandis que d'autres, qui travaillent dans des directions assez proches et que l'on est donc tenté d'identifier comme des géographes culturalistes, ne s'y reconnaissent pas. Ainsi, Yves Lacoste entretient un dialogue avec la géographie culturelle mais ne range pas ses travaux sous ce mot-clé.

Pour foisonnante qu'elle soit, la géographie culturelle telle que la développent les géographes français n'aborde pas tous les thèmes que l'on a coutume de voir traités sous ce label dans le monde anglo-saxon. Anne Buttimer (1997) souligne ainsi l'absence d'études consacrées au genre, en dehors des travaux de Jacqueline Coutras (1996). De même, l'influence du post-modernisme est faible. Peu débattu en France, on en trouve un léger écho dans le souci de quelques-uns de mieux situer leurs travaux par rapport à leur histoire personnelle. Afin tenter de mieux faire la part de la subjectivité inhérente à toute recherche, ils prennent le risque de parler de leur rapport émotionnel avec le sujet qu'ils traitent (Bonnemaison, 1996 ; Théodat, 1997). La tentative va parfois plus loin, jusqu'à la remise en question de la validité de l'écriture scientifique classique, de la distanciation, pour rendre compte du travail du géographeⁱⁱ, nécessairement subjectif.

Enfin, on reproche souvent à la géographie culturelle de négliger les problèmes méthodologiques et la réflexion théorique. Il est vrai que rares sont ceux qui s'y attellent. En ce domaine pourtant, les travaux d'Augustin Berque sont progressivement en train de proposer un appareil conceptuel solide. Parti du rapport à la nature au Japon (1982, 1986), il passe ensuite au concept de paysage (1990, 1995), puis d'écoumène (1993, 1996). Ses travaux sont animés par une interrogation des rapports qu'entretiennent le sujet et l'objet, ce qui le conduit à une réflexion sur le sujet géographique (1997). L'enjeu de ses recherches est le dépassement du paradigme de la modernité - qui sépare l'objet du sujet - autrement que par la position post-moderne des anglo-saxons. Cela passe par la création du concept de trajection pour penser la relation homme / milieu (1990), qui se situe "entre les deux pôles théoriques du subjectif et de l'objectif" (1998 : 292). L'influence du philosophe Heidegger sur ces travaux les place dans la continuité des réflexions d'Eric Dardel (1952), redécouvert en France dans les années quatre-vingt et en qui la géographie culturelle reconnaît un précurseur. Cependant, s'il ouvrait des perspectives nouvelles pour la géographie, il ne faisait pas de propositions concrètes pour aider la géographie à changer de paradigme ; Augustin Berque va donc beaucoup plus loin. La richesse de ses réflexions tient aussi à la mobilisation de deux traditions philosophiques : occidentale (notamment Heidegger) et orientale (notamment le japonais Nishida). Si ses préoccupations le placent un peu en marge dans la communauté des géographes culturels, il n'est plus seul à explorer les rapports entre le sujet et l'objet et à s'efforcer de développer la réflexion théorique (Debarbieux, 1995 ; Staszak, 1997).

Dans ce rapide tour d'horizon on n'a pas hésité à aller chercher la géographie culturelle en dehors des travaux que leurs auteurs rangent eux-mêmes sous ce label. On peut poursuivre encore cet élargissement, en allant aussi la chercher en dehors même de la communauté des géographes, dans une triple optique. A propos des avancées théoriques ou méthodologiques on a signalé l'influence des philosophes et des sémiologues, il faut aussi mentionner celle des sociologues et des anthropologues. D'autre part, la géographie culturelle contemporaine s'intéresse à des objets traditionnellement étudiés

ⁱⁱ Ainsi Emmanuel Lézy, qui se raconte quelque peu dans l'introduction générale de sa thèse (1997a) et, surtout, présente en annexe le journal de bord de sa traversée du nord de l'Amazonie (de Georgetown à Boa Vista). Ce volume s'ouvre sur une photo en pied de l'auteur, tenant son cheval par la bride sur un sentier escarpé (Lézy, 1997b).

Texte non publié en langue originale

par d'autres sciences humaines. Ainsi les pratiques festives ou sportives (Augustin, 1995) ou encore les cultures matérielles (Trochet, 1993 et 1998), plutôt du ressort des ethnologues depuis le début du siècle. En mettant l'accent sur les frontières culturelles et les processus de diffusion spatiale, ces derniers se rapprochent des géographes, allant parfois jusqu'à changer de disciplineⁱⁱⁱ. Ainsi, et c'est la dernière application de cet élargissement, la dimension géographique est de plus en plus prise en compte par les chercheurs des disciplines voisines, ce qui conduit à constater que la géographie culturelle dépasse la communauté des géographes. A titre d'exemple on peut signaler les travaux d'Alain Corbin (1988) et Christian Jacob (1991) en histoire, de Martin de la Soudière en ethnologie (1987), de Jean-Denis Urbain (1993, 1994) en sociologie et les hommages publiés pour Paul-Henry Chombart de Lauwe (Augé, 1994) en anthropologie.

Débats autour de la géographie culturelle : les enjeux

Le développement de la géographie culturelle dans cette décennie s'accompagne de vifs débats, qui sont aussi le signe de son dynamisme. Les discussions internes se concentrent sur deux points : la démarche et les méthodes (Bruneau, 1997 ; Collignon, 1998 ; Guermont, 1998 ; Hourcade et Pitte, 1997), tandis que les critiques venues de l'extérieur du champ concernent davantage les objets de cette géographie et le statut qu'il faut, ou non, lui reconnaître. Les discussions sont serrées car alimentées par des conceptions différentes de la géographie dans son ensemble, d'où un climat que Bernard Hourcade et Jean-Robert Pitte n'hésitent pas à qualifier de "passionnel" à l'occasion (1997 : 71).

A l'intérieur même de la géographie culturelle, deux tendances s'affirment. D'un côté une géographie empirique, qui accorde une grande place à l'approche subjective et aux données qualitatives et pour laquelle la diversité du monde est irréductible à quelques modèles reposant sur un petit nombre de "lois" géographiques dont l'existence est contestée. La dimension idiographique de certains travaux menés dans ce cadre est assumée, voire revendiquée. L'utilisation sans adaptation des méthodes de l'analyse spatiale pour l'étude des faits culturels n'est pas considérée comme pertinente : ce serait "pratiquer l'horlogerie avec des gants de boxe" (Hourcade et Pitte, 1997 : 74). De l'autre côté une géographie hypothético-déductive, qui revendique une position objective - scientifique - et mobilise de préférence les méthodes quantitatives pour construire une géographie nomothétique dont les acquis peuvent déboucher sur l'élaboration de modèles. Les tenants de cette tendance jugent la géographie empirique et subjective "pré-scientifique" (Hourcade et Pitte, 1997 : 71), donc peu recevable. Les oppositions ont tendance à se cristalliser autour de la question des méthodes : "accord sur les faits, divergence sur les méthodes" disent encore Bernard Hourcade et Jean-Robert Pitte (1997 : 73). Des positions aussi tranchées pourront étonner des lecteurs non familiers des débats internes à la géographie française. Elles ne manquent pas de susciter des réactions en son sein même (Collignon, 1998), car toute géographie quantitative n'est pas modélisante, la modélisation prend aussi en compte des variables qualitatives, l'approche empirique n'empêche pas de tendre vers l'abstraction et de déboucher sur des développements théoriques qui conviennent autant à la géographie culturelle qu'aux autres géographies, toute démarche est subjective et toute procédure de recherche repose d'abord sur une intuition.

ⁱⁱⁱ Ainsi Jean-René Trochet qui, ethnologue de formation, est intégré dans la communauté des géographes par le Conseil National des Universités puis recruté comme professeur par le département de géographie de l'Université de Paris IV en 1995, alors qu'il était auparavant directeur de recherches au musée des Arts et Traditions Populaires de Paris.

Version française avant traduction

Pour comprendre l'enjeu de ces oppositions, il convient de les replacer dans un contexte plus large, car elles ne sont pas nées avec la géographie culturelle. Elles prolongent dans ce champ un débat entamé voici une trentaine d'années à propos de la géographie dans son ensemble et dont les protagonistes sont pour la plupart restés fidèles à des conceptions qui continuent à guider leurs recherches. Si les uns et les autres en viennent aujourd'hui à s'intéresser aux mêmes objets - ce qui autorise un observateur extérieur à ranger ensemble ces divers travaux sous le label "géographie culturelle" - leurs démarches et surtout leurs buts restent différents. Pour les uns, l'intégration de la dimension culturelle permet d'affiner l'analyse spatiale, qui reste au cœur de leurs préoccupations. Pour les autres, l'inventaire et la compréhension de la diversité du monde demeure l'objet premier de la géographie. Aussi la géographie culturelle apparaît-elle, selon les points de vue, comme un bastion de résistance à la géographie quantitative et nomothétique dénoncée pour ses aspirations hégémoniques ou comme le refuge d'une géographie dépassée dont on dénonce la volonté de reconquête. Entre ces deux tendances, naviguent tous ceux qui qualifient volontiers de géographie culturelle" leurs recherches sans se reconnaître pleinement dans aucune de ces positions. D'une certaine façon, ils sont assez proches de ceux qui évoluent apparemment en dehors de ce champ et qui, sans la critiquer où s'y opposer, ne rangent pas leurs travaux dans la catégorie "géographie culturelle", alors même que cela serait recevable, lui en préférant d'autres, jugées plus opératoires.

Par ailleurs, la géographie culturelle fait l'objet de critiques de la part de géographes qui se situent en dehors de ce champ et qui en contestent la légitimité. L'opposition concerne l'importance qu'il faut accorder aux faits culturels. Il convient certes de les prendre en compte, mais on ne leur accorde pas la primauté dans l'explication géographique, contrairement à ce que revendique le géographe "culturaliste". La culture ne vaudrait que pour expliquer ce qui n'est pas explicable autrement, ce ne serait qu'un résidu. Cette position conduit à avancer que toute "bonne géographie humaine" se préoccupe de culture, et qu'il n'y a donc pas lieu de faire de la géographie culturelle un champ spécifique. Cela amène aussi à contester l'intérêt, pour la géographie, des travaux consacrés à des objets que la géographie non culturelle n'étudie pas.

La vigueur de ces débats est un atout pour la géographie culturelle, car cela la contraint à justifier sa pertinence par une double exigence. Exigence de rigueur des analyses, que n'a jamais empêché la démarche empirique et qui n'est pas contraire à la reconnaissance de la subjectivité de toute recherche ; exigence d'innovation si la géographie culturelle veut être autre chose que de la "bonne géographie humaine". On peut d'ailleurs voir comme une reconnaissance du dynamisme de la géographie culturelle en France le fait que l'UGI, en 1996, a confié à Paul Claval la présidence du groupe de travail qu'elle venait de créer sur ce thème. Par ailleurs, le dialogue entre les diverses tendances se noue progressivement, comme en a témoigné la tenue à Paris, en décembre 1997, d'un colloque consacré aux approches culturelles et aux représentations urbaines co-organisé par le groupe de travail UGI sur la géographie culturelle et la commission UGI de géographie urbaine, présidée par Denise Pumain.

Texte non publié en langue originale

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Augé, M (1992) *Non-lieux : introduction à une anthropologie de la surmodernité*. Paris, Le Seuil, coll "La librairie du XXème siècle"
- Augé, M (dir) (1994) *Les hommes, leurs espaces et leurs aspirations. Hommage à Paul-Henry Chombart de Lauwe*. Paris, L'Harmattan
- Augustin, J -P (1995) *Sport, géographie et aménagement*. Paris, Nathan, coll "fac "
- Bachimon, P (1995) "L'insularité océanienne dans la cosmogonie maohi" *L'Espace géographique*, 24, 3, p 227-235
- Bachimon, P (1990) *Tabiti, entre mythes et réalités. Essai d'histoire géographique*. Paris, C.T.H.S., mémoires de la section de géographie
- Bailly, A (1977) *La perception de l'espace urbain : les concepts, les méthodes d'étude, leur utilisation dans la recherche*. Paris, Université de Paris IV (Thèse d'Etat non publiée)
- Bailly, A et Scariati, R (dir) (1990) *L'humanisme en géographie*. Paris, Anthropos / Economica
- Bailly, A (1995) *Représenter la ville*. Paris, Economica, coll "Géo-poche"
- Berdoulay, V (1992) *Des mots et des lieux. La dynamique du discours géographique*. Paris, éditions du CNRS, coll "Mémoires et documents"
- Berque, A (1982) *Vivre l'espace au Japon*. Paris, P U F
- Berque, A (1986) *Le sauvage et l'artifice. Les japonais devant la nature*. Paris, Gallimard
- Berque, A (1990) *Médiance, de milieux en paysages*. Montpellier, GIP Reclus, coll "Géographiques"
- Berque, A (1993) "L'écoumène : mesure terrestre de l'Homme, mesure humaine de la Terre - pour une problématique du monde ambiant" *L'Espace géographique*, 22, 4, p 299-305
- Berque, A (1995) *Les raisons du paysage. De la Chine antique aux environnements de synthèse*. Paris, Hazan
- Berque, A (1996) *être humains sur la terre*. Paris, Le Débat / Gallimard
- Berque, A (1997) "Basho, chōra, Tjukurpa, ou le poème du monde" *L'Espace géographique*, 26, 4, p 289-295
- Bonnemaïson, J (1981) "Voyage autour du territoire" *L'Espace géographique*, 10, 4, p 249-262
- Bonnemaïson, J (1986-87). *Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*. Paris, Orstom, coll "Travaux et Documents" n°201, 2 vol
- Bonnemaïson, J (1996) *Les fondements géographiques d'une identité. L'archipel du Vanuatu, essai de géographie culturelle*. Paris, Orstom éditions
- Bonnemaïson, J et al. (dir) (1997). *Le territoire, lien ou frontière ?* Paris, Orstom, CD ROM
- Brousseau, M (1996) *Des romans-géographes*. Paris, L'Harmattan, coll "Géographie et Cultures"
- Bruneau, M (1997) "Entre empirie et théorie : une géographie ouverte" *Intergéo-Bulletin*, 128, *Espaces, Territoires, Sociétés. Les recherches françaises en perspective*, p 101-104
- Brunet, R (dir) (1990-1996) *Géographie Universelle*. Paris - Montpellier, Belin - GIP Reclus, 10 vol
- Buttimer, A (1997) "Les approches culturelles en géographie" *Intergéo-Bulletin*, 128, *Espaces, Territoires, Sociétés. Les recherches françaises en perspective*, p 75-78
- Calenge, C et Lussault, M (dir) (1997) *Figures de l'urbain : des villes, des banlieues et de leurs représentations*. Tours, Maison des Sciences, coll "Sciences de la ville"
- Chevalier, M (dir) (1993) *La littérature dans tous ses espaces*. Paris, éditions du CNRS, coll "Mémoires et documents"
- Chivallon, C (1996) "Eloge de la "spatialité" : conception des relations à l'espace et identité créole chez Patrick Chamoiseau" *L'Espace géographique*, 25, 2, p 113-125
- Claval, P (1986) "Du point de vue fonctionnaliste au point de vue culturel" *L'Espace Géographique*, 15, 2, p 90-96
- Claval, P (1990) *La conquête de l'espace américain*, Paris, Flammarion, coll "Géographes"
- Claval, P (1992) "Champs et perspectives de la géographie culturelle". *Géographie et Cultures*, 1, p 7-38
- Claval, P (1995) *La géographie culturelle*. Nathan, coll "fac."
- Claval, P (1996) "Les points clefs de la géographie culturelle" *B.A.G.F.*, 73, 1, p 2-10
- Claval, P (1997) "La géographie culturelle et l'espace" in Staszak, J -F (dir.) *Les discours du géographe*, Paris, L'Harmattan, coll "Géographie et Cultures", p 119-144
- Claval, P et Singaravelou, (dir) (1995) *Ethnogéographies*, Paris, L'Harmattan, coll "Géographie et Cultures"
- Collignon, B (1996) *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*. Paris, L'Harmattan, coll "Géographie et Cultures"
- Collignon, B (1998) "Quelques remarques à propos de la géographie culturelle" *Cybergéo*, 55, 5 p (www.cybergeopresse.fr)
- Collignon, B et Delfosse, C (1997) "L'approche culturelle en France aujourd'hui : quelles relations entre géographie et ethnologie ?" Communication au colloque "Les approches culturelles en géographie" Paris, décembre (à paraître in *Géographie et Cultures*, 1999)
- Corbin, A (1988) *Le territoire du vide. L'Occident et le désir du rivage, 1750-1840*. Paris, Flammarion

Version française avant traduction

- Cote, M (1988) *L'Algérie ou l'espace retourné*. Paris, Flammarion, coll "Géographes"
- Coutras, J (1996) *Crise urbaine et espaces sexués*. Paris, Armand Colin
- Dardel, E (1952) *L'homme et la Terre*. Paris, P U F
- Debarbieux, B (1997) "L'exploration des mondes intérieurs" in Knafo (dir.) *L'état de la géographie. Autoscopie d'une science*. Paris, Belin, coll "Mappemonde", p 371-384
- Debarbieux, B (1995) "Le lieu, le territoire, et trois figures de rhétorique" *L'Espace géographique*, 24, 2, p 97-112
- Debarbieux, B (1992), "Imagination et imaginaire géographiques", in Bailly, A et al. (dir) *Encyclopédie de géographie*. Paris, Economica, p 893-906
- Delfosse, C (1997) "Noms de pays et produits de terroir : enjeux des dénominations géographiques" *L'Espace géographique*, 26, 3, p 222-230
- Desreumaux, A et Schmidt, F (dir) (1988) *Moïse géographe - Recherches sur les représentations juives et chrétiennes de l'espace*. Paris, Vrin, coll "Etudes de psychologie et de philosophie"
- Dion, R (1959) *Histoire de la vigne et du vin en France des origines au XIX^e siècle*. Paris, chez l'auteur
- Dion, R (1990) *Le paysage et la vigne : essais de géographie historique*. Paris, Payot, coll "Bibliothèque historique"
- Dorier-Aprill, E (1997) "Guerre des milices et fragmentation urbaine à Brazzaville" *Hérodote*, 86-87, p 182-221
- Dorier-Aprill, E et Kouvouama, A (1998) "Pluralisme religieux et société urbaine à Brazzaville" *Afrique Contemporaine*, 186, p 58-76
- Dory, D, Verdier, R et Vincent, J-F (dir) (1995) *La construction religieuse du territoire*. Paris, L'Harmattan
- Duclos, J-C (1990) "Images, mémoires et connaissance A propos d'une collecte en Vercors" *Revue de géographie alpine*, 78, 4, p 101-109
- Dulau, R (1996) *La maison horizon*. Paris, Université de Paris IV (Thèse à paraître, L'Harmattan, coll "Géographie et Cultures", 1998)
- Dulau, R et Pitte, J-R (dir) (1998) *Géographie des odeurs*. Paris, L'Harmattan, coll "Géographie et Cultures"
- Frémont, A (1976) *La région - espace vécu*. Paris, P U F, coll "Sup Le géographe"
- Frémont, A (1989) *France - géographie d'une société*. Paris, Flammarion, coll "Géographes"
- Frémont, A (1997) *La mémoire d'un port : Le Havre*. Paris, Arléa
- Frérot, A-M (1993) *La perception de l'espace en Adrar de Mauritanie*. Aix en Provence, Université de Provence (Thèse d'Etat non publiée, 3 vol)
- Gallais, J (1984) *Hommes du Sabel*. Paris, Flammarion, coll "Géographes"
- Gaugue, A (1997) *Les Etats africains et leurs musées - La mise en scène de la nation*. Paris, L'Harmattan, coll "Géographie et cultures"
- Gervais-Lambony, P (1994) *De Lomé à Harare - le fait citadin*. Paris, Karthala
- Gottmann, J (1952) *La politique des Etats et leur géographie*. Paris, Armand Colin
- Guermond, Y (1998) "Remarques sur les remarques" *Cybergeo*, 57, 2 p (www.cybergeo.presse.fr)
- Gumuchian, H (1991) *Représentations et aménagement du territoire*. Paris, Anthropos / Economica
- Hancock, C (1997) *Les représentations de la ville en France et en Angleterre : les exemples de Paris et Londres dans les guides et récits de voyage du XIX^e siècle*. Paris, Université de Paris IV (Thèse à paraître, L'Harmattan, coll "Géographie et cultures", 1999)
- Hourcade, B et Pitte, J-R (1997) "Géographie et culture(s)" *Intergéo-Bulletin*, 128, *Espaces, Territoires, Sociétés. Les recherches françaises en perspective*, p 71-74
- Jacob, Ch (1991) *Géographie et Ethnographie en Grèce ancienne*. Paris, A Colin, coll "Cursus"
- Jacob, Ch et Lestringant, F (dir) (1981). *Arts et légendes d'espaces. Figures du voyage et rhétoriques du monde*. Paris, Presses de l'ENS
- Le Berre, M (1997) "Rapport de conjoncture de la section 39 (1996)" *Intergéo-Bulletin*, 128, *Espaces, Territoires, Sociétés. Les recherches françaises en perspective*, p 9-20
- Lacoste, Y (1993) *Dictionnaire de géopolitique*. Paris, Flammarion
- Lévy, B (1997) "Géographie culturelle, géographie humaine et littérature Positions épistémologiques et méthodologiques" *Géographie et Cultures*, 21, p 27-44
- Lézy, E (1997a) "Guyanes-Guyane" *Perceptions et représentations de l'espace compris entre l'Orénoque et l'Amazone*. Paris, Université de Paris X (Thèse non publiée, 3 vol)
- Lézy, E (1997b) *La rencontre des eaux - fragments d'un voyage aux Guyanes. "Guyanes-Guyane"... - annexe un*. (non publiée, 1 vol)
- Lucchini, F (1998) *Les équipements culturels des villes françaises*. Paris, Université de Paris I (Thèse à paraître, Anthropos / Economica, coll "Villes", 1999)

Texte non publié en langue originale

- Luginbuhl, Y (1989) *Paysages : textes et représentations du siècle des lumières à nos jours*. Paris, La Manufacture
- Lussault, M (1993) *Tours, images de la ville et politique urbaine*. Tours, Maison des Sciences, coll "Sciences de la ville"
- Lussault, M (1997) "Des récits et des lieux : le registre identitaire dans l'action urbaine" *Annales de géographie*, 597, p 522-531
- Monnet, J (1993) *La ville et son double. La parabole de Mexico*. Paris, Nathan, coll "Essais et recherches"
- Monnet, J (1995) *Usos e imagenes del Centro Histórico de la ciudad de México*.
- México D F : DDF/CEMCA
- Perron, F (1985) *Ouessant, l'île sentinelle*. Paris, Editions de la Cité
- Perron, F (1992) "L'île, espace culturel Formes d'attache aux lieux en Bretagne" *Géographie et cultures*, 2, p 3-33
- Pitte, J -R (1983) *Histoire du paysage français*. Paris, Tallandier
- Pitte, J -R (1986) *Terres de Castanide - Hommes et paysages du Châtaignier de l'Antiquité à nos jours*. Paris, Fayard
- Pitte, J -R (1991) *Gastronomie française : histoire et géographie d'une passion*. Paris, Fayard
- Pitte, J -R (1992) "Espaces des morts, espaces de culture" *Géographie et Cultures*, 4, p 113-120
- Pitte, J -R (1995) *Géographie historique et culturelle de l'Europe : hommage au professeur Xavier de Planhol*. Paris, Presses de la Sorbonne
- Piveteau, J -L (1995) *Temps du territoire – Continuités et ruptures dans la relation de l'homme à l'espace*. Genève, Editions Zoé, coll "Histoire / Paysages"
- Planhol, X de (1957) *Le Monde islamique, Essai de géographie religieuse*. Paris, P U F
- Planhol, X de (1968) *Les fondements géographiques de l'histoire de l'Islam*. Paris, Flammarion
- Planhol, X de (1988) *Géographie historique de la France*. Paris, Fayard
- Planhol, X de (1993) *Les nations du Prophète. Manuel de géographie politique musulmane*. Paris, Fayard
- Planhol, X de (1995) *L'eau de neige- Le tiède et le frais*. Paris, Fayard
- Prévelakis, G (1994) *Les Balkans. Cultures et géographie politique*. Paris, Nathan, coll "géographie d'aujourd'hui"
- Prévelakis, G (1997) *Géopolitique de la Grèce*. Paris, Complexe, coll "géopolitique des Etats du monde"
- Racine, J -B (1993) *La ville entre Dieu et les hommes*. Paris, Anthropos / Economica
- Richard, Y (1998) *La Biélorussie. Géographie historique et culturelle d'un espace sous influence*. Paris, Université de Paris IV (Thèse à paraître, L'Harmattan, coll "Géographie et cultures", 1999)
- Robic, M -C (dir) (1992) *Les géographes français entre milieu et environnement. Pratiques et représentations du rapport homme/nature depuis la Renaissance*. Paris, Economica
- Rosemberg, M (1997) *Marketing urbain et projet de ville. Paroles et représentations géographiques des acteurs*. Paris, Université de Paris I (Thèse à paraître, Anthropos / Economica, coll "Villes", 1999)
- Sanguin, A -L (dir) (1993) *Les minorités ethniques en Europe*. Paris / Région autonome de la vallée d'Aoste, L'Harmattan, coll "Géographie et cultures"
- San Juan, Th (1997) *A l'ombre de Hong-Kong, le delta de la rivière des perles*. Paris, L'Harmattan, coll "Géographie et Cultures"
- Sautter, G (1992) "Géographie et Anthropologie" in Bailly, A et al. (dir) *Encyclopédie de géographie*. Paris, Economica, p 207-219
- Sautter, G (1993) *Parcours d'un géographe : des paysages aux ethnies, de la brousse à la ville, de l'Afrique au monde*. Paris, Ed Arguments
- Soudière, M de la (1987) *L'hiver – à la recherche d'une morte saison*. Paris, La manufacture, coll "L'homme et la nature" (diffusion : fondation MSH / CID)
- Staszak, J -F (1995) *La géographie d'avant la géographie*. Paris, L'Harmattan, coll "Géographies en liberté"
- Staszak, J -F (1996) "Ethnogéographie et savoirs géographiques : quelques problèmes méthodologiques et épistémologiques" *B.A.G.F.*, 73, 1, p 39-54
- Staszak, J -F (1997) "Dans quel monde vivons-nous ?", in Staszak, J -F (dir) *Les discours du géographe*. Paris, L'Harmattan, coll "Géographie et Cultures", p 13-35
- Théodat, J -M (1997) *Haiti, Quisqueya : une double insularité – essai de géographie historique*. Paris, Université de Paris X (Thèse à paraître, Karthala, 1999)
- Tissier, J -L (1992) "Géographie et littérature" in Bailly et al. (dir) *Encyclopédie de géographie*. Paris, Economica, p 235-255
- Trochet, J -R (1993) *Aux origines de la France rurale. Outils, pays et paysages*. Paris, CNRS, coll "Mémoires et documents"
- Trochet, J -R (1998) *Géographie historique : hommes et territoires dans les sociétés traditionnelles*. Paris, Nathan, coll "fac"
- Urbain, J -D (1993) *L'idiot du voyage. Histoires de touristes*. Paris, Payot
- Urbain, J -D (1994) *Sur la plage. Moeurs et coutumes balnéaires (XIXe-XXe siècles)*. Paris, Payot

Version française avant traduction

Vidal de la Blache, P (1911) "Les genres de vie dans la géographie humaine" *Annales de géographie*, 111, p 1193-1212

Vigouroux, M (1997) *Société et Culture – Atlas de France - vol. 5*. Paris, La Documentation Française

Numéros spéciaux ou dossiers de revues :

(1976) "Espace vécu et sociétés tropicales" *L'Espace géographique*, V, 1

(1981) "L'approche culturelle en géographie" dossier de *L'Espace géographique*, X, 4

(1992) "Espace et religion" *Géographie et Culture*, 3.

(1995) "Spécial Jules Verne" *Géographie et Culture*, 15

(1995) "La problématique des aires culturelles" *Intergéo-Bulletin*, 118 - "Espaces, Territoires, Sociétés, le colloque de novembre 1993", p 71-93

(1996) "Spécial géographie et religions" *Annales de géographie*, 588

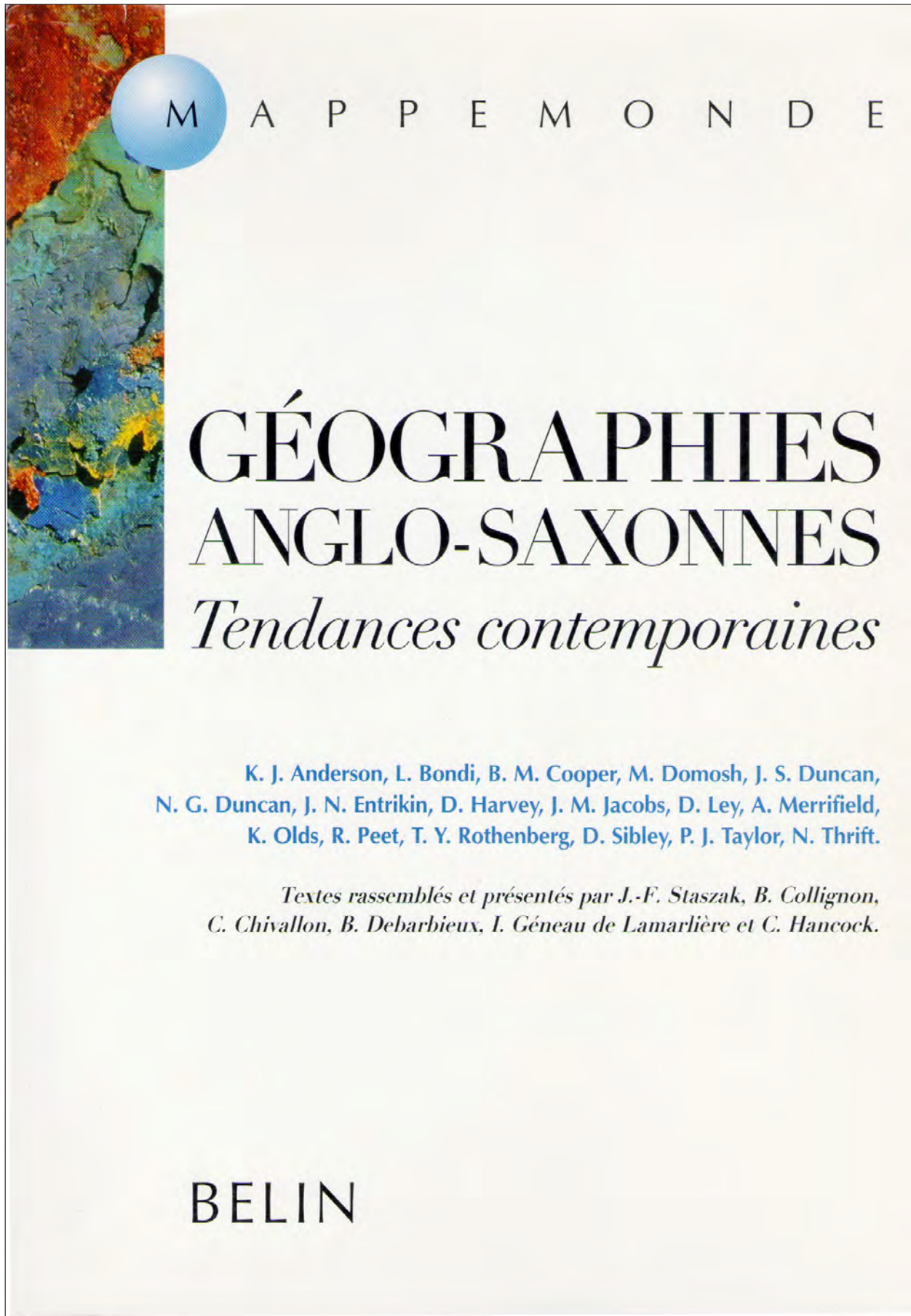
(1996) "La géographie culturelle" *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 73, 1

(1997) "Les espaces religieux" *Géographie et Culture*, 23

(1997) "Les espaces publics en Amérique du Sud" *Géographie et Culture*, 24

Annuaire :

Répertoire des géographes français. Paris, CNRS. Années 69, 73, 80, 84, 89, 94, 98



K. J. Anderson, L. Bondi, B. M. Cooper, M. Domosh, J. S. Duncan,
N. G. Duncan, J. N. Entrikin, D. Harvey, J. M. Jacobs, D. Ley, A. Merrifield,
K. Olds, R. Peet, T. Y. Rothenberg, D. Sibley, P. J. Taylor, N. Thrift.

*Textes rassemblés et présentés par J.-F. Staszak, B. Collignon,
C. Chivallon, B. Debarbieux, I. Généau de Lamarlière et C. Hancock.*

BELIN



M A P P E M O N D E

Collection dirigée par Rémy Knafo

Quels rapports la géographie entretient-elle avec le féminisme, le postcolonialisme, les minorités ethniques, le postmodernisme? Aucun, auront tendance à répondre nombre de géographes français. Beaucoup, répondent les géographes du monde anglo-saxon. Comment ces derniers abordent-ils la géographie économique? Comment usent-ils des concepts de lieu et de paysage?

Ce livre est la première anthologie qui présente au public francophone des approches ayant montré leur fécondité aux États-Unis, au Canada, au Royaume-Uni, en Irlande, en Australie et en Nouvelle-Zélande. Les textes choisis sont l'œuvre aussi bien de jeunes chercheurs que de géographes dont la réputation n'est plus à établir. Ces travaux ont eu peu d'échos directs en France. Rares sont les géographes français qui s'en réclament explicitement, même si beaucoup ont subi l'influence de ces recherches.

Rendre compte de ces tendances permet de les offrir au débat et de s'interroger sur les réticences des géographes français. Sont-elles liées à des effets de contexte et de lieu, à des raisons épistémologiques, à la singularité de la géographie française, ou plus simplement à la difficulté de l'accès aux sources de langue anglaise? Cet ouvrage inédit, par les textes et les présentations qu'il propose, ouvre de nouvelles perspectives.

Consultez notre site :
www.editions-belin.com



code 002519



Géographies anglo-saxonnes – Tendances contemporaines

Sommaire

Préface (Rémy Knafou)

Introduction générale - Les enjeux de la géographie anglo-saxonne (Jean-François Staszak)

Chapitre 1 – La géographie et les minorités. Déconstruire et dénoncer les discours dominants

- Introduction (Béatrice Collignon)
- Article 1. Géographies de l'exclusion (David Sibley, 1995 – traduction B. Collignon)
- Article 2 – Hégémonie culturelle et processus de définition de la race à Chinatown, Vancouver : 1880-1980 (Kay J. Anderson, 1988 – traduction B. Collignon)

Chapitre 2 – Les géographies féministes

- Introduction (Christine Chivallon)
- Article 1. Autres figures et autres lieux : féminisme, postmodernisme et géographie (Liz Bondi et Mona Domosh, 1992 – traduction D. Ganderton)
- Article 2. Le genre sexuel, le mouvement et l'histoire : transformations sociales et spatiales au XX^e siècle à Maradi, Niger (Barbara M. Cooper, 1997 – traduction D. Ganderton)

Chapitre 3 – La géographie postcoloniale. « L'Empire contre-attaque »

- Introduction (Claire Hancock)
- Article 1. Espaces postcoloniaux (Jane M. Jacobs, 1996 – traduction C. Hancock)
- Article 2. Voyeurs de l'impérialisme : le magazine *National Geographic* avant la Seconde Guerre mondiale (Tamar Y. Rothenberg, 1993 – traduction C. Hancock)

Chapitre 4 – La géographie radicale à la recherche d'un nouveau souffle

- Introduction (Béatrice Collignon)
- Article 1. Le “savoir situé” et l'exploration : retour sur les “Expéditions géographiques” de W. Bunge (Andy Merrifield, 1995 – traduction B. Collignon)
- Article 2 -La justice sociale, la postmodernité et la ville (David Harvey, 1992 – traduction B. Collignon)

Chapitre 5 – La géographie économique face à la question culturelle

- Introduction (Isabelle Gêneau de la Marlière)
- Article 1. Pour une redéfinition de l'économie et géographie économique (Nigel Thrift et Kris Olds, 1996 – traduction C. Hancock et I. Gêneau de la Marlière)
- Article 2 -La production culturelle de formes économiques (Richard Peet, 1997 – traduction C. Barzun et I. Gêneau de la Marlière)

Chapitre 6 – Actualités du concept de paysage

- Introduction (Bernard Debarbieux)
- Article 1. (Re)lire le paysage (James S. Duncan et Nancy G. Duncan, 1988 – traduction S. Roblot)
- Article 2. Le logement coopératif comme paysage moral. Réexamen de la “ville postmoderne” (David Ley, 1993 – traduction K. Difato, A.-M. Janssen et E. Say)

Chapitre 7 – Nouvelles approches du lieu

- Introduction (Jean-François Staszak)
- Article 1. L'entre-deux du lieu (J. Nicholas Entrikin, 1991 – traduction M.-K. Schaub et J.-F. Staszak)
- Article 2. Une géographie politique des modernités selon les tensions entre lieu et espace (Peter J. Taylor, 1991 – traduction M.-K. Schaub et J.-F. Staszak)

C H A P I T R E 4

LA GÉOGRAPHIE RADICALE À LA RECHERCHE D'UN NOUVEAU SOUFFLE

INTRODUCTION

par Béatrice Collignon

Université de Paris I et Institut Universitaire de France

En 1998, la géographie « radicale » (au sens d'extrémiste : les « radicaux » sont idéologiquement proches des « gauchistes » français) fêtait ses trente ans. Les géographes engagés dans ce mouvement saisirent l'occasion du congrès annuel de l'Association des Géographes Américains (AAG) pour célébrer cet anniversaire, sous la forme d'une série de sessions (pas moins de 11 en trois jours¹) consacrées au bilan de ces trois décennies. Richard Peet, organisateur principal de l'événement, ouvrit la première session le premier jour à 7h30, devant environ 300 personnes, en déclarant notamment : « Vous avez sans doute remarqué qu'ils nous ont placés dans la salle la plus éloignée de toutes les autres dans ce Centre de conférences et que, dans le programme, nos sessions sont toujours indiquées tout à la fin de chaque créneau horaire. Et vous savez ? Au fond, ça me plaît bien. » Il obtint l'effet escompté : rires et tonnerre d'applaudissements. L'ambiance, dans la salle 210 du Convention Centre de Boston, ressemblait à celle de toute réunion de vieux militants : entre plaisir de se retrouver, de se raconter les combats d'hier, et angoisse de l'avenir.

La géographie radicale est en effet d'abord une géographie militante, dans ses objectifs comme dans ses pratiques. Née en 1968 dans une période de grande agitation politique et sociale aux États-Unis – entre combats pour la reconnaissance des droits

LA GÉOGRAPHIE RADICALE 131

civiques des Noirs, manifestations musclées contre la guerre du Vietnam et grandes émeutes urbaines – elle se construit sur la double contestation de la géographie « classique » d'une part et de la « nouvelle géographie », quantitative et théorique, d'autre part. Elle s'élabore parallèlement au sein d'un petit groupe très actif formé par de jeunes Assistants de l'Université Clark (Massachusetts) – notamment Richard Peet, aujourd'hui Professeur dans cette même université – emmenant dans leur sillage des étudiants avancés ; et dans le cadre du projet des « Expéditions géographiques » que décrit Andy Merrifield. Aux nouvelles générations avides d'action, s'associent un certain nombre de géographes de la génération précédente (dont William Bunge et, un peu plus tard, David Harvey), qui ont participé au développement de la « nouvelle géographie » et éprouvent un sentiment de déception face à ses résultats. Il leur semble en effet que, contrairement à leurs espérances, elle n'est pas parvenue à résoudre les problèmes politiques et sociaux cruciaux de leur pays et qu'elle est, au mieux inutile, au pire l'alliée du pouvoir en place. Un pouvoir qu'ils dénoncent comme étant au service des intérêts économiques du système capitaliste dont il émane, qui écrase les pauvres en ne prêtant qu'aux riches et pratique la discrimination raciale. En réaction aux courants précédents, la géographie radicale se veut une géographie socialement et politiquement utile.

Dans ses toutes premières années (de 1968 à 1971) la géographie radicale est une mouvance multiforme qui rassemble des jeunes aux horizons divers. Considérée d'un mauvais œil par les géographes en place, elle est en marge des vecteurs de diffusion reconnus au sein du monde universitaire, éditeurs et revues. Aussi le mouvement se dote-t-il rapidement, dès 1969, de sa propre revue, dont le nom souligne la situation marginale dans le champ universitaire : *Antipode*. Son mode de production même rappelle la clandestinité d'une vie militante : la revue est tirée nuitamment, car illégalement, sur les rotatives de l'université Clark, imprimée sur du papier volé dans les secrétariats, envoyée en utilisant abusivement les crédits postaux de divers services administratifs de l'université, les articles étant bien sûr tapés sans autorisation sur leurs machines à écrire. L'irrégularité des parutions, la rareté des premiers numéros conservés dans les bibliothèques universitaires, le côté formellement très amateur de la publication, ainsi que l'absence d'éditeur (jusqu'en 1986) sont le fruit de ces conditions particulières. Anarchisme et non-violence sont les deux credo des trois premières années où, dans les articles d'*Antipode*, l'auteur le plus cité est Gandhi (Philo, 1998). Le logo dont se dote rapidement la revue (fig. 1) est en lui-même une déclaration d'intentions : en légère contre-plongée, sur fond d'une planisphère centrée sur l'Afrique et l'Asie centrale, un prolétaire armé de son marteau – d'une esthétique toute soviétique – brise les chaînes du monde. Le nœud qu'il fait sauter est situé sur le Canal de Suez. Le logo connaît quelques variations dans la décennie, dont la plus intéressante est l'ajout, en miroir, d'une autre figurine : même contre-plongée légère, même fond de planisphère, mais centré sur l'Asie du Sud-Est. Le marteau, tenu par une silhouette de prolétaire plutôt féminine, brise un nœud situé au Vietnam (fig. 2). Ainsi est résumé le programme radical : briser les chaînes de l'oppression par l'action directe, soutenue par la réflexion théorique, en donnant la parole aux opprimés eux-mêmes (ouvriers, femmes, etc.).



Figure 1



Figure 2

Les enjeux sont autant scientifiques que politiques pour ces géographes activistes soucieux de s'engager sur le terrain. Les questionnements portent autant sur les modalités de recueil des données que sur la finalité du savoir savant universitaire. Les radicaux récusent approches livresques et statistiques, ainsi que les méthodes hypothético-déductives de la « nouvelle géographie ». Ils prônent une approche inductive fondée sur la participation active à la vie dans les espaces étudiés et aux luttes qui s'y déroulent. L'étude des phénomènes géographiques à la micro-échelle est encouragée – alors qu'elle était jusque-là surtout le fait de la géographie physique – car elle révèle, et dénonce, les diverses formes d'oppression exercées sur les populations dominées, soit les effets concrets d'un système politico-économique expression du capitalisme bourgeois. Ce système doit être, lui, analysé à une échelle plus globale, ce que seul l'universitaire est à même de faire. Dans une vision quelque peu romantique, le chercheur est appelé à devenir passeur, entre l'expérience d'oppression vécue et l'analyse des grands systèmes qui autorisent ces violences. Le savoir produit doit être un outil au service de la contestation politique du pouvoir en place et contribuer à changer la société.

1972 marque un tournant pour le mouvement: d'anarchistes et non-violents, majoritairement réformistes, les radicaux deviennent marxistes et révolutionnaires, notamment à la suite de l'engagement de David Harvey à leurs côtés et de la publication dans *Antipode* d'un de ses articles les plus célèbres². Le foisonnement des premières années se réduit, le souci de l'action se double d'un souci plus affirmé d'articulation théorique, et plusieurs géographes s'éloignent d'un mouvement dans lequel ils ne se reconnaissent plus suite à son adoption du paradigme marxiste. C'est notamment le cas des géographes « humanistes » qui cherchent, sous l'impulsion entre autres de Yi-Fu Tuan, à développer une géographie phénoménologique. Les travaux théoriques se concentrent sur l'adaptation de l'outillage conceptuel élaboré par Karl Marx – que la plupart des radicaux américains découvrent à cette occasion, dans l'enthousiasme – aux problématiques géographiques. La réflexion sur les effets sociaux des

choix spatiaux de l'économie libérale, et sur les rapports de domination tels qu'ils s'expriment dans l'espace et participent à la construction de celui-ci, est ainsi privilégiée. Par ailleurs, en conformité avec l'orientation idéologique dominante, les questions sociales sont analysées en termes de lutte des classes, ces dernières étant considérées comme la clef de voûte de l'organisation de la société capitaliste (voir notamment Smith in Var. Aut., 2000).

Au cours des années 1970, la géographie radicale joue incontestablement un rôle de premier plan dans le renouvellement de la discipline dans la sphère anglophone. Du point de vue tant de ses objets que de ses publications et de ses pratiques, elle fait figure de pionnier et s'affirme comme une sorte de laboratoire où s'inventent de nouvelles façons de faire de la géographie, qui récusent l'apolitisme des courants qui l'ont précédée. La valeur des travaux se mesure aussi à l'aune de leur utilité sociale et la réflexion théorique se développe sur une base politique et philosophique et non plus mathématique. L'adoption de l'appareil critique marxiste conduit au développement, à côté des études à micro-échelle, des analyses à petite échelle sur les structures et les systèmes³. À propos des pratiques de recherche, l'attention se porte sur les problèmes éthiques, jusqu'alors ignorés, qui accompagnent les enquêtes sur le terrain. Inspirée par son souci de dénoncer toutes les formes d'oppression, la géographie radicale explore de nouveaux thèmes, comme en témoigne le tableau ci-dessous⁴.

Thèmes	1969-1979
Impérialisme et sous-développement	55
Théorie et pratique (théorie, méthode et praxis)	40
Géographie urbaine	40
Économie politique	25
Pauvreté	20
Énergie et environnement	20
Architecture et habitat	18
Méthodologie et éthique de la recherche	17
Anarchisme	15
Services publics	15
Pédagogie	12
Théorie de la localisation	11
Racisme	7
Femmes (féminisme et relations entre genres)	6
Théorie de la rente	6
Systèmes de protection sanitaire et sécurité sociale	6
Santé mentale	5
Afro-américains	4
Amérindiens (et minorités)	4

Source : Antipode, 1979, 10-11.

Fig. 3 : Nombre d'articles par principaux thèmes traités dans Antipode, 1969-1979.

En dehors de la catégorie géographie urbaine (qui ne dit rien de la façon dont cette question est traitée), tous ces thèmes sont alors nouveaux pour une géographie humaine jusque-là principalement centrée sur les organisations régionales d'une part, les analyses spatiales d'autre part. La pauvreté, les femmes, le développement dans ses relations à l'impérialisme font une entrée remarquée dans les travaux des géographes. Cependant, certains des thèmes forts de la première décennie sont délaissés par la suite. Ceci tient pour une part à une évolution des préoccupations des radicaux eux-mêmes, dans le contexte de la crise économique naissante qui modifie les intérêts des étudiants et donc des enseignants, pris dans une logique de rendement économique imposée aux universités par les gouvernements néo-libéraux tant aux États-Unis qu'au Royaume-Uni (voir notamment Castree in Var. Aut., 2000). Cependant, cela s'explique aussi par l'autonomisation progressive de nombre des nouveaux champs ouverts.

Dans cette table de la première décennie d'Antipode figurent en effet la plupart des thèmes de prédilection de ce que l'on qualifie aujourd'hui de « nouveaux courants » de la géographie anglophone : géographie des minorités, géographie féministe, géographie postcoloniale, mais aussi nouvelle géographie économique. S'ils apparaissent en tant que tels au cours de la seconde moitié des années 1980, ils sont pourtant nés dans le giron de la géographie radicale dans la décennie précédente. Or, si leur affirmation en courants propres témoigne du rôle de premier plan joué par les radicaux dans l'enrichissement de la discipline, elle constitue aussi un danger pour le maintien de leur mouvement. En effet, celui-ci se voit dépossédé de la plupart de ses thèmes phares, qui deviennent l'apanage d'autres courants entretenant entre eux et avec la souche commune dont ils sont issus des rapports de plus en plus lâches. Victime de son succès en quelque sorte, la géographie radicale s'en trouve d'autant affaiblie et plonge dans une situation de crise dans les années 1990, amplifiée par la chute du mur de Berlin et l'effondrement conjoint des démocraties populaires et de l'Union Soviétique, qui remettent en question la portée révolutionnaire de l'analyse marxiste. De plus, cette géographie est aussi menacée d'un point de vue théorique par le développement de la philosophie postmoderne, qui repose notamment sur la critique des grands récits – dont le marxisme – qui fondent la science moderne.

Sans être reniée, la géographie radicale se trouve ainsi contrainte à un double repositionnement dans les années 1990 : du point de vue thématique et paradigmatique. Cette nécessaire adaptation provoque pendant plusieurs années des débats extrêmement houleux entre géographes radicaux, dont les sessions consacrées au mouvement lors du Congrès de l'AAG de Boston ne pouvaient éviter de renvoyer l'écho, en dépit de la volonté des organisateurs d'y mettre un terme en cette occasion. Outre les tensions qui traversaient la salle 210 du Convention Centre, l'angoisse palpable de plusieurs « anciens » du mouvement lorsqu'il s'agissait de parler de l'avenir de la géographie radicale témoignait de la difficulté à en tracer les grandes lignes. Ce désarroi n'était pas sans fondements : force est d'admettre que la géographie radicale est aujourd'hui en perte de vitesse et n'a plus sa vitalité initiale, en dépit des efforts déployés et d'un attachement réel de la plupart des géographes « critiques »⁵ à un courant dont ils se

reconnaissent les héritiers. Crise profonde ? Certains vont même plus loin, comme Anne Buttimer qui ouvre l'un de ses récents articles par les propos que lui tint un collègue Britannique à l'issue de la 1^{re} des sessions tenues en salle 210 : « La géographie radicale est morte » (Buttimer, 1999 : 103).

Si tel est le cas, pourquoi lui consacrer ici un chapitre ? Tout d'abord à cause de l'importance du rôle joué par ce courant dans l'affirmation de ceux qui, également présents dans cette anthologie, paraissent aujourd'hui plus dynamiques. On ne peut comprendre ces derniers sans connaître leur ancêtre, auquel ils doivent une certaine communauté de ton et de préoccupations. Ensuite parce que, pour avoir perdu son rôle moteur, la géographie radicale n'en participe pas moins aux débats contemporains, aux côtés de courants avec lesquels les relations restent fortes. Il est ainsi fréquent que par exemple des féministes comme des spécialistes de géographie postcoloniale ou économique publient dans *Antipode*, ou communiquent dans des colloques dans le cadre de sessions organisées par la géographie radicale. De plus, parce qu'elle a été déstabilisée par les critiques portées sur son paradigme, elle a été le lieu d'intenses efforts de redéfinition de la part de chercheurs convaincus de sa pertinence. Elle témoigne ainsi des interrogations qui traversent l'ensemble des nouveaux courants de la géographie anglophone. Aujourd'hui, la recherche d'une conciliation est patente, et l'on voit la géographie radicale s'efforcer de réunir autour d'elle l'ensemble des courants contestataires et plus ou moins engagés de la géographie. Les deux nouveaux rédacteurs en chef d'*Antipode* expriment clairement cette stratégie dans leur premier éditorial lorsqu'ils déclarent : « Ce souci d'une pratique radicale – qu'elle soit modeste ou plus ambitieuse – est ce qui distingue encore *Antipode* de la plupart des autres courants « critiques » en géographie. Ceux qui publient dans *Antipode* ont été, et doivent continuer à être, prêts à défier les catégories sociales, politiques et analytiques, en association avec des mouvements plus larges qui militent en faveur du changement. » puis donnent leur définition d'une « analyse radicale des questions géographiques » : « marxiste/socialiste/anarchiste/antiraciste/féministe/en faveur de la libération sexuelle » (Peck et Wills, 2000 : 2).

Les deux textes retenus rendent compte des deux grandes directions explorées pour donner à l'approche radicale un nouveau souffle. Andy Merrifield s'appuie sur un rappel des pratiques originales mises en place par William Bunge à la fin des années 1960 à Détroit pour proposer une réponse à la crise thématique. David Harvey s'efforce quant à lui de proposer une réponse à la « crise du paradigme » provoquée par l'émergence de la philosophie postmoderne. Il s'agit de montrer comment il est possible de concilier analyse marxiste et approche postmoderne, en dépit de la contradiction apparente. Sa réflexion se place sur un plan essentiellement théorique, alors qu'Andy Merrifield s'interroge sur les modalités possibles de l'action.

Constatant l'importance de la dimension critique, tant sur le plan disciplinaire que politique, dans la géographie radicale, on peut s'interroger sur d'éventuels liens entre celle-ci et les diverses formes de contestations qui se sont développées au sein de

la géographie française à partir des années 1970. Or, comme le remarquait Jacques Lévy convié par *Antipode* à dresser un tableau de ces renouveaux, en dépit d'une même volonté de rupture avec les pratiques et les problématiques des générations précédentes, ainsi que d'un intérêt partagé pour l'analyse marxiste des phénomènes géographiques, on n'assiste pas en France à l'émergence d'un mouvement similaire.

Parmi les nombreuses raisons que l'on peut invoquer – notamment le poids des structures institutionnelles, qui ne doit pas être négligé – l'implantation ancienne du marxisme dans les cercles intellectuels, dans le contexte d'un parti communiste fort qui encadre les engagements des militants, a pesé lourd (Lévy, 1985). En effet, et contrairement à ce qui se passe aux États-Unis où les géographes découvrent Karl Marx dans les années 1970 grâce à David Harvey, le marxisme n'apparaît pas comme une alternative nouvelle aux géographes français des années 1970. L'engagement politique à gauche, très répandu, se répercute plus sur les stratégies institutionnelles que sur une réorientation des recherches, et ce d'autant plus que les préoccupations de la nouvelle génération sont ailleurs : elles portent sur la refondation de la discipline (rompre avec la domination de la géographie physique et l'empirisme de la géographie régionale), dans une perspective épistémologique. Et si la réflexion mobilise les théories marxistes, celles-ci sont si diffuses parmi les universitaires que cela ne saurait créer un courant particulier.

Par certains aspects, la géographie radicale rappelle celle que développent les chercheurs inscrits dans la mouvance de la revue *Hérodote* créée par Yves Lacoste en 1976. Il s'agit là aussi d'une géographie contestataire portée par une revue marginale au sein de la discipline et inspirée au moins pour partie par les théories marxistes. Cependant, là s'arrête la comparaison. En effet, Yves Lacoste – qui ne fait d'ailleurs pas référence à la géographie radicale – est surtout soucieux d'analyser les conflits territoriaux engendrés par les enjeux de pouvoir entre grands systèmes à une échelle régionale ou nationale, et ses études portent spécifiquement sur des territoires politiques. De plus, il ne se préoccupe pas de transformer globalement le champ disciplinaire, et l'utilité des travaux menés ne se mesure pas à l'aune de l'amélioration de la vie quotidienne des habitants : le combat idéologique est mené à une autre échelle, qui n'implique pas d'engagement local.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- BUTTIMER A., 1999, « Humanism and relevance in geography », *Scottish Geographical Journal*, 115, p. 103-116.
- HARVEY D., 1972, « Revolutionary and counter-revolutionary theory », *Antipode*, 3, 5.
- HARVEY D., 1973, *Social Justice and the City*, Londres, Arnold.
- HARVEY D., 1996, *Justice, Nature and the Geography of Difference*, Oxford, Blackwell.
- LEVY J., 1985, « French geographies of today », *Antipode*, 17, 2-3, p. 9-12.
- PECK J. et WILLS J., 2000, « Editorial – Geography and its discontents », *Antipode*, 32, 1, p. 1-3.
- PEET R., 1985, « Radical Geography in the United States: a personal history », *Antipode*, 17, 2-3, p. 1-7.

PEET R., 1998, *Modern Geographical Thought*, Oxford, Blackwell.

PHILO Ch., 1998, « Eclectic radical geographies : revisiting the early *Antipodes* », communication non publiée, Boston, Annual Congress of the AAG.

Var. Aut., 2000, *Environment and Planning A - theme issue : Radical geography*, 32, 6 et 7.

Numéros spéciaux d'*Antipode*:

1973, *Ideology and environment*, décembre

1975, *Marxist geography*, février.

1979, *Anarchism and environment*, 10-11, 3-1

1985, *The best of Antipode, 1969-1985*, 17.

LE « SAVOIR SITUÉ » ET L'EXPLORATION : RETOURS SUR LES « EXPÉDITIONS GÉOGRAPHIQUES » DE W. BUNGE

Andy Merrifield

Graduate School of Geography, Clark University, Worcester, USA.

« Situated knowledge through exploration: reflexions on Bunge's "Geographical Expeditions" », *Antipode*, 27, 1, p. 49-70, 1995.

Texte traduit par B. Collignon

Ces dix dernières années, les notions de « savoir situé », de « théorie du point de vue » et de « position [du chercheur] » ont suscité l'attention de nombreux universitaires radicaux, chercheurs en sciences sociales et en littérature. En simplifiant beaucoup, on peut y voir une forme de réaction – s'exprimant dans la forme d'un dialogue critique – aux modes de pensée postmodernes et poststructuralistes dont l'audience est allée croissant. Le concept de « savoir situé » [...] a conduit à la remise en cause des bases épistémologiques de la tradition philosophique des Lumières et de la pratique scientifique occidentale. Le débat se fonde sur l'affirmation réitérée de la nature *contextuelle* de toute forme de savoir, de toute forme de sens et de toute forme de comportement. À cela, s'ajoute la reconnaissance du côté partiel et partisan de toute enquête, de toute construction théorique et de toute représentation académique, ainsi que la reconnaissance, explicite, de l'importance de l'histoire personnelle de l'auteur dans tout processus de création. Ces dernières années, ces éclairages stimulants ont pénétré jusqu'à la géographie humaine, où ils ont ouvert un intense débat et conduit à une sorte de réévaluation et de réaligement du programme de la géographie radicale.

LA JUSTICE SOCIALE, LA POSTMODERNITÉ ET LA VILLE

David Harvey

Department of Geography, Johns Hopkins University, Baltimore, USA.

« Social Justice, Postmodernism and the City », *International Journal of Urban and Regional Research*, 16, 4, p. 588-601, 1992.

Texte traduit par B. Collignon

Le titre de cet article est le fruit d'un collage qui reprend les intitulés de deux de mes livres, écrits à presque vingt ans d'intervalle : *Social Justice and the City* et *The Condition of Postmodernity*. Je me propose d'analyser ici les relations entre ces deux ouvrages, dans un double souci. D'une part, considérer le chemin intellectuel et politique parcouru par nombre d'entre nous ces deux dernières décennies dans le cadre de nos efforts pour saisir, et résoudre, les problèmes urbains. D'autre part, examiner comment nous pouvons aujourd'hui penser la question urbaine et comment, par cette réflexion nouvelle, nous pouvons adopter une position qui nous permette de proposer des solutions mieux adaptées que celles que nous proposons hier. Je montrerai que la contextualité est la clef de tous les débats autour de la création d'infrastructures et d'environnements urbains dans lesquels il sera possible de vivre et travailler au XXI^e siècle.

Justice et condition postmoderne

Commençons par un article de John Kifner, paru en 1989 dans le *International Herald Tribune* et consacré à l'espace très vivement contesté du parc de Tompkins Square, New York. Depuis les « émeutes contre la police » d'août 1988, ce lieu était l'objet de tentatives d'appropriations répétées, et souvent violentes. C'est surtout la mixité du voisinage qui a retenu l'attention de Kifner. Si l'on compte dans le parc près de 300 SDF, on y rencontre aussi : « Des joueurs de basket-ball, des adeptes du skateboard, des mères et leurs petits-enfants, des baba-cools à l'air de soixante-huitards attardés, des punks coiffés à l'iroquois et tout habillés de noir, des skinheads en Doc. Martens qui cherchent à casser du baba-cool et du punk, des rastas avec leurs petites nattes, des groupes heavy-metal, des joueurs d'échec, des gens qui promènent leur chien : tous occupent leur espace dans le parc et côtoient les cadres supérieurs qui reviennent à pied du pressing et qui, leurs costumes sur le bras, rentrent dans les immeubles réhabilités, et gentrifiés, qui transforment le quartier. »

La nuit, souligne Kifner, les contrastes autour du parc sont encore plus marqués. [...]

C H A P I T R E 1

LA GÉOGRAPHIE ET LES MINORITÉS

Déconstruire et dénoncer les discours dominants

INTRODUCTION

par Béatrice Collignon

Université de Paris I et Institut Universitaire de France

Il peut être surprenant pour le lecteur français que cette anthologie s'ouvre par un chapitre sur les minorités, sujet plutôt marginal dans notre géographie, alors qu'il est au cœur de la discipline et plus largement des débats de société dans le monde anglo-saxon. À propos de la géographie humaine anglophone, les spécialistes français évoquent d'ailleurs souvent, parfois avec une pointe d'ironie, la liste toujours plus longue des « minorités » et les nombreux travaux qui leur sont consacrés. Des populations très différentes sont rangées sous ce qualificatif : aussi bien les adolescents que des minorités ethniques et culturelles (Tsiganes, peuples autochtones, Juifs, etc.), les femmes que les handicapés (physiques et mentaux), les sans-abri que les homosexuels (gays et lesbiennes), les personnes âgées que divers groupes « raciaux »¹ (Noirs, Asiatiques), des « communautés » issues de l'immigration que des populations paupérisées. Ce qui étonne, c'est d'une part cette façon d'appréhender la société en la découpant en autant de groupes particuliers et, d'autre part, le classement de tous ces groupes dans une même catégorie.

Pour les anglophones, la minorité est un concept opératoire pour penser la société, alors que ce n'est pas le cas pour les Français. Cette différence tient au sens même du mot, qui varie selon les pays. En France, la minorité est définie suivant des critères quantitatifs et culturels : sont minoritaires les populations, numériquement inférieures, qui n'appartiennent pas à la culture dominante d'un pays, ou d'un groupe de

pays. Dans cette approche, chaque population, minoritaire comme majoritaire, est appréhendée d'une façon globale: les différences internes – jeunes/vieux, hommes/femmes, riches/pauvres, malades/bien portants – sont considérées comme les parties d'un tout dont la cohérence est à l'échelle de ce tout. Cette définition est en accord avec le projet politique républicain, forgé autour de l'unité de la nation construite sur l'égalité de tous les citoyens et la négation de l'existence d'identités intermédiaires entre l'individu et l'identité nationale. Celle-ci est un composé nourri de diverses influences qui se dissolvent dans un tout dont le cœur est constitué par des valeurs et références communes à tous les membres de la société². En revanche, dans les pays anglo-saxons, la catégorie « minorité » désigne tout autre chose. La majorité n'y est pas définie à la même échelle, dans des sociétés qui se pensent elles-mêmes comme constituées de groupes hétérogènes – des « communautés » – vivant plus l'un à côté de l'autre qu'ensemble. Cette conception va à l'encontre de l'aspiration à l'universalité si prégnante dans le projet républicain et qui inspire l'idée de mixité, chère aux Français mais dépourvue de valeur intrinsèque pour les Anglo-Saxons. Dans une démarche qui met en avant les divergences et non les bases communes, la majorité est réduite au groupe dominant, défini comme celui qui détient le pouvoir de déterminer ce qu'il est lui-même et ce que sont les autres. Dans le contexte des pays anglo-saxons, ce pouvoir est détenu par le groupe des hommes blancs adultes de classe moyenne ou aisée, de culture protestante et au comportement conforme à la norme qu'il a lui-même établie (c'est-à-dire hétérosexuels et non contestataires). Aussi, bien que numériquement minoritaire, est-il défini comme « la majorité ». Tous les autres groupes sont donc des minorités, et cela même s'ils sont supérieurs en nombre, comme c'est le cas pour les femmes. Cette différence de point de vue explique d'emblée pourquoi il n'y a pas en France de travaux géographiques similaires à ceux présentés dans ce chapitre: travailler sur des « communautés » au sens anglais du terme n'a pas de légitimité à propos de la société française, qui n'est ni organisée sur le même modèle, ni fondée sur le même projet. On peut cependant aussi se demander si ce n'est pas là une façon de nier l'existence de phénomènes qui dérangent, justement parce qu'ils sont en rupture avec le projet républicain. Ce refus serait alors motivé par la crainte d'aggraver des processus de fracture en ayant l'air de les légitimer, alors que l'urgence est plutôt, du point de vue des chercheurs français, de travailler à les réduire.

Ainsi la notion de minorité est-elle fortement dépendante des contextes politiques, intellectuels et culturels dans lesquels elle s'élabore. Les sociétés anglo-saxonnes se sont profondément transformées dans les trente dernières années, et le développement des études géographiques relatives aux minorités est lié à ces mutations, qui sont notamment allées dans le sens d'une atomisation plus marquée du corps social, tant dans le champ politique qu'économique, social et culturel. La mise en avant du multiculturalisme³ comme nouveau projet politique aux États-Unis mais aussi au Canada ou en Australie exprime la montée en puissance de cette tendance, qui est aux antipodes d'un projet d'intégration. Par ailleurs, l'approche de la société comme un ensemble hétérogène et non doté d'une forte cohérence est aussi encouragée par la critique

postmoderne, aujourd'hui dominante dans les sciences sociales de la sphère anglophone. En remettant en question les grands récits, créateurs d'intégration, elle encourage une appréhension des groupes humains dans leur diversité interne, se concentrant sur les courants centrifuges qui les traversent et conduisent à leur éclatement en de multiples communautés plus ou moins autonomes, qui créent chacune leurs propres représentations et leurs propres valeurs. Le travail sur ces groupes, marqué par de multiples influences, contribue aussi à les révéler à eux-mêmes et à la société dans son ensemble et participe ainsi, en retour, à la désintégration de cette dernière. Cette conséquence est quelque peu paradoxale lorsque l'on sait que plusieurs chercheurs engagés dans ce type d'analyses sont d'abord motivés par la volonté de dénoncer un processus d'éclatement qui ne fait que renforcer les inégalités dont certaines de ces minorités – les plus fragiles économiquement et socialement – sont les premières victimes.

Les premiers travaux sur les minorités comme objet géographique datent du tournant des années 1970 et sont liés aux études sur la pauvreté et les ghettos noirs des villes américaines conduites alors par les géographes radicaux (voir chapitre 4). Il s'agit de dénoncer les exclusions spatiales – dont les ghettos sont la forme emblématique – et les analyses, qui prennent souvent un tour très militant, se concentrent sur les structures économiques et politiques qui sont à l'origine de ces situations. Les recherches se développent ensuite de façon considérable, ce qui s'accompagne d'une multiplication des « minorités » et d'un glissement progressif des problématiques. À l'aube des années 1980, l'on voit ainsi apparaître une géographie des femmes promue par les mouvements féministes académiques, puis des homosexuels (gays et lesbiennes). Au milieu de cette décennie, l'ensemble de ces recherches est rangé sous la bannière « *gender, class and race* – le genre⁴, la classe et la race » (voir par exemple Hamnet, 1996). Mais à la fin de cette décennie et dans la suivante la catégorie « minorités » connaît une véritable explosion et, la liste des minorités ne cessant de s'allonger, cette bannière n'est plus représentative d'un champ qui incorpore toujours plus de parties du corps social et devient, de ce fait, de plus en plus hétéroclite.

Cette évolution des problématiques a accompagné – et pour partie suscité – l'affirmation d'une nouvelle géographie culturelle dans la sphère anglophone, en rupture avec l'école américaine de géographie culturelle héritière de Carl Sauer, souvent appelée « *École de Berkeley* ». Ce sont des géographes britanniques qui sont à l'origine de ce renouveau. Formés à la géographie sociale, ils sont portés à s'intéresser à la question culturelle du fait de l'évolution de leur objet de recherche. La culture est pour eux non un facteur explicatif mais l'une des formes d'expression majeure des conflits ou des inégalités qu'ils analysent. D'une part, les productions culturelles deviennent des objets d'étude, d'autre part certaines formes spatiales sont désormais appréhendées comme des productions de type culturel. Cette nouvelle façon de concevoir la réalité géographique envahit rapidement l'ensemble de la géographie humaine anglophone et marque ce que l'on a appelé le « tournant culturel » de cette géographie. L'étude des minorités est au cœur de ce mouvement. Elle ne constitue pas un courant à proprement parler, et les chercheurs qui travaillent sur cet objet ne le revendiquent d'ailleurs pas.

Ils se rattachent plutôt à des courants mieux identifiés : géographie radicale, féministe, postcoloniale, du genre, « gay and lesbian studies », etc. Au-delà des spécificités, on peut, d'un point de vue français, présenter ces travaux ensemble, compte tenu de leurs origines communes, et de la similarité des problématiques et des méthodes développées, qui sont typiques de la nouvelle géographie culturelle anglophone.

Principale caractéristique de cette nouvelle géographie culturelle des minorités : la dimension spatiale de la question est placée au cœur des interrogations. Les recherches se concentrent sur les interactions entre les formes spatiales élaborées par les groupes dominants – dont elles matérialisent les valeurs et les représentations – et les groupes dominés, dont les représentations, valeurs et modes de vie ne sont pas nécessairement adaptés aux espaces construits dans lesquels ils doivent se couler, et qui font peser sur eux une forme de contrainte. Il s'agit de montrer en quoi certaines configurations de l'espace portent en elles l'exclusion, ou l'enfermement, de certains groupes et exercent sur eux une violence, parfois très évidente mais parfois si discrète et subtile que ceux qui ne la subissent pas n'en n'ont pas clairement conscience. Les analyses reposent sur une lecture très attentive des lieux, de leur construction, de leur agencement et de leur pratique quotidienne. La micro-échelle est privilégiée, les études pouvant porter sur un centre commercial, une discothèque, le logement, etc. Il s'agit à la fois de montrer comment certains lieux sont créateurs d'exclusion et comment, à travers les lieux qu'on lui propose – dans les quartiers « ethniques » notamment – l'Autre est façonné à l'image que la majorité se fait de lui, et n'a que rarement la possibilité d'exprimer lui-même son identité à travers la création de ses propres espaces. Les travaux accordent aussi une grande attention aux catégories par lesquelles la société est pensée et organisée, et qui fondent les identités et inspirent la production d'espaces géographiques. Il s'agit de montrer comment ces catégories sont construites et comment elles instaurent, dans les discours et dans les productions spatiales, des rapports de domination, et donc des minorités. Pour cela, les géographes se livrent à la déconstruction minutieuse de toutes les formes de discours (architecture, images, textes, récits, etc.), sous la double influence de la sémiologie et du poststructuralisme français, qui constituent le fond théorique de la vulgate postmoderne des géographes anglophones.

En montrant que l'espace est au cœur des rapports de force entre divers groupes, la géographie se place au centre du débat politique et prouve qu'elle dispose en propre de concepts précieux pour l'appréhension de nos sociétés contemporaines. L'analyse critique des catégories construites par ceux qui détiennent le pouvoir de dire et de définir conduit aussi à « découvrir » de nouvelles minorités, à côté de celles que l'on pourrait qualifier de « classiques » (minorités culturelles, ethniques et raciales). Sans être totalement abandonnées, ces dernières n'occupent plus aujourd'hui le devant de la scène. De même, les échelles plus larges par lesquelles s'appréhendent les structures économiques, politiques et sociales sont moins étudiées, alors qu'elles étaient privilégiées dans les décennies précédentes, avant le « tournant culturel » et lorsque le paradigme marxiste dominait largement la géographie sociale anglophone, sous l'impulsion des géographes radicaux.

Par ailleurs, ces travaux sont marqués par une réflexion d'ordre éthique sur la validité du regard que le chercheur pose de l'extérieur sur des minorités dont il ne fait pas partie, et sur la légitimité de son discours à leur propos. Il s'agit là d'un débat très important dans l'ensemble des sciences humaines et sociales de la sphère anglophone – dont on trouve de multiples échos dans les divers chapitres de ce livre – dont on ne retient malheureusement trop souvent, en France, que les positions les plus caricaturales. Proclamer que seuls sont légitimes pour parler d'une communauté les membres de cette communauté – la géographie des Noirs doit être faite par des Noirs, des femmes par des femmes, des aveugles par des aveugles, etc. – n'est certes pas une position scientifiquement tenable, car elle va à l'encontre du projet scientifique même. En revanche, s'interroger sur la validité d'un savoir entièrement construit par des regards extérieurs est sans aucun doute salutaire. Il ne s'agit pas pour le scientifique de renoncer à son projet mais, au contraire, de travailler à construire un savoir plus complet en reconnaissant que son regard distancié ne pourra jamais appréhender qu'une partie de la « réalité », et qu'il lui faut donc aussi, d'une part encourager l'expression d'autres regards, d'autre part les prendre en considération dans ses propres réflexions.

À divers titres, les géographies des minorités sont marquées par la critique post-moderne, notamment par sa contestation des grands récits et de la croyance dans une vérité universelle qu'il reviendrait aux scientifiques d'établir. Peut-on pour autant les qualifier de postmodernes ? Certes, elles participent à un débat auquel nul ne peut échapper aujourd'hui et certains auteurs, tels David Sibley, se présentent eux-mêmes comme postmodernes. D'autres cependant adoptent des positions très critiques à propos de ces théories. Surtout, dans la plupart des cas, les efforts déployés pour comprendre l'expérience géographique des minorités sont motivés par l'espoir de mettre fin aux discriminations dévoilées, espoir qui suppose une certaine croyance dans les grands récits, notamment ceux d'inspiration marxiste. Ainsi, si les méthodes mobilisées sont aussi celles des géographes postmodernes, les postures et les objectifs sont bien différents.

*Les deux articles retenus ici présentent d'une part un texte de type programmatique et d'autre part une étude de cas. Dans l'introduction à son livre *Geographies of Exclusion*, David Sibley lance un appel à découvrir les multiples minorités créées par la majorité à travers une lecture attentive de la configuration des lieux. Il s'agit pour le scientifique qui détient un pouvoir de définition de qualifier, et par là de dénoncer, les situations de domination perpétrées par une majorité qui ignore le plus souvent la portée de ses actes. Pour cela, le chercheur doit changer de point de vue, renoncer à poser sur le monde son propre regard, et s'efforcer d'adopter celui d'autres différents de lui – « les petits et les sans grades » pour employer le vocabulaire militant français – afin de trouver et révéler ces minorités invisibles.*

On aurait pu présenter en étude de cas l'un de ces travaux « sulfureux » sur les gays ou les lesbiennes qui laissent perplexes bien des géographes français (voir Valentine, 1995, par exemple). Cependant, plutôt que d'aller chercher ce qui est sans doute le plus étranger aux étudiants formés par l'Université française, nous avons finalement préféré choisir un texte consacré à une minorité « classique », « incontestable » serait-on tenté de

dire : les Chinois de la ville de Vancouver. La recherche menée par Kay Anderson, fondée sur un travail de déconstruction des catégories raciales associé à l'étude précise des configurations des lieux, a fait date dans la géographie anglophone. L'analyse minutieuse du destin de la catégorie « Chinois » telle que construite par les Britanniques de Vancouver tout au long du XX^e siècle ouvre la voie à une remise en cause des catégories qui semblent les moins discutables et invite d'une part à se demander à qui profite le « crime », rejoignant par là le désir – militant – d'écrire une géographie « utile » ; et d'autre part à porter un regard nouveau sur les productions spatiales qui nous entourent, pour déployer à leur propos un discours géographique critique.

Depuis une quinzaine d'années, la distance entre géographie sociale « à l'anglo-saxonne » et « à la française » s'est accrue, notamment en raison du « tournant culturel » pris par la première. Si du côté français on observe aussi un rapprochement avec la géographie culturelle, cela ne comble pas le fossé qui sépare les deux écoles, car la géographie culturelle française est elle-même sensiblement différente de la « nouvelle géographie culturelle » anglophone. Ainsi, si les analyses sur le territoire et l'identité se développent en France, ni les problématiques ni les échelles auxquelles ces questions sont appréhendées ne sont les mêmes, et ni le lieu, ni la spatialité ne sont interrogés de la même façon. Méthodes et postures sont fort différentes et, par ailleurs, la réticence vis-à-vis de la catégorie minorité telle que définie par les Anglo-Saxons demeure. Cette méfiance est, certes, fondée épistémologiquement, mais elle est aussi motivée, plus prosaïquement, par une certaine frilosité face à des objets dont on craint qu'ils compromettent le chercheur lui-même : si l'on peut à la rigueur écrire une géographie des femmes, de leur spatialité et de leur territorialité, on n'ose pas encore analyser ces dimensions dans l'expérience quotidienne des gays ou des lesbiennes, en partie par peur de se voir assimilé à l'un ou l'autre groupe.

INDICATIONS BIBLIOGRAPHIQUES

- CLOKE P., LITTLE J. (eds), 1997, *Contested Countryside Cultures – Otherness, Marginalisation and Rurality*, Londres, Routledge.
- HAMNET C., (ed.), 1996, *Social Geography – a Reader*, Londres, Arnold.
- MASSEY D., 1997, « Economic/non economic », in R. Lee, J. Wills (eds), *Geographies of Economies*, Londres, Arnold, 1997, p. 27-36.
- MASSEY D., McDOWELL L., 1984, « A woman's place? », in D. Massey, J. Allen (eds), *Geography Matters! a Reader*, Cambridge, Cambridge U. Press, p. 128-148.
- MITCHELL D., 2000, *Cultural Geography – a Critical Introduction*, Oxford, Blackwell.
- SKELTON T., VALENTINE G. (eds), 1998, *Cool places – Geographies of Youth Cultures*, Londres, Routledge.
- VALENTINE G., 1995, « Creating transgressive space: the music of kd Lang », *Transactions of the Institute of British Geographers*, 20, p. 474-485.

GÉOGRAPHIES DE L'EXCLUSION

David Sibley

Department of Geography, University of Hull, UK.

«Introduction» et «Conclusion» extraites de *Geographies of Exclusion*, Londres, Routledge, 1995, p. IX-XVIII et p. 183-186.

Texte traduit par B. Collignon

On peut lire les paysages humanisés comme des paysages de l'exclusion. C'est évident pour Engels lorsqu'il décrit la ville industrielle comme pour Richard Williams lorsqu'il analyse les paysages façonnés par le capitalisme agraire de l'Angleterre du XVIII^e siècle (1973), ou pour Lewis Mumford lorsqu'il étudie les villes baroques (1964). Parce que tout pouvoir s'exprime par une monopolisation de l'espace et la relégation des plus faibles dans des lieux moins convoités, toute étude de la géographie sociale du capitalisme avancé devrait s'intéresser à la question de l'exclusion. Mon projet n'est cependant pas de dresser un tableau complet des processus d'exclusion. Il existe déjà une littérature abondante sur la ville capitaliste qui aborde – au moins en partie – la question de l'exclusion, par le biais de l'accès aux ressources urbaines – notamment le logement – et des diverses conséquences spatiales de ce phénomène. De même, je ne m'intéresse pas ici aux programmes d'exclusion qui s'expriment très brutalement dans l'espace et qui sont l'expression d'idéologies clairement fondées sur le principe de l'exclusion, comme l'apartheid en Afrique du Sud et la politique raciale de l'Allemagne Nazie, même si une analyse géographique de ces cas d'oppression offrirait un éclairage intéressant⁵.

Bien que l'on puisse penser qu'il s'agit d'une stratégie perverse de ma part, visant à éviter des questions théoriques de fond ainsi que des problèmes sociaux et politiques cruciaux, je préfère examiner ici les exclusions moins visibles. Moins visibles, bien sûr, aux yeux de la majorité, et qui ne font pas la «Une» des journaux ou qui sont considérées comme normales, car routinières et complètement intégrées à la vie quotidienne. Ces pratiques d'exclusion sont importantes parce qu'elles sont peu remarquées, de sorte que les modalités par lesquelles s'exerce le contrôle social sont cachées. Mon analyse s'inscrit notamment dans la lignée des travaux de Paul Rabinow (1986) qui écrit : «nous avons besoin d'*anthropologiser* l'Occident»⁶ et explique qu'il faut «montrer à quel point la construction [occidentale] de la réalité est exotique, insister sur ce qui semble le plus évidemment universel (y compris l'histoire des sciences et l'économie), [et] montrer à quel point ces «universaux» sont des constructions historiques spécifiques.» Pour moi, cela signifie que nous devons reconnaître comme problématiques des réalités quotidiennes que l'on peut fort bien ignorer – surtout lorsque l'on est un homme blanc, adulte, de la classe moyenne – mais qui contribuent à l'oppression des autres. La géographie humaine en

HÉGÉMONIE CULTURELLE ET PROCESSUS DE DÉFINITION DE LA RACE À CHINATOWN, VANCOUVER : 1880-1980

Kay J. Anderson

Department of Geography, University of Durham, UK.

« Cultural hegemony and the race-definition process in Chinatown, Vancouver: 1880-1980 », *Environment and Planning D: Society and Space*, 6, p. 127-149, 1988.

Texte traduit par B. Collignon

Le 9 février 1985, le *Globe and Mail* de Toronto nous informait qu'en 1984, en vertu des lois de l'apartheid, 800 habitants d'Afrique du Sud avaient changé de race. Le Ministre de l'Intérieur, Frédéric De Clerk, avait rapporté au Parlement que : « 518 "Colorés"¹³ sont devenus "Blancs", 14 "Blancs" sont devenus "Colorés" et 17 "Indiens" sont devenus "Malais". De plus, 89 "Noirs" sont devenus "Colorés" et cinq "Colorés" sont devenus "Noirs", trois "Noirs" sont devenus "Indiens" et un "Noir" est devenu "Asiatique". Enfin, un "Malais" est devenu "Chinois" » (*The Globe and Mail*, 9 fév. 1985 : 8).

Peu de pays ont aussi ouvertement que l'Afrique du Sud considéré l'appartenance raciale comme un bien susceptible, comme n'importe quel autre, de s'échanger. Cependant, dans le monde occidental, les modalités par lesquelles de puissantes institutions – telles que l'État – confèrent arbitrairement les identités raciales offrent bien des similitudes avec celles appliquées dans ce pays. Les classements – qu'il s'agisse d'« Indiens de l'Ouest »¹⁴ au Royaume-Uni, d'« Aborigènes » en Australie ou de « Noirs » aux États-Unis – ne diffèrent de l'exemple sud-africain que par le degré atteint dans leur application. Tous relèvent en effet de situations où une majorité s'octroie le pouvoir de conférer aux uns et aux autres leur identité. [...]

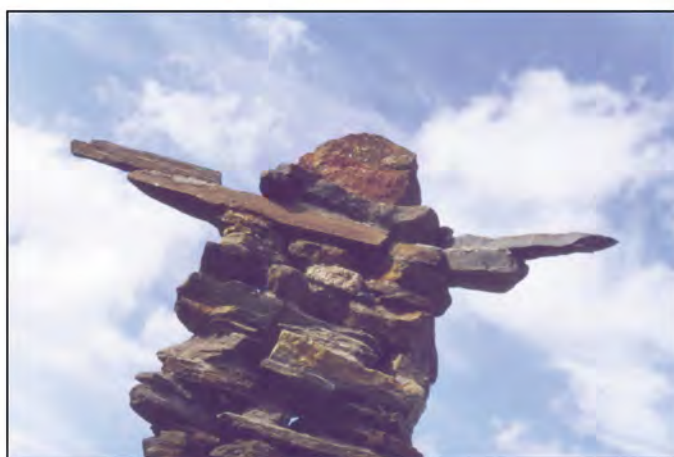
Cet article analyse cent ans de domination culturelle de la communauté européenne blanche sur un groupe d'étrangers défini suivant des critères raciaux, et connu sous le nom de « Chinois » à Vancouver, Colombie-Britannique. [Nous verrons que] cette catégorie raciale y a perduré sous diverses formes pendant plus d'un siècle [et que] derrière ce qui est souvent considéré comme la catégorie objective de la race, il y a en fait une relation dynamique, évoluant historiquement, entre un discours racial, le quartier de Chinatown, des pratiques institutionnelles et le pouvoir.

[L'auteur présente ensuite un état des lieux très complet des recherches sur l'idéologie raciale et ses implications spatiales en sciences sociales, dont voici la synthèse.

Les géographes ont accordé peu d'attention à la discrète, mais efficace, domination conceptuelle que des groupes puissants exercent sur la définition des personnes et des lieux en Occident, alors que ce « pouvoir de définition » y a fortement structuré la

COLLECTION **FRANCOPHONIES**

Les Inuit de l'Arctique canadien



Textes recueillis par Pauline Huret

Préface de Michèle Therrien





Depuis les années 1970, les Inuit de l'Arctique canadien se sont exprimés à maintes reprises sur les scènes locale, régionale, nationale et internationale. Ils y ont défendu, sans armes, par la seule force de la parole, des principes démocratiques. S'imposait de soi l'idée de société distincte, de diversité culturelle ou d'exception culturelle, ainsi que nous le disons aujourd'hui. Des victoires ont été remportées, dont la création d'un territoire placé sous la responsabilité inuit, le Nunavut. Au Nunavik, les Inuit ont déjà signé un accord politique avec le Québec, un pas décisif vers l'établissement d'un statut d'autonomie gouvernementale. La question qui se pose désormais est la suivante: comment redonner aux savoirs et aux représentations inuit leur juste place? Comment introduire les valeurs inuit dans tous les secteurs d'activité? C'est à cet équilibre entre le respect du patrimoine culturel et l'ouverture sur le monde extérieur que les Inuit réfléchissent.

ISBN 2-922876-05-5



TABLE DES MATIÈRES

Avertissement / Remerciements	5
Préface – Michèle Therrien	7
Le Nunavik en chiffres	15
Le Nunavut en chiffres	17
Introduction	
<i>De la préhistoire au XXI^e siècle dans l'Arctique central et oriental canadien</i>	<i>21</i>
par Yvon Csonka	
<i>Quelle géographie pour le territoire inuit?</i>	<i>35</i>
par Béatrice Collignon	
<i>La langue inuit, permanence et innovation</i>	<i>49</i>
par Nicole Tersis	
Systèmes de représentations inuit	
<i>La cosmologie des Inuit</i>	<i>65</i>
par Frédéric Laugrand	
<i>Quelques représentations liées à la notion de personne chez les Inuit</i>	<i>79</i>
par Pauline Huret	
<i>La "nuit" arctique: visions occidentales et représentations inuit</i>	<i>88</i>
par Guy Bordin	
L'appropriation du milieu naturel	
<i>Inuit et animaux, une histoire ancienne. Question(s) de distance</i>	<i>103</i>
par Vladimir Randa	
<i>Les vêtements inuit: confection, esthétique et symbolique</i>	<i>119</i>
par Cécile Herrmann	

Créativité et création

L'art contemporain inuit 131
par Gwénaële Guigon et Aurélie Le Marec

Documentaires et fictions: place à l'oralité 146
par Francine Desbordes

Construire l'avenir

Le Nunavik et le Nunavut, itinéraire des négociations politiques 161
par Sylvie Teveny

Le partage du gibier: économies inuit d'hier et d'aujourd'hui 182
par Yohann Cesa

Du consensus au tribunal: la justice chez les Inuit 195
par Pierre Rousseau

L'éducation et la scolarisation au Nunavik et au Nunavut 207
par Céline Petit

Francophonie : émergences 227

Annexe

Le mythe de Sanna 242

Bibliographie thématique 245

Introduction 35

QUELLE GÉOGRAPHIE POUR LE TERRITOIRE INUIT?

Béatrice COLLIGNON*

Dans notre imaginaire, l'Arctique inuit est celui de *Nanook l'Esquimau*: une immensité déserte et glacée, un espace figé dans le froid et la neige, un environnement sans arbres habité par des hommes ingénieux, dotés d'un sens de l'humour aussi solide que leur résistance physique. La banquise s'impose immédiatement à notre esprit pour dire le milieu insolite dans lequel vivent "les hommes du pôle" et le diktat que des conditions extrêmes leur font vivre.

La géographie savante, celle de nos universités et de nos livres scolaires, conforte à sa façon cette représentation. En effet, les données "objectives" sur lesquelles repose son discours donnent raison à la description de l'Arctique comme un monde de l'extrême. La tradition géographique voulait que toute approche régionale commence par l'étude du milieu physique, pour passer seulement ensuite au milieu humain. Depuis les années 1970, la perspective s'est renversée, plaçant les sociétés humaines au centre de la démarche géographique. Cependant, en ce qui concerne l'Arctique, l'approche classique s'impose encore sans être discutée, paraissant aller de soi pour appréhender un milieu où l'élément naturel est aussi présent. C'est à cela que s'attend le lecteur. Ce faisant, on véhicule l'idée que dans l'Arctique, moins qu'ailleurs, les sociétés humaines ont choisi leur mode de développement. Ici, la nature semble toujours dicter sa loi aux cultures.

Tout en apportant un certain nombre de repères, cette présentation veut montrer au lecteur les failles des données "objectives" de la géographie savante. Pour appréhender le

* Maître de Conférences, UFR de Géographie, Université de Paris I, Panthéon-Sorbonne, membre junior de l'Institut Universitaire de France, Beatrice.Collignon@univ-paris1.fr

36 Les Inuit de l'Arctique canadien

territoire des Inuit, quelle meilleure entrée que celle du savoir géographique qu'ils ont eux-mêmes développé à son propos?

Un territoire de l'extrême, ou la faillite de la géographie classique

On attend d'abord de la géographie qu'elle localise. À propos de l'Arctique, sa position géographique se définit presque toujours dans les termes suivants: "aux marges de l'œkoumène", c'est-à-dire aux limites du monde habitable. D'emblée, l'Arctique est défini comme une région homogène et périphérique, en dehors de l'humanité. Ses habitants sont immédiatement classés dans la catégorie des héros qui survivent dans des conditions inhumaines. La portée poétique de l'expression nourrit les fantasmes et explique la pérennité d'un concept hérité des Grecs anciens. Il n'en est pas moins efficace pour décrire une position effectivement marginale, accentuée dans le cas du Nord canadien. En effet, l'éloignement y est accru par le caractère insulaire d'une bonne partie des terres arctiques canadiennes. D'autre part, pour la partie continentale, il n'existe qu'une seule grande voie fluviale: la vallée du Mackenzie. La circulation y est ainsi beaucoup plus difficile qu'en Sibérie, où plusieurs fleuves, orientés sud-nord, offrent des voies de pénétration relativement aisées dans la zone nordique.

On compte aussi sur la géographie pour définir les limites des zones et des régions. Pour délimiter la zone arctique, les géographes ont cherché des critères plus pertinents que les calculs astronomiques, et l'Arctique géographique ne se superpose pas à la zone située au-delà du cercle polaire arctique. La ligne isothermique des 10°C de température moyenne de juillet paraît plus signifiante, car elle a un fort impact sur la végétation et, par conséquent, sur la faune et les différents types d'exploitation du milieu pour les habitants. Sur le terrain, cette ligne se confond, grossièrement, avec la limite septentrionale des arbres (*cf.* figure 1). Au nord, s'étend la toundra, un autre écosystème exploité en Amérique du Nord par un peuple

particulier, les Inuit, alors que les Amérindiens, Dènè et Cri, vivent dans la forêt boréale. L'adéquation entre limite environnementale et limite culturelle légitime le critère géographique retenu, objectivement indiscutable. Mais il a aussi pour effet de placer à nouveau l'Arctique en situation d'extrémité: au-delà d'une certaine ligne, et au bout du monde.



La qualification du climat passe par les mêmes procédés, s'organisant autour d'une donnée "objective": la température de 0°C, le point de congélation de l'eau douce immobile. Ce critère qui paraît inattaquable a un effet non négligeable sur la construction des représentations de l'Arctique. Dans les diagrammes ombro-thermiques classiques (*cf.* figure 2), on représente les températures au-dessus et en dessous de cette ligne, affichant explicitement le caractère potentiellement extrême et anormal de tout ce qui se situe en dessous, d'autant que le bas est, dans la culture occidentale, dévalorisé par rapport à ce qui est en position haute. En faisant de ce 0°C un pivot, la géographie scientifique contribue à donner de l'Arctique une image de froid éternel, de pays figé, presque toute l'année, dans les glaces qui enserrant les îles du bien nommé "océan Glacial arctique". Pourtant, celui qui connaît d'expérience le milieu

38 Les Inuit de l'Arctique canadien

arctique sait que cette mesure est loin d'être la plus significative. En effet, dans un milieu marqué par l'importance des espaces maritimes et par des formes d'écoulement fluvial qui tiennent plus du torrent que de la tranquille rivière, ce n'est pas à 0°C que la transformation significative du milieu s'observe, mais bien plutôt lorsque la température se situe autour de -10°C. Par ailleurs, quel sens prend la température de l'air au printemps, lorsque la réverbération du soleil sur la banquise, par l'effet dit d'albédo, réchauffe plus sûrement les hommes et les animaux qu'au mois d'août, lorsque l'eau libre et la toundra ont remplacé la glace et la neige ? Par ailleurs, des données climatiques, comme la force du vent et le degré d'humidité, sont rarement prises en compte pour la définition du climat arctique, alors qu'elles sont déterminantes sur le terrain.

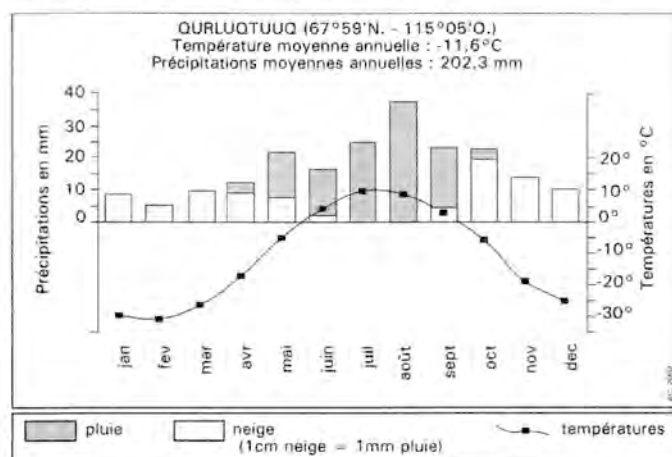


Fig. 2: Diagramme ombro-thermique de Qurluqtuuq (Kugluktuk), Nunavut

Du point de vue de la luminosité, les scientifiques occidentaux insistent de nouveau sur les extrêmes, qui sont "anormaux" par rapport à la situation que l'on connaît sous nos latitudes. À nouveau, le phénomène est observé de manière objective: les régions polaires sont marquées par une variation de la luminosité

exceptionnelle par rapport à celle que l'on observe partout ailleurs sur notre planète. Cependant, on oublie trop souvent de préciser que seules les plus hautes latitudes connaissent une nuit polaire ininterrompue. À 71° de latitude Nord, chaque jour est ponctué d'une brève période de pénombre – aube et crépuscule tout à la fois – qui contraste avec les autres heures de la journée (cf. figure 3). De plus, en période de pleine lune, la luminosité est importante, bien que différente de celle diffusée par le soleil. Comme le montre Guy Bordin, notre propre représentation de la nuit échoue à rendre compte des formes que cette dernière prend dans l'Arctique¹ (cf. Bordin, p. 88-100).

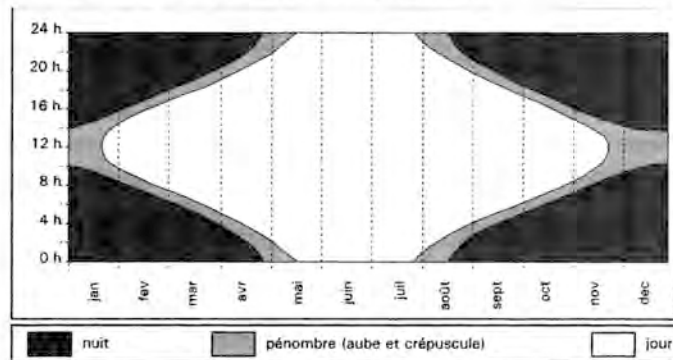


Fig. 3: Variations annuelles de la luminosité à la latitude de 70°40' Nord

Lorsque la géographie savante s'intéresse aux formes de l'occupation de l'espace, elle conforte à nouveau ces représentations de l'Arctique, qui est vu alors comme un désert infini, et elle retient, comme critère objectif, la densité au km², considérée comme la mesure du peuplement la plus pertinente pour les zones normalement habitées. Or, selon ce critère, l'Arctique canadien apparaît comme un immense espace vide où l'on compte moins d'un habitant au km². On peut discuter de la surface prise en compte et proposer, par exemple, de mesurer la

¹ Guy BORDIN, "La nuit inuit, éléments de réflexion", *Études/Inuit/Studies* XXVI, 1 (2002), p. 45-70.

40 Les Inuit de l'Arctique canadien

densité à l'échelle des territoires occupés avant la sédentarisation par tel ou tel groupe inuit. Peine perdue: le résultat serait toujours aussi faible, et le territoire apparaîtrait toujours comme celui de la "démasure". Les chiffres bruts de population confortent cette impression, puisqu'au recensement de 2001, on a dénombré 64 000 habitants, dont à peine 27 000 pour le Nunavut (environ 25 000 Inuit). Pour un espace qui représente plus de 2 millions de km² pour le Nunavut et 1,3 million de km² pour les Territoires du Nord-Ouest, cela fait bien peu. La question qui vient naturellement à l'esprit est la suivante: comment les Inuit peuvent-ils revendiquer un territoire qu'ils occupent aussi faiblement?

D'un point de vue géopolitique, l'Arctique demeure, en dépit des récentes victoires des revendications autochtones, une sorte d'espace périphérique dominé par des puissances politiques et économiques dont les centres de décisions et les priorités sont ailleurs. Il partage en cela le sort de bien d'autres périphéries du système-monde. Vu depuis le sud du pays, le Nord canadien reste un front pionnier qui pourrait éventuellement être exploité avec la participation de la main d'œuvre inuit. Au tournant du XX^e siècle, ce furent les baleiniers qui investirent les côtes de l'Alaska, du delta du Mackenzie, du Nord du Québec et de la Terre de Baffin. Puis vint le temps de la traite des fourrures, notamment celle du renard blanc, qui pour les Inuit transforma considérablement leur mode d'occupation et d'exploitation du territoire². Dans les années 1960, les peaux de phoque devinrent également un bien économiquement rentable. Alors que les campagnes de certains mouvements écologistes obtinrent la fermeture des principaux marchés pour l'écoulement des fourrures (États-Unis, Union Européenne), nul ne se soucia vraiment de l'impact dramatique de ces décisions sur l'économie et la société inuit. Au tournant des années 1980, les activités minières s'y développèrent. On exploita d'abord le pétrole de

² Voir Béatrice COLLIGNON, "The Variations of a Land Use Pattern: Seasonal Movements and Cultural Change among the Copper Inuit", *Études/Inuit/Studies* XVII, 1 (1993), p. 49-66.

Introduction 41

la mer de Beaufort, à partir du village inuit de Tuktuyaqtuq (Tuktoyaktuk), et ensuite les métaux précieux (or et diamants) dont de grands gisements avaient été découverts sur le continent dans une région limitrophe entre les Territoires du Nord-Ouest et le Nunavut, autour du lac de Tahiryuaq (Contwoyto Lake), et dans les régions inuit du nord du Labrador. On suppose aussi qu'il en existe des réserves importantes dans la partie continentale du Nunavut, dans la région de Kivalliq.

L'exploitation économique sur le modèle du front pionnier s'appuie sur une représentation de l'Arctique comme un incommensurable désert, une sorte d'anti-territoire par excellence. En dehors des villages nés de la sédentarisation des Inuit dans les années 1950-1960, les marques d'une présence humaine y sont en effet rares et toujours discrètes, jamais de constructions imposantes, jamais de marques indélébiles. L'Arctique ne porte donc pas les signes par lesquels le géographe reconnaît l'existence d'un territoire humain. Il le voit comme un espace qui n'est pas dominé par l'homme et qui ne présente aucune trace tangible d'une exploitation pérenne organisée, ni aucune transformation des paysages naturels en fonction des besoins des habitants. Pourtant, cet espace-là est bien un territoire pour les Inuit et ils ont su le montrer de façon convaincante dans le cadre des trois grandes négociations territoriales menées depuis les années 1970. La Convention de la baie James et du Nord québécois a été signée la première, en 1975, par la majorité des Inuit du Nunavik (Nord du Québec). Cette convention a été suivie par l'accord des Inuvialuit (Inuit de l'Ouest), signé en 1984, et, enfin, par l'accord du Nunavut ratifié par le Parlement canadien en 1993 et conduisant, en 1999, à la création du territoire administratif du Nunavut (*cf.* Teveny, p. 161-181).

La géographie savante se construit donc, comme on l'a vu, sur une mesure de l'Arctique qui est élaborée à partir d'outils inappropriés dans ce contexte. Par conséquent, elle produit un

44 Les Inuit de l'Arctique canadien



Banquise disloquée, fjord de Pangnigtuuq, mai 1994. Photo Pierre Méral.

La dernière caractéristique majeure de la lecture inuit du territoire est qu'il n'y a aucune connaissance objective possible. Les relations qui organisent la mise en ordre de l'espace ne sont qu'une construction intellectuelle, dont l'appréciation dépend du regard de chacun. L'homme est ainsi explicitement placé au cœur du système géographique. Le territoire est compris et qualifié en fonction de l'appréciation personnelle ou collective de celui ou de ceux qui le perçoivent et qui produisent, à son endroit, un discours ou des pratiques adaptés à ses caractères perçus: il n'est rien d'autre qu'un espace subjectif. Cela n'a en soi rien d'exceptionnel. Ce qui l'est davantage, c'est que le savoir géographique des Inuit repose sur ce constat, soulignant la subjectivité de tout regard, de tout point de vue. Il n'y a pas d'autre discours possible sur le territoire qu'un discours personnalisé et spécifique. La subjectivité de ce discours s'exprime particulièrement dans les descriptions de lieux. Il est impossible, pour un Inuk, de décrire un lieu de façon neutre, apparemment objective: il prendra toujours soin de préciser le point de vue qu'il adopte pour décrire. La saison est presque toujours spécifiée, de même que l'endroit où se place le locuteur: est-il plus haut, plus bas, vient-il de la terre ferme, de la mer, d'un lac gelé qu'il traverse à pied, en motoneige ou en traîneau à chiens autrefois? Est-il seul ou en groupe? Pourquoi se trouve-t-il là? Toutes ces informations doivent être précisées si l'on veut que la description soit comprise. Il n'existe pas de point de vue privilégié, de physionomie absolue du lieu: du contexte dépend la description que l'on en fera, et nul ne songerait à imposer son regard comme le seul

Introduction 45

possible. La structure même de la langue ne le permet d'ailleurs pas. Le seul regard privilégié est celui du "je" qui parle, et il n'a rien d'une référence absolue. Le locuteur précise dans son discours les limites de la recevabilité de sa description, qui n'est que le fruit d'une perception particulière: la sienne, à un moment donné.

Le réseau de relations qui organise le territoire permet aussi de transcender le temps, grâce à la mémoire que retiennent les lieux. Porteurs de la mémoire des incidents et des hommes du passé, les lieux sont les dépositaires d'une large part de l'histoire des Inuit⁴. Celle-ci n'est inscrite ni dans les livres ni dans les paysages, à quelques traces près: cercle de pierres marquant l'ancien emplacement d'une tente, cache à viande, empilement de pierres évoquant un corps humain (*inuksuk*) et indiquant un lac poissonneux ou balisant un itinéraire pour les hommes ou les caribous. Cette absence de marques tangibles a longtemps desservi les Inuit, car comment croire à une humanisation forte lorsque le paysage qui s'offre à la vue apparaît totalement naturel?



Inuksuk, Iqaluit, été 2002.
Photo Jean-François Delamarre.

C'est que les Inuit ne le voient pas avec les mêmes yeux que les observateurs étrangers. Le paysage s'apprécie différemment selon les individus et les cultures, chacun le décrypte suivant une grille de lecture fondée sur des valeurs culturelles, des connaissances et des expériences acquises et transmises, une émotivité et une affectivité propres. Les Inuit lisent le paysage avec, en quelque sorte, des lunettes filtrantes qui surimposent

⁴ Béatrice COLLIGNON, "Les toponymes inuit, mémoire du territoire: étude de l'Histoire des Inuinnait", *Anthropologie et Sociétés* XXVI, 2 (2002), p. 45-69.

46 Les Inuit de l'Arctique canadien

aux espaces vierges leur mémoire de l'occupation présente et passée du territoire. Comme l'a montré Mark Nuttall, ils transforment ainsi le *landscape* en *memoryscape*⁵. Les souvenirs de tous ordres (péripéties, contes, mythes) animent ces paysages que l'étranger voit désolés et que l'Inuk voit pleins de vie. Dans cette lecture, le temps et l'espace sont étroitement imbriqués dans le territoire. La mémoire est retenue et transmise sous la forme de différents types de discours: les récits de la tradition orale, les descriptions au quotidien des espaces parcourus, des lieux traversés et des itinéraires suivis, et la toponymie. Le territoire est ainsi un espace-temps, ancré dans une histoire, celle des Inuit et de leurs ancêtres, proches ou lointains.

La figure 4 est une représentation de ce *memoryscape* pour le territoire des Inuinnait, groupe inuit constitué autrefois d'une dizaine de sous-groupes et aujourd'hui sédentarisé dans quatre villages de 60 à 1300 habitants: Ulukhaqtuuq (Holman) dans les Territoires du Nord-Ouest, Iqaluktuuttiaq (Cambridge Bay), Qurluqtuuq (Kugluktuk) et Umingmaktuuq-Qingauq (Umingmaktok-Bathurst Inlet) au Nunavut. La carte présente le semis des lieux nommés par des toponymes inuinnait, recueillis par l'auteur en 1991-1992⁶, et elle met en exergue ceux d'entre eux qui sont de surcroît mentionnés dans les récits de la tradition orale recueillis auprès des Inuinnait en trois occasions différentes au cours du XX^e siècle (Diamond Jenness en 1914-1916, Knud Rasmussen en 1923 et Maurice Métayer en 1958). Si le semis des lieux nommés dans les récits est peu dense, l'ensemble du territoire est couvert, ses cœurs comme ses confins. Ainsi l'histoire des Inuinnait investit la totalité de leur territoire, balisé par une succession de récits qui jouent un rôle essentiel dans son humanisation.

⁵ Mark NUTTALL, *Arctic Homeland - Kinship, Community and Development in Northwest Greenland*, Toronto, University of Toronto Press, 1992.

⁶ Précisons que 228 des 1 007 toponymes recueillis, situés sur l'île Victoria, n'ont pu être cartographiés sur cette figure pour des raisons techniques tenant à l'échelle des cartes disponibles pour la région lors de l'enquête.

Introduction 47

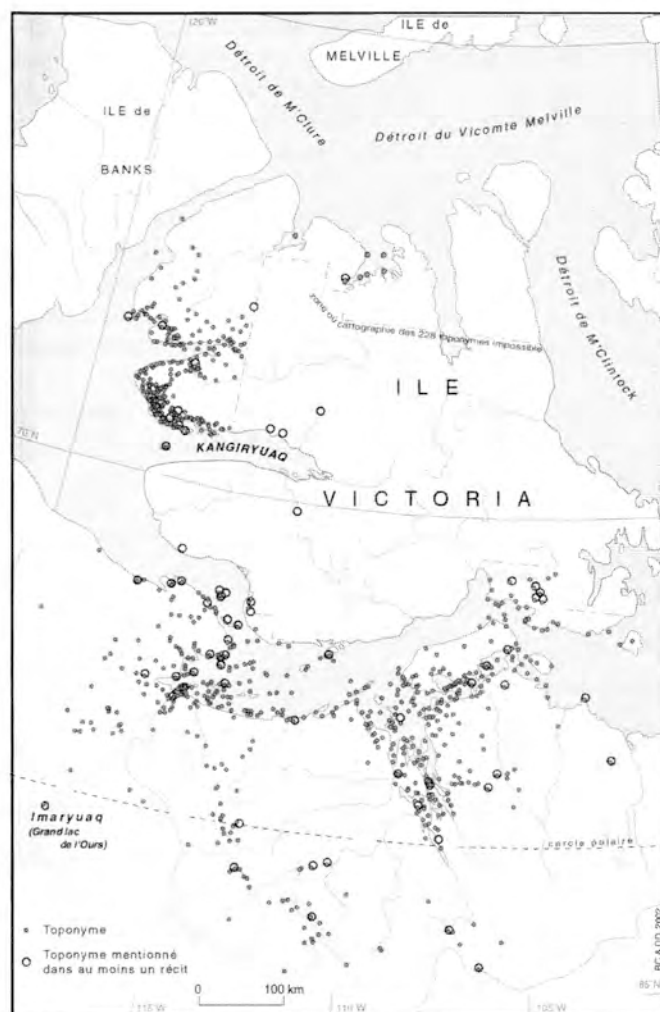
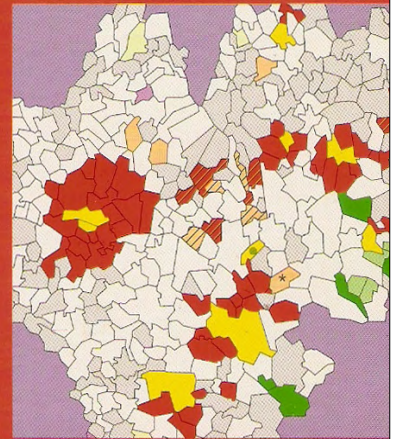


Fig. 4: Toponymie inuinnait et tradition orale

48 Les Inuit de l'Arctique canadien

La géographie vernaculaire des Inuit, celle qu'ils ont eux-mêmes élaborée, déploie un discours sur le territoire dans lequel celui-ci apparaît d'abord comme un espace de vie et d'épanouissement, en contraste avec le discours d'une géographie savante, qui en relève surtout les caractères extrêmes. Dans le contexte des rapides évolutions contemporaines, que devient le concept de territoire tel que forgé par la géographie inuit? Si l'espace parcouru s'est un peu atrophié, les principes qui président à la lecture, à la compréhension de l'espace et des paysages se sont eux maintenus. Et si les accords sur les revendications territoriales au Nunavut se sont d'abord traduits par la création d'un territoire administratif, organisé sur le modèle des autres territoires de la Confédération canadienne – soit un modèle occidental – c'est bien suivant leurs propres valeurs que les Inuit ont déjà commencé à l'administrer.

L'ESPACE GÉOGRAPHIQUE



1

Débat : la géographie postmoderne

Analytical Description of Spatial Patterns

Dynamisme rural et petites villes

Analyse du vote extrémiste en France

2004

Publication trimestrielle soutenue par le Centre National de la Recherche Scientifique

BELIN-RECLUS

EG
tome 33
n°1-2004
janvier-février
mars

SOMMAIRE

Débat : la géographie postmoderne

Jean-Marc BESSE. Le postmodernisme et la géographie. Éléments pour un débat	1
<i>Postmodernism and geography. Elements for debate.</i>	
Débat. Le postmodernisme en géographie	6
<i>Postmodernism and geography.</i>	
Béatrice COLLIGNON, Jean-François STASZAK. Que faire de la géographie postmoderniste ?	38
<i>What to do with postmodern geography?</i>	
Denise PUMAIN. Post-scriptum	42
Christine CHIVALLON. Débattre autour du postmodernisme : commentaires de textes choisis	43
<i>Debating postmodernism: some comments on chosen texts.</i>	
Géographie postmoderne et/ou ville postmoderne? (Yves GUERMOND)	59

Analyse spatiale

Arthur GETIS, Jean PAELINCK. An Analytical Description of Spatial Patterns (6 tabl., 2 fig.)	61
<i>La description des morphologies géographiques.</i>	
Sylvie DUBUC. Dynamisme rural. L'effet des petites villes (1 tabl., 7 fig.)	69
<i>Rural growth: the effect of small towns.</i>	

Grand format

Le vote extrémiste à l'assaut de nouveaux territoires. Une théorie, une stigmatisation et quelques éclairages (Frédéric GIRAUT)	87
---	----

Lectures

L'Irlande et la Grande Guerre (H. Clout) ; Le parcours de Claude et Georges Bertrand (A. Frémont) ; Le centre historique de Quito (Cl. Bataillon) ; Berlin entre culture et politique : la porte ouverte à l'ambiguïté créatrice (P. Riquet) ; Les dimensions territoriales des NTIC (B. Debarbieux) ; Un hommage à Pierre Gourou (H. Théry)	91
--	----



9 772701 137309 0 1

code 003730 CPPAP 1008 T 83958 FR ISSN 0046 2497

EG

2004-1

p. 38-42

Que faire de la géographie postmoderniste ?

BÉATRICE COLLIGNON
JEAN-FRANÇOIS STASZAK

Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 191 rue Saint-Jacques, 75005 Paris

ÉCOLE FRANÇAISE DE GÉOGRAPHIE,
ÉCOLE ANGLO SAXONNE DE
GÉOGRAPHIE, ÉPISTÉMOLOGIE,
POSTMODERNISME, PRATIQUE
SCIENTIFIQUE

ENGLISH GEOGRAPHY,
EPISTEMOLOGY, FRENCH GEOGRAPHY,
POSTMODERNISM, SCIENTIFIC
PRACTICE

C'est parce que le débat ouvert par la rédaction de *l'Espace géographique* nous a semblé laisser certains points en suspens que nous avons demandé la possibilité d'y ajouter ce texte. Les auteurs remercient la rédaction de leur en avoir laissé la possibilité.

Jusqu'à aujourd'hui, la géographie française ne s'est guère aventurée sur les pistes ouvertes par la géographie postmoderniste anglo-saxonne. Cette courte note vise à tenter de comprendre pourquoi, et à plaider contre ce choix,

qui relève pour une part des chercheurs eux-mêmes mais s'inscrit aussi dans des dynamiques scientifiques et institutionnelles qui les dépassent.

Les raisons d'une réticence

La réticence de la géographie française est facile à démontrer. Ce débat en est une bonne illustration. Outre que c'est presque 20 ans après l'essor du courant postmoderniste que *l'Espace géographique* lui ouvre ses colonnes, ses organisateurs ne peuvent y inviter de farouches défenseurs de cette école, faute de géographes se réclamant chez nous de cette étiquette. La grande rareté des thèses et des publications sur le sujet (notamment destinées aux étudiants) en est une autre manifestation. On ne

peut dire non plus que les géographes français se soient clairement prononcés contre ce courant : ils l'ont plutôt ignoré, dans leurs publications tout du moins. Il faut sans doute y voir l'effet de nos pratiques, où les débats sur les ouvrages et les courants restent informels et internes aux laboratoires, ne débouchant qu'exceptionnellement sur des prises de positions écrites.

Ainsi, dès le début des années 1990, quelques articles signés de géographes français signalent l'émergence de ce courant chez les Anglo-Saxons et en montrent l'intérêt : ils ne sont pas contredits, mais n'inspirent guère de recherches. Une dizaine d'années plus tard, quelques publications allant dans le même sens rencontrent un certain écho, que traduit notamment le débat publié dans ce numéro.

© EG
2004-1
38

Faute d'arguments explicites, il est difficile d'identifier les raisons de la réticence au postmodernisme. On ne peut que formuler à ce propos des hypothèses. Voici les nôtres.

C'est moins le postmodernisme que la postmodernité qui serait étrangère aux géographes français. Les objets fétiches de la postmodernité (Disney, le *shopping Mall*, Los Angeles, l'hybridité, le communautarisme, etc.) préoccupent les géographes américains parce que c'est leur réalité. Ce ne serait pas celle du vieux continent, ni de ses géographes. Il n'y a pas de géographes français postmodernistes parce que la France ne serait pas postmoderne. Cette hypothèse d'un effet de lieu n'est pas à négliger, mais elle a ses limites. Outre que l'argument est pour partie contestable, que la France n'est pas le terrain obligé des géographes français, il peut constituer un prétexte commode. Est-ce parce qu'il n'y a pas d'homosexuels en France que les géographes ignorent cette communauté?

Le positionnement de la géographie au sein des sciences sociales est peu compatible avec l'émergence d'un courant postmoderniste. Le cloisonnement fort entre les disciplines, accentué par la distance ancienne et marquée entre la géographie et la sociologie, constitue un obstacle important à l'essor d'une géographie qui emprunte beaucoup à la théorie sociale. En France, les géographes se tiennent (ou sont tenus) à l'écart du débat intellectuel. Or, c'est de ce débat qu'est issue la géographie postmoderniste. Lyotard, Foucault, Deleuze, Derrida, Bourdieu *et al.* ne constituent pas des références naturelles pour les géographes français, qui, s'ils ne les ignorent pas, ne les mobilisent guère.

Les habitudes scientifiques et le poids des institutions permettent plus facilement aux États-Unis qu'en France les changements de paradigme. Les mutations de la géographie anglo-saxonne sont ici perçues (et jugées) comme des effets de mode. C'est aussi une question de rythme. La construction difficile d'un nouveau paradigme géographique en France dans les années 1970, qui est fermement en place au début des années 1980, ne prédisposait pas la discipline à prendre dans la foulée le virage postmoderniste qui s'esquisse dans le monde anglo-saxon dès 1985. Notre «retard» sur la question est aussi l'écho du temps qu'il a fallu pour dépasser la géographie classique.

Certains courants de la géographie française sont peu compatibles avec l'émergence de problématiques de type postmoderniste. La géographie de l'espace vécu a ouvert une porte qui a été refermée avant qu'ait été reconnue une réelle validité à la parole de l'Autre et que celle-ci ait été instituée en objet scientifique légitime. Les positions institutionnelles et épistémologiques de l'analyse spatiale et de la géographie tropicale ne favorisent pas l'essor d'une géographie postpositiviste et postcoloniale. Les divers chemins empruntés par la géographie culturelle ne suivent pas les directions postmodernistes, même si la réflexion théorique autour des représentations s'appuie sur certains des textes fondateurs du postmodernisme. On pourrait passer ainsi en revue tous les courants de la géographie humaine.

Discipline menacée ou dominée, la géographie française a des raisons de développer une stratégie de citadelle assiégée, défendant ses positions et évitant de s'aventurer en terrain découvert, dans des zones occupées par la sociologie ou l'histoire. Elle hésite à s'exposer en saisissant de nouveaux objets pour lesquels sa légitimité risque d'être mise à mal. Or, la géographie postmoderniste se caractérise par les improbables objets dont elle se saisit. La question «est-ce que c'est de la géographie?» hante chez nous les esprits.

En particulier, du fait du spatialisme dont elle est empreinte, notre géographie est rétive à aborder un objet qui n'est pas *directement* spatial (les femmes, la sexualité,

etc.), même si ces objets participent à la construction de l'espace et/ou sont (pour partie) construits spatialement.

Sur le plan épistémologique, la géographie française reste vigoureusement attachée, à divers titres et non sans logique, à des positions (cartésianisme, positivisme, empirisme) peu compatibles avec l'approche postmoderniste.

Plus spécifiquement, le relativisme épistémologique et ontologique sur lequel peut déboucher le postmodernisme est rejeté par la plupart des géographes français, fidèles au modèle universaliste dans le champ scientifique, mais aussi dans le champ politique.

On ne peut pas ne pas mentionner que les géographes français (plus que les géographes anglo-saxons) sont dans leur grande majorité des hommes blancs hétérosexuels, *a priori* peu sensibles aux questions posées par certains aspects du postmodernisme.

Soyons clairs : ces réticences ne sont pas nécessairement illégitimes. On ne voit pas pourquoi la critique postmoderniste serait à l'abri de la critique. Il y a probablement de bonnes raisons d'être en désaccord avec certains aspects de l'approche postmoderniste (nous le pensons), peut-être d'être en complet désaccord avec celle-ci (nous ne le pensons pas).

Que faire aujourd'hui ?

Si ces réticences justifient que l'on rejette cette approche dans sa globalité, il appartient aux géographes français qui le pensent d'écrire une critique de la géographie postmoderniste, sauf à risquer de se retrancher de la communauté scientifique internationale.

Si la géographie postmoderniste ne peut être rejetée en bloc, il convient de voir quel profit nous pouvons *aujourd'hui* en tirer. Il faut dans cette optique assumer notre retard. Il ne s'agit plus de construire les bases : cela a déjà été largement fait par les chercheurs anglo-saxons, et la bibliographie est abondante — peut-être à l'excès.

La géographie postmoderniste travaille sur des objets dont les géographes français pensent qu'ils ne relèvent souvent pas de leur champ disciplinaire.

Ainsi l'homosexualité. Le chercheur s'inquiète : quel rapport avec la géographie ? Il existe au cœur de Paris, depuis 20 ans, un quartier ouvertement homosexuel. Il n'a pas beaucoup suscité l'intérêt des géographes.

Ceux-ci semblent aujourd'hui prêts à investir ce type d'objet, comme en témoigne le débat ici publié. Il reste à élucider les raisons, scientifiques ou non, de ce silence.

On peut appliquer à ce nouvel objet, comme le propose Roger Brunet, les méthodes éprouvées depuis vingt ans par la géographie française, c'est-à-dire poser les questions usuelles. Cela apporterait déjà beaucoup.

Peut-on en rester là ? Plus que par de nouveaux objets, la géographie postmoderniste se caractérise par de nouvelles approches. À propos des quartiers homosexuels, elle met notamment en avant la construction sociale et spatiale de la norme hétérosexuelle pour interpréter ces quartiers en termes de stratégies communautaristes et d'exclusion. On ne peut comprendre l'existence du quartier gay sans partir d'une interrogation sur ce que c'est qu'être homosexuel, sans déconstruire les catégories homo-/hétérosexuel.

S'écrit alors une géographie de l'homosexualité et pas seulement des espaces des homosexuels. Ce n'est pas uniquement l'objet qui est nouveau, c'est aussi (surtout ?)

la question que l'on pose à son propos. L'apport d'une géographie du Marais s'inspirant des *gay and lesbian studies* s'inscrirait ainsi sur quatre plans :

- sur celui de la connaissance positive, on en saurait plus sur ce quartier, sur Paris, sur la communauté homosexuelle en France ;
- sur le plan épistémologique, pareille recherche donnerait un nouveau souffle à la discipline, ne serait-ce qu'en interrogeant les normes implicites du discours géographique scientifique ;
- sur le plan théorique, une nouvelle étude de cas dans un contexte différent peut réfuter ou confirmer les thèses des *gay and lesbian studies*. Il est possible que l'étude de ce quartier aboutisse à des conclusions différentes de celles qui ont porté sur Castro Street (San Francisco) ;
- sur le plan sociopolitique, un tel travail rapprocherait une géographie française un peu frileuse d'une société qui l'est moins et dont la discipline semble ignorer certaines évolutions récentes (PACS, parité...).

Plus généralement, au-delà des nouveaux objets (le genre, les femmes, le corps...), il y a bien là une « nouvelle géographie » qui invite à revisiter tous les objets, y compris les plus classiques (le paysage, la ville, les pays « tropicaux »). Quatre courants aux fondements théoriques solides nous semblent particulièrement féconds dans cette optique :

- la géographie féministe (qui, au sens strict, n'est pas postmoderniste) ;
- la géographie postcoloniale ;
- la géographie *gays and lesbians* ;
- la géographie de la déconstruction. Ce courant qui, sur la base des théories des post-structuralistes français (Derrida *et al.*), analyse toutes les formes de discours, est sans doute le moins éloigné des géographes français, qui ont largement investi le champ des représentations.

Ces approches ont fait leurs preuves dans un autre contexte. Il ne s'agit pas, ou pas nécessairement, de les importer telles quelles. Quand les géographes français se sont emparés de l'analyse spatiale anglo-saxonne, ils ont tenté d'en prendre le meilleur et ont aussi offert leur propre contribution théorique (ainsi la chorématique).

La géographie française a tout à gagner à prendre en compte, d'une façon ou d'une autre, les apports du postmodernisme. Toute la géographie ? Il ne s'agit pas de prétendre que les spécialistes de l'analyse spatiale devraient davantage s'inspirer de Derrida. Rien ne leur interdit en revanche de s'emparer des nouveaux objets mis en avant par les postmodernistes. L'analyse spatiale peut les éclairer d'une autre façon, et elle-même tirer profit de l'élargissement de son champ. Quant à la géographie sociale et culturelle, dont le renouvellement récent passe par une meilleure prise en compte de l'acteur et des représentations, et par une intégration des théories sociales, elle ne peut que bénéficier d'une confrontation au postmodernisme, avec qui elle a nombre de préoccupations en partage.

Entre ces deux pôles de la géographie française, c'est l'ensemble de la discipline qui, pour des raisons variées et sans nécessairement renoncer à ses spécificités, a intérêt à relever le défi du postmodernisme.

NORD

2005, in *Hypergeo – Encyclopédie de géographie en ligne*

NB. ce texte est la 2nde version, augmentée et corrigée, de la version disponible en ligne sur *Hypergeo*, encyclopédie de géographie en ligne (<http://www.hypergeo.eu>) qui n'a pu être modifiée.

Le Nord est évoqué le plus souvent au singulier. Pourtant, le terme recouvre plusieurs choses et représentations. Il est tout à la fois un point, une direction, des espaces et des territoires, une construction scientifique et un fantasme géographique. Point cardinal, objet en soi, le Nord est aussi une construction culturelle : il n'est pas la même chose pour deux sociétés données. En Europe, il renvoie à un imaginaire où le froid et la nuit se conjuguent pour créer un milieu inhospitalier, aux marges de l'oekoumène.

Le Nord est un point. Deux points en fait : l'un est astronomique, l'autre est magnétique. Le Nord astronomique est l'une des deux extrémités de l'axe de la terre, l'autre étant le Sud. Le Nord magnétique est l'un des deux points d'intersection entre le dipôle magnétique terrestre et la surface de la terre (l'autre étant le pôle magnétique Sud). Ces points sont proches des pôles astronomiques, appelés aussi « pôles géographiques ». Mais contrairement à ces derniers, ils ne sont pas fixes. Ils se déplacent constamment, tout en restant situés dans les hautes latitudes. En raison de sa proximité avec le pôle Nord géographique, le pôle Nord magnétique a servi pendant des siècles à orienter les voyageurs « savants », ceux qui utilisaient pour se déplacer des instruments élaborés plutôt que de s'en remettre à la simple orientation : les marins principalement, à partir du moment où ils adoptent la boussole. Jusqu'à l'invention du GPS, ce Nord-là a supplanté le Nord géographique (ou astronomique) comme point de repère premier.

Dans les pratiques relatives à l'orientation le Nord est plus une direction qu'un point que l'on chercherait à atteindre, ou à éviter. Dans cette perspective, la distinction entre Nord magnétique et Nord géographique a peu d'importance. Cette direction, c'est celle qu'indique l'aiguille aimantée de la boussole ou l'étoile polaire dans les cieux de l'hémisphère Nord. Parce qu'elle est un point fixe - sa localisation ne change pas avec les saisons - et parce qu'y convergent toutes les lignes astronomiques par lesquelles on a construit une représentation savante de la Terre, l'étoile polaire a acquis dès l'Antiquité un statut particulier. Elle est la direction-référence par excellence, celle à partir de laquelle on peut déduire toutes les autres. L'expression française « perdre le Nord » dit assez ce qu'elle représente. Il devrait en aller de même pour le Sud dans l'hémisphère Sud. Il n'en est pourtant rien. Cela tient notamment au fait que les trois grandes civilisations ayant développé un système de représentation savante du monde sur la base d'observations astronomiques (grecque, arabe et chinoise) sont toutes situées dans l'hémisphère Nord. Et la science occidentale, qui impose ses représentations au reste du monde à partir du XVI^e siècle, est l'héritière des sciences grecques et arabes. Vu de ce côté-là de l'équateur le Sud est une direction où l'espace s'étend, s'élargit, à l'inverse du Nord où l'espace se concentre pour ne plus devenir qu'un point.

Hypergeo

Point, direction, le Nord est aussi un espace, ou plutôt plusieurs. Il y a les nords de proximité et le « Grand Nord ». Les nords de proximité, ce sont ces nords perçus comme relatifs, simplement situés au nord d'un autre point ou d'un autre espace. Typiquement, ce sont les parties nord des États : Italie du Nord, France du Nord, Allemagne du Nord, etc. En France, le « Grand Nord », une expression qui n'a pas son équivalent en anglais et fait sourire outre-Manche comme outre-Atlantique, désigne en revanche un Nord perçu comme absolu, et dont on peut tracer les contours suivant des critères « objectifs ». C'est dans cette perspective que le géographe franco-canadien Louis-Edmond Hamelin (1976) a créé une série de dix « valeurs polaires » (VAPO) pour mesurer la nordicité de divers points situés au Nord du 50^e parallèle. Chaque VAPO est dotée d'une échelle de points de 1 à 10, et la somme des points des dix VAPO est répartie en catégories correspondant à des indices de Nordicité. Six « valeurs polaires » mesurent des phénomènes naturels (durée de la nuit, moyennes saisonnières des températures, etc.) tandis que les quatre autres mesurent l'occupation humaine (activités économiques, population, accessibilité). Le système insiste sur la relativité de la nordicité. L'indice peut changer au cours du temps. De plus, les contours des « Pré- », « Moyen », « Grand » et « extrême » Nords ne suivent pas les lignes parallèles des latitudes : on peut-être dans le Moyen Nord à 70° de latitude N. et dans le Grand Nord à 65°.

Depuis une quinzaine d'années un nouveau « Nord », aux contours flous, est apparu, en opposition à un « Sud » dont la délimitation est tout aussi problématique. A la bi-polarisation Est-Ouest du monde, succède une bipolarisation Nord-Sud qui essentialise les situations de richesse et de pauvreté, et de développement. Parler de Nords et de Suds plutôt que de riches et de pauvres ou de dominants et de dominés laisse entendre que la diversité des situations économiques, sociales et politiques est la seule conséquence de la localisation de chaque pays sur la planète, « une simple question de géographie » en somme. Les acrobaties langagières par lesquelles on doit en passer pour expliquer que l'Australie ou la Nouvelle-Zélande, bien qu'au Sud, font partie du « Nord », disent assez l'aberration de cette terminologie.

Qu'il soit relatif ou absolu, le Nord n'est jamais un espace indifférent. Il est chargé de valeurs. En Europe elles sont souvent positives, associées à des stéréotypes parfois un brin condescendants. Le nord de proximité est associé aux images de travail et de sérieux, de compétence, de discipline, et à l'idée de populations solidaires. On y rit moins qu'avec ceux du « Sud » mais on s'y tient davantage les coudes. La vie y est dure, dit-on, ce qui expliquerait l'endurance des habitants. Le Grand Nord, lui, est le pays de l'extrême : extrême froid, extrême nuit, extrême précarité de la vie, extrême résistance d'habitants qui vivent dans un extrême dépouillement mais font preuve d'une extrême ingéniosité et d'une grande force d'âme, et dont l'extrême mobilité ne se compare qu'à celle des « Grands » nomades du Sahara. C'est aussi l'extrémité du monde, située au-delà de la limite de l'oekoumène, mythe fondateur de la géographie occidentale. Cette avalanche d'extrêmes fait du Grand Nord l'espace du défi par excellence pour les aventuriers : explorateurs autrefois, sportifs en tous genres aujourd'hui.

En Russie et dans l'ensemble de l'ex-Union Soviétique en revanche, le Grand Nord est surtout porteur de valeurs négatives, associées à l'exil, aux goulags, et aujourd'hui à l'extrême précarité économique, conséquence de l'effondrement du système politique qui soutenait pour des raisons stratégiques un développement nordique très coûteux. Au cours de la guerre froide en effet, ce Grand Nord est devenu

2è version, non mis à jour en ligne

une zone stratégique de première importance, point de contact à la fois lointain, car difficile d'accès, et central entre les deux « blocs », route la plus courte entre l'URSS et les Etats-Unis d'Amérique. Cette route a été mise sous surveillance dès la fin des années 1940 par les Etats-Unis, par la construction de la Ligne d'Alerte Avancée (DEW-Line) le long du 70^e parallèle Nord, complétée par trois avant-postes dans l'extrême Nord : Eureka et Alert au Canada (Terre d'Ellesmere), Thulé au Groenland. L'unique mission de la série de postes militaires installés à ces hautes latitudes était d'observer le ciel, la banquise et la toundra afin de repérer le plus tôt possible une éventuelle attaque soviétique par le pôle. Washington, prévenu aussitôt, disposerait de deux ou trois heures pour réagir avant que les premiers missiles n'atteignent le territoire américain. L'arctique soviétique a aussi été largement militarisé. La circulation sous-marine en zone polaire, dont l'intensité n'a jamais été bien connue, a constitué l'un des points de tension de la guerre froide.

Point, direction, espace, le Nord est-il un territoire ? Les nords de proximité le sont sans aucun doute. Dans plusieurs pays européens ils constituent même des territoires identitaires forts pour leurs habitants, et bien identifiés par leurs voisins. Que l'on pense en France à notre Nord des mines et des usines, du parler « ch'ti », des Ducasse et de la bière, et de l'invincible bastion socialiste. Le Grand Nord, en revanche, apparaît comme un anti-territoire, un espace ouvert, désert, peu ou pas approprié. Cette représentation sert le dessein des puissances exogènes. Elle a légitimé les prises de possession des espaces « découverts » par les explorateurs, du XVI^e au XX^e siècle, elle nourrit aujourd'hui les « expéditions » des héros de l'aventure.

Pourtant, le Grand Nord est aussi, et avant tout, une multitude de territoires pour les peuples qui l'habitent et dont la diversité, l'identité même, est gommée sous ce nom au singulier. Tous les peuples autochtones circumpolaires revendiquent aujourd'hui la reconnaissance de leur terre comme territoire, identitaire mais aussi politique. Les Inuit sont les plus avancés dans ce combat (au Groenland, aux Etats-Unis et au Canada) et sont un modèle de référence pour les autres.

La difficulté de ces reconnaissances tient aux réticences des Etats de tutelle, mais aussi et plus fondamentalement au fantasme géographique que constitue le Grand Nord, qui se confond avec ce point fixe, cette référence absolue pour les hommes de notre hémisphère. Comme l'Orient, il a une fonction bien précise dans les représentations géographiques de l'Occident. Le Grand Nord est assigné à l'immobilité et aux conditions extrêmes. Il est impossible d'admettre qu'il puisse être un ensemble différencié constitué, banalement, de territoires vécus. Et ses habitants ne peuvent être que les héros d'une survie au quotidien. Dans la vaste instrumentalisation des habitants de la planète au profit des seuls Occidentaux, si l'Orient représente l'Autre le Nord représente la victoire de l'Homme sur la Nature, aussi hostile soit-elle.

Ref : Hamelin Louis-Edmond, 1976, *Nordicité Canadienne*, Ville LaSalle, Editions Hurtubise HMH, coll. "Cahiers du Québec".



EchoGéo

Numéro 1 (2007)

juin / août 2007

Béatrice Collignon

Note sur les fondements des *postcolonial studies*

Avertissement

Le contenu de ce site relève de la législation française sur la propriété intellectuelle et est la propriété exclusive de l'éditeur.

Les œuvres figurant sur ce site peuvent être consultées et reproduites sur un support papier ou numérique sous réserve qu'elles soient strictement réservées à un usage soit personnel, soit scientifique ou pédagogique excluant toute exploitation commerciale. La reproduction devra obligatoirement mentionner l'éditeur, le nom de la revue, l'auteur et la référence du document.

Toute autre reproduction est interdite sauf accord préalable de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France.

revues.org

Revues.org est un portail de revues en sciences humaines et sociales développé par le Cléo, Centre pour l'édition électronique ouverte (CNRS, EHESS, UP, UAPV).

Référence électronique

Béatrice Collignon, « Note sur les fondements des *postcolonial studies* », *EchoGéo* [En ligne], Numéro 1 | 2007, mis en ligne le 06 mars 2008, consulté le 31 mai 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/2089>

Éditeur : UMR 8586 PRODIG

<http://echogeo.revues.org>

<http://www.revues.org>

Document accessible en ligne sur :

<http://echogeo.revues.org/2089>

Document généré automatiquement le 31 mai 2012.

© Tous droits réservés

Béatrice Collignon

Note sur les fondements des *postcolonial studies*

1. Le postcolonial, une question d'actualité en France

- 1 Depuis quelques années, trois ou quatre tout au plus, le terme "postcolonial" apparaît dans les publications des sciences sociales françaises ainsi que dans les programmes de colloques, journées d'études et autres séminaires. Débattu ici, utilisé pour qualifier un travail là - notamment en histoire mais aussi en géographie depuis environ un an - son adoption ne va pas sans poser problème¹.
- 2 En effet, il s'agit d'une traduction directe de l'anglais *postcolonial* et son emploi affiche donc de fait une référence aux *postcolonial studies* développées depuis près de vingt ans d'abord aux États-Unis puis dans l'ensemble de la sphère culturelle anglo-saxonne (Îles Britanniques, Amérique du Nord, Australie et Nouvelle-Zélande), et en Inde. Or, si le mot est le même, il n'a pas en France la même signification (voir notamment Mangeon, 2006), sauf lorsqu'il fait l'objet de débats théoriques. Ces derniers sont marqués par la nette réticence de la majorité des chercheurs français face à ce nouveau courant.
- 3 Pour un état des lieux de ce que sont aujourd'hui les *postcolonial studies* on pourra se reporter à la récente anthologie établie par Neil Lazarus (2004) et à l'ouvrage à paraître dirigé par Marie-Claude Smouts (2007). En 2006, la revue *Labyrinthe* a consacré son numéro 24 à l'analyse comparative des usages du concept de postcolonial ici, en France, et là-bas, dans le monde "anglo"² où il est né. En contribution à la clarification du débat je présenterai pour ma part quelques uns des éléments les plus significatifs qui fondent ce courant critique. Afin d'éviter les confusions j'emploie le terme sous sa forme anglaise *postcolonial*, les italiques permettant de marquer visuellement la langue de référence, et ne traduis pas, pour les mêmes raisons, *postcolonial studies*, *cultural studies*, *subaltern studies*.

2. Origines des *postcolonial studies* et sens du mot : "post" comme "au-delà" et non comme "après"

- 4 Les *postcolonial studies* ont été élaborées conjointement dans deux grands champs disciplinaires : la critique littéraire et l'anthropologie, et principalement par des intellectuels fortement marqués culturellement et politiquement par l'héritage de l'Empire colonial britannique, notamment dans le sous-continent indien.
- 5 L'ancrage dans la critique littéraire explique l'importance de l'œuvre de Salman Rushdie dans l'élaboration même des *postcolonial studies*, mais aussi de Frantz Fanon ou des travaux de critiques tels que Walter Benjamin. Pour les quelques chercheurs français qui s'inscrivent résolument dans la perspective des *postcolonial studies* s'y ajoutent d'autres auteurs : Aimé Césaire, Albert Memmi, Patrick Chamoiseau en particulier. Si l'analyse de l'orientalisme (Said, 1978) est la référence fondatrice incontestée de ce courant, sa théorisation la plus achevée est le fait d'Homi K. Bhabha (1994), né à Bombay en 1949 et actuellement professeur au Département d'anglais de Harvard. Cette note s'intéresse particulièrement à ses propositions.
- 6 Du côté de l'anthropologie, Arjun Appadurai, également né à Bombay en 1949 et Professeur au Département de sciences sociales de la New School University (à New-York), est l'un des acteurs majeurs de ce mouvement critique. Les *cultural studies*, marquées notamment par les figures de Stuart Hall, né à Kingston (Jamaïque) en 1932 et Paul Gilroy, né dans l'East End de Londres en 1956 d'un couple mixte anglo-guyanais, s'inscrivent dans la mouvance des *postcolonial studies*. Elles contribuent activement à leur implantation dans les campus universitaires mais aussi à leur diffusion en dehors du monde académique, dans les milieux artistiques particulièrement.

- 7 L'intérêt récent, en France, pour ce mouvement multiforme est accompagné et stimulé par une vague de traductions des ouvrages clés des auteurs cités ci-dessus (voir références en fin de note).
- 8 Si l'emploi du terme "postcolonial" en France est souvent si décalé par rapport à son usage dans le monde "anglo", c'est qu'il y a un profond malentendu sur le sens même du mot. Tout comme dans l'expression "postmodernisme", courant critique auquel se rattachent les *postcolonial studies*, le préfixe "post" ne fait pas ici référence à un après, comme on a tendance à le comprendre en France³, mais à un au-delà, dans une perspective de rupture radicale avec la lecture linéaire, chronologique et séquentielle de l'histoire. L'historicisme comme schéma évolutionniste sous-tendu par l'idée de progrès est remis en cause. Le but recherché est la création d'un autre rapport au passé, au présent et au futur par l'instauration d'un regard critique fondé davantage sur la distance spatiale que sur la distance temporelle. D'où le sens "d'au-delà" plutôt que "d'après" du préfixe "post".
- 9 Le projet est un projet de connaissance. Il faut pratiquer un constant aller/retour entre le présent, l'ici-maintenant, et l'au-delà afin de révéler de quoi est vraiment constitué notre présent : de discontinuités, d'inégalités, de minorités et d'identités multiples, fragmentées et hybrides.

3. Sortir du paradigme colonial

- 10 A travers cette révélation, c'est aussi un projet politique qui se dessine : il s'agit de sortir d'un rapport de pouvoir fondé sur la domination du monde "Occidental" (Europe, Amérique du Nord, Australie et Nouvelle Zélande) sur le reste du monde. Le titre *Provincializing Europe* (Chakrabarty, 2000) est un bon résumé du programme *postcolonial*. Et s'il claque à nos oreilles comme une provocation, voire comme une menace, c'est que nous ne sommes pas prêts à renoncer à notre position dominante.
- 11 C'est ce projet politique, et ses implications sur le choix des objets de recherche, qui fonde les *postcolonial studies* en un champ distinct à l'intérieur du courant postmoderniste. Dans une perspective strictement *postcolonial* **le projet n'est pas celui d'une inversion**, la menace n'est donc pas celle que l'on croit, mais d'un changement radical des formes de relations entre toutes les parties du monde, elles-mêmes éventuellement à redéfinir.
- 12 Pour y parvenir il convient de sortir du paradigme colonial. On peut parler de paradigme car il s'agit bien d'une forme globale de pensée, qui dépasse largement l'ordre politique lié à la période historique du colonialisme. Son fondement est cet ordonnancement du monde construit en Europe sur une opposition binaire entre "eux", les Autres, et "nous", les Européens. L'opposition est matérialisée par une partition géographique qui organise le monde en continents, dominés intellectuellement, économiquement et culturellement par l'Europe, continent à part. L'altérité est déclinée suivant deux modèles, la barbarie et la sauvagerie, et trois "races" identifiées par trois couleurs : noire, jaune et rouge. Ces "tâches" qui colorent le planisphère contribuent à la déshumanisation de l'Autre.
- 13 Ce rapport à l'altérité élaboré à partir de la Renaissance n'est bien sûr pas sans rappeler celui des Grecs Anciens, qui opposaient le monde civilisé des Grecs à celui barbare de tous les autres. Cependant, la différence tient aux conséquences pratiques de l'opposition instaurée. Celle-ci est associée à une hiérarchie qui, plaçant les Européens au-dessus de tous les autres peuples, autorise les premiers à disposer selon leurs besoins du reste du monde : de ses étendues et de ses habitants. Le courant *postcolonial*, à commencer par Edward Said en 1978, a montré que ces besoins n'étaient pas seulement économiques et politiques. Ils étaient (sont encore) aussi, et plus profondément, culturels, philosophiques et psychanalytiques (d'où l'importance des travaux de Michel Foucault et de Jacques Lacan pour les *postcolonial studies*).
- 14 C'est ce cadre de pensée qui a permis l'élaboration du projet colonial politique, et sa mise en pratique par la mise en place des empires coloniaux. Le rôle des géographes dans cette mise en pratique qui a été d'abord une mise en espace, a été analysé de façon détaillée au début des années 1990 (Godlewska et Smith, 1993) alors que, dans le monde "anglo", la théorie *postcolonial* s'imposait comme un courant majeur dans l'ensemble de sciences sociales marquées par le "tournant culturel" (ou *cultural turn*).

- 15 Dans cette construction du monde l'Europe – et par la suite ses prolongements, Amérique du Nord, Australie, Nouvelle Zélande – est toujours au centre, organisant en fonction de ses intérêts le reste du monde en autant de périphéries. Le binôme centre/périphérie comme clé de lecture du monde, et donc d'action sur ce monde, apparaît ainsi comme un outil conceptuel majeur du paradigme colonial. Sortir de ce dernier implique de renoncer aussi à ce cadre interprétatif.

4. Penser autrement l'altérité : de la définition de l'identité aux positions du sujet

- 16 Changer de paradigme pour écrire un autre récit du monde, une autre géographie au sens très étendu du terme, est un véritable projet politique qui engage la responsabilité des intellectuels contemporains, et notamment de ceux qui sont originaires des empires coloniaux et qui ont largement fondé les *postcolonial studies*.
- 17 Du point de vue de son élaboration, le postcolonialisme est d'abord un regard : celui d'une génération d'intellectuels indiens nés avec l'indépendance et qui ont fait personnellement l'expérience d'être "à côté du monde", c'est à dire de vivre suivant des valeurs et une logique qui ne sont pas celles du système dominant, tout en ayant une connaissance approfondie des valeurs et logiques de ce système dominant, qu'ils sont parfaitement capables de mobiliser⁴. Grandis entre une culture domestique indienne et une éducation formelle britannique, c'est en partant de leur vécu et de leur réflexion sur leur propre identité qu'ils ont forgé le concept d'identité hybride et volatile et travaillé à la réfutation du paradigme colonial en tant que "grand récit".
- 18 Les fondateurs de la théorie *postcolonial* veulent proposer une autre façon de penser le monde, à partir d'un questionnement sur la définition de l'identité. Traditionnellement celle-ci se construit dans le rapport à l'altérité, dans une relation où la définition des Autres, "eux", est assujettie à celle du Même, "nous". Il convient de briser cette relation de dépendance, qui enferme systématiquement l'Autre dans une identité – souvent associée à un territoire – imposée. Dans cette construction les concepts-clés ne sont plus l'opposition binaire centre/périphéries, nous/eux, mais le mouvement – donc la fragmentation et l'idée de moments –, la multiplicité et l'hybridité. Les limites deviennent floues, les frontières poreuses.
- 19 Les catégories simples qui assignent à chacun une seule identité nationale, sociale, culturelle, de genre, etc. sont battues en brèche car elles ne sont pas opératoires : elles offrent des solutions à la confrontation à l'altérité, mais pas à la définition de l'identité. Il faut au contraire ouvrir les yeux autrement, voir le monde à travers le prisme du mouvement dans toutes ses dimensions, et comprendre alors que les identités sont multiples et constamment redéfinies dans la pratique, par les individus comme par les groupes (eux-mêmes volatiles).
- 20 Contrairement à ce que l'on croit souvent, les *postcolonial studies* ne cherchent donc pas à faire reconnaître des identités "déjà là" qui auraient été niées précédemment, dans une optique de réparation d'une injustice. Elles invitent les chercheurs à s'intéresser à tout autre chose : à la façon dont les identités individuelles multiples et les groupes "communautaires" se font et se défont au gré des logiques du moment, dans un monde instable, parce que les identités sont fondamentalement hybrides, donc toujours en mouvement.
- 21 Il s'agit ainsi de s'intéresser à ce qu'Homi Bhabha (2007 : 30) appelle "les⁵ positions du sujet", plutôt qu'à l'identité qui renvoie à l'idée de singularité, et plus spécifiquement aux moments où ces positions changent, où l'identité se déplace : de l'Indien averti des récits des conteurs des rues de Mumbai à l'intellectuel "Anglo" dévorant les livres de la bibliothèque du collège Christ Church à Oxford, pour prendre un exemple simple. Plutôt que de s'inquiéter jusqu'à l'obsession de définir les identités, il faut rendre compte de leur labilité. On se garde ainsi de tout essentialisme.
- 22 Parce que le mouvement est un concept clé de l'analyse *postcolonial*, celle-ci se concentre sur les interstices, ces entre-deux où se passent vraiment les choses, ces "terrains d'élaboration des stratégies du soi" (Bhabha, 2007 : 30). Ces espaces où s'élaborent les positions du sujet émergent dans les moments où changent les modalités d'assemblage des binômes sur lesquels l'individu et les groupes se définissent : altérité/identité, passé/présent, intérieur/extérieur,

inclusion/exclusion, masculin/féminin, notamment. Ils sont lieux de création car ils excèdent la somme des parties (des différences) qui les composent.

23 Par définition, les espaces interstitiels sont temporaires, puisque produits par des processus inscrits dans des contextes spécifiques, ce qui conduit la théorie *postcolonial* à s'intéresser particulièrement à l'éphémère et à insister sur le moment, tout comme la création artistique contemporaine se concentre sur l'installation.

24 Et le projet de connaissance rejoint ici le projet politique. En effet, ce regard qui privilégie le mouvement permet de rendre visibles les minorités et de faire reconnaître les différences, mais sans les enfermer dans une identité et/ou dans un lieu. Le paradigme colonial et le rapport de domination qu'il établit s'accommode bien de la diversité en lui réservant une place dans les périphéries du monde ; les *postcolonial studies* veulent modeler un monde sans centre ni périphéries, où le principe d'égalité se fonde sur le droit à des différences toujours remodelées.

5. Postcolonial Geography

25 Le courant *postcolonial* a eu une influence rapide et très forte sur les géographes "anglos", dans la foulée du tournant culturel et de l'intégration de la critique postmoderniste. Les enjeux pour notre discipline sont en effet considérables, dans la mesure où les géographes contribuent largement au façonnement du monde à travers la construction de discours et d'images (notamment cartographiques) raisonnés. On trouvera dans Hancock (2001) une présentation encore à jour de cette *postcolonial geography*, dans Chivallon (2007) un plaidoyer en sa faveur n'excluant pas pour autant sa critique, et dans Ripoll (2006) un témoignage de l'intérêt récent de jeunes géographes français pour ce courant.

26 En ce qui concerne la géographie française, le courant *postcolonial* interpelle en particulier une géographie culturelle qui, sous l'influence notamment de Joël Bonnemaïson, s'est beaucoup intéressée aux identités et aux territoires, au risque des assignations abusives justement dénoncées par les travaux issus des *postcolonial studies*. Pour l'heure, ce sont des géographes issus d'autres branches de la géographie culturelle et/ou sociale qui ont adopté une perspective *postcolonial studies*, notamment Jean-François Staszak dans ses travaux sur Gauguin, et plus récemment sur les danses exotiques (2007) ; Claire Hancock dans ses analyses serrées des discours géographiques français, en particulier l'impensé de l'exotisme (2007) ; Christine Chivallon dans ses études de la Caraïbe et de la diaspora noire des Amériques (2004, par exemple).

27 Jusqu'à présent, les recherches des géographes anglos se sont surtout concentrées sur l'étude critique des modalités de construction du discours colonial comme ordonnancement du monde, ainsi que sur la reconnaissance des discours alternatifs produits par les "autres". Pour intéressants qu'ils soient, ces travaux ne sont pas vraiment en rupture avec le paradigme colonial, dans la mesure où ils se fondent sur une opposition entre "nous" et "eux" qu'ils contribuent à perpétuer voire à ancrer encore davantage, si cela était possible, dans notre lecture du monde.

28 Ce reproche, souvent formulé (voir notamment Chivallon 2007), ne touche pas que la géographie. En réponse, certains avancent que cette déconstruction et cette reconnaissance constituent une première étape absolument nécessaire avant une rupture définitive avec le regard colonial. D'autres, en revanche, considèrent que le courant *postcolonial*, qui refuse l'inversion du rapport de force au profit d'un nouvel ordre encore bien mal défini, est un dangereux leurre conduisant au maintien du statut-quo. On ne doit donc en garder que la posture critique qu'il encourage, dans une optique plus révolutionnaire.

6. Postcolonial et Subaltern studies

29 Les *postcolonial studies* sont parfois confondues avec les *subaltern studies*, courant historiographique développé au début des années 1980 autour d'historiens indiens. D'inspiration marxiste, fortement influencé par la pensée d'Antonio Gramsci, il se donnait pour but d'écrire une autre histoire de l'Empire britannique des Indes orientales, attentive aux multiples mouvements de révolte et de résistance des classes populaires et paysannes passés sous silence par une histoire officielle attribuant tout le mérite de l'indépendance aux classes sociales supérieures éclairées (voir par exemple Guha 1998 et Pouchepadass, 2000)). Les

travaux ont été régulièrement publiés depuis 1982 dans la série *Subaltern Studies*, qui compte à ce jour 12 volumes.

30 Dès les premières années les *subaltern studies* ont été confrontées à la question de la légitimité du discours du chercheur sur son "objet" lorsqu'il s'agit de personnes. Dans un article fondateur Gayatri Spivak (1988), membre active du groupe, posait la question "le/la subalterne peut-il/elle parler ?" et donnait sa réponse : "s'il/elle pouvait parler, il/elle ne serait pas subalterne" car ce qui définit la condition subalterne c'est justement l'invisibilité, la négation et l'impossibilité de parler pour soi compte tenu des conditions objectives.

31 Au tournant des années 1990, sous l'influence du *cultural turn*, de la critique postmoderniste et de la théorie *postcolonial*, un débat interne a opposé les fidèles à l'analyse marxiste de la première décennie aux ralliés aux *postcolonial studies*. Minoritaires, les premiers ont quitté le groupe de travail. Le marxisme comme cadre théorique, et surtout les écrits de Gramsci sur la culture, reste cependant une référence importante. Deux anthologies donnent un bon aperçu des travaux menés au cours de ces deux périodes (Guha et Spivak, 1988 ; Ludden, 2001).

Bibliographie

Appadurai A., 2001 [1996]. *Après le colonialisme. Les conséquences culturelles de la globalisation*. Paris, Payot.

Assayag J. et Bénéï V. (dir.), 2000. *Intellectuels en diaspora et théories nomades – L'homme, revue française d'anthropologie*, 156. (<http://lhomme.revues.org/sommaire285.html> : sommaire et texte intégral de l'introduction).

Bhabha H. K., 2007 [1994]. *Les lieux de la culture. Une théorie postcoloniale*. Paris, Payot.

Chakrabarty D., 2000. *Provincializing Europe: Postcolonial Thought and Historical Difference*. Princeton, Princeton University Press.

Chivallon Ch., 2004. *La diaspora noire des Amériques. Expériences et théories*. Paris, CNRS éditions.

Chivallon Ch., 2007. (sept., à paraître). "La quête pathétique des postcolonial studies ou la révolution manquée". In M.-C. Smouts (dir.), *La situation postcoloniale*. Paris, Presses de la FNSP.

Dubreuil L. (dir.), 2006. *Labyrinthe. Atelier Interdisciplinaire*, 24, dossier « Faut-il être postcolonial ? » (<http://www.revuelabyrinthe.org/sommaire1241.html> : sommaire et texte intégral de l'éditorial)

Gilroy P., 2003 [1992]. *L'Atlantique noir. Modernité et double conscience*. Paris, Kargo.

Godlewska A. et Smith N. (dir.), 1993. *Geography and Empire : critical studies in the history of geography*. Oxford, Oxford University Press.

Guha R., 1998. *Dominance without hegemony. History and Power in Colonial India*. Cambridge (E.-U.), Harvard University Press.

Guha R. et Spivak G. (eds.), 1988. *Selected subaltern studies*. Oxford, Oxford University Press.

Hall S., 2007. *Identités et cultures. Politiques des "cultural studies"*. Paris, éd. Amsterdam. Recueil de textes de l'auteur établi par M. Cervulle et traduits par C. Jacquet.

Hancock C., 2001. « La géographie postcoloniale. 'L'empire contre-attaque' ». In J.-F. Staszak *et al.* (eds), *Géographies anglo-saxonnes*. Paris, Belin, p. 95-98.

Hancock C., 2007. Délivrez nous de l'exotisme : quelques réflexions sur des impensés de la recherche géographique sur les Suds (et les Nords). *Autrepart*, 41 : "On dirait le Sud", p. 69-82.

Lazarus N. (ed.), 2006 [2004]. *Penser le postcolonial, une introduction critique*. Paris, éd. Amsterdam.

Ludden D. (ed.), 2001. *Reading Subaltern Studies: Critical History, Contested Meaning, and the Globalisation of South Asia*. New Delhi, Permanent Black.

Mangeon A., 2006. Maîtrise et déformation : les Lumières diffractées. *Labyrinthe. Atelier Interdisciplinaire*, 24, dossier "Faut-il être postcolonial ?".

Pouchepadass J., 2000. Les subaltern studies ou la critique postcoloniale de la modernité", *Intellectuels en diaspora et théories nomades – L'homme, revue française d'anthropologie*, 156. (article intégral en ligne sur le site de l'Association Jeunes Etudes Indiennes : <http://www.ajei.org/downloads/divers/subaltern.pdf>)

Ripoll F., 2006. « Peut-on ne pas être postcolonial ?... surtout quand on est géographe. *EspaceTemps.net*, (<http://www.espacestemp.net>), Mensuelles, 23.12.2006.

Said E., 1980 [1978]. *L'Orientalisme. L'Orient créé par l'Occident*. Paris, Seuil.

Smouts M.-C. (dir.), 2007. *La situation postcoloniale*. Paris, Presses de la FNSP.

Spivak G., 1988, Can the Subaltern Speak? In Cary Nelson and Lawrence Grossberg (dir.), *Marxism and the Interpretation of Culture*. Chicago, University of Illinois Press, p. 271-313.

Staszak J.-F. et al. (eds), 2001. *Géographies anglo-saxonnes*, Paris, Belin.

Staszak J.-F., 2007 (à paraître). Danse exotique, danse érotique, *Annales de géographie*, 654.

Var. Aut., *Hérodote* 2006. *La question postcoloniale*, 120. Voir notamment l'article introductif d'Yves Lacoste, "La question postcoloniale" : http://www.herodote.org/article.php3?id_article=206

Var. Aut., 1982-2005, *Subaltern Studies series*, var. éditeurs. Liste complète : <http://www.lib.virginia.edu/area-studies/subaltern/ssseries.htm>

NB : les dates entre crochets correspondent à la 1^{re} date de parution en langue originale pour les ouvrages traduits. Dans tous les cas ici, la langue originale est l'anglais.

Notes

1 Une première version des propos qui suivent a été présentée le 30 mars 2007 au cours du séminaire mensuel interne de l'équipe Ehgo. Cette note est redevable aux autres présentations faites le même jour (Isabelle Surun et Jean-Marc Besse) et au débat avec l'ensemble des membres de l'équipe présents ce jour-là.

2 Je reprends le terme par lequel les intéressés s'auto-désignent. À propos de leur rejet du terme "anglo-saxon" voir Staszak *et al.* (2001 : 8).

3 En géographie le meilleur exemple est sans aucun doute le numéro 120 d'*Hérodote* (Var. Aut., 2006).

4 Sur ce regard et la définition de l'identité des Autres, voir le dossier dirigé par Jackie Assayag et Véronique Bénéï pour la revue d'anthropologie *L'homme* (2000).

5 c'est moi qui souligne.

Pour citer cet article

Référence électronique

Béatrice Collignon, « Note sur les fondements des *postcolonial studies* », *EchoGéo* [En ligne], Numéro 1 | 2007, mis en ligne le 06 mars 2008, consulté le 31 mai 2012. URL : <http://echogeo.revues.org/2089>

À propos de l'auteur

Béatrice Collignon

Béatrice Collignon bc@parisgeo.cnrs.fr est membre de l'UMR Géographie-Cités, Equipe Ehgo (Epistémologie et histoire de la géographie). Elle est également Maître de Conférences, UFR de Géographie, U. Paris 1 – Panthéon-Sorbonne / Visiting Professor, U. de Bologne – Alma Mater Studiorum (Italie)

Dernières publications de l'auteur en liaison avec le thème de cette note

— 2004. It's a long way to the Other. *Geographers and Geographic Knowledges*", *GeoJournal*.

"Confronting geographic complexity - contributions from some latin countries" (Paul Claval guest editor), 60, 4, p. 375-379.

— 2004. Que faire de la géographie postmoderniste ?, *L'espace géographique*, 1, p. 38-41. en collaboration avec J.-F. Staszak.

Droits d'auteur

© Tous droits réservés

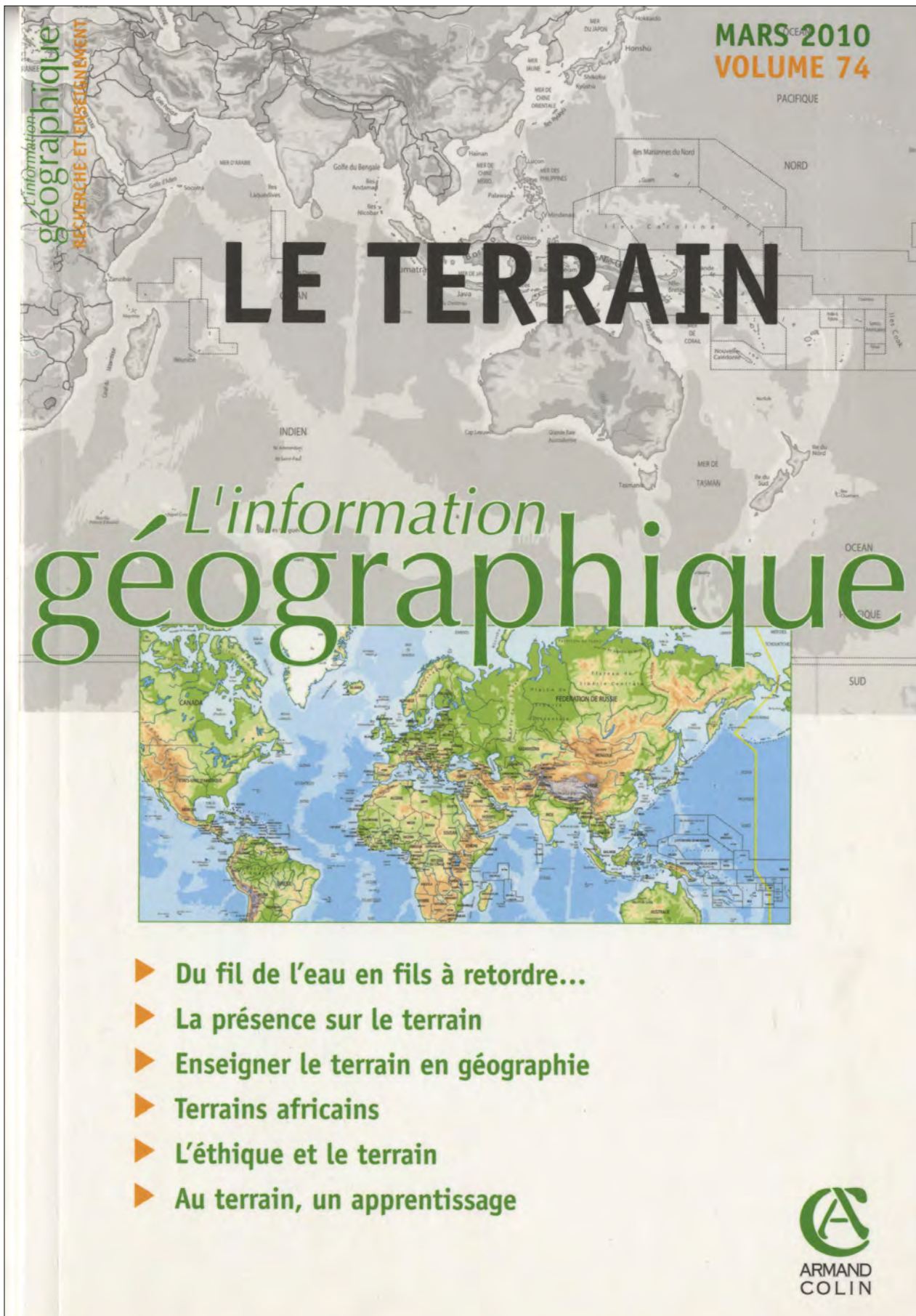
Résumé / Abstract

Longtemps absent dans les sciences sociales françaises, le terme "postcolonial" apparaît de plus en plus fréquemment dans les publications et programmes de rencontres, sous l'impulsion des débats autour de l'héritage de la colonisation et des "indigènes de la République". Dans ce contexte, cette note présente les principaux traits qui fondent des *postcolonial studies* telles qu'elles se sont développées dans le monde anglo-saxon depuis une vingtaine d'années. Cette mise au point, à l'usage des géographes entre autres, vise à clarifier les échanges en montrant le décalage entre le post-colonial français et les *postcolonial studies*.

Mots clés : théorie postcoloniale, géographie postcoloniale

Long ignored by French social sciences, the term "postcolonial" has recently become popular in academic literature and meetings, in relation to the political debate about colonial legacy and 2nd and 3rd immigrants generations (the so-called "indigènes de la République"). Yet, although the term is the same ("postcolonial"), the meaning it is usually given in France by those who qualify their work as such is quite different from the one it has in the anglo world. In this context, this note aims at clarifying the situation for French geographers and others by presenting briefly some of the main aspects of postcolonial theory.

Keywords : postcolonial studies, Homi Bhabha, postcolonial theory, postcolonial geography, subaltern studies





L'éthique et le terrain

Par Béatrice Collignon

Béatrice Collignon, université Paris 1, UMR Géographie-cités 8504-CNRS

bc@parisgeo.cnrs.fr

► Histoire d'une rencontre

« Le Conseil national de recherches du Canada (CNRC) affirme que l'excellence en recherche et l'excellence en matière d'éthique vont de pair et sont indissociables. Le CNRC exige donc que toutes les recherches auxquelles il participe soient menées conformément à ses politiques et procédures afin d'assurer le respect des normes d'éthique. »

(<http://www.nrc-cnrc.gc.ca/fra/recherches-scientifiques/index.html>)

En géographie humaine, « choisir un terrain » puis « aller sur le terrain », « revenir du terrain » et « analyser les données de terrain » pour « publier » en convoquant le terrain à tel ou tel moment de l'argumentation, quand la publication entière n'est pas dédiée à la description plus ou moins approfondie de ce même terrain, soulève une série de questions et de problèmes où l'éthique n'est jamais loin. Elle est même au cœur de bien des questionnements, hésitations et inquiétudes inhérents à la recherche.

Pourtant, en France, le terme « éthique » croise rarement celui de « recherche », dans les publications comme dans les formations de géographie. Et si l'on trouvera bien quelques références à citer, on notera qu'elles sont toutes récentes. Ainsi des travaux de l'école d'été de géographie sociale de 2006 (collectif d'auteurs, 2008 et *Varii auctores*, 2006) et d'un article récent des *Annales de géographie* (Morelle et Ripoll, 2009), ou encore, du numéro 73 de *Géographie et Cultures*. Ce silence des sciences sociales françaises – car la géographie n'est pas une exception en ce domaine – est d'autant plus étonnant que, depuis les années 1980, d'autres champs scientifiques accordent une place importante à l'éthique, les sciences de la vie et de la santé en tout premier lieu. Et en ce début de siècle, elle s'invite aussi dans la réflexion des grandes multinationales et du secteur de la finance.

Article on line

L'information géographique n° 1 - 2010

63

L'éthique et le terrain

Il n'est donc guère étonnant que ma propre rencontre de géographe avec l'éthique se soit déroulée ailleurs, lors de la préparation de « mon » terrain de thèse. En 1990, je me proposais de comprendre ce que pouvaient être les savoirs géographiques vernaculaires et leurs dynamiques – existaient-ils seulement ? – et décidai d'étudier la question auprès des Inuit¹ de l'Arctique central canadien. Je complétais l'élaboration du projet, commencée en France, par un séjour de deux mois au département de géographie de l'université McGill (Montréal), où le professeur Ludger Müller-Wille avait fort cordialement accepté de me recevoir comme « doctorante invitée ». Il m'expliqua alors que je devais déposer une demande auprès du service de la recherche des Territoires du Nord-Ouest (le Nunavut n'existait pas encore) afin d'obtenir l'indispensable permis de recherche. Pour cela, je devrais expliquer mon projet, décrire les méthodes que je comptais mettre en œuvre sur le terrain et... présenter une attestation, établie par un comité reconnu, de conformité de tout cela avec les principes éthiques de la recherche.

Je dois avouer que je compris à peine ce qu'il me disait. « *Ethics committee review* », « *Ethical guidelines* »... que me chantait-il là ? Il me donna une petite brochure, les *Principes d'éthique pour la conduite de la recherche dans le Nord*, publiée par l'Association universitaire canadienne d'études nordiques (voir document 1) et me recommanda de la lire avec attention. Ce que je fis bien sûr, mais au fond sans comprendre. À quoi pouvait bien renvoyer cette liste en 18 points, sorte de version moderne, adoucie dans la forme, des *Dix commandements* : « On devrait procéder à », « on devrait se pourvoir », « on ne devrait pas », etc. ? Je n'y voyais qu'une série d'injonctions morales, au mieux superflues. Je taisais mes doutes, et mes professeurs de McGill attestèrent de l'éthique de mon projet – je les en remercie au passage, vingt ans après.

Je « fis » mon terrain. Au fil des dix mois du premier séjour comme lors des deux mois du second, des problèmes apparaissaient. Ils se posaient sous une forme pratique, sous l'apparence de petites questions le plus souvent, mais les résoudre impliquait des choix éthiques. Je décidais au coup par coup, tentant de construire au fur et à mesure de mes choix une position d'ensemble cohérente, ne pensant jamais à retourner à la petite brochure pour y trouver des réponses tant elle m'avait rebutée. Je rentrais en France, écrivais ma thèse, y détaillais les méthodes de la recherche de terrain, mais ne disais rien, directement, de l'éthique. Mes choix se lisent certes en filigrane au fil des pages, mais le mot même n'apparaît jamais, pas plus d'ailleurs dans les versions publiées de ce travail. Trop « gros » pour être mobilisé ? Sans doute. Trop incongru sous une plume de géographe ? Surtout.

1. Un Inuk, des Inuit : la forme plurielle ne prend pas de « s », ni en français, ni en anglais. L'adjectif, « inuit », est invariable.

Dans le contexte des sciences sociales françaises, l'éthique est en effet restée jusqu'à une date très récente mal perçue. Une intruse dans le domaine de la connaissance scientifique puisqu'elle renvoie à des valeurs - qui n'ont pas leur place dans la construction du « vrai » savoir, selon la science moderne. Les maquettes des cursus de formation supérieure en géographie ne prévoient d'ailleurs pas d'enseignement sur l'éthique. Dans mon UFR, j'insérais en 2002 deux heures de cours sur la question en Maîtrise, réduites à une demi-heure lors du passage au LMD pour faire place à d'autres enjeux de la recherche. En 2006, l'invitation des jeunes collègues chargés cette année-là de l'organisation de l'école d'été de géographie sociale m'offrit l'occasion de confronter, pour la première fois, mes expériences et conclusions en matière d'éthique avec celles de quelques autres. Nous constatons alors, et les textes préparatoires en témoignent (*Varii auctores*, 2006), que pour la plupart d'entre nous la rencontre avec l'éthique s'était faite dans le contexte du terrain, même si l'éthique de la recherche est loin de se limiter au temps et à l'espace de celui-ci. Il est d'ailleurs significatif que ce soit dans les cours consacrés à la recherche sur le terrain que la question soit le plus souvent abordée.

C'est parce que le terrain est ainsi structurant dans la construction d'une éthique de la recherche, pour les géographes français qui s'en soucient, qu'il me semble important de réfléchir plus avant sur l'éthique telle qu'elle se formule dans cet espace-temps spécifique. Mais c'est aussi parce que l'exigence éthique change le terrain et conduit à l'appréhender, à le pratiquer, et à le mobiliser différemment dans le processus de la recherche. Cette réflexion part d'un cas concret de rencontre avec l'éthique et conservera cet ancrage. On cherchera ailleurs des textes plus philosophiques consacrés à l'éthique, et à son rapport à la morale. Il s'agit ici de discuter des pratiques éthiques du terrain en sciences sociales, depuis un point de vue marqué par le choix d'enquêtes de type qualitatif en situation d'observation participante. On cherchera d'abord à comprendre le sens de ce qui a été mis en place, pour cerner ensuite ce qui reste irrésolu.

L'éthique et le terrain

DOCUMENT 1

Principes d'éthique pour la conduite de la recherche dans le Nord – revus en 1997

Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN) –
Traduction française officielle

Introduction (extraits) :

- [...] Les communautés ont souvent eu l'impression que les chercheurs les ignoraient et ne tenaient pas compte de leurs préoccupations. On a souhaité que puisse s'établir une relation de recherche renouvelée qui est en fait en train de se créer.
- Un nouvel esprit de partenariat entre les populations et les chercheurs nordiques se définit au sein de la recherche nordique. [...] la nouvelle éthique du partenariat met l'accent sur le besoin, pour les chercheurs, d'établir des relations significatives avec les gens et les communautés qui subissent l'incidence de la recherche.
- [soulignons] l'engagement de plus en plus affirmé des populations nordiques, non seulement à titre de sujets ou d'observateurs passifs de la recherche, mais à titre de partenaires mêlés à tous les aspects du processus de recherche. Les gens du Nord sont activement engagés dans la recherche [à toutes les étapes].
- [...] La poursuite de recherches de grande qualité dépend à la fois de la compréhension des besoins et des préoccupations des chercheurs de la part des communautés et de la compréhension des besoins et des préoccupations des communautés de la part des chercheurs.
- On a besoin de lignes directrices, ou de principes, [...] pour jeter les bases d'une compréhension mutuelle des besoins et objectifs [...] et pour veiller à ce que la recherche se poursuive avec le moins de frictions et de bouleversements sociaux possible [...].
- [...]
- Les chercheurs doivent être conscients du fait que les bonnes intentions ne suffisent pas toujours à éviter des réactions défavorables ou les incidences négatives de la recherche. Le respect mutuel se développera à partir de partenariats et de consultations authentiques et il contribuera à l'avancement de tous les aspects de la science nordique.

Principes

Note de l'auteur : les points 1, 2, 6 et 20 ont été ajoutés lors de l'élaboration de la 2^e version, finalisée en 1997. Le point 8 de la 2^e version regroupe les points 4, 6 et 9 de la 1^{re} version (1982) – voir Graham, 1998.

1. Les chercheurs devraient respecter toutes les lois locales, règlements ou protocoles qui peuvent être en vigueur dans la région ou les régions où ils travaillent.
2. On devrait procéder à des consultations appropriées auprès de la communauté à toutes les étapes de la recherche, y compris sa conception et ses pratiques. Pour déterminer l'étendue de ces consultations « appropriées », les chercheurs et les communautés devraient tenir compte des contextes interculturels pertinents, s'il y en a, ainsi que du type de recherche en jeu. Toutefois, on recommande d'incorporer les besoins de recherche locaux dans les projets de recherche.
3. Le respect mutuel est essentiel à tous les partenariats réussis. Dans le cas de la recherche nordique, on devra témoigner de respect envers les langues, les traditions et les normes de la communauté, de même que s'en tenir aux normes les plus exigeantes de la recherche universitaire.
4. La recherche doit respecter la vie privée et la dignité du peuple en question. On recommande aux chercheurs de se familiariser avec les cultures et traditions des communautés locales.

5. La recherche devrait tenir compte des connaissances et des expériences des gens et respecter ces connaissances et ces expériences dans le cadre du processus de recherche. On recommande d'incorporer les connaissances traditionnelles pertinentes à toutes les étapes de la recherche.
6. Pour que toutes les parties puissent profiter pleinement de la recherche, on devrait mettre tout en œuvre, partout où cela peut se faire, pour bonifier les avantages qui puissent découler de la recherche au plan local.
7. La personne responsable de la recherche est imputable de toutes ses décisions relatives au projet, y compris les décisions prises par ses subordonné(e)s.
8. Aucune activité de recherche intéressant des personnes vivantes ou des environnements existants ne devrait commencer avant que l'on ait obtenu le consentement éclairé de ceux et celles qui pourraient en subir les incidences déraisonnables, ou de leur tuteur légal.
9. En cherchant à obtenir ce consentement éclairé, les chercheurs devraient clairement identifier leurs commanditaires, les objectifs de la recherche, leurs sources de financement et les chercheurs chargés de mener la recherche.
10. En cherchant à obtenir ce consentement éclairé, les chercheurs devraient expliquer quels effets positifs ou négatifs pourraient éventuellement résulter de ces recherches pour les personnes, la communauté et/ou l'environnement.
11. On devrait se pourvoir du consentement éclairé des participants à toute recherche intéressant des sujets humains chaque fois que l'on doit utiliser des techniques de collecte de l'information (enregistrements sur bandes audio ou vidéo, photographies, mesures physiologiques), pour tout usage de l'information recueillie auprès des participants ou pour le format dans lequel cette information sera affichée ou rendue disponible.
12. On devrait se pourvoir du consentement éclairé des participants lorsque ceux-ci doivent être identifiés ; si l'on ne peut offrir des garanties de confidentialité, le sujet doit être informé des conséquences éventuelles de ce fait avant de participer à la recherche.
13. On ne devrait pas appliquer de pressions indues pour chercher à obtenir un consentement à la participation à un projet de recherche.
14. Toute personne ou toute communauté a le droit de se retirer de la recherche à n'importe quel moment.
15. Les explications continues des objectifs, méthodes et conclusions de la recherche, ainsi que leur interprétation, devraient être mises à la disposition de la communauté.
16. Sous réserve des exigences de confidentialité, des descriptions des données devraient être conservées sous dossier dans les communautés où elles ont été recueillies, de même que des descriptions des méthodes utilisées et des indications relatives à l'endroit où les données sont entreposées. On recommande d'entreposer les données au plan local.
17. Des résumés de recherche rédigés dans la langue locale ainsi que des rapports de recherche devraient être mis à la disposition des communautés intéressées. On devrait également songer à fournir des rapports rédigés dans la langue de la communauté, ainsi qu'à utiliser d'autres moyens d'améliorer l'accès aux conclusions de la recherche.
18. Toutes les publications résultant de la recherche devraient faire référence au consentement éclairé et à la participation de la communauté, le cas échéant.
19. Sous réserve des exigences de confidentialité, les publications devraient reconnaître les contributions de toutes les personnes qui ont participé aux activités de recherche.
20. On devrait accorder plus d'attention aux risques courus par les valeurs physiques, psychologiques, humaines, de propriété et de culture qu'à la contribution potentielle de la recherche à la connaissance.

► Une éthique du terrain élaborée dans le contexte nord-américain, structuré par une culture de la responsabilité

« IMPORTANT :

- *NO research project, including student research, may begin before approval has been obtained from the REB (Research Ethics Board).*
- *NO research project will be granted retroactive approval.*
- *Project funds will not be released unless a valid REB approval is on file.*
- *All ethics approvals must be renewed annually.* »

(<http://www.mcgill.ca/researchoffice/compliance/human/>)

J'ai cité ci-dessus les *Principes d'éthique pour la conduite de la recherche dans le Nord*. Ce n'est pas seulement parce que mon principal terrain de recherche se situe en Arctique inuit canadien. C'est aussi parce que c'est en Amérique du Nord², et plus spécifiquement au Canada, que la question de l'éthique de la recherche en sciences sociales a d'abord émergé. Compte tenu des modalités propres d'organisation de la vie civique dans la société nord-américaine, cela s'est traduit par l'élaboration de chartes et autres documents d'orientation, ainsi que par la mise en place de nombreux comités d'éthique, thématiques d'une part (sur l'éthique de la recherche avec des êtres humains, par exemple), institutionnels d'autre part (de l'Association des géographes américains, ou de l'université McGill, par exemple – voir sitographie).

Aujourd'hui, dans l'ensemble de ce que nous, Français, appelons les « pays anglo-saxons » (Royaume-Uni, Canada, États-Unis, Australie et Nouvelle-Zélande), tout projet de recherche scientifique, quel que soit son domaine, doit nécessairement être approuvé par le comité d'éthique de l'établissement dont il émane (ou l'un des comités ; dans les grandes universités on en compte un par grand domaine scientifique). Ces comités, dans les universités, sont composés de membres élus représentant leurs diverses composantes : étudiants, enseignants-chercheurs, personnels administratifs³. Non seulement les organismes qui financent la recherche, qu'ils soient publics ou privés, demandent cette approbation, mais l'université elle-même l'exige (voir par exemple le règlement de l'université McGill ci-dessus). Aucun

2. Dans ce texte, l'Amérique du Nord est limitée aux seuls Canada et États-Unis.

3. Les chercheurs indépendants qui n'ont pas de comités d'éthique en interne, tout comme les chercheurs en poste dans un pays où ce type de procédure n'existe pas (en France, en Italie ou en Allemagne, par exemple) et qui ont besoin d'une validation éthique pour obtenir un financement ou un permis de recherche, comme ce fut mon cas en 1991 et plus tard, peuvent demander une évaluation à l'un de ces comités.

chercheur ne peut passer outre, quel que soit son niveau, de l'étudiant de Licence faisant ses premiers pas dans la recherche au professeur du plus haut rang, car l'on considère que la qualité de toute recherche est intrinsèquement liée à la qualité de son éthique, comme le déclare le Conseil national de recherches du Canada (voir déclaration proposée en ouverture de cet article). Qui dit approbation dit évaluation, donc critères. Les comités se fondent sur le respect de chartes établies : celle de l'établissement dont ils dépendent, mais aussi celles émanant d'organisations représentant une profession (l'Association des géographes américains par exemple, voir *sitographie*).

Au Canada, pays le plus avancé dans ce domaine, il a été décidé, en 1995, que l'éthique de la recherche ferait désormais l'objet d'une réglementation fédérale. La première version a été adoptée en 1998. Tous les établissements d'enseignement supérieur et de recherche doivent impérativement la respecter. Libre à chacun d'y ajouter ses propres chartes, tant qu'elles ne contredisent pas les grandes lignes du document fédéral. L'aspect le plus intéressant de cette réglementation est qu'elle a été conçue dès le départ comme un processus, ce qui nuance d'emblée l'impression de principes intangibles que peut avoir un observateur étranger à ces façons de faire. En avril 2010, une deuxième version sera d'ailleurs proposée aux trois Conseils de la recherche pour approbation, suite à une longue et vaste consultation de tous les acteurs de la recherche, dont quiconque peut suivre toutes les étapes en ligne (Groupe consultatif interagences en éthique de la recherche, voir *sitographie*).

Déclarations de principes et autres chartes ne sont pas seulement des textes de référence rédigés à l'intention des comités d'éthique universitaires ou assimilés. Elles répondent aussi à une demande de type juridique. À partir des années 1980 en effet, des plaintes – individuelles ou collectives – relatives à la spoliation par des chercheurs des droits et de la dignité de la personne humaine, ou de la propriété intellectuelle, sont déposées devant les tribunaux. La médecine et la biologie, mais aussi l'archéologie et l'anthropologie, sont mises en cause. Les chercheurs – et leurs institutions en tant que personnes morales – éprouvent alors le besoin de se doter de chartes éthiques afin de pouvoir, en cas de procès, arguer, dans leur défense, du fait qu'ils ont observé le code éthique de leur profession ou de leur établissement⁴. Les universités deviennent aussi très vigilantes en matière de protection des données

4. Ainsi, lors de la discussion en assemblée générale des membres, avant vote de confirmation de la charte d'éthique de l'Association internationale des sciences sociales dans l'Arctique, on nous expliqua que le point 9, relatif à la recherche avec des enfants, devait être ajouté car le cas s'était récemment présenté lors d'un procès aux États-Unis. Mon objection faisant valoir que nous étions une association internationale et ne pouvions entrer dans un processus d'ajout de points à chaque fois qu'un cas d'un nouveau type se présenterait devant les tribunaux des États-Unis d'Amérique, car alors il faudrait tenir compte des législations de tous les États dont au moins l'un d'entre nous était membre, ne fut pas retenue (Copenhague, 3^e Congrès de IASSA, 23 mai 1998). Voir la charte d'éthique sur le site de l'association (voir *sitographie*).

L'éthique et le terrain

individuelles, de leur recueil (obligation d'obtention du « consentement éclairé » des participants à toute recherche) à leur archivage en passant par leur traitement, afin d'éviter de tomber sous le coup d'une condamnation pour non-respect de la vie privée (*privacy*) des personnes. Il est ainsi de plus en plus souvent stipulé que les données recueillies devront être conservées dans un coffre-fort à l'université, si ce n'est détruites peu de temps après la fin du projet. Ce contexte juridique explique que de nombreuses chartes éthiques s'apparentent à des sortes de règlements, avec ces formulations sèches en 10, 12 ou 20 points qui semblent réduire la question éthique à un bréviaire laïc.

Cependant, il ne s'agit pas seulement d'une affaire de tribunaux, ni d'injonctions morales. Il s'agit aussi, et d'abord, d'une réponse à une inquiétude concernant la recherche. Du côté de la géographie humaine, la réflexion s'organise autour de deux questions, abordées précocement par deux figures bien différentes. La première concerne l'articulation des valeurs morales avec la pratique de la géographie (Buttimer, 1974, question reprise notamment par Smith, 1998 et 2000). La seconde interroge l'utilité du savoir géographique produit, et invite les géographes à s'engager en réponse auprès des plus démunis et assujettis, et à mettre leurs savoirs et savoir-faire au service de ces derniers (William Bunge et les Expéditions géographiques de Détroit de 1969, voir Merrifield, [1995] 2001). La géographie serait engagée, ou ne serait pas.

Dans les années 1990, la question de l'engagement se lie à celle, alors émergente, de l'éthique, à travers une réflexion sur la responsabilité des chercheurs vis-à-vis de leurs terrains. Le problème majeur est celui de « l'exploitation » du terrain par les chercheurs : ces derniers construisent leurs carrières grâce à la collaboration des « cherchés », mais quel bénéfice ceux-ci en tirent-ils ? Pour une part, la question est réglée par la tractation financière : les entretiens deviennent payants et des tarifs indicatifs sont établis⁵. Mais les géographes nord-américains posent également la question du bénéfice en terme moral de bien et de mal, de juste et d'injuste : qu'est-il bon d'étudier, sur ce terrain-ci que l'on s'est spécifiquement choisi ? Peut-on ignorer, lorsque l'on définit son objet de recherche, les problèmes identifiés par les acteurs eux-mêmes ? Comment faut-il les considérer ? Faut-il les intégrer, ou non ? Et une fois sur le terrain, doit-on exercer un devoir de réserve qui serait le garant de la qualité scientifique du travail ?

5. Par exemple, en arctique inuit canadien, l'heure d'entretien avec un(e) Aîné(e) est tarifiée à 50 dollars canadiens depuis plusieurs années (on ne note pas de tendance inflationniste). Si l'on ne prévoit pas de rétribuer ses interlocuteurs, il convient de s'en justifier dûment dans la demande du permis de recherche – que l'on peut néanmoins obtenir, comme j'en ai toujours fait l'expérience. Pour comprendre cette pratique, qui semble en Europe étrange voire scandaleuse, il faut la considérer dans le contexte culturel et politique nord-américain, j'y reviendrai plus loin (voir question 2, p. 78).

Où s'engager lorsque cela semble nécessaire ? Comment réagir face aux injustices ? Faut-il les ignorer car elles ne relèvent pas de la question que l'on a formulée, ou parce qu'intervenir modifierait radicalement le « terrain », risquant d'invalidier la recherche ? Faut-il les dénoncer ? Entrer dans la lutte auprès des dominés ? Autant de questions que se posent les chercheurs anglophones, et dont la bibliographie proposée par l'Association des géographes américains (AAG) à la suite de sa charte éthique donne un bon aperçu (voir sitographie). Mais ces interrogations ne sont pas l'apanage des Anglo-Saxons, comme en témoigne le texte récent de deux collègues français (Morelle et Ripoll, 2009). Certes, la question de l'engagement militant n'est pas nouvelle pour les géographes, comme le montre Cristina d'Alessandro (*infra*). Cependant, elle prend un autre tour lorsqu'elle est formulée en référence à une éthique professionnelle qui se vit au niveau personnel.

De surcroît, les questionnements relatifs à la responsabilité et à l'éthique de la recherche trouvent un écho sur le terrain lui-même, notamment auprès des groupes minoritaires mais organisés, une configuration fréquente en Amérique du Nord. Au tournant des années 1980, les autochtones (Amérindiens et Inuit) ont été les premiers à lancer un signal d'alarme à l'attention des chercheurs. Lassés de voir les chercheurs venir, séjourner-observer-interroger puis partir pour publier et très rarement revenir, ils disent haut et fort leur volonté de casser cette pratique et d'être pris enfin au sérieux. Ils se battent sur deux fronts : celui du savoir produit sur eux qui, éprouvent-ils, trop souvent ne reflète pas leur point de vue et les dépossède de leur propre culture, et celui de leur rétablissement dans l'intégrité de leur humanité. « Je n'aime pas être transformé en objet », disent-ils⁶. Ils tiennent à rester des personnes, des sujets acteurs à part entière, non seulement de leur vie mais de la recherche qu'elle inspire et fait vivre. Parce qu'il est lancé dans un contexte de renégociation des relations entre l'État canadien et les peuples autochtones, entendre cet appel devient vite un impératif au Canada, d'où la position pionnière de la Confédération dans ce domaine.

Élaborés dès 1982, année de la reconnaissance des droits ancestraux ou issus de traités des Amérindiens, des Inuit et des Métis du Canada dans la *Loi constitutionnelle*, les *Principes d'éthique pour la recherche dans le Nord* étaient une première. Le texte, très normatif, constituait, de fait, une sorte d'expérimentation – ce que j'ignorais quand je le découvris en 1991. Depuis, les choses ont évolué. Les textes plus récents indiquent une prise en compte de la complexité des questions éthiques. Progressivement, on passe de

6. Remarque entendue en de multiples occasions. « *I didn't like being objectified* » expliquait Alice Pogotak Kimiksana, venue d'Ulukhaktok (Canada) pour participer pour la première fois à un colloque de chercheurs – où elle avait coprésenté une communication avec une autre Inuk – et commentant l'expérience avec d'autres Inuit pendant le banquet de clôture (Québec, 19 mai 2001, 4^e Congrès de IASSA).

L'éthique et le terrain

l'énumération brève à de longs paragraphes toujours plus nuancés, l'enfermement dans une pensée normative s'estompe, comme en témoigne la comparaison de la première et de la seconde version anglaise de ces *Principes* (Graham, 1998 – document en ligne) et, plus encore, du texte fédéral de référence évoqué plus haut (voir le site du GER).

► **Proposer des réponses là, se poser des questions ici : différentes façons de donner des repères**

« La réflexion éthique n'est pas celle qui fournit les vraies réponses, c'est celle qui pose les vraies questions :

- lors du choix d'une thématique ou de la définition d'un axe prioritaire de la connaissance à acquérir,
- lors de l'acquisition de la connaissance : les moyens utilisés respectent-ils l'homme, l'animal, l'environnement,
- lors de la transmission de la nouvelle connaissance en prévoyant les problèmes éthiques que pourraient poser les applications de la recherche.

Les chercheurs doivent donc, à tous ces stades, prendre conscience des problèmes rencontrés et, si nécessaire, les transmettre pour avis le plus démocratique qui soit, au minimum en interrogeant les instances que la société a mises en place. »

(<http://www.cnrs.fr/infoslabos/reglementation/instances.htm>)

Face à ces propositions nord-américaines, l'incompréhension est grande en Europe continentale. Ainsi, en France, on perçoit ces textes comme relevant davantage d'un code moral que d'une éthique de la recherche, le premier renvoyant à une Loi transcendante, à un devoir universel, la seconde à une sagesse pratique irrémédiablement subjective (Ricœur, 1990). La formalisation de l'éthique serait en somme anti-éthique, en ce qu'elle ramène la diversité des situations et questions à des catégories et réponses prédéfinies, ne laissant aucune place au jugement des acteurs, en contexte. Or, sur le terrain, l'éthique, telle que la plupart d'entre nous en font l'expérience, relève d'un bricolage autrement plus complexe que l'application d'une série de recommandations simplifiant le réel. Pourtant, il est regrettable qu'un scepticisme en soi de bon aloi conduise encore trop souvent à balayer d'un revers de la main la question elle-même.

D'ailleurs, le CNRS reconnaît désormais la pertinence de cette question (voir déclaration ci-dessus), sous une forme qui témoigne on ne peut mieux de l'écart culturel qui sépare deux des composantes du monde occidental. Là où les « Anglo-Saxons » ont opté d'emblée pour une posture pragmatique,

formalisant les relations sur le terrain et se donnant des règles pratiques, nous pensons en France qu'il importe surtout de bien poser les termes du problème. Le bon sens fera le reste. On ne peut cependant ignorer cette mise en garde : « Les chercheurs doivent être conscients du fait que les bonnes intentions ne suffisent pas toujours à éviter des réactions défavorables ou les incidences négatives de la recherche » (voir document 1), qui relève, elle aussi, du bon sens.

Les chartes éthiques et autres déclarations de principes doivent être comprises comme des points de repère, des guides – et le terme anglais *guidelines* le dit clairement – pour accompagner une réflexion plus poussée et orienter l'action en situation. Elles nous rebutent car, prenant une forme non conforme à notre façon française d'engager la réflexion, nous les interprétons mal. Ce sont des points de départ, non pas d'arrivée. Suivre à la lettre tous les points de la charte de sa profession ou de son établissement ne garantit pas un comportement éthique dans la recherche sur le terrain, et n'indique presque rien sur ce qu'il faut faire en amont et en aval. Le rôle de ces textes est surtout d'alerter les chercheurs sur la nécessité de considérer sérieusement l'ensemble des points d'achoppement que révèlent, en filigrane, les injonctions à faire ceci et à ne pas faire cela.

Que l'on préfère, comme dans le monde anglo-saxon, s'appuyer sur des réponses concrètes pensées pour être des guides de et dans l'action, ou que l'on favorise plutôt, comme en France, une réflexion plus abstraite sur les termes du problème, l'enjeu central de l'éthique de la recherche en sciences sociales est le terrain. Les chartes et principes éthiques ne considèrent d'ailleurs que cet aspect.

D'une part parce qu'il est susceptible de se rebeller, et le recours aux tribunaux n'est plus une spécificité du monde anglo-saxon qui ne nous concernerait donc pas. C'est pourquoi l'éthique du terrain accorde une place centrale à la protection des données personnelles, au respect de la vie privée et de la liberté des personnes engagées dans une recherche. Même en France cette question est aujourd'hui envisagée, mais l'information reste peu accessible⁷.

D'autre part, et plus profondément, parce que le terrain pose de façon aiguë la question de la relation chercheur(s) (mais l'on est souvent seul sur le terrain)/interlocuteur(s), dans une situation où le premier, pour jouer un rôle précis – celui du chercheur, justement – n'en reste pas moins, d'abord et avant tout, une personne. Formulé ainsi, cela semble d'une banale évidence. Pourtant, comme le soulignent tant la synthèse collective de l'Atelier « Éthique » de

7. Ainsi, malgré mes efforts, je n'ai retrouvé nulle part les « Cinq règles d'or à respecter [dans la recherche en sciences sociales] validées par le CNRS et la CNIL et citées dans la Synthèse de l'Atelier « éthique » de l'École d'été de géographie sociale de 2006 (collectif d'auteurs, 2008).

L'éthique et le terrain

2006 (collectif d'auteurs, 2008) que Marie Morelle et Fabrice Ripoll (2009), et nombre de collègues anglophones (Cloke *et alii*, 2000 ; Cloke, 2002 ; Smith, 1998 et 2000 ; Valentine, 2005 ; White et Bailey, 2004), c'est autour de cette double face du chercheur que tout se noue. Le terrain est, qu'on le reconnaisse ou non, une rencontre entre des personnes, des sujets, avec leurs affects et leur intelligence, leurs projets professionnels et personnels. Assumer cela est à mon sens la première condition nécessaire, mais non suffisante, à une conduite véritablement éthique de la recherche de terrain.

► Des questions éthiques que la recherche de terrain soulève

« Les 5 points clé de l'éthique de la relation chercheur/cherché(s)

1. Consentement informé. Le chercheur devrait présenter son projet d'une façon claire et précise aux cherchés, et leur demander leur accord sans exercer de pression sur eux.
2. Protection de la vie privée. Le chercheur devrait s'abstenir de rendre publiques des choses dites ou faites dans un cadre strictement privé.
3. Blessure. Le chercheur devrait éviter que sa recherche ait des conséquences négatives tant pour les personnes étudiées que pour d'autres.
4. Exploitation. Le chercheur devrait éviter d'« utiliser » ses interlocuteurs en recueillant auprès d'eux des informations sans rien leur donner ou presque en échange.
5. Sensibilité aux différences culturelles et de genre. Le chercheur devrait être sensible aux droits et croyances et à la culture des cherchés, ainsi qu'à leur position au sein de relations patriarcales de pouvoir. »

(Cloke *et alii*, 2000 p. 135 — Traduction libre de l'anglais par l'auteur)

Les centaines de pages, les dizaines de chartes et autres règles d'or en *x* points clé cherchent à établir les modalités d'une relation satisfaisante, pour les deux parties, sur le terrain. Or, dans cette optique, plusieurs questions éthiques essentielles que nous pose le terrain restent à mon sens irrésolues.

Pour bien comprendre les termes de l'équation, il faut commencer par poser clairement que le « terrain » n'existe pas tant que le chercheur n'y est pas, et disparaît dès qu'il n'y est plus. Le terrain est un espace-temps défini par le chercheur lui-même (elle-même), qui y transpose ses interlocuteurs, les fameux « acteurs locaux », dans le mouvement même de son propre déplacement. En cela, tout chercheur agit en démiurge. L'équation

du terrain est ainsi irrémédiablement marquée par le profond déséquilibre de ses termes, de la relation chercheur/interlocuteurs. Les uns, le plus souvent, n'ont rien demandé. L'autre les a construits en « terrain » et attend d'eux qu'ils soient disposés à répondre à toutes ses demandes, « au nom de la science ». Mais le terrain qu'il a créé, et qui est donc incontestablement sien, est composé pour une bonne part de personnes réelles dont la vie, pour se dérouler « sur » le terrain du chercheur, ne s'inscrit pas « dedans ». Les questions éthiques irrésolues se nichent dans ce malentendu fondamental, et inévitable. Quatre d'entre elles retiennent plus particulièrement mon attention.

Première question : le temps et la durée

En Grand Ordonnateur de « son » terrain, le chercheur le plie à son rythme, à son calendrier. L'espace-temps du terrain, qu'il soit proche ou lointain, est toujours inscrit d'avance dans une durée limitée : il a un début et une fin.

Avant même l'arrivée, la date du retour est fixée et le temps qui sépare l'ouverture de la fermeture du terrain est déjà rempli, quelle que soit sa durée : rempli d'objectifs, de données à collecter, de phénomènes à comprendre, de « moments » à capturer. Cette tendance au remplissage découle du fait que le terrain est contraint par un double budget : financier et temporel. Au fur et à mesure que les chercheurs avancent dans leurs carrières, le rapport s'inverse entre ces deux budgets : il devient plus facile d'augmenter le premier, mais le second se réduit inexorablement. Et si les directeurs de recherche expliquent volontiers à leurs étudiants qu'il faut « savoir s'ennuyer sur le terrain », force est de reconnaître que, en situation, la plupart d'entre nous y sommes hantés par la perte de temps. Il faut rentabiliser le plus possible la durée si difficilement dégagée, chaque minute devient précieuse. Même ces fameux moments « d'ennui », si essentiels en recherche qualitative, sont prévus et comptabilisés.

Or, ce rythme s'impose au chercheur mais aussi, par voie de conséquence, à ses interlocuteurs. Lesquels peuvent ne pas être disponibles, et voir pourtant le chercheur, pris dans ses propres contraintes, s'entêter. Si cela peut donner lieu à des scènes plus ou moins cocasses et sans grande conséquence (voir *infra* l'une des saynètes de terrain décrites par Georgette Zrinscak), il n'en va pas toujours ainsi. Surtout lorsque le terrain implique la répétition des interactions avec les mêmes interlocuteurs, et davantage encore lorsqu'elle se déroule auprès d'une population réduite, qui subit collectivement le rythme imposé par le programme du chercheur, et son éventuelle angoisse. En recherche qualitative, le chercheur veut faire émerger une parole dans le respect de son interlocuteur mais, le plus souvent, il ne peut attendre et tente de provoquer cette parole plutôt que de patiemment attendre qu'elle se

L'éthique et le terrain

forme. Il arrive aussi que le rapport soit inversé : le chercheur a du temps, c'est l'interlocuteur qui n'en a pas, ou ne veut pas en dégager, refusant ainsi d'entrer dans l'espace-temps du terrain.

Le problème de la durée s'inscrit aussi dans un temps plus long : une fois parti, le terrain achevé, le chercheur reviendra-t-il ? Et ce retour sera-t-il toujours conditionné par un projet de recherche ? À nouveau, la question est d'autant plus sensible que le contact avec les interlocuteurs a été étroit. On insiste aujourd'hui sur l'obligation de restitution : communication des résultats au « terrain », par l'envoi des publications, de textes plus accessibles que les articles spécialisés, de films, de photos, etc. Mais cette forme de retour règle un peu trop vite à mon sens la question de la responsabilité face aux relations construites avec les interlocuteurs, notamment dans le cadre d'enquêtes de type qualitatif.

Les textes consacrés à l'éthique de la recherche sur le terrain en sciences sociales sont muets sur cette question du temps et de la durée. Le problème est pourtant aigu. On attend des interlocuteurs qu'ils se livrent, on instaure pour cela une relation de confiance, comme le rappelle Emmanuelle Petit (voir *infra*). La clore aussitôt obtenu ce que l'on cherchait, n'est-ce pas instrumentaliser l'interlocuteur, voire lui nier sa qualité de personne dans sa globalité ? Les principes éthiques insistent sur la nécessité de bien informer les cherchés du but de la recherche. On sait pourtant que ce n'est parfois pas possible, dans le cas d'enquêtes sur des questions délicates – et cela arrive aussi en géographie (voir à nouveau Petit, *infra*). Mais n'est-il pas moins éthique d'achever la relation instaurée une fois le but du chercheur atteint que de ne pas dire exactement ce que l'on cherche ? D'autant que, parfois, on ne le sait pas tout à fait soi-même...

L'enjeu sous-jacent est bien celui de la reconnaissance de ceux qui habitent « là-bas » (la distance à « l'ici » du chercheur n'importe pas) comme des personnes à part entière, existant en dehors de l'espace-temps du terrain, c'est-à-dire hors d'une relation qui les définit comme les interlocuteurs, parfois même « les cherchés », du chercheur. Compte tenu des contraintes du double budget, mais aussi d'autres paramètres qui varient d'un chercheur à l'autre, il n'est pas toujours simple d'aller « là-bas » sans autre but que la simple visite, qui inscrit le lieu et ses habitants dans une autre dimension que celle du terrain. En la matière, il revient à chacun, selon ses moyens et sa personnalité propre, d'inventer les formes éthiques d'un tel dépassement/déplacement. Instaurer telle ou telle pratique en principe de conduite nous ferait retomber dans les chausse-trapes des énoncés normatifs critiqués plus haut, mais il importe de bien prendre conscience du problème.

Deuxième question : le don et le contre-don

Dans l'espace-temps du terrain, le déséquilibre de la relation entre les deux parties rend problématique la pratique du don – contre-don comme modalité essentielle du rapport entre les personnes. Il s'ensuit un certain malaise pour les chercheurs, qui s'inquiètent de « prendre » sans « rendre », ou si peu, et d'utiliser autrui à leurs propres fins. D'autant que certains interlocuteurs forment ouvertement cette critique.

C'est en réponse à ce souci que les Nord-Américains ont instauré le principe du paiement des entretiens. Ceux-ci deviennent une transaction comme une autre, qui a son prix, lequel varie en fonction de l'offre et de la demande, de la disponibilité de chacune des deux parties, du temps dont chacun dispose pour « donner », et « recueillir ». L'information est une marchandise, chacun est rétribué pour sa peine et celui qui la « vend » comme celui qui « l'achète » en tire un bénéfice ; directement pécuniaire pour le premier, indirectement pour le second, qui construit en l'acquérant un morceau de sa carrière, rémunérée. C'est pourquoi ce paiement des interlocuteurs, qui choque tant les chercheurs d'Europe continentale, autant au nom de la science que de l'éthique, est en revanche considéré outre-Atlantique comme la base d'une pratique éthique de la recherche. Là-bas, toute demande de financement d'un projet incluant la conduite d'entretiens doit impérativement prévoir cette rétribution dans le budget prévisionnel, au risque d'être retoquée par les évaluateurs des organismes financeurs (publics comme privés) et, en amont, par le comité d'éthique de l'établissement du porteur du projet.

Mais peut-on se contenter de ce rachat, de ce déplacement de la relation de terrain du champ humain vers le champ économique ? D'autant que ce n'est pas le chercheur qui paye, mais ceux qui le financent. La personne du chercheur est ainsi totalement désengagée. De sorte que, à moins d'accepter cette reconfiguration profonde de l'espace-temps du terrain en sciences sociales, les interrogations humaines auxquelles est confronté le chercheur ne sont en aucun cas réglées par cette pratique.

Troisième question : la responsabilité du chercheur

La responsabilité est au cœur de la réflexion éthique, on l'a vu à plusieurs reprises. Elle est une conséquence de la position de démiurge du chercheur par rapport au terrain : en bon créateur, il se reconnaît responsable de sa création. Ceci va de pair avec un sentiment d'appropriation, exprimé d'abord dans cette façon si significative de dire le terrain : « mon/ton/son » terrain. Si un certain sentiment d'exclusivité peut créer des difficultés entre chercheurs, le véritable problème de cette appropriation est celui du type de relation que cela établit avec les acteurs du dit terrain : les habitants, les entrepreneurs,

L'éthique et le terrain

les responsables politiques et autres représentants, etc. Tous deviennent des « choses » que l'on s'approprie dans le cadre de la recherche. Cette réification inscrit le terrain dans une relation où le chercheur se pense comme seul aux commandes. Les autres doivent entrer dans ses cadres et son programme, y compris éthique.

Paradoxalement, l'appel à la responsabilité du chercheur au nom de l'éthique renforce cette vision des choses. Le chercheur devient responsable « de » son terrain, « pour » son terrain, comme le Petit Prince l'est pour sa fleur. Les angoisses éthiques exprimées, au tournant des années 2000, par plusieurs géographes très en vue dans le monde anglophone, sont, à ce sujet, très éclairantes. Les chercheurs s'interrogent : sous l'effet de la pression exercée sur eux pour toujours publier plus, n'ont-ils pas oublié leurs responsabilités vis-à-vis du terrain, plus préoccupés de boucler un « papier », puis un autre, que de l'utilité de leurs textes pour ceux-là même dont ils parlent ? (Valentine, 2005). Le problème est ici que l'on néglige la capacité d'agir en propre de ces « autres » : ont-ils vraiment besoin du chercheur ? Et en ont-ils besoin selon les modalités définies par celui-ci ?

À nouveau, les principes éthiques ne font à mon sens qu'effleurer la question, lorsqu'ils insistent sur la nécessité de consulter les acteurs locaux quant à leurs propres besoins en matière de recherche. Or, les données du problème me semblent plus complexes. Car la responsabilité du chercheur n'est pas forcément de faire une recherche directement perçue – par lui-même ou par ses interlocuteurs – comme « utile » pour ce territoire dans lequel il a aménagé son terrain.

En Arctique par exemple, les chercheurs en sciences sociales se sentent souvent investis d'une responsabilité de « sauvetage » d'éléments de la culture inuit menacés de disparition pour cause de mutation rapide de la société. Nombre de projets sont ainsi motivés par l'idée de couvrir un domaine de la connaissance – la toponymie par exemple – dans un but d'archivage. Or, qu'observe-t-on sur le moyen terme ? Que bien souvent, les Inuit refont entre eux ce que le (ou la) chercheur a fait quelques années auparavant. Et le (la) chercheur de s'énerver : « mais enfin, je l'ai fait il y a 5 ans (ou 10 ans, ou 20 ans) ! ». C'est que nous pensons la connaissance comme une accumulation, alors que les Inuit la pensent comme une action, et considèrent, en outre, que tout savoir étant nécessairement inscrit dans un contexte spécifique il n'est jamais mobilisé deux fois de la même façon. Conduire plusieurs fois la même enquête toponymique ce n'est pas refaire plusieurs fois la même chose, mais vivre à chaque fois des expériences différentes qui, toutes, contribuent à enrichir le savoir géographique de celui ou celle qui les réitère (Collignon, 2004a).

De même, s'il s'agit, pour le chercheur responsable menant ses travaux auprès de minorités, de travailler à la prise en main de leur propre destin par

ces populations (à leur *empowerment*, terme anglais si difficile à traduire), la recherche en partenariat et la recherche-action ne sont pas les seules façons d'y œuvrer. Une recherche élaborée sans concertation préalable et menée sur le terrain de façon « classique » peut même être plus efficace, lorsqu'elle est reprise par la suite par les acteurs locaux eux-mêmes, qui s'en inspirent pour mener leur propre enquête, selon des modalités et à des fins uniquement définies par eux-mêmes. On pourrait en conclure que le chercheur a mal fait son travail, puisque d'autres le refont après lui. Il me semble au contraire que c'est là l'une des meilleures (pas la seule) reconnaissances de son utilité. Du moins est-ce ainsi que je considère le fait que, deux ans après mes recherches sur leur espace domestique, les Inuit d'Ulukhaktok aient entrepris un travail très similaire, à usage strictement interne.

Car s'il convient de répondre aux demandes, il convient tout autant de continuer à ouvrir de nouvelles voies, à sortir de l'ombre des questions clés jusque-là invisibles, ou impensées. Il serait dommage que, sous couvert d'éthique et de respect des acteurs locaux, les chercheurs renoncent à la fonction qui est la leur et qui est au cœur, justement, de l'éthique de leur profession.

Quatrième question : le terrain, pour quoi faire ?

Ce n'est pas tout de construire un terrain dans le cadre d'un projet ou d'un autre. La question est de savoir quelle place on lui accorde dans la recherche elle-même. Que représente-t-il pour le chercheur qui s'y rend ? Qu'en attend-il ? Quelle place lui accorde-t-il dans la construction de son propos ? Si le terrain est un apprentissage (voir Retaillé *infra*), cela signifie que l'on doit le prendre au sérieux.

Cela peut se décliner de plusieurs façons. Renoncer parfois à tout projet d'écriture scientifique, parce que le terrain « résiste » à toutes les tentatives de construction. Ainsi Elsa Chavinier, partie en Inde du sud pour étudier l'identité Chendu (une tribu autochtone) y trouve un groupe humain qui, non seulement ne se reconnaît dans aucune des identités construites à son propos, mais n'en propose pas d'autre en rechange. Quelle thèse écrire alors ? Elle aurait aisément pu construire une brillante analyse, appuyée sur un cadre théorique fort, mettant en avant les effets de l'assujettissement. Elle préfère coller à ce que disent les Chendu et écrire un texte hors des normes académiques, mais seul à même de rendre compte de cette quête vaine et de lui donner tout son sens (Chavinier, 2007).

La recherche en partenariat est une autre voie possible, fort encouragée aujourd'hui (voir par exemple, document 1, les trois premiers points de l'introduction). Le plus souvent, « recherche en partenariat » signifie que les acteurs locaux participent à l'élaboration du projet, dont la conduite est placée sous la responsabilité du chercheur patenté. Le « terrain » est

L'éthique et le terrain

entendu, mais aussitôt repris dans la matrice des procédures rôdées de la recherche scientifique. Cependant, des pratiques plus radicales sont possibles. Ainsi Irène Hirt, arrivée pour étudier les jeux d'identité des Mapuche dans leur rapport à l'État chilien, se retrouve cartographe à leur service pour dresser la carte des lieux sacrés et des terres spoliées, carte qui deviendra l'un des documents de référence dans la négociation avec l'État. Ce faisant, elle accepte les formes Mapuche d'administration de la preuve : par exemple, à propos de la localisation de tel ou tel lieu, le fait de l'avoir vu en rêve à cet endroit précis est considéré comme une validation suffisante (Hirt, 2008).

Mais, de façon plus radicale, prendre le terrain au sérieux signifie à mon sens aller jusqu'au bout de ce qu'on y découvre, soit parfois repenser nos concepts pour y intégrer ce que des conceptualisations autres proposent, au-delà du constat des écarts au modèle. Un travail entrepris notamment autour des concepts d'espace, en partant des espaces nomades (Retaillé, 1998 et 2009) et de ville, en partant des villes indiennes (Louiset, 2001). Il ne s'agit plus alors d'aller sur le terrain pour voir et comprendre ce qui s'y passe, pour vérifier si et comment ce qui s'y passe entre dans telle construction théorique ou valide telle hypothèse, mais bien de s'y rendre pour y élaborer une géographie vraiment scientifique, c'est-à-dire visant à une certaine universalité (Collignon, 2004b). C'est comme cela qu'il faut interpréter le point 5 des *Principes d'éthique pour la conduite de la recherche dans le Nord* (encadré 1), où « incorporation des connaissances traditionnelles » (disons « vernaculaires » pour sortir le propos du seul cadre autochtone) ne doit pas signifier seulement « incorporation des informations » mais bien « incorporation des conceptualisations » autres que celles du savoir scientifique occidental, qui n'est jamais qu'une forme particulière de savoir.

Si l'on veut véritablement tenter de construire un savoir géographique « universel », il faut commencer par cesser d'encadrer ce savoir dans la pensée scientifique occidentale. Là réside, à mon sens, une véritable éthique de la recherche sur le terrain en géographie humaine. Ceci n'est pas sans rapport, on l'aura compris, avec les critiques postmodernistes et la théorie post-coloniale.

► L'éthique, un nouveau paradigme pour le terrain et au-delà ?

Dans l'activité des chercheurs géographes, le terrain est le lieu privilégié de la rencontre avec le questionnement éthique. Il façonne désormais pour une bonne part les projets de recherche des géographes anglo-saxons, soumis à une très grande formalisation d'une question éthique qui structure aussi bien la recherche que les échanges économiques et les activités de production.

L'éthique semble bien en passe de s'imposer, au moins là-bas, comme le nouveau paradigme dominant, bien au-delà du seul domaine scientifique. En Europe continentale, l'éthique reste peu présente. Dans le champ des sciences elle n'a, pour l'instant du moins, vraiment sa place qu'en sciences de la vie et de la santé. Curieusement, on semble considérer que les sciences sociales ne sont pas concernées. Les interrogations y restent individuelles.

Il convient pourtant de s'emparer de la question. Car ce qui se joue aussi à travers les règles éthiques que l'on se donne là-bas, les questions que l'on formule ici, c'est la définition même du terrain, et en particulier des personnes et groupes qui le constituent. Les chartes éthiques, lorsqu'elles sont très normatives, forment non seulement les chercheurs mais aussi les cherchés, qui sont définis par les exigences qu'on leur attribue. Une façon de normer la rencontre des êtres dans l'espace-temps particulier du terrain qui nous semble, à nous Français, étrange, car nous l'observons de l'extérieur.

Cette incompréhension même nous rend plus sensibles au caractère irrémédiablement géographique de toute éthique, nécessairement située, inscrite dans un contexte culturel, économique, social et politique. C'est pourquoi, plutôt que de rejeter la question de l'éthique comme l'un des innombrables visages de l'impérialisme américain, parce que nous ne nous retrouvons pas dans la forme qu'elle a prise outre-Atlantique, nous devons relever le gant et entrer dans le débat. À notre façon, moins pragmatique et moins normative, consciente de l'importance tant des contextes culturels dans lesquels se construisent les interactions que de la personnalité propre à chaque sujet, chercheur et cherché, impliqué sur le terrain dans la construction d'un savoir scientifique partagé.

■ Remerciements

Je remercie Anne-Cécile Hoyez et les organisateurs de l'école d'été de géographie sociale de 2006 pour m'avoir invitée à me joindre à l'atelier « Éthique », ainsi que tous les participants à cet atelier (Marianne Blidon, Julien Brachet, Arnaud Brennetot, Anne-Cécile Hoyez, Marie Morelle, Denis Retaillé, Fabrice Ripoll et Vincent Veschambre). Je remercie également Michelle Daveluy pour ses explications quant au fonctionnement des comités d'éthique au Canada et Ludger Müller-Wille pour ses commentaires d'une version antérieure de ma partie introductive, et pour le partage de ses points de vue sur le besoin d'éthique en recherche ; ainsi que Claire Hancock, Georgette Zrinscak, Pierre Beckouche et Alban Rideau pour leurs commentaires au cours de l'élaboration de ce texte. Je remercie en outre mes étudiants de Master qui, par leurs questions à propos de l'éthique, ont fait avancer ma réflexion et mes positions – en particulier Muriel Froment-Meurice à propos de ses recherches auprès des SDF de Paris. Je remercie enfin les Inuinnait, en particulier ceux d'Ulukhaktok, patients interlocuteurs et partenaires de mes tâtonnements.

L'éthique et le terrain

Références citées et quelques références de base

- Buttimer A. (1974), *Values in Geography*, Washington DC, Association of American Geographers, Commission on College Geography, Resource Paper 24.
- Chavinier E. (2007), *Identité des origines, identité du devenir. Perspectives géographiques : les Chenchus des Nallamalai. Inde du sud*, Rouen, université de Rouen, Dept. de géographie, Thèse, disponible en ligne : <http://elsa-chavinier.eklablog.com/>
- Cloke P., Cooke P., Cursons J., Milbourne P. et Widdowfield R. (2000), « Ethics, Reflexivity and Research : Encounters with Homeless People », *Ethics, Place and Environment*, 3 (2), p. 133-154.
- Cloke P. (2002), « Deliver us from evil ? Prospects for living ethically and acting politically in human geography », *Progress in Human Geography*, 26-5, p. 587-604.
- Collectif d'auteurs (2008), « Quel sens et quels usages de la notion d'éthique au sein de la géographie ? », *Travaux et documents de l'UMR 6590-ESO n° 27 – Dossier « L'espace social : méthodes et outils, objets et éthique(s) – École d'été de géographie sociale, 2006 »*, Rennes, p. 55-66 (disponible en ligne sur le site de la revue).
- Collignon B. (2004a), « Recueillir les toponymes inuit. Pour quoi faire ? », *Études Inuit Studies*, 28 (2), p. 89-106 (disponible en ligne sur www.erudit.org).
- Collignon B. (2004b), « It's a long way to the Other. Geographers and geographic knowledges », *Geojournal*, 60 (4), p. 375-379.
- Ethics, Place and Environment - A Journal of Philosophy and Geography*, Londres/New York, Routledge.
- Graham A. (1998), « ACUNS Ethical principles for the conduct of research in the North – Comparison 1982-1997 », *Ethics and Northern Research*, Whitehorse (Canada), Yukon College. <http://ycdl4.yukoncollege.yk.ca/~agraham//ethics/82comp97.htm> – dernière consultation de la page : janvier 2010.
- Hay I. (2003), « Ethical practice in geographical research », in N. Clifford et G. Valentine, *Key Methods in Geography*, Londres/New York, Sage Publications, p. 37-54.
- Hay I. et Israel M. (2006), *Research Ethics for Social Scientists ; Between Ethical Conduct and Regulatory Compliance*, Londres/New York, Sage Publications.
- Hirt I. (2008), *Redistribuer les cartes : Approche postcoloniale d'un processus de cartographie participative en territoire mapuche (Chili)*, Genève, université de Genève, Thèse n° 670.
- Louiset O. (2001), « Les villes invisibles », *L'Information géographique*, 65 (3), p. 219-233.
- Merrifield A. (1995), « Situated knowledge through exploration : reflexions on Bugne's "Geographical expeditions" », *Antipode*, 27 (1), p. 49-70 (1996). [Traduction française : 2001, in J.-F. Staszak (dir), *Géographies anglo-saxonnes. Tendances contemporaines*, Paris, Belin, p. 138-150.]
- Morelle M. et Ripoll F. (2009), « Les chercheur-es face aux injustices : l'enquête de terrain comme épreuve éthique », *Annales de géographie*, 665-666, p. 157-168.
- Proctor J.D. (1998), « Ethics in Geography : giving moral form to the geographical imagination », *Area*, 30, p. 8-18.
- Retaillé D. (2009), « Malaise dans la géographie, l'espace est mobile », in M. Vanier et alii, (dir.), *Territoires, territorialités, territorialisation, controverse et perspective*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, p. 97-114.
- Retaillé D. (1998), « L'espace nomade », *Revue de géographie de Lyon*, 1, p. 71-81.
- Ricœur P. (1990), *Soi-même comme un autre*, Paris, Le Seuil.
- Sack R. (1997), *Homo Geographicus : A Framework for Action, Awareness, and Moral Concern*, Baltimore, The John Hopkins University Press.
- Smith D. (1998), « Geography, morality and community », *Environment and Planning A*, 31, p. 19-35.

- Smith D. (2000), *Moral geographies. Ethics in a World of Difference*, Edinburgh, Edinburgh University Press.
- Storper M. (1997), « Ethics unbound : for a normative turn in social theory », *Environment and Planning D : Society and Space*, 15, p. 1-17.
- Valentine G. (2005), « Geography and ethics : moral geographies ? Ethical commitment in research and teaching », *Progress in Human Geography*, 29-4, p. 483-487.
- Variis auctores. (2006), *Atelier « Éthique » — Textes préparatoires pour l'axe 3 de l'École d'été de géographie sociale 2006*, <http://eegeosociale.free.fr> - rubrique Rennes 2006.
- White C. et Bailey C. (2004), « Feminist knowledge and ethical concerns : towards a geography of situated ethics », *Espace populations sociétés*, 1, p. 131-141 (disponible en ligne sur le site de la revue).

Sites signalés (dernières consultations : janvier 2010)

- <http://www.aag.org> - site de l'Association des géographes américains (USA). Rubrique « AAG Ethics statement ».
- <http://www.acuns.ca/cnstfr.htm> - site de l'Association universitaire canadienne d'études nordiques (AUCEN/ACUNS). Rubrique « Principes d'éthique ». Pour une comparaison de la 1^{re} et 2^e version des Principes voir <http://ycdl4.yukoncollege.yk.ca/~agraham//ethics/82comp97.htm>
- <http://www.cnrs.fr> - site du CNRS (France). Voir les pages s'affichant lors d'une recherche par le mot-clé « éthique ».
- <http://www.ger.ethique.gc.ca> - site du Groupe consultatif interagences en éthique de la recherche (Canada) – Groupe en éthique de la recherche. Voir les pages concernant le processus de révision de *L'énoncé de politique des trois Conseils (EPTC) : Éthique de la recherche avec des êtres humains* ainsi que la rubrique « Liens sur l'éthique de la recherche ».
- <http://www.iassa.gl> - site de l'Association internationale pour les sciences sociales arctiques (IASSA). Rubrique « Ethical principles adopted by IASSA » (attention, le site change d'adresse tous les 3 ans, le siège de l'association étant mobile : à l'issue du Congrès tri-annuel de l'association il migre vers le site qui accueillera le prochain Congrès).
- <http://www.mcgill.ca> - site de l'université McGill (Canada). Voir pages s'affichant lors d'une recherche par le mot-clé « ethics », en particulier la page « Research ethics and Compliance », onglet « Human subjects », « Information documents » (tout en bas de la page).
- <http://www.nrc-cnrc.gc.ca/fra/index.html> - site du Conseil National de Recherches Canada/ National Research Council Canada, à peu près l'équivalent de l'ANR française. Voir la rubrique « Nos recherches », et les pages s'affichant lors d'une recherche par le mot-clé « éthique ».



Mark Emerak, 1970

Partie 2

Savoirs vernaculaires

J'ai rassemblé dans cette partie mes principales publications relatives aux savoirs vernaculaires, qui sont au centre de mes recherches et dont je plaide la prise en compte sérieuse dans la construction d'un savoir géographique savant qui dépasse son inscription dans la science dite "moderne", invention européenne élaborée à partir de la Renaissance, et puisse ainsi prétendre avec quelque argument à une véritable universalité. Cette partie entre en écho avec le premier chapitre du volume 1 de ce dossier, où je j'expose les divers points relatifs à cet ancrage de mon travail dans le champ du vernaculaire.

J'ai d'abord abordé la question des savoirs vernaculaires dans le cadre de ma thèse de doctorat, consacrée au savoir géographique des Inuinnait, soit des Inuit qui vivent dans l'Arctique central occidental canadien (voir repères cartographiques et terminologiques au début du volume 1). Sur la base de cette étude de cas approfondie, j'ai ensuite élargi ma réflexion, non pas en multipliant des études empiriques dans une optique comparative, mais en tentant de théoriser davantage ce qui constitue un savoir dans le domaine du vernaculaire et de trouver des moyens de dépasser la fracture épistémologique qui sépare savoir scientifique et savoirs vernaculaires.

Il y a donc une évolution dans mon propos, au fil des années et des publications, comme on peut le voir dans les textes réunis ici. Les deux premiers portent spécifiquement sur le savoir géographique des Inuinnait : les éléments qui les composent – et définissent ainsi le champ de la géographie dans une perspective inuit – et les grands concepts qui les organisent et leur donnent sens, qui les construisent en savoir. Le texte 10 a été certes été publié en 2006, mais il s'agit en fait d'un extrait de la version française publiée de ma thèse, parue en 1996 (voir liste des publications dans le volume 2 de ce dossier). C'est pourquoi il est placé au tout début de cette partie, en apparente rupture avec le principe de l'ordre chronologique. Les articles suivants élargissent le champ de réflexion.

Les textes 12 et 14 sont consacrés à la définition des savoirs vernaculaires, et à la mise en contexte des recherches à leur endroit dans le champ des sciences humaines et sociales. En le relisant, j'ai été frappée par un certain inachèvement du texte 12, où je ne parviens pas vraiment à proposer de définition générale et dois me résoudre à me limiter à présenter quelques exemples et une démonstration bien incomplète. Si je l'ai cependant retenu pour cette sélection c'est justement parce qu'il témoigne de la difficulté à cerner les savoirs vernaculaires, qui ne vont pas de soi – surtout quand on les aborde depuis le savoir scientifique en tentant de montrer moins en quoi ils en sont éloignés qu'en quoi ils en sont somme toute assez proches. Ce choix, conforme à la façon dont j'ai conçu ce volume, permet au lecteur intéressé de suivre l'évolution de ma réflexion entre le texte 12, écrit en 2000 à l'occasion des conférences de l'Université de tous les savoirs, et le texte 14, publié en 2005, suite à une demi-journée de travail sur les savoirs vernaculaires que l'Association de géographes français m'avait invitée à organiser en novembre 2003. Que le premier texte ait été écrit à l'attention du grand public, et le second à l'attention des géographes français n'a guère eu d'incidence sur le fond du propos – tout juste ai-je dû expliciter davantage quelques notions et concepts de base pour les lecteurs du volume de l'Université de tous les savoirs.

Si les textes 12 et 14 forment ainsi une petite série autonome, le texte 13 en revanche aborde une question différente : le degré de prise en compte des savoirs vernaculaires par les chercheurs, en particulier par les géographes. M'adressant à un lectorat anglophone, essentiellement Britan-

niques et Nord-Américains, je place le débat dans le contexte des multiples exhortations à prendre sérieusement en considération l'Autre (*the Other*) qui ont fleuri dans les publications de ces géographes à partir des années 1990, en lien avec la vague postmoderniste et la montée des *postcolonial studies*. L'écriture de ce texte était motivée par ma frustration à lire chez mes collègues tant de pages parlant de l'Autre, et si peu de pages le laissant vraiment parler, faisant une place à son savoir et pas seulement à son vécu et son histoire. C'est que laisser cette place n'est pas si aisée, et implique des renoncements auxquels nous ne sommes pas forcément prêts.

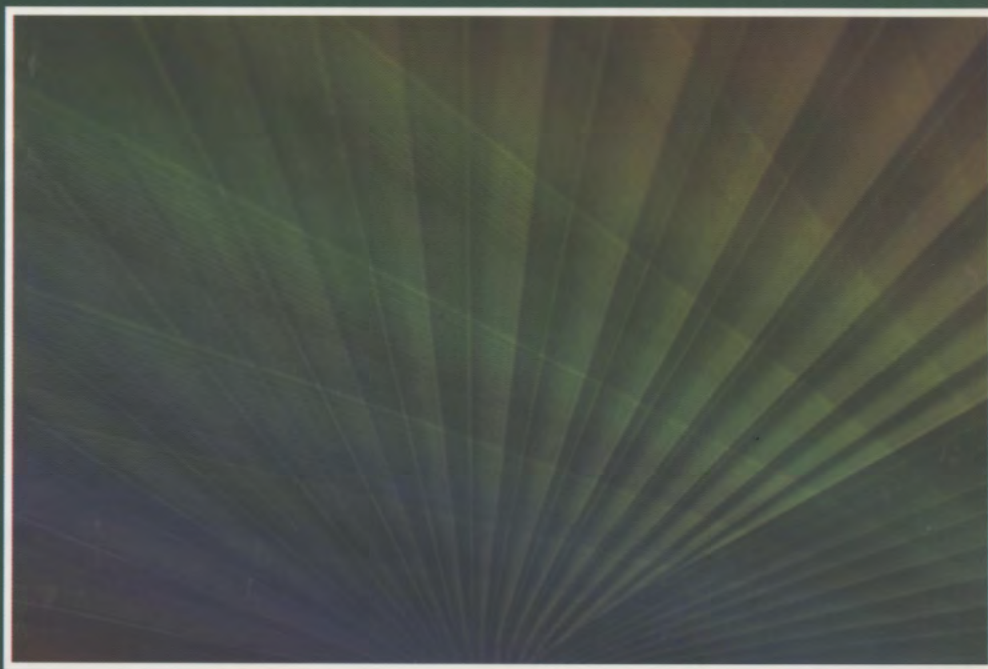
Pour conclure cette partie, je propose un livre : la traduction anglaise de la version publiée de ma thèse de doctorat. Elle figure précisément là à deux titres au moins. Bien entendu, le sujet principal du livre est celui dont traite cette seconde partie. Mais par ailleurs, l'exercice de traduction a en soi constitué une réflexion sur la circulation possible des savoirs, entre le champ du scientifique et celui du vernaculaire. En effet, si j'ai choisi dès 2000 de me lancer dans l'aventure de cette traduction, et y ai consacré beaucoup de temps entre 2001 et 2005 (voir volume 2, page 42), c'est que je le faisais non pas pour mes collègues anglophones – dont beaucoup sont en fait capables au moins de lire le français, pour peu qu'ils s'y résolvent, et qui par ailleurs pouvaient m'entendre en de multiples colloques et me lire dans quelques articles publiés dans leur langue – mais pour mes premiers partenaires dans la recherche : les Inuinnait. Or, cela signifiait qu'il fallait écrire dans un anglais accessible, expliciter quelques concepts mais surtout beaucoup de raisonnements, et constamment s'interroger sur la légitimité d'un texte scientifique traitant d'un savoir vernaculaire qui était celui des lecteurs. Un exercice exigeant, du point de vue intellectuel mais aussi éthique, et qui m'a permis de beaucoup avancer dans ma réflexion de fond sur la rencontre possible de savoirs dont je pose qu'ils ne sont pas incommensurables – ce serait trop facile, trop confortable.

On notera que, depuis 2006, je n'ai plus publié de texte explicitement consacré à la question des savoirs vernaculaires, qui restent cependant présents dans tous mes travaux – raison pour laquelle je les présente comme un ancrage. Ce silence ne signifie pas que j'estime avoir désormais fait le tour de la question. Il s'agit bien plutôt d'une pause, un de ces moments de lente maturation qui caractérisent la vie des chercheurs. Je peux d'ores et déjà dire que l'écriture du premier chapitre du volume 1 de ce dossier a réamorcé un temps de formalisation qui devrait se traduire prochainement par de nouvelles publications sur ce sujet.

Textes retenus - Table

- [10] 2006, « Les connaissances géographiques : des pratiques et des récits », *Revue Internationale d'Etudes Canadiennes*, 33 – 34, « 30 years of Canadian Studies », Ottawa, International Council for Canadian Studies, p. 159-176..... 135
- [11] 1996, « Un savoir géographique marqué par la dynamique », in Tersis N. et Therrien M. (dir.), *La dynamique dans la langue et la culture inuit*, Paris - Bruxelles, SELAF -Peeters, p. 57-74. 157
- [12] 2000, « Les savoirs géographiques vernaculaires ont-ils une valeur ? », in Michaud Y. (dir.), *Qu'est-ce que la société ? Université de tous les savoirs - vol 3*, Paris, Odile Jacob, p. 103-112. 179
- [13] 2004, « It's a long way to the Other. Geographers and geographic knowledges », *Geojournal -Confronting geographic complexity*, 60-4, p. 375-379. 193
- [14] 2005, « Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires ? », *Bulletin de l'Association de géographes français*, 3, p. 321-331. 201
- [15] 2006, *Knowing Places – The Inuinait, Landscapes and the Environment*, Edmonton, CCI Press (U. of Alberta), Circumpolar Research Series n°10. Ouvrage joint au volume. 215

30 years of Canadian Studies around the World



30 ans d'études canadiennes dans le monde

INTERNATIONAL JOURNAL OF CANADIAN STUDIES
REVUE INTERNATIONALE D'ÉTUDES CANADIENNES

33-34

2006

**30 YEARS OF CANADIAN STUDIES AROUND THE WORLD
30 ANS D'ÉTUDES CANADIENNES DANS LE MONDE**

Claude Couture Présentation / Introduction

Robin Winks The Blacks in Canada: A History

Jean-Claude Lasserre L'organisation linéaire laurentienne : un corridor
et une ville-seuil

Coral Ann Howells Canadianness and Women's Fiction

József Kwaterko Le roman québécois de 1960 à 1975 : idéologie et
représentation littéraire

Seymour Lipset The Canadian Identity

Karen Gould Writing in the Feminine: Feminist Misgivings about
Modernity

Marc Levine La Reconquête de Montréal

Béatrice Collignon Les connaissances géographiques : des pratiques et
des récits

Valerie Alia Un/Covering the North

Leslie Choquette Religious Diversity: Protestants, Jews, and Catholics

Masako Iino A History of Japanese Canadians: Swayed by Canada-Japan
Relations

Anthony Sayers Candidate Nomination

Teresa Gutiérrez-Haces Canada et Mexique : à la recherche d'une
origine commune

Archana Verma The Establishment of Little Punjab in Canada

Nubia Hanciau La sorcière dans l'imaginaire fictif chez trois écrivaines
de l'Amérique française

22\$

ISSN 1180-3991

ISBN 1-896450-32-6



INTERNATIONAL COUNCIL FOR CANADIAN STUDIES
CONSEIL INTERNATIONAL D'ÉTUDES CANADIENNES

Introduction

In 2005, the Editorial Board of the *IJCS* was approached by representatives of the Department of Foreign Affairs and International Trade (DFAIT) in order to constitute a list of the 30 most significant works on Canadian Studies written by internationally renowned specialists on Canada. The objective was to celebrate knowledge and scholarship on Canada developed at the international level in honour of the twenty-fifth anniversary of the International Council of Canadian Studies. The journal's editorial board at that time was: Claude Couture, Robert Schwartzwald, Daiva Stasiulis and Guy Leclair.¹

In order to compile a list from the thousands of works published over the course of the last thirty years, the decision was made to draw a list that would not necessarily reflect the "best" works on Canadian Studies at the international level, but rather, a list composed of samples of important works illustrating a balance among disciplines, regions, decades and genders. Also, in order to select works based on relatively objective criteria, the board decided that authors would be chosen from the following lists of award recipients: Northern Telecom Awards for Canadian Studies, Northern Telecom Five Continents Award in Canadian Studies, Governor General's International Award for Canadian Studies, Pierre Savard Awards, and finally, from those authors who had been recipients of the ICCS Publishing Fund. In this manner, we could be sure that chosen texts had already been

Présentation

En 2005, le comité de rédaction de la *RIEC* fut approché par des représentants du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international (MAECI) afin de constituer une liste de 30 ouvrages les plus marquants en études canadiennes écrits par des spécialistes internationaux du Canada. L'objectif était de célébrer le savoir et l'érudition sur le Canada développés au niveau international à l'occasion du vingt-cinquième anniversaire du Conseil international d'études canadiennes. Le comité de rédaction de la revue était alors composé de Claude Couture, Robert Schwartzwald, Daiva Stasiulis et Guy Leclair.¹

Afin d'établir cette liste, parmi les milliers d'ouvrages qui ont été publiés depuis les trente dernières années, il fut d'abord décidé que le choix des textes ne refléterait pas nécessairement les « meilleurs » ouvrages en études canadiennes au niveau international mais des échantillons d'ouvrages importants illustrant un équilibre entre les disciplines, les régions, les décennies et les genres sexuels. Pour en arriver à un choix d'ouvrages à partir de critères relativement objectifs, il fut aussi décidé que les auteurs choisis seraient principalement à partir des listes de récipiendaires des prix suivants : le prix Northern Telecom en études canadiennes, le prix Northern Telecom des cinq continents en études canadiennes, le Prix du Gouverneur général en études canadiennes, les Prix Pierre Savard, enfin les auteurs ayant reçu une subvention du Fonds d'aide à l'édition du CIEC. De cette façon, on s'assurait que les textes retenus avaient déjà fait l'objet de

International Journal of Canadian Studies
Revue internationale d'études canadiennes

through several evaluations. The review work was therefore distributed according to disciplines, although in some cases, as with the works by Lipset or by Winks, all board members had read the books. The list of the 30 chosen works is reproduced at the end of this introduction.

Later, we decided as well not to choose the “best” fifteen works to be published in the *IJCS* from this list, but rather, again, to choose samples of works reflecting the same balance among disciplines, regions, decades and genders. We believe the result is an interesting anthology that should at least serve as a major reference on Canadian Studies. This special issue of the journal can also be considered as an important complement to the work of Serge Jaumain published in 2006 and titled: *The Canadianists. The ICCS, 25 Years in the Service of Canadian Studies / Les Canadianistes. Le CIEC, 25 ans au service des études canadiennes.*

plusieurs évaluations. Le travail du comité fut alors réparti selon les disciplines bien que dans certains cas d'ouvrages « classiques », comme celui de Lipset ou de Winks, tous les membres du comité avaient déjà lu ces travaux. La liste des 30 ouvrages finalement retenus est reproduite dans le tableau à la fin de cette présentation. À partir de cette liste, il fut par la suite décidé de choisir non pas, encore une fois, les quinze « meilleurs » ouvrages pour publication dans la *RIEC*, mais un échantillon d'œuvres reflétant ce même équilibre des disciplines, régions, décennies et genres sexuels. Il en résulte, croyons-nous, une anthologie très intéressante qui devrait à tout le moins servir de référence majeure en études canadiennes. Ce numéro spécial de la revue pourra aussi être considéré comme un complément important à l'ouvrage de Serge Jaumain publié en 2006 et intitulé *Les Canadianistes. Le CIEC, 25 ans au service des études canadiennes / The Canadianists. The ICCS, 25 Years in the Service of Canadian Studies.*

Béatrice Collignon

***Les connaissances géographiques :
des pratiques et des récits***

Résumé

Ce texte correspond aux deuxième et troisième parties du troisième chapitre de Les Inuit ce qu'ils savent du territoire, issu d'une thèse sur le savoir géographique d'un groupe inuit de l'arctique central canadien : les Inuinnait. Ce chapitre est consacré à l'identification non seulement des connaissances géographiques des Inuinnait mais aussi des grands champs de savoirs dans lesquels elles s'inscrivent : les pratiques et la tradition orale. Pour cette dernière, j'ai analysé principalement les récits constitués et la toponymie, à laquelle est entièrement consacré le chapitre quatre de l'ouvrage. L'introduction du chapitre et de la première partie aideront à situer l'extrait.

Abstract

This text corresponds to the second and third parts of chapter three in Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire, which stems from a thesis on the geographic knowledge of the Inuinnait—an Inuit group in Canada's Central Arctic. This chapter is not only devoted to identifying the geographic knowledge of the Inuinnait, but also to the broader field of knowledge to which it belongs: practices and oral traditions. For the latter, I mainly analyzed narratives and toponymy—to which the entire forth chapter of the book is dedicated. The introduction to the chapter and to the first part will help situate the excerpt.

La géographie des Inuinnait se situe à la croisée de deux champs de savoirs différents, qui apparaissent comme les dépositaires privilégiés des connaissances géographiques. Le premier est surtout technique et se compose d'abord d'une série de pratiques ; le second est discursif et repose sur la parole.

Les pratiques : déplacements et activités cynégétiques

Chasseurs et nomades, les Inuinnait associent étroitement la géographie aux déplacements et à la chasse, considérés comme les deux faces d'un même savoir, reconnu pour occuper une place spécifique dans les champs de la connaissance. En effet il importe autant, sinon plus, de savoir retrouver son campement que d'être capable de trouver et de prendre le gibier. Les conversations qui s'y attachent se concentrent plus sur la pratique que sur le

savoir qui la sous-tend, de sorte que l'on peut dire qu'il s'agit d'un savoir peu verbalisé. [...]

Le verbe : la tradition orale

Certaines des connaissances géographiques sont intégrées à un autre champ du savoir, celui de la tradition orale qui, autant que le savoir cynégétique, est au cœur de toutes les cultures inuit. Mon approche de la tradition orale s'est concentrée sur les récits et, plus encore, sur les toponymes. Parce que ces derniers ont occupé une place centrale dans ma recherche, ils sont analysés à part, dans le chapitre suivant.

Si interrogés directement sur le sens implicite des histoires, les Inuit ont tendance à éluder la question, les analyses structurales et, plus récemment, contextuelles, en ont montré toute la richesse (voir page). Les Inuinnait paraissent peu soucieux de classer les récits de leur tradition orale. Dans le recueil de M. Métayer (1973), où les dates d'enregistrement sont indiquées pour chaque récit, il n'y a pas d'ordre apparent. Les mythes fondateurs sont contés entre deux petits incidents d'intérêt local. D. Jenness (1924) et K. Rasmussen (1932) ont tous deux organisé leur *corpus* en suivant un classement thématique, à l'inverse de M. Métayer, qui avait volontairement évité tout classement à l'intérieur de chacun de ses trois volumes, restant ainsi proche des conditions brutes de recueil. Cependant, pour ces trois recueils, ces conditions sont artificielles car elles engageaient le seul conteur et l'ethnographe, en tête à tête, le second sollicitant le premier. En décontextualisant l'acte de la narration, elles rendent impossible toute analyse contextuelle, qui serait pourtant précieuse pour compléter tout autre type d'analyse, notamment sémantique. Cette dernière, que dans sa préface au recueil de M. Métayer R. Savard (1973 : xiii) appelait de ses vœux, reste aussi à faire.

À partir d'une analyse géographique des contenus, il est possible de proposer un classement fondé sur la portée des récits. Ils se rapportent en effet à des espaces plus ou moins étendus et sont ainsi opératoires à différentes échelles. Il n'était pas pour moi nécessaire d'entrer dans plus de détails et un regroupement des récits en trois grands types, correspondant aux trois échelles classiques des géographes, était suffisant. Échelle générale (ou *nationale*) des mythes et de certaines légendes, qui proposent une explication de l'Univers et de la vie humaine partagée par l'ensemble des cultures inuit; échelle régionale de certains récits légendaires et historiques, dont le contenu géographique reflète la lecture du territoire propre au groupe culturel qui les produit; échelle locale, enfin, des relations d'anecdotes qui dressent la carte de l'espace fréquenté par chaque sous-groupes, voire par chaque famille. C'est en somme l'échelle de l'espace¹.

*Les connaissances géographiques :
des pratiques et des récits*

Une explication de l'Univers et de la vie humaine

Des rives du détroit de Béring au Groenland, la continuité des mythes fondateurs de la tradition orale des Inuit a frappé les ethnologues. Il est en effet remarquable d'entendre, à des milliers de kilomètres de distance, les mêmes histoires narrées dans une même langue, en dépit des différences dialectales et des variantes locales quant aux circonstances exactes de certaines péripéties. Ces récits ont une portée générale, ils s'adressent à tous les Inuit. Aussi se lisent-ils à l'échelle « nationale », si l'on admet que l'unité culturelle de ce peuple justifie que l'on parle d'une « nation » inuit. Depuis F. Boas cette grande tradition a retenu l'attention des ethnologues. Cependant, si les recueils sont assez nombreux, la plupart des études approfondies se limitent à un ou deux mythes. X. Blaisel (1993) est le seul à proposer une interprétation globale, étudiant les rites et la cosmologie des Inuit de la Terre de Baffin dans une perspective holiste.

Cosmogonies, origines de la vie humaine et processus de mise en ordre du monde, tous ces récits, très rarement localisés, expriment – aussi – une lecture géographique du monde habité, ils lui donnent un sens pour les hommes qui y vivent, les Inuit.

Cosmogonies

Les mythes fondateurs et les sagas de héros légendaires connus de plusieurs groupes inuit intéressent le géographe en ce qu'ils proposent une explication de l'Univers tel qu'il s'observe. Une cosmogonie détaillée s'attache aux astres – les étoiles, la lune, le soleil – ainsi qu'aux météores – les nuages, les aurores boréales, les arcs en ciel, etc.

K. Rasmussen (1932 : 23) rapporte que, pour les Inuinnait, ces phénomènes célestes sont tous, à l'origine, des Inuit ou des animaux (chiens, ours polaires, caribous²), qui ont été transportés dans les cieux lors d'un événement particulier ou après leur mort, violente le plus souvent. Par exemple, la constellation du Bouclier d'Orion est pour eux *Tuvaaryuit* : « les trois petits chasseurs », qui furent élevés brutalement vers la voûte céleste alors qu'ils poursuivaient un ours polaire. Les Inuit accordent en général plus d'attention aux étoiles dont l'apparition est cyclique – celles qui se lèvent et se couchent – qu'aux étoiles dites circumpolaires, toujours présentes dans le ciel arctique. Les premières sont plus souvent que les autres identifiées comme des êtres humains. Outre des raisons pratiques, celles-là sont plus utiles pour mesurer le passage du temps à toutes les échelles, de la journée à la saison, on peut penser que cette primauté est aussi l'expression d'une reconnaissance, dans ce mouvement de lever / coucher, d'une des caractéristiques des êtres vivants – êtres humains comme animaux.

Les Inuinnait partagent avec les autres Inuit le mythe du soleil et de la lune. *Hiqiniq* (le soleil, une femme) avait un frère : *Tatqiq* (la lune, un

homme). En ce temps là il n'y avait pas de jour, il faisait nuit en permanence. En hiver, les Inuit se réunissaient dans un *qalgik* (grand iglou de danse) pour chanter et danser. Tous les soirs, avant qu'elle sorte de chez elle pour rejoindre les autres, *Hiqiniq* recevait la visite d'un homme qui éteignait la lampe en entrant et avait ensuite des relations sexuelles avec elle. Curieuse, elle voulut un soir connaître l'identité de son partenaire. Elle s'enduisit le nez de suie et attendit. Après que l'homme fut venu et reparti, elle sortit à son tour. Comme elle entra dans le *qalgik*, elle vit *Tatqiq*, son propre frère, le nez noir de suie. Furieuse et honteuse, elle se planta devant lui, coupa ses seins et les lui lança à la figure en lui disant : « puisque tu m'aimes tant, mange moi », puis elle sortit en courant, sa lampe à la main. *Tatqiq* se précipita derrière elle, prenant à peine le temps d'allumer sa propre lampe. Il se mit à lui courir après autour de l'iglou et ils furent soudain enlevés dans les airs. Ils poursuivent aujourd'hui leur course vaine dans le ciel. *Hiqiniq*, dont la lampe était bien allumée, brille de tous ses feux : c'est le soleil. En revanche, la flamme vacillante de *Tatqiq* ne renvoie qu'une faible lueur et pas de chaleur : c'est la lune (Rasmussen, 1932 : 33). Contrairement aux Inuit plus orientaux, les Inuinnait ne pensent pas que tous les morts vivent dans *Qilaak* (« le haut », « le plafond » mais aussi « la sphère céleste ») et que les étoiles sont les fenêtres scintillantes de leurs iglous. Pour eux, les morts habitent un monde d'abondance qui n'est pas perceptible, mais leurs esprits restent sur la toundra. Par ailleurs, on ne trouve, à ma connaissance, aucune cosmogonie relative à la neige et à la pluie dans leur tradition orale. En revanche, l'origine des nuages est expliquée (voir plus loin).

D'après J. G. Oosten (1983), le mythe du soleil et de la lune se rattache à la grande tradition des mythes amérindiens concernant ces mêmes météores. Son sens symbolique concernerait la juste distance qu'il faut garder avec sa parenté, une question évoquée dans la plupart des mythes, qui traitent de façon récurrente de la question de la distance à maintenir entre parents, entre Inuit, mais aussi avec le monde animal et les divers monstres qui peuplaient autrefois la terre.

Origines de la vie et de l'humanité

Les mythes expliquent encore les origines de la diversité de l'humanité et de sa répartition à la surface du monde habité. Les Inuit sont présentés comme ayant toujours existé (du moins dans la tradition orale des Inuinnait, pour ce qui en a été relevé) et sont à l'origine de tous les autres hommes : les Indiens (*Itqilit*) et les autres (*Qallunaat*), qui sont issus de l'accouplement contre nature d'une Inuit et d'un chien, soit d'une situation où les bonnes distances non pas été respectées. En effet, comme cette fille refusait tous les maris qu'il lui proposait son père, fâché, l'abandonna seule avec un chien sur une île, afin qu'elle en fit son époux. Sur les ordres de leur mère, les enfants-chiots nés de cette union partirent les uns vers le Sud (où viennent les *Qallunaat*), les autres vers l'intérieur des terres, sur le continent (où ils

*Les connaissances géographiques :
des pratiques et des récits*

deviennent les *Itqilit*), tandis que les derniers restèrent avec les Inuit. (Jenness, 1924 : récits 72a, b, c, d, e, et Rasmussen, 1932 : 240)

Les Inuit sont également à l'origine de la vie animale. Les mammifères marins, si importants dans la vie quotidienne, procèdent ainsi tous de la même femme. Ils sont en effet issus de la chair tailladée d'une Inuit : *Arnakapkhaaluk*. Enlevée par un chien monstrueux déguisé en homme, elle menait une existence misérable sur une île isolée au milieu de l'océan jusqu'au jour où son père vint en kayak et l'embarqua pour la ramener chez lui. Mais le chien poursuivit les fuyards, se transformant en tempête. Comme le père ne lui rendait pas sa fille, il augmenta la force de la tempête : à tout moment, le kayak risquait de chavirer. Alors, la mort dans l'âme, le père poussa sa fille par dessus bord pour la rendre au mari furieux et sauver sa propre vie. Mais *Arnakapkhaaluk* s'accrocha au kayak. Son père lui coupa alors les premières phalanges, qui devinrent aussitôt les phoques. Comme elle s'accrochait encore, il lui coupa les deuxièmes phalanges, qui devinrent les morses et les baleines. Puis, comme elles s'accrochaient toujours, il lui coupa les troisièmes phalanges qui devinrent les poissons tandis qu'elle coulait au fond de l'océan, où elle habite désormais. Depuis son iglou du fond des mers, elle règne sur les mammifères marins et, lorsqu'elle est fâchée contre les Inuit, elle range tout le gibier sous son lit – non pas le corps mais l'esprit de chaque animal – ainsi que les esprits des armes des hommes et du matériel de couture des femmes. La famine s'installe alors chez les Inuit et il appartient au chaman d'aller parlementer avec *Arnakapkhaaluk* pour calmer sa colère et la persuader de relâcher les esprits qu'elle tient captifs. (Rasmussen, 1932 : 24)

Pour les mammifères terrestres, il n'y a pas de mythe comparable, qui les considérerait dans leur globalité. Leur origine tient au contraire à des événements indépendants les uns des autres. A l'unité du monde marin, s'oppose la diversité du monde terrestre, ce qui renforce l'idée – centrale dans la perception inuit de l'œkoumène – qu'il s'agit de deux mondes bien différents, qu'il convient de séparer dans la pratique. Sans doute ceci est-il aussi lié au fait que les Inuit sont d'abord un peuple de chasseurs de mammifères marins, qui ne s'est tourné que tardivement (vers le XVII^e ou XVIII^e siècle ?) vers l'exploitation du gibier terrestre.

L'origine des Inuit n'est pas évoquée dans les corpus publiés de la tradition orale des Inuinnait. Il y a toujours eu des « hommes par excellence », mais ils étaient peu nombreux et entourés d'êtres à l'identité incertaine, dans un temps où la limite entre monde animal et monde humain restait floue. Certains êtres humains avaient des pratiques déviantes – les anthropophages, les homosexuels³, les Inuit mariés à des animaux – d'autres étaient monstrueux – « ceux qui n'avaient pas d'orifice dans la partie inférieure de leurs corps » (ce qui les empêchait d'avoir des relations sexuelles et d'enfanter), « ceux qui avaient de longues griffes », les géants – d'autres enfin étaient des mutants, des animaux – ours ou chiens, parfois

renards et gloutons – qui prenaient momentanément une forme humaine pour tromper les Inuit.

Mise en ordre du monde

Les légendes rapportent comment, de péripétie en péripétie, les Inuit sont parvenus à éliminer un à un ces êtres à l'humanité mal assurée. Au fur et à mesure, ils ont pu eux-mêmes se multiplier et développer leur société – celle des « hommes par excellence » – n'étant plus sous la menace des géants, des anthropophages et autres ours trompeurs. Ils ont ainsi établi un ordre dans un monde auparavant chaotique. Mythes et grandes légendes s'achèvent lorsque le monde des Inuit est en place.

« Toutes ces histoires datent d'une époque où toutes sortes de choses incroyables pouvaient arriver » confiait un *Iglulingmiuk* à K. Rasmussen (1929 : 257). « C'était l'époque où l'on fabriquait des mots magiques. Un mot dit par hasard pouvait soudain devenir puissant, et ce que les gens voulaient qu'il arrivât pouvait arriver, et personne ne pouvait expliquer comment cela se faisait », lui expliquait encore une *Natsilingmiuk* (1931 : 208. Traductions libres).

Cependant, entre les hommes et le monde animal les relations demeurent étroites. Elles se poursuivent dans le chamanisme : le chaman fait appel aux esprits des animaux pour utiliser, avec leur accord, leur force ou leur ruse pour son propre compte ou pour celui de tout le groupe. X. Blaisel (1993) a montré que cette relation est aussi réactivée en permanence par l'accomplissement des rites. La chasse est ainsi un véritable rituel, dont toutes les étapes, de la quête du gibier à son partage, sont marquées par des gestes ou des paroles obligatoires : au moment de la prise d'un phoque ou d'un caribou, de courtes incantations sont récitées, le gibier est dépecé et découpé suivant certaines règles afin de ne pas offenser son esprit mais au contraire de le remercier, pour qu'il s'offre à nouveau aux harpons ou aux flèches des chasseurs, etc.

Communs à tous les Inuit, ces récits sont au cœur de leur culture et leur sens symbolique imprègne toute la société et tous les champs du savoir. Ils participent ainsi, entre autres, à l'élaboration d'un savoir géographique spécifique. Le recours aux récits symboliques pour rendre compte de l'ordonnement de l'Univers place la géographie inuinnait dans le cadre d'une pensée animiste et magique, fort éloignée de la pensée cartésienne qui préside à la construction de la géographie savante occidentale.

Un mode d'emploi du territoire

Parallèlement à ces récits dont le contenu géographique consiste en une explication de la formation de *Hila* – de « l'Univers » –, la tradition orale transmet des histoires qui se rapportent plus précisément au territoire du groupe qui les élabore. Leur portée n'est plus nationale mais régionale et si

*Les connaissances géographiques :
des pratiques et des récits*

certaines narrations sont partagées par plusieurs groupes, d'autres ne sont connues que d'un seul. Dans le premier cas, chacun les accommode à sa façon, en fonction des caractéristiques de son propre territoire. Dans cette série, les récits ayant un contenu géographique sont associés à des lieux réels, nommés ou décrits précisément, par opposition aux lieux-types – abstraits – des récits de portée nationale. Les événements historiques ou légendaires rapportés dans les histoires de cette seconde catégorie proposent soit des explications sur l'origine de certaines configurations topographiques, soit des recommandations à propos de l'utilisation du territoire.

Explications de configurations topographiques

Un premier type de récit est constitué de légendes qui rapportent l'origine de certaines formes topographiques remarquables. En associant ces récits à des lieux réels, visibles sur le territoire, la tradition orale répond à une triple exigence : répondre à la question de l'origine des phénomènes naturels, affirmer avec force la vérité de l'histoire – les événements qu'elle relate ont bien eu lieu, puisqu'il en reste une marque dans le paysage –, s'approprier des légendes qui appartiennent au fond commun de plusieurs groupes voire de tous. Ainsi on retrouve souvent les mêmes trames narratives d'un groupe à l'autre, mais la mise en scène varie pour s'adapter aux modèles topographiques de chaque région.

Pour les Inuinnait, trois légendes illustrent particulièrement bien le fonctionnement de ce type de récit. L'une associe trois collines situées à l'Ouest de Cambridge Bay (*Amaaqtuq*, *Uvayuq*, *Uvayurruhiq*) à l'origine de la mort. Les trois monts sont les corps des quatre premiers morts de l'humanité : un couple, leur jeune garçon et leur bébé. Ils succombèrent à l'épuisement, l'un après l'autre sur le chemin de l'océan, un été où la famine sévissait à l'intérieur des terres. La topographie porte à jamais le souvenir de cet événement, que rappelle aussi la toponymie : *Amaaqtuq* (« celui qui est une femme qui porte son bébé »), c'est l'épouse qui portait dans son dos un nourrisson; *Uvayuq* (« celui dont l'un des versants est plus long que l'autre »), c'est l'époux, dont on dit qu'*Uvayuq* était son nom; *Uvayurruhiq* enfin, (« le petit *Uvayuq* »), c'est le jeune garçon⁴.

La deuxième histoire rend compte à la fois de l'origine de la rivière Coppermine (*Qurluqtuup kuugaa* : « la rivière de "qui est des rapides" ») et de celle des nuages. Elle ancre dans une réalité régionale une cosmogonie (l'origine des nuages) commune à plusieurs groupes. Une jeune fille enlevée par une ourse grizzly – l'histoire se passe sur le continent – s'échappe de la tanière pendant que la femelle et ses petits dorment en attendant que leur proie, qu'ils croient gelée car la jeune fille se tenait très raide pour les abuser, s'amollisse un peu en dégelant. Poursuivie par l'ourse, elle trace avec son doigt un long trait sur le sol, qui devient aussitôt une puissante rivière tumultueuse : *Qurluqtuup kuugaa*. De l'autre rive, l'ourse l'apostrophe : « Comment as-tu traversé question » Comme la jeune

filles répond qu'elle a bu l'eau et asséché ainsi la rivière, l'ourse se met aussitôt à boire, tant et si bien qu'elle explose. L'eau sortie de ses entrailles s'élève vers le ciel où elle forme les nuages, qui n'existaient pas auparavant⁵. On retrouve ici l'idée du pouvoir de la volonté, exprimée dans ce cas non par des mots mais par un geste. On note d'ailleurs que, dans la tradition orale, le fait de tracer une ligne sur le sol (sur la terre ou la banquise) est très souvent un acte magique, créateur d'une distance qui sépare et protège celui qui en est l'auteur.

Le troisième récit associe la présence de deux marques profondes dans le sol (au Nord-Ouest de Kugluktuk) et d'un énorme rocher (*Ahungahungalik*, situé sur le rivage d'une île du détroit du Dauphin et de l'Union) aux pérégrinations d'un géant. Celui-ci marchait près d'une rivière (*Nuahungniq*⁶) et il était si grand et si lourd que ses pas sont restés imprimés dans le sol, où ils sont toujours visibles. Puis, après avoir terrorisé les Inuinnait qui campaient à proximité, il traversa la mer en deux enjambées, ramassant les phoques à pleines mains sur son passage. Comme il atteignait le petit archipel d'*Ukaliq* (« le lièvre arctique ») les hommes, ayant recours à la magie, le pétrifièrent alors qu'il posait un pied sur le sommet de la falaise. Comme son autre pied était encore dans l'eau, il était légèrement penché en avant, aussi devint-il *Ahungahungalik* (« l'endroit qui a une bosse »), gros rocher plus large à mi-hauteur qu'à la base et au sommet⁷.

Recommandations quant à la pratique du territoire

On peut regrouper dans un second type de récits régionaux ceux qui fournissent des recommandations pour un bon usage du territoire. Ceux-là sont toujours situés dans le temps (plus ou moins ancien) et leur historicité est affirmée. Au-delà d'une certaine diversité, on peut distinguer deux catégories : ceux qui relatent des catastrophes à l'origine desquelles on trouve toujours une erreur d'appréciation de la part des Inuinnait concernés ; ceux qui indiquent des lieux marqués par un certain pouvoir magique ou par la présence d'êtres hors du commun.

Les récits de catastrophes sont assez nombreux dans la tradition orale. Ils rapportent soit des famines dramatiques ayant décimé tout un sous-groupe, soit, pour les Inuinnait du continent uniquement, des rencontres meurtrières avec les Indiens.

Toutes les histoires de famines graves suivent le même schéma. Au printemps, un sous-groupe installé sur une petite île éloignée des côtes connaît une période d'abondance inhabituelle⁸ puis se trouve coupé de la terre ferme au moment de la débâcle et prisonnier sur l'île⁹. Cette situation peut résulter d'un choix délibéré – la communauté décide de passer l'été sur l'île en vivant des réserves de viande accumulées avant la dislocation de la banquise – ou d'une grave erreur d'inattention : trop absorbés par leur chasse et avides d'amasser davantage de viande, les hommes attendent trop longtemps pour retourner sur la terre ferme. Un récit précise qu'il faut voir

*Les connaissances géographiques :
des pratiques et des récits*

là non seulement de l'inconscience mais aussi une certaine paresse : les stocks sont si importants que les Inuinnait n'ont pas le courage de les transporter sur les rives de la terre ferme¹⁰, où ils seraient normalement laissés en dépôt pour être consommés à l'automne, en période de soudure. Las! Les réserves, surestimées, s'épuisent trop vite et la famine s'installe dans le camp pris au piège au milieu de l'océan. Il ne reste finalement que quelques survivants, qui parviennent à gagner la terre ferme en construisant un radeau de fortune à l'aide de traîneaux et de vieilles peaux de phoques. La signification géographique de ces récits est claire : quiconque se risque à ne pas respecter le principe de l'alternance saisonnière dans son occupation du territoire court à sa perte. Dans les versions recueillies par M. Métayer, les narrateurs insistent toujours sur le fait que les Inuinnait furent d'abord victimes de leur propre folie : « ils avaient perdu la raison » commentent-ils en cours de récit.

Les Indiens (*Itqilit* : « les porteurs de poux ») sont des voisins dangereux, rappelle la tradition orale¹¹. Les histoires qui les concernent suivent deux types de trames narratives. Premier cas de figure : par erreur ou nécessité (pour trouver du bois pour les traîneaux par exemple), les Inuinnait franchissent la limite des arbres et passent en territoire indien. Malgré leur discrétion ils sont repérés et les Indiens envahissent leur camp et assassinent ceux qui s'y trouvent. Eventuellement, ceux qui ont échappé au massacre lancent une expédition punitive, mais les Inuinnait sortent rarement vainqueurs de ces rencontres. Second cas de figure : ce sont les Indiens qui, par provocation, quittent la forêt pour la toundra, apparemment dans le seul but de massacrer les Inuinnait. Ils s'attaquent traîtreusement à un camp en l'absence des chasseurs et trucident allègrement les femmes, les enfants et les vieillards. À leur retour, les chasseurs partent à la poursuite des assaillants qu'ils tuent à leur tour, les attaquant par surprise alors que les imprudents festoient dans leurs tipis, se réjouissant de leur forfait¹². Le message géographique est là aussi limpide : si les Inuinnait sont libres de leurs mouvements et règnent en maîtres sur la toundra et la banquise, ils doivent limiter le plus possible leurs incursions dans la forêt, qui appartient aux Indiens. On retrouve à nouveau ici la question de la juste distance.

Une seconde catégorie regroupe les récits qui indiquent des lieux particuliers, à fréquenter avec précaution parce qu'ils sont habités par des êtres étranges, plus ou moins monstrueux : *Tuniti* (« les petites personnes », sortes d'esprits de toute petite taille – ils sont à peine visibles – qui, selon les cas, aident ou harcèlent les hommes) ou poissons carnivores souvent présentés comme des poissons géants.

Les *Tuniti* sont l'objet, pour les récits de portée régionale, de petites histoires courtes qui indiquent seulement les lieux où ils habitent et la sage distance à laquelle les hommes doivent s'en tenir. *Alik* n'avait pas suivi ces recommandations. Il passa sa tête dans la fissure d'un rocher qui n'était autre que le couloir d'entrée de la maison d'une famille de *Tuniti*, tant il était

curieux de voir comment s'organisait leur intérieur. Aussitôt, la fissure se resserra et sa tête resta coincée à l'intérieur. Il ne dut la liberté qu'à l'intervention d'un chaman. (Rasmussen, 1932 : 34). Il est éventuellement recommandé de laisser un peu de nourriture près de l'endroit, afin que les *Tuniti* aient de quoi manger. Leur petite taille ne leur permet en effet guère de chasser eux-mêmes.

Quant aux poissons géants de certains lacs, leur description ne va pas sans parfois rappeler celle du fameux monstre du Loch Ness. Pour chaque lac, la tradition rapporte les circonstances dans lesquelles les Inuinnait découvrirent la présence de cet habitant dangereux. La bête s'attaque soit aux caribous sur un de leurs passages à gué, soit à des chasseurs traversant le lac en kayak. Parfois, elle est seulement aperçue depuis la rive par des pêcheurs. Aujourd'hui, on ajoute souvent que le monstre lacustre a été vu d'avion un jour de grand beau temps. On notera qu'il n'y a jamais plus d'un poisson géant par lac. La longévité du monstre est par ailleurs source de nombreux commentaires. Ces histoires invitent les Inuinnait à être prudents lorsqu'ils traversent ces lacs, mais non pas à les éviter. Ainsi la rive occidentale du lac *Napaagtulik* (« l'endroit qui a des arbres »), au Sud de Kugluktuk est un campement très fréquenté alors que le lac abrite un poisson géant. Mais le monstre n'habiterait qu'une partie du lac, qui est justement celle que l'on évite lorsque l'on traverse le lac gelé et sur les rives de laquelle on ne campe normalement pas.

Ces récits figurent tous au moins une fois dans l'un des trois recueils publiés et m'ont également été rapportés à plusieurs reprises. Sans être toujours connu d'un bout à l'autre du territoire des Inuinnait, chacun s'inscrit dans la tradition de plusieurs groupes voisins. Pour chaque groupe on trouve toujours au moins une histoire de famine et un lac habité par un poisson géant. L'une des fonctions de ces récits est bien d'indiquer comment faire bon usage du territoire, ce qui passe notamment par le respect de certaines distances et de certains rythmes. Qu'ils rendent compte de l'origine d'une forme topographique ou qu'ils concernent la pratique du territoire, ces récits étaient toujours signalés lors de l'enquête toponymique. L'association systématique de l'histoire au lieu indique qu'elle est considérée comme lui étant intimement liée, ce qui est aussi un signe de l'efficacité géographique de la tradition orale, sans prétendre limiter cette dernière à ce seul domaine. L'échelle régionale s'affirme comme celle à laquelle s'énonce une sorte de mode d'emploi du territoire. Les origines de la vie humaine s'inscrivent dans des formes topographiques qu'il convient de respecter pour ce qu'elles représentent ; les mésaventures des ancêtres doivent servir de leçon à leurs descendants.

Une géographie de l'espace vécu

On peut enfin identifier un troisième type de récits, qui sont efficaces à l'échelle locale et dont la portée ne dépasse guère la famille élargie. Ils

*Les connaissances géographiques :
des pratiques et des récits*

relatent les petits incidents survenus aux uns et aux autres en des lieux précis. Récits circonstanciés, où les protagonistes sont nommés, connus du groupe, ils se perdent avec le souvenir de leurs héros.

Ces toutes petites histoires, que l'on raconte à la veillée ou lorsque l'on est sur le lieu même où elles se sont produites, comportent une foule de renseignements géographiques. Ainsi cette petite baie du grand lac *Uyaraktuug* (« le rocailleux ») est celle où tel cousin prit un jour un si gros *ihuuq* (« très gros poisson ») qu'il n'arrivait pas à le hisser hors de l'eau, car il était trop lourd. Il dut demander de l'aide à ses voisins, mais il fallut agrandir le trou creusé dans la glace pour passer la ligne, car il était trop étroit pour ce poisson vraiment énorme. Pour pratiquement tous les lieux nommés du territoire, il existe une anecdote de ce type.

Très variées, elles soulignent les atouts et les pièges de chacun des lieux, indiquent des itinéraires plus ou moins faciles, des raccourcis, de faux raccourcis, fixent quelques toponymes, etc. Mais, plus encore, elles inscrivent dans les mémoires une histoire du territoire par laquelle l'espace, étendue neutre, devient un milieu porteur du vécu des hommes qui l'humanisent sans pour autant l'artificialiser. Plus encore que les précédents, ces récits chargent le territoire d'une épaisseur historique et d'une dimension affective qui jouent un rôle de tout premier plan dans la perception de l'espace et le savoir géographique des Inuinnait.

Aucune d'entre elles ne figure dans les publications de D. Jenness et de K. Rasmussen. Comment interpréter cette lacune ? Considérant qu'elles intéressent surtout le cercle familial, les Inuinnait n'auraient pas jugé opportun d'en faire part aux deux ethnologues ? Ou bien faut-il comprendre que ce sont ces derniers qui, devant leur apparente insignifiance, les ont écartées de leurs corpus ? Le fait que celui de M. Métayer en comporte un assez grand nombre plaide en faveur de cette seconde explication. Cela conforte l'idée que, du point de vue géographique tout du moins, ces récits sont bien partie intégrante de la tradition orale. Ils remplissent les mêmes fonctions que les autres, mais à une échelle inférieure.

La perception du territoire : essai de reconstruction

Un savoir géographique n'est pas seulement fait de connaissances spécifiques, la perception de l'espace y occupe aussi une place importante. En décomposant cette perception il est possible d'identifier les éléments sur lesquels elle se construit et les termes dans lesquels elle se pense. Puisque la géographie est, chez les Inuinnait, éclatée entre deux champs du savoir, il est légitime de partir de ces derniers afin de saisir comment chacun intervient dans la constitution de la perception globale de l'espace. Cependant, pour approcher cette dernière, il convient d'ajouter au savoir cynégétique et à la mémoire une troisième dimension, qui n'est pas le champ d'un savoir mais d'une expérience : l'espace du quotidien, non pas

celui de la chasse et des déplacements mais celui du camp, espace local dans lequel les jeunes Inuinnait prennent peu à peu « conscience de ce qui les entoure », pour reprendre leurs propres termes.

La part du local : un semis de lieux

Les études menées sur la perception de l'espace ont depuis longtemps montré que celle-ci se construit à partir de l'individu, qui appréhende au fur et à mesure qu'il grandit des territoires de plus en plus vastes. À partir du lieu d'enracinement (la maison, puis le quartier, puis la ville ou le village), s'élabore une représentation plus globale de l'espace.

Pour les Inuinnait on retrouve ce même schéma général, avec quelques variations dues à leur mode de vie nomade. La construction ne se fait pas à partir d'un lieu central mais de plusieurs lieux, qui sont autant de pôles sur lesquels repose la perception du territoire. L'enfant grandit dans un contexte de grande mobilité, mais aussi de grande stabilité. Si l'espace extérieur est toujours provisoire, l'espace intérieur, au contraire, ne change jamais : d'un bout à l'autre de l'année et d'une génération à la suivante, il reste organisé de la même façon, à l'intérieur des iglous comme des tentes (voir à ce sujet Collignon 2001).

C'est d'abord sur les lieux que repose la perception inuinnait du territoire. Il est une série de lieux – de points – qui forment un semis sur une étendue dont les interstices sont plus ou moins bien connus. Ces lieux sont ceux de la vie quotidienne : les camps d'abord – les siens et ceux des autres –, les petits lacs poissonneux, les cours d'eau, mais aussi toutes les marques que porte le territoire. Marques visibles, tels les *inukhut*, les caches à viande, les trappes à renards, les formes topographiques originales, etc.; mais aussi marques invisibles des histoires et des anecdotes que seule la parole ancre dans le réel. C'est à partir de tout cela que l'espace s'organise, se découvre et s'appréhende. Il s'établit également une hiérarchie entre tous ces lieux. Les principaux – souvent les camps – servent de références pour situer les autres lieux, qui ne sont perçus que par rapport à ces points forts à partir desquels s'organise le territoire.

Cette question sera reprise dans les chapitres suivants. Il suffit pour l'heure de retenir que la perception de l'espace se construit d'abord sur l'expérience quotidienne de l'espace du camp. Pour les femmes, qui ne participent normalement pas aux activités cynégétiques, le territoire reste ce semis de points dont la mise en relation par des lignes de déplacement demeure mal connue dans le détail. Pour les hommes au contraire, les lieux sont à la base d'une perception beaucoup plus élaborée du territoire.

La part du savoir cynégétique : lignes et surfaces

Le rapport au territoire tel qu'il se fonde dans le champ du savoir cynégétique est celui de chasseurs (c'est-à-dire d'hommes qui « pour-

*Les connaissances géographiques :
des pratiques et des récits*

suivent un gibier qui fuit devant nous » selon la définition donnée par les Inuit) nomades (c'est-à-dire d'hommes en déplacement). Cela favorise, dans la perception de l'espace, le développement de deux catégories opératoires qui viennent s'ajouter à celle analysée ci-dessus.

Des lignes

Les Inuinnait sont d'abord des chasseurs, mais leur pratique de l'espace est en premier lieu celle de nomades. Les activités cynégétiques impliquent dans cette société une mobilité à deux échelles : l'échelle régionale de l'alternance saisonnière, qui impose de longs déplacements à certaines périodes de l'année ; l'échelle plus locale des déplacements quotidiens commandés par la poursuite du gibier, et dont l'extension varie du simple au double selon la saison. Aussi les chasseurs perçoivent-ils le territoire comme un ensemble d'itinéraires, axes privilégiés qui assurent la mise en relation des lieux. Ces lignes sont jalonnées par des points de repère qui sont d'autant plus nombreux que le parcours est familier. Le territoire est ainsi perçu comme organisé par un réseau de lignes sur lesquelles circulent les hommes mais aussi le gibier, notamment les caribous, les oies, les canards et les ombles arctiques, dont les migrations suivent des routes qui ne changent guère d'une année à l'autre.

Cette perception axiale s'exprime nettement dans les cartes dessinées par les Inuit à la demande des explorateurs, du XVI^e au XX^e siècle. Seules deux cartes dessinées par des Inuinnait ont été publiées (Rasmussen, 1932), mais l'ethnologue ne précise ni les conditions de leur réalisation, ni si ce sont là les deux seules cartes qu'il recueillit ou s'il s'agit des plus réussies de toute une série. R.A. Rundstrom (1987) a consacré sa thèse à l'étude des cartes ainsi dessinées sur commande par les Inuit de l'Arctique canadien oriental et central. Trop peu nombreuses, celles recueillies auprès d'Inuinnait n'ont pas été incluses dans son *corpus*. Ce géographe insiste notamment sur la linéarité de l'espace représenté, que l'on retrouve dans les deux cartes mentionnées ci-dessus. Il remarque également que l'échelle de représentation varie en fonction du degré d'intimité du cartographe avec l'espace qu'il représente. Plus ce degré est élevé, plus les détails sont nombreux et l'échelle grande ; à l'inverse, il ne reste pour les zones moins connues que quelques lignes de force et la carte passe à une échelle plus petite. Ce phénomène a également été observé par J.-F. Le Mouél (1978 : 93-94) lors de ses enquêtes toponymiques au Groenland occidental.

Bien que mes enquêtes toponymiques se soient appuyées sur des cartes d'origine allogène (publiées par le ministère des Mines et des Ressources Naturelles), elles ont révélé pour les Inuinnait une perception de l'espace semblable. La lecture de la carte suit des lignes imprimées dans la mémoire du voyageur. Il confronte, au fur et à mesure qu'il avance, son image mentale des paysages à leur représentation cartographique, en prenant appui sur les lieux qui jalonnent ses itinéraires. Déroulant un chapelet de toponymes entre deux lieux plus importants, il s'applique ensuite à les

retrouver sur la carte topographique, grâce au dessin du trait de côte, aux îles, aux vallées et aux lacs. Les courbes de niveaux ne sont utilisées que lorsqu'il y a un doute. À partir de leur perception linéaire, les Inuinnait ont mis au point leur propre méthode de lecture des cartes imprimées, sur lesquelles ils se repèrent sans problème majeur. Hommes et femmes lisent ces documents qu'ils ont adoptés dans les années 1970 suivant la même méthode, mais les femmes ont une perception des lignes plus vague que celle des hommes.

La perception linéaire est par ailleurs renforcée par certaines techniques de mémorisation qui sont également organisées sur un mode axial. Il existe ainsi des chants qui énumèrent les entités – parfois les toponymes – qui jalonnent tel ou tel itinéraire. Trois d'entre eux m'ont été signalés (et chantés) à Cambridge Bay et deux à Kugluktuk. L'un d'eux était connu par certains Aînés de ces deux villages. S'ils n'ont jamais été signalés, mes observations me portent à penser que les *Kangiryuarmiut* utilisent également des chants de route. D'après R.A Rundstrom (1987), les groupes plus orientaux de l'Arctique central avaient eux aussi des chants de ce type.

Des surfaces

La mobilité des *Inuinnait* est une réponse aux besoins d'un peuple chasseur. Les pratiques cynégétiques en tant que telles impliquent une autre perception du territoire qui vient s'ajouter à la précédente. Pour le chasseur, le territoire n'est plus lignes mais surfaces sur lesquelles le gibier se répartit. Trois types de surfaces s'opposent nettement : *nuna* (« la terre »), *hiku* (« le couvert glacé », la banquise) et *tariuq* (« le sel », « la mer »). *Hiku* est une surface particulière, en ce qu'elle est temporaire et n'est habitée par aucun gibier particulier.

Les discussions avec les chasseurs comme leurs commentaires des cartes au 1/250 000^e, ont révélé qu'aux lignes qui articulent les points du territoire s'ajoutent des zones caractérisées par le gibier que l'on y trouve. La plupart d'entre eux insistaient pour que je note bien l'extension et les caractères giboyeux de chacune d'elles. Il était pour eux impossible de dissocier la faune des autres connaissances relatives au territoire. À l'évidence, elle entre dans ce qu'ils considèrent comme géographique, elle est comprise dans leur connaissance des écosystèmes. Les zones sans gibier, quant à elles, sont peu fréquentées et ne retiennent pas l'attention des chasseurs. En quelque sorte, pour eux, elles n'existent pas, elles sont pratiquement occultées.

Les zones habituellement giboyeuses ne remplissent pas tout l'espace compris entre deux lignes ; elles ne sont pas disposées dans les intervalles dessinés par les axes. Au contraire, d'extension souvent limitée, elles sont en général articulées par une ou plusieurs lignes qui passent plus ou moins en leur centre. Il n'y a pas de *continuum* de ces surfaces sur l'ensemble du territoire : si elles se joignent parfois, elles peuvent aussi être séparées par

*Les connaissances géographiques :
des pratiques et des récits*

des vides, eux-mêmes éventuellement traversés par une ligne, axe de circulation le long duquel on ne s'arrête normalement pas.

À l'issue de cette enquête sur la perception inuinnait du territoire ce dernier se révèle fait de vides et de pleins. Les vides sont des parties qui ne sont pas parcourues et qui sont comme en dehors du territoire, même si certains se trouvent au centre de celui-ci. Ils n'entrent pas vraiment dans la perception de l'espace et sont plutôt ignorés. Lorsqu'ils forment un môle au milieu de l'espace pratiqué, ils sont autant de ruptures dans la continuité de l'espace humanisé. Les pleins sont le vrai territoire. Celui-ci se fonde sur des points qui sont mis en relation par des lignes, qui organisent un réseau de circulation. L'absence de trace au sol de ces axes n'a pas d'incidence sur leur perception et leur efficacité en tant qu'articulations du territoire : ils existent dans les cartes mentales des Inuinnait et dans leurs discours. Autour de ces axes se dessinent des surfaces (prairies, vallées, grands lacs...) qui ne valent que par le gibier qu'elles portent.

La part de la mémoire : de l'espace parcouru à l'espace historique

Les Eskimo, comme nous-mêmes, éprouvent ce sentiment indéfinissable d'être chez soi dans la région qu'ils connaissent depuis leur enfance. Certains des indigènes qui passèrent l'été dans la partie Sud-Ouest de l'île Victoria avaient vécu pendant les deux ou trois dernières années dans le golfe du Couronnement. Voyageant avec eux, je fus profondément touché par la joie avec laquelle ils reconnaissaient chaque lac important et chaque colline proéminente, et par la façon dont ils se remémoraient les souvenirs des jours anciens avec lesquels ces points de repères étaient associés. L'un de leur parent était décédé dans cette région et ils pleurèrent lorsqu'ils passèrent près de sa tombe. Et quelques-uns, après que la pêche fut terminée, retournèrent sur les lieux où ils passèrent la nuit à le pleurer. (Jenness, 1922 : 32-33, traduction libre)

La perception de l'espace a jusqu'ici été analysée sur un plan « horizontal », qui rend compte d'un espace parcouru. Pourtant, il faut aussi considérer le plan « vertical », celui de l'enracinement dans le territoire. La perception se nourrit ici de la tradition orale qui, en tant que mémoire du groupe, ancre points, lignes et surfaces dans une histoire.

Sur ce plan vertical, le territoire n'est plus appréhendé globalement mais localement, par les éléments qui composent chaque paysage. Ce sont donc les points qui sont ici privilégiés. Sous l'effet des récits leur perception se modifie : ce ne sont plus des falaises et des lacs qui sont vus, mais la falaise où tel parent se cassa la clavicule, le lac où tel autre perdit son couteau, le cadavre d'*Uvayuq*, si évident que l'on peut encore compter les côtes du malheureux (Jenness, 1924 : récit 69). D'un désert où seule la topographie peut donner des points de repères on passe, grâce à la mémoire, à un milieu

humanisé, à un *memoryscape* comme l'appelle l'anthropologue Mark Nuttall (1992 : 51). Le territoire est un monde plein, non point tant d'hommes vivants – qui restent peu nombreux – mais de leurs ancêtres, de leurs aventures et mésaventures, de leurs ossements et de leurs esprits. Il faut encore y ajouter la faune, la mémoire des premiers Inuit et des monstres de ce temps-là, leurs esprits et ceux de certains animaux, les esprits surnaturels enfin. Autant d'habitants de la toundra et de l'océan dont la présence est rappelée par la tradition orale et qui se manifestent – sous la forme d'esprits – à qui sait les percevoir.

À cause de cette seconde dimension, il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, de désert rebelle à toute humanisation. Il y a en revanche un milieu physique certes difficile mais propice au développement d'une société humaine épanouie, en harmonie avec les écosystèmes grâce à une expérience marquée par la complicité avec les éléments naturels. S'il les subit parfois, « l'homme par excellence » les utilise aussi, conjuguant son intelligence à leur force. Rien ne lui est plus étranger que l'image de l'Eskimo bravant chaque jour un milieu hostile pour assurer tout juste sa survie.

Pour comprendre la part qui revient à l'appréhension verticale dans la perception de l'espace, il faut voyager avec des Inuinnait. La lecture des cartes permet de la deviner, mais c'est sur le terrain, en situation, que l'on comprend que les lieux se transforment au fur et à mesure que les récits qui les concernent sont déployés. Si cela est surtout évident lors des déplacements en traîneau ou en bateau, survoler l'Arctique en avion permet de faire les mêmes observations : chacun se penche par le hublot pour repérer un ancien camp, un itinéraire, ou encore une moto-neige ou un ours polaire. Il ne viendrait à personne l'idée saugrenue que l'on contemple là la « désolation » des étendues glacées, tant ce substantif est dénué de tout sens lorsqu'il s'agit du territoire. Les Inuit le réservent aux descriptions de nos grandes villes, qui leur paraissent infiniment plus hostiles et désolés que la toundra et la banquise.

S'il faut voyager avec eux, il faut aussi écouter les Inuinnait lorsqu'ils se laissent aller à leurs souvenirs, lorsqu'ils entreprennent de raconter leur vie, ou leurs rêves. On saisit alors que c'est d'abord sur ces expériences – réelles ou rêvées – que s'est construite leur perception du territoire comme un milieu humanisé, débordant de vies sous toutes les formes (animaux, hommes, esprits). Si les *Inuinnait* discutent peu ils racontent beaucoup, et leurs narrations sont toujours situées dans des lieux concrets, qu'il s'agisse de rapporter des actions ou des rêves. C'est ainsi que l'espace-parcours devient territoire historique.

La tradition orale est bien l'artisan principal de la construction du territoire et de l'affiliation des Inuinnait à ce dernier. Le plan horizontal de la perception est un schéma mental que les Inuinnait transposent, lorsqu'ils se déplacent, à tous les nouveaux espaces qu'ils découvrent. En revanche, le

*Les connaissances géographiques :
des pratiques et des récits*

plan vertical de la perception n'est pas directement transposable. Il nécessite du temps, pour historiciser l'espace et le rendre familier.

Notes

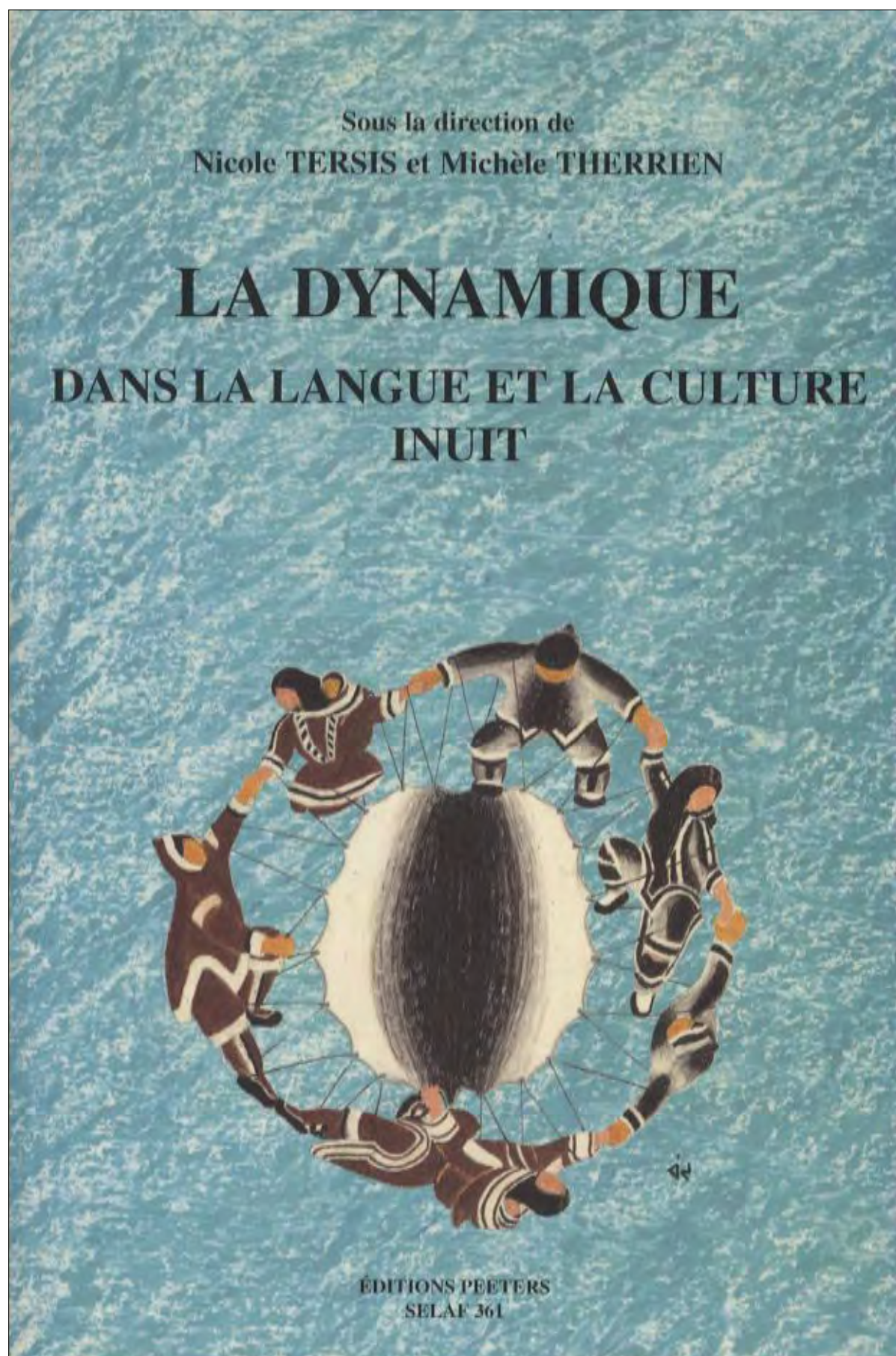
- * Extrait tiré de *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*. Béatrice Collignon. 1996. Paris : L'Harmattan, coll. Géographie et Cultures.
Une version anglaise, revue et corrigée, est parue au printemps 2006 : *Knowing Places: The Inuit, Landscapes and the Environment*. Edmonton: University of Alberta, CCI Press, Circumpolar Research Series n°10.
1. Dans le contexte territorial d'une culture nomade, l'échelle locale s'applique à une surface beaucoup plus étendue que dans notre monde de sédentaires. Le local désigne l'ensemble du territoire régulièrement fréquenté d'une année à l'autre. Cela souligne l'inadéquation de nos mesures, établies dans un contexte européen et sédentaire. Pourtant, j'en conserve la formulation car les notions de « général », « régional » et « local » font sens aussi pour les Inuinnait, mais avec des ordres de grandeur différents des nôtres.
 2. Ces trois animaux bénéficient d'un statut particulier. Le chien est très proche des hommes, comme eux, il peut avoir un nom (*atiq*); l'ours est l'animal par excellence, le plus fort, le plus rusé, celui dont la viande est la plus énergétique et la fourrure la plus chaude; le caribou est avec le phoque le gibier le plus courant et, surtout, il enveloppe et protège l'homme par sa fourrure.
 3. Métayer, (1973 : récits 41 et 98, l'homosexualité y est toujours féminine). Le thème central du premier récit n'est autre que l'origine des relations sexuelles « normales » : l'arrivée d'un homme dans le camp de trois femmes (« un » chasseur et deux couturières) met fin à ces pratiques déviantes, qui résultent une nouvelle fois d'une mauvaise appréciation de la juste distance.
 4. D. Jenness (1924 : récit 69), K. Rasmussen (1932 : 256) et notes personnelles de terrain, Cambridge Bay, 1992.
 5. D. Jenness (1924 : récits 68a, b), M. Métayer (1973 : récits 5 et 41) et notes personnelles de terrain, Kugluktuk, 1991. K. Rasmussen (1932 : 209), qui recueillit la tradition orale des *kiluhikturmiut*, publie un récit dans lequel les circonstances de l'origine des nuages sont exactement les mêmes, mais où le mythe n'est pas associé à l'apparition de *Qurluqtuup kaugaa*, sans aucun doute parce que cette rivière est trop éloignée du territoire de leur territoire, beaucoup plus oriental.
 6. Les Inuinnait d'aujourd'hui ignorent le sens de ce toponyme. Apparemment, ils l'avaient déjà oublié du temps de M. Métayer, qui n'en propose pas de traduction.
 7. D. Jenness (1924 : récit 81), M. Métayer (1973 : récit 90) et notes personnelles, Ulukhaktok et Kugluktuk, 1991-1992. À Ulukhaktok, Sam Oliktoak me décrit même avec beaucoup de précision les deux empreintes du géant imprimées sur une rive de *Nuahungniq*, où il avait passé une partie de son enfance.
 8. Les Inuinnait campaient souvent sur ces îles au printemps, car les chenaux d'eau libre s'y forment plus vite et y sont plus nombreux qu'ailleurs et, en cette saison, les phoques suivent ces chenaux et se hissent sur leurs bords pour prendre des bains de soleil sur la banquise.
 9. Les Inuinnait n'avaient pas de kayaks de mer et ne pouvaient donc vivre de la chasse au phoque en été.
 10. M. Métayer (1973 : récit 34). La paresse est l'un des plus graves défauts que puisse avoir un Inuk. « On nous disait de ne pas être paresseux » est l'une des

phrases qui revient le plus souvent lorsque l'on demande aux aînés d'aujourd'hui de raconter leur jeunesse.

11. Les relations entre Inuit et Indiens sont cependant plus complexes qu'on ne le présente souvent. Si le sentiment d'hostilité était de règle des deux côtés, dans la pratique les contacts étaient en général pacifiques, fondés sur l'échange ou l'ignorance prudente de l'autre. Les épisodes violents étaient plutôt rares et s'ils ont marqué la tradition orale c'est qu'ils ont frappé les esprits par leur caractère exceptionnel (voir *Arctic Anthropology* 1979, 16-2).
12. Parmi tous ces récits, celui du « massacre des chutes du sang » (*Bloody falls*, qui doivent justement leur nom anglais à cet épisode) est le plus tragique. L'explorateur S. Hearne rapporte cet événement dans son récit de voyage (1780). Sa version des faits est très proche de celle relatée à M. Métayer deux cents ans plus tard par un Inuinnag. Plusieurs études des récits de ce massacre ont été publiées, notamment par I. MacLaren (1991) et R. McGraph (1993).

Références bibliographiques citées

- Blaisel, X. & Arnakak, J. 1993. « Trajet rituel: du harponnage à la naissance dans le mythe d'Arnaqtaaqtuq ». *Études/Inuit/Studies*. 17(1): 15-46.
- Collignon, B. 2001. « Dynamique des lieux et mutations culturelles : les espaces domestiques en Arctique inuit ». *Annales de Géographie* – « *Espaces Domestiques* », 110 (620): 383-404.
- Hearne, S. 1780. *A Journey from Prince of Wales' Fort in Hudson's Bay to the Northern Ocean in the Years 1769, 1770, 1771 and 1772*. Toronto: The Champlain Society [ré-édition : 1911].
- Jenness, D. 1922. *The life of the Copper Eskimo – Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-1918 – Southern Party 1913-1916*. Ottawa: F. A. Acland, vol. XII-A.
- Jenness, D. 1924. *Eskimo Folk-lore – Myths and Traditions from Northern Alaska, the Mackenzie Delta and Coronation Gulf, Report of the Canadian Arctic Expedition - 1913-18, Southern Party - 1913-16*. Ottawa: F. A. Acland, vol. XIII-A.
- Le Mouél, J.-F. 1978. « *Ceux des Mouettes* » – *Les Eskimo Nauyasmiut, Groenland Ouest*. Paris : Museum National d'Histoire Naturelle, Mémoires de l'Institut d'Ethnologie series, XVI.
- MacLaren, I.S. 1991. « Samuel Hearne's accounts of the massacre at Bloody Fall ». *Ariel: A Review of International English Literature*. 22(1): 25-51.
- McGraph, R. 1993. « Samuel Hearne and Inuit Oral Tradition ». *Studies in Canadian Literature / Études en littérature canadienne*. 18(2): 94-109.
- Métayer, M. 1973. *Unipkat – Tradition Esquimaude de Coppermine - Territoires du Nord-Ouest – Canada*. Québec : Université Laval, Centre d'Études Nordiques, Nordicana series, 40, 3 vol.
- Nuttall, M. 1992. *Arctic Homeland: Kinship, Community and Development in Northwest Greenland*. Toronto: University of Toronto Press.
- Oosten, J. 1983. « The Incest of Sun and Moon: An examination of the symbolism of time and space in two Iglukik myths ». *Études/Inuit/Studies*. 7(1): 143-151.
- Rasmussen, K. 1929. *Intellectual Culture of the Iglulik Eskimos – Report of the Fifth Thule Expedition, 1921-1924, vol VII - 1*. Copenhagen : Gyldendalske Boghandel, Nordisk Forlag.
- Rasmussen, K. 1931. *The Netsilik Eskimo – Social Life and Spiritual Culture – Report of the Fifth Thule Expedition, vol. XIII n°1-2*. Copenhagen : Gyldendalske Boghandel, Nordisk Forlag.
- Rasmussen, K. 1932. *Intellectual Culture of the Copper Eskimos – Report of the Fifth Thule Expedition 1921-1924, Vol. LX*. Copenhagen : Gyldendalske Boghandel, Nordisk Forlag.
- Rundstrom, R.A. 1987. *Maps, Man and Land in the Cultural Cartography of the Eskimo (Inuit)*. Kansas City : University of Kansas, Ph. D. dissertation, unpublished manuscript.



Mobilité, créativité, innovation, transformation, régénération, la dynamique est omniprésente dans la langue et la culture des Inuit.

Nous avons choisi de mêler les voix du linguiste, de l'ethnologue, de l'ethnolinguiste, du géographe et de l'anthropologue pour mettre au jour quelques-unes des manifestations inattendues de cette dynamique telle qu'elle est vécue, pensée, exprimée, individuellement et collectivement par les Inuit.

Depuis la Sibérie jusqu'au Groenland, nos expériences de terrain couvrent une large part de l'aire arctique. La variété de nos disciplines et de nos cheminements apporte un éclairage nouveau mettant en valeur l'extension de la cinétique qui unit la langue à la culture inuit.

L. Perle

Sommaire

Avertissement

Introduction

par Nicole Tersis et Michèle Therrien

Expériences premières et dynamique généralisée dans la culture inuit

par Michèle Therrien

La dynamique du mot inuit ou la reconnaissance d'un processus cognitif

par Guy Cornillac

Savoirs géographiques inuit, l'exemple des Inuinnait

par Béatrice Collignon

Le couple statique-dynamique dans la langue du Groenland oriental

par Nicole Tersis

Différencier pour mieux rapprocher. Conceptualisation de la faune chez les Iglulingmiut et dynamique de la pensée analogique

par Vladimir Randa

Entre verbal et nominal, classes de monèmes en langue inuit

par Philippe Mennecier, Bernadette Robbe, Pierre Robbe

Tense, Mood and Aspect. Grammaticalization in West Greenlandic and Chukchi

par Michael Fortescue

Dynamique des principes socio-cosmiques de la personne

par Jarich G. Oosten

Savoirs géographiques inuit

l'exemple des Inuinnait

Béatrice COLLIGNON*

Pour le géographe, la compréhension des sociétés humaines passe par celle de leur relation à l'espace. Celle-ci s'exprime dans la transformation des milieux physiques en milieux humanisés, mais aussi dans les savoirs géographiques élaborés par chaque culture. Dans le cas des groupes inuit, les transformations du milieu physique sont faibles et l'humanisation – bien réelle – passe pour l'essentiel par une construction mentale qui s'exprime dans le savoir géographique. Aussi l'étude de celui-ci permet-elle de saisir les propriétés que les Inuit attribuent à l'espace. Or, compte tenu de l'importance de la question territoriale pour ce peuple de chasseurs nomades, on peut légitimement supposer que les concepts qui se révèlent fondamentaux dans l'appréhension de l'espace sont également au cœur du système culturel inuit dans son ensemble, au-delà de la seule géographie. C'est pourquoi il est souhaitable, dans le cadre d'une étude concernant la dynamique dans la culture inuit, de s'interroger sur la place de cette notion dans le savoir géographique.

Pour ce faire, je m'appuierai sur l'exemple des Inuinnait (Esquimaux du Cuivre), groupe de l'Arctique central canadien (Fig. 1) dont la sédentarisation remonte aux années 1960. Mes travaux m'ont amenée à dégager les principales propriétés que les Inuinnait attribuent à l'espace et en fonction desquelles ils se le représentent, la perception de l'espace, ici comme ailleurs, n'étant pas neutre. Sur cette perception subjective se construit un savoir efficace qui participe à l'épanouissement économique et culturel du groupe sur son territoire. Ce savoir est constitué d'un ensemble de connaissances qui, lorsqu'elles sont toutes ensemble mobilisées, permettent de construire une représentation cohérente de

* UFR de géographie, Université de Paris I.

La dynamique dans la langue et la culture inuit

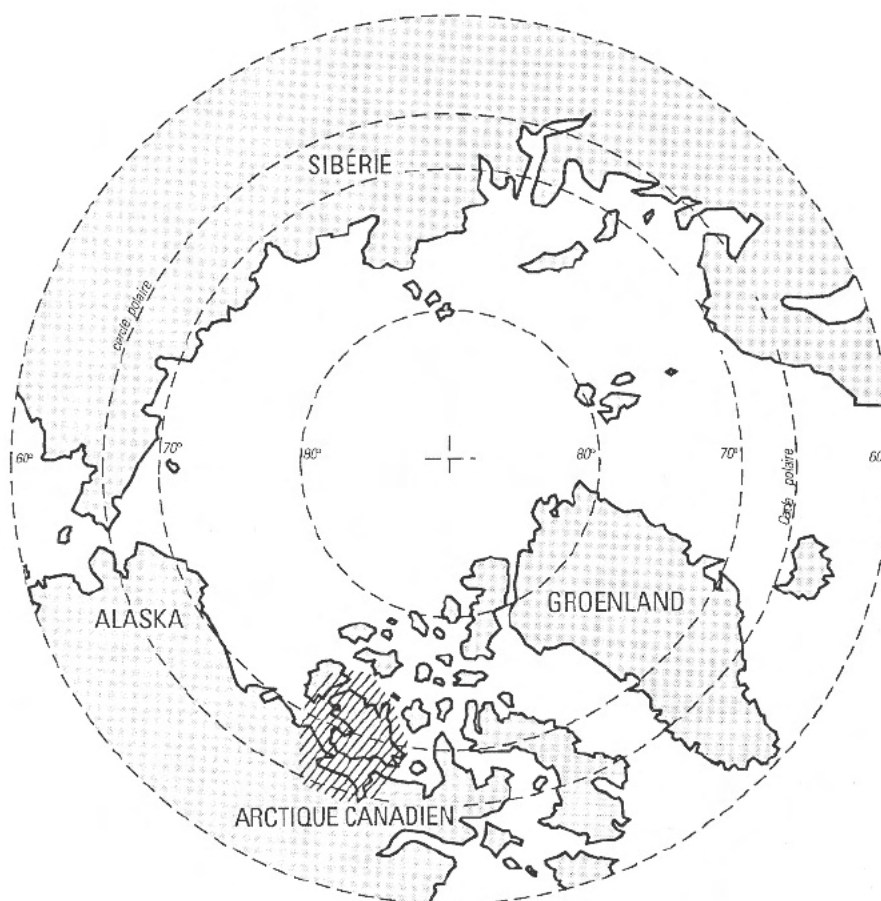


Figure 1 : vue circumpolaire du territoire des Inuinnait

B. Collignon - Savoirs géographiques inuit

l'espace. Ces connaissances géographiques relèvent, pour une part, de la pratique – savoir technique lié aux activités cynégétiques et aux déplacements – et, pour une autre part, du discours de la tradition orale. Au sein de ces connaissances de nature très variée l'approche géographique m'a amenée à privilégier la toponymie, aussi est-ce sur son analyse que se fonde la réflexion ici présentée. Elle a servi de point de départ à l'élaboration d'hypothèses appuyées ensuite par la prise en compte d'autres connaissances.

Les géographes qui pratiquent l'analyse spatiale s'entendent pour décomposer l'espace en quatre éléments fondamentaux : les points, les lignes, les nœuds et les surfaces. Ce cadre s'est révélé tout à fait opératoire pour les Inuinnait : les lieux nommés sont autant de points; les axes, qui relient entre eux les lieux et sont perçus sous la forme d'itinéraires, sont autant de lignes qui strient l'espace et l'organisent; les carrefours, situés à la rencontre de plusieurs itinéraires et qui s'imposent comme lieux de rencontre sont autant de nœuds où se joignent les lignes; les aires de chasse, enfin, correspondent aux surfaces comprises entre les lignes. Mes enquêtes ont mis en évidence la primauté des axes dans la perception inuinnait de l'espace. Carrefours et lieux, pour être importants, n'en sont pas moins secondaires dans le processus de construction d'une image mentale de l'espace vécu (ou territoire). En revanche les aires, aux limites ici très floues, n'ont que peu d'importance.

L'Arctique est un milieu physique extrêmement dynamique marqué par des modifications rapides à toutes les échelles du temps, aussi est-il peu étonnant que les Inuinnait aient intégré cette donnée dans leur savoir géographique. De plus, il semble normal qu'un peuple nomade accorde une grande place au principe de la mobilité, tant elle imprègne la vie quotidienne et l'organisation des cycles saisonniers d'exploitation du territoire. Cependant, il ne s'agit pas ici de considérer ces phénomènes, certes importants, mais de rendre compte d'une construction intellectuelle qui se fonde sur la dynamique hissée au rang de «concept clef» sur lequel s'articule l'ensemble du savoir géographique. L'espace tel que les Inuinnait le conçoivent – parce qu'ils le perçoivent ainsi – est un espace de relations. C'est aussi un espace relatif et subjectif.

Espace de relations

L'espace des Inuinnait est relationnel. Cette propriété n'est pas plus importante que les deux autres, mais elle est repérée le plus rapidement lors d'une enquête.

La dynamique dans la langue et la culture inuit

Ainsi les modalités selon lesquelles les cartes topographiques de grande (1/50 000) ou moyenne (1/100 000) échelle sont consultées se fondent-elles sur cette perception relationnelle de l'espace : un Inuinnait commence toujours sa lecture par le repérage de quelques lieux significatifs, les carrefours ou les camps principaux de la région. À partir de ces points de repère, il déchiffre ensuite la carte en y transposant son image mentale du territoire : un réseau d'itinéraires, de lignes qui mettent en relation les lieux. Cette primauté donnée aux itinéraires comme fil directeur pour la lecture d'une carte (document exogène pour les Inuinnait) met en exergue le rôle joué par les relations dans le processus de mise en ordre de l'espace, mise en ordre qui seule permet d'y vivre sereinement. C'est par elles que l'espace prend sens, qu'il devient lisible, interprétable, apprivoisé. La carte sert ici de support à l'expression d'une représentation du territoire qui s'est construite ailleurs, non pas sur des informations écrites ou des modes de représentation cartographiques qui influencent tant les Occidentaux, mais à partir d'une perception de l'espace qui repose sur l'idée de relation. Élaborée en dehors de tout contexte cartographique, elle demeure aujourd'hui opératoire aux yeux des Inuinnait qui continuent, y compris les jeunes, à penser l'espace en termes d'axes et d'itinéraires : un tissu de relations où chaque lieu a sa place le long des fils et se mémorise en fonction des qualités de ses liens avec d'autres lieux, également disposés sur des itinéraires qui sont comme le fil d'Ariane du territoire.

Ce caractère d'espace relationnel est également fortement marqué dans la toponymie inuinnait, comme l'établissement d'une typologie reposant sur le sens des noms de lieux a permis de le mettre en évidence (Fig. 2). La classification se fonde sur une première division en deux catégories : nom renvoyant aux caractères du milieu physique; nom renvoyant aux caractères du milieu humanisé. 40 % des toponymes entrent dans cette seconde catégorie, ce qui est loin d'être négligeable si l'on songe que les toponymies des chasseurs-cueilleurs sont souvent présentées comme presque exclusivement consacrées à la description du milieu physique. Dès ce premier tri l'importance de la relation comme concept opératoire pour donner sens au lieu est soulignée, puisque dans 40% des cas le lieu est explicitement apprécié en fonction de la relation que les hommes ont établi avec lui (Fig. 3). Ceci est particulièrement sensible pour les toponymes liés aux déplacements qui évoquent le plus souvent la façon dont le lieu est traversé : *itibliaq* «le raccourci», *ikirahaq* «le détroit», *aturiaq* «le chemin», etc¹. Ce qui caractérise alors le lieu au point de devenir son nom, c'est bien sa relation dynamique à l'espace. Par ailleurs, si l'on regarde de plus près les toponymes renvoyant aux caractères du milieu physique (60%), on s'aperçoit

¹ Notons que dans ces circonstances, le locuteur qui donne le toponyme précise en général quel itinéraire est suivi lorsque l'on passe devant ce lieu, remplaçant ainsi celui-ci dans son contexte.

B. Collignon - Savoirs géographiques inuit

que dans 12% des cas c'est la qualité de la relation du lieu nommé à un ou plusieurs autres lieux qui est soulignée : c'est donc elle qui fait explicitement sens. Il s'agit de toponymes tels que : *quliktaq* «le plus haut», *haniniq* «celui qui est de travers», *imnayuakat* «celui qui est juste après (la plus haute falaise)», *kidliaryuq* «celui qui est à la fin», *tununiq* «de l'autre côté (de la terre)», etc. Ce qui compte pour ce lieu, ce n'est pas le point lui-même mais sa position par rapport à d'autres, c'est-à-dire le système spatial de relations dans lequel il est compris, aux deux sens de ce terme.

De plus, on trouve un très grand nombre de toponymes pour lesquels la relation est sous-entendue. Si elle n'est pas contenue dans le nom lui-même, elle est systématiquement évoquée par les Inuinnait comme un complément du nom. Habituellement chaque locuteur garde pour lui ce petit commentaire : il sait qu'il est inutile d'en faire part à ses interlocuteurs qui, Inuinnait comme lui et utilisateurs du même territoire, se font au même moment la même réflexion. Ici, nul besoin de parole pour partager l'idée. Cependant, lors des enquêtes toponymiques ou de conversations à bâtons rompus, les Inuinnait qui s'adressaient à moi ajoutaient volontiers ce petit complément, précisant bien qu'il ne faisait pas partie du toponyme proprement dit, mais qu'il s'agissait d'une donnée liée au nom et que tout le monde lui associait.

La plupart des études toponymiques faites auprès de groupes inuit (voir notamment MÜLLER-WILLE, 1987) ont révélé la fréquence des doubles noms. Pour le même lieu, le toponyme employé pour le désigner sera fonction le plus souvent de la direction d'où le voyageur arrive, ou dans laquelle se place mentalement le locuteur lorsqu'il est hors contexte. Ce qui était dernier devient alors premier : *atliq* «l'arrière» devient *hivugaqiq* «la partie la plus en avant», etc. En effet, selon cette direction, le lieu est appréhendé différemment, le réseau relationnel dans lequel il s'insère s'apprécie dans un autre sens, il est donc logique que son nom change à son tour : la relation étant modifiée, le caractère – le sens – du lieu l'est automatiquement aussi et il faut rendre compte, dans la toponymie, de cette importante transformation. L'appréhension de l'espace ne saurait être plus dynamique : les Inuinnait n'hésitent pas à introduire dans leur système toponymique des éléments susceptibles de perturber la compréhension du discours, de semer une certaine confusion dans la représentation du territoire, afin de rendre compte de ce qu'ils considèrent comme plus important : la dynamique de leur espace géographique.

Ceci posé, on peut maintenant revenir sur les premières observations – l'analyse des modalités de transposition sur la carte d'une perception de l'espace construite sur d'autres types de représentations – afin d'approfondir l'étude de l'image mentale du territoire. Cette image est l'expression d'une représentation de l'espace comme un ensemble structuré et organisé. À partir des enquêtes, il est possible de construire un schéma théorique de la perception des Inuinnait du territoire (Fig. 4). On note en premier lieu qu'il est fait de vides et de pleins : le

La dynamique dans la langue et la culture inuit

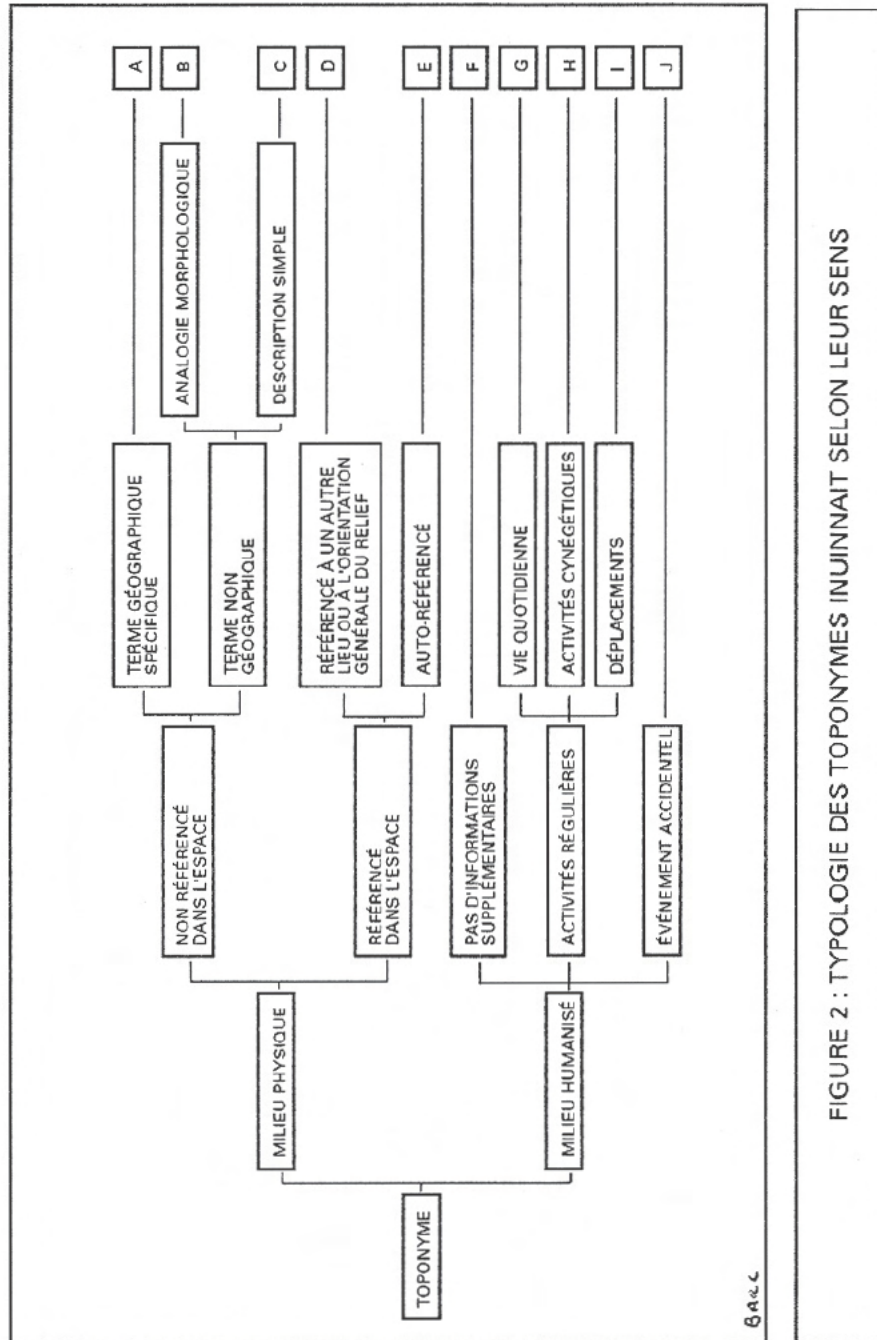
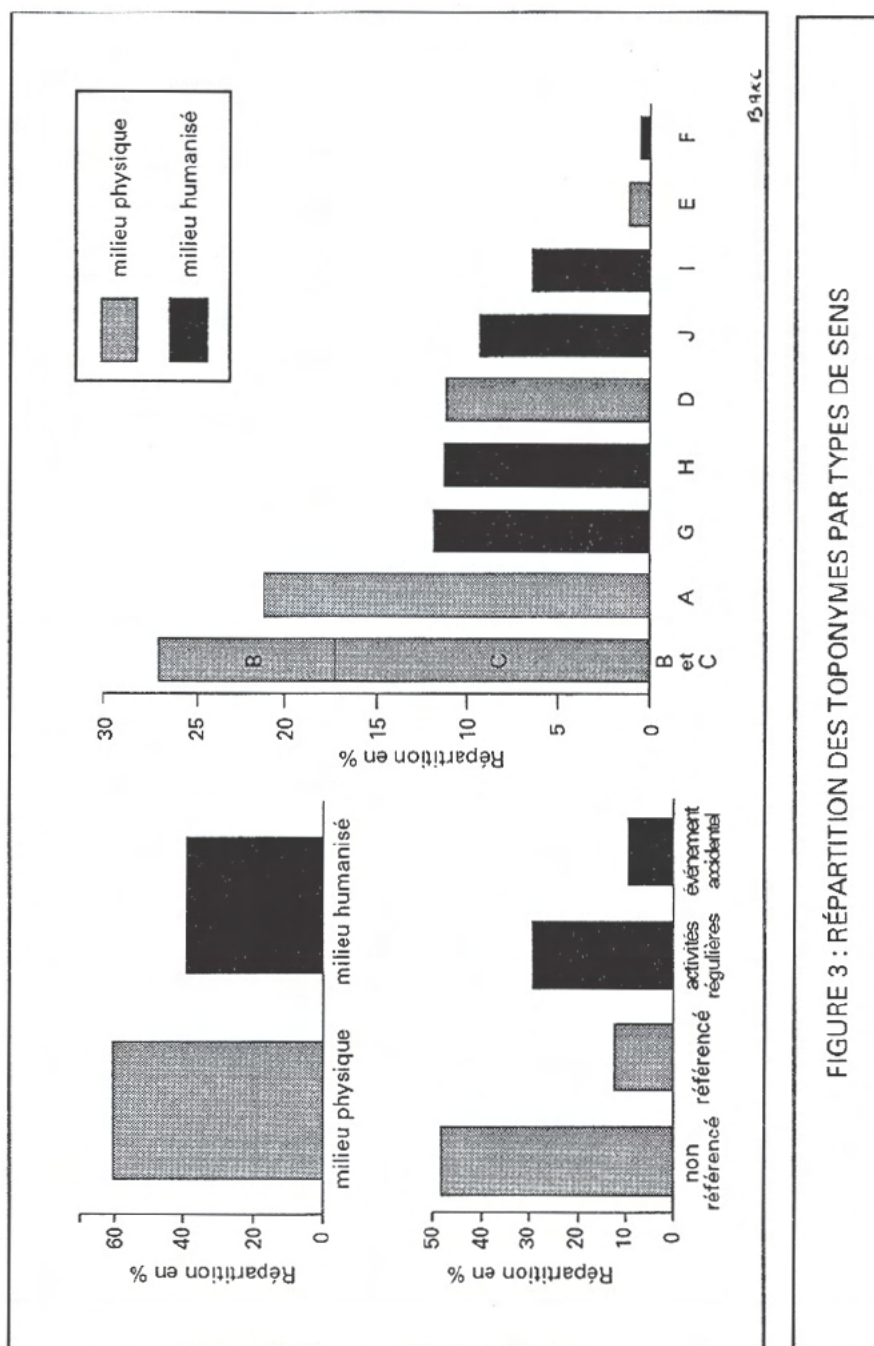


FIGURE 2 : TYPOLOGIE DES TOPONYMES INUINAIT SELON LEUR SENS

B. Collignon - Savoirs géographiques inuit



La dynamique dans la langue et la culture inuit

territoire est discontinu. On retrouve par ailleurs les éléments fondamentaux qui composent l'espace : points, nœuds, lignes et surfaces. L'analyse des pratiques et des discours montre que ce sont, sans aucun doute possible, les axes qui jouent le plus grand rôle dans la structuration de l'espace. En effet, la mise en ordre de ce dernier passe d'abord par le repérage des axes : des itinéraires qui relient entre eux les lieux du territoire et traversent des aires d'extension limitée. C'est donc par une appréciation dynamique que se perçoit le territoire et son organisation. Le système spatial ainsi construit repose sur les lignes qui créent une relation : il s'appuie, en fait, sur le principe de mobilité. Les lieux n'occupent qu'une place secondaire dans ce système et sont perçus comme disposés le long des itinéraires, parfois à la croisée de plusieurs d'entre eux, ce qui leur confère alors une fonction de carrefours qui leur vaut d'occuper une place plus importante dans l'image mentale du territoire : ils sont les articulations auxquelles sont rattachés les axes qui animent le territoire. On note d'ailleurs que leurs noms sont bien mémorisés (même parmi les jeunes générations sédentarisées) alors que la mémoire des autres toponymes se perd vite lorsque l'on cesse de fréquenter une région.

Dans cette représentation du territoire un lieu n'existe pas en soi mais seulement dans la relation qu'il entretient avec d'autres lieux (ou avec les hommes ou le gibier). Cette relation donne sens au lieu qui est, en même temps, l'un des éléments constructeurs de ce sens dans la mesure où les relations qu'il tisse avec d'autres lieux font qu'il participe activement à l'élaboration du système spatial. Les lieux sont ainsi les points d'ancrage d'un espace humanisé, organisé en un réseau de relations, tandis que les aires occupent une place très secondaire dans cette représentation du territoire : leur étendue se limite aux environs proches des lieux nommés et si leur importance pour les activités cynégétiques est fondamentale, elles restent très en marge de l'espace humanisé. De ce fait, des étendues importantes sont totalement ignorées dans les représentations mentales : l'absence de tout lien avec le reste du territoire les place en marge de celui-ci. Nombre de promontoires qui sembleraient autant de points de repères importants pour des nomades – et donc méritant d'être nommés dans une logique occidentale – ne portent aucun nom parce qu'ils ne sont pas reliés aux autres lieux. Placés en marge du système relationnel, ils n'existent pour ainsi dire pas, ou du moins pas suffisamment pour mériter d'être désignés. Qu'ils soient très utiles pour l'orientation lors des déplacements ne fait aucun doute, mais cela ne suffit pas à les intégrer au système spatial cohérent construit par les Inuinnait.

Il convient de souligner ici à quel point une telle appréhension privilégie *le mouvement*. Le savoir géographique souligne que l'espace n'est pas fixe mais changeant, car il est d'abord relation et toute relation est susceptible de se modifier. Dans ce système, ce qui est hors champ, hors relation, n'existe pas

B. Collignon - Savoirs géographiques inuit

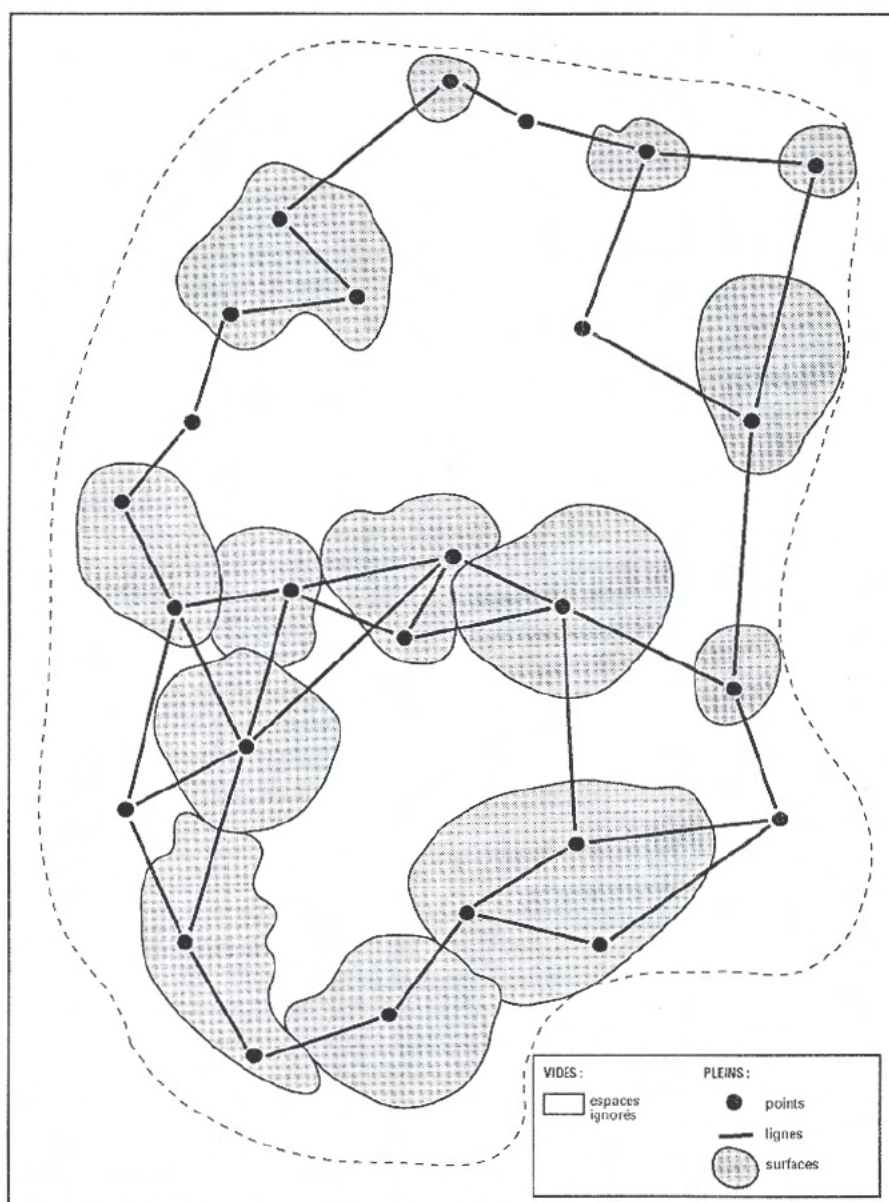


FIGURE 4 : SCHÉMA THÉORIQUE DE LA PERCEPTION INUINNAIT DU TERRITOIRE

La dynamique dans la langue et la culture inuit

vraiment et n'est donc pas nommé. On note qu'une telle perception de l'espace se fonde sur une approche que les géographes contemporains qualifieraient volontiers de systémique : approche globale intéressée davantage à la nature de la relation entre les différents éléments constitutifs du territoire qu'à ces éléments proprement dits dont le sens particulier est considéré comme secondaire, voire négligeable, par les Inuinnait.

Espace relatif

L'espace géographique relationnel des Inuinnait est aussi relatif. Cette seconde propriété marque fortement le savoir lié aux déplacements et aux activités cynégétiques et elle est également inscrite dans la toponymie, assez discrètement cependant. Mais c'est surtout dans la tradition orale que s'exprime cette perception.

Les ethnologues ont depuis longtemps montré que le savoir cynégétique des Inuit se fonde sur l'idée que tout est toujours susceptible de changer, en particulier les comportements du gibier. Le meilleur exemple est celui des routes de migration des caribous, mammifères réputés emprunter toujours le même itinéraire, selon un cycle saisonnier quasiment immuable. Pourtant, l'expérience a appris aux Inuit que l'on ne peut s'y fier et que ces routes de migration peuvent subir des modifications importantes. Si même les caribous ne sont pas toujours au rendez-vous, qu'attendre des autres gibiers ! Des expériences, parfois douloureuses, apprennent au chasseur que son territoire de chasse n'existe pas en soi, qu'il est toujours à reconstruire. La dynamique du gibier induit celle des Inuit. De même, les savoirs liés au déplacement (orientation et repérage du terrain) prennent nécessairement en compte les conditions imposées par un milieu physique extrêmement mobile dont les caractéristiques (notamment topographiques) sont constamment modifiées : un coup de vent et la banquise se disloque mettant le chasseur, isolé sur un morceau de glace à la dérive, en danger de mort; un brusque réchauffement et la glace solide devient molle et peu sûre; un brouillard soudain et tous les repères disparaissent... À ces transformations imprévisibles et irrégulières s'ajoutent celles, saisonnières, de la luminosité qui modifie fortement la perception des paysages, celles de la température qui transforme la mer en glace et recouvre la terre d'un manteau neigeux, ce qui a évidemment de grandes implications sur la pratique de ces espaces, celles des précipitations enfin. Sans entrer dans le détail de ces savoirs techniques, on peut remarquer qu'ils soulignent une appréciation aigüe de la relativité de l'espace. Ce sont en effet ces transformations permanentes et parfois brutales qui sont mises en exergue et c'est sur elles que se fonde l'élaboration d'un savoir efficace.

B. Collignon - Savoirs géographiques inuit

La norme, par conséquent, est la transformation, la modification permanente et souvent imprévisible. Il est normal de se trouver soudainement pris par le brouillard ou la tourmente de neige autant qu'il est normal de voyager sous un grand soleil avec une visibilité parfaite. Aucune de ces deux situations n'est plus normale que l'autre, de sorte que l'on s'accommode des deux sans protester, si ce n'est sans difficultés. L'absence de valorisation d'un type de situation par rapport à un autre traduit une perception où l'espace comme le temps sont relatifs et non pas des «en soi» dotés de qualités immuables (du type : il n'y a jamais de brouillard en février, car il fait trop froid; l'eau est toujours libre au mois d'août; il faut trois nuits pour aller de tel à tel camp). L'intégration et même la mise en avant de cette relativité de l'espace – sur laquelle se construit, en liaison avec la perception de l'espace, le savoir géographique – permet aux Inuinnait d'accepter sans déception les aléas climatiques (et ils sont nombreux!)². Cette seconde propriété de l'espace est induite, on le voit, par la dynamique qui affecte le milieu physique. Elle est elle-même porteuse de cette idée de dynamique, dans la mesure où elle insiste sur les transformations du milieu physique en faisant de cette mobilité la norme selon laquelle il s'apprécie.

Ceci a bien entendu des répercussions sur le savoir toponymique. On note tout d'abord la fréquence des toponymes construits sur une comparaison avec un lieu de référence qui est – soit intégré au toponyme : *tahikafaluknahiq* «le plus grand des lacs, mais cependant plus petit que «le plus grand des lacs» (*tahikafaluk*) » – soit implicite : il n'est pas besoin d'ajouter une information que tous, utilisateurs du même territoire et agents d'élaboration comme de transmission du savoir toponymique, connaissent. Plus intéressant est le fait que, au-delà de ces cas explicites, le savoir toponymique est très fortement imprégné de cette approche relative de l'espace. En effet, si l'on examine des notions comprises dans nombre de toponymes telles que : le grand, le petit, le minuscule, le plat, le haut, *etc.*, qui semblent à l'Occidental l'expression d'une appréciation absolue des qualités des lieux, on constate en discutant avec les Inuinnait qu'il faut les comprendre tout autrement. Il n'y a, en fait, pas d'absolu qui servirait de référence pour l'appréciation des lieux, mais des contextes locaux qui imposent dans chaque petite partie de l'espace une appréciation spécifique des qualités des lieux. C'est ainsi que deux lacs de même taille sont qualifiés ici de grand *tahiryuaq* «le grand lac» et là de moyen *tahiq* «le lac», voire de petit *tahiryuq* «le petit lac» selon la taille des autres lacs des environs. Le long de la côte, les versants sont *imnaq* «falaise» ou simple «talus» *ikpik*,

² Rappelons à ce sujet l'étonnement de Rasmussen ([1929] 1994 : 83-85) lorsque, subissant une épouvantable et interminable tempête, il s'aperçoit que les Inuit, loin de se lamenter comme lui, s'occupent tranquillement à jouer aux cartes.

La dynamique dans la langue et la culture inuit

moins en fonction de leur taille métrique que de la topographie générale du trait de côte sur une dizaine de kilomètres. Ceci est d'autant plus remarquable que ces différences d'appréciations s'observent à l'intérieur de chaque sous-groupe inuinnaït et s'exercent donc sur un seul territoire. En effet, il n'est guère étonnant de constater que ce qui est *pinguryuaq* «le grand mont» à Cambridge Bay (Iqaluktuuttiaq) n'est plus que *qingayuaq* «la petite colline» à Holman (Ulukhaqtuuq) car plus de 500 km séparent les deux localités et il s'agit de deux territoires occupés par des sous-groupes différents. Que l'appréciation change selon les parties d'un même territoire, voilà qui est en revanche beaucoup plus significatif. L'Inuinnaït qui déclare «celui-là est grand» a parfaitement conscience qu'il s'agit là d'une appréciation relative, car il sait, pour y pêcher ou camper souvent, qu'il existe des lacs bien plus grands ailleurs sur son territoire et que si le lac dont il parle s'y trouvait, il le jugerait petit, voire tout petit. Ceci ne l'empêche pourtant pas de qualifier de grand celui dont il parle, car l'unité d'appréciation pertinente n'est pas une idée en soi du grand, mais une expérience concrète du grand qui n'a de sens que dans un contexte localisé. Hors de ce contexte, il n'y a plus de sens ni d'appréciation possibles pour un Inuinnaït. Ainsi faut-il, pour appréhender ce savoir géographique, comprendre qu'il s'élabore à partir de la conscience de l'extrême relativité de ce que l'homme perçoit.

De toutes les connaissances qui participent à l'élaboration de ce savoir, celles qui sont transmises par la tradition orale me semblent affirmer le plus fortement la relativité de l'espace. À y regarder de près on ne trouve guère dans la tradition orale de lieux qui seraient intrinsèquement positifs ou négatifs³. Les lieux sont neutres le plus souvent, parfois ambivalents. Il n'y a pas ici d'absolu mais des valeurs qui changent – parfois du tout au tout – selon le contexte. Il semble même que la fonction d'un certain nombre de récits de la tradition orale soit d'abord de souligner cette ambiguïté. On pourrait pour le montrer multiplier les exemples, mais il suffira d'examiner le cas de la petite île, l'un des plus significatifs.

Ces bouts de terre aux dimensions restreintes sont fort nombreux sur le territoire des Inuinnaït qui s'articule le long des détroits séparant le continent nord-américain de l'île Victoria. Autrefois, les Inuinnaït y installaient souvent leurs camps au printemps, car la banquise est alors striée d'étroits chenaux d'eau libre sur les bords desquels les phoques aiment à se hisser pour prendre des bains de soleil dont ils sont friands⁴. La tradition orale est riche de variantes autour d'une même péripétie. Installés sur l'île, les Inuinnaït chassent les phoques en très grand nombre et accumulent de grandes réserves de viande. Pour différentes raisons, ils se trouvent coupés de la terre ferme au moment de la

³ On remarque au passage que ceci distingue les Inuinnaït de nombre de peuples à tradition orale et notamment de certaines cultures du Pacifique Sud.

⁴ Autour des îles, ces chenaux sont plus nombreux car les courants marins comme les mouvements de marée se renforcent à proximité de ces obstacles.

B. Collignon - Savoirs géographiques inuit

débâcle et piégés sur l'île : soit qu'ils aient choisi d'y passer l'été, jugeant leurs réserves en viande suffisantes⁵, soit que, trop occupés par leur chasse et avides d'amasser davantage de viande, ils aient attendu trop longtemps pour retourner sur la terre ferme. Mais avec l'été les conditions changent radicalement : les réserves de viande diminuent jusqu'à l'épuisement complet, la famine s'installe dans le camp et seuls un ou deux survivants parviennent à gagner la terre ferme. L'île, lieu d'abondance, est devenue lieu de pénurie; de lieu de vie et de fête, elle se transforme en lieu de souffrance et de mort.

On retrouve cette ambivalence dans le mythe de l'origine des Indiens et des Blancs qui seraient nés de l'enfermement d'une jeune fille sur une île avec un chien. Ici, l'île est à la fois prison (pour la jeune fille placée là en punition pour avoir refusé tous les maris que son père lui proposait), lieu de repli où se meurt la vie dans le châtiment et, en même temps, naissance (la jeune fille enfante) et ouverture sur le monde le plus vaste (elle envoie ses enfants vers la forêt – où ils deviennent les Indiens – et au-delà de la forêt – où ils deviennent les Blancs). La tradition orale souligne ainsi que le sens du lieu et sa valeur se construisent sur l'interaction du moment, sur l'articulation, dans un contexte spécifique, d'une série de facteurs physiques et humains dont la conjugaison engendre des situations particulières et précaires.

Les lieux sont ainsi ambigus, ambivalents, leur valeur est strictement conjoncturelle. Une grande attention est accordée à la qualification des lieux, non pour les fixer dans une posture définitive mais au contraire pour en souligner le caractère aléatoire. Le message ainsi délivré est que l'espace est intrinsèquement relatif : tout est fonction du contexte. L'approche dynamique est bien au cœur de la conception de l'espace.

Espace subjectif

Si l'espace est relation et relativité, il en découle qu'il est nécessairement subjectif. Appréhendé dans une optique dynamique, ce sont les multiples transformations affectant la perception de l'espace (qu'il s'agisse des systèmes relationnels ou des données climatiques) qui sont mises à l'honneur dans le savoir géographique des Inuinnait. Si les facteurs physiques jouent un rôle important (et reconnu) dans cette mobilité, le facteur humain n'est pas pour autant oublié : on a vu la place qui revient aux relations dans la mise en ordre de l'espace. Or, ces relations ne sont pas un « en soi » mais une construction intellectuelle. Leur appréciation dépend du regard de l'homme placé

⁵ Les Inuinnait n'avaient pas de kayaks de mer et ne pouvaient donc chasser le phoque en eau libre.

La dynamique dans la langue et la culture inuit

explicitement au cœur d'un système géographique dont il est l'acteur principal. L'espace est alors fonction de l'appréciation, personnelle ou collective, de celui qui le perçoit et élabore à son endroit un discours ou des pratiques adaptées aux caractères perçus : il n'est donc rien d'autre qu'une idée subjective. Dans le cas des Inuinnait, contrairement à ce que l'on peut observer dans d'autres cultures, cette appréciation de la subjectivité de l'espace constitue le fondement même du savoir géographique. Il n'y a pas d'autre discours possible sur l'espace qu'un discours personnalisé, spécifique et contingent.

Le savoir toponymique est empreint de cette appréciation subjective. Le phénomène des doubles noms, permettant de préciser la position depuis laquelle un lieu est appréhendé, participe de cette logique. Les noms se modifient en fonction de la relation bien sûr, mais cette dernière est surtout appréciée par un acteur qui la perçoit et l'interprète selon ses propres préoccupations. La rivière *akudlik* «entre les deux» (sous-entendu entre deux autres rivières) pour celui qui la replace dans un contexte régional devient la rivière *ihuktuq* «boueuse» pour celui qui privilégie l'approche locale et se place dans le contexte du voyageur qui la regarde de près, *etc*⁶. De plus, les enquêtes ont révélé l'existence d'une toponymie parallèle à valeur limitée. Il s'agit d'un corpus toponymique spécifique dont la diffusion se restreint au cercle familial. Il provient de l'habitude d'attribuer un second nom aux lieux qu'une famille fréquente très souvent et qui lui sont de ce fait particulièrement chers. Ces noms ne sont cependant pas considérés comme de véritables toponymes par leurs utilisateurs, mais plutôt comme des surnoms qui expriment une relation privilégiée au lieu et n'ont pas vocation à entrer dans le savoir toponymique du groupe. Ils soulignent, d'une part, l'importance accordée à l'expérience personnelle de la rencontre homme-lieu, si forte que l'on ressent la nécessité de l'exprimer par l'acte performatif de la désignation, d'autre part, la conscience qu'il ne s'agit là que d'une appréciation subjective, trop subjective même pour pouvoir s'intégrer à la relation que le groupe entretient avec son territoire et qui s'exprime dans un savoir toponymique – et plus généralement dans un savoir géographique – commun, lui aussi pensé comme subjectif.

Si elle est marquée dans la toponymie, c'est sans doute dans les descriptions des lieux que cette subjectivité de l'espace est la plus affirmée. Il est impossible à un Inuinnait de décrire un lieu de façon objective. Il prendra toujours soin de préciser selon quel point de vue il est décrit. La saison est presque toujours spécifiée, mais aussi l'endroit où se place le spectateur : est-il plus haut, plus bas, vient-il de la terre ferme, de la mer, d'un lac gelé qu'il traverse à pied, en moto-neige, en traîneau à chiens autrefois? Est-il seul ou en groupe? Pourquoi se trouve-t-il là? Toutes ces données contextuelles doivent être précisées si l'on veut que la description soit comprise. Il n'existe pas de

⁶ Cf. note 1.

B. Collignon - Savoirs géographiques inuit

point de vue privilégié, de physionomie absolue du lieu; de la position (du contexte) dépend la description que l'on en fera et nul ne songerait à imposer son regard comme le seul possible. D'ailleurs, la structure même de la langue ne le permet pas. Le seul regard privilégié est celui du «je» qui parle et il n'a rien d'une référence absolue. Le locuteur précise ainsi dans son discours les limites de la recevabilité de sa description qui n'est que le fruit d'une perception particulière : elle est explicitement subjective.

De sorte que l'on peut parler d'une subjectivité envahissante qui semble bien être l'élément central autour duquel se construit la perception de l'espace comme relatif et relationnel. Il est sans doute périlleux d'essayer de classer par ordre d'importance ces trois propriétés fondamentales de l'espace. Cependant, il me semble que la subjectivité est le véritable point d'orgue du triptyque : ce sont les deux autres propriétés qui la révèlent mais, dès lors qu'elle est repérée, n'est-ce pas d'elle que paraissent dépendre les deux autres? C'est également par elle que s'exprime le mieux la place centrale de la dynamique dans le savoir géographique des Inuinnait.

Au-delà du savoir géographique

En conclusion, il semble nécessaire d'insister sur le fait que les trois propriétés fondamentales repérées ici ne se limitent sans doute pas à la perception de l'espace et au savoir géographique. En effet, ne les retrouve-t-on pas dans la langue, marquée elle aussi par une très forte subjectivité qui interdit pratiquement tout discours abstrait ou hors contexte? De plus, la langue n'est-elle pas marquée grammaticalement par le souci des relations entre les éléments dont on parle, ainsi que par la relativité des appréciations? D'autre part, le fonctionnement des sociétés inuit n'est-il pas fondé, pour une grande part, sur le souci de constitution de réseaux de relations solides? La position marginale de tout homme n'ayant aucun lien avec le groupe (qu'il s'agisse d'un Blanc ou d'un Inuk) ne tend-elle pas à remettre parfois en cause jusqu'à l'existence réelle de cet homme? De même, l'établissement d'une grande chaîne de continuité avec le monde animal – voire végétal – n'est-il pas le signe de l'importance de la question de la relation dans la constitution des sociétés inuit? Et les rapports entre membres d'une même communauté ne sont-ils pas marqués par la prise en compte systématique de la relativité des statuts individuels, subjectifs car fonction de la nature de la relation qui lie chaque membre du groupe à un autre? Il ne m'appartient pas de me prononcer sur ces questions, mais il me semble qu'une réflexion, dans un cadre interdisciplinaire, s'impose si l'on veut espérer comprendre davantage les fondements de la culture inuit.

*La dynamique dans la langue et la culture inuit***Références bibliographiques**

- Keeveeok, Awake! Mamnguqsualuk and the Rebirth of Legend at Baker Lake*, 1986, Edmonton, Boreal Institute for Northern Studies (ed.)- University of Alberta, 66 p.
- BONNEMAISON Joël, 1986-1987, *Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*, Paris, O.R.S.T.O.M., coll. Travaux et documents 201, 2 vol., 540 p. et 680 p.
- BUTTNER Anne et al., 1980, *The Human Experience of Space and Place*, London, Croom Helm Ltd., 199 p.
- COLLIGNON Béatrice, 1994, *Le savoir géographique des Inuit*, Université de Paris I - Panthéon-Sorbonne, thèse de doctorat, 346 p. (à paraître chez l'Harmattan en 1996).
- DAMAS David, 1972, The Copper Eskimo, in Bicchieri M.G. (ed.), *Hunters and Gatherers Today*, New York, Holt, Rinehart and Winston, pp. 3-50.
- DARDEL Eric, 1990 [1952], *L'homme et la terre*, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques [Presses universitaires de France (P.U.F.)], 199 p.
- DI MÉO Guy, 1990-1991, De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe, *L'espace Géographique*, 19-20 (4), Paris, pp. 35-73.
- HOLMER Nils, 1967 et 1969, The Native Place Names of Arctic America, *Names*, 15 et 17, New York, pp. 182-196 et 138-148.
- JENNESS Diamond, 1922, *The Life of the Copper Eskimo - Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-1918, Southern Party 1913-1916*, vol. XII, A, Ottawa, F.A. Acland, 277 p.
- 1924, *Eskimo Folk-lore - Myths and Traditions from Northern Alaska, the Mackenzie Delta and Coronation Gulf, Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-18, Southern Party 1913-16*, vol. XIII, A, Ottawa, F.A. Acland, 90 p.
- KALLUAK Mark, 1974, *How Kabloonat Became and Other Inuit Legends*, Eskimo Point/Yellowknife, Government of the Northwest Territories, Department of Education, Program Development Division and Canarctic Publishing Ltd., 141 p.
- LE MOUËL Jean-François, LE MOUËL Maryke, 1994 [1986], *Music of the Inuit - The Copper Eskimo Tradition*, Berlin, UNESCO, International Music Council, Music and Musicians of the World, CD 0.8053.
- LE MOUËL Jean-François, 1978, "Ceux des Mouettes" - *Les Eskimo naujâmiut, Groenland-Ouest. Documents d'écologie humaine*, Paris, Muséum national d'histoire naturelle, Mémoires de l'Institut d'ethnologie, vol. XVI, 322 p.

B. Collignon - Savoirs géographiques inuit

- LOWE Ronald, 1983, *Kangiryuarmiut Uqauhingita Numiktittitdjutingit – Basic Kangiryuarmiut Eskimo Dictionary*, Inuvik, Committee for Original Peoples Entitlement, 241 p.
- MCGRAPH Robin, 1993, Samuel Hearne and the Inuit Oral Tradition, *Studies in Canadian Literature*, 18 (2), University of New Brunswick, pp. 95-109.
- MÉTAYER Maurice, 1973, *Unipkat – Tradition esquimaude de Coppermine, Territoires du Nord-Ouest, Canada*, Québec, Presses de l'Université Laval, Centre d'études nordiques, Nordicana 40, 3 vol., 861 p.
- MÜLLER-WILLE Ludger, 1987, *Inuttitut Nunait Atingitta Katirsutauningit Nunavimmi (Kupaimmi, Kanatami) / Gazetteer of Inuit Place Names in Nunavik (Quebec, Canada) / Répertoire toponymique inuit du Nunavik (Québec, Canada)*, Inukjuak (Québec, Canada), Institut Culturel Avataq, 368 p.
- 1986, Snow and Ice in Inuit Place Names in the Eastern Canadian Arctic, *Proceedings of the 42nd Eastern Snow Conference*, Montreal, McGill University Press, pp. 55-57.
- NAKASHIMA Douglas, 1991, *The Ecological Knowledge of Belcher Island Inuit: a traditional basis for contemporary wildlife management*, Montréal, Université McGill, thèse de doctorat non publiée, 369 p.
- OOSTEN Jarich, 1983, The Incest of Sun and Moon : an examination of the symbolism of time and space in two Iglulik myths, *Études/Inuit/Studies*, vol. 7 (1), Québec, pp. 143-151.
- PETRONE Penny (ed.), 1988, *Northern Voices*, Toronto, University of Toronto Press (édition poche, 1992, 314 p.).
- PINCHEMEL Philippe, PINCHEMEL Geneviève, 1988, *La face de la terre*, Paris, Armand Colin, Collection U, 519 p.
- RASMUSSEN Knud, 1932, *Intellectual Culture of the Copper Eskimos*, Report of the Fifth Thule Expedition 1921-1924, vol. IX, København, Gyldendalske Boghandel, Nordisk Forlag, 350 p.
- 1994 [1929], *Du Groenland au Pacifique : deux ans d'intimité avec des tribus d'Esquimaux inconnus*, traduit du danois par C. Lund et J. Bernard, préface de J. Robert-Lamblin, Paris, Éditions du Comité des travaux historiques et scientifiques [Plon], 354 p.
- RUNDSTROM Robert, 1987, *Maps, Man and Land in the Cultural Cartography of the Eskimo (Inuit)*, Kansas City, Université du Kansas, thèse de doctorat non publiée, 262 p.
- SPALDING Alex, 1979, *Eight Inuit Myths/Inuit Unipkaaqtuat Pingasuniarvinilit*, Ottawa, Musée national de l'Homme, coll. Mercure 59, 102 p.
- STASZAK Jean-François, Ethnogéographie et savoirs géographiques. Quelques remarques méthodologiques et épistémologiques, *Bulletin de l'Association des géographes français*, Paris, (13 p., à paraître).

La dynamique dans la langue et la culture inuit

TERRIEN Michèle, 1987, *Le corps inuit*, Paris, SELAF/PUB, Arctique 1, xx + 199 p.

TUAN Yi-Fu, 1977, *Space and Place – The Perspective of Experience*, London, Edwards Arnold Ltd., 235 p.

Université
de tous les savoirs

sous la direction
d'Yves Michaud

Qu'est-ce
que la société ?

volume 3



Qu'est-ce que la société ?

Université
de tous
les savoirs

sous
la direction
d'Yves
Michaud

volume 3

Les plus grands spécialistes français sont réunis dans ce volume. Ils éclairent les grandes questions que posent l'environnement et la ville, l'histoire, l'économie, la famille, le travail, la communication, la violence, l'État.

Contributions de Gilbert Abraham-Frois, Edmond Alphandéry, François Ascher, Martine Barthélemy, Alain Bauer, Zygmunt Bauman, Jean Bazin, Hans Belting, Bruno Berthon, Pascal Boniface, Bernard Brunhes, Robert Castel, Olivier Cayla, Françoise Champion, Louis Chauvel, Jean-Marie Chevalier, Daniel Cohen, Élie Cohen, Béatrice Collignon, Alain Corbin, Geoffrey Crossick, Michel Didier, Yann Duchesne, Philippe Engelhard, Geneviève Fraisse, Michel Friedlander, François Gaudu, Xavier Gaullier, Jean-Louis Gombeaud, Christian Grataloup, Laurent Grégoire, Michel Grésillon, Yves Guermond, Françoise Héritier, Pierre Jacob, Denis Kessler, Richard Kleinschmager, Serge-Christophe Kolm, Catherine Labrusse-Riou, Abdallah Laroui, Claude Lefort, Jacques Le Goff, Jean-Pierre Le Goff, Philippe Lemoine, Thierry Leterre, Jean-Hervé Lorenzi, Michel Maffesoli, Philippe Martin, Yves Michaud, Jérôme Monnet, Olivier Mongin, Gérard Noiriel, Frédéric Ocqueteau, Jean-Pierre Orfeuil, Pascal Ory, Habib Ouane, Françoise Parot, Jean-Claude Passeron, Michelle Perrot, Étienne Picard, Denise Pumain, Alain Renaut, Michel Rocard, Robert Rochefort, Marcel Roncayolo, Didier Roux, Alain Schnapp, François de Singly, Jean-François Six, Brigitte Stern, Christian Stoffaës, Serge Tisseron, Alain Touraine, Jean-Didier Urbain, Yvan Vêrot, Jean-Claude Ziv.



9 782738 109101

ISBN : 2-7381-0910-1
245 F

Table

Introduction	7
--------------------	---

I

DEUXIÈME ÉTAPE DE RÉFLEXION ET DE CRITIQUE : Y A-T-IL ENCORE DES SCIENCES HUMAINES ?

Philosophie de l'esprit et sciences cognitives – PAR PIERRE JACOB	19
La psychologie : les conditions de la survie – PAR FRANÇOISE PAROT	29
Le raisonnement sociologique – la preuve et le contexte – PAR JEAN-CLAUDE PASSERON	38
L'économie comme science et comme politique – PAR SERGE-CHRISTOPHE KOLM	52
L'Histoire – PAR JACQUES LE GOFF	65
L'anthropologie en question : altérité ou différence ? – PAR JEAN BAZIN	78
Géographie : nature et société ? – PAR MARCEL RONCAYOLO	89
L'histoire de l'art au tournant – PAR HANS BELTING	95

II

L'HOMME, SES MILIEUX ET SES TERRITOIRES

Les savoirs géographiques vernaculaires ont-ils une valeur ? – PAR BÉATRICE COLLIGNON	111
--	-----

894

T A B L E

La carte sort des tiroirs – PAR YVES GUERMOND	121
Les espaces de la mondialisation, héritages et dynamiques – PAR CHRISTIAN GRATALOUP	132
Repères de l'homme contemporain – PAR MICHEL GRÉSILLON	144

Les savoirs géographiques vernaculaires ont-ils une valeur ?

par BÉATRICE COLLIGNON

Que sont les savoirs géographiques vernaculaires et quel intérêt présentent-ils pour la communauté « savante » chargée de produire le savoir scientifique ? En géographie, l'intérêt pour ces savoirs est récent et ouvre un champ encore peu défriché, aussi l'heure n'est-elle pas encore au bilan. Ce texte se veut une synthèse des premiers résultats obtenus et une sensibilisation aux enjeux d'une recherche nouvelle.

Savoir, savoir vernaculaire et géographie

La notion même de savoir est largement discutée par les philosophes. Me fondant sur les définitions les plus courantes, j'appelle savoir « ce qui donne sens » à une situation ou à un événement, par la mobilisation d'une série « d'unités d'informations » possédées par celui qui met en œuvre ce savoir. Le savoir apparaît comme une mise en « cohérence interne » des unités d'informations et sa mise en acte est un mouvement. Dans cette perspective, connaissance et savoir sont pratiquement synonymes, si l'on considère l'acte de savoir et si l'on ne réduit pas la connaissance à un contenu.

Pour désigner les savoirs non savants, plusieurs chercheurs en sciences sociales proposent aujourd'hui l'expression « savoir vernaculaire ». Mot d'origine latine, vernaculaire désigne étymologiquement

Texte de la 99^e conférence de l'Université de tous les savoirs donnée le 8 avril 2000.

l'esclave né dans la maison, et situe aujourd'hui ce qu'il qualifie dans la sphère de l'indigène, de ce qui est de l'intérieur, de la communauté. La linguistique et l'architecture ont été les premières à emprunter ce terme pour construire des catégories savantes. En linguistique, les « langues vernaculaires » désignent la langue parlée uniquement par les membres d'un groupe culturel ou d'une ethnie et qui permet de communiquer entre soi, par opposition aux « langues véhiculaires » qui sont celles de la communication en direction de l'extérieur, entre groupes différents. En architecture, les constructions « vernaculaires » relèvent de types architecturaux non codifiés, non discursifs, transmis par apprentissages pratiques d'une génération à l'autre au sein d'une communauté. Par opposition, l'« architecture savante » des architectes est discursive, formalisée et transmissible sur un mode théorique. On retrouve ces dimensions en géographie, où le savoir vernaculaire est d'abord celui de l'expérience directe, subjective, de l'espace et du milieu. Il est partagé dans ses grandes lignes par tous les membres d'un groupe culturel dont il exprime les conceptions de l'espace, des lieux et du territoire.

Les catégories employées jusqu'à présent pour appréhender les savoirs non savants sont peu satisfaisantes, car elles conduisent à les penser dans une perspective de compétition avec les savoirs savants où ces derniers doivent se substituer à ce qui est perçu non comme des savoirs mais comme des croyances entachées de superstitions. En Europe, on les range sous l'étiquette « savoir populaire » — associé aux travaux des « folkloristes » —, dont la portée péjorative — le savoir du peuple, soit des ignorants — les discrédite d'emblée. En Amérique du Nord, on les qualifie plutôt de « savoirs traditionnels » et, depuis le début des années 1990, plus précisément de *traditional ecological knowledge* (savoir traditionnel écologique). La formulation n'est pas plus heureuse, car elle limite le champ de ces savoirs à l'environnement et les qualifie *a priori* d'écologiques, ce qu'ils ne sont pas nécessairement. De plus, elle enferme le savoir dans un état passé — la tradition étant dans ce contexte réduite à l'état du savoir avant confrontation avec la culture savante occidentale — et le considère dans une problématique de confrontation à la modernité. La reconnaissance de ces savoirs va ainsi de pair avec une appréciation passéiste et romantique et perpétue une opposition frontale au savoir savant.

Or, il s'agit justement de dépasser un tel cadre de pensée et de désormais distinguer ces savoirs sans les opposer, en les pensant comme les deux pôles, en tension, d'une même démarche de construction d'un savoir sur le monde. Pour y parvenir, une analyse savante des savoirs vernaculaires s'impose, qui permettra de mieux comprendre et apprécier ces derniers.

Cette ambition doit être ici replacée dans le contexte des problématiques de la géographie savante, et notamment de la place centrale occupée par l'étude de la relation entre les hommes et les

lieux dans le projet scientifique de la géographie, à partir de son institutionnalisation à la fin du XIX^e siècle. Jusque dans les années 1950-1960 la primauté est donnée à l'étude précise des qualités des lieux, car il est entendu que dans la relation entre les lieux et les hommes, ce sont les lieux qui priment. En conséquence, la géographie physique occupe pendant plus de soixante ans une place d'honneur au sein de la géographie savante, ce qui l'ancre dans le champ des sciences naturelles. Dans l'esprit des premiers géographes universitaires, le but est de substituer le savoir savant à un savoir populaire non reconnu comme tel et relégué au mieux à l'anecdotique. S'il est recommandé, pour construire le savoir savant, de s'appuyer sur des unités d'informations recueillies auprès d'habitants considérés comme de bons connaisseurs de leur territoire du fait de leur pratique quotidienne de celui-ci — les « informateurs » de l'ethnologue —, là doit s'arrêter l'intérêt que l'on peut leur accorder. Sur le terrain puis dans son bureau, le géographe se charge de construire le seul savoir digne de ce nom, marqué du sceau de la rigueur dans la collecte des informations, de la validation par la multiplication des expériences et de la recherche d'une portée universelle, et débarrassé de toute irrationalité.

Par un processus entamé dans les années 1950 et qui s'accélère au tournant des années 1970, la perspective se renverse et dans les études géographiques la priorité est désormais donnée aux hommes plutôt qu'aux lieux. Ce changement de paradigme, outre qu'il fait passer la géographie dans le champ des sciences sociales, modifie le regard porté sur les savoirs vernaculaires. En effet, l'entreprise de construction d'un savoir savant sur notre terre s'élargit à une interrogation nouvelle sur la façon dont les habitants eux-mêmes pensent et comprennent leur territoire. Cela reprend pour une part le programme proposé par Éric Dardel dès 1952 — mais passé alors totalement inaperçu — pour la géographie qui, dans une perspective phénoménologique, devait être une recherche sur « l'être géographique ». L'étude de ce que savent les non-savants est aujourd'hui légitimée, ce qui ouvre la porte à la reconnaissance du véritable savoir dont ils sont porteurs.

Cerner les savoirs géographiques vernaculaires

Construire un savoir savant sur les savoirs vernaculaires passe d'abord par une observation attentive des modalités de leur mise en acte, dans une perspective expérimentale. Pour en cerner les contours je m'appuierai sur de grandes catégories mises en place par la géographie savante : l'espace, la météorologie et l'environnement.

UN SAVOIR SUR L'ESPACE

L'expérience de l'espace géographique pose à chacun de nous des problèmes au quotidien qui sont résolus si aisément et au moyen d'actions si banales que l'on ne les perçoit plus. Pourtant, chaque déplacement est une stratégie spatiale qui implique une capacité à se localiser et s'orienter dans l'espace, puis à choisir un itinéraire particulier.

Comment lit-on l'espace qui se déploie sous nos yeux, comment lui donne-t-on du sens ? L'étude des pratiques des marins — avant l'ère de la navigation à haute technologie — est riche d'enseignements car elle révèle toute une chaîne de raisonnements géographiques mis en œuvre pour lire un espace. La grille de lecture de l'espace construite par les marins est remarquablement proche de celles élaborées par les peuples nomades des régions désertiques, où l'horizon est dégagé et où l'absence de constructions humaines permanentes telles que des routes oblige chacun à tracer à chaque fois sa propre route. En revanche, elle est éloignée de celles créées par les habitants des horizons fermés des forêts ou des villes, par exemple. Dans nos sociétés où les choix sont prédéterminés par le tracé de voies permanentes, la maîtrise d'un savoir technique est moins nécessaire, mais nos déplacements n'en demeurent pas moins le résultat de choix fondés sur notre capacité à lire l'espace et à en construire une image mentale — une représentation — qui nous permet de le comprendre et de le « maîtriser » suffisamment pour que l'on puisse s'y déplacer.

Le savoir vernaculaire de l'espace repose ainsi d'abord sur une série d'opérations abstraites qui permettent d'acquérir en temps direct des unités d'informations sur l'espace qui, mobilisées conjointement, construisent en contexte une grille de lecture de l'espace cohérente et opérationnelle. Cependant, l'efficacité de cette grille est limitée au milieu géographique dans lequel elle a été conçue ou à un milieu similaire.

Lire l'espace permet d'en construire une représentation, une image mentale qui constitue l'une des bases du savoir vernaculaire sur l'espace. Quel rapport ces représentations entretiennent-elles avec l'espace orthonormé — l'espace « réel », « objectif », de la géographie savante — qui apparaît sur les cartes ? Elles en sont plus ou moins éloignées selon les individus et les cultures, et les écarts sont particulièrement importants pour tout ce qui touche à la localisation. Les résultats laisseraient à penser que la plupart des individus ne maîtrisent que très médiocrement l'espace dans lequel ils évoluent. Pourtant, en dépit de cette faible maîtrise, on observe que les mêmes individus y vivent sans difficulté majeure et savent se rendre d'un point à un autre sans avoir l'impression de s'être perdus en chemin. En référence à l'espace objectivé de la représentation

cartographique, leurs itinéraires ne sont pas nécessairement les meilleurs en termes de temps mobilisé ou de distance parcourue. Cependant, ils sont opérationnels puisque les personnes arrivent là où elles le souhaitent sans sentiment de frustration.

Les savoirs géographiques vernaculaires peuvent donc être en partie fondés sur des représentations qui, en référence à l'espace objectivé, sont fausses, mais avoir néanmoins une réelle efficacité, limitée cependant au territoire connu. La familiarité du terrain, qui est de l'ordre du ressenti plus que du pensé, y supplée à la défaillance des connaissances objectives, ou peut aussi parfaire celles-ci lorsqu'elles sont de qualité.

En outre, l'efficacité de ce savoir pour ce qui regarde la qualité du déplacement ne se mesure pas uniquement en termes d'optimisation du temps ou de la distance parcourue, car elle ne repose pas seulement sur les critères rationnels que l'on prête à *l'homo œconomicus*. D'autres éléments entrent en effet en ligne de compte, qui relèvent de l'émotionnel, du plaisir, d'une appréciation sensuelle qui s'ajoute à l'appréciation intellectuelle de la qualité de l'itinéraire.

Le savoir des lieux est donc aussi affectif, inscrit dans une histoire à la fois personnelle et collective, et sensuel. Les savoirs vernaculaires sur l'espace sont ainsi construits sur des unités d'information de nature très diverse, associant des opérations intellectuelles dominées par des raisonnements de type cartésien à une affectivité hautement subjective.

UN SAVOIR MÉTÉOROLOGIQUE

« Quel temps fait-il et, surtout, quel temps fera-t-il demain ? » Il s'agit là d'interrogations récurrentes et très répandues, même si elles sont loin d'être universelles. Par nécessité, la plupart des sociétés ont développé un savoir météorologique vernaculaire empirique, issu d'observations localisées accumulées de génération en génération. Sur la base d'une somme imposante d'expériences répétées se construit une capacité de prédiction précieuse dans la prise de décision rapide qu'imposent souvent tant les travaux des champs que la vie pastorale ou les activités cynégétiques des peuples chasseurs.

Ce savoir météorologique est rigoureux, fondé sur une démarche d'observation empirique et d'accumulation de données sur le temps long que ne renierait pas le scientifique. Il s'attache aussi à saisir à son échelle les causes des phénomènes observés et produit des explications contextuellement justes du point de vue scientifique. Cependant, il est limité par son localisme, fruit de la perspective d'abord pratique dans laquelle il se développe et qui est peu préoccupée de comprendre la circulation atmosphérique générale. Comme ci-dessus à propos du savoir sur l'espace, on retrouve ici un savoir permettant une compréhension partielle des phénomènes,

mais suffisante dans son contexte. Sa portée pratique immédiate est essentielle à ses possesseurs, alors que la question de son universalité importe peu.

Mais l'ambition de ce savoir est-elle limitée à cette efficacité pratique immédiate ? L'analyse de situations engendrées par deux types de catastrophes naturelles associées à un événement climatique — les avalanches et les tempêtes — révèle d'autres enjeux. Lorsqu'une avalanche touche des constructions ou des hommes, aussi meurtrière soit-elle, il n'y a jamais scandale : les couloirs d'avalanche sont connus et les accidents toujours imputables au non-respect ou à l'ignorance d'un savoir de la montagne que redore ce type d'événement. À la qualité des explications produites par le savoir vernaculaire et fondées sur la mise en relation d'une série d'informations recueillies par observation directe, s'ajoute l'efficacité d'une mémoire sans âge transmise de génération en génération. En effet, dans le fond de la mémoire collective, on trouve toujours la trace d'un précédent, dont il importe peu qu'elle soit inventée sous l'effet du besoin car ce qui compte, c'est qu'on apporte ainsi une réponse rassurante sur la capacité de la « sagesse géographique populaire » à prévenir les accidents. L'activation de la mémoire permet aux individus de se ré-approprier un événement qui leur avait sur le moment, par sa violence, échappé, et d'en passer le traumatisme. En revanche, dans le cas d'une tempête telle que celle qui s'est abattue en deux temps sur la France les 26 et 27 décembre 1999, le savoir vernaculaire s'est trouvé totalement démuné. Bien que le savoir savant ait apporté une explication scientifique qui permettait de comprendre ce qui s'était produit, et donc de le justifier, l'événement est resté scandaleux pour l'immense majorité des Français. Au-delà du traumatisme des pertes financières très importantes subies individuellement et collectivement, c'est notre savoir du temps qu'il fait en France qui était déstabilisé, car il ne nous avait jamais dit qu'une tempête d'une telle violence pouvait toucher l'intérieur des terres. Le savoir vernaculaire était dans l'impossibilité d'activer une mémoire rassurante, aussi cet événement inattendu est-il resté impensé et impensable et donc demeuré scandaleux, les explications scientifiques ne pouvant à elles seules calmer les esprits. Dans notre culture, qui place la prévision, c'est-à-dire la maîtrise des événements, au cœur de la relation des hommes à la nature, le savoir vernaculaire a aussi pour fonction d'assurer les hommes de leur capacité à contrôler, voire à dominer, leur environnement.

Les savoirs vernaculaires ne sont donc pas seulement pratiques et ne se résument pas à une série de savoir-faire. Ils apportent aussi des réponses aux angoisses propres à la culture qui les développe et jouent de ce fait un rôle de stabilisateur social. Ce rôle est encore amplifié lorsque la « sagesse géographique » dont ces savoirs sont porteurs fonctionne comme une référence partagée et

contribue alors à façonner les identités et le sentiment d'appartenance à une même communauté.

La figure emblématique du paysan capable de prévoir le temps qu'il fera demain est pourtant souvent tournée en dérision par le savoir savant, qui semble particulièrement se défier du savoir météorologique vernaculaire. Pourquoi une telle attitude ? En Europe, le savoir météorologique est fortement intégré à la culture chrétienne et les moments clefs des saisons agricoles sont par exemple identifiés aux fêtes des Saints du calendrier. Cela a alimenté le mépris dans lequel les géographes savants l'ont tenu et le tiennent encore parfois, y voyant surtout l'expression de superstitions alimentées par l'ignorance et la crédulité. Pourtant, nul ne croit en France que ce sont les « Saints de Glace » qui, pour une raison d'eux seuls connue, font revenir l'hiver alors qu'on le croyait fini. Simplement, cette période délicate pour les cultures est identifiée et pensée dans le cadre conceptuel dominant. Il est d'ailleurs intéressant de remarquer que, depuis la modification du calendrier officiel français en 1967, les fêtes de ces Saints ont été déplacées et « leur » semaine n'est plus la leur que dans la mémoire collective, qui continue pourtant à y faire référence.

Ce mode de formulation témoigne en fait du caractère intégrateur des savoirs vernaculaires, qui se développent en s'inscrivant étroitement dans leur contexte culturel particulier et sont formulés en cohérence et non pas en rupture avec celui-ci. Cette forte intégration des savoirs vernaculaires aux valeurs culturelles et aux formes d'organisation sociales de la communauté qui les construit leur vaut d'être difficilement identifiables, et donc compris, par un membre extérieur à celle-ci.

UN SAVOIR SUR L'ENVIRONNEMENT

L'environnement est au cœur de la relation des hommes aux lieux depuis les origines de l'humanité, aussi est-il logique que le savoir géographique vernaculaire lui accorde une grande attention. Mais sous quelle forme s'exprime-t-il ? Il se fonde dans les cosmogonies et les récits mythiques qui les expriment, proposant chacune une interprétation de l'environnement très marquée culturellement. Les modalités de construction d'un savoir non savant sur l'environnement sont pour nous Occidentaux plus aisément repérables dans les savoirs qui sont pour nous exotiques, du fait même de leur étrangeté. Le récit mythique de l'origine du monde terrestre enseigne ainsi aux Maoris (autochtones de Nouvelle-Zélande) non seulement comment se compose — et se décompose — leur environnement, mais aussi le type de relations qui peuvent s'y développer légitimement. Une analyse géographique serrée du récit biblique de la *Genèse* ferait pareillement

ressortir les bases du rapport homme/nature dans la culture judéo-chrétienne.

Ce qui importe, ce n'est pas la véracité du récit mythique, qui ne préoccupe pas plus les Maoris que les Juifs ou les Chrétiens, en dehors de quelques groupes fondamentalistes marginaux. Ce qui compte, c'est que celui-ci propose une représentation cohérente de l'environnement, sur la base de laquelle les hommes peuvent fonder leurs relations avec celui-ci et décider des modalités acceptables de son exploitation. Les savoirs vernaculaires sur l'environnement doivent ainsi être compris comme des interprétations philosophiques, et analysés comme tels.

Définir et apprécier les savoirs géographiques vernaculaires

Sur la base des caractères identifiés ci-dessus, une définition plus générale des savoirs vernaculaires géographiques se dessine. Tout comme le savoir savant, ils s'affirment comme une construction intellectuelle et non pas seulement comme une praxis fondée sur l'expérience empirique. Ils s'élaborent par la mobilisation conjointe d'unités d'information de types très divers issues de l'expérience, de raisonnements abstraits relevant de la géométrie, de la physique, de la biologie, etc., et de réflexions d'ordre philosophique qui, ensemble, forment ces savoirs.

L'expérience joue un grand rôle dans la formation des savoirs vernaculaires comme dans celle du savoir savant mais les premiers, à la différence des seconds, ne reposent pas sur une démarche analytique et ne multiplient pas les expériences, contrairement aux seconds. Dans une logique expérimentale scientifique, il faudrait par exemple essayer tous les itinéraires et les analyser un par un pour trouver le meilleur suivant un ou plusieurs critères. Parce qu'ils ne sont pas analytiques, la validité des savoirs vernaculaires s'apprécie à l'aune de la cohérence de l'ensemble et de son caractère opératoire, et non pas à l'exactitude de chacune des unités d'informations mobilisées.

Les savoirs géographiques vernaculaires sont un engagement de tous les sens, qui les fonde dans une expérience ontologique de l'espace et du milieu. Il en résulte qu'ils sont nécessairement subjectifs et contextualisés, de sorte qu'ils ne peuvent être que pluriels, car si l'on peut repérer des caractères communs à tout savoir géographique vernaculaire, les structures et les contenus sont toujours différents, comme les cultures dont ils sont l'expression. En revanche, il y a bien un seul savoir géographique savant, grâce notamment à l'objectivation qui le fonde et légitime sa prétention à une certaine universalité.

Enfin, les savoirs géographiques vernaculaires sont faiblement formalisés et ne tendent pas vers la théorisation, de sorte qu'ils sont difficilement communicables à un membre extérieur au groupe, ainsi que sur un mode abstrait. Le savoir géographique savant est, en revanche, discursif, formalisé sur un mode théorique, soucieux d'objectivation et de sa communicabilité hors contexte.

D'un point de vue savant, que nous apporte finalement l'étude des savoirs géographiques vernaculaires ? Tout d'abord, en nous permettant d'approcher l'expérience géographique ontologique qui consiste à « être humain sur la Terre », elle nous aide à saisir les fondements de la relation hommes/lieux. Alors que l'artificialisation du monde dans lequel nous vivons va s'accéléralant, il importe plus que jamais d'évaluer au mieux l'ensemble des conséquences des transformations des environnements naturels que nous mettons en œuvre.

Par ailleurs, une fois montré que les savoirs vernaculaires sont spécifiques car ils expriment chacun des valeurs culturelles particulières, l'analyse peut se poursuivre par une interrogation sur les fondements culturels du savoir savant. Si celui-ci diffère nettement des savoirs vernaculaires, il n'en est pas moins dans une certaine continuité avec le savoir vernaculaire de la culture occidentale. Ainsi le territoire, précocement identifié comme l'une des formes par lesquelles se construit le rapport entre l'homme, l'espace et l'identité, apparaît-il aujourd'hui en crise, à l'heure où les modes de déplacements rapides des hommes et des biens matériels et immatériels créent des espaces dépendants ou solidaires discontinus dans lesquels semble se dissoudre le territoire. Que devient-il, existe-t-il encore, pourra-t-on vivre sans territoire ? Autant de questions angoissées posées aux géographes. Leur difficulté à apporter une réponse est, me semble-t-il, due aux outils conceptuels avec lesquels ils ont forgé la notion, outils hérités de cultures sédentaires et agricoles dans lesquelles le territoire est un ensemble de parcelles de propriété contiguës, ce qui a conduit à le penser d'un point de vue savant comme une surface continue formée d'aires accolées les unes aux autres. Pourtant, d'autres cultures appréhendent le territoire d'une toute autre façon et le pensent d'abord comme un réseau de chemins par lesquels différents points et différentes populations dans l'espace sont mis en relation et forment ainsi un territoire au sens fort du terme en dépit de la discontinuité spatiale. Les savoirs vernaculaires non occidentaux peuvent donc être une ressource pour le savoir savant, en lui proposant d'autres conceptualisations du monde.

On voit ainsi que les savoirs vernaculaires, s'ils sont bien compris, peuvent être des forces de proposition pour les scientifiques chargés de développer un savoir savant plus que jamais nécessaire à tous. La contextualité et la finalité pratique des savoirs vernaculaires les placent au plus près d'un réel qui ne cesse de se transformer et les contraint ainsi à se reformuler en permanence

pour s'adapter à ces modifications. La vitesse avec laquelle ils peuvent le faire est liée à leur structure foisonnante et réactive plutôt qu'analytique, ce qui les place toujours en avant des formulations savantes. Ce qu'ils saisissent dans un mouvement global, de façon partielle et en partie intuitive, le savoir savant peut ensuite le formaliser et le théoriser. Ce dernier a donc tout à gagner d'un dialogue avec les premiers, que seule permettra la reconnaissance de leur valeur propre.

RÉFÉRENCES

- BERNUS (E.), « Perception du temps et de l'espace par les Touaregs nomades sahéliens », in P. Claval *et al.* (dir.), *Éthnogéographies*, Paris, L'Harmattan, 1995.
- BERQUE (A.), *Être humain sur la terre*, Paris, Gallimard, 1996.
- BLAKEMORE (M.), « From Way finding to Map making: the Spatial Information Fields of Aboriginal Peoples », *Progress in Human Geography*, n° 5,1, 1981.
- BONNEMAISON (J.), *Les Fondements géographiques d'une identité — L'archipel de Vanuatu*, livres 1 et 2, Paris, Éditions de l'ORSTOM, 1996 et 1998.
- COLLIGNON (B.), *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan, 1996.
- DARDEL (É.), *L'Homme et la Terre*, Paris, PUF, 1952, [rééd., Paris, CTHS, 1990].
- LEWIS (D.), *We, the Navigators — the Ancient Art of Landfinding in the Pacific*, Honolulu, University of Hawaii Press, 1994.
- PIVETEAU (J.-L.), *Temps du territoire — continuités et ruptures dans la relation de l'homme à l'espace*, Genève, éd. Zoé, 1995.
- ROBIC (M.-C.), « La stratégie épistémologique du mixte : le dossier vidaalien », *La fabrique des sciences sociales, Espaces Temps, Les Cahiers*, n° 47-48, 1991.
- STASZAK (J.-F.), « Dans quel monde vivons-nous ? », in J.-F. Staszak (dir.), *Les Discours du géographe*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- DE LA SOUDIERE (M.), *Au bonheur des saisons — Voyage au pays de la météo*, Paris, Grasset, 1999.
- YOON (H.-K.), *Maori Mind, Maori Land: Essays on the Cultural Geography of the Maori People from an Outsider's Perspective*, Berne/Francfort, Peter Lang, 1986.

R

2004
vol. 60 no. 4

An International Journal on
Human Geography and Environmental Sciences

ISSN 0343-2521
CODEN GEOJDQ

GeoJournal



I 3794

Theme Issue:
Confronting Geographic Complexity:
Contributions from some Latin Countries

Edited by:
Paul Claval and Jean-François Staszak

Kluwer Academic Publishers

R

GeoJournal

Volume 60 no. 4 2004



Theme issue:

Confronting Geographic Complexity: Contributions from some Latin Countries

Edited by: PAUL CLAVAL and JEAN-FRANÇOIS STASZAK

Confronting Geographic Complexity. Contributions from some Latin countries. Presentation Paul Claval, Jean-François Staszak	319-320
At the heart of the cultural approach in geography: Thinking space Paul Claval	321-328
Mythos and techne: An essay on the intercultural function of territory in sub-Saharan geography Angelo Turco	329-337
Nomospace and genospace: A spatial matrix Paulo Cesar da Costa Gomes	339-344
A short cultural geography of death and the dead Jean-Robert Pitte	345-351
Primitivism and the other. History of art and cultural geography Jean-François Staszak	353-364
European conquest, Indian subjection and the conflicts of colonization: Brazil in the early modern era Mauricio A. Abreu	365-373
It's long way to the other geographers and geographic knowledges Béatrice Collignon	375-379
Division of man, division of men. Why is the territory a strong component of contemporary collective identity? Pierre Beckouche	381-387
Offspring of Watsuji's theory of milieu (Fûdo) Augustin Berque	389-396
The symbolic order of objects and the frame of geographical action: An analysis of the modes and effects of categorisation of the geographical world as applied to the mountains in the West Bernard Debarbieux	397-405
Volume contents	407-410

Electronic journals at

KluwerOnline
WWW.KLUWERONLINE.NL

Contact your librarian for more information





It's a long way to the other geographers and geographic knowledges

Béatrice Collignon

UFR de Géographie – Université de Paris 1, Institut Universitaire de France, Equipe EHGO – UMR Géographie-Cités (CNRS/Paris 1, Paris VII, ENS SHL), France (E-mail: Beatrice.Collignon@univ-paris1.fr)

Key words: Arctic geography, epistemology of geography, french geography, geographic knowledge, other/otherness, situated knowledge

Abstract

Geographic knowledge is usually understood as the knowledge produced by geographers. Yet, it is also produced by people outside of the academia. But as Western science claimed for its exclusive self the status of 'knowledge', others have long been denied the production and possession of a true knowledge, and recognised merely the mastering of practical skills. The binary opposition between scientific and other forms of knowledge has been central to the construction of academic geography until the late 1980s, when postmodern thought cast some doubt on the universality of scientific knowledge. This led to critical analyses of academic geography, revealing its situatedness, as well as to a new interest for the geographies of the 'Others'. Examining how geographers have dealt with other knowledge sets so far, and how they have labelled them, this paper argues that other geographies should be given more attention. This means focusing on the knowledges themselves, and considering implementing a true dialogue between these and academic geography.

Introduction – Building from Arctic experience

It took about a hundred years (from 1820s to 1920s) for Western geographers to build a scientific representation of the Arctic. Initially, their descriptions followed the explorers in search of the North-West passage across the Arctic waters. Just like them, geographers had much difficulty in drawing a general ordered picture from all the capes, bays, valleys, lakes and 'barren grounds' encountered. In the early 20th century they eventually looked at what they depicted as a deserted harsh land from a circumpolar perspective rather than a South to North one. Then only did the northern lands started to make sense to them. From there, they eventually proved able to build their geography of the northern land, based on comparative measures that helped put the Arctic on the map (Collignon and Staszak, 1997). All these perfectly rigorous measures tell us of the Arctic as a land of extremes: extreme cold, extreme darkness, extreme distance, extreme low human density, extreme otherness.

But they only tell one side of the geography. That of outsiders, whose measures are built on exogenous standards and appreciated from a foreign norm: that of Europe, a 'temperate climate' region long inhabited by aristocratic agrarian societies of Christian culture which developed into bourgeois industrial societies from the late 18th century and are now turning into post-industrial capitalist societies.

Despite all its qualities this scientific narrative misses one point: the Arctic geography. It does not tell us anything about the Arctic of the insiders, of its inhabitants: the land they have shaped and keep shaping through their own appreciation of its climate and environmental dynamics, of

distances and densities, of isolation and relations with the rest of the world. When one listens to Arctic peoples, radically different geographies unfold. That of the Inuit, for example, gives a definition of seasons based on human and game movements and activities rather than on the alternation of extreme brightness and extreme darkness. It depicts a land of connectivity and high densities of living beings, of environmental balance through the alternation of seasonal cycles, of new time-distances that are changing the relationship with the land, as well as between people and regions, of disturbing climate warming, etc. (Collignon, 2004). Obviously, a legitimate geography of the Arctic can only be a hybrid narrative, voicing both world comparable sophisticated measures and unique sophisticated geographies. It still has to be written.

This simple example underlines the need to reflect on the relationship between scientific geographic knowledge and other knowledge sets. Of course, social scientists have long been aware of the existence of other forms of knowledge than the scientific one. But until the late 1980s western science claimed for its exclusive self the status of 'knowledge'. Others were hence denied the production and possession of a knowledge; they had 'world-views' and 'values', at best. There has been an improvement since, but the problem remains. The denial does not lie in the recognition of the knowledge itself anymore, but in the recognition of the realm of its legitimacy. Today's acute awareness to the Other has not put an end to the clear cut between academic knowledge and other knowledge sets. The opposition of yesterday, which went along with a hierarchical principle, has been replaced by a juxtaposition, a rather limited improvement.

Working with Canadian Inuit I have been in a privileged position to observe the dynamics at work on that issue. Inuit people have been advocating for several years for a better integration of other knowledge sets into scientific ones. Their strongly voiced demand casts light on one of geography's (and other social sciences) essential problem. For what is the narrative we are to tell? That of the 'real' world? Or that of the lived-in space? Or both? If other geographies should be taken more seriously it is not only for the sake of acknowledging the Other. It is also for the sake of academic geography.

Yet, this issue is somewhat neglected by geographers. This paper is a call for increased awareness. A first step is to acknowledge the present situation. How geographers, specially French ones, have been dealing with other knowledge sets so far? Which expressions have been used to label those knowledges, and what are their shortfalls? On this basis, suggestions for a renewed approach that would go beyond the mere juxtaposition of knowledges can be made.

Geographers and other knowledge sets

In France, geographers have long had an ambiguous relation with 'folk' or 'popular' knowledge. Vidal's attempt to build geography as an open air natural science, where lab experiments were replaced by fieldwork surveys, drove him and his students to develop a peculiar relation with local people. Locals were recognised as reliable sources of information while at the same time denied true understanding of their environment. It was the scientist's job to build the knowledge (Robic, 1991). Not only for the sake of science but, in French Republican ideal of equality, for the enlightenment of the people through an education system that gave much importance to geographic education. Hence Vidal's and most of his early students' involvement in the writing of geography text books for secondary as well as primary schools.

From the late 1960s to the early 1980s this geography experienced a deep crisis triggered by a strong questioning of its tradition and paradigm. As quantitative methods were making their way into the academia a new generation advocated for a clear assertion of the discipline's belonging to the realm of social sciences. Landmarks books such as Bailly, Ferras and Pumain encyclopedia (1992) and a decade later Lévy and Lussault dictionary (2003) have regularly renewed that statement since. Simultaneously a concern for theory was rising, leading to the development of epistemological studies. It fostered an enduring interest for reflexive attitudes towards the construction of scientific geographic knowledge. A concern that was hardly influenced by post-modernist theory, which has had little impact on French geography so far, save for a few individuals. The interest for the production of knowledge first turned to historical studies, questioning the basis of the *Ecole Française de Géographie* paradigm through analytical studies of the works of Vidal de la Blache (Robic, 1991, 2000) and his students (Claval, 1993, 1998; Claval and Sanguin, 1996). Recently, Latour's sociology of science has influenced some of these works (for example Garel, 1999). Since the mid-1990s, the emphasis

in epistemological studies has slowly shifted to contemporary geography. More research is now focusing on today's production of knowledge, which encourages reflexive attitudes towards the geographer's work. This movement is also fostered by the Ministry of Research and the CNRS research calls. Three calls issued in the last five years are particularly significant on this matter: 'Geographic knowledges', 'Field, techniques and theories', 'History of knowledges'.

When French geographers turned away from Vidal's geography the previous ambiguous relation between scientific and popular geography was highly criticised. As a result, the 'new geography' took great care in not having anything to do with 'folk' geography. This radical breach, linked with the rise of a strong neo-positivist movement which gave spatial analysis a central role in academic geography until the early 1990s, has had long effects. To this day many French geographers tend to overlook other forms of knowledge, denying them the very status of knowledge.

Some geographers, though, were sensitive to Others' knowledge sets. Not surprisingly they were engaged in tropical studies, directly confronted with the Other. Late Jean Gallais (1984) and Joël Bonnemaïson (1986–1987 and 1994) can be seen as pioneers on these grounds. Bonnemaïson played a key role in implementing french ethnogeography. But because his own fieldwork was conducted among indigenous people (Vanuatu Melanesians), such studies were limited almost exclusively to non Western cultures, and results have found much difficulty in being recognised some value, save that of their exoticism. This largely explains the lack of reference to these works in the growing number of studies dedicated to geographic representations since the early 1990s. Building on constructivist theory, these research aim at revealing spaces and places as cultural and social constructs, constantly reshaped by people actions, words and thoughts. But knowledge itself is hardly ever a central concern. Other works have focused on geographic representations of decision makers such as planners and politicians. But in those studies the partition between scientific and other geographic knowledge sets is left unchallenged. When Jean-Robert Pitte writes the bibliography of Philippe Lamour, a regional planner (2002), or when Michel Lussault analyses the geographic action of Michel Royer, Mayor of the city of Tours for over thirty years (1993), they concede them the possession of a geographic knowledge. But they do not go as far as to think that academic geography has anything to learn from it. It is legitimate to study those knowledge sets only because geographers cannot seriously pretend to understand the world if they do not understand how the people who shape it through their daily actions and decisions, at all levels of the society, understand it themselves.

All together, a clear partition hence remains. It is well illustrated in Paul Claval (2001) synthesis on the epistemology of geography. He dedicates his first chapter to the other forms of knowledge, and the following eight ones to academic geography. Such lay-out perfectly reflects today's situation: other sets are acknowledged but as a separate bulk which does not have any serious impact on the construction of scientific knowledge.

Anglophone geographers have explored rather different paths, as is well known. Inspired by postmodern and post-colonial theory, reflexivity towards academic geography has focused on revealing its ethnicity and the situatedness of its narratives. The limits of our own knowledge system have been clearly identified. This critical approach has also led to the strongly voiced recognition of 'the Others' and their geographies. Here I only want to focus on the issue at stake in this recognition of Others' geographies. What is central is acknowledging the Other and his/her otherness, not reflecting on his/her closeness to ourselves. Insistence is on the distance rather than on the connections. Calling on the incommensurability of knowledge, each geography is recognised as legitimate in its own realm, but with little possibility to escape from that realm. Following Feyerabend radical relativism any geographic knowledge is considered as valid as any other, but it is also impossible to compare or confront it with any other. Moreover, the possibility of building a true knowledge from an outsider's perspective is denied. Therefore even voicing the geographies of Others becomes a problem. Yet, less radical postmodernist geographers do it. But then, these geographies appear as a narrative apart, rarely as a starting point for a dialogue with academic geography. The message is that voicing them is complementary; a nice gesture towards the Other, a sign of good will from 'us' towards 'them'. Scientific knowledge and other forms of knowledge remain separated.

Postcolonial studies developed in English-speaking geography thus also fall short of giving these knowledges the importance they deserve. Juxtaposition has replaced opposition. It is a first step, but we cannot stop there. We have to go beyond a partition that is also inscribed in the words we use to label non scientific knowledges.

Naming knowledge

"The very language we use ('our knowledge, their values') is problematic. Knowledge implies certain absolutes; values suggest relativity." (Chruikshank, 1984, p. 19)

Even today, when geographers study 'ordinary people', i.e. non geographers, they grant them possession of 'skills' and sometimes of a 'wisdom' (usually when dealing with 'exotic' peoples), but rarely of a knowledge. And when they seem to do so, they use specific expressions that clearly set such knowledge apart from the 'true' one; the academic one.

In mainland Europe the most current heading is 'popular knowledge', an expression with a pejorative connotation that discredits it, equating popular with uneducated, i.e. ignorant. Another label is 'folk knowledge'. Again, it is quite condescending, relegating that knowledge to folklore, i.e. a bulk of beliefs and inherited practices related to ignorance, lack of understanding and fear of the unknown or, at best, to pleasant traditions which value lies in their exoticism. Such words reflect the contempt with which these narratives have been looked at by scientists. 'Traditional knowledge', an expression much used in North-America, has a quite

similar meaning. With such formulation the knowledge is enclosed in a past state, despite sophisticated denials from the part of those who use the expression. In the early 1990s 'traditional ecological knowledge' ('TEK') overthrew 'traditional knowledge'. Yet, this shift is all but an improvement since, as a result, the scope of those knowledge sets is limited to environmental issues. Moreover, classifying them as ecological is a mistake. Also, 'TEK' applies exclusively to indigenous peoples. It hence works as a synonym of 'indigenous knowledge', a widespread expression which has been losing ground, being heavily criticised as prejudiced.

Interestingly, all the expressions discussed above leave 'ordinary' Westerners without any recognition. They are denied any knowledge at all. In the great postmodernist partition of the world between 'us' and 'them', they stand nowhere: not exotic enough to be 'them' but indeed outside of the scholars' world of 'us'. As they share the same cultural background as academics, their knowledge is the most invisible to us. And/or we are more reluctant to label it as 'knowledge', since we see it more as bits and pieces of skills and information lacking a comprehensive construct. But it might be its closeness, its lack of exoticism that disturbs us. The urban Westerner is the most deprived: we are more likely to recognise long time rural inhabitants some geographic knowledge, but only because it easily falls into the 'folk' category.

In an attempt to break away from this kind of entrapment as well as with academic contempt over other knowledge sets, the use of the expression 'local knowledge' has been steadily growing. At first glance it seems more acceptable than the others; a neutral description of a knowledge fostered locally through direct or transmitted experience and observation. Yet, a second look casts some doubt. The term 'local' sets a direct confrontation, inducing the idea of a knowledge limited in scope, which does not compete with the 'universal' scientific knowledge. It organises a hierarchy in which the local can provide some specific information to the universal, but is not to be taken seriously when it comes to global explanations. The situation remains that established by Vidal over a hundred years ago. Another problem related to this heading is that just as indigenous peoples' knowledge is not always – and never only – ecological, non scientific knowledge is not always – and seldom only – local. Regional planners, industrial managers or tourists geographic knowledges are certainly not 'local'.

The usual terminology is thus quite unsatisfactory. Despite the efforts to better recognise other knowledge sets, the head-on collision with the academic one remains. The former are put in opposition and/or competition with the latter. To state that such expressions maintain thought patterns preventing Western academics to break away from that framework might be an overstatement, but we can safely say that they *do not encourage* them to do so.

With this in mind, I have suggested the expression 'vernacular knowledge' (Collignon, 2000). The term has long been used in linguistics and architecture. In linguistics a 'vernacular language' is spoken exclusively (or almost) by members of an ethnic or cultural group. They use it to com-

municate among themselves. In contrast, a 'vehicular language' is one that is used for external communications with neighbouring, foreign groups. The key element here is circulation. In architecture, 'vernacular construction' arises from non-codified types of architecture, non-discursive, transmitted from one generation to the next by apprenticing within the community. On the other hand, professional 'formal' architecture is discursive, transmitted through a theoretical framework. The key element here is formalisation.

These two dimensions – circulation and formalisation – also work well to qualify vernacular knowledge in geography. It first of all stems from direct and subjective experiences. In its main lines it is shared by all members of a cultural group, expressing their conception of space, places and territory. It is endogenous and circulates only within the group that nurtures it. As it is not formalised, it appears as a flexible narrative where theory is never disconnected from practical situations, actions and problems.

The adoption of the expression 'vernacular knowledge' does not only help avoiding negative connotations. Insisting on the endogenous quality of vernacular knowledge brings us to consider that Western science is, indeed, a specific form of vernacular knowledge; that of Western societies. And so are other recognised sciences such as classic Arab science, Chinese science or Eastern Indian science. Each one of them is endogenous to one specific culture. The opposition is thus not between scientific and vernacular knowledge, as any knowledge is vernacular to some degree. The opposition is between scientific and non scientific, and the difference between the two categories lies in the procedures rather than in the goals.

Going beyond the recognition of the Other

Having drawn the picture of the present situation and the traditions it stems from, we can now turn to suggestions to move forward. So far, efforts have focused on the recognition of other knowledges legitimacy. The time has now come to go beyond that and go past the rather unsatisfactory juxtaposition of knowledges.

In order to do so, we need to reflect on the nature of the various knowledges rather than on their contents. We need to develop more ethnogeographic studies than what we have done so far. These must leave the ethnic and exotic realm to also reach the ordinary: the urban European, the Japanese tourist, the American commuter, etc. Their geographies, their spatial skills and their representations also deserve recognition. In French geography the import of ethnomethodology procedures suggested by Staszak (1997) is slowly making its way and proving its relevance, mainly in PhD works in progress. Already, the distance but also the proximity of the various knowledge sets has been evaluated (Collignon, 2000). This can serve as a basis for further experiments. Attention often focus on differences, otherness. But there are also similarities.

Indeed, all knowledges are similar on several grounds. First, they all share a same goal: any geographic knowledge pretends to lay a faithful and comprehensive representation

of our world. The divergence will be in the appreciation of the faithfulness. Also, all are an intellectual construct and not just a praxis based on experience. Information gathered are dealt with by a reasoning that implies abstraction and is oriented by theoretical thought. Another convergence is the importance given to experience, combined with long term observation, in constructions which are all cumulative. It is on those grounds that many peoples outside of the Western world argue for the recognition of their knowledge as a scientific one.

Yet, differences should not be overshadowed. Science implies forming a specialised community of individuals dedicated to research, whose activity makes them members of the social elite. Knowledge construction follows explicit rules and formalised procedures, so that it can easily be communicated and shared among the members of the scientific community. Relations with the rest of the society on the other hand are either seen as unnecessary or as secondary and only possible through adjustments: vulgarisation. Other knowledge sets, for their part, are freely developed by anybody. Their construction does not follow strict rules and procedures. They can be widely shared in the society, but they also remain very personal, specially in their interpretative dimension. A good example of this is how some Inuit have criticised the neologism *qaujimajatuqangit* used to designate inuit 'traditional' knowledge because it implies a shared idea, interpretation, of a phenomena. The knowledge Inuit share, they argue, is *qaujimajatuqangit*: the description, observation of a phenomena or object as a fact. The building of a meaning, of an interpretation, is a personal construct that remains so and should not circulate between individuals.

Furthermore, only Western academic geography develops an analytical and exhaustive approach where experiences and observations are formalised and reproduced, and where all possibilities – even the less probable ones – are considered. Other geographic knowledge sets are supported by subjective experiences of spaces and places engaging all senses and emotions, rather than on a formalised one. The analytical method also leads to a separation of fields of knowledge, whereas other geographies tend to be holistic. As such, they appear as a mix of empirical observations and intellectual speculations when our own narrative has long been very suspicious, and still is at least partly, of abstract speculations not supported by empirical validation. Attitudes engaged in the process of constructing a geographic knowledge are also different. A Western scholar will seek distanciation towards the object under study as a research procedure. Even when aware of her/his own subjectivity, efforts will be made to control it, for example by openly recognising it and describing it for the reader.

Conclusion

Advocating for the construct of a renewed, truly comprehensive scientific knowledge obviously stems from French academic's attachment to the scientific project as such, even if aware of the vernacular nature of Western science. Recogn-

nition of its limits and contextuality should not lead to the abandonment of a project which retains all its interest.

All narratives are respectable, but none of them tell the whole geography. Therefore, we need to blend them together. Incorporating bits and pieces of other geographies – paintings, stories, toponyms, architectures, built landscapes, etc. – into western academic geography is just not enough. It is the global construct that has to be integrated. Academic geographic knowledge needs to become a hybrid narrative built on an equal partnership between scholars and non scholars, sharing and discussing their representations to mix them and elaborate a true global knowledge of the world we live in, have shaped and constantly reshape. The issue is no other than the very goal of academic geography. If it pretends to provide a reliable narrative about the spaces and places of the world, about their dynamics and interactions, it cannot keep developing itself parallel to the geographies through which those spaces and places are experienced, understood and built by their inhabitants and by those who just visit them. This new hybrid scientific geography will be a fragmented one, but so is the world it seeks to describe and understand.

Of course, there are major problems. It is quite easy to recognise the value of indigenous peoples' observations on fauna behaviour and to integrate it as a piece of information into scientific biological knowledge. It is less easy to integrate the world-view it feeds and which supports the gathering and processing of the information; the knowledge. We are faced with the incommensurability of knowledges. And we also have to deal, once more, with power relations and the domination of our western science, since it is this knowledge that pretends to incorporate the others, not the other way round. It is also the only one that has the power – political, economical and cultural – to do so. We cannot escape from the epistemological rupture, or erase it.

But acknowledging the difficulties should help us to move forward, not bring to a widening of the gap. This conviction does not only stem from French academic tradition. It is comforted by over a decade of dialogue with the Inuit, giving me first hand experience of their attitudes towards western sciences such as geography, linguistics, geology, biology and medicine. If they claim a recognition of their knowledge, they are also very interested in ours and do not hesitate to mix both in order to build for themselves better representations. This should be an inspiration for us, Western geographers of the 21st century.

References

- Baillly A., Ferras R and Pumain D. (eds), 1992: *Encyclopédie de Géographie*. Economica, Paris.
- Berque A., 1986: *Le sauvage et l'artifice. Les japonais devant la nature*. Gallimard, Paris.
- Berque A. 1990: *Médiancé, de milieux en paysages*. GIP RECLUS, Montpellier.
- Berque A., 1997: Basho, Chôra, Tjukurpa, ou le poème du monde. *L'Espace géographique* 26(4): 289–295.
- Bonnemaison J., 1986 and 1987: *Les fondements géographiques d'une identité – L'archipel de Vanuatu – livres 1 et 2*. Editions de l'ORSTOM, Paris.
- Bonnemaison J., 1994: *The Tree and the Canoe: History and Ethnogeography of Tanna*. University of Hawai'i Press, Honolulu [1st edition in French: 1986].
- Calenge C. and Lussault M. (eds), 1997: *Figures de l'urbain: des villes, des banlieues et de leurs représentations*. Publications de la Maison des Sciences de la ville, U. François Rabelais, Tours.
- Chivallon C., 1999: Les pensées postmodernes britanniques ou la quête d'une pensée meilleure. *Cahiers de Géographie du Québec* 43(119): 293–322.
- Chivallon C., Ragouet P. and Samers M. (eds), 1999: *Discours scientifiques et contextes culturels. Géographies françaises et britanniques à l'épreuve postmoderne*. Editions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, Talence.
- Claval P. (ed.), 1993: *Autour de Vidal de la Blache, la formation de l'Ecole française de géographie*. CNRS éditions, Paris.
- Claval P., 1998: *Histoire de la géographie française, de 1870 à nos jours*. Nathan, Paris.
- Claval P., 2001: *Epistémologie de la géographie*. Nathan, Paris.
- Claval P. and Sanguin A.-L. (eds), 1996: *La géographie française à l'époque classique (1918–1968)*. Collections L'Harmattan, Paris.
- Collignon B., 2000: Les savoirs géographiques ont-ils une valeur? In: Michaud Y. (ed.), *Qu'est-ce que la société? Université de tous les savoirs*. Vol. 3. Odile Jacob, Paris, 111–120.
- Collignon B., 2004: *Understanding Arctic Environment: the Inuit knowledge of their land*. CCI Press, of Alberta, Edmonton, [updated edition from French book, 1996].
- Collignon B. and Staszak J.-F., 1997: Evolution du discours géographique: l'Arctique canadien dans les trois premières Géographies Universelles. In: Berdoulay V. (ed.), *Modernité et tradition au Canada – Le regard des géographes français jusqu'aux années 1960*. L'Harmattan, Paris, pp. 153–175.
- Cruikshank J., 1984: Oral tradition and scientific research: approaches to knowledge in the North. *ACUNS – Social Science in the North, Communicating Northern Values*. Occasional Paper 9: 3–23.
- Debarbieux B., 1995: Le lieu, le territoire; et trois figures de rhétorique. *L'Espace géographique* 2: 97–112.
- Equipe MIT, 2002: *Tourismes 1. Lieux communs*. Belin, Paris.
- Gallais J., 1984: *Hommes du Sahel*. Flammarion, Paris.
- Garel J., 1999: Pour une mise en oeuvre de concepts issus de l'anthropologie des sciences dans l'histoire de la géographie. *Actes du colloque IUKB-IRI*. Institut universitaire Kurt Bûsch, Lausanne.
- Lévy J. and Lussault M. (eds), 2000: *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*. Belin, Paris.
- Lévy J. and Lussault M. (eds), 2003: *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*. Belin, Paris.
- Lussault M., 1993: *Tours, images de la ville et politique urbaine*. Maison des Sciences, Tours.
- Lussault M., 1997: Des récits et des lieux: le registre identitaire dans l'action urbaine. *Annales de géographie* 597: 522–531.
- Merrifield A., 1995: Situated knowledge through exploration: reflexions on Bunge's 'Geographical Expeditions'. *Antipode* 27(1): 49–70.
- Mondada L., 2000: *Décrire la ville: la construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*. Economica, Paris.
- Mondada L. and Racine J.-B., 1998: Ways of writing geography. In: Buttimer A. and Brunn, S.D. (eds), *Text and image: Social Construction of Regional Knowledges*. Institut für Länderkunde, Leipzig.
- Pitte J.-R., 2002: *Philippe Lamour: père de l'aménagement du territoire*. Fayard, Paris.
- Robic M.-C., 1991: La stratégie épistémologique du mixte: le dossier vidalien'. *Espaces Temps – Les Cahiers* 47–48: 53–66.
- Robic M.-C. (ed.), 2000: *Le tableau de la géographie de la France de Paul Vidal de la Blache – dans le labyrinthe des formes*. CTHS, Paris.
- Staszak J.-F., 1995: *La géographie d'avant la géographie. Le climat chez Aristote et Hippocrate*. L'Harmattan, Paris.
- Staszak J.-F., 1997: Dans quel monde vivons-nous? Géographie, phénoménologie et ethnométhodologie. In: Staszak J.-F. (ed.), *Les Discours du géographe*. L'Harmattan, Paris, pp. 13–38.
- Staszak J.-F., 2003: *Géographies de Gauguin*. Bréal, Paris.

Septembre 2005

Bulletin de l'Association de Géographes Français

Géographies



- * La géographie économique au début
du XXI^e siècle : agglomération et dispersion
(Georges BENKO, coordinateur)
- * Géographie vernaculaire
(Béatrice COLLIGNON, coordonnatrice)

*Soutenu par le
Centre National de la Recherche Scientifique*

Bulletin de l'Association de Géographes Français

2005-3
Septembre
82^e année

Géographies

La géographie économique au début du XXI^e s. : agglomération et dispersion

- G. BENKO .- Trajectoire de la géographie économique au XX^e siècle
- L. HALBERT .- Les métropoles, moteurs de la dématérialisation du système productif français
- C. DEMAZIÈRE .- Stratégies de développement des agglomérations de taille moyenne
- M. ABRANTES .- Géographie de l'audiovisuel au Brésil

Géographie vernaculaire

- B. COLLIGNON .- Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires ?
- M. SIVIGNON .- La géographie spontanée
- C. CHIVALLON .- Les enjeux de la qualification des savoirs
- E. LÉZY .- Vers une géographie vernaculaire de la Guyane

25€
ISSN 0004-5322



Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires ?

(WHAT DO WE KNOW ABOUT VERNACULAR
GEOGRAPHIC KNOWLEDGES ?)

Béatrice COLLIGNON*

RÉSUMÉ : Les articles réunis dans ce numéro sont issus d'une séance de l'Association de Géographes Français consacrée aux savoirs vernaculaires en géographie. Après avoir brossé le contexte dans lequel s'est inscrite cette séance de travail, ce texte introductif propose une définition du savoir vernaculaire, suivie d'un rapide historique des conditions d'émergence de cette thématique encore nouvelle en géographie. Pour finir, les principaux enjeux de la prise en compte des savoirs vernaculaires en géographie sont présentés.

* Université de Paris 1 / UMR Géographie-Cités (équipe EHGO), Institut Universitaire de France, Beatrice.Collignon@univ-paris1.fr

BAGF – GÉOGRAPHIES - 2005-3

Mots clés : Epistémologie de la géographie, géographie humaine, histoire de la géographie, savoir géographique, savoir, savoirs traditionnels, savoirs locaux.

ABSTRACT: The papers gathered in this issue of the BAGF were all given at a working session of the Association of French Geographers in November 2003 dedicated to geographic vernacular knowledge. As the introducing paper, this text first recalls the context in which the working session took place. A definition of "vernacular knowledges" is given, followed by an overview of the conditions in which the theme of non academic geographic knowledges arouse from the 1950s to the 1990s. The author then presents the main issues that giving other geographies serious attention raises for academic geography.

Key-words: Epistemology, history of geography, human geography, knowledge, geographic knowledge, local knowledge, folk knowledge, traditional knowledge, vernacular knowledge.

Que sait-on des savoirs géographiques vernaculaires ? S'il a semblé opportun de poser la question, c'est que ces savoirs sont aujourd'hui reconnus en géographie, mais demeurent mal définis. On cherche encore à en dessiner les contours alors que des géographes de plus en plus nombreux les intègrent dans leurs analyses, sans pour autant les placer au cœur de leurs approches.

Les savoirs vernaculaires ont longtemps été ignorés par les géographes, qui utilisaient les informations recueillies sur le terrain auprès "d'informateurs" mais ne reconnaissaient pas ces derniers comme porteurs d'un savoir à part entière. Depuis quelques années, à partir de 1996-1998, on observe une montée de l'intérêt pour ces savoirs, dans trois perspectives principales.

Sous l'influence de la sociologie des sciences et notamment des travaux de Bruno Latour, l'épistémologie de la géographie se tourne vers les relations qu'entretient le savoir savant (ou académique, universitaire) avec les savoirs non-savants, dont il se nourrit et qu'il intègre au moins en partie. On ne pense plus en termes de rupture, de différence de nature, entre ces deux types de savoirs, mais bien en termes de continuité.

Par ailleurs, le développement des études insistant sur les représentations en géographie, ainsi que l'influence des travaux de Michel Foucault – revisités ou non par les théories postmodernistes – ont conduit à appréhender la géographie académique comme un discours non exclusif et non exhaustif sur le monde. De là, on est rapidement passé à la reconnaissance d'autres savoirs géographiques,

autrefois ignorés ou considérés comme des croyances sans fondements et sans intérêt autre qu'anthropologique.

Enfin, l'intégration des acteurs de tous types dans les analyses relatives aux territoires et à l'environnement a pour corollaire la prise en compte de leurs représentations, de plus en plus reconnues comme des savoirs géographiques. Analyser ces savoirs, c'est se donner les moyens de comprendre les décisions des acteurs, et donc les dynamiques des territoires.

C'est dans ce contexte que s'inscrivent les textes publiés dans ce volume, issus d'une séance de l'Association de Géographes Français (AGF) consacrée aux savoirs vernaculaires en géographie. Cette rencontre ne se voulait pas, et ne pouvait pas être, une mise au point sur un champ bien constitué de la discipline. Il s'agissait plutôt de s'interroger, dans une séance de travail, sur l'opérationnalité d'une notion encore naissante, à travers un petit tour d'horizon des façons dont elle peut être convoquée par des géographes aux perspectives et aux pratiques variées. Les textes de Michel Sivignon, Christine Chivallon et Emmanuel Lézy attestent bien d'une diversité des usages, reflet d'explorations qui portent moins sur ce que sont ces savoirs que sur ce que l'on peut en faire en géographie.

Ces trois contributions doivent être lues en relation avec la définition des savoirs vernaculaires qui avait été proposée pour amorcer la réflexion, et replacées dans le contexte de la lente reconnaissance de ces savoirs à partir des années 1950. La séance de travail du 15 novembre 2003 a été marquée par d'importants échanges entre les intervenants et avec le public présent. Ceux-ci ont permis de mieux identifier les enjeux que représentent, pour les chercheurs en géographie, la prise en compte de ces savoirs vernaculaires. Ce sont ces enjeux qui justifient qu'on leur consacre ce numéro du *Bulletin de l'Association de Géographes Français*.

1 - Savoirs vernaculaires, proposition de définition

L'expression "savoir vernaculaire" est progressivement adoptée par des géographes depuis quelques années, sans que l'on prenne toujours la peine de préciser ce qu'elle recouvre. Il faut pourtant s'entendre d'abord sur une définition. Je m'appuie sur celle que j'ai proposée en 2000, dont les paragraphes suivants sont une courte synthèse enrichie de quelques réflexions nouvelles.

Commençons par nous entendre sur ce que l'on appelle "savoir". Me fondant sur les définitions les plus courantes, je le définis comme ce qui donne sens à une situation ou à un événement par la mobilisation d'une série d'unités d'informations possédées par celui (ou celle) qui met en œuvre ce savoir. Le savoir est ainsi une mise en cohérence interne des unités d'informations, et sa mise en acte est un mouvement. Dans le *Dictionnaire de la géographie et de*

l'espace des sociétés (Lévy et Lussault, 2003), le philosophe Jean-François Pradeau chargé de l'article "savoir" distingue le substantif : "le contenu de connaissance d'un objet" du verbe : "la maîtrise de cette connaissance". "Savoir ne signifie pas seulement connaître" insiste-t-il, car "savoir signifie connaître de façon à agir, et désigne l'aptitude de la connaissance à fonder une pratique" (p. 816). Le savoir est donc bien un acte.

Comme pour les savoirs savants, élaborés dans un cadre scientifique, l'expérience joue un rôle majeur dans la formation des savoirs vernaculaires. Mais, à la différence des premiers, les savoirs vernaculaires ne reposent pas sur une démarche analytique : si les expériences sont multipliées, il ne s'agit pas de tester toutes les configurations possibles, et les vérifications n'ont pas nécessairement une visée systématique. La validité des savoirs vernaculaires s'apprécie à l'aune de la cohérence de l'ensemble et de leur efficacité, et non pas à l'exactitude de chacune des unités d'informations mobilisées. La notion même d'exactitude serait d'ailleurs problématique dans plusieurs cas ; lorsque le savoir incorpore des émotions ou des rêves, par exemple. Ces savoirs sont aussi peu formalisés et ne tendent pas à la théorisation. Ils sont de ce fait difficilement communicables à un membre extérieur au groupe dans lequel ils s'élaborent, ainsi que sur un mode abstrait. Les savoirs savants sont en revanche discursifs, formalisés sur un mode théorique, soucieux d'objectivation et de communicabilité hors contexte.

L'expression "savoirs vernaculaires" rend bien compte, à mon sens, de ces qualités. D'usage récent en sciences sociales (une quinzaine d'années), on ne parvient pas à dater précisément son apparition. En géographie, Philippe Pinchemel semble avoir été le premier à l'employer dans le cadre de ses séminaires d'épistémologie à la fin des années 1980. D'origine latine – le terme désigne au départ l'esclave né dans la maison – vernaculaire renvoie à la sphère de l'entre soi, de l'intérieur, de l'endogène.

Il est d'abord employé en linguistique pour distinguer les langues vernaculaires, parlées uniquement par un groupe culturel ou une ethnie, des langues véhiculaires parlées par plusieurs groupes pour échanger entre eux. Ainsi, l'italien peut être qualifié de langue vernaculaire tandis que l'anglais est aujourd'hui la langue véhiculaire par excellence. Dans l'emploi que font les linguistes de la notion de vernaculaire, l'accent est mis sur la communication.

Le terme est aussi adopté en architecture, où le vernaculaire désigne des constructions exprimant des styles architecturaux non codifiés, non discursifs, transmis par apprentissages pratiques. Par opposition, l'architecture savante des architectes est discursive, codifiée et transmissible sur un mode théorique. L'igloo est une architecture vernaculaire par excellence, tandis que l'architecture moderniste est évidemment savante. L'accent est mis ici sur la

formalisation (ou son absence) et sur les modes de transmission qui en découlent.

Reprenant le titre d'un ouvrage important de Clifford Geertz (1986), on emploie parfois en sciences sociales l'expression de "savoirs locaux", qui serait synonyme de "savoirs vernaculaires". Elle n'est cependant guère satisfaisante car il y a incertitude sur ce qui est local. Est-ce le contexte d'élaboration du savoir, où "local" renverrait à "endogène" ? Ou bien est-ce le champ d'application de ce savoir, qui serait borné à l'horizon immédiat ? Cette seconde interprétation pose problème car le savoir vernaculaire s'étend bien au-delà de cet horizon.

Les travaux en ethnosciences des années 1950, suivis en 1962 d'un ouvrage majeur de Claude Lévy-Strauss (*La pensée sauvage*), ont bien montré que les savoirs vernaculaires sont une construction intellectuelle et ne peuvent être réduits à une *praxis* fondée sur l'expérience empirique. Comme j'ai tenté d'en rendre compte pour la géographie des Inuit, ils s'élaborent dans un mouvement de mobilisation conjointe d'unités d'informations de types très divers issues de l'expérience, de raisonnements abstraits relevant de la géométrie, de la physique, de la biologie, etc., de réflexions d'ordre philosophique, de la spiritualité individuelle et collective, de croyances, de rêves et d'émotions qui, ensemble, forment ces savoirs (Collignon, 1996, p. 149-156).

Les savoirs géographiques vernaculaires sont ainsi un engagement de tous les sens, qui les fonde dans une expérience ontologique de l'espace et du milieu. Ils sont nécessairement subjectifs et contextualisés, et ne peuvent donc être que pluriels. Si l'on peut repérer des caractères communs à tout savoir géographique vernaculaire, les contenus sont toujours différents, comme les cultures dont ils sont l'expression. En revanche, il y a bien un seul savoir géographique savant, grâce notamment à l'objectivation qui le fonde et légitime sa prétention à une certaine universalité.

2 - Des croyances aux savoirs : reconnaître ces géographies

Jusqu'à une période récente, les savoirs élaborés en dehors d'un cadre scientifique n'étaient pas reconnus comme tels, ce qui évitait de se poser des questions. Jean-François Dortier (2003) parle d'ailleurs à leur sujet de "savoirs invisibles", ce qui dit clairement l'ignorance dans laquelle ils étaient tenus. Cependant, l'expression est à mon sens trop allusive pour pouvoir être retenue.

Dans un article de 1991, Marie-Claire Robic a bien montré comment en géographie s'opérait la répartition des compétences entre les géographes et "le terrain". D'un côté des habitants utilisateurs du sol, riches de sommes d'informations détaillées sur le milieu et les terroirs accumulées au fil de la

transmission inter-générationnelle, de l'expérience et de l'observation quotidienne : ce sont les informateurs. De l'autre des géographes, formés à la mise en relation rigoureuse des observations et informations de tous ordres débouchant sur l'identification de types de dispositifs, de processus et de causalités, soit sur l'élaboration d'un savoir géographique reconnu, validé par l'évaluation par des pairs en fonction de critères bien établis et connus de tous : ce sont les savants.

Dans cette longue période, on reconnaît aux populations des savoirs-faire et des connaissances, mais pas de savoir global. Celui-ci est remplacé chez elles par des "valeurs" au mieux, des "croyances" au pire. Les premières sont souvent l'apanage des peuples chasseurs-cueilleurs, dont la capacité à survivre dans des milieux que les Occidentaux considèrent comme hostiles suscite une certaine admiration. Le traitement réservé aux Inuit, aux Aborigènes ou aux Pygmées est à ce titre emblématique. Les secondes sont notamment attribuées aux plus proches : les paysans des campagnes d'Europe, enfermés dans un système de croyances qui les conduit à répéter d'une année à l'autre, d'une génération à l'autre, des pratiques culturelles peu efficaces ou moins efficaces que ce que des ingénieurs agronomes au solide bagage scientifique pourraient leur proposer.

Le changement de regard est d'abord le fait d'ethnologues américains, qui élaborent la notion d'ethnoscience dans les années 1950. Il s'agit de reconnaître la valeur des savoirs indigènes en montrant qu'ils sont fondés sur des classifications rigoureuses. En 1962, Claude Lévy-Strauss publie sur la question un ouvrage majeur : *La pensée sauvage*. En montrant que cette pensée est rationnelle et ne diffère de la pensée occidentale que par ses buts, il la sort de la sphère du "magique" et des "croyances" où elle était jusque là inscrite pour l'établir comme base d'un savoir opérationnel. D'abord limité aux sciences naturelles (ethnobotanique, ethnozoologie) le champ des ethnoscience s'élargit progressivement à presque tous les domaines du savoir (ethnopharmacologie, ethnomédecine, ethnomathématique, ethnoastronomie, etc.) sans pourtant toucher la géographie.

Avec la montée du post-structuralisme dans les années 1980, la recherche anthropologique abandonne l'étude des systèmes de classifications. On passe de l'étude des ethnoscience à celle plus large des "savoirs autochtones" (Agrawal, 2002), aussi appelés "savoirs indigènes" (Barrou et Crossman, 2001) ou "savoirs traditionnels" et parfois même "savoirs écologiques traditionnels" lorsqu'il s'agit de chasseurs-cueilleurs (Collignon, 2004). Dans la même décennie les ethnologues, jusque là spécialistes du lointain, se tournent vers un proche auparavant délaissé. Cet intérêt nouveau se traduit par la reconnaissance des "savoirs populaires" ou "traditionnels".

Le fait que les géographies vernaculaires n'aient pas été identifiées comme des ethnosciences peut être interprété comme l'expression du manque d'affinité des anthropologues avec les objets de la géographie (les interfaces hommes/milieu, l'espace, le territoire) et ses problématiques. Mais on peut aussi y lire l'absence d'échanges conceptuels bien établis et suivis entre ces deux disciplines. Des enquêtes (non publiées, Collignon et Delfosse) ont confirmé que le dialogue reste le plus souvent informel et interpersonnel. Le fait que l'ethnogéographie, développée en France par des géographes au tournant des années 1990, ait peu à voir avec l'étude des ethnosciences, dont elle ne se réclame d'ailleurs pas (Claval et Singaravelou, 1995), est particulièrement significatif à cet égard. L'ethnogéographie se fonde d'ailleurs rapidement dans la géographie culturelle.

Tout d'abord, en nous permettant d'approcher l'expérience géographique ontologique que constitue le fait d'"être humain sur la Terre", elle nous aide à saisir les fondements de la relation hommes / lieux. Alors que l'artificialisation du monde dans lequel nous vivons va s'accroissant, il importe plus que jamais d'évaluer au mieux l'ensemble des conséquences des transformations des environnements naturels que nous mettons en œuvre.

Ce paragraphe est une scorie qui a échappé à toutes les vigilantes relectures. Prière de ne pas le prendre en considération.

L'intérêt pour ces autres géographies vient pour une part de la géographie tropicale, qui participe à l'affirmation d'une géographie culturelle à la française à travers notamment les travaux de Joël Bonnemaïson (voir sa thèse, 1986-87). Parallèlement, la géographie de l'espace vécu développée par Armand Frémont (1974) porte aussi les germes d'un travail sur les géographies vernaculaires. Cependant, il ne s'agit que de germes. Le dossier que *L'espace géographique* consacre à l'espace vécu en 1976 montre assez que l'on est encore très loin de reconnaître un statut de savoir à ces autres géographies.

Ceci se fera plus tard, dans les années 1990. Dans une perspective constructiviste, il ne s'agit plus de construire un savoir objectif et potentiellement universel sur le monde, mais plutôt de comprendre des savoirs élaborés par des acteurs très variés, dont les actions contribuent au façonnement de ce monde qu'étudient les géographes. La reconnaissance des acteurs légitime alors l'étude de ce que savent les non-savants.

On peut voir dans cette dernière une mise en œuvre du programme proposé dès 1952 par Eric Darde pour la géographie. Dans une optique phénoménologique, celle-ci devait être une recherche sur l'"être géographique", l'expérience géographique comme une ontologie. Cette nouvelle approche est cependant moins influencée par les phénoménologues que par les travaux de Michel Foucault et de Gilles Deleuze, ainsi que par la sociologie des sciences telle que la développent Bruno Latour et Michel Calenge.

On pourrait s'attendre à la construction de relations fortes entre les recherches sur les géographies vernaculaires et les sciences cognitives. Il n'en est rien pourtant. Ces dernières ont fortement marqué les études concernant les compétences spatiales des individus, et leurs cartes mentales. Mais leur approche très analytique, leur positivisme et leur rattachement de plus en plus fort aux neurosciences les éloignent du projet des sciences sociales contemporaines.

3 - Les enjeux d'une prise en compte des savoirs géographiques vernaculaires

Pour la géographie, le premier enjeu d'une prise en compte des savoirs vernaculaire est méthodologique. Comment appréhender des savoirs non formalisés, fortement marqués par la personnalité de chaque individu qui les porte et les refaçonne sans cesse à sa convenance ? Les géographes n'ont guère développé de compétences en ce domaine. Cependant, alors que la géographie sociale se tourne de plus en plus vers des enquêtes de type qualitatif, privilégiant les entretiens et les récits, il importe de se donner des outils pour décrypter les discours recueillis. Insister sur l'existence de savoirs géographiques vernaculaires, c'est aussi se donner les moyens de considérer les paroles données comme l'expression d'un tout qui fait sens, et non pas comme des éléments d'informations isolées que le chercheur peut manipuler à sa convenance, comme on l'a longtemps fait.

Du point de vue de la méthode proprement dite, il semble opportun de croiser en permanence deux pratiques classiques de la géographie : l'observation de terrain et l'analyse des discours. S'agissant de savoirs peu formalisés et souvent non discursifs, l'observation qui permet de saisir le savoir en actes est indispensable. Elle doit être associée avec une analyse fine des discours de tous ordres (images, textes, noms, récits, entretiens), constructions qu'il revient au chercheur de déconstruire. Dans ce travail, les outils les plus prometteurs me semblent être ceux de l'école interactionniste de linguistique (Mondada, 2000) et de l'ethnométhodologie. On ne peut que regretter que la proposition d'importation de cette dernière en géographie n'ait pas eu jusqu'à présent de fort retentissements, en dépit du succès de la géographie des parkings qui sert d'exemple dans le texte (Staszak, 1999).

Au-delà des considérations méthodologiques, que peut apporter l'étude des savoirs géographiques vernaculaires à notre discipline ? Comme le montrent Christine Chivallon à propos des afro-américains des Caraïbes, et Emmanuel Lézy à propos de Léon Damas, auteur Guyanais, étudier un groupe ou un individu à partir des géographies qu'il élabore permet de mieux comprendre son rapport politique au monde, la place qu'il se donne dans celui-ci. On voit

aussi que le savoir géographique est souvent étroitement associé à la construction identitaire, et que la manipulation de l'un est au service de l'affirmation de l'autre. L'entrée par le savoir peut être une voie féconde pour mieux comprendre ces identités que bien des géographes placent aujourd'hui au cœur de leurs recherches.

Par ailleurs, de nouvelles perspectives épistémologiques se dévoilent. Considérer les savoirs vernaculaires conduit à une interrogation sur les fondements culturels de la géographie savante, comme le montre Michel Sivignon. N'est-elle pas dans une certaine continuité avec les géographies vernaculaires de la culture occidentale ? Des études récentes de la géographie "classique" tendent à le confirmer (voir notamment Beaudelle *et alii.*, 2001). On peut alors tenter de mieux distinguer ce qui relève du vernaculaire et ce qui relève du scientifique, qu'il s'agisse de mieux asseoir la géographie savante comme science ou, au contraire, de l'ethniciser en montrant qu'elle n'est que l'expression des valeurs poussées à leur terme de la culture occidentale.

Ceci rejoint les travaux de la géographie anglophone. Sous l'influence notamment des critiques féministes, postmodernistes et postcoloniales, elle analyse depuis une quinzaine d'années le savoir savant comme un discours contextualisé qui parvient à s'imposer comme le discours dominant dans le cadre d'un rapport de forces. La critique tend aujourd'hui à s'essouffler, car elle ne parvient pas à déboucher sur des propositions constructives. Ceci est dû, me semble-t-il, à une lecture qui se limite aux rapports de domination et isole de ce fait la géographie savante des géographies vernaculaires, qui sont maintenues dans un monde de l'Ailleurs, de l'Autre, et dont le statut de savoir n'est pas placé au centre des approches (Collignon, 2004). Or, c'est justement sur les hybridations, les échanges qu'il faut travailler. Dans un monde de circulation accélérée des biens, des informations et des personnes, les notions de vernaculaire et de savant se brouillent, les savoirs étant le plus souvent un mélange d'informations issues de ces deux sources. Dans ce bricolage, les acteurs forgent une géographie qui contribue à transformer le monde, tandis que les chercheurs trouvent de nouvelles clés pour la lecture de celui-ci.

Pour mieux avancer dans ce travail d'analyse des savoirs, il importe de suivre la proposition de Michel Sivignon et de distinguer plus clairement ce qui relève vraiment d'un savoir de ce qui n'en est pas encore, et qu'il appelle "géographie spontanée". Celle-ci correspondrait à ce que Michel de Certeau a appelé les "savoirs ordinaires" (1980), et que l'on nomme parfois aussi "savoirs quotidiens", expressions trop floues pour pouvoir être retenues. Mais celle de "géographie spontanée" n'est pas tout à fait satisfaisante non plus, car elle laisse entendre qu'il n'y aurait pas d'apprentissage, et pas de transmission. Il me semblerait plus approprié de parler ici de "compétences géographiques", unités

de connaissances ne formant pas un discours d'ensemble, marqué par une forte cohérence.

L'étude des géographies vernaculaires est enfin compliquée par le fait que, non formalisées, elles sont fortement marquées par les interprétations individuelles, même lorsqu'elles sont partagées dans leurs grandes lignes par tout un groupe, social ou culturel. Ce dernier aspect inscrit la question dans la réflexion en cours sur la place que les sciences sociales doivent accorder à l'individu, et sur les modalités de construction d'une connaissance des groupes à partir de matériaux individuels (voir Lahire 2005 et les nombreuses réactions que son ouvrage a suscitées, mais aussi par exemple les articles de Dubet et de Martucelli in *EspacesTemps.net*, 2005, et plusieurs articles du n° 638-639 des *Annales de Géographie* consacré aux identités en géographie). On peut voir dans cette actualité le signe d'une participation accrue de la géographie aux grands débats des sciences sociales, dont on ne peut que se féliciter.

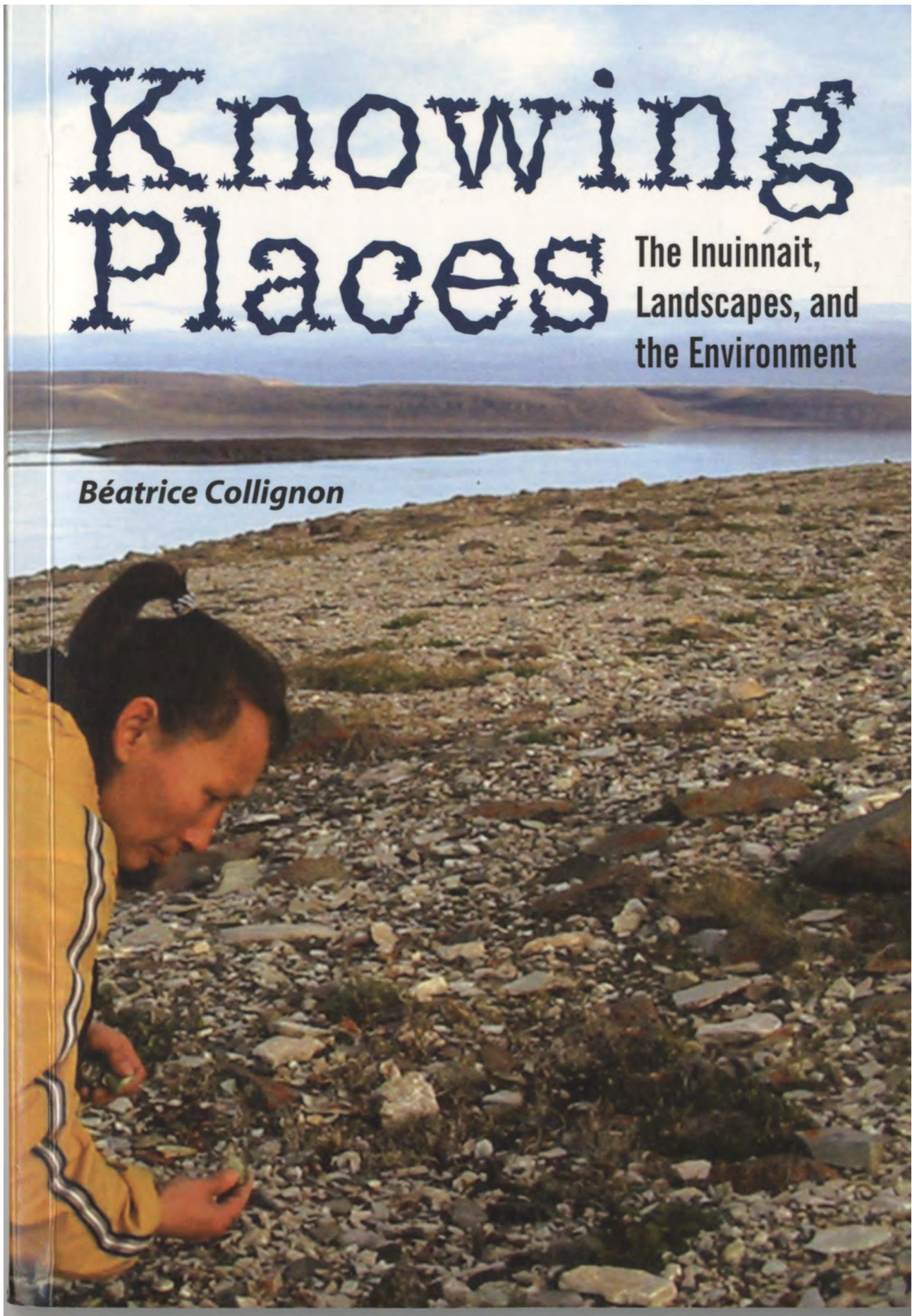
Pour finir, on ne peut ignorer l'enjeu politique que représente la reconnaissance des savoirs non savants. À l'heure de la montée du populisme et des discours "anti-experts", on peut s'interroger sur l'opportunité d'insister sur la légitimité de savoirs contingents, non objectivés et peu soucieux de rigueur. Mais on ne peut pour autant renoncer, car le projet même des sciences sociales est bien de comprendre comment les individus et les groupes donnent un sens à leur expérience du monde, et non pas de décrire ce monde en dehors de toute expérience humaine. Et comment répondre aux peurs d'aujourd'hui sans prendre au sérieux les représentations qui les nourrissent ?

Je remercie en premier lieu l'Association de Géographes français, qui m'a invitée à organiser comme je l'entendais une de ses "journées", acceptant que j'en fasse une séance de travail sur une notion encore en cours d'élaboration. Je remercie aussi mes trois collègues dont les textes sont publiés ici, qui ont bien voulu réfléchir à cette question et s'exposer à une discussion parfois vive. Enfin et surtout, j'exprime ma plus vive reconnaissance à Gérard Hugonie, pour son infinie patience dans la mise au point de ce numéro du BAGF-Géographies.

RÉFÉRENCES CITÉES

- AGRAWAL A. (dir.), 2002 .- *Revue internationale des sciences sociales*, 173 (dossier "Les savoirs autochtones").
- BARROU J.-P et CROSSMAN S., 2001 .- *Enquête sur les savoirs indigènes*, Paris, Calman-Lévy.
- BEAUDELLE G. et alli (dir.), 2001 .- *Géographes en pratiques (1870-1945). Le terrain, le livre, la cité*, Rennes, PUR, coll. "Espace et Territoires".
- BONNEMAISON J., 1986-1987 .- *Les fondements d'une identité. Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu*, Paris, ed. de l'ORSTOM, 2 vol.

- CLAVAL P. et SINGARAVELOU (dir.), 1995 .- *Ethnogéographies*, Paris, L'Harmattan, coll. "Géographie et Cultures".
- COLLIGNON B., 1996 .- *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan, coll. "Géographie et Cultures".
- COLLIGNON B., 2000 .- "Les savoirs géographiques ont-ils une valeur ?" in Y. Michaud (dir.), *Qu'est-ce que la société ? Université de tous les savoirs*, vol. 3, Paris, Odile Jacob, p. 111-120.
- COLLIGNON B., 2004 .- "It's a long way to the Other. Geographers and geographic knowledges", *Geojournal*, 60 (dossier "Confronting geographic complexity - contributions from some latin countries"), 4, p. 375-379.
- DARDEL E., 1952 .- *L'homme et la terre*, Paris, PUF. [ré-édition 1990, CTHS]
- De CERTEAU M., 1980 .- *L'invention du quotidien. vol 1 : Arts de faire*, Paris, Union générale d'éditions, coll. 10/18. [dernière ré-édition 2004, Gallimard, coll. "Folio/essais"]
- De CERTEAU M. et al., 1980 .- *L'invention du quotidien. vol 2 : Habiter, cuisiner*, Paris, Union générale d'éditions, coll. 10/18. [dernière ré-édition 2003, Gallimard, coll. "Folio/essais"]
- DI MÉO G. (dir.), 2004 .- *Annales de Géographie*, 113, 638-639 ("Composantes spatiales, formes et processus géographiques des identités").
- DORTIER J.-F., 2003 .- "Les savoirs invisibles. De l'ethnoscience aux savoirs ordinaires", *Sciences Humaines*, 137, p. 17-23.
- DUBET F., 2005 .- "Pour une conception dialogique de l'individu", *EspacesTemps.net*, Textuel, (<http://espacestemps.net/document1438.html>)
- FRÉMONT A., 1974 .- "Recherches sur l'espace vécu", *L'espace géographique*, 3, p. 231-237.
- GEERTZ C., 1986 .- *Savoir local, savoir global. Les lieux du savoir*, Paris, PUF [traduction, 1^{ère} édition anglaise 1983 .- dernière ré-édition française : 2002]
- LAHIRE B., 2004 .- *La culture des individus. Dissonances culturelles et distinction de soi*, Paris, Ed. La Découverte, coll. "Textes à l'appui".
- LÉVY J. et LUSSAULT M., 2003 .- *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin.
- LÉVY-STRAUSS C., 1962 .- *La pensée sauvage*, Paris, Plon. [dernière ré-édition, 1992, Plon, coll. "Presses Pocket"].
- MARTUCELLI D., 2005 .- "Les trois voies de l'individu sociologique", *EspacesTemps.net*, Textuel, (<http://espacestemps.net/document1414.html>)
- MONDADA L., 2000 .- *Décrire la ville. La construction des savoirs urbains dans l'interaction et dans le texte*, Paris, Anthropos, coll. "Villes".
- ROBIC M.-C., 1991 .- "La stratégie épistémologique du mixte : le dossier vidalien", *EspacesTemps, Les cahiers*, 47-48 (dossier "La fabrique des sciences sociales"), p. 53-66.
- STASZAK J.-F., 1997 .- "Dans quel monde vivons-nous ? Géographie, phénoménologie et ethnométhodologie", in J.-F. STASZAK (dir.), *Les discours du géographe*, Paris, L'Harmattan, p. 13-38.



Knowing Places: The Inuinait, Landscapes, and the Environment

deals with the geographic knowledge of Inuit of the central Canadian Arctic, and explores the importance of the land in the construction of identity. Inuinait geographic knowledge is organized around three central concepts: relativity, connectivity and subjectivity, that also organize the social structure, and the Inuinnaqtun language. It is a knowledge in action, best described as a holistic 'wisdom of the land'. It involves a mix of practical skills such as orientation and meteorology, and of oral tradition: stories and place names told and remembered. Learning is accomplished through observation and experience, and by careful attention to numerous stories. Place names describe features as seen and understood by specific people, in specific contexts and experiences related to life and travels on the land. Along with the stories of Inuit epics and family tales, they transform the wide expanses of the physical landscapes into 'memoriscapes,' inhabited by human beings, animals, and spirits of all kinds.

The book is organized into five chapters and two appendixes. An introduction is followed by a 'vignette' which depicts daily life in the early 1990s. Chapter One gives a historical overview of Inuinait social structure and seasonal movements throughout the 20th century. The second chapter identifies the various elements that comprise Inuinait geographic knowledge. Chapter Three is dedicated to the interpretation of the 1,007 Inuinait place names collected by the author in the early 1990s. Chapter Four describes the framework that organizes the Inuinait geographic knowledge system and its dynamic. An Epilogue provides insights into the outcome of the research. Two appendixes complete the book: a lexicon of place-names and their English translation, and a detailed presentation of the scientific context and research methodology. The analysis also relies on twenty six original maps and diagrams.

About the author:

Béatrice Collignon, born in 1965, first met the Inuinait in 1980, at an archaeological excavation near Ulukhaktok (then called Holman). She later dedicated her Ph.D. research to Inuinait geographic knowledge. An Associate Professor of Geography at the University of Paris 1 Panthéon-Sorbonne, she continues her research among the Inuinait while developing more theoretical work on geographic knowledge. She is also a member of the Institut Universitaire de France, and teaches geography at the University of Bologna, Alma Mater Studiorum (Italy).



ISSN 0838-133X Circumpolar Research Series No. 10
2006 CCI Press ISBN 1-896445-33-0

Table of Contents

Acknowledgements	vii
Author's Note	xi
Translator's Note	xiii
Introduction	1
Vignette : Tatiik – Chronicle of a Fall Camp	9
Chapter One: Setting the Stage: The Inuinait and Their Land . . .	19
Chapter Two: Geographic Information: Learning Through Practices and Oral Tradition	63
Chapter Three: Toponyms: What's in a Place Name?	101
Chapter Four: Enacted Knowledge: How Inuinait Live their Geography	149
Chapter Five: Geographic Knowledge and Cultural Change	183
Epilogue	209
Bibliography	215
Appendices	231
Appendix A : Translation of the place names	231
Appendix B : The scientific context of the research	259
Extended Table of Contents	289
List of Figures	295
List of Insets	297
Inuinnaqtun Summary	299



Roberta Memogana, 1999

Partie 3

Territoire - Identité

Le concept de territoire et la question du lien entre territoire et identité, ont fortement marqué mes travaux, notamment dans les dix premières années de ma carrière de chercheur. J'ai sélectionné dans cette partie quelques publications pour en rendre compte, et notamment illustrer les divers aspects du territoire que j'ai appréhendés, toujours dans le cadre de mes recherches sur la géographie des Inuinnait. Ces cinq textes sont donc à considérer comme la palette avec laquelle j'ai pu travailler le concept du territoire principalement, et celui de l'identité secondairement.

La teinte majeure de cette palette est donnée par les propositions de Joël Bonnemaïson qui, dès son article de 1981 "Voyage autour du territoire" (*L'espace géographique*, 10-4, p. 249-262), montrait que le territoire est une construction sociale toujours inscrite dans un contexte culturel, et non pas seulement une entité administrative et/ou politique. En revanche, je n'ai pas adhéré à certains de ses propos ultérieurs, notamment lorsqu'il tendait à essentialiser l'identité et à sacraliser le territoire (voir par exemple Bonnemaïson et Cambrésy, 1996, "Le lien territorial, entre frontières et identités", *Géographie et cultures*, 20, p. 7-18).

Avant le territoire, en bonne élève de Philippe Pinchemel et en bonne étudiante de Paris 1, c'est l'organisation de l'espace qui m'a intéressée. Le premier texte de cette sélection en témoigne. Cette entrée a été précieuse, car elle m'a d'emblée poussée à m'interroger sur les continuités plutôt que sur les ruptures, ce qui m'a peut-être permis d'être plus sensible à la façon dont les Inuit eux-mêmes insistent de mille manières sur les continuités, en dépit d'un discours dominant – y compris le leur – qui met presque systématiquement en avant les ruptures.

Le texte 16, qui fut l'une de mes premières publications scientifiques, est ainsi consacré à une réflexion sur le maintien de leurs grands principes d'organisation de l'espace au-delà des modalités changeantes suivant lesquelles les Inuinnait ont habité leur territoire au cours du 20^e siècle. On retrouve cette même idée dans les deux textes suivants. Il s'agit d'y montrer que les transformations des modes d'habiter et des contours du territoire sont à comprendre comme des incorporations de nouveaux lieux (situés en particulier dans le Sud du Canada, texte 17) et de nouvelles dimensions (politique notamment, texte 18) qui élargissent le territoire des Inuit, bien plus que comme des reconfigurations s'accompagnant d'une perte de ce qui serait le "vrai" territoire, celui habité et parcouru par les Inuinnait avant leur sédentarisation dans ces villages qui ponctuent aujourd'hui l'arctique inuit (voir la carte en page 3 du volume 1 de ce dossier).

Dans les deux textes suivants, cinq ans plus tard, je pose autrement l'équation, en mettant en avant la question de l'identité, que je tends à détacher de celle du territoire, même si celui-ci reste présent dans la réflexion proposée. Il faut y voir l'effet d'une réticence doublée d'une certaine inquiétude face l'évolution des discours sur le territoire dans la géographie française des années 2000. J'ai évoqué ci-dessus mon désaccord avec les derniers textes de Joël Bonnemaïson. Comme d'autres (par exemple Claire Hancock dans "L'idéologie du territoire en géographie : incursions féminines dans une discipline masculiniste", in C. Bard (dir.), 2004, *Le genre des territoires. Masculin, féminin, neutre*, Presses universitaires d'Angers), il me semble idéologiquement dangereux de lier trop fortement l'identité et le territoire, et scientifiquement erroné. En effet, l'étude des identités montre leur résilience mais aussi leur souplesse. En ce qui concerne les Inuit, ce sont les manipulations de l'identité en fonction des contextes qui sont surtout remarquables. C'est en cela que le texte 19 est à mon sens important, raison pour laquelle je l'ai inséré dans cette

sélection bien qu'il s'agisse d'un article court, paru dans une grande encyclopédie destinée à un public universitaire. L'enjeu de ce texte échappera sans doute, en partie du moins, à mes lecteurs géographes. Il s'agit en fait d'une prise de position par rapport au discours dominant parmi les chercheurs en études inuit à propos des Inuvialuit. La majorité de mes collègues tend en effet à considérer le nom Inuvialuit comme, en quelque sorte, un nouveau nom venant remplacer ceux en usage précédemment et correspondant exactement à la même chose. Or, il importe à mon sens d'insister au contraire sur le fait qu'il s'agit d'une nouvelle identité, d'une construction élaborée en réponse à une nouvelle situation politique et dont toute la valeur réside justement dans l'invention, et non pas dans une fausse continuité avec les identités plus anciennes qu'elle ne remplace pas mais enrichit. Parler d'Inuvialuit quand on parle des Inuit qui habitaient la région au début du 20^e siècle non seulement n'a pas de sens mais constitue, de surcroît, un refus de reconnaissance de l'ouverture des Inuit au monde contemporain et de leur réponses créatives à ses enjeux. Le dernier texte de cette partie est davantage centré sur l'identité contemporaine et l'emboîtement des territoires différemment appropriés.

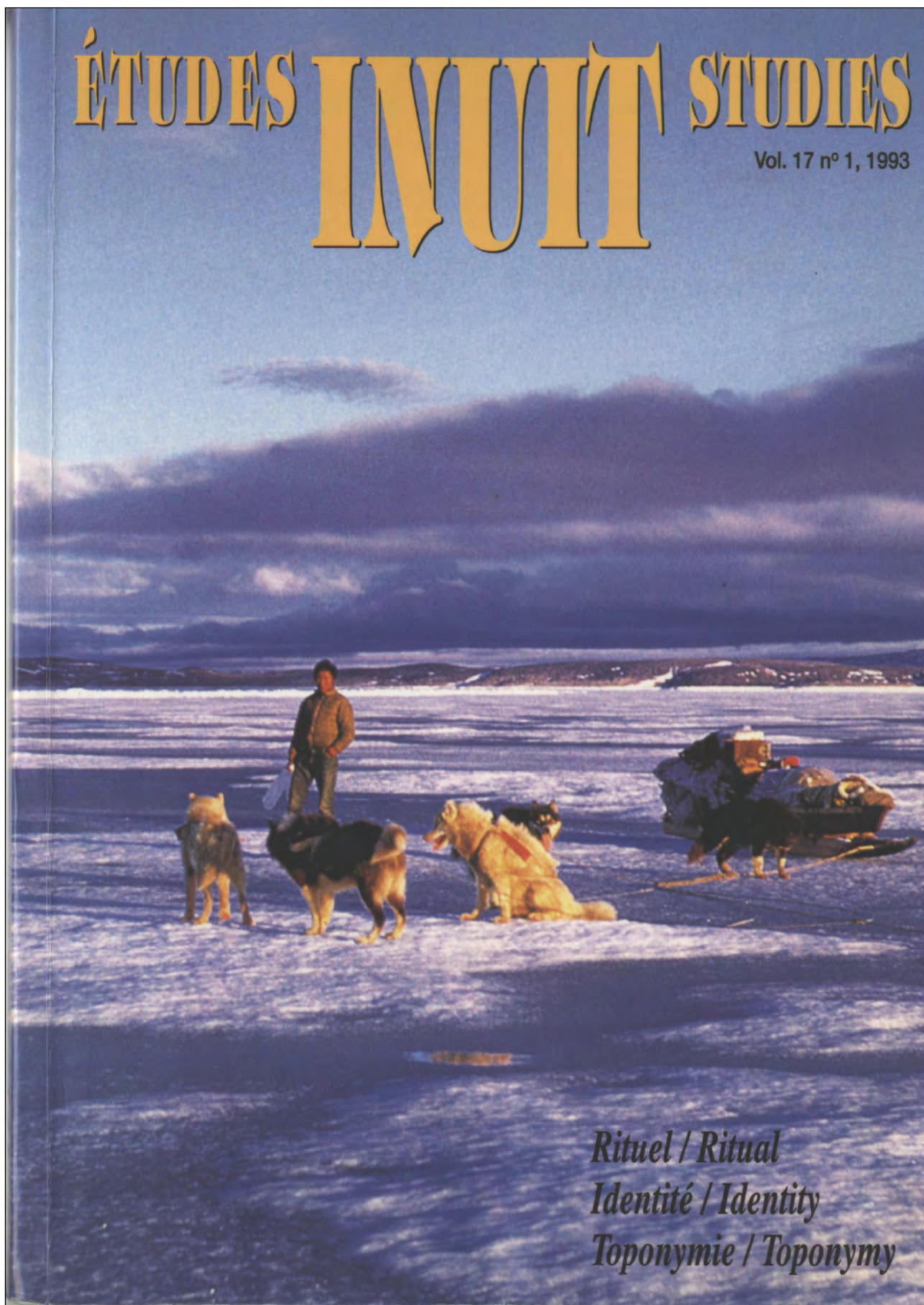
J'ai donc progressivement glissé du concept de territoire à celui de l'identité, et commencé à investir celui de lieu et à réinvestir celui d'espace, pour l'heure dans le cadre de mes recherches sur les espaces domestiques (voir partie 5 de ce volume). Cette disparition progressive du territoire comme concept central dans mes réflexions, que l'on observe chez d'autres géographes, est bien à comprendre comme un abandon, motivé par une évolution de la géographie française où le territoire est devenu un objet qu'on étudie bien plus qu'un concept, un outil pour penser. Les perspectives ouvertes par la redéfinition proposée par Joël Bonnemaïson en 1981 se sont refermées dans une équation où identité et territoire sont trop systématiquement associés à mon sens. C'est à l'exposition argumentée de cette critique, qui recoupe celles qu'a pu formuler Claire Hancock dans son propre dossier de HDR (2011, Université de Paris 7) et dans quelques publications sans s'y superposer, que je compte consacrer un prochain article.

Textes retenus - Table

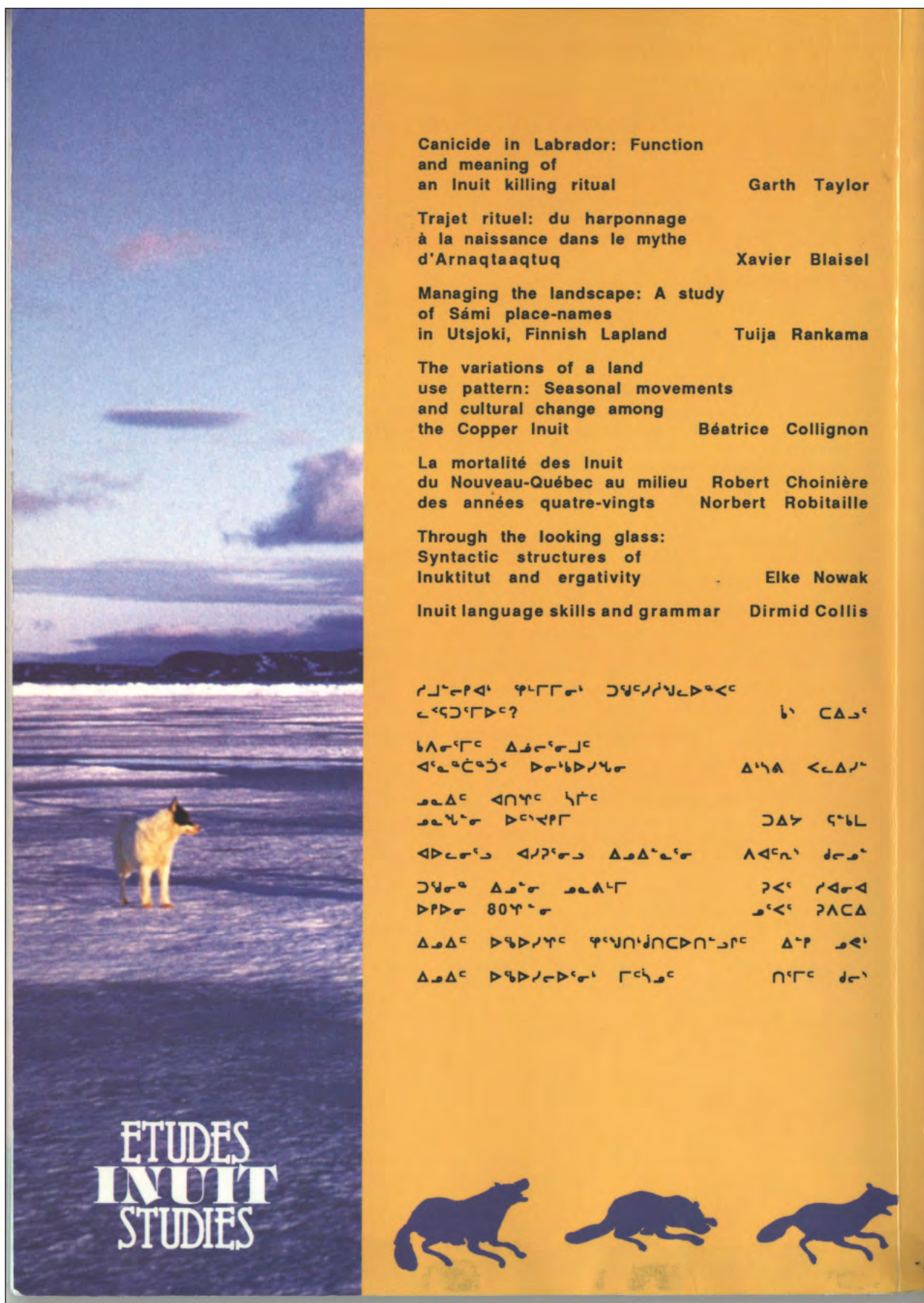
- [16] 1993, « The variations of a land use pattern: Seasonal movements and cultural change among the Copper Inuit », *Etudes Inuit Studies*, Québec, Université Laval, 17, 1, p. 71-89. 225
- [17] 1999, « Les fondements territoriaux de l'identité inuit d'hier et d'aujourd'hui », in Bonne-maison J., Cambrésy L., Quinty-Bourgeois L. (dir.), *Les territoires de l'identité, Le territoire, lien ou frontière ? tome 1*, Paris, L'Harmattan, p. 93-109. 247
- [18] 1999, « Appropriation symbolique - appropriation légale. Les sens du territoire », in Teveny S. et Therrien M. (dir.), *Mieux comprendre le Nunavut*, Paris, INALCO / Ambassade du Canada, p. 35-44. 269
- [19] 2004, « Inuvialuit », in Nuttall M. (dir.), *Encyclopedia of the Arctic*, vol. 2, Londres, Routledge, p. 1008-1010. 287
- [20] 2005, « Mutations socio-spatiales dans l'arctique central canadien », in André M.-F. (dir.), *Le Monde polaire. Mutations et transitions*, Paris, Ellipses, p. 153-165. 291

ÉTUDES INUIT STUDIES

Vol. 17 n° 1, 1993



Rituel / Ritual
Identité / Identity
Toponymie / Toponymy



The variations of a land use pattern: Seasonal movements and cultural change among the Copper Inuit

Béatrice Collignon*

Résumé: Les variations d'un modèle d'utilisation du territoire: Alternance saisonnière et évolution culturelle chez les Inuit du Cuivre.

Les Inuit du Cuivre ont prouvé à plusieurs reprises au cours du XX^e siècle leur capacité à adapter leur pratique du territoire à de nouvelles conditions spatio-économiques qui modifiaient les modalités de l'alternance saisonnière, principe de base de leur organisation spatiale. Si le modèle d'exploitation change au moins quatre fois au cours de la période, le principe de base, quant à lui, perdure jusqu'à la fin des années soixante-dix. Les Inuit du Cuivre — les jeunes générations surtout — cessent alors de construire leur identité sur le maintien d'une relation forte au territoire parcouru, qui se rétrécit d'ailleurs dangereusement.

Par le biais d'une analyse géographique, l'auteure cherche à appréhender la nature de la société inuit contemporaine. Cette société n'est-elle qu'un moment dans l'évolution d'une vieille culture, ou est-elle plutôt une transition vers l'affirmation d'une nouvelle culture arctique? Cette formulation vise à dépasser la problématique de l'acculturation qui donne peu de prise sur les nombreux problèmes auxquels la société inuit est aujourd'hui confrontée.

Abstract: The variations of a land use pattern: Seasonal movements and cultural change among the Copper Inuit (Canada).

The Copper Inuit have demonstrated their ability to adapt to new conditions a number of times during the 20th century. They have developed an elaborate practice of using their territory on the basis of seasonal alternance. Their land use pattern has changed at least four times during this century, but the underlying principle has remained the same up to the late 1970's. Since then, the Copper Inuit, particularly younger generations, have ceased to build up their identity on the relation to the land, a land they live on less and less year after year.

This geographical approach is an attempt to question the nature of modern Inuit society. Is this society only one more stage in the evolution of an old culture, or is it a transitional step towards a new Arctic culture? This concept appears more promising than the concept of acculturation to grasp the nature of contemporary Inuit society and to look for solutions to the many problems this society is today struggling with.

* Laboratoire d'épistémologie et histoire de la géographie, Université de Paris I (Panthéon-Sorbonne).

This paper deals with the seasonal movements of the Copper Inuit from the beginning of the 20th century to the 1990's from a geographical point of view.

The purpose is not to build a history of these groups, but to study the adaptation of an elaborate use of the territory to new conditions throughout the 20th century. In other words, how have the Copper Inuit organized and reorganized their movements within their territories for the last hundred years? Therefore, the exact places where people go or went (the detailed land use) are not of much importance to us. This study focuses on the principles that determine people's decisions to live in this or that particular area. Thus, it has a clear theoretical side and, as a geographic analysis, it intends more to interpret anthropologists' results than to renew their conclusions. Therefore, it relies quite heavily on previous studies, especially when examining the situation prior to the 1970's. This approach aims at finding out if an approach relying on spatial analysis can help in understanding better the relationship an Inuit group establishes with its territory over a long period of time, and therefore in apprehending past and contemporary cultural changes.

The word "territory" is here interpreted as the land occupied and exploited by each Inuit group, according to the definitions of this concept given by the French prehistorian Leroi-Gourhan (1964), the geographer Bonnemaïson (1986) and the anthropologist Le Mouél (1978): an area understood and named, "*possédée par la parole*" as the former puts it in his study of the West Greenland Naujamiut (1978: 90).

Only the data from the 20th century is sufficient to conduct such an investigation. These happen to be very interesting decades in which the Copper Inuit have had to adapt several times to new conditions, developing new patterns of seasonal movements. Four periods can be identified and though they appear in each Copper Inuit group, their timing is slightly different for each one of them. As for the names given to these periods, those found in Freeman (1976) are very adequate and will be used here (except for the fourth period).

The first period was the Hunting Period. It came to an end in the 20's in the Coppermine area and in the 30's elsewhere. Trapping Period I replaced it. It ran until the relocation in settlements, which took place in the 50's and early 60's. Then Trapping Period II started, which can also be called Settlement Period I, and it continued until the late 70's giving way to the Contemporary Period, (or Settlement Period II) which is still developing.

The study is based on both written and oral sources. Written sources are mainly the reports of early ethnographers and their followers; but they also include the relations of early explorers, traders and missionaries, who provide some information on the life of the Copper Inuit they met. Oral sources come from fieldwork conducted in Holman from June 86 to January 87 and in Holman again, as well as in Coppermine, Cambridge Bay and Umingmaktok (Bay Chimo) from September 91 to June 92. Because this work was first conducted in Holman, examples are mostly taken from this Copper Inuit group, the Kangiryuarmiut, whereas the other groups are used to confirm or qualify our study and build up a general theory.

72/B.COLLIGNON

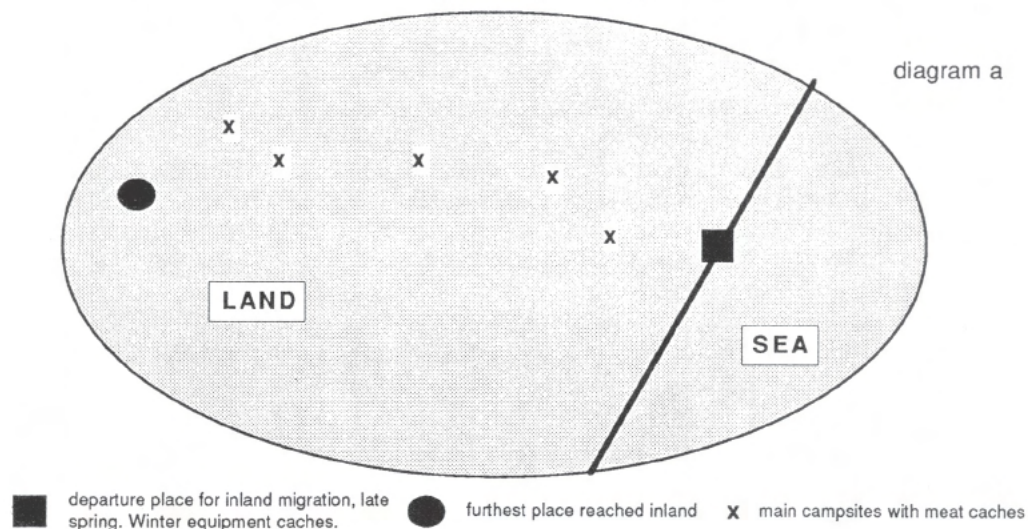
The Hunting Period: Seasonal alternance of nomadic hunters

During the Hunting Period, hunting was the activity that organized the movements of the Copper Inuit groups within their territories. Their well-known land use pattern was first described extensively by Jenness (1922) whereas Stefansson (1919) and Rasmussen (1932) only accounted for some details. Although it differs on some points from the seasonal variation analysed by Mauss and Beuchat (1904-1905) their work brings a theoretical approach of the matter that is quite inspiring when attempting a spatial analysis of Copper Inuit society throughout the 20th century. As this seasonal alternance has been presented elsewhere, it will only be quickly recalled here. More complete information can be found in both Jenness (1922) and Damas (1972).

In winter people gathered in large snow-house settlements, on the ice or on the coast. Most of their time was dedicated to seal hunting on the ice, at the breathing holes. Every few weeks, when seals were getting scarce from intensive hunting, old camps were abandoned and new ones built up further away. Hence, the snow-house settlements moved slowly during that period.

Summer time was the scattering season, when families walked inland, caribou hunting and fishing in most lakes. This type of summer movement is often referred to as a "wandering time" but in fact, those were very organized wanderings. When conducting a toponymy survey with Copper Inuit from different groups, various itineraries were identified making it very clear that the summer land use was as organized as the winter one. Among others, René Uliktuaq (Holman) and Moses Quikhuk (Cambridge Bay) explained that the movements were planned so that people would go from one cache to another, as far inland as time allowed. Then they would turn back and stop, on their way down to the sea, at each cache where food had been previously stored (diagram a).

SUMMER INLAND MIGRATIONS, MAIN CAMPSITES WITH CACHES
(Hunting period)



These explanations confirm both Jenness' report (1922) and Hehmsoth-Le Mouël's analysis based on both early anthropologists reports and archeological surveys in that area (1992).

A general picture of the Kangiryuarmiut's use of their territory during the Hunting Period can be formed from written sources, (Stefansson 1919, Jenness 1922, Hehmsoth-Le Mouël 1983), and field-work research. Contrary to what Jenness thought, the Kangiryuarmiut appear to have been the only ones to build their winter sealing camps right in the middle of the sea-ice. Informants from all the other coastal Copper Inuit groups invariably reported and assured that they dwelt only on beaches or very close to the shore. This might be due to rougher and less reliable ice conditions in Dease Strait and Queen Maud Gulf, but also to the many islands scattered in Dolphin and Union Strait, Coronation Gulf and Bathurst Inlet.

The seasonal alternance of the Hunting Period was based on a pattern which relied on three different types of territory used at different times of the year: The sea-ice, which was lived on in winter time; the land, lived on in summer time; the coast, which played a different part in the land use organization of the various groups. For the Kangiryuarmiut the coast was mostly an ignored space, except during the short fall season when families gathered on the shores waiting to move onto the ice, sewing caribou winter clothes. Hence, for the Kangiryuarmiut the coast was only what could be called a "waiting zone". For the other groups it was used throughout fall and winter as a favoured campground.

In the Hunting Period, it seems that the knowledge of the territory, or "spatial knowledge", as well as its perception was built on a concentric pattern organized by the seasonal camps from which hunters departed daily to look for food — a pattern of knowledge obviously similar to the one analysed by Le Mouël (1978). The intensity with which the territory was travelled through diminished as the distance from the camp (the central place) grew (diagram b). The radius of those concentric circles was rather small, because travelling was conditioned by the pace of dogs in winter and the pace of man in summer and both of them were slow because the Copper Inuit had very few dogs: seldom more than two per family unit (Stefansson 1919). Another consequence of this slow pace was that distances from one base camp (where families stayed) to another were rather short. So there was hardly any unknown space between the concentric circles of territorial knowledge centered on each campsite. Thus, the whole area covered by regular seasonal migrations was known (diagram c) and most of the time named.

In the Hunting Period, the territory was organized by the hunting activity, and structured by different types of places: good fishing lakes or rivers, caches, campsites, fall time gathering points and summer time meeting points with other groups or tribes (Hehmsoth-Le Mouël 1983). Considering only the regular places visited over the years, none of them can be identified as being the most important place, because all were important in one respect or other. Therefore, there was not a central place organizing the territorial structure but several of them, making the territory a polarized one (diagram d) rather than a centralized one¹.

1 In this period, as well as in the 19th century, a little trapping was also done but it was very limited and mainly meant for domestic needs. Occasionally, some fox furs were traded to Caribou Inuit in return for whiteman's goods coming from Fort Prince of Wales. This activity came second to hunting which was at the centre of the spatial and social organization of the Copper Inuit society.

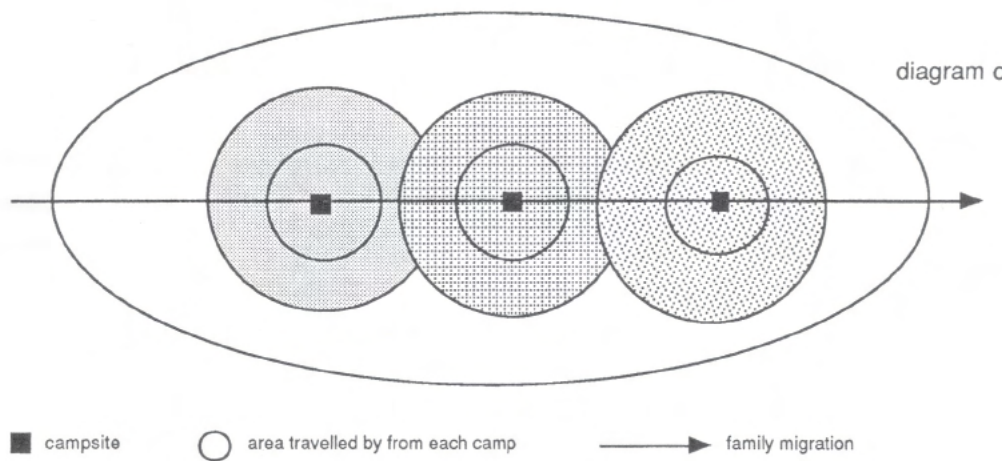
CONCENTRIC TERRITORIAL EXPLOITATION FROM THE CAMPSITES

diagram b



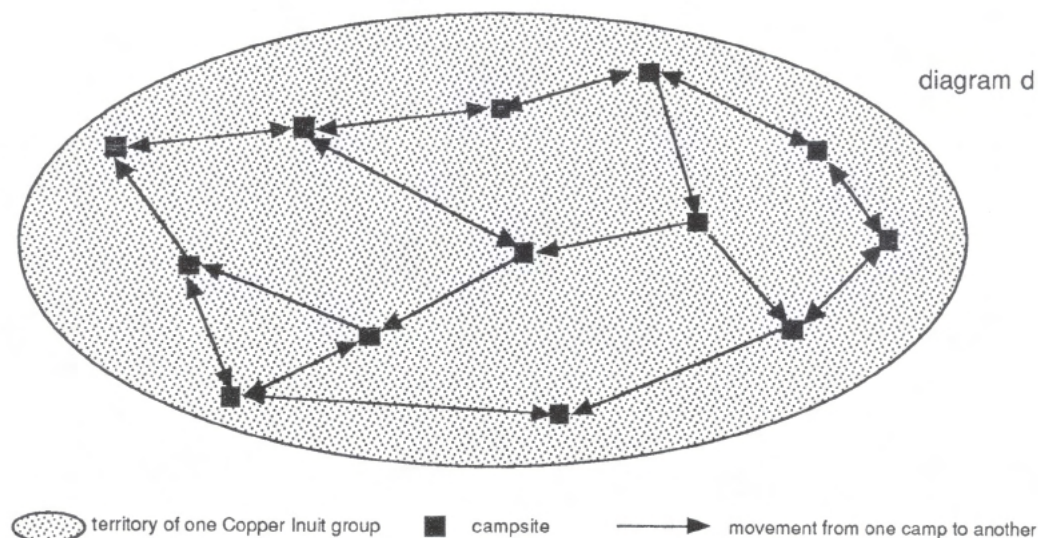
STRUCTURE OF THE TERRITORIAL OCCUPATION (Hunting period)

diagram c



VARIATIONS OF A LAND USE PATTERN/75

TERRITORIAL POLARIZATION BY NUMEROUS PLACES (Hunting period & Trapping period I)



Trapping Period I (1920's/1930's-1950's)

Trapping as a commercial activity started in the 1910's. As the purpose of this paper is not to write the history of the area, only a brief presentation regarding the adoption of trapping by the Copper Inuit will be given. Trappers came from the West: from the Mackenzie delta and Alaska. Some were White men, the most famous of them being Captain Klengenberg, a Dane married to an Inupiat who first wintered on the south-western coast of Victoria Island in 1906 (Klengenberg 1932). His descendants are today settled all over the Copper Inuit area. These White trappers were also traders of course, and they soon devoted most of their time to that second activity, after having given the impulse to the local Inuit. At first, their trading posts were their ships and the posts were therefore quite mobile (Usher 1972). Some Inuvialuit and Inupiat also came to Copper Inuit country after hearing it was plentiful with white foxes for which local people did not care much. The famous Natkusiaq, Stefansson's Inuit guide also known as Billy Ban Island (for more details about his life, see Condon 1992), played an important part in this migration of Westerners, who mostly settled on western Victoria Island in the 1920's and 1930's. In 1916, two small trading posts started operating from a fixed base. The first one opened at Bernard Harbour, where the southern party of the Canadian Arctic Expedition led by Jenness had previously lived for two years, and the second one at the mouth of the Coppermine river (this place became known as Coppermine, where local Inuit settled down later on). Quite a number of trading posts opened all over the land in the late 1910's and early 1920's (Usher 1972).

76/B.COLIGNON

The shift from a hunting to a trapping economy was not immediate, and indeed the transition was quite complex. Interviews with Inuit elders confirmed Damas' estimation (1972) that, except for the Puivlirmiut of Dolphin and Union Strait who shifted to trapping as early as the turn of the 1920's, only from the mid 1930's were the Copper Inuit really into the Trapping Period. From then on, the pattern of land use of the various Copper Inuit groups was transformed to adjust to the fur trade. Hunting still went on, of course, but seasonal movements were now organized around trapping.

Winter ice-sealing camps were abandoned, as families scattered along their traplines, mostly along the coast. As ice-sealing was dependent on the gathering of several hunters people no longer relied on seal for winter food but turned to caribou instead (Damas 1972, Farquharson 1976). Thus, the sea-ice ceased to be a living ground and was reduced to a travelling zone used to go from one point to another. It was also a trapping ground, but only near the shores. On the other hand, the land, deserted in the Hunting Period during winter, was now used more extensively for caribou hunting as well as for trapping. From then on, the most important space was the coast, a favoured campground for every group. Winter had also become a scattering time. The spatial distribution of the population had shifted from a few large settlements on the ice to a lot of small family camps moving frequently along the traplines. Map 1 (drawn from Freeman 1976 and from oral information given by local informants) clearly shows the importance of the shoreline in that period.

Summer land use was also deeply modified. People now dwelt on the numerous raised gravel beaches and harvested seals with the sea boats they had acquired from the trading posts. (Before, the Copper Inuit only had small kayaks for caribou hunting at crossing places). Summer caribou hunting was dying out, along with inland walking migrations. (Damas 1972, Farquharson 1976). So the land lost all of the importance it had had previously in that season, when the shoreline was again a favoured campground and the sea the harvesting zone. Summer had also become a gathering time, but not to the same extent as winter in the previous period. Old summer inland meeting points with other groups or tribes were abandoned. People then mostly met at the trading posts and at the Anglican and R.C. missions at Christmas and Easter.

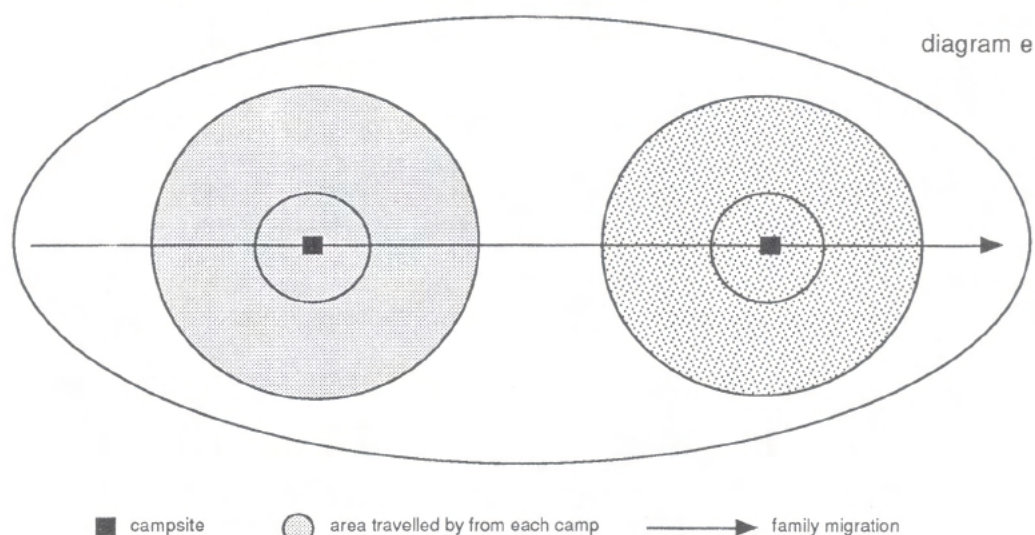
Trapping Period I was a time when people were in fact widely scattered throughout the year, and it is quite impossible to draw any map of their seasonal movements.

Consequently, knowledge of the territory also changed. Parts of the territory were forgotten, because they were not used any more, especially far inland. When interviewed, a Holman elder, born *circa* 1906, couldn't locate her exact place of birth although she remembered its name, Puyat. Neither could anyone in the community because the Kangiryuarmit had stopped travelling in that area in the 1920's, when they were slowly shifting to a trapping economy. Some other places were better known and new ones were discovered or re-discovered by that generation.

Also, the territorial knowledge then tended to become linear rather than concentric as before, as a consequence of a faster travelling pace. This was related to a global growth of wealth, in which the adoption of rifles played an important part, that allowed families to sustain more dogs: 5 to 8 per team being the rule by then (Damas 1972). As people gave up walking inland in summer and, instead, travelled by boat along the coast, the pace of man was no longer the reference unit for the elaboration of the local geographical

knowledge. Therefore, as people travelled faster, the radius of the remaining concentric circles of daily journeys around the base camps (diagram b) became longer. However as those base camps were now farther away from one another, the concentric circles did not join any more but were separated by unknown or less known areas (diagram e).

STRUCTURE OF THE TERRITORIAL OCCUPATION IN TRAPPING PERIOD I



This change in the geographical knowledge also affected the toponymic system, which is actually one of our most efficient sources of information on the matter of spatial perception. In Holman and Cambridge Bay elders interviewed had lived their early adult lives mainly as hunters, and only later had they become mainly trappers. The density of place names they knew per 10 km² was quite high. In Coppermine and Umingmaktok on the other hand, elders interviewed had lived their whole adult lives, as well as their childhood for some of them, as trappers. The density of place names they knew was much lower, and the distance between each one of them was greater.

Regarding the Copper Inuit spatial organization in that period, attention should focus on the fact that if the land use pattern was completely changed, it was still organized by seasonal alternance, albeit in the exact reverse with regard to that of the Hunting Period. Again, there were three different types of territory, each being lived on at different times of the year. Seasonal alternance therefore proves to be the basic principle in the organization of efficient territory exploitation in the traditional Copper Inuit culture, and not only one of many characteristics of a past land use: a strong principle but flexible enough to endure under the pressure of newcomers, new activities and the many changes in economic conditions. Indeed, it was the foundation on which this society relied to create new patterns in order to adapt to changing conditions while preserving its own social equilibrium.

78/B.COLIGNON

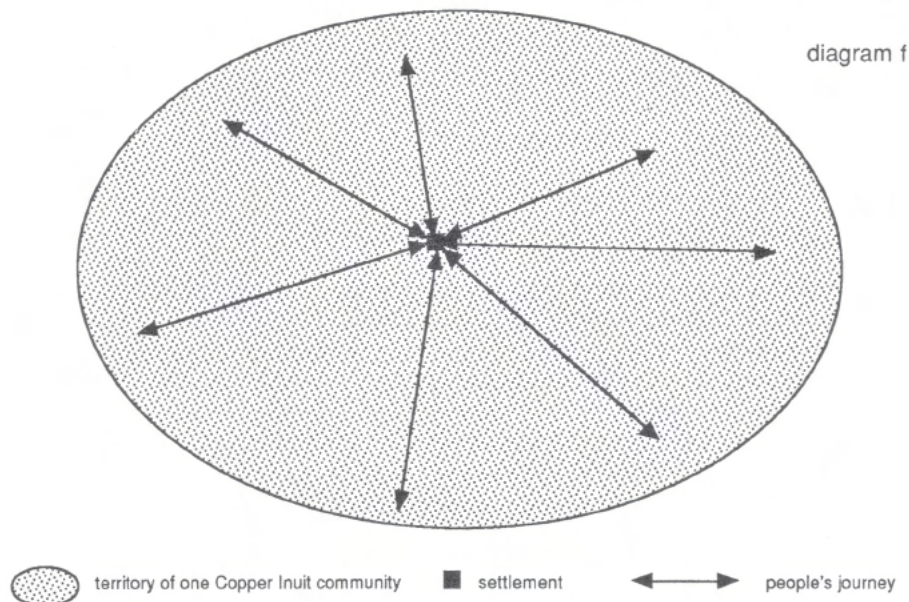
In this new land use system, trading posts and missions were incorporated in the general seasonal migrations system as places where people went once or twice a year. If they had a greater power of attraction than the traditional places identified above (*cf.* the Hunting Period), they certainly did not organize the territory spatially. This remained uncentralized but polarized by several places. Diagram d is thus still relevant for Trapping Period I.

Trapping Period II (or Settlement Period I): up to the late 1970's

Sedentarization took place in the 1950's and 1960's. The D.E.W. line construction in the area particularly affected Cambridge Bay, where Inuit had been attracted by wage labor opportunities. At Coppermine, relocation also occurred in the early 1950's and was mostly related to the setting up of both the first federal school and the first nursing station for the whole area (Damas 1984). In Holman and Bathurst Inlet areas the process started later on, at the turn of the 1960's (Abrahamson *et al.* 1963).

Such a dramatic change in the way of life of the nomadic Copper Inuit called for a new adaptation of the land use pattern, since for the first time each territory was now structured by one central place (diagram f). Yet, one should keep in mind that if the structure of the territories was profoundly altered, the economy remained very similar to that of the previous period: it was based on trapping for cash, to acquire various store commodities, and hunting for food. The period should be called Trapping Period II, to underline continuity between the two epochs.

TERRITORIAL CENTRALIZATION BY ONE SETTLEMENT (Settlement period I & II)



The new pattern, as described by local informants, was based on a balance of time alternatively spent inside and outside the settlement. During the winter season, only men and older boys spent time out on the land, mostly inland and on the coast, travelling along their traplines and hunting caribou and/or musk-ox, as well as occasional polar bears (grizzlies on the mainland). Because families were now gathered and settled permanently in a village, which therefore became the center of the territory, men's journeys were longer, as they often hunted and trapped quite far away from their home community. Many informants have reported that in the 1960's and 1970's men would usually be gone for as long as three or four weeks on end. Therefore, winter had become a time of spatial gender segregation, which never existed to such an extent in the previous periods. For women and children, it was also a gathering time, as it was in the Hunting Period, with matchbox settlements replacing those of the snow-houses. Men, however, felt only partly involved in this settlement life.

Spring, summer and fall, on the other hand, were the scattering seasons, when families left the settlement to go on the land. They camped inland in May, fishing in the still frozen lakes; and on various beaches on the shore later, duck hunting in June, sealing in July and August, and fishing throughout summer. They usually turned back to the settlements sometime in September and waited there until there was enough snow to travel inland to set fish nets under the new ice of lakes and hunt caribou, usually in October. This was the last family journey of the year.

Hence, the new pattern elaborated was, once again, based on seasonal alternance, which remained a relevant principle on which to organize the land use, even with a centralized territory. Again different types of territory were exploited: the same three as in Trapping Period I, used roughly in the same seasons. However, the organization of social life was much akin to that of the Hunting Period, winter being the gathering time and spring and summer the scattering time, except for the winter spatial gender segregation which was an entirely new phenomena.

As regards territory organization the most important change introduced by the sedentarization process was the introduction of one central place from where all journeys set out. The seasonal alternance principle itself was not disrupted by this, the main effect being the reduction of the territories from which the Inuit actually lived. This appears clearly when looking at the maps of the hunting and trapping grounds of the Kangiryuarmiut for Trapping Periods I and II (maps 1 and 2, drawn from Freeman 1976 and data given by local informants). Until the mid 1970's most of the travelling was done by dog-team (and by boats with small outboard engines in summer time) and so the radius of the territory that could be harvested from one spot was similar to what it was in the previous period. The major difference was that all travelling by members of one group originated from one common place, all year round. Therefore, the risk of over-hunting, over-trapping and over-fishing in the first concentric circles surrounding each community was high. However, this was somehow balanced by the fact that most hunters chose to keep harvesting at least partly on their usual grounds, despite the fact that some of them had become quite remote from the "base camp" (*i.e.*: the settlement).

Yet, regarding this territory occupation, there is quite a difference between the Holman and Bathurst Inlet areas on the one hand, and the Coppermine and Cambridge Bay ones on the other.

80/B.COLIGNON

All the Kangiryuarmit settled down at Holman, along with the Westerners who had come in the 1920's and 30's and a few Puivlirmiut who came after the Read Island H.B.C post closed down in 1962. Being mostly from the same group and thus related, settling down in one place and having permanent neighbours was not very traumatic for the majority of Holman inhabitants. Indeed, this kind of social life was quite close to that of winter time in the Hunting Period — and even more so as Holman hunters started to hunt and trap intensively around the community, on Diamond Jenness peninsula, while the furthest parts of their former hunting grounds were abandoned, namely: Prince Albert Peninsula, bottom of Prince Albert Sound around Qagluryuaq river, Wollatson Peninsula. In Bathurst Inlet, Inuit first settled down at the mouth of Burnside River, at Qingaun, also known today as Bathurst, where the H.B.C trading post and the R.C mission stood. From there, they kept travelling far inland, spending part of their time mainly around Contwoyto lake (Tahiryuaq). In 1964, the trading post closed down and moved north to Umingmaktok, also known as Bay Chimo, on the northwest coast of the inlet. In the following years, most of the community followed the movement and left Qingaun for Umingmaktok. Once there, and much as in Holman, they started to harvest mostly around the community and gave up travelling as far inland as they used to prior to that last move. Today, only two families still live year round at Qingaun.

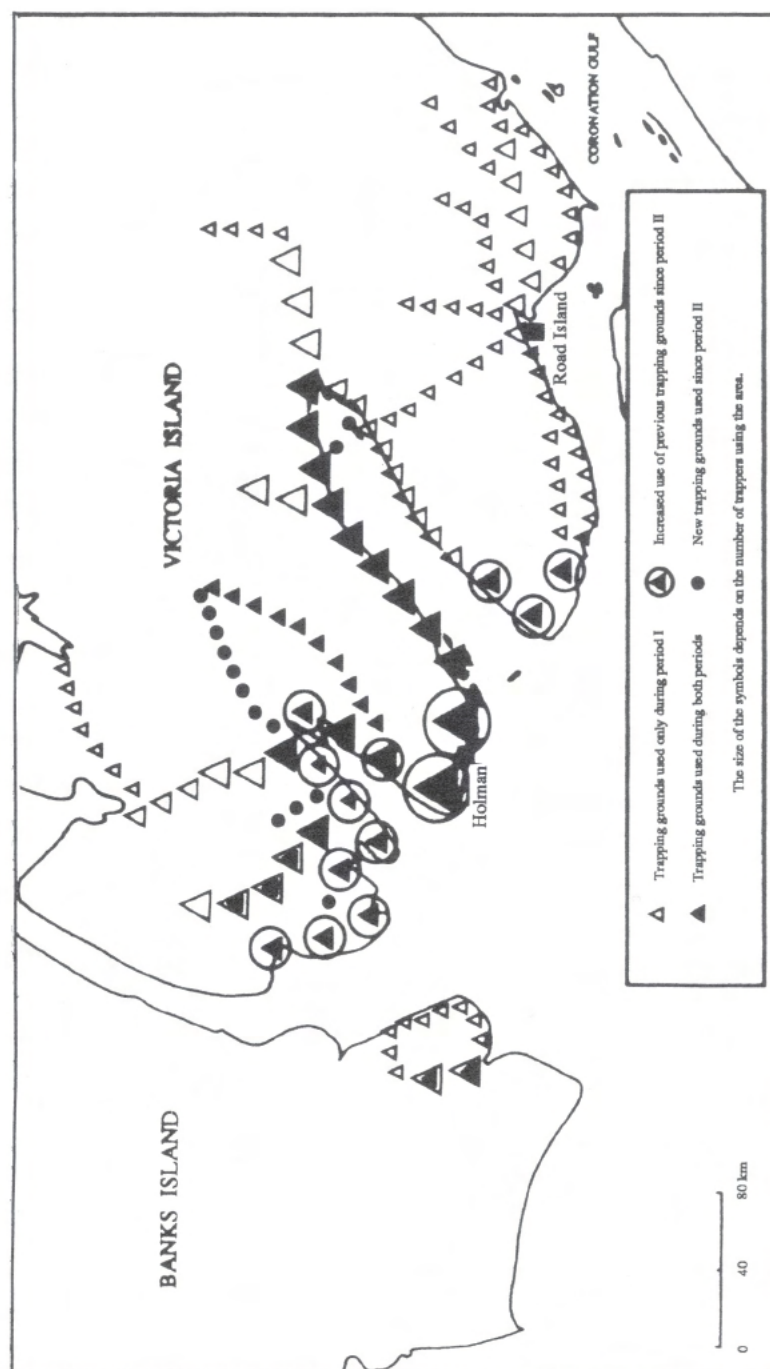
In Coppermine and Cambridge Bay, on the other hand, several different groups settled down together. Therefore, it was a much more traumatic experience for them, since they found themselves living by the side of people they did not know and to whom they were not related. In these communities, many more hunters went on harvesting even quite distant hunting and trapping grounds. This can be explained by the fact that being larger settlements the areas nearby couldn't support the whole population needs in food and furs. However, we have also to consider that the trauma of settling down being higher there, families and hunters might have deliberately kept their traditional camps as a way of making up for the loss of their privacy. The high degree of the trauma is also detectable in the tendency adults, including young ones, of these two communities have to often complain about "having to live with neighbours" (which actually means: "people you don't know").

Despite changes in the land use pattern, the relation to the territory developed by each individual remained very similar to what it was before. When analysing Settlement Period I, it is very clear that the Copper Inuit considered themselves as fully alive, real Inuit (Inuinait as they say in their dialect) only when they were on the land. The time spent in the community was more of an "in between" time, the settlement being not a real place in which to live, but rather a "waiting zone". Those who could not go out on the land any longer (elders, women with many young children) complained about not living a full life anymore. For what we can understand from listening to them, the Copper Inuit identity was then, as before, tightly linked to their relation with their territory.

As for the geographical knowledge of Trapping Period II, its evolution was very similar to that described for Trapping Period I. Some areas were slowly forgotten, or the knowledge related to them not passed on to the next generation, because they were not visited anymore. On the other hand, other areas were better known, especially around the settlements where new place names flourished. This profusion of new toponyms² is

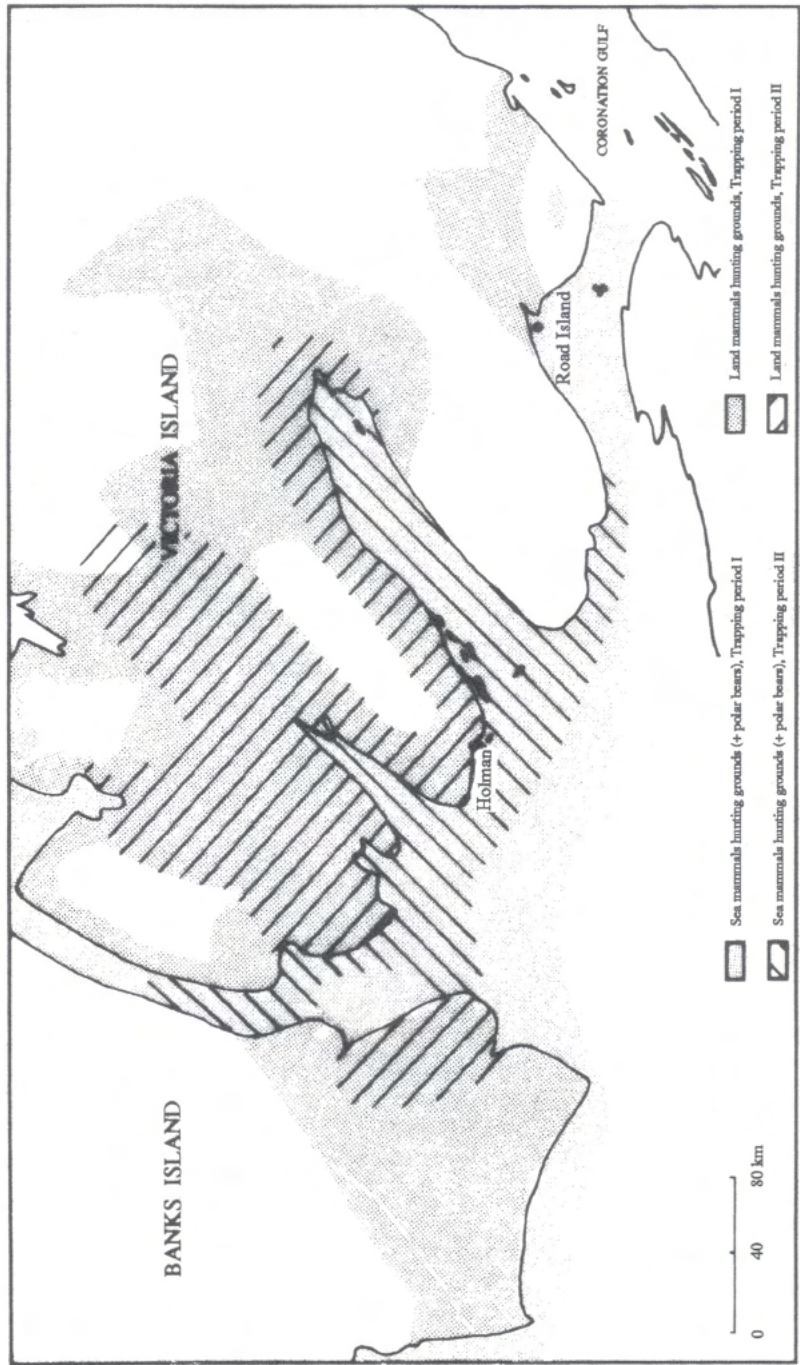
2 When conducting a place name survey, it is in fact quite easy to detect new toponyms, as people usually mention both the name and the time when it was given whenever they know about it.

Map 1: Trapping grounds of the Kangiryuarmiut
in Trapping Periods I and II (1930's-1965/1965-late 1970's)



82/B.COLIGNON

Map 2: Hunting grounds of the Kangiryuarmiut
in Trapping Periods I and II (1930's-1965/1965-late 1970's)



particularly impressive around Holman, where the inland lakes were seldom used (and thus not named?) in the previous periods. Although those places, or at least some of them, might have had names in the past, the generation that settled down at Holman had no knowledge of those toponyms and named the land again, following its own inspiration.

The Contemporary Period (Settlement Period II from the late 1970's)

In the late 1970's, Trapping Period II gave way to the Contemporary Period which developed in the 1980's and is quite established today. This evolution is characterized by tremendous changes. Two of these stand out as particularly significant: the adoption of the snowmobile and the increase in employment opportunities. Once again, the process did not start exactly at the same time in every community. Besides, the evolution at Umingmaktok and Qingaun is quite different from that of the other settlements. As usual, Holman will be used for the chronology (as an example), and Bathurst Inlet area (85 people out of the approx. 3 300 Copper Inuit) will be considered later.

The adoption of the snowmobile by the Copper Inuit is the main factor that ushered in the new period. At Holman, it was in 1972 that 2 Inuit first bought snowmobiles (Condon 1981). In 1977 every Holman Inuit household had a machine, as long as it had at least one active hunter. Only two dog-teams remained. The year after, the decrease of sled dogs was such that 14 huskies were sent to Holman so that the breed would not disappear from the area. This operation was also linked to the introduction of polar bear sport hunt. In 91-92, four trained dog-teams were maintained in Coppermine, none in Cambridge Bay, Umingmaktok and Qingaun, seven in Holman. Regarding spatial organization, this shift from dogs to snowmobiles has probably been the most important event for the Copper Inuit culture in this century. It was all the more dramatic as it spread within such a short time. One of the main consequences was that the Inuit suddenly found themselves with a lot of spare time, because they didn't have to hunt as much as before since they didn't have to feed 6 to 9 dogs every day nor to take care of the animals and their harnesses any longer.

The sudden and drastic increase of both full and part-time steady jobs available in the communities was the second key event of the late 1970's. At Holman, this started in 1977 but only became an important element of change from 1978. After levelling off in the early 1980's, the number of jobs available increased again at the turn of the 1990's. The late 1970's were also the years when seal skin prices started to slump under the pressure of the anti-sealing campaigns. The Inuit therefore had another incentive to shift from a declining traditional harvesting economy to a southernlike wage-earning one. Furthermore, the adoption of the snowmobile led to a greater need for cash, as hunting and trapping had become dependent on the possibility to buy gas and spare parts (Müller-Wille 1978, Smith 1979-1980, Wenzel 1991), hence the need for a regular income.

For a minority which includes elders (over 50) and the very few full-time younger hunters and trappers, seasonal alternance is still relevant as an organizing principle for their movements, as they mostly rely on harvesting the land to make a living. However, they have shortened their journeys, if not in distance at least in time spent on the land for each trip. They hardly ever stay away for more than one week at a time in winter, except for a few Coppermine hunters who live year-round in outpost camps with their families.

84/B.COLLIGNON

From June to August, in every community, most of these people move with their families (or at least some of its members) to regular camps where they have often built cabins out of plywood and planks. Unlike some North Baffin Island Inuit (Wenzel, personal communication 1992) they have not taken advantage of the snowmobile to resume harvesting remote hunting and trapping grounds abandoned previously, even if these are today rich in caribou, musk-oxen and foxes, as well as polar bears in the northern areas. To these Inuit, the Contemporary Period appears much like Trapping Period II, with a slightly modified pattern induced by the shift from dog-teams to snowmobiles, a decrease in the trapping and seal hunting activity related to the animal rights campaigns of the past decade and a reduction of the territory that is used regularly.

Adults aged 30 to 50 are usually parents with children. As a rule, at least one of the two spouses has a full or part-time job, more or less steady. This is especially the case in Holman, where there are fewer people and more jobs available. In Cambridge Bay and Coppermine there are more households with all adults unemployed. They could be involved in the traditional land harvesting activities described above, but most of them are not, and only occasionally go out on the land — one of the reasons, though not the only one, being that they do not have enough money to maintain travelling equipment (machine, gas, ammunitions...). For this middle-age generation, seasonal alternance has no meaning any longer. They only go out on the land to hunt for food on week-ends, and avoid travelling when it is too cold, too dark or when the weather is bad. Hence, they do not travel that much over the year... When they do, they tend to go as fast as possible, so that they get as much meat as they can in the shortest possible time in order to be back home in time to watch the hockey or baseball game on T.V. This pattern is, of course, a little bit of a caricature and to be fair, one must say that in late spring and summer, going out on the land still means also fun and relaxation. This generation mainly travels in the nearby areas, thus putting it at high risk of over-exploitation and fauna depletion.

As for the younger generations that have been brought up in the settlements, their land use is even more limited. Some young adults (under 30) have never seen a caribou alive, never travelled further than the last point from which their settlement can be seen, hardly ever camped. The younger the people are, the greater and more critical their ignorance is. The youngest generation (under 12) is the one least involved with the land, since they were mostly born from parents who were themselves poorly linked to it. To them, the land is at best a place of leisure, where it is fun to camp for one or two nights in late spring and summer, to fish for a week-end, hunt ducks for a few hours; a frightening place at worst, where one can easily get lost, or stranded for long boring days far away from the community (*i.e.*: friends, arcade, T.V, gym and hockey arena...).

In the late 1980's, the adoption of three-wheelers (and later four-wheelers) in these settlements led to some summer travelling inland, for fishing and some hunting. Yet, only limited areas, those close to the communities or to the main summer camps, are visited. This type of land use cannot be considered as some kind of return to the summer inland harvesting land use pattern of the Hunting Period and should rather be simply seen as a new type of land use, at least for now.

Hence, the Contemporary Period is characterized by the end of any organized land use at a community level. Seasonal alternance has disappeared as the basic principle organizing the Copper Inuit's land use. In fact, there is not any organizing principle at all and therefore we cannot talk about a system, or a pattern, anymore.

If some (elders, and a minority of younger adults) keep a vital link to the land, for the great majority real life is now in the settlements. To this majority, the land is no longer a place on which to live but a place from which to obtain food and on which sometimes to have fun. It is more like a "superstore", where one goes once in a while when the fridge is empty. A big "deep-freezer" from which food is taken when needed, although getting it can be hard work.

The old and vital relation described earlier has been broken. Also gone is the detailed and finely structured geographical knowledge of the Copper Inuit. Unlike what happened in the previous periods, when the content of the knowledge changed but was always organized in a consistent global representation of the world on which satisfactory land use patterns could be built, whole parts of this knowledge are now being forgotten and not replaced by anything. It is in fact the structure itself, the organized global representation, which is falling apart. In this regard, working with young adults and teenagers is quite enlightening. This breaking-up of a relationship on which people's identity was built can also be seen against the backdrop of the language shift from Inuinaqtun to English in these Copper Inuit communities. There, only people over 50 still use their mother tongue in preference to English, and the great majority of Inuit under 25 hardly understand more than a few words of a language they find themselves unable to speak.

Such a break does not occur without creating a tremendous trauma. In fact, the more the contemporary Copper Inuit society problems are examined, the more it appears that this break lies at the heart of the matter, a trauma that is not clearly understood and so cannot be healed. This conviction is reinforced when considering Umingmaktok's case. There, all households have shifted to snowmobiles, but there are mainly seasonal and very few part-time steady jobs available. With only chartered planes and no electricity, the community is still very close to the land, having only adapted the Trapping Period II land use pattern to snowmobile travelling. When staying in this settlement one can strongly feel that its inhabitants know what they are living for, having deliberately chosen a way of life they think is better for them. It is also a rare place, with Qingaun where the situation is similar, where Inuinaqtun is still everyone's most used language, except for children. Indeed, many people there say that they could move to Cambridge Bay or Coppermine, but do not want to, because they fear they would "get bored" living a real settlement life. Some are even clearer when they explain that they might "start drinking too much".

This limited analysis of the end of a strong relationship between the Inuit and their land in the Contemporary Period cannot avoid questioning the influence of the local recreation committees. As organizers of community activities for children, teenagers and young adults, they are partly responsible for keeping them away from the land. Often, young Holman adults have explained that they had managed to come back from hunting early enough to be on time to play hockey or volley ball; or that they would not go out camping that summer because they didn't want to miss any of the baseball tournament games, for fear of not being chosen by any captain of the four teams the year after. Yet, reality is not so simple. Recreation committees respond to a strong demand for community animation throughout the year. Hence, they are both a cause and a consequence in a general process that keeps these generations away from the land. If the Holman recreation committee is famous all over the Kitikmeot region for being very active, that of Cambridge Bay is famous for being very inactive and yet, youngsters from

this settlement travel on the land even less than those of Holman. This illustrates how complex this question is.

Conclusion

Trying to read the signs of cultural adaptation and change from the relationship the Copper Inuit have maintained with their territory in the 20th century, two main periods stand out. The first one is that of a time when the Copper Inuit reacted to new conditions brought from the outside by inventing solutions of their own. The various adaptations, the creation of patterns of land use, new but always organized by the basic principle of seasonal alternance, bear witness to the vitality of the culture. This first period gave way to a second one in the Contemporary period, when the old principles are forgotten, the vital relationship to the land broken and, consequently, the Copper Inuit's identity in trouble. Therefore the answers are no longer sought in the traditional culture even though most Copper Inuit claim that hunting and living on the land are still very important to them. Yet, it is not what their lives are organized around anymore.

This historical approach to spatial organization opens up some questions of anthropological and sociological interest. Is what we are observing today only one stage in the evolution of an old culture or the rising of a new Arctic culture in the Canadian Far North?

This question might be a way of getting over the acculturation debate, where the old disappearing culture is regretted and the present time condemned. If the present is seen in terms of a culture falling apart, not much can be done about the problems society faces in the process. They are seen as regrettable but inevitable elements of that process. On the other hand, considering the present as the upcoming of a new culture can help find better answers to contemporary problems. They can then be apprehended in the context of a society building itself up rather than going under.

References

- ABRAHAMSON, G.
1963 *The Copper Eskimo, an area economic survey*, Ottawa, DIAND.
- BONNEMAISON, Joël
1986-1987 *Les fondements d'une identité. Territoire, Histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*, 2 vols, Editions de l'O.R.S.T.O.M, coll. «Travaux et Documents», 201, Paris.
- CONDON, Richard, G.
1981 *Inuit behavior and seasonal change in the Canadian Arctic*, UMI Research Press.
- 1992 "Arctic profile: Natkusiak (ca 1885-1947)", *Arctic*, 45 (1): 90-92.

- DAMAS, David
1972 "The Copper Eskimo", in M.G. Bicchieri (ed.), *Hunters and gatherers today*, New York, Holt, Rinehart and Winston: 3-50.
- DAMAS, David (ed.)
1984 *Handbook of North American Indians*, vol. 5, *Arctic*, Washington D.C, Smithsonian Institution.
- FARQUHARSON, Don R.
1976 "Inuit land use in the West-Central Canadian Arctic", in Freeman M. M. R. (ed.), *Report of the Inuit Land Use and Occupancy Project*, vol 1, Ottawa, DINA: 33-62.
- FREEMAN, Milton M. R. ed.
1976 *Report of the Inuit land use and occupancy project*, 3 vols, Ottawa, DINA.
- HEHMSOTH-LE MOUËL, Maryke
1983 «Sites côtiers et sites de l'intérieur de l'île Victoria: complémentarité saisonnière des espaces de prédation», in Leroi-Gourhan A. (ed.), *Séminaire sur les structures d'habitat: circulation, échanges, le déplacement et le séjour*, Paris, Collège de France: 102-121.
- 1992 *Seasonal alternation of movement and stability of prehistoric man in the Arctic: An ethnohistoric approach to an archaeological question*, Oral presentation at the First International Congress of Arctic Social Sciences, Québec.
- JENNESS, Diamond
1921 "The cultural transformation of the Copper Eskimo", *Geographical Review*, 11: 541-550.
- 1922 *The life of the Copper Eskimo. Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-1918 — Southern Party 1913-1916*, Vol XII, Ottawa, F. A. Acland.
- KLENGENBERG, Christian
1932 *Klengenberg of the Arctic: An autobiography*, London, J. Cape.
- LE MOUËL, Jean-François
1978 *Ceux des mouettes. Les Eskimo Naujamiut, Groenland Ouest*, Paris, Museum National d'Histoire Naturelle, Mémoires de l'Institut d'Ethnologie XVI.
- LEROI-GOURHAN, André
1964-1965 *Le geste et la parole*, 2 vols, Paris, Albin Michel.

88/B.COLLIGNON

- LOWE, Ronald
1983 *Kangiryuarmit Uqauhingita Numiktittitdjutingit-Basic Kangiryuarmit Eskimo Dictionary*, Inuvik, C.O.P.E.
- MAUSS, Marcel et Hubert BEUCHAT
1904-1905 «Essai sur les variations saisonnières des sociétés eskimo, Étude de morphologie sociale», *L'année sociologique*, IX^e année: 39-132.
- MÜLLER-WILLE, Ludger
1978 "Cost analysis of modern hunting among the Inuit of the Central Arctic", *Polar Geography*, 2 (2): 100-114.
- RASMUSSEN, Knud
1932 *Intellectual culture of the Copper Eskimos, Report of the Fifth Thule Expedition 1921-1924*, Copenhagen, Gyldendal.
- SMITH, Thomas G.
1979-1980 "How Inuit trapper-hunters make ends meet", *Canadian Geographic*, 99 (3): 56-61.
- STEFANSSON, Viljahlmur
1919 *The Stefansson-Anderson Arctic Expedition of the American Museum*, New York, Preliminary ethnological report, Anthropological Papers of the American Museum of Natural History, 14(1).
- USHER, Peter J.
1972 *Postes de traite des pelleteries des Territoires du Nord-Ouest, 1870-1970*, Ottawa, DINA.
- WENZEL, George
1991 *Animal rights, human rights. Ecology, economy and ideology in the Canadian Arctic*, Toronto, University of Toronto Press.

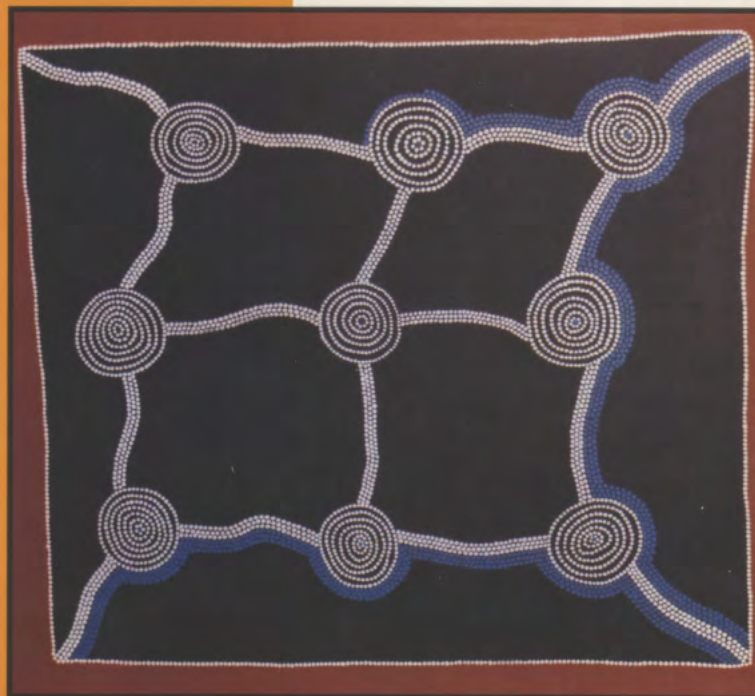
Editor's note: A preliminary version of this paper was presented at the 8th Inuit Studies Conference, Québec City, October 1992.

Sous la direction de
Joël BONNEMAISON, Luc CAMBREZY
Laurence QUINTY-BOURGEOIS

LES TERRITOIRES DE L'IDENTITÉ

Le territoire, lien ou frontière ?

TOME 1



GÉOGRAPHIE
E
CULTURES

L'Harmattan

LES TERRITOIRES DE L'IDENTITÉ

Le territoire, lien ou frontière ?

TOME 1

Dans ce premier volume de l'ouvrage *Le territoire, lien ou frontière*, les auteurs, géographes, anthropologues et sociologues, explorent à différentes échelles, à travers la planète, les relations entre territoire et identité. Le territoire est ici l'espace d'appartenance des sociétés humaines qui ont tissé avec lui des liens vitaux, symboliques et affectifs.

Les territoires de l'identité se laissent découvrir de plusieurs points de vue : celui du paysage, traduisant à la fois l'enracinement identitaire et l'inscription territoriale ; celui des discours, mettant en jeu un ou des territoires pour affirmer, consolider ou reconquérir une identité ; celui des pratiques sociales qui, en deçà ou au-delà des frontières nationales, conjuguent ancrage et mobilité.

Autant de constructions identitaires, autant de réponses des sociétés quant au devenir de leur identité confrontée aux incertitudes, aux déstructurations et aux recompositions des territoires.



Joël BONNEMAISON (1940-1997), directeur de recherches à l'Orstom, a consacré ses travaux à l'océan Indien (Madagascar) et à l'Océanie. Après avoir assuré d'importantes responsabilités de direction scientifique à l'Orstom, c'est en tant que professeur à l'Université de Paris-IV qu'il a donné un large écho à ses réflexions sur la géographie culturelle.

Luc CAMBREZY, directeur de recherches à l'Orstom, a travaillé sur les migrations et la question foncière au Mexique, anime actuellement un programme de recherches sur les populations réfugiées au Kenya. Il est membre du Centre d'Etudes Africaines.

Laurence QUINTY-BOURGEOIS, géographe, est ingénieur d'études au laboratoire de cartographie appliquée de l'Orstom.



9 782738 474629

ISBN : 2-7384-7462-4

SOMMAIRE

Sommaire.....	5
Liste des auteurs	7
Pour Joël	9
Introduction : Chantal Blanc-Pamard et Laurence Quinty-Bourgeois	11
Première partie : Les paysages du territoire, marqueurs d'identité.....	21
1- Catherine BENOIT, Le paysage horticole de la Caraïbe, ou ... le territoire apprivoisé.....	23
2- Edmond BERNUS, Nomades sans frontières ou territoires sans frontières ?	33
3- Carole LAUGA-SALLENAVE, Le clos et l'ouvert. Terre et territoire au Fouta-Djalon (Guinée).....	43
4- Chantal BLANC-PAMARD, Les savoirs du territoire en Imerina. (Hautes terres centrales de Madagascar).....	57
5- Bernard MOIZO, L'identité est au cœur du territoire : Les Karen face au monde extérieur dans l'ouest thaïlandais	79
6- Béatrice COLLIGNON, Les fondements territoriaux de l'identité inuit d'hier et d'aujourd'hui (Canada).....	93
Deuxième partie : Les discours identitaires autour du territoire	111
7- Etienne COPEAUX, Les territoires de référence des discours identitaires turcs	113
8- Gérard-François DUMONT, Le dessein identitaire des régions françaises	125
9- Michel CASTELLANI, Espace matériel et espace psychologique d'une communauté écartelée : "les" îles de Corse	141
10- Michèle BAUSSANT, Paradis perdus : La France et l'Algérie à travers le mariage des Européens catholiques d'Algérie (1926-1971).....	151
11- Michel BRUNEAU, Du Pont à la Macédoine : les grands monastères pontiques, marqueurs territoriaux d'un peuple en diaspora	161
12- Anne GILBERT, les territoires de la francophonie canadienne hors du Québec	173
13- Jean-Claude BARBIER, Les paroisses d'Afrique noire fondent-elles des communautés territoriales ?	183
14- Catherine NEVEU, Habitant du quartier ou citoyen de la ville. Réflexions sur l'articulation entre citoyenneté et territoire.....	191
15- Jacques LOMBARD, Le territoire, image portée de l'imaginaire social (Madagascar)	205

Troisième partie : Pratiques et usages du territoire.....	215
16- Jean-Yves MARCHAL, L'autre frontière (Mexique)	217
17- Patrick PILLON, Les agencements spatiaux dans les vallées de Kouaoua et de Houaïlou (Nouvelle-Calédonie) : des pratiques précoloniales à l'organisation administrative	233
18- Bernard CHARLERY de la MASSELIÈRE, Territorialités multiples et conflictuelles : réponses paysannes à la crise des campagnes africaines	245
19- Geneviève CORTES, Mobilités paysannes et identités territoriales dans les Andes boliviennes.....	259
20- Emmanuel FAUROUX, De la complémentarité à la concurrence : Sakalava et migrants dans l'espace social de l'ouest malgache.....	269
21- Sylvie BREDELOUP, Territoires du diamant et migrants du fleuve Sénégal	283
22- Nelly ROBIN, Les espaces de transit dans les migrations internationales ouest-africaines	297

LES FONDEMENTS TERRITORIAUX DE L'IDENTITE INUIT D'HIER ET D'AUJOURD'HUI

Béatrice COLLIGNON
Université de Paris I

Ces dix dernières années ont vu un retour en force du mot "territoire", retour qui s'est accompagné d'une extension du sens dans lequel ce terme est employé. Cette diversité renvoie à celle des définitions mais aussi à celle des perceptions des différents interlocuteurs. On peut s'entendre sur ce qu'est un territoire, mais ne pas lui donner les mêmes limites, ne pas y intégrer les mêmes espaces, parce que les vécus ne sont pas les mêmes et, de ce fait, les perçus divergent également.

Pour les chercheurs en ethnogéographie, le territoire n'est pas seulement un morceau d'espace qu'un groupe s'approprie pour l'utiliser aux meilleures fins. Il est aussi le point d'ancrage où "s'enracinent les valeurs et se conforte l'identité" (J. Bonnemaïson, 1981, p. 249) d'une communauté¹. Cette identité se confond avec le territoire, terre nourricière matérielle mais aussi spirituelle, c'est lui qui donne la vie et le sens. Il y a ainsi une relation essentielle entre le territoire reconnu comme tel par un groupe – ethnique ou social – et l'identité qu'il se construit et qui le construit. Ce sont les éléments constitutifs de cette relation et les expressions culturelles de celle-ci que ce texte cherche à identifier, à partir de l'exemple des Inuit² du Canada (cf. figure 1).

Depuis les années cinquante, ces derniers ont été confrontés – tout comme d'autres cultures dites autrefois "primitives" – à des mutations culturelles profondes et brutales, par l'effet de l'intrusion massive de biens matériels et de modes de pensée qui leur étaient étrangers. Cette dynamique de transformation a été qualifiée d'acculturation et le sens de ce terme, qui renvoie d'abord à l'idée d'acquisition, a été détourné dans un sens négatif pour exprimer l'idée d'une perte d'identité culturelle. Cependant, on peut s'interroger aujourd'hui sur la légitimité de ce constat.

1. Voir aussi J. Bonnemaïson, 1986-87.

2. Inuk : l'homme par excellence, Inuit est le pluriel de cet ethnonyme. Autrefois appelés Eskimo (ou Esquimaux), les Inuit ont en 1976, lors de la première conférence circumpolaire, requis la reconnaissance officielle du nom qu'ils se sont eux-mêmes donné. Le Canada l'a fait en 1978. Cependant, du point de vue ethnologique, les Inuit ne sont qu'une branche de la famille culturelle, plus large, des Eskimo.

En effet, nous n'avons peut-être pas bien saisi encore les processus par lesquels se construit une identité, individuelle et communautaire. Or, si l'on affirme que le territoire joue un rôle central dans cette élaboration, il est légitime de penser que l'exploration des relations territoire / identité et de l'évolution des limites reconnues du territoire par les membres d'un même groupe permettra de mieux comprendre les mouvements en cours.

Dans le cas des Inuit, deux perceptions du territoire³ s'opposent. Pour les plus de 40 ans, les villages dans lesquels ils ont été sédentarisés il y a 30 ou 40 ans sont des espaces à part, qui ne font pas partie de ce qu'ils reconnaissent comme leur territoire, lequel se limite à l'espace qu'ils fréquentaient régulièrement suivant un rythme saisonnier avant la sédentarisation. Ce territoire est celui qu'ils considèrent comme le vrai monde des Inuit – et donc le seul territoire véritable –, tandis que les villages appartiennent pour eux au monde des Blancs et représentent le Canada. On change de vie en passant de l'un à l'autre, et ceux qui sont bilingues changent également de langue : l'inuktitut⁴ est la langue du territoire, l'anglais celle des villages. Les jeunes considèrent au contraire leur village non seulement comme partie intégrante mais comme centre incontesté d'un territoire nouveau, éclaté, à l'image de leur nouvelle identité. C'est autour du village que s'articulent le monde proche (le territoire des anciens) et lointain (le Canada du sud). Ces deux perceptions sont une des expressions des mutations en cours, aussi leur analyse devrait-elle permettre de mieux qualifier ces dernières : acculturation ou mutation à l'intérieur de la culture d'origine, qui se transforme mais ne disparaît pas ?

Les Inuit de l'Arctique canadien ont connu une histoire récente semblable à celle de tous les peuples de chasseurs-cueilleurs au XX^e siècle. Restés nomades jusque dans les années cinquante ou soixante – selon les régions – ils furent ensuite confrontés à une brutale sédentarisation, décidée en fonction de considérations politiques élaborées par une société allogène et orchestrée par des administrateurs ignorant tout ou à peu près de leur culture. Ce changement radical dans l'organisation de leur mode de vie contraignit les Inuit à inventer de nouvelles pratiques du territoire, ce dernier demeurant au cœur de leur culture matérielle et intellectuelle. La transition entre la vie nomade et la

3. Chez les Inuit, il n'y a pas d'appropriation exclusive du territoire. Ses limites sont floues et correspondent grossièrement aux limites des migrations saisonnières. Le territoire d'une communauté, c'est ce morceau d'espace géographique dont la toponymie et l'histoire – réelle et mythique, les deux se confondant – sont connues et dont le groupe porte le nom, expression d'une fréquentation régulière par laquelle l'homme s'associe à son territoire.

4. Inuktitut : à la manière des Inuit, est devenu le terme de référence pour désigner la langue des Inuit.

vie sédentaire se fit en deux temps (B. Collignon, 1993). Des années cinquante au milieu des années soixante-dix, les Inuit avaient des maisons dans les villages mais vivaient au rythme du territoire⁵, où ils passaient en fait le plus clair de leur temps. Ensuite, et jusqu'à la fin des années quatre-vingts, le temps passé sur le territoire se raccourcit – d'autant plus que l'on était plus jeune – et la mécanisation des modes de transport – motos-neige, motos tout terrain, puissants moteurs hors-bord – permit d'aller plus vite et plus loin mais accrut aussi fortement le coût des activités cynégétiques. Enfin, l'interdiction de l'importation de peaux de phoque dans la CEE, votée par l'Assemblée européenne en 1983 et reconduite indéfiniment en 1987, entraîna la disparition de la dernière activité cynégétique lucrative et condamna les chasseurs de phoque à l'aide sociale. À l'aube des années 90, la phase de transition est terminée, les Inuit sont entrés dans l'ère de la sédentarité. Les jeunes qui atteignent aujourd'hui l'âge adulte n'ont – sauf exception – jamais vécu plus de quinze jours de suite dans les campements, en dehors des villages. Leur perception du monde, du territoire et de la culture inuit s'en trouve radicalement changée.

Cette mutation profonde affecte toutes les composantes de la culture eskimo, notamment ce qui concerne la relation à l'espace et au cosmos dans son ensemble. Dans le monde d'hier, les Inuit entretenaient une relation dynamique avec un territoire dont ils se considéraient comme un des éléments – au même titre que la faune et la flore – et non pas comme des usagers. Pour les jeunes d'aujourd'hui, ce territoire des Anciens semble n'être planté là que comme une toile de fond, un décor sur lequel se détache le village, seul espace de vie possible. Ce dernier est coupé de son environnement direct mais relié de plus en plus intensivement à un monde éloigné dont il reçoit tout ce qui est nécessaire à sa survie. Les villages arctiques sont ainsi de plus en plus les têtes de pont de la culture nord-américaine. Cette culture imprègne la vie quotidienne, par le biais de ses biens matériels mais aussi de ses productions culturelles, du moins celles qui sont diffusées 24 heures sur 24 par des chaînes de télévision que les satellites transmettent aujourd'hui dans tous les villages de l'Arctique canadien.

Dans cette nouvelle situation, les Inuit sont placés devant l'obligation de se construire une nouvelle identité, tant l'ancienne est inadaptée aux conditions de leur vie contemporaine. Faut-il pour qualifier ce mouvement parler d'abandon d'identité au profit d'une autre, fortement marquée par ses composantes allogènes ? Ou bien serait-il plus juste d'analyser le processus en termes de mutation de l'intérieur de la culture et de l'identité inuit ? Il est encore difficile de répondre à ces questions et il convient d'avancer avec prudence, sans nostalgie mais sans aveuglement. Pour comprendre le sens des modifications en cours, un rapide retour en arrière s'impose, afin de repérer comment se construisait

5. Au sens que les Anciens lui donnent.

autrefois l'identité inuit et quelle place y occupait leur territoire. À la lumière de cet éclairage, on pourra alors considérer la situation contemporaine, dans laquelle la communauté inuit dans son ensemble reconnaît comme Inuit des jeunes qui ne parlent pas l'inuktitut⁶, ne chassent pas et ne connaissent pas le territoire traditionnel, pour ne citer que leurs plus grandes défaillances.

Le territoire et l'identité chez les Inuit d'hier

La construction de l'identité s'inscrivait autrefois dans le cadre d'une perception globale du cosmos comme un monde de relations, dont tous les composants sont vivants et interdépendants. Trois d'entre eux – les hommes, les animaux et les lieux – dominent cependant tous les autres, car ils ont une âme. Les hommes et les animaux sont en plus dotés d'un esprit, mais seuls les hommes – et parfois les chiens – ont un nom⁷ (J. Oosten, 1996). Dans une certaine mesure et sous certaines conditions, il est possible à chacun de ces trois types d'êtres de changer d'espèce : un ours peut devenir un homme, un homme peut devenir un phoque, qui peut devenir pierre ou nuage, et réciproquement. Cependant, ce sont surtout les hommes qui usent de ce pouvoir de transformation. Le monde se caractérise donc par sa grande fluidité, qui induit une forte mobilité de ses composants. C'est dans ce contexte, dans une représentation dynamique du monde⁸, que l'identité inuit se construisait autrefois dans l'expérience du territoire, qui participe à l'histoire des hommes à trois niveaux : histoire de l'humanité, du groupe, de l'individu.

Les hommes et le territoire sont apparus en même temps et se sont façonnés mutuellement. Dès l'origine, *Nuna* (la terre), *Tariuq* (le sel, la mer), *Anngun* (le gibier) et *Inuk* (l'homme par excellence) sont intimement liés, ils créent ensemble le monde. Certaines entités topographiques procèdent de l'histoire humaine, tandis que les hommes sont d'emblée marqués par le territoire. Ce dernier porte en lui l'histoire des Inuit et c'est donc vers lui qu'il faut se tourner pour trouver la réponse à la question "qui sont les *Inuit*, les hommes par excellence ?".

Comme dans toutes les sociétés de chasseurs-cueilleurs, la tradition orale joue un rôle essentiel dans la construction de l'identité. Ici, *nuna* apparaît comme le dépositaire de l'histoire des hommes (B.

6. Cette situation, rare au Groenland et dans l'Est de l'Arctique canadien - Nouveau Québec compris - est la norme dans l'Ouest de l'Arctique canadien et en Alaska.

7. *Inua*, "l'âme" (mais la traduction n'est pas satisfaisante), *tarniq*, "l'esprit" et *atiq*, le "nom" sont les trois notions qui, ensemble, font la personne, l'être humain. L'homme est possesseur de son *inua*, tandis que l'animal n'en est que l'utilisateur.

8. Sur la question de la dynamique dans la culture inuit, voir N. Tersis et M. Therrien (dir.), 1996.

Collignon, 1996 a). Les mythes fondateurs sont inscrits dans le territoire et la toponymie permet de situer les étapes par lesquelles la société s'est constituée. Les noms de lieux attestent que le monde d'aujourd'hui, avec ses codes et ses rythmes, s'est bien créé là⁹. Cette inscription de l'histoire des hommes dans le territoire conduit à une lecture affective du paysage, par laquelle l'espace est approprié – puisqu'il est le fruit de l'histoire du groupe – et ainsi humanisé. L'apparition de la mort, par exemple, marque à jamais la topographie de la région habitée par les Inuinnait¹⁰ sous la forme de trois monts qui sont en fait les cadavres des quatre premiers défunts de l'histoire de l'humanité : *Uvayuq*, *Amaaqtuq* et *Uvayuruhiq*¹¹. Le territoire porte également une histoire invisible, qui n'a pas marqué le sol mais dont la mémoire collective se charge de cultiver le souvenir par le biais des récits, par lesquels se transmet une lecture idéale du territoire. Ainsi il ne reste aucune trace visible du massacre d'un groupe d'Inuinnait par une bande d'Indiens au lieu dit *Qurluqtuuq* en 1771, mais nul ne l'a oublié¹².

La lecture historique du territoire ne repose pas seulement sur la mémoire collective. Dans la terre même, l'occupation humaine a inscrit de nombreux signes, pour qui sait les voir et les interpréter. Ronds de tente, maisons thuléennes à demi enfouies dans le sol, caches à viandes ou à matériel sont autant de constructions qui ponctuent le paysage, plus ou

9. Il n'y a pas, dans les mythes inuit de l'Arctique canadien, de récit qui rappellerait la grande migration au cours de laquelle les chasseurs de baleines des rives du détroit de Béring investirent progressivement l'archipel arctique canadien jusqu'à arriver au Groenland, à partir du X^e siècle de notre ère environ (culture de Thulé). Simplement, plusieurs récits signalent la présence autrefois des Tunit, ancêtres des Inuit qui les remplacèrent progressivement. Ces Tunit sont très certainement les Thuléens des archéologues.

10. Groupe Inuit de l'arctique occidental canadien vivant sur l'île Victoria et le littoral continental qui lui fait face au Sud, de l'Ouest de la rivière Coppermine à l'Est de la baie de Bathurst. Ils furent baptisés "Eskimo du Cuivre" par l'explorateur W. Stefansson lorsqu'il les rencontra en 1911. Aujourd'hui, on préfère les désigner par le terme qui signifie tout simplement, dans leur dialecte, "les hommes par excellence" (cf. note 18).

11. Amaaqtuq désigne une femme portant un bébé dans son dos, cela fait donc quatre. L'histoire veut que cette famille, souffrant de la famine à l'intérieur des terres, se soit dirigée vers la mer à la fin de l'été. Hélas, alors qu'ils arrivaient en vue de l'Océan - et de son abondant gibier - ils succombèrent à la faim : le fils Uvayuruhiq d'abord, puis la mère et l'enfant, enfin le père. Avant eux, les hommes ne mourraient pas. Cette histoire fut recueillie par D. Jenness (1924 : récit 69), puis par K. Rasmussen (1932 : 256) et encore par moi-même (1992).

12. Il s'agit d'un événement tragique connu aussi comme le "massacre de bloody falls". L'explorateur Samuel Hearne fut le témoin de cette tuerie, perpétrée par ses guides Chipweyan, et son propre rôle dans cette affaire n'est pas clair. L'histoire fut recueillie successivement par les trois ethnologues qui se préoccupèrent de la tradition orale des Inuinnait (D. Jenness, 1924 : récit 74 ; K. Rasmussen, 1932 : 252 ; M. Métayer 1973 : récit 66). Elle me fut également contée à plusieurs reprises en 1991. R. McGraph (1993) en a fait une analyse synthétique.

moins discrètement. Que la tradition orale les rattache ou non à un événement précis, elles rappellent, elles aussi, que les Inuit et leurs lointains ancêtres habitent de longue date le territoire. Aussi est-ce sur ce territoire – sur *nuna* surtout, car *tariuq* ne retient rien – que les Inuit trouvent les réponses aux questions relatives non pas à leur origine mais à leur évolution, qui les a conduit à être ce qu'ils sont aujourd'hui. L'histoire intellectuelle et matérielle des Inuit est gravée dans leur territoire, concrètement ou virtuellement. Il est donc le gardien de leur identité, pour le moins dans sa dimension temporelle.

L'humanisation du territoire passe aussi par la mise en place d'un système toponymique¹³, expression de la perception inuit de l'espace. Le baptême des multiples entités qui le composent transforme l'espace habité en un territoire "possédé par la parole"¹⁴, associé à la communauté des Inuit. Il en est en effet un élément à part entière, au même titre que le gibier et les hommes. Par le baptême de ses lieux, les Inuit créent une relation forte avec le territoire, dont les multiples noms ne font que renvoyer à ses occupants eux-mêmes, à leurs activités et à leurs émotions¹⁵. La force de ce lien est d'autant plus grande que le toponyme porte, dans son énoncé même, l'expression d'une lecture humaine du territoire. L'opinion commune est que, dans les corpus toponymiques des peuples nomades, les toponymes descriptifs dominent largement, y compris chez les Eskimo. Afin de vérifier cette hypothèse, j'ai élaboré, à partir d'un corpus d'un millier de toponymes recueillis auprès des Inuinnait¹⁶, une typologie fondée sur le sens de ces noms. La répartition était fondée sur une opposition entre les toponymes se rattachant au milieu physique et ceux se rattachant au milieu humanisé (cf. figure 2).

Les résultats obtenus (cf. figure 3) ont montré que le rapport n'est que de 60 % - 40 % : nous sommes loin de la nette domination attendue. De plus, une analyse plus poussée du sens de ces toponymes conduit à revoir la classification. En écoutant les Inuit parler des lieux et de leurs noms, il s'avère en effet que de nombreux termes qui paraissent se rattacher au milieu physique sont en fait investis d'un second sens, qui les humanise. Ainsi, un nom tel que *Hiuqqitak* : "l'endroit sablonneux et peu profond" est en fait compris par les Inuinnait comme "passage à gué des caribous", car chacun sait que ceux-ci recherchent les endroits peu profonds et sablonneux. Il convient donc d'inverser, au moins, le rapport :

13. Sur l'étude des systèmes toponymiques inuit, voir B. Collignon, 1996 a ; Th. Correll, 1976 ; Holmer N.M., 1967 et 69 ; J.-F. Le Mouél, 1978 et L. Müller-Wille, 1987.

14. J.-F Le Mouél, 1978 : 90.

15. Nikavik : l'endroit où l'on porte le deuil ; Qilanaaqturvik : l'endroit où l'on est très excité (parce que l'on y prend beaucoup de poissons) ; Iriaraluk : celui-là où l'on ne reste pas longtemps car l'endroit est effrayant, etc.

16. Voir note 10.

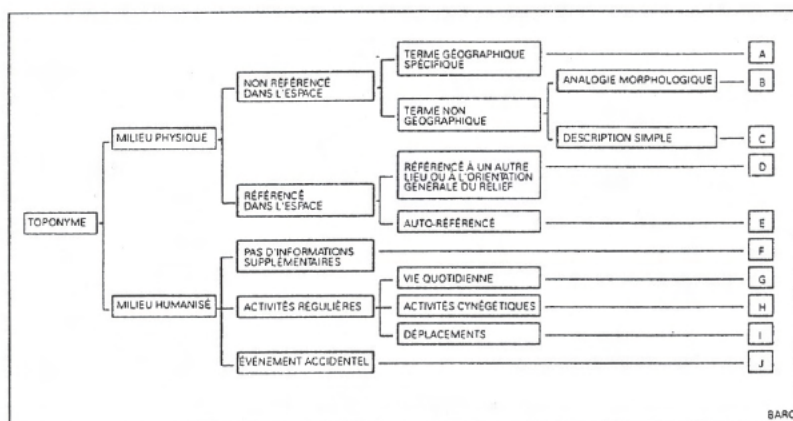


Figure 2. Typologie des toponymes inuinnait d'après leur sens

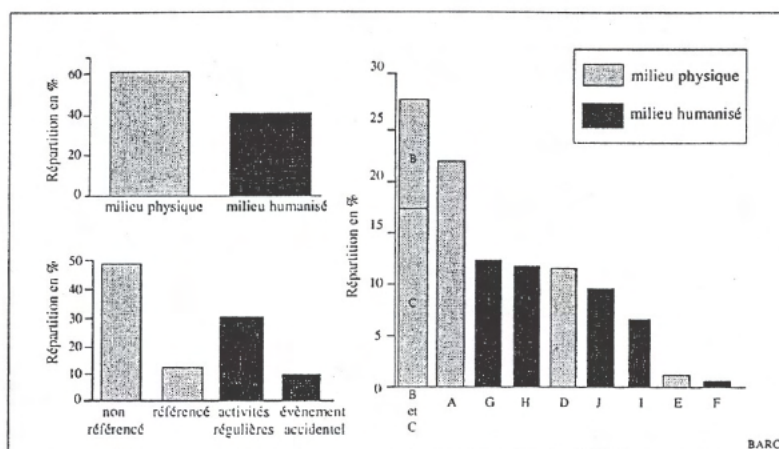


Figure 3 : Répartition des toponymes selon les classes de sens (cf. figure 2)

40 % des toponymes renvoient au milieu physique, 60 % au milieu humanisé.

Pour rendre compte de la perception inuit des toponymes, il faudrait même considérer que tous les toponymes renvoient au milieu humanisé, dans une optique inuit. Le territoire est ainsi le support sur lequel se déploie, par le biais de la toponymie, un discours sur l'identité inuit. C'est donc à travers lui que, de génération en génération, les Inuit redécouvrent et se ré-approprient cette identité. À ce titre, il est significatif de noter que la toponymie inuit est marquée par un grand dynamisme. Si certaines entités – en général des éléments topographiques importants où des sites utilisés parfois depuis plusieurs siècles – portent des noms très anciens, d'autres voient leurs noms changer toutes les trois ou quatre générations, en même temps qu'évolue la pratique du territoire et donc la perception de ces entités (B. Collignon, 1996 b).

La place centrale qu'occupe le territoire dans la construction de l'identité inuit est encore fortement exprimée dans les modalités, communes à tous les Eskimo, de désignation des groupes. Leurs noms sont en effet construits sur un toponyme du territoire, de telle sorte que le groupe est baptisé par ce dernier. Ainsi les hommes nomment le territoire mais c'est ensuite lui qui leur donne une identité, expression de l'interdépendance qui lie les hommes et la terre. L'ethnonyme se construit sur un toponyme désignant en général une entité importante – une montagne, une grande baie, une belle rivière, etc. – auquel on ajoute le suffixe *miut*¹⁷, qui signifie l'appartenance. Ainsi ce sont bien les hommes qui appartiennent au territoire, et non l'inverse. L'identité inuit ne peut donc se construire sans assise territoriale : qui n'est pas associé à un territoire ne peut être un Inuk.

L'identité se décline à plusieurs échelles : l'individu, la famille nucléaire, la famille élargie, le camp, le groupe qui occupe un même territoire et entretient des relations étroites avec tous ses habitants. C'est à cette dernière échelle que fonctionne la communauté, association de plusieurs lignées dans laquelle les solidarités familiales sont dépassées. C'est à cette échelle que le groupe se baptise et perçoit son territoire¹⁸.

À l'échelle du territoire du quotidien, c'est encore la fréquentation privilégiée de certaines parties de celui-ci qui détermine pour une grande

17. Singulier : *miuk*, duel : *miuut*.

18. Au delà de cette échelle, il n'y a pas d'identité reconnue comme telle par les Inuit eux-mêmes. Les ethnologues et les linguistes distinguent une vingtaine de groupes principaux pour les cultures eskimo, dont l'unité repose sur un dialecte, une technologie et un fonctionnement social communs. Conscients de cette division, les Inuit ne l'expriment pourtant pas. Les ethnonymes qui désignent aujourd'hui ces groupes sont en fait des créations récentes et allogènes. (à titre d'exemple, voir note 10)

part l'identité des individus. Ainsi la division des sexes – et la perception des différences qui les séparent – est aussi question de territoire. L'homme est associé à l'extérieur et à l'ouverture, ainsi qu'au saillant : il passe la plupart de son temps à la chasse, à parcourir le territoire, à pénétrer les grands espaces de la toundra et de la banquise. Il est le pourvoyeur. La femme en revanche est associée à l'intérieur, au monde clos et rond de l'igloo – ou de la tente en été – dans lequel elle passe le plus clair de son temps et où elle reçoit ce que le chasseur lui apporte. Hors de la maison, son aire d'activité se limite à celle du camp et de ses proches alentours. Elle est le réceptacle et le transformateur, elle joue un rôle central dans le processus d'humanisation (M. Therrien, 1987).

Au sein du groupe, chacun se désigne par le toponyme attaché au lieu où son camp est implanté. Il découle de la mobilité des hommes que cette identité plus personnelle est mouvante et toujours temporaire, étroitement associée à la pratique du territoire. Cette identité multiple de l'individu est aussi mise en exergue par les pratiques sociales et les conditions d'énonciation inscrites dans les règles grammaticales et syntaxiques de la langue. En effet, celle-ci impose que le locuteur soit toujours situé par rapport à ses interlocuteurs et selon les conditions de cette situation – dans l'espace géographique et dans l'espace social – son statut change et son discours s'en trouve lui-même modifié.

A la mobilité de l'identité individuelle, s'ajoute dans une moindre mesure celle du groupe, notamment dans l'arctique occidental canadien.

Là en effet, un individu qui passe d'un territoire à un autre change aussi d'identité après quelques années, lorsqu'il est bien intégré à la communauté qui est associée à ce territoire. Il prend alors son nom et, à son tour, s'associe ainsi symboliquement avec lui. D. Jenness (1922) rapporte pour les Inuinnait qu'une famine ayant décimé un groupe, les rescapés partirent s'installer sur un nouveau territoire – toujours dans la même région – et changèrent alors collectivement de nom.

L'identité inuit se caractérise ainsi par deux qualités principales : elle se construit dans le cadre d'une inscription territoriale forte, elle est mobile et fragile et se redéfinit en permanence en fonction des situations. Cette souplesse, qui permet l'adaptation d'une identité, qui se construit tout au long d'une vie, est l'un des éléments clefs des mutations contemporaines, qui s'accompagnent d'une nécessaire redéfinition de l'identité inuit.

Les nouveaux territoires de l'identité des Inuit d'aujourd'hui

Les Inuit décrivent souvent leur mode de vie contemporain par les cinq traits suivants : le travail de bureau, avec des horaires fixes; la vie dans une maison; la sédentarité, l'immobilité de la communauté; l'apparition des activités de loisirs, notamment du sport ; la division de la population adulte en deux groupes, les travailleurs (salariés pour

l'immense majorité) et les chômeurs. Dans ces conditions, il n'est plus possible de vivre suivant les valeurs d'autrefois, l'identité héritée n'est plus adaptée.

La société inuit contemporaine est frappée par de nombreux dysfonctionnements : l'alcool fait partout des ravages, de la drogue est régulièrement consommée – surtout par les moins de 40 ans – dans tous les villages, la violence familiale et sexuelle s'accroît et les suicides se multiplient, notamment chez les jeunes hommes. Tous ces problèmes sont à mettre en relation avec une interrogation de fond sur l'identité, comme si les Inuit exprimaient dans la perte de leur corps celle de leur âme, les deux étant pour eux intimement liés. L'identité, fragile, est troublée. Cependant, le tableau n'est pas aussi noir qu'il pourrait sembler à première vue. Parallèlement à cette dynamique de destruction, une dynamique endogène de reconstruction se met en place. L'élaboration d'une nouvelle identité, conforme aux valeurs inuit et adaptée à la vie sédentaire contemporaine – dont les rythmes et les valeurs sont de plus en plus calqués sur le modèle nord-américain – est au centre de ce mouvement. Dans cette quête, quelle place occupent les caractères de l'identité d'hier et notamment le territoire comme porteur de l'identité ?

L'analyse se concentre ici sur les jeunes adultes et adolescents (15-25 ans), car ils sont la première génération pour laquelle il ne s'agit pas d'adapter une identité acquise dans un autre monde (celui du territoire et de la culture inuit traditionnelle) mais d'en construire une nouvelle, qui ne leur est pas transmise par leurs parents. Pour les Anciens, parents et grands-parents, ces jeunes qui vivent suivant des rythmes et des activités si éloignés des leurs, qui en Arctique occidental ne parlent plus l'inuktitut et ne le comprennent même pas, sont pourtant bien des Inuit. Nul ne songerait à remettre en cause leur appartenance à la communauté culturelle. Pourtant, lorsque l'on demande aux générations précédentes de justifier cette reconnaissance, chacun est bien en peine de formuler une réponse. Cependant, cette difficulté à expliquer ce qui est ressenti n'est pas l'expression d'une faiblesse du jugement; elle n'est que le reflet d'un mode de pensée qui répugne à ce type d'approche spéculative. Il convient donc de faire comme les Inuit : observer comment les jeunes construisent leur nouvelle identité et repérer en quoi ce comportement peut être qualifié d'inuit.

Les perceptions du territoire divergent fortement selon les générations (voir *infra*). Dans leur vie quotidienne, les jeunes sortent très peu de leurs villages. Les déplacements sur le territoire sont rares et certains d'entre eux n'ont jamais de leur vie vu un caribou vivant ! Lorsqu'ils dépassent les limites de leur village, ils ne s'en éloignent jamais, car ils savent qu'ils seraient incapables de retrouver le chemin du retour s'ils quittaient les pistes les plus balisées. Ils redoutent le brouillard et le blizzard, qu'ils ne savent pas voir arriver car ils n'ont jamais eu l'occasion d'observer les évolutions du temps et ne savent donc pas lire les signes avant-coureurs d'un changement de météo. Si l'on peut passer de bons

moments sur le territoire des Anciens, il est principalement perçu comme un monde dangereux, imprévisible et inquiétant : tout peut y arriver.

Les jeunes se disent Inuit, mais ils reconnaissent qu'ils sont aussi maladroits que des touristes lorsqu'ils sont sur le territoire inuit traditionnel, qu'ils consomment plus d'aliments d'origine exogène que de nourriture locale, etc. Ils ressentent la nécessité impérieuse de construire une identité qui permette de concilier les deux cultures entre lesquelles ils vivent, mais la quête est difficile. Les adultes confirmés, eux, disent de leurs enfants que ce sont bien des Inuit mais qu'ils ne les comprennent pas toujours. La tendance est plutôt à la compréhension : les manquements aux valeurs inuit ne sont que peu reprochés aux jeunes, car l'on considère qu'ils ne sont pas responsables de la situation dans laquelle ils se trouvent. Lorsque les aînés évaluent les comportements de cette nouvelle génération, ils mettent le plus souvent en avant la difficulté des circonstances et sont plutôt enclins à penser qu'elle ne s'en sort pas si mal dans son effort d'élaboration d'une identité en adéquation avec la vie arctique contemporaine.

Cette recherche suit deux directions. La première va dans le sens d'un retour au territoire des Anciens, dans un mouvement de retour aux sources en quelque sorte. Vers la fin de l'adolescence ou aux débuts de l'âge adulte, des jeunes demandent soudain à leurs parents (au sens large du terme) de les emmener camper sur le territoire, alors qu'ils refusaient dans les années précédentes d'accompagner leurs familles. Comprenant que c'est là que se trouvent leurs racines, leur histoire et leur identité, ils cherchent à en retrouver le chemin, ainsi qu'à découvrir le goût de l'association étroite homme / gibier / territoire dans laquelle vivaient les générations précédentes. Aller camper implique un retour au mode de vie et aux valeurs inuit, telles qu'elles s'expriment dans les activités quotidiennes et dans la langue, car seul l'inuktitut est utilisé dès que l'on sort du village en compagnie d'adultes de plus de 35 ans. Cependant, ce retour au territoire, aussi important soit-il, n'est jamais qu'un court épisode. Il ne s'agit pas de retourner à la vie et à l'identité anciennes. On fréquente le territoire une ou deux semaines par an, afin d'entretenir un lien, mais un lien très distendu.

La seconde direction, plus complexe, va dans le sens de la construction de nouveaux territoires. L'investissement affectif et historique de nouveaux espaces permet de créer un nouveau territoire porteur d'identité, l'ancien ne pouvant plus jouer ce rôle pour de multiples raisons. Dans ce processus, l'ancrage territorial continue de jouer un rôle fondamental dans l'élaboration de l'identité. Le village est le lieu privilégié de cette création. En cela, les perceptions des jeunes et des plus anciens sont radicalement opposées. Récemment, l'histoire du village, sa tenue (en terme d'entretien des infrastructures et de propreté) sont devenus des sujets de préoccupation pour les Inuit. Chaque jeune tisse avec cet espace aux dimensions limitées (la plupart des villages de l'Arctique canadien comptent entre 500 et 1 500 habitants) une relation

intime, spécifique, dans laquelle s'ancre non seulement son histoire mais aussi celle de la communauté dans son ensemble. On prend ainsi soin de se souvenir des occupants successifs de chaque maison, des configurations anciennes du village – remontant même à l'époque de sa constitution, alors que ces jeunes n'étaient pas nés – etc. Autant l'histoire du groupe sur le territoire d'autrefois semble peu les intéresser, autant celle qu'il a vécu dans le village depuis sa fondation retient leur attention. Ainsi se construit peu à peu une nouvelle histoire collective, associée étroitement aux micro-lieux où elle s'est déroulée.

Au delà du village, les jeunes Inuit tentent de tisser des liens privilégiés avec d'autres territoires, plus éloignés. Tout d'abord avec la ville canadienne¹⁹ la plus proche d'eux, celle qu'ils sont amenés à fréquenter de temps à autre, notamment pour y recevoir des soins médicaux. Jusqu'au début de cette décennie, les plus doués ou les plus motivés, qui poursuivaient leurs études au lycée, y passaient aussi de longs mois pendant trois ou quatre ans²⁰. Parler de la ville, de ses boutiques et de ses bars, de ses rues, est un plaisir dont ces générations ne se lassent pas. Le discours qu'elle suscite rend compte non pas de la ville elle-même mais de la pratique qu'ils en ont²¹ : une série de lieux bien connus, mais mal reliés entre eux. Ceci constitue une rupture forte avec la perception inuit du territoire, qui est d'abord compris comme un réseau de relations entre les lieux où les axes – les liens – priment sur les lieux. Depuis quelques années, l'application à créer des liens avec cette ville-repère se marque aussi par l'habitude que les jeunes salariés ont prise de s'offrir deux ou trois fois par an de courts séjours dans cette ville, à l'occasion de week-end prolongés le plus souvent. Et le mouvement ne s'arrête pas là. La tendance est à l'intégration dans ce nouveau territoire de villes plus éloignées et moins familières encore. Il s'agit des grandes villes du sud du Canada : Edmonton, Calgary et Vancouver pour l'Arctique de l'Ouest, Montréal, Toronto et Ottawa pour l'Arctique de l'Est et le Nouveau Québec. Ces mêmes jeunes adultes commencent aussi à passer des vacances dans ces villes. Leurs séjours se limitent en général à la visite d'une seule ville dans laquelle ils passent une semaine, deux au maximum. Le plus souvent, le choix de leur destination est lié à la présence sur place de membres de leur communauté, qui leur servent de relais dans ce

19. C'est à dire où la population dépasse 5 000 habitants et est en majorité composée d'Euro-canadiens.

20. A partir de 1991-1992, le gouvernement territorial a choisi de développer une politique de proximité en ouvrant des classes de lycée dans la plupart des villages d'au moins 1 000 habitants. Ceci a permis de réduire fortement les abandons, qui étaient autrefois la règle.

21. En 1987, après en avoir entendu parler pendant près de cinq mois par les Inuinnait d'Holman, je découvris à mon tour Yellowknife. J'eus du mal à y retrouver la ville de leurs évocations, tant leur perception et la mienne divergeaient.

monde inconnu. Les lieux fréquentés sont presque exclusivement ceux dans lesquels ils sont introduits par leurs relais, ou – ce qui revient au même – ceux que des habitants du village leur ont indiqués, pour s'y être eux-mêmes rendus lors de leurs propres séjours. Cette pratique s'inscrit dans une démarche entreprise par les jeunes générations de construction progressive d'un territoire qui s'étend peu à peu. Le fait que ces voyageurs préfèrent, lorsqu'ils prennent de nouvelles vacances dans le Sud du pays, retourner dans la même ville – et fréquenter les mêmes lieux – que lors de leur voyage précédent est à ce titre significatif : de toute évidence, leurs voyages n'ont pas un but touristique.

Par ailleurs, à côté de la mise en place et de l'entretien de relations avec de nouveaux lieux qui entrent peu à peu dans l'espace vécu, on observe que les jeunes s'investissent aussi fortement dans quelques lieux plus ou moins imaginés qu'ils perçoivent comme symboliques de la vie des nord-américains : les patinoires sur lesquelles se déroulent les matchs de hockey sur glace des grandes équipes et, dans une moindre mesure, les terrains de base-ball et de football américain. Ce qui différencie ces lieux des précédents, c'est qu'ils ne sont connus, sauf exception, que par l'intermédiaire de la télévision. C'est sur les seules images qu'elle en donne que les jeunes Inuit créent une relation affective et historique forte avec des lieux dans lesquels la vie du groupe dominant, celui qui impose un nouveau rythme à leur vie d'Inuit, leur semble vivre ses heures les plus décisives. Il s'agit bien plus d'espaces rêvés que vécus. Le nouveau territoire, matrice de l'identité inuit moderne, est ainsi composé pour une bonne part de lieux fantasmés, perçus à travers l'image déformée qu'en diffuse la télévision. Cela est vrai pour les terrains de sport, cela l'est tout autant pour les grandes régions géographiques : la Californie est celle des séries télévisées *Alerte à Malibu* et *Falcon Crest*, le Colorado se réduit au monde de *Dynastie*, la Floride à celui de *Deux flics à Miami*, etc. Le côté rêvé de ces espaces n'empêche pas les jeunes Inuit de les percevoir – et de les vivre – comme des parties intégrantes de ce qu'ils reconnaissent comme leur territoire.

Ainsi se crée peu à peu un nouveau territoire, marqué par ses discontinuités et son irréalité. Plus imaginé que vécu, fantasmé pour une bonne part, il n'en répond pas moins aux attentes des jeunes. Les deux directions prises dans la dynamique actuelle de construction d'une nouvelle identité ne s'opposent pas, bien au contraire. Elles sont en effet complémentaires, chacune donnant une inscription spatiale à l'une des deux facettes de l'identité inuit contemporaine. Le nouveau territoire avec lequel elle peut s'élaborer est constitué de ces deux pans, qui ne peuvent séparément donner une identité, mais peuvent y parvenir ensemble. Les jeunes oscillent entre ces deux pans et trouvent leur identité dans l'équilibre qu'ils cherchent à établir. Équilibre instable, toujours à retrouver, à l'image de la culture inuit, fondée sur une perception dynamique du monde (B. Collignon, 1996 b). Identité du compromis,

fragile mais réelle, qui naît dans la mise en relation des lieux et des hommes. En tout cela n'est-elle pas encore bien une identité inuit, même si les relations homme / territoire s'inscrivent désormais dans un monde dilaté par rapport à celui d'hier ?

Cette dynamique de construction est par ailleurs compliquée depuis une quinzaine d'années par les négociations entre gouvernement fédéral et Inuit en vue de l'obtention de territoires inuit autonomes²². La légitimité des revendications se fonde sur l'affirmation de la place centrale du territoire traditionnel dans la culture inuit. On assiste ainsi à un retour en force de ce territoire comme porteur et élaborateur de l'identité inuit. Les Inuit sont les hommes du territoire et c'est pour cette raison qu'il faut leur accorder l'autonomie dans la gestion de ce dernier. En conséquence, les nouvelles directions explorées par les jeunes en termes de territorialité sont marginalisées et ne peuvent être reconnues comme acceptables. Face à leurs tentatives d'élargissement de la notion traditionnelle de territoire, le discours inuit officiel oppose un attachement déterminé aux définitions anciennes et enferme ainsi les jeunes, ignorant leurs solutions innovantes. Ceci est d'autant plus marqué que les représentants Inuit chargés des négociations pratiquent eux-mêmes peu le territoire, voire le connaissent bien mal. Leur position délicate, source de malaise pour eux, les pousse à adopter une position défensive de repli plutôt que d'accepter les ouvertures proposées, contrairement à l'attitude qui prime localement parmi les Anciens, dans les villages mêmes.

Conclusion

Il est encore impossible de conclure sur ce que sera la nouvelle identité des Inuit. Cette analyse conduit cependant à faire deux remarques.

Placés dans la position de l'observateur extérieur, notre tendance est de juger négativement la situation contemporaine, car nous l'opposons à celle de l'époque précédente. Au regard de celle-ci, les dégâts provoqués par la transformation du mode de vie des Inuit sont considérables, d'abord pour eux, tant les jeunes semblent aujourd'hui perdus. Cependant, il importe d'écouter ce que les Inuit eux-mêmes, et notamment les Anciens, en disent. Leur jugement est beaucoup plus nuancé que le nôtre et va dans le sens d'une compréhension bien plus que dans celui d'une condamnation. Surtout, ils portent leur attention sur

22. L'accord sur la création du Nunavut : "notre terre", a été signé et ratifié par les Inuit de la région concernée en 1992. Il fonctionnera à partir de 1999 et sera alors le territoire inuit autonome le plus important au Canada, et le seul doté d'un gouvernement aux pouvoirs assez larges. D'autres territoires inuit autonomes existent déjà. Le Kativik, (aujourd'hui de plus en plus souvent appelé Nunavik) a été créé en 1976, dans le nord du Québec suivi du Inuvialuit land en 1984 (autour du delta du Mackenzie et de l'île de Banks).

d'autres phénomènes et sont assez sages pour ne pas procéder par comparaisons avec le monde d'hier. Ils s'intéressent davantage à la dynamique elle-même, au processus de construction. Et là, ils retrouvent en leurs enfants des Inuit qui savent construire des relations fortes avec le territoire et qui savent surtout inventer des solutions sans trahir les principes selon lesquels s'élabore depuis toujours l'identité inuit. Le territoire continue à y jouer un rôle central, mais ce n'est plus le même territoire, non pas parce que ses limites ont changé mais parce que la définition même de ce qu'est un territoire est transformée.

Les processus décrits et analysés ici ne sont pas seulement vécus par les Inuit contemporains. Nombre de populations, au-delà des seuls chasseurs cueilleurs vivent les mêmes difficultés. Que peut donc apporter à la compréhension de ces phénomènes globaux l'étude du cas inuit ? Il me semble que l'essentiel est dans leur tentative de redéfinition du territoire. Notre perception d'ethnogéographes du territoire des communautés est peut-être trop figée, la définition que nous lui donnons trop étroite. Les jeunes Inuit sont en passe de nous montrer qu'un territoire peut être hétérogène, discontinu, irréel pour une part, et pourtant donner de l'identité. Le territoire vécu peut être un territoire virtuel, n'ayant qu'un rapport lointain avec l'espace réel auquel il se réfère. Un territoire n'est jamais fixé pour toujours, de même qu'une culture ne cesse de se renouveler. De sorte que c'est peut-être bien plus à nous de revoir notre approche de ces phénomènes qu'à eux de tenter vainement de se raccrocher à une identité territoriale qui n'a plus de pertinence.

Bibliographie

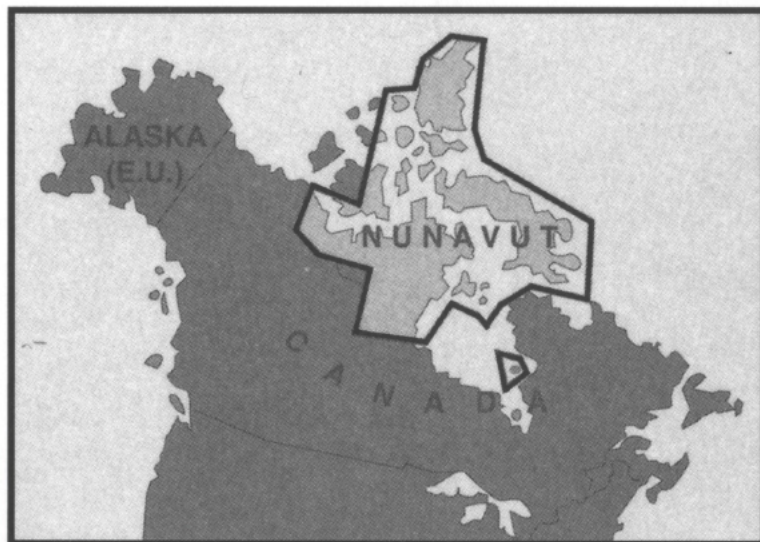
- BONNEMAISON, J., 1986-1987, *Territoire, Histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*, Paris, ORSTOM, coll. "Travaux et Documents" n° 201, 2 vol., 540 et 680 p.
- BONNEMAISON, J., 1981, "Voyage autour du territoire", *L'Espace Géographique*, n° 10, 4, Paris, Doin, p. 249-262.
- COLLIGNON B., 1996 a, *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan, 254 p.
- COLLIGNON, B., 1996 b, "Dynamique et savoir géographique inuit – l'exemple des Inuinnait", in : Tersis N et Therrien M. (dir.), *La dynamique dans la langue et la culture inuit – Sibérie, Alaska, Canada, Groenland*, Paris, SELAF, coll. "Arctique", p. 59-77.
- COLLIGNON, B., 1993, "Variations of a Land-use Pattern : Seasonal Movements and Cultural Change among the Copper Inuit", *Etudes / Inuit / Studies*, n° 17, 1, Québec, G.E.T.I.C, p. 71-90.
- COLLIGNON, B., 1991, "Holman Island : Evolution du rapport d'un groupe Inuit à son territoire (1900-1991)", *Acta Geographica*, n° 87(3), Paris, Société Française de Géographie, p. 3-27.
- CORRELL, Th., 1976, "Language and Location in Traditional Inuit Societies", in : Freeman M. (dir.), *Inuit Land Use and Occupancy Project*, vol. 2, Ottawa, M.A.I.N, p. 173-180.

- HOLMER, N.M., 1967 et 1969, "The Native Place Names of Arctic America", *Names*, 15 et 17, New York, p. 182-196 et 138-148.
- JENNESS, D., 1924, "Eskimo Folk-lore - Myths and Traditions from Northern Alaska, the Mackenzie Delta and Coronation Gulf", *Report of the Canadian Arctic Expedition - 1913-18, Southern Party - 1913-16*, Vol. XIII, A, Ottawa, F.A. Acland, 90 p.
- JENNESS, D., 1922, "The life of the Copper Eskimo", *Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-1918 - Southern Party 1913-1916*, Vol. XII, A, Ottawa, F.A. Acland, 277 p.
- LE MOUËL, J.-F., 1978, "Ceux des Mouettes", *Les Eskimo Nauyasmiut, Groenland Ouest*, Paris, Museum National d'Histoire Naturelle, Mémoires de l'Institut d'Ethnologie vol. XVI, 322 p.
- LOWE, R., 1983, "Kangiryarmiut Uqauhingita Numiktittitdjutingit", *Basic Kangiryarmiut Eskimo Dictionary*, Inuvik, C.O.P.E., 241 p.
- McGRAPH R., 1993, "Samuel Hearne and the Inuit Oral Tradition", *Studies in Canadian Literature*, n° 18, 2, University of New Brunswick, p. 95 - 109.
- METAYER, M., 1973, "Unipkat - Tradition Esquimaude de Coppermine - Territoires du Nord-Ouest - Canada", *Nordicana*, n° 40, Québec, Université Laval, Centre d'Etudes Nordique, 3 vol., 861 p.
- MÜLLER-WILLE, L., 1987, *Inuttitut Nunait Atingitta Katirsutauningit Nunavimmi (Kupaimmi, Kanatami) / Gazetteer of Inuit Place Names in Nunavik (Québec, Canada) / Répertoire toponymique Inuit du Nunavik (Québec, Canada)*, Inukjuak (Qc, Canada), Institut Culturel Avatak, 368 p.
- OOSTEN, J., 1996, "Dynamics of socio-cosmic relationship and pre-Christian Inuit societies in Northeast Canada", in : Tersis N et Therrien M. (dir.), *La dynamique dans la langue et la culture inuit - Sibérie, Alaska, Canada, Groenland*, Paris, SELAF, coll. "Arctique", p. 36-58.
- RASMUSSEN, K., 1932, "Intellectual Culture of the Copper Eskimos", *Report of the Fifth Thule Expedition 1921-1924*, Vol. IX, Copenhagen, Gyldendalske Boghandel, Nordisk Forlag, 350 p.
- STASZAK, J.-F., 1996, "Ethnogéographie et savoirs géographiques. Quelques remarques méthodologiques et épistémologiques", *Bulletin de l'Association des géographes français*, n° 1, Paris, p. 39-54.
- TERSIS, N. et THERRIEN, M. (Dir.), 1996, *La dynamique dans la langue et la culture inuit - Sibérie, Alaska, Canada, Groenland*, Paris, SELAF, coll. "Arctique", 205 p.
- THERRIEN M., 1987, *Le corps Inuit*, Paris, SELAF / PUB, coll. "Arctique", 199 p.

Sous la direction de
Sylvie TEVENY et Michèle THERRIEN

Pour mieux comprendre le Nunavut

Actes de la Journée Nunavut
30 janvier 1999



Institut national des langues et civilisations orientales
avec le concours de l'Ambassade du Canada en France

Cette journée a ouvert un cycle d'événements culturels et scientifiques qui se dérouleront en France, tout au long de l'année, soulignant la création du Nunavut, ce troisième territoire canadien qui sera placé, à partir du 1^{er} avril 1999, sous la responsabilité des Inuit.

Les invités canadiens ont échangé leurs expériences et leurs points de vue avec les participants français appartenant aux milieux académique, politique et culturel.

La rencontre avait pour objectif de préparer la venue, en avril, de John Amagoalik (Jaan Amarualik), homme politique inuit, considéré comme l'un des artisans du Nunavut, et actuellement commissaire de la Commission d'établissement du Nunavut, à Iqaluit, en Terre de Baffin.

Les débats ont mis l'accent sur les implications, pour la société majoritaire, de la pleine reconnaissance de la spécificité des Premières nations. Ont été soulignés les efforts de réorientation des rapports entre Inuit et non-Inuit dans un contexte aujourd'hui marqué, à l'échelle de l'Arctique, tout autant par les attitudes antisociales des jeunes que par des pratiques de restauration sociale.

ISBN 2-85831-086-6



Prix : 60 F

PROGRAMME

Animatrice : **Marie Mauzé**

Matinée - LE NUNAVUT : UN NOUVEAU VECU COLLECTIF

9h30 Introduction par **Michèle Therrien**, Maître de conférences à l'INALCO

Marie-Françoise Labouz - Professeur de droit international à l'université de Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines, chargée de cours à l'INALCO

Lectures juridiques croisées de l'Entente sur le Nunavut et de l'accord de Nouméa sur la Nouvelle Calédonie.

Béatrice Collignon - Géographe, Maître de conférences à l'université de Paris I

Appropriation symbolique et appropriation légale. Les différentes acceptions du terme territoire, une lecture comparée de cette notion chez les Inuit et chez les Mélanésien.

Vladimir Randa - Chargé de cours à l'INALCO

Chasseurs de subsistance, chasseurs du dimanche? Le futur statut de la chasse et du chasseur inuit (composante philosophique, réglementation actuelle, campagnes anti-chasse, attente des jeunes).

12h30

Déjeuner offert par l'Ambassadeur du Canada en France, monsieur Jacques Roy.

Après-midi - LE NUNAVUT UN NOUVEAU VECU INDIVIDUEL

Nicole Tersis et Sylvie Teveny - Respectivement Directeur de recherche au CNRS et Chercheur indépendant

Genèse d'une capitale : Iqaluit ; vitalité de l'inuktitut et création lexicale.

Pierre Rousseau - Avocat général, Directeur de la Section des droits autochtones, Ministère de la Justice, Vancouver

Propositions en faveur d'une adaptation du système judiciaire au Nunavut : déjudiciarisation, multiplication des juges de paix. Comparaison avec le système groenlandais.

Michel Brazeau et Louise Varangolo - Respectivement Directeur des programmes autochtones, et gestionnaire du programme *Sivuliuqtit*, Centre canadien de gestion, Ottawa.

Vers un nouveau modèle de gouvernance : développements liés à la mise en place du leadership inuit, un partenariat innovateur.

Conclusion et prospective

René Dussault - Juge à la Cour d'appel du Québec, co-Président de la Commission royale sur les peuples autochtones.

La nécessité d'établir une base économique solide : la place du Nunavut dans la vision d'avenir de la Commission royale sur les peuples autochtones du Canada.

18h00

Divertissement proposé par les étudiants de langue et de culture inuit.

Réception offerte par le Président de l'INALCO, monsieur André Bourgey.

Intervention de Béatrice Collignon

Géographe, Maître de conférences à l'université Paris I

Appropriation symbolique - appropriation légale Les sens du territoire

A propos du "territoire"

"Territoire", voilà un mot qui paraît, à première vue, ne pas poser de problème. Pourtant, on s'aperçoit rapidement qu'il n'est en rien une évidence et qu'il ne renvoie pas aux mêmes réalités selon les interlocuteurs. Pour l'administrateur, c'est une étendue de terre – et parfois de mer – qu'il s'agit de gérer. Pour le politicien, un espace placé sous un contrôle politique, approprié par un pouvoir. Cet espace est alors strictement délimité par des frontières bien dessinées qui déterminent ce qui est dedans et ce qui est dehors. Cette acception désigne une représentation du territoire comme une étendue sur laquelle s'exerce une domination humaine. Notre culture judéo-chrétienne a façonné le concept de territoire autour de l'idée qu'il a été confié à l'homme afin d'être exploité, organisé et transformé en fonction de ses besoins. En géographie, on a longtemps adopté, sans discuter, cette définition du territoire. Cependant, depuis les années soixante-dix, les études sur l'espace vécu des habitants d'une ville ou d'une région ont conduit à redéfinir ce concept pour lui donner un sens nouveau, moins politique et plus proche des perceptions et représentations individuelles et collectives (Frémont, 1976).

Le terme territoire exprime désormais, pour un grand nombre de géographes, la relation étroite qui associe une terre et ses habitants, l'espace qu'une société reconnaît comme le sien et dans lequel elle s'inscrit (Bonnemaison, 1981). Selon cette acception, le territoire existe d'abord dans une pratique, dans une expérience quotidienne qui en dessine les contours flous. Lorsque nous adoptons cette perspective, les frontières claires, les lignes bien tracées, disparaissent. Un habitant d'un territoire saura facilement en indiquer le cœur, il aura plus de mal à en indiquer les limites qui sont plutôt des marges où se diluent progressivement les relations étroites entre une société et sa terre. Dans notre langue et notre culture, le concept de territoire n'est pertinent, pour aborder la réalité inuit, que si l'on retient cette seconde définition qui souligne sa dimension relationnelle. C'est donc dans ce sens que le terme sera employé tout au long de mon exposé.

Un territoire existe par les pratiques matérielles de ses habitants – les déplacements, les diverses formes d'exploitation de ses parties, les constructions que l'on y édifie – mais aussi par des pratiques immatérielles qu'il est plus difficile d'appréhender. La dimension affective, émotionnelle, de la relation qui unit des occupants à leur terre ne doit pas être négligée, même lorsqu'elle n'est pas exprimée sous une forme discursive à laquelle notre culture occidentale nous a habitué. La variété des formes que peut prendre son expression, tout comme la méfiance des scientifiques vis-à-vis de tout ce qui relève de l'émotion, a longtemps valu à cette dimension de rester ignorée, ou pire, méprisée, par les "experts" chargés d'enquêter sur ces questions. Ainsi, dans les enquêtes menées au Canada sur les territoires autochtones, les pratiques, les itinéraires et les parcelles d'exploitation, qu'il s'agisse d'agriculture ou d'activités cynégétiques, ont toujours été privilégiés au détriment des traditions orales et du sentiment d'appartenance. Enfin le territoire existe par la compréhension intellectuelle que ses habitants en ont. Ceux-ci en effet ne se contentent pas de l'occuper superficiellement. Ils cherchent à en comprendre les dynamiques et mobilisent pour cela un appareil réflexif fondé sur les observations, sur les expériences, mais aussi sur les représentations sacrées (Collignon, 1996). Ces trois dimensions – pratique, affective, intellectuelle – construisent la relation entre une société et sa terre, soit le territoire au sens fort du terme.

Les Inuit ont ainsi, et depuis longtemps, un territoire, même s'il a fallu beaucoup de temps au pouvoir politique canadien pour le reconnaître. Le territoire n'est pas un fait nouveau pour eux, bien au contraire. Cependant, ils se sont trouvés confrontés à un pouvoir allochtone qui s'est approprié leur territoire selon des modalités étrangères au mode de pensée inuit, car nous verrons que l'on ne s'approprie pas le territoire. Ce pouvoir étranger s'est autorisé à gérer comme bon lui semblait, selon ses propres critères d'efficacité, un territoire non reconnu comme tel, appréhendé par les Eurocanadiens comme un espace neutre, une terre sur laquelle il s'agissait d'exercer une souveraineté et dont il fallait, dans la mesure du possible, exploiter les richesses. Pour les premiers occupants, ces critères n'étaient en rien pertinents. Aujourd'hui, au Nunavut notamment, les Inuit reprennent possession de leur territoire, avec la volonté de mettre en adéquation les formes contemporaines de la gestion du territoire et les modalités de la relation ancienne qu'ils ont tissée avec lui. L'enjeu est d'autant plus grand que le territoire est le gardien de l'identité (Collignon, 1999).

L'humanisation idéale d'un territoire non borné

Les Inuit habitent leur territoire au sens plein du terme. Il est non

seulement le support de leurs activités mais aussi leur lieu de vie et celui de tous leurs ancêtres. Cependant, cette occupation n'induit pas une transformation massive des paysages : l'humanisation, en pays inuit, est plus idéale que matérielle. Elle ne laisse que quelques traces visibles, ponctuelles et discrètes, sur les lieux de campement, le bord d'un itinéraire très emprunté, des points importants pour l'activité cynégétique. Cette absence de marques tangibles a longtemps desservi les Inuit dans leurs revendications territoriales, car comment croire à une humanisation forte alors que le paysage que l'on voit est "sauvage", "vierge"? C'est que les Inuit ne le voient pas avec les mêmes yeux que les observateurs étrangers.

Les études sur les perceptions de l'espace, mais aussi sur l'histoire de la notion de paysage, ont montré que celles-ci sont hautement subjectives. Le paysage n'est pas un donné, il s'apprécie différemment selon les individus et les cultures, chacun le décrypte suivant une grille de lecture dont il n'a le plus souvent pas conscience, où se trouvent associées valeurs culturelles, connaissances et expériences acquises et transmises, et affectivité propre à chacun. Les Inuit lisent le paysage avec, en quelque sorte, des lunettes filtrantes qui surimposent aux espaces vierges de toute marque humaine leur mémoire de l'occupation du territoire. Les souvenirs de multiples péripéties, de pratiques du territoire, passées ou contemporaines, animent ces paysages que l'étranger voit désolés et que l'Inuk voit pleins de vie. La mise en espace d'une histoire inscrite dans le temps crée ainsi le territoire habité et en dessine les contours flous. Cette mémoire est celle de tout Inuk qui vit sur le territoire au moins une partie de son temps, mais aussi celle que transmet la tradition orale, celle des Aînés et de leurs ancêtres. La tradition orale du groupe et la pratique de l'individu sont ainsi les deux moteurs de la relation au territoire.

La mémoire comme la pratique privilégient une approche du territoire par les lieux sur lesquels se concentrent les formes d'occupation les plus visibles, mais aussi les plus intenses. Ces lieux sont marqués, de façon visible ou invisible, par des pratiques contemporaines ou anciennes, par les actions des hommes d'aujourd'hui mais aussi des ancêtres du passé proche ou, souvent mythiques, du passé beaucoup plus lointain. Ils sont les points d'ancrage des Inuit dans leur territoire, ancrage dans l'espace ainsi que dans le temps. La pratique régulière du territoire, faite de déplacements quotidiens sur des distances plus ou moins grandes, amènent les Inuit à privilégier aussi, dans leur lecture du paysage, les itinéraires qui relient entre eux les lieux. Pour ces nomades, les lignes sont d'une importance capitale. C'est par elles que se construit l'unité spatiale et sociale au-delà des distances, sur un territoire éclaté en de multiples points d'occupation éphémères entre lesquels se répartit la population d'un groupe homogène. Ces lignes pallient le risque d'éclatement et

d'isolement que pourrait induire une occupation ponctuelle qui fait du territoire inuit une entité spatialement discontinue.

Cette discontinuité, associée à la ponctualité de l'occupation du sol, diffère fortement des formes territoriales construites par les sociétés agricoles occidentales, où le territoire est découpé en parcelles appropriées individuellement, plus rarement collectivement. L'espace est matériellement borné, les "bornes" marquant les limites des parcelles de propriété dans les campagnes. Ces sociétés, tout comme les sociétés industrielles et postindustrielles qui en sont issues, privilégient dans leur appréhension du paysage les surfaces plutôt que les lignes et les lieux. L'appropriation y est un concept fort, et qui se promène dans les campagnes européennes est presque toujours sur les terres ou à côté des terres de quelqu'un. En France, l'un des signes de cette appropriation poussée et générale est le recours systématique aux lourdes procédures d'expropriation lorsque l'Etat veut procéder à la construction d'infrastructures publiques, par exemple lorsqu'il entreprend l'élargissement d'une route, la construction d'une autoroute, d'une voie ferrée pour trains à grande vitesse, ou encore d'un aéroport.

Un territoire en miettes, articulé par un réseau dense de liens matériels et immatériels

Le territoire inuit, lui, est éclaté entre les lieux, il est discontinu, la ponctualité de l'occupation du sol lui vaut d'apparaître comme un territoire en miettes. Cependant, il n'en a pas moins une réelle cohérence, grâce aux réseaux par lesquels s'articulent les divers points d'ancrage. Ces réseaux sont constitués des liens matériels et immatériels qui dessinent le maillage du territoire : les itinéraires tracés dans la neige – ou sur la banquise ou sur la toundra, relient un lieu à un autre, et les réseaux de parenté assurent la cohérence sociale du groupe. Si le terme de "réseau" est aujourd'hui à la mode dans nos sociétés occidentales, c'est un phénomène récent : son usage se limitait à un petit cénacle savant il y a seulement une vingtaine d'années. En géographie, l'idée qu'un territoire peut s'organiser en réseaux a d'abord été élaborée par Joël Bonnemaison (1986-87), dans le cadre de ses recherches sur l'archipel du Vanuatu. A propos des territoires mélanésien, il a inventé le concept d'espace "réticulaire". Ce concept se révèle tout aussi opératoire aux antipodes pour comprendre l'organisation des territoires inuit.

Les réseaux qui animent ces territoires arctiques peuvent être qualifiés de tridimensionnels. Ils assurent tout d'abord les relations horizontales dans l'espace, par la mise en relation entre eux des lieux ainsi que des hommes, séparés par une distance kilométrique qui est aussi, et d'abord dans

l'expérience quotidienne, une distance-temps. Cette mise en relation est assurée par les axes par lesquels on parcourt le territoire, itinéraires qui forment un réseau à peine matérialisé car il laisse bien peu de traces, souvent éphémères, que l'œil inexercé ne reconnaît pas ou difficilement. Ces axes que ne souligne aucune infrastructure existent d'abord dans l'image mentale de ceux qui les suivent. Ils reproduisent dans l'espace des lignes qui sont d'abord une représentation intellectuelle et ont une existence immatérielle plus pérenne que leur existence matérielle. Par ailleurs, les hommes du territoire sont aussi liés par des réseaux de parenté dont la connaissance est essentielle dans la société inuit. L'initiation à cette connaissance se fait très tôt, dès les premiers mois de la vie d'un enfant à qui toute personne est présentée par la nature de la relation qu'il entretient avec lui. Le réseau de parenté, lien immatériel, abolit la distance kilométrique qui sépare les hommes au sein de leur vaste territoire.

Les réseaux ont aussi une dimension verticale, car ils se déploient dans le temps, principalement dans le passé. C'est aux généalogies, apprises très jeune, qu'il revient de tisser ces liens qui relient les hommes d'aujourd'hui à leurs ascendants proches, êtres situés dans l'espace du territoire. Pour les ancêtres plus lointains, la tradition orale, et notamment les grands mythes, prennent le relais des généalogies et remontent, pour certains, jusqu'aux origines de l'humanité et de certaines formes topographiques. Ainsi se constitue un vaste réseau immatériel par lequel le territoire est doté d'un passé sans cesse réactivé. Ainsi le territoire s'en trouve enrichi, il n'est plus seulement une étendue horizontale, un espace, il est aussi une histoire.

Enfin les réseaux s'inscrivent dans une troisième dimension, que l'on pourrait qualifier de profondeur. Je place ici les liens étroits par lesquels l'ensemble des éléments que l'on trouve sur et dans *nuna* – la terre – sont associés pour former le territoire et en faire un être vivant et non pas seulement le support inerte d'une vie qui lui serait extérieure. Dans la pensée inuit, les hommes, la terre au sens large du terme – toundra, collines et montagnes, marais, lacs, rivières et mer salée – et les animaux appartiennent à la même catégorie des êtres vivants, entre lesquels il est possible à leur composante invisible de circuler. Les grands mythes racontent cette circulation entre les différents états du vivant et décrivent ces réseaux immatériels qui donnent au territoire sa densité. Alors que la pensée occidentale sépare résolument ces trois catégories, la pensée inuit les associe et la tradition orale rapporte les multiples passages d'un état du vivant à un autre.

Par ces réseaux, pour l'essentiel immatériels, le territoire revêt une importance considérable qui dépasse largement la définition d'étendue à prendre et à gérer que j'évoquais au début de cet exposé. Forts de cette représentation, les Inuit construisent leur relation avec un territoire qu'ils ne peuvent s'approprier puisqu'il les contient. Le territoire est une entité

englobante dans laquelle l'homme est intégré. Cette position ne lui permet pas de procéder à l'objectivation nécessaire à une prise de possession au sens où nous l'entendons dans nos sociétés.

Le territoire et les Inuit, une filiation symbolique

Les caractères même du territoire induisent ainsi une forme de relation qui ne peut prendre la forme d'une appropriation, car comment s'approprier ce qui vous dépasse et dont vous faites partie ? L'appropriation ne peut être réalisée que s'il y a extériorité du sujet par rapport à l'objet, or ce n'est pas dans cette position que les Inuit se placent par rapport à leur territoire. De plus, lorsqu'il y a appropriation, celui qui se proclame propriétaire s'octroie un pouvoir sur sa possession et instaure un rapport de domination. Dans la pensée inuit, c'est impossible car ce n'est pas l'homme qui est au cœur du système mais *nuna*, la terre, au sens large du terme (qui inclut *tariuq*, la mer). *Nuna* est au centre de la vie, sous toutes ses formes, et le statut d'Inuk n'est que l'une de ces formes, à côté des animaux, de la mer et ses tempêtes, des rivières et cascades, des parties de la terre, des végétaux de la toundra, etc. Ce sont les forces agissantes de *nuna* qui portent le gibier vers le chasseur, ou le retiennent si celui-ci a transgressé une prescription rituelle, détruit une harmonie. L'homme n'est ni au centre, ni à l'extérieur du territoire.

Pour qualifier la relation que les Inuit construisent chaque jour avec leur territoire, "filiation" me paraît un terme plus adéquat. Ils sont fils de *nuna*, comme tous les êtres vivants. Cette filiation permet une appropriation symbolique, dans la mesure où le territoire est à celui qui se reconnaît de lui et en lui. C'est ainsi le territoire qui donne l'identité, le nom des groupes et sous-groupes inuit étant le plus souvent construit à partir d'un toponyme désignant un lieu important, ou une partie du territoire occupé, et auquel on rajoute le morphème *-miut* : "les habitants de". Les termes de l'appropriation se trouvent de la sorte inversés : on est du territoire bien plus que celui-ci est à quelqu'un. L'appropriation est filiation, et elle est symbolique, immatérielle et implicite. Le territoire n'appartient à personne. Il accueille ses habitants dont il se charge d'assurer la survie en leur donnant accès au gibier dont ils ont besoin, et la vie – au sens plein du terme – grâce à son harmonie qui permet l'épanouissement des hommes. N'appartenant à personne, le territoire peut être exploité par quiconque a besoin de le faire. Il n'y a ainsi pas de chasse gardée, pas d'exclusivité d'un groupe sur l'occupation d'une portion d'espace.

Cette filiation est une relation forte qui lie les Inuit au territoire, une relation ancienne et toujours réactivée qui ne date sûrement pas des revendications des années soixante-dix. Le territoire est bien antérieur, mais les Eurocanadiens ne l'ont reconnu que tardivement. Si l'on se place du point de

vue des Inuit, et notamment de celui des Aînés, c'est une ironie de clamer haut et fort qu'avec la création du Nunavut, ils ont enfin un territoire : ils en ont un depuis fort longtemps – comment auraient-ils pu vivre sans ? – et quel territoire.

Un concept ancien au service d'une idée nouvelle nouvelles échelles et nouvelles relations

Le concept, ancien, de territoire est aujourd'hui mobilisé au service de la mise en place d'une idée nouvelle : un territoire approprié, au sens occidental du terme. Quelques aménagements conceptuels, liés pour une bonne part à des changements d'échelle, sont nécessaires.

Le territoire d'autrefois était celui des petits groupes, partageant un dialecte commun, une tradition orale commune, des réseaux de parenté et des généalogies entrecroisées, des savoirs techniques particuliers, des formes d'occupation de l'espace légèrement différentes de celles de leurs voisins, tout comme des goûts alimentaires et des formes vestimentaires qui les distinguaient, bref, tout ce qui fait l'identité. Chaque groupe avait en partage un vaste territoire de parcours dont les diverses parties étaient occupées par des sous-groupes nettement différenciés et dont les membres étaient plus étroitement associés entre eux. C'est à cette échelle du sous-groupe que se construisait la relation au territoire et, par elle, l'identité ; à cette échelle chaque communauté était identifiée par un territoire dont elle tirait son nom. On était Kangiryuarmiut "ceux de la grande baie", ou Nuvungmiut "ceux de la pointe", parce que l'on nomadisait régulièrement sur cette partie du territoire où se trouve, notamment, le lieu portant le toponyme Kangiryuaq "la grande baie" ou Nuvuk "la pointe". A cette échelle, chaque adulte connaissait personnellement tous les habitants de son territoire et leur généalogie, tout comme il avait une connaissance intime de sa topographie et de sa richesse faunique.

Le territoire du Nunavut est à une autre échelle. Les réseaux sont plus lâches et ne sont qu'immatériels. Leur base est solide, car il s'agit du fond commun de la tradition orale dont les récits relatifs aux origines de la vie, à la cosmologie, aux ancêtres mythiques, sont connus, avec quelques variantes, de tous les Inuit. Lui est associée une langue commune, par laquelle se transmettent les concepts avec lesquels les Inuit appréhendent le territoire et ses paysages. Cependant, jusqu'à une date récente, l'identité inuit ne se construisait pas à cette vaste échelle. Aussi leur faut-il aujourd'hui apprendre à penser un territoire plus grand, et à y trouver leur place. Afin que celui-ci soit bien un territoire inuit, il leur faut apprendre à créer une filiation nouvelle, soutenue par les réseaux immatériels légués par leur héritage culturel, mais aussi par ceux que les nouvelles technologies de la communication leur

permettent de construire : réseaux aériens, réseaux de la télévision par satellite – grâce auxquels il est possible, depuis 1992, de suivre les émissions de la chaîne TVNC qui émet tous les jours depuis Iqaluit – et réseaux informatiques de l'Internet. L'un des paris du Nunavut est d'arriver à créer une identité à une échelle qui n'est pas celle de référence dans l'expérience inuit du territoire.

Le changement d'échelle est aussi celui de la reconnaissance territoriale. Jusqu'à la montée des revendications autochtones des années soixante-dix, le territoire existait parce qu'il était reconnu par ceux qui l'habitaient. Il était l'expression d'un consensus communautaire interne. Aujourd'hui, on passe à une approbation nationale, extérieure au territoire concerné. On pourrait y voir l'aveu d'une terrible faiblesse puisque, pour exister, le territoire doit être légitimité par d'autres que ses habitants, puisqu'il faut aller chercher au dehors une légitimité qui est niée lorsqu'elle n'est proclamée que de l'intérieur. Cependant, on peut aussi y voir l'expression d'une nouvelle force, un renforcement de la relation entre les hommes et leur territoire, puisque celle-ci est même reconnue par ceux qui ne sont pas acteurs de cette relation et n'en sont que les témoins extérieurs. Ce renforcement est d'autant plus marqué que la reconnaissance extérieure conduit le pouvoir allochtone à renoncer à une partie d'une autorité qu'il s'était unilatéralement adjudgée et alors que celle-ci lui conférait un certain nombre d'avantages et que son renoncement entraîne à la fois des complications juridiques et administratives et, surtout, un surcoût financier, du moins dans un premier temps.

De la filiation symbolique à l'appropriation légale

Les adaptations conceptuelles ne concernent pas que l'échelle de pertinence du territoire inuit. Plus fondamentalement, c'est la nature même de la relation qui se trouve modifiée, ne serait-ce qu'en apparence. En effet, la reconnaissance du territoire est exprimée dans des termes qui sont étrangers à la pensée inuit et le système politique et administratif qui se met en place au Nunavut reflète une conceptualisation occidentale du territoire. Dans celle-ci, l'homme est aux commandes et non plus *nuna*, la filiation symbolique laisse la place à une appropriation légale qui, pour être collective, n'en borne pas moins le territoire et octroie à l'homme un pouvoir sur la terre.

L'appropriation légale n'est donc pas sans risques pour les Inuit et le maintien de leur culture. Cependant, il leur appartient d'inventer les formes réelles de leur nouvelle relation à un territoire élargi. Les cadres qu'ils se sont donnés ne sont que des structures vides qu'il leur revient d'animer par leurs propres représentations territoriales. Pour l'heure, au-delà de termes qui semblent peu conformes à la pensée inuit, la création du Nunavut permet aux

hommes du territoire de mettre fin à une souveraineté allochtone, laquelle ne se reconnaissant pas du territoire, ne pouvait le comprendre et donc le respecter dans l'usage qu'elle en faisait.

Plusieurs signes indiquent déjà que l'appropriation légale n'est sans doute qu'un outil mis au service d'une réactivation de la filiation symbolique. Le territoire du Nunavut construit son fonctionnement quotidien sur la mobilisation des réseaux immatériels qui lui permettront, demain comme hier, d'abolir les distances kilométriques. Surtout, les réflexions sur les modalités de mise en place d'un développement durable dans l'Arctique disent le souci des Inuit de respecter les relations hommes / gibier / terre telles que les ont établies leurs ancêtres et de restaurer dans toutes ses dimensions le dialogue entre les hommes et le territoire.

La création du Nunavut suscite un immense intérêt bien au-delà du monde circumpolaire. Cette naissance est, pour bien d'autres peuples autochtones, sous d'autres latitudes, une référence à partir de laquelle ils construisent leurs propres revendications territoriales. De leur côté, les Occidentaux des sociétés postindustrielles sont fascinés par le pari réticulaire du Nunavut qui est en passe de créer le premier territoire politique et administratif en réseau. Cette immatérialité que nos sociétés ont récemment découverte est le propre de la société inuit et de son territoire depuis des siècles. Elle a survécu dans l'Arctique canadien au modèle administratif et social d'une nation moderne et elle retrouve aujourd'hui tout son éclat, au seuil du troisième millénaire et de la postmodernité.

Références

Collectif anonyme, 1986, *Keeveek, Awake ! Mamnguqsualuk and the Rebirth of Legend at Baker Lake*, Edmonton, Boreal Institute for Northern Studies - University of Alberta.

BONNEMAISON Joël, 1981, "Voyage autour du territoire", *L'espace géographique*, 10, 4, Paris, Doin, pp. 249-262.

BONNEMAISON Joël, 1986-87, *Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu*, Paris, Orstom, 2 vol.

BONNEMAISON Joël, 1996, *Les fondements géographiques d'une identité. L'archipel du Vanuatu, essai de géographie culturelle*, Paris, Orstom éditions.

COLLIGNON Béatrice, 1996, *Les Inuit – ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan.

COLLIGNON Béatrice, 1999, "Les fondements territoriaux de l'identité inuit d'hier et d'aujourd'hui", *Les territoires de l'identité*, Bonnemaïson Joël et al. (dir.), Paris, L'Harmattan, pp. 93-109.

FREMONT Armand, 1976, *La région, espace vécu*, Paris, P.U.F., coll. "Le géographe".

JENNESS Diamond, 1924, *Eskimo Folk-lore - Myths and Traditions from Northern Alaska, the Mackenzie Delta and Coronation Gulf - Report of the Canadian Arctic Expedition - 1913-18, Southern Party - 1913-16*, Vol. XIII, A, Ottawa, F.A. Acland.

JENNESS Diamond, 1922, *The Life of the Copper Eskimo - Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-1918 - Southern Party 1913-1916*, Vol. XII, A, Ottawa, F.A. Acland.

METAYER Maurice, 1973, *Unipkat - Tradition esquimaude de Coppermine - Territoires du Nord-Ouest - Canada*, Québec, université Laval, Centre d'Etudes Nordiques, Coll. "Nordicana" n°40, 3 vol.

NAKASHIMA Douglas, 1991, *The Ecological Knowledge of Belcher Island Inuit : a traditional basis for contemporary wildlife management*, Montréal, Université McGill, thèse de Ph.D. non publiée.

RASMUSSEN Knud, 1932, *Intellectual Culture of the Copper Eskimos - Report of the Fifth Thule Expedition 1921-1924*, Vol. IX, Copenhagen, Gyldendalske Boghandel, Nordisk Forlag.

TERSIS Nicole et THERRIEN Michèle, 1996, *La dynamique dans la langue et la culture inuit*, Paris, Ed. Peeters, coll. "Arctique" n°4 (Séraf 361).

THERRIEN Michèle, 1995, "Corps sain, corps malade chez les Inuit. Une tension entre l'intérieur et l'extérieur. Entretiens avec Taamusi Qumaq". *Recherches amérindiennes au Québec*, vol. XXV, n° 1, pp. 71-84.

THERRIEN Michèle, 1999, *Printemps inuit. Naissance du Nunavut*, préface de John Amagoalik. Montpellier, Indigène éditions, coll. "Indigène esprit", 143 p.

Discussion

Marie Mauzé

Je te remercie pour cette intervention et je pense que les Autochtones du Canada auraient trouvé en toi un extraordinaire défenseur de la notion de territoire. J'ai lu de nombreux documents sur les procès qui ont eu lieu en Colombie Britannique notamment et, il me semble que, tant par les ethnologues que par les avocats, la notion de territoire n'a jamais été abordée de manière aussi précise. Toutes les dimensions n'étaient pas présentes. On a plutôt parlé de la dimension dans le temps, on a moins parlé de cette dimension réticulaire qui est très intéressante et de ces problèmes de réseaux. Si on lit, par exemple, les résultats du procès Delgamuukw, on a relié la notion de territoire à la notion de *Ardaaxw*, d'histoire. Mais on ne l'a pas relié de façon aussi exhaustive. D'autre part on ne l'a pas relié aux problèmes de filiation. Je voudrais simplement préciser qu'il me semble que d'un point de vue occidental, l'appropriation se fait par l'agriculture et de façon générale l'appropriation de la terre par le travail. Dans la philosophie du XVIII^e siècle, c'est vraiment l'argument qui est avancé.

Béatrice Collignon

Sur la question de l'appropriation par le travail je pense que tu as parfaitement raison. C'est une dimension sur laquelle il faudrait que je travaille.

Sylvie Crossman

J'ai été longtemps correspondante du journal *Le Monde* sur la côte ouest des Etats-Unis, notamment en Californie mais également pour l'ensemble de la partie ouest de ce pays, et en Australie, où j'étais notamment basée à Sydney et à Canberra d'où j'ai beaucoup sillonné le territoire aborigène. Depuis, j'ai été commissaire, avec Jean-Pierre Barrou, des trois expositions qui ont eu lieu ces dernières années à l'établissement public du Parc et de la Grande Halle de la Villette à Paris. La première portait sur la culture tibétaine à travers le Mandala, la suivante sur les peintures de sable des Hommes-médecine navajo et puis la dernière, l'hiver dernier, sur les peintres aborigènes d'Australie.

Il y a énormément de questions qui me viennent en tête mais ce que Béatrice Collignon vient de rappeler, et qui est fondamental, c'est qu'il est vrai que le climat de consensus dans lequel se crée le Nunavut ne doit pas nous faire oublier notre arrogance à nous Occidentaux qui aujourd'hui avons, d'une certaine manière, le beau rôle pour dire : "Voilà nous leur accordons un territoire". Comme le rappelait Jean-Louis d'Anglebermes, je crois qu'il est important de conserver un certain radicalisme et un regard critique à l'égard de ce que nous avons fait.

Je pense spécifiquement à la question des Aborigènes d'Australie. Je connais fort peu le Nunavut et le problème canadien, je commence tout juste à l'effleurer, mais il me semble qu'il serait une erreur de parler de "climat de consensus". C'est une

stratégie, comme l'a rappelé Michèle Therrien, qui est mûrement réfléchie de la part des Inuit mais qui n'exclut pas non plus, peut-être, à un niveau plus intérieur, plus profond, un certain radicalisme de la part des Inuit. Ce qui m'intéresserait, serait d'établir quelques comparaisons avec les Aborigènes d'Australie.

Les Inuit semblent avoir accepté relativement de bon gré, et c'est tout à fait différent, d'entrer dans nos codes juridiques à nous. Toutes ces questions extrêmement modernes, extrêmement contemporaines, de revendication du territoire de la part de peuples autochtones du monde, sont des questions fondamentales qui nous permettent de faire affleurer des débats de fond sur des engagements de civilisation profonds. Je crois que lorsque les Aborigènes revendiquent, les difficultés qu'ils rencontrent sont dues à ce radicalisme, mais il est vrai qu'ils se montrent radicaux sur la question de la propriété foncière. Apparemment aussi en Australie, tout a l'air de bien se passer. Les Australiens blancs vous dirons facilement : "Regardez l'immense territoire du Nord...", qui peut correspondre au territoire du Nunavut, "dans quelques années 40 à 50% de ce territoire sera la propriété des Aborigènes". Mais il faut savoir que les militants, les leaders aborigènes, vous disent toujours : "Oui mais ce sont des terres de la Couronne qu'on nous rend" et vous me corrigerez si j'ai tort, mais c'est le même cas pour le Nunavut. Donc, au fond : "Vous nous refusez un droit de propriété sur ces terres au même titre qu'un Blanc pourrait être propriétaire". De plus, dans l'Australie aborigène, il y a la notion de bail de 99 ans, un Aborigène ne peut pas être propriétaire d'une terre et sa propriété se limitera de toute façon à 99 ans. Donc, qu'est-ce vraiment que ce droit de propriété ?

Juste une dernière question. Dans le cas aborigène, il est vrai que l'on juge toujours cette notion de propriété à l'aune de notre système juridique qui est un système matérialiste pour l'essentiel, un système productiviste. Ce qui me paraît très intéressant dans le cas aborigène, c'est que le grand démarrage de reconquête des droits ancestraux en Australie s'est fait lorsque de grands initiés du nord de la terre d'Arnhem, plus précisément d'une communauté yolngu à Yirrkala, se sont mobilisés parce qu'ils avaient pris conscience que les Blancs, et notamment une société d'exploitation minière de bauxite française, voulaient venir en terre d'Arnhem pour exciser une partie d'un territoire rituel afin d'en extraire de la bauxite. A ce moment là, il y a eu une réaction très forte de la part de Aborigènes - c'était en 1963 - que l'on considère comme le démarrage de la reconquête des droits fonciers. Les grands propriétaires rituels de cette partie de la terre d'Arnhem ont constitué une pétition, un bout de papier, qu'ils ont écrite dans leur langue et en anglais, ils l'ont collée sur une peinture sur écorce. Il faut se souvenir que pour les peintres aborigènes d'Australie une peinture est un droit de propriété au sens propre, aussi bien qu'un papier peut l'être pour nous. Ils ont collé cette pétition sur une peinture sur écorce et l'ont présentée devant le parlement fédéral. Ce qui a évidemment soulevé un tollé fou mais ce qui était très profond et qui a beaucoup ébranlé l'Australie blanche, c'est que la symbolique aborigène pénétrait dans la terminologie parlementaire pour la première fois. C'est ce choc, ce conflit, qui me paraît fondamental lorsqu'on évoque toutes ces questions. Je ne sais si vous avez pris connaissance de ces problèmes à travers les travaux de Howard Morphy qui travaille à Oxford et à l'université de Canberra.

Marie Mauzé

Merci de poser en ces termes la question territoriale à partir de la situation en Australie ; nous reviendrons sur plusieurs points que vous avez soulevés.

Marie-Hélène Fraïssé

Je m'intéresse depuis longtemps dans mon travail de journaliste à France-Culture aux questions autochtones. Il y a une chose que je n'ai pas bien comprise dans votre exposé. Qui sera propriétaire au Nunavut, puisqu'il y a quand même 15 % de population non-autochtone ? De quelle nature sera la propriété ? Vous nous dites que c'est un territoire étoilé, y a-t-il une propriété privée ? Est-ce que, comme dans les autres territoires canadiens, l'état fédéral est surtout propriétaire ? J'aimerais des précisions à ce sujet.

Béatrice Collignon

L'ensemble de ce territoire était auparavant "terre de la Couronne". Le processus a été très long avant de signer l'accord qui a été ratifié en 1992, puis il y a eu un délai avant sa mise en application. On a décidé après de très longues tractations, c'était en 1991, que les Inuit recevraient 18 % du territoire qui a été reconnu comme étant leur territoire d'utilisation traditionnelle. Ces 18 % s'inscrivent à l'intérieur de ce très vaste territoire. Ils courent du Nord au Sud le long de la longitude 110, ils coupent l'île Victoria en deux, simplement parce que dans cette région les Inuvialuit avaient signé un autre accord en 1984 qui leur donne une autonomie mais qui ne crée pas un territoire. Il est donc moins complet du point de vue de la capacité pour les Inuvialuit de gérer leur territoire, mais il y a tout de même une certaine autonomie, j'y reviendrai. A propos de ces 18 %, ce sont des négociations qui se sont déroulées au cours de l'été 1991, les négociateurs sont allés de communauté en communauté, ont étalé les cartes et ont dit : "Vous avez le droit à tant de kilomètres carrés, que voulez-vous ?". Ainsi, les Inuit ont choisi les endroits particulièrement importants pour la chasse, les lieux de mémoire, etc. De plus, il faut savoir que sur ces 18 %, les Inuit ont droit de propriété sur la surface mais pas sur tout le sous-sol. L'ensemble représente donc 18 % et une petite partie seulement comprend les ressources du sous-sol donc une pleine propriété. De plus, il s'agit d'une propriété collective. Toutes les communautés demeurent "terres de la Couronne" mais ces "terres de la Couronne" peuvent être allouées à titre individuel pour y construire une maison. Voici ce que je voulais dire sur la discontinuité. Il y a donc un territoire, mais les terres de la Couronne, à l'intérieur du Nunavut, restent gérées par le département des Affaires indiennes et du Nord Canada, d'où la discontinuité. Cependant, les Inuit siègent dans tous les Comités et co-décident, par exemple, de la gestion de la faune et de la flore, etc. Ils ont voix au chapitre mais il ne sont pas seuls à décider.

Je crois que les Inuit se sont dit : "Nous allons adopter les termes juridiques et une fois que nous serons autonomes nous en ferons ce que nous voudrons". C'est net si nous regardons du côté des Inuvialuit. Alors qu'ils ont une autonomie inférieure à celle des

Inuit du Nunavut, ils ont totalement transformé la façon de gérer la faune, un aspect essentiel pour les Inuit dont Vladimir Randa parlera.

D'autre part, je voudrais apporter quelques précisions sur la façon dont les Inuit gèrent le développement économique, tout au moins pour la région de Kivalliq, et la partie continentale de Kitikmeot (Qitirmiut), qui sont des régions très riches en sous-sol, il y a des diamants, de l'uranium... Il y a aujourd'hui en permanence des réunions du côté de Iqaluktuutsiaq (Cambridge Bay) pour décider de quelle façon attirer les entreprises d'extraction minière et dans quels termes signer les contrats pour créer un partenariat. Il ne s'agit pas seulement de récupérer des dividendes, les Inuit du Nunavut veulent être partie prenante dans ces entreprises d'extraction minière qui viendront s'installer chez eux. D'autre part, si l'on regarde du côté des Inuvialuit qui ont signé leur accord en 1984, ils ont reçu une grosse somme d'argent en compensation et cette somme a été réinvestie dans des puits de pétrole essentiellement en Alberta. Les bénéfices de ces puits de pétrole sont redistribués aux Inuvialuit tous les ans.

Joëlle Rostkowski

Je voulais justement des éclaircissements sur les enjeux économiques. Nous savons bien que c'est le cœur du débat et que le vrai problème est là. Y-a-t-il, par exemple, des ressources pétrolières au Nunavut ? Quelqu'un a-t-il des éléments précis à nous donner sur le développement des vingt années à venir. On sait qu'en baie James ce sont les ressources hydroélectriques qui ont primé.

Béatrice Collignon

C'est surtout pour les parties insulaires que se pose un problème. Les ressources sont surtout concentrées dans la partie continentale. Il est certain que toute la partie de l'archipel est beaucoup moins riche. Il y a aussi des diamants sur l'île Victoria, dans la partie nord, mais on a pour l'instant renoncé à leur exploitation qui coûte trop cher. En revanche, sur la partie continentale, cela paraît beaucoup plus faisable dans la mesure où on envisage, de façon très sérieuse, la possibilité de prolonger les routes d'hiver qui existent déjà, pour partie, jusqu'à la limite entre le Nunavut et les Territoires du Nord-Ouest et qui relient des sites miniers à Yellowknife. Elles ne sont en service que l'hiver, quand le sol est bien gelé. En été, le sol, trop détrempé, est trop instable pour permettre la circulation de camions.

Nelcy Delanoë

Il y a dans cet espace, une base américaine qui a beaucoup dérangé.

Béatrice Collignon

La base américaine se trouve au nord-ouest du Groenland à Thulé. Il y a par ailleurs dans la région toute une série de bases, les bases de la Ligne d'alerte avancée

appelée la DEW Line qui se situaient, à peu près, le long du 66^e parallèle. Cependant ces bases ont été abandonnées par les Etats-Unis. Les Canadiens les ont reprises et ce sont eux qui, aujourd'hui, occupent ces lieux qui ont joué un rôle extrêmement important dans l'Arctique. La plus nordique sur le territoire canadien se situe à Alert sur l'île d'Ellesmere. Il me semble que vous pensiez plutôt à la base de Thulé mais elle se trouve au Groenland.

Nelcya Delanoë

Oui mais les Inuit disaient que les bruits terribles des avions supersoniques étaient très destructeurs. Où en est-on par rapport à leur espace et à leur territoire ?

Gilles Duguay

Ces plaintes viennent essentiellement du Labrador.

Michèle Therrien

Elles ont été formulées par les Innuat, les Montagnais, notamment à Goose Bay au Labrador mais nous aurions peut-être tort de considérer qu'il s'agit d'une question secondaire chez les Inuit.

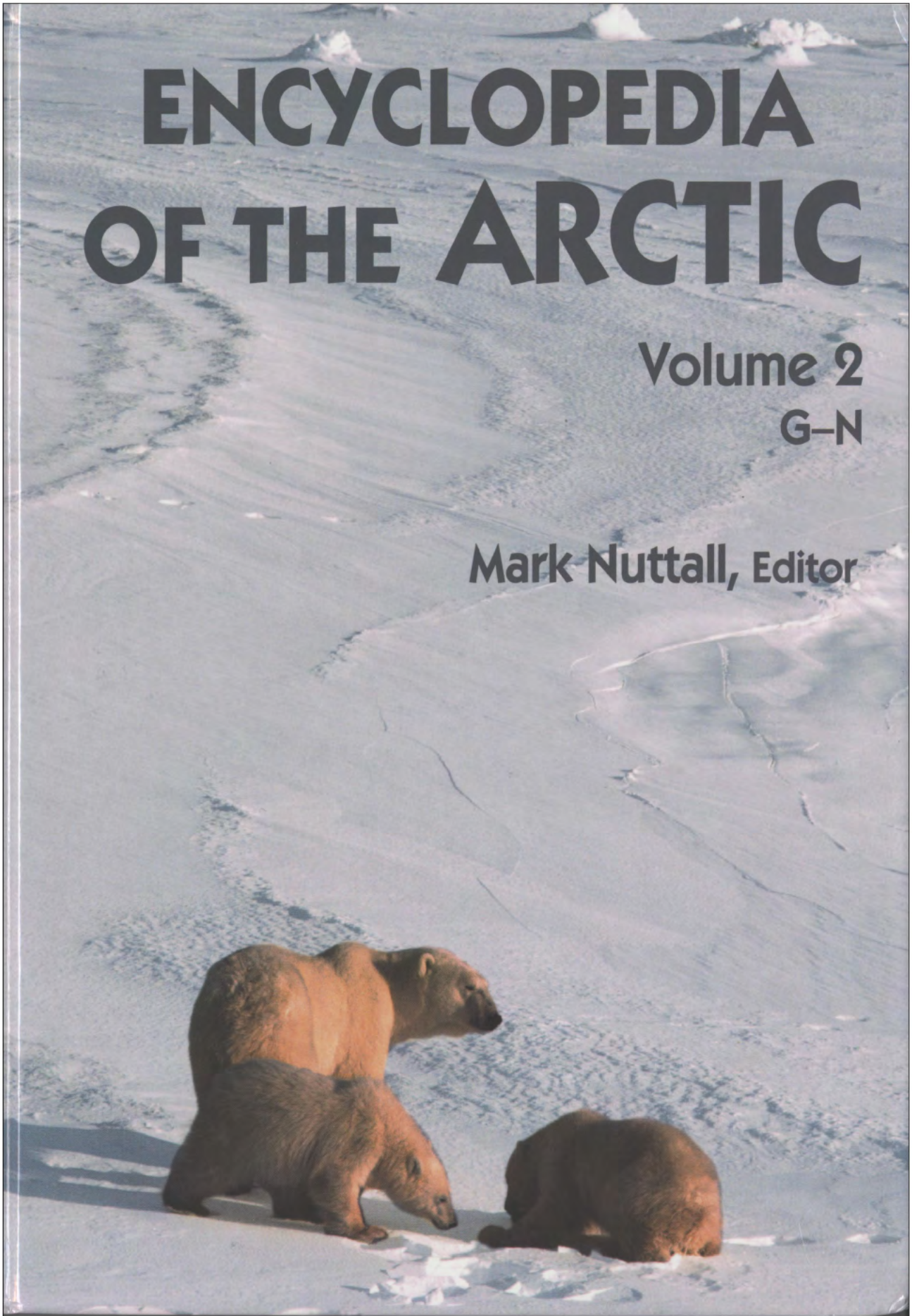
Béatrice Collignon

Le problème n'est pas uniquement lié aux bases militaires. L'espace arctique aérien est intensément fréquenté par les longs courriers intercontinentaux parce que c'est la voie la plus rapide pour aller d'un point de l'hémisphère Nord, le plus peuplé et au sein duquel les échanges sont les plus nombreux, à un autre point de cet hémisphère.

ENCYCLOPEDIA OF THE ARCTIC

Volume 2
G–N

Mark Nuttall, Editor



INUVIALUIT

INUVIALUIT

In 1984, the Inuvialuit, meaning “the real people” in *Siglitun* (the aboriginal Inuvialuit dialect), became the first aboriginal Canadians from the Northwest Territories to negotiate a comprehensive land claims settlement with the Government of Canada. According to the Inuvialuit Final Agreement, the Inuvialuit secured 35,000 square miles of surface ownership, 5000 square miles of which included mineral, petroleum, and natural gas rights. All activities in the Inuvialuit Settlement Region are subject to wildlife compensation provisions, and Inuvialuit participate in the overall management of wildlife through various advisory bodies.

The signing of the Final Agreement in 1984 constituted a decisive moment in Inuit history, marking not only a regain of control over their lives but also the full recognition of the Inuvialuit as a people. Indeed, unlike other indigenous names that have replaced foreign designations of traditional cultural groups since the 1970s, “Inuvialuit” is not just a new name but a new Inuit group born from a political project rooted in the mid-1970s economic context. When the first oil price increase boosted Arctic oil exploration in the Mackenzie Delta and the Beaufort Sea, the local Inuit had few financial resources, little control over land use, and their rights within their homeland received limited recognition. This led them to accelerate the land claim negotiations that had begun earlier in the decade along with the other Inuit of the Northwest Territories. Splitting from the larger Inuit population, those directly affected by new oil exploration asserted themselves as the Inuvialuit and negotiated with the federal government on their own.

As a modern creation, Inuvialuit identity stems from the way Inuit people are affected by Western economy and politics rather than from traditional culture, although kinship networks still play an important role. Thus, the coherence of the Inuvialuit is to be first understood in political and economic terms. The group is homogeneous despite the multiplicity of cultural backgrounds, a diversity best illustrated by their three different dialects. *Uummarmiutun*, originally an Iñupiaq (Alaskan) dialect, is the predominant language of the Mackenzie River communities (Aklavik and Inuvik); it is also spoken in Sachs Harbour (Banks Island). *Siglitun*, the original dialect of the area, is mostly spoken in the Beaufort Sea coastal communities (Tuktuyaktuk and Paulatuk). *Inuinnaqtun*, the

Inuinnaqtun's (Copper Eskimo) dialect, is spoken in Holman (Victoria Island) and Sachs Harbour. The strength of the grouping was exemplified in 1992 when Holman Inuit chose to remain Inuvialuit rather than join their Inuinnaqtun counterparts in the Nunavut Final Agreement. This decision demonstrates the fact that Inuvialuit identity is not understood in competitive terms with regard to previous identities, but rather in complementary ones.

The Inuvialuit Settlement Region comprises six communities of various sizes and economic orientations. Wage employment has become the main source of income and unemployment is high everywhere. The smaller and more traditional villages are still dependent on subsistence hunting as the main source of fresh meat. Seals, caribou, muskoxen, and beluga in the Beaufort Sea are located in the eastern part of the settlement region. With 135 residents in 1996 (all 1996 population data come from Canada Census) and 150 estimated in 2001, Sachs Harbour (72° N 125° W) still mainly engages in trapping and muskox harvesting. Paulatuk (70° N 124° W) had 277 residents in 1996 and an estimated 300 in 2001. It suffered when its Distant Early Warning (DEW) line station closed down in the late 1980s. Trapping and sports hunting are significant cash-generating activities. A fair number of men work on remote oil drilling platforms and mining sites on three to five week shifts. Holman (71° N 118° W) also holds a strong reputation for sports hunting (polar bears and muskoxen); it has been famous for its printmaking—an established artistic practice there—since the 1960s. Holman had 423 residents in 1996 and 430 in 2001. The Delta communities are larger and more complex. Tuktuyaktuk (69° N 133° W), on a long island opening onto the Beaufort Sea, became an important center when oil companies chose to operate from there because of the quality of its harbor and proximity to oil drilling sites. Some of the Inuvialuit administrative offices are also located in Tuktuyaktuk. Both administration and oil drilling have increased job opportunities, but created economic divides within the population of 979 residents (estimated in 2001). The famous pingos—huge ice-covered hills—provide a startling topographical backdrop to the settlement; summertime beluga hunting continues and beluga watching presently attracts tourists. Downriver, Aklavik (68° N 135° W) is a mixed community of Inuvialuit, Gwich'in Indians, and long-time Euro-Canadian residents. Established as early as 1918, Aklavik was the region's economic center until the 1950s (1600 residents in 1962) when fluvial erosion led to melting permafrost and severe flooding. This prompted the federal government to initiate the construction of the new settlement of Inuvik. The population declined as people relocated, but a preservation

INUVIALUIT

committee was organized. The end result was that more people and buildings remained in the settlement, which earned the proud name of "the town that would not die." With 727 residents in 1996 and stable since, Aklavik is today a peripheral town maintaining a rather traditional trapper's lifestyle. Inuvik (68° N 134° W) lies some 58 air km away and is the only city in the region, more so for the level of services it offers than for its population (3296 in 1996, 3451 estimated in 2001). Inuvik has been the capital of the Inuvik Administrative Region since 1981. The Inuvialuit Regional Corporation, headquarters of the region's predominant businesses, the regional hospital, the main campus of Aurora College (which runs higher education in the Northwest Territories) and its Research Center, as well as the only liquor store and bars within the Inuvialuit Settlement Region, are located in Inuvik. The city attracts Euro-Canadians, long-time Northerners and newcomers, Dene, and Inuit from the entire region alike.

In 2001, 4800 individuals were registered as Inuvialuit, including those living outside the settlement region. The exceptional diversity of the Inuvialuit people results from the encounter with Western civilization in the second half of the 19th century. Hitherto, the Mackenzie Delta's rich grounds and waters had allowed the development of an important Inuit population of approximately 2000–2500 people around 1850, indeed the largest Inuit group of the Canadian Arctic. Named "Mackenzie Eskimo" by explorers, its territory extended from Cape Bathurst and Baillie Island to the east and to either Pt Barrow, Hershel Island, or Barter Island to the west. Major ethnographic sources on the Mackenzie Eskimo include Father Petitot, a missionary who came to the area in the 1870s, and ethnographers Vilhjalmur Stefansson and Diamond Jenness from the early decades of the 20th century.

The area is home to both the porcupine and bluenose caribou herds. Polar bears are found on the coast, grizzlies are found inland, and the whole area abounds in waterfowl in the summer. The introduction of gill nets in the 1830s led to the development of riverine fishing for both freshwater and anadromous fish as an important subsistence activity, an uncommon feature in Eskimo culture. Marine game are also plentiful and include ringed and bearded seals, huge bowhead whales, as well as beluga whales in the summer. People used kayaks for seal and beluga hunting, while the large umiak served for bowhead whaling and for transportation. The abundance of game allowed the Inuit to store enough fish, whale meat, and blubber to almost completely avoid hunting during the darkest season. During the latter, time was largely spent attending important gatherings that often took place in

qarigi, special dance houses. Winter villages tended to be unusually large, in keeping with the large number of Mackenzie Eskimo. Kittigaryuit (near contemporary Tuktuyaktuk) numbered up to 1000 inhabitants. The permanence of the winter dwellings over the years is another feature dissociating these Inuit from those of the Central Arctic. An uncommon wealth in wood according to Arctic standards—spruce is found northward as far as tide waters and windrows of Mackenzie River driftwood line the beaches—permitted the construction of large wood-framed and planked semi-subterranean structures that were covered with sod and glazed with ice. Quite similar to those built by the Alaskan Iñupiat, they were shared by several nuclear families—often numbering three and usually related. Each family had its own sleeping platform and lamp in chambers placed around a central floor area. Snow houses were mainly used only as traveling shelters. In the summer months, people lived in small skin tents.

The Mackenzie Eskimo's social organization was similar to that of the Iñupiat. Kinship rules were flexible and applied to people related either by marriage or by blood. Whaling and interregional trade were largely controlled by leaders whose positions depended on their skills, generosity, and family connections. Relations were maintained with both eastern and western neighbors, more intensely so with the latter, from whom European goods such as Russian iron tools were obtained at least as early as the 18th century. In the late 1820s, the opening of trading posts on the Mackenzie River resulted in a down-river migration of trading and increased contacts with the Dene people. In 1861, the first post within the Mackenzie Eskimo territory was established.

Commercial bowhead whaling in the second half of the 19th century led to the most dramatic events of Mackenzie Eskimo history. American whalers who came to the Beaufort Sea wintered in the region between two hunting seasons, usually around Baillie Island or Hershel Island. This meant regular contact with the Inuit; among other consequences was the spread of infectious diseases among the Inuit and significant depopulation. Only 250 Mackenzie Eskimo lived in the region in 1905 and a mere 10 by 1930. Additionally, many Iñupiat came to trap and trade and sometimes work for the whalers. Having already been exposed to disease, the Iñupiat were more resistant and, unlike their Canadian counterparts, did not suffer from the various epidemics of the time. As commercial whaling gave way to trapping at the turn of the century, the Iñupiat and some former whalers who had married locally took advantage of the Delta's excellent trapping grounds. The region's population continued to transform, with greater numbers of Iñupiat arriving and

INUVIALUIT CO-MANAGEMENT BODIES

the few remaining Mackenzie Eskimo being integrated into the new population. However, if "Alaskanization" was overwhelming in the delta, it was less so on the eastern Beaufort Sea coast. Nonetheless, most, if not any contemporary Inuvialuit (except for the Inuinait of Holman and Sachs Harbour) are at least of mixed Alaskan and local descent, many being partly Caucasian or Afro-American as well.

Until the 1920s, Banks Island remained an uninhabited complementary hunting ground for the Kangiryuarmiut, North-West Victoria Island Inuinait. The first Inuit to settle there arrived in the early 1920s led by Natkusiak, Stefansson's famous guide during the Canadian Arctic Expedition (1913–1918). At the end of the expedition, Natkusiak was given one of the expedition's ships. He used it to return to Banks and Victoria islands with family members, where he had observed great numbers of white foxes. Natkusiak's party established contacts with the Kangiryuarmiut and introduced them to trapping techniques and trading strategies over the years. Inter-marriage also occurred. Those trappers' children along with some Kangiryuarmiut created Sachs Harbour. Several also settled in Holman. Thus, when the concept of an Inuvialuit people emerged in the 1970s around the Inuit directly affected by the development of oil drilling activities and sharing a common Inupiat/Mackenzie Eskimo cultural background, the Inuit of Holman were included because of the kinship networks relating a significant minority of them to their western neighbors.

BÉATRICE COLLIGNON

See also Inuvialuit Final Agreement; Inuvialuit Settlement Region; Inuvik; Northwest Territories; Nunavut Final Agreement

Further Reading

- Condon, Richard, "East meets west: Fort Collinson, the fur trade and the economic acculturation of the Northern Copper Inuit, 1928–1939." *Etudes Inuit Studies*, 18 (1–2) (1994): 109–135
- Lowe, Ronald, *Siglit Inuvialuit*Eskimo Dictionary*, Québec: Editions Nota bene, 2001
- Savoie, Donat (editor), *Land Occupancy by the Amerindians of the Canadian Northwest in the 19th Century, as Reported by Émile Petitot*, Edmonton: CCI Press Occasional Publication Series 49, 2001
- Smith, Derek, "Mackenzie Delta Eskimo." In edited by David Damas, *Handbook of North American Indians, Volume 5, Arctic*, Washington, District of Columbia: Smithsonian Institution, pp. 347–358
- Stefansson, Vilhjalmur, *My Life with the Eskimo*, New York: Macmillan, 1913
- Usher, Peter, *The Bankslanders: Economy and Ecology of a Frontier Trapping Community*, Ottawa: DINA, 1971
- , *Eskimo Land-Use and Occupancy in the Western Arctic*, Ottawa: Inuit Tapirisat of Canada, 1974



Carrefours

Le monde polaire

Mutations et transitions



sous la direction de
Marie-Françoise ANDRÉ

ellipses

Cette collection de culture générale associe les domaines les plus divers de la géographie. Par des approches transversales, elle traite des thèmes d'actualité relevant des préoccupations scientifiques majeures de notre époque et fait ressortir les mécanismes de fonctionnement et d'organisation du globe.

Carrefours s'adresse aux étudiants en géographie, histoire, sciences sociales, aux candidats aux différents concours ainsi qu'au grand public désireux de comprendre les problèmes de notre temps.



Le visage du monde polaire se transforme sous nos yeux dans sa double dimension, environnementale et sociétale. Le recul des glaciers prend un tour spectaculaire et alimente le débat scientifique sur l'avenir climatique de notre planète. Les régions polaires sont aujourd'hui le siège de profondes mutations paysagères dont certaines sont potentiellement lourdes d'implications socio-économiques, voire géostratégiques : la banquise arctique recule, la forêt boréale progresse vers le nord, le dégel du sol déstabilise les infrastructures. Quant aux peuples circumpolaires, qui ont connu au cours du XX^e siècle des chocs culturels et politiques majeurs, ils sont en proie aux déchirures de la mue et tendent vers un nouvel équilibre dans le cadre d'une reconnaissance territoriale, d'une émergence politique et d'une reconstruction identitaire inégalement abouties selon les pays. Au sud enfin, l'Antarctique se voit pour l'instant conforté dans son statut international de « réserve naturelle consacrée à la paix et à la science ».

Cet ouvrage a pour objectif de saisir le monde polaire « sur le vif », dans sa diversité, en croisant les regards de chercheurs issus de champs scientifiques très variés (anthropologie, biologie, ethnologie, ethnolinguistique, géographie, médecine, socioéconomie). Il s'adresse à un large public, concerné par les enjeux environnementaux et sociétaux de notre planète.

Ouvrage publié sous l'égide de l'IPEV, Institut Polaire Français Paul-Emile Victor.



Illustration de couverture :

Chasse de nuit, printemps 1994, Pangnituq, Nunavut (cliché P. Méral / Inuksuk).



9 782729 826833

ISBN 2-7298-2683-1

Le monde polaire – Mutations et transitions

Sommaire

Première partie - Aspects généraux. Regards croisés sur les mutations contemporaines du monde polaire

Chapitre 1. La fusion des glaces polaires : mythe ou réalité ? (Marie-Françoise André)

Chapitre 2. Changements climatiques et métamorphoses des paysages polaires (Denis Mercier)

Chapitre 3. Corps inuit, espace géographique et cosmologique (Michèle Therrien)

Chapitre 4. Sociétés et économies inuit en devenir (Edouard Roberson et Yohann Césa)

Chapitre 5. Itinéraires politiques des Inuit contemporains (Sylvie Teveny)

Chapitre 6. Tourisme et environnement polaire : enjeux et perspectives (Samuel Etienne)

Deuxième partie – Aspects régionaux. Du Groenland à l'Antarctique

Chapitre 7. La société inuit groenlandaise en mutation (Joelle Robert-Lamblin)

Chapitre 8. La Laponie aux Lapons : du rêve à la réalité (Christian Mériot)

Chapitre 9. Quel avenir pour les « Petits peuples » de la Russie arctique ? (Christian Malet)

Chapitre 10. Mutations socio-spatiales dans l'Arctique central canadien (Béatrice Collignon)

Chapitre 11. L'Antarctique, un continent voué à la science ? (Jean-Claude Hureau)

Chapitre 10

Mutations socio-spatiales dans l'Arctique central canadien

Béatrice Collignon

Qu'est-ce que l'Arctique central ?

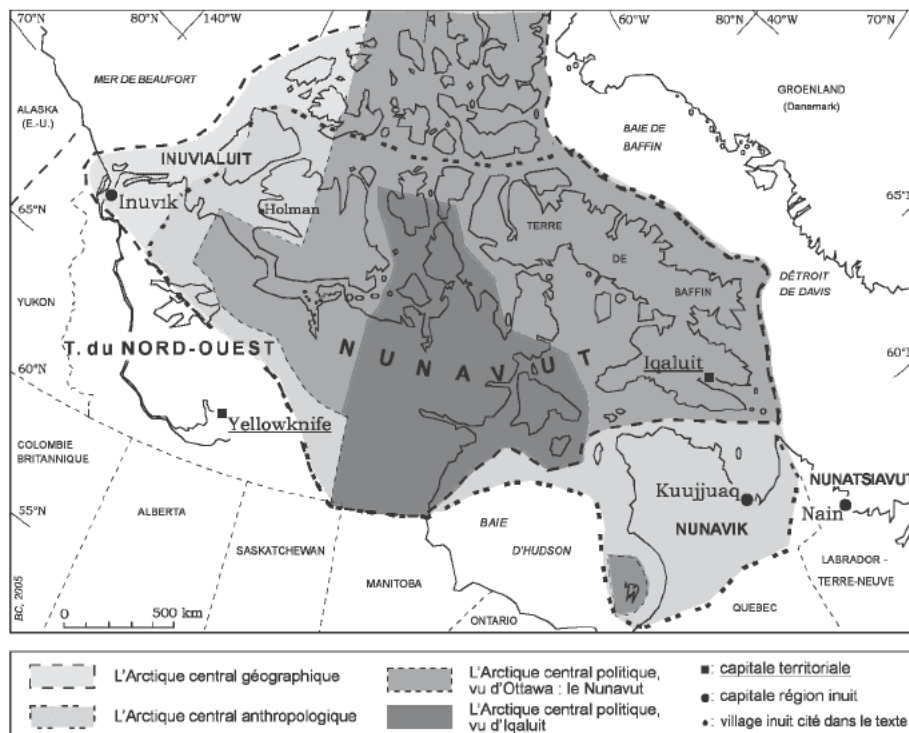
L'Arctique central ne constitue pas une entité clairement définie. Selon que l'on adopte un point de vue géographique, anthropologique ou politique (national, vu d'Ottawa, ou régional, vu d'Iqaluit) les limites ne sont pas les mêmes (fig. 14).

Nous adopterons ici un point de vue mixte en considérant l'Arctique central comme l'ensemble du Nunavut ainsi que la partie nord-ouest de l'île Victoria (village d'Holman), dont les habitants appartiennent majoritairement au même groupe que les Inuit du Nunavut occidental (les Inuinnaït). En revanche, les Inuvialuit — tout à l'ouest — et les Nunatsiavummiut — tout à l'est — ne partagent ni les mêmes bases d'organisation de la vie socio-économique traditionnelle, ni la même histoire de contact avec les *Qallunaat* (les Occidentaux). En outre, le Nunavik et le Nunatsiavut sont dans une situation politique et économique particulière, en raison de leur intégration à des provinces de la Confédération canadienne : le Québec et le Labrador — Terre-Neuve (pour ce qui concerne la situation économique au Nunavik, cf. chap. 4).

Du point de vue de l'État canadien, l'Arctique central est d'abord un formidable môle, aux contours mal connus jusque vers 1920. Les expéditions polaires ne le pénètrent qu'au début du XIX^e siècle, et le Passage du Nord-Ouest, que l'on cherche depuis le XVI^e siècle, n'est trouvé qu'en 1905 par l'explorateur norvégien Roald Amundsen. Mais il n'intéresse alors plus personne : les difficultés de la navigation dans l'archipel arctique ont eu raison des projets d'exploitation de cette route maritime. Les changements climatiques actuels les font aujourd'hui renaître (cf. chap. 1). Après la phase d'exploration, l'enjeu principal pour la Confédération canadienne devient le maintien de sa souveraineté sur ses marges septentrionales. Les évolutions les plus récentes en ce domaine sont marquées

par l'acquisition d'une réelle autonomie politico-administrative pour tous les Inuit du Canada, analysée dans le cinquième chapitre de cet ouvrage. Les pages qui suivent permettront d'appréhender le contexte de mutations socio-spatiales dans lequel ces accords s'inscrivent.

Figure 14
Les limites de l'Arctique central, variations selon les points de vue.



© Béatrice Collignon.

Pour les 30 000 Inuit de l'Arctique central, la période contemporaine commence avec leur sédentarisation, qui se déroule entre le début des années cinquante et la seconde moitié des années soixante selon les régions et les familles. Il s'agit d'un processus. Mais si le passage de la vie nomade à la vie sédentaire est progressif, ce mouvement de fixation marque une profonde transformation du mode de vie et du rythme de la vie sur le territoire. C'est pourquoi les Inuit eux-mêmes découpent leur passé récent en deux temps bien distincts : il y a la vie « avant que nous nous sédentarisions » et la vie « après que nous nous soyons sédentarisés ».

Le lien étroit entre l'organisation des sociétés inuit et l'organisation de leur espace — parcouru, exploité et habité — nous conduit à considérer conjointement mutations sociales et mutations spatiales. Celles-ci ne peuvent se compren-

dre sans prendre en compte la géographie sociale des Inuit avant les années cinquante.

1. La société inuit avant 1950 : juxtapositions sociales et emboîtements spatiaux

Jusqu'à la sédentarisation, les Inuit s'organisent en sociétés locales, entretenant des liens entre elles ainsi qu'avec leurs voisins non inuit (Amérindiens et *Qallunaat*). Chaque communauté territoriale fonctionne selon un système de juxtapositions souples, dont l'expression spatiale est un emboîtement d'échelles. À partir des années vingt, les interactions économiques avec les *Qallunaat* se développent, mais les Inuit conservent une large autonomie sur un territoire qui reste façonné par leur nomadisme saisonnier.

Une société construite sur la juxtaposition de maisonnées indépendantes

Ceux qui vivent sous le même toit, qui « partagent le même air » dit-on au Nunavik (Therrien, 1987 : 148), forment une entité spécifique. À l'intérieur de chaque maisonnée, les activités quotidiennes et les mouvements saisonniers sont décidés par le chef de famille, de façon plus ou moins autoritaire selon son caractère. Partout dans l'Arctique central son pouvoir ne s'étend guère au-delà de son toit. La taille de l'habitation s'adapte à la taille de la maisonnée (le plus souvent la famille élargie en terre de Baffin, la famille nucléaire augmentée parfois d'un parent célibataire ailleurs), donnant une expression spatiale au corps social. Son organisation interne est d'une remarquable stabilité, tant d'une saison à l'autre qu'à travers les siècles. Elle se compose toujours d'une pièce unique, multi-fonctionnelle. En revanche, la matérialité de l'habitation varie fortement selon les saisons : maison de neige en hiver (le célèbre iglou, qui n'est vraiment l'habitation principale des Inuit qu'en Arctique central), tente en été (en peau de phoque le plus souvent, mais de caribou à l'intérieur des terres situées à l'ouest de la baie d'Hudson).

Le camp, expression spatiale de la maisonnée

Le camp est un point sur le territoire, mais un point mouvant dans l'espace et le temps, et dont la taille varie également. Un camp peut en effet être constitué d'une seule maisonnée ou en compter jusqu'à plusieurs dizaines et rassembler une centaine de personnes. Ces variations suivent pour l'essentiel un rythme saisonnier marqué par l'alternance de périodes de dispersion maximale et minimale sur le territoire. Elles sont l'expression spatiale de la dualité d'une organisation sociale qui favorise à la fois l'unité du groupe et la coopération entre ses mem-

bres, et l'indépendance de chaque maisonnée. Celle-ci doit être capable de subvenir seule à l'ensemble de ses besoins, quelle que soit sa taille.

La variabilité de la taille des camps va de pair avec leur mobilité dans l'espace. Jusque dans les années cinquante les Inuit de l'Arctique central sont par excellence des nomades, qui se déplacent sur de vastes territoires suivant un rythme saisonnier et le long d'itinéraires relativement stables d'une année à l'autre, à la poursuite de gibiers (phoques et caribous principalement, ours polaires, morses et bœufs musqués secondairement et selon les régions) dont les habitudes sont bien connues. L'aire d'extension de ce nomadisme annuel dessine les territoires des divers groupes inuit. Ces territoires sont faits des multiples points où se fixent les camps aux divers moments de l'année — pour une nuit ou plusieurs semaines — et d'un ensemble de lignes : celles qui relient ces points entre eux suivant des itinéraires bien connus d'une part, celles qui rayonnent autour de chaque camp et que dessinent chaque jour les chasseurs à la poursuite du gibier d'autre part, celles sur lesquelles se déplace le gibier enfin.

En terre de Baffin, ces territoires sont essentiellement maritimes et côtiers et le phoque est le gibier principal. À l'ouest de la baie d'Hudson, ils sont le plus souvent exclusivement terrestres, de nombreux groupes vivant à l'intérieur des terres à l'année longue. Le caribou constitue pour eux le gibier par excellence. Ailleurs en Arctique central les territoires sont à la fois maritimes et terrestres. Le cycle annuel du nomadisme est fondé sur l'occupation alternée de ces deux espaces et la poursuite saisonnière des deux gibiers arctiques principaux : phoques et caribous. Cette alternance saisonnière a donné lieu à l'un des textes fondateurs de l'anthropologie sociale française (Mauss, 1906). Dans les années vingt, l'organisation du cycle nomadique annuel connaît d'importants changements, en raison du passage d'une économie de chasse à une économie de trappe. Celle-ci entraîne une dispersion spatiale très forte des Inuit, chaque maisonnée se déplaçant désormais le long de ses lignes de trappe de la fin de l'automne au printemps. Les grands camps de l'hiver disparaissent.

Les emboîtements de territorialités dans le cadre d'un système mobile

Le corps social est constitué d'individus, de maisonnées, et de familles étendues maintenant entre elles des relations régulières et habitant le même territoire annuel. Dans ce système, les territorialités sont multiples. Il y a l'espace intérieur de la maisonnée, marqué par sa très grande stabilité. Il y a ensuite celui des multiples campements, espaces intensément habités, pour quelques jours ou quelques semaines. Il y a enfin celui du territoire régulièrement parcouru et habité au cours d'une année, constitué des multiples camps saisonniers et des centaines d'itinéraires qui le jalonnent et organisent la mobilité et la territorialité de ses habitants (Collignon, 1996). Ces itinéraires ne sont pas inscrits dans la toundra ou la banquise : ce sont des lignes invisibles qui n'existent que dans les cartes menta-

les de ceux qui les empruntent. Ce territoire que les Inuit pensent comme un réseau de lieux mis en relations par un ensemble d'axes peut être qualifié « d'espace réticulaire », un mode d'organisation territoriale d'abord décrit par Joël Bonnemaïson (1986 : 239-243, 520-522) dans son étude de sociétés mélanésiennes (Pacifique Sud).

Le partage d'un même territoire de nomadisme annuel lie d'une façon particulière ses habitants. Ils forment un groupe spécifique, nommé et bien identifié par lui-même et ses voisins. Ce nom, marqueur d'identité, est construit sur un toponyme désignant un lieu important du territoire habité. On a souvent écrit que les Inuit, comme d'autres peuples nomades, « appartiennent » au territoire tandis que le territoire appartient aux hommes dans nos sociétés agraires sédentaires. Une interprétation abusive cependant. Pour les Inuit, le territoire et ses habitants (humains et autres) forment une seule entité, selon une vision holiste et animiste qui considère que tous les éléments de l'Univers sont vivants et acteurs à part entière dans cet univers. Entre le territoire et ses habitants la relation est forte et l'identité des seconds est en grande partie associée au premier. En ce sens, on peut parler d'une sorte de filiation.

La dualité comme équilibre

Avant la sédentarisation, les sociétés inuit de l'Arctique central s'organisent selon un triple système dual (sur le concept de dualité chez les Inuit, cf. Therrien, 1995). Dualité des espaces habités : banquise en hiver et au printemps, intérieur des terres en été et à l'automne. Dualité de la vie sociale, surtout avant les années vingt : vie communautaire du groupe dans les grands campements rassemblant plusieurs dizaines de maisonnées en hiver et où l'activité cynégétique se pratique en groupe, vie individuelle de chaque maisonnée dans les petits campements éparpillés sur la toundra dans la période de nomadisme estival, où l'activité cynégétique se pratique à un ou deux chasseurs, rarement plus. Dualité de la mobilité : celle des chasseurs au quotidien, celle des familles tous les quelques jours en été, quelques semaines aux autres saisons.

ENCADRÉ 6. 1940-1950, LES CONSÉQUENCES DE LA MISE EN PLACE DE L'ÉTAT-PROVIDENCE

Jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'État canadien n'administre pas vraiment l'Arctique central et ne se préoccupe guère du bien-être des Inuit. S'il envoie régulièrement des patrouilles de la Gendarmerie royale (GRC) à partir des années vingt, leur présence est sporadique et leur action limitée.

Après la mise en place de l'État-providence, l'État délègue plus ou moins explicitement ses responsabilités envers les Inuit à deux institutions bien implantées : la Compagnie de la Baie d'Hudson (dédiée au commerce des fourrures, la CBH a éliminé toutes ses concurrentes dans les années trente) et les Églises anglicane et catholique. La CBH

prend en charge la distribution des allocations familiales, sous la forme de dons alimentaires. Les Églises s'occupent de l'éducation (elles envoient des enfants inuit dans leurs internats, ne les ramenant chez eux souvent qu'après deux ou trois années d'éloignement), ainsi que du secteur de la santé (administration de soins, aide aux accouchements, petites opérations notamment l'arrachage de dents).

Postes de traite et missions constituent des points d'attraction importants sur les territoires inuit, d'autant qu'à partir de 1939 le gouvernement fédéral encourage le regroupement de ces établissements en un seul lieu dans chaque région. L'apparition de ces pôles assurant des services variés entraîne une réorganisation profonde des territoires réticulaires des Inuit en y introduisant un premier élément de centralité. Ces petits centres sont à l'origine de la majorité des villages de l'Arctique central contemporain. Leur disposition témoigne d'un maillage mis en place par la Compagnie de la Baie d'Hudson entre 1920 et 1940, plus ou moins adossé au maillage territorial dessiné par les divers groupes inuit à la même époque.

La sédentarisation a été très rapide. En 1959, après une décennie d'hésitations, le gouvernement fédéral opte définitivement pour cette solution. Cette décision accélère un mouvement commencé vers 1951-1952 et qui s'achève vers 1967-1969. Les années soixante-dix sont pour les Inuit une période de transition et d'ajustements. 1983 marque un nouveau tournant (Wenzel, 1991). La Communauté économique européenne vote un moratoire de deux ans sur l'importation des peaux de phoques, sous l'influence des campagnes bien orchestrées des associations de défense des animaux et de la nature — dont *Greenpeace*, qui bien plus tard exprimera ses regrets envers les Inuit. En 1985, l'interdiction devient définitive (résolutions 83/129/CEE et 85/444/CEE). Les chasseurs de l'Arctique sont condamnés à se tourner vers d'autres activités, celle qui définit leur identité même ayant perdu toute rentabilité économique. Or, dans le monde contemporain, nul ne peut vivre sans revenus. Les vingt années qui suivent voient l'émergence de la société inuit contemporaine, à la fois profondément différente de celle qui existait encore en 1950 et résolument fidèle aux savoirs et valeurs de celle-ci.

2. La société inuit contemporaine : nouveaux rythmes et nouvelles échelles

Les Inuit décrivent volontiers leur vie contemporaine par les cinq points suivants :

- la sédentarité, c'est-à-dire l'immobilité de la communauté dans son ensemble ;
- un habitat de type occidental, où l'espace est cloisonné en plusieurs pièces ;
- une vie d'employés, contraints à des horaires rigides (photo 16) ;
- l'apparition des loisirs, notamment du sport ;
- la division de la population adulte en deux groupes : les salariés et les autres.

Photo 16

**Jean Ekpakoak, 52 ans, caissière au petit supermarché Co-op.
Les Inuit sont aujourd'hui majoritairement des employés (Holman).**



© Béatrice Collignon, août 2004.

Des relations intensifiées avec le monde extérieur

À petite échelle, les relations avec le Sud du Canada comme avec les autres villages inuit s'intensifient et se régularisent rapidement avec la sédentarisation. Au début des années soixante-dix, le lancement du satellite stationnaire Anik Info permet à tous les villages inuit qui le désirent de recevoir la télévision, et la mise en place de liaisons téléphoniques. Dans la même décennie, le transport aérien se développe. En 1980, tous les villages inuit du Canada sont desservis par des lignes régulières. Les vols quotidiens sont limités aux villages les plus importants, mais dans le contexte arctique la régularité est l'élément déterminant. Elle établit un lien permanent entre le monde arctique des Inuit et celui « du Sud » des *Qallunaat*, une rupture majeure avec la période précédente. Ce lien s'intensifie par la suite (pour une information précise, voir les sites des deux compagnies qui desservent ces régions : <http://www.cdn-north.com> et <http://www.cdn-north.com>).

Au début des années quatre-vingt-dix, les fax s'installent dans tous les bureaux tandis que le nombre de chaînes de télévisions accessibles explose grâce à l'ins-

tallation locale de réseaux câblés reliés à des satellites, puis à l'acquisition massive, par les foyers inuit, d'antennes satellites. Le câble offre une trentaine de chaînes, les antennes satellites privées jusqu'à 400 — selon l'abonnement choisi. À partir de l'an 2000, les connexions Internet — jusque-là réservées au réseau de santé et aux administrations régionales — se banalisent, grâce à la politique volontariste des gouvernements territoriaux (Territoires du Nord-Ouest et Nunavut). Aujourd'hui, toutes les administrations sont connectées, ainsi que toutes les écoles et une minorité de foyers inuit aisés. Créés par les écoles, les municipalités, des particuliers, le gouvernement du Nunavut, les sites web inuit fleurissent.

Une mobilité locale transformée par la révolution des moyens de transport

À grande échelle, la sédentarisation coïncide presque avec l'introduction des premières motoneiges en Arctique central. La première version de ces véhicules est mise sur le marché en 1959. Les patrouilles nordiques de la GRC et les missionnaires se dotent rapidement de ces précieux engins. Les premiers Inuit en acquièrent à la fin des années soixante. Vers le milieu des années soixante-dix, tous les foyers inuit comptant au moins un chasseur actif possèdent au moins une motoneige. Tout comme les bateaux à moteurs hors-bord s'étaient rapidement substitués aux kayaks dans les années trente-quarante, elles ont vite remplacé les chiens. Aujourd'hui, ceux-ci ne sont plus utilisés que pour les touristes — notamment les chasseurs de trophées qui viennent ajouter un ours polaire à leur tableau — et lors de fêtes locales. Dans la seconde moitié des années 1980, les *quads* (motos tout terrain dotées de trois puis de quatre grosses roues, semblables à celles d'un petit tracteur) viennent compléter la panoplie des moyens de transports locaux modernes.

On peut maintenant aller plus vite et plus loin en toute saison, ce qui transforme les pratiques des territoires : on peut passer moins de temps à la conduite des activités cynégétiques et/ou les mener plus loin de son domicile. Surtout, cette mobilité s'organise désormais à partir d'un point central, le village, et prend la forme de multiples allers-retours entre un centre et des périphéries, selon une logique radiale. L'organisation réticulaire des territoires inuit a disparu.

De la même façon, l'alternance saisonnière qui rythmait la vie sociale et spatiale en Arctique central n'est plus qu'un souvenir. La taille et la composition du groupe social spatialisé, le camp, n'est plus à géométrie variable : tout au long de l'année, on vit avec la même communauté villageoise et avec les mêmes voisins. Les Inuit se plaignent très souvent de cette monotonie qui leur pèse. L'équilibre qu'ils trouvaient dans l'alternance d'une vie sociale intense dans les périodes de rassemblement et d'une vie plus individuelle dans les périodes de dispersion des maisonnières n'existe plus. De ce point de vue, leur géographie s'est rétrécie.

Dans les années quatre-vingt puis à partir de 1995-1996, les emplois salariés se multiplient, notamment les emplois à plein-temps. Le rythme de la vie arctique se calque alors de plus en plus sur le rythme quotidien et annuel des employés de bureau, de moins en moins influencé par les variations saisonnières. Les périodes de vacances se limitent à deux ou trois semaines dans l'année, auxquelles s'ajoutent quelques longues fins de semaine. Ceci limite fortement les possibilités de dispersion sur le territoire.

La nouvelle vitesse de déplacement se conjugue ainsi aux nouveaux rythmes de vie — que l'on peut qualifier d'urbains — pour transformer le territoire-domicile réticulaire intensément vécu en un territoire-ressource périphérique (socialement et spatialement) rapidement et partiellement parcouru.

Des camps au village, un changement d'échelle majeur

Autre mutation, les villages constituent des entités socio-spatiales beaucoup plus importantes que les camps d'autrefois. Les plus grands de ces derniers comptaient rarement plus de 150 personnes. Les villages d'aujourd'hui comptent entre 300 et 2 000 habitants. Iqaluit, avec plus de 4 000 habitants, est considérée comme une véritable ville. Le grand nombre d'habitants aggloméré transforme les modes de sociabilité, dans le sens d'un repli sur la famille proche et d'un affaiblissement des autres formes de liens dont la société inuit était autrefois si riche. Vivre ensemble dans un village inuit de 1 500 habitants pose des problèmes qui ne vont pas sans rappeler, toutes proportions gardées, certains de ceux que l'on relève dans les grands ensembles des banlieues françaises.

Le premier tient à la promiscuité avec « des gens que nous ne connaissons pas » disent les Inuit, c'est-à-dire des gens qui autrefois, avant la sédentarisation, n'habitaient pas le même territoire. Peu importe qu'ils soient depuis trente ans des voisins à qui l'on parle tous les jours. Le recours au territoire d'autrefois comme référence identitaire, y compris parmi les générations nées dans les villages et qui n'y ont pas vécu, signale la difficulté qu'éprouvent les Inuit à développer des relations fortes entre communautés autrefois séparées et à façonner une identité commune, sans doute parce que les familles continuent à ne pas fréquenter les mêmes territoires quand elles sortent des villages pour aller chasser, pêcher, camper quelques jours.

L'enfermement est un autre problème. La mobilité, si elle est possible, se paye aujourd'hui au prix fort, de sorte que seule une minorité d'Inuit y a accès. Si représentants politiques et hauts responsables administratifs multiplient jusqu'à l'épuisement les déplacements par avion vers d'autres villages ou vers le Sud du Canada, la grande majorité des Inuit ne va à l'aéroport que pour voir qui part et qui arrive. De sorte qu'un tournoi sportif, une formation, une maladie même — à condition qu'elle ne soit pas trop grave — sont vus comme autant d'opportunités

de sortir un peu de chez soi. Cette aspiration à l'éloignement, pour un temps limité, explique aussi le succès des emplois temporaires permettant d'aller ailleurs : travailler quelques semaines dans une mine ou sur un chantier de construction, faire du baby-sitting ou du ménage chez un vague parent, autant d'occasions qu'on ne laisse pas passer.

Les déplacements sur le territoire proche sont tout aussi problématiques. Non seulement bateaux et moteurs hors-bord, motoneiges et *quads* sont chers à l'achat, tout comme l'essence et l'huile indispensables pour les faire avancer, mais ces véhicules sont mis à rude épreuve sur les terrains arctiques. Les Inuit font une grande consommation de pièces de rechange, et leurs prix sont élevés. D'autant plus que les frais de port aérien de ces lourds colis s'ajoutent à la facture finale. De sorte que les foyers qui disposent d'un équipement leur permettant de se déplacer en toute saison sont aujourd'hui une minorité dans les villages inuit. Mais comme il s'agit de salariés, ils sont confrontés à la limitation de leur temps disponible. À ces obstacles, s'en ajoute un autre, de plus en plus important : il faut aussi savoir se déplacer sur un territoire sans routes tracées ni panneaux indicateurs. Ce dernier aspect signale la difficulté que les Inuit éprouvent à transmettre leurs savoirs propres dans le contexte contemporain (cf. Stern et Stevenson, 2005).

De nouveaux espaces domestiques

Les mutations socio-spatiales se font aussi sentir à l'échelle la plus intime de la vie quotidienne, celle de l'espace domestique (Collignon, 2001). Le plan des nouvelles habitations reproduit celui des pavillons des quartiers modestes de la *suburbia* nord-américaine : maison individuelle prévue pour une famille nucléaire, mono-fonctionnalité des pièces, séparation de la chambre à coucher du couple, idéal de la chambre d'enfant individuelle. Dans la pratique cependant, on est souvent loin de ce modèle, le manque chronique de logements entraînant une suroccupation de l'espace selon des critères occidentaux.

En dépit d'un important programme d'aide à l'accession à la propriété mis en place dès les années 1980, la majorité des Inuit (au moins 75 %) sont encore locataires auprès de l'office public de logement social. Ce statut implique que les habitants n'ont aucune possibilité d'adapter l'organisation interne de leur logement à leurs propres modèles culturels. Les Inuit ont eu du mal à trouver leurs marques dans ces structures étrangères, notamment en raison de la partition de l'espace en différentes pièces fermées. Dans l'iglou comme dans la tente, l'espace unique et circulaire permettait une communication visuelle intense. Il n'était point besoin de mots pour se comprendre et s'épauler. Aujourd'hui, le regard et le langage silencieux des gestes ne suffisent plus. Les mots sont devenus indispensables à la communication au sein de la famille, mais ces mots sont à inventer.

La vie quotidienne d'une maisonnée inuit est un excellent révélateur de la société contemporaine, de ses mutations, de ses difficultés et de sa résilience. On y observe tout à la fois l'omniprésence de la culture occidentale (dans l'emploi privilégié de l'anglais par les moins de 40 ans, dans le mobilier et surtout par la place qu'y occupe la télévision, point focal de l'attention), l'importance des pratiques déviantes (consommation abusive d'alcool, de stupéfiants, violences conjugales et familiales — verbales souvent, physiques parfois), mais aussi le maintien de pratiques proprement inuit. Celles-ci concernent notamment les activités qui s'y déroulent — travail de la viande et des peaux — la réception toute particulière des visiteurs — qui ne frappent pas, que l'on salue à peine et que l'on ne raccompagne jamais à la porte, à qui l'on ne fait pas vraiment la conversation — la place réservée au gibier local dans l'alimentation et sa consommation à même le sol et, surtout, le mode d'occupation des pièces : les chambres sont le plus souvent sous-occupées, les parents et leurs enfants de moins de 10-12 ans préférant le plus souvent dormir tous ensemble sur un grand matelas.

Une société résiliente

Dans ce contexte de fortes mutations, la société inuit fait preuve d'une grande résilience en conservant ses valeurs centrales (Collignon, 1998). Elle se marque surtout par le maintien des dualités comme garants de l'équilibre social dans son ensemble. La dualité est au cœur des modalités de l'interaction avec le monde aujourd'hui omniprésent des *Qallunaat* : encouragement du bilinguisme plutôt que repli linguistique, efforts de chaque famille pour vivre au moins quelques jours par an un temps fort sur le territoire pour contre-balancer le quotidien villageois, acceptation et même valorisation des emplois salariés car eux seuls permettent de mener encore des activités cynégétiques, aspiration à un logement mono-familial de plusieurs pièces détourné au quotidien dans un mode d'occupation qui recrée l'espace circulaire et unique de l'iglou.

3. La dimension géopolitique, cadre des mutations de l'Arctique central

Les mutations décrites ci-dessus s'inscrivent aussi dans un contexte géopolitique particulier, lié à la guerre froide. Vu des États-Unis, l'Arctique central devient une marge très sensible du « monde libre », qu'ils souhaiteraient pouvoir surveiller eux-mêmes. En 1950, le Canada autorise les États-Unis à installer sur ses terres la Ligne d'Alerte Avancée (dite *DEW Line*, *Distant Early Warning Line*). Constituée d'une série de postes d'observation installés le long du 70^e parallèle nord depuis l'Alaska jusqu'au Groenland, et complétée aux très hautes latitudes par quatre avant-postes, elle doit permettre de repérer précocement une attaque

soviétique par le pôle, une menace alors prise très au sérieux. En cas d'alerte, Washington disposerait de quelques heures pour mettre sa population à l'abri et organiser la contre-attaque.

Nul n'avait pensé que les Inuit pourraient être affectés par la *DEW Line*. Pourtant, sur le terrain, venus par curiosité ils sont vite recrutés pour aider à la construction des postes. Mais surtout, un certain nombre de familles choisissent de se fixer autour des postes principaux une fois leur construction achevée. Au nomadisme et aux activités cynégétiques traditionnels, elles préfèrent une vie sédentaire rythmée par les emplois temporaires offerts autour des bases (Damas, 2002). La guerre froide est ainsi pour une part à l'origine de la sédentarisation des Inuit de l'Arctique central.

La *DEW Line* a été démantelée au début des années 1990. L'armée canadienne a repris certains postes. Ils marquent sa souveraineté sur l'Arctique central, et notamment sur le Passage du Nord-Ouest. Car celui-ci suscite à nouveau les convoitises. Le changement climatique actuel se marque dans le haut Arctique par une dislocation plus précoce de la banquise au printemps et une formation plus tardive à l'automne, ainsi que par un net recul du pack polaire. Depuis quelques années le fameux passage est libre de glace pendant au moins trois mois par an, ce qui suffit à reconsidérer sa rentabilité économique à l'heure de la mondialisation accrue des échanges. La tentation est forte d'en réclamer l'ouverture, et si possible l'internationalisation.

Mais ni le Canada ni les Inuit ne la souhaitent, pour des raisons tant stratégiques qu'écologiques. Les Inuit redoutent les effets sur la faune d'un trafic maritime estival intense, et les effets dévastateurs d'un naufrage dont le risque peut d'autant moins être écarté que les tempêtes arctiques sont fréquentes et que la côte comme la glace ne sont jamais loin.

Aujourd'hui, les Inuit se posent en partenaires de l'État canadien pour protéger ce passage et l'Arctique central dans son ensemble. Cette position témoigne de la reconnaissance qu'ils ont acquise et de l'assurance qu'ils ont retrouvée dans leurs relations avec les *Qallunaat*. S'ils acceptent des mutations qu'ils vivent parfois difficilement au quotidien, c'est parce qu'ils savent qu'elles leur garantissent une place d'acteurs respectés dans le monde du XXI^e siècle.

Références

- Bonnemaison J., 1986 [1996], *L'arbre et la pirogue. Les fondements d'une identité, territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu*, tome 1, éditions de l'ORSTOM, Paris, 540 p.
- Collignon B., 1996, *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*, L'Harmattan, Paris, 254 p.
- Collignon B., 1998, « Les fondements territoriaux de l'identité des Inuit d'hier et d'aujourd'hui », in J. Bonnemaison, L. Cambrézy et L. Quinty-Bourgeois, *Les territoires de l'identité. Le territoire, lien ou frontière?*, L'Harmattan, coll. « Géographie et Cultures », Paris : 93-110.

10. Mutations socio-spatiales dans l'Arctique central canadien

165

- Collignon B., 2001, « Esprit des lieux et modèles culturels : la mutation des espaces domestiques en Arctique inuit », *Annales de Géographie*, 110 (620) : 383-404.
- Damas D., 2002, *Arctic Migrants, Arctic Villagers. The transformation of Inuit settlement in the Central Arctic*, McGill-Queen's University Press, Montréal, 277 p.
- Mauss M. et Beuchat H., 1906, « Essai sur les variations saisonnières des Eskimo », *L'année sociologique, 1904-1905*, IX^e année : 39-132 [réédition in Mauss M., *Sociologie et anthropologie*, PUF, coll. « Quadrige », Paris, 2004, 11^e édition].
- Stern P., Stevenson L. (dir.), 2005, *Critical Inuit Studies: an anthology of contemporary Arctic Ethnography*, University of Nebraska Press, Lincoln, 350 p.
- Therrien M., 1987, *Le corps inuit*, SELAF/Peeters, Paris, 199 p.
- Therrien M., 1995, « La notion de dynamique chez les Inuit », in A.-V. Charrin, J.-M. Lacroix et M. Therrien (dir.), *Peuples des Grands Nords. Traditions et transitions*, Presses de la Sorbonne Nouvelle/INALCO, Paris : 245-254.
- Wenzel G., 1991, *Animal rights, human rights. Ecology, economy and ideology in the Canadian Arctic*, University of Toronto Press, Toronto, 206 p.



Stanley Elonak, ca 1985

Partie 4

Toponymes

Les toponymes ont occupé une place importante dans mes recherches sur la géographie vernaculaire des Inuinnait et, partant, dans ma réflexion sur les modalités d'anthropisation et d'appropriation des différentes parties du monde. Mes publications à ce sujet se sont concentrées sur la toponymie inuit, comme en témoignent les textes rassemblés dans cette partie, auxquels on doit ajouter bien entendu la référence 15 (l'ouvrage *Knowing places. The Inuinnait, landscapes and the environment*) que j'ai jugé plus opportun de placer dans la partie 2 de ce volume, et la référence 42 (le film documentaire *Des noms de lieux à la carte en pays inuit*), dans la partie 8.

Le recueil de la toponymie des Inuinnait a constitué la partie la plus formelle des enquêtes de terrain conduites pour la réalisation de ma thèse de doctorat, de l'automne 1991 à l'été 1992,. Ces noms de lieux ont joué un rôle central dans ma compréhension de la conception inuit du territoire, comme en témoignent toutes les publications présentées dans cette partie. C'est parce qu'il croise cet objet (les toponymes) et ce concept (le territoire) que, rompant avec le principe de l'ordre chronologique, j'ai placé le titre "Images arctiques et savoir géographique" (référence 21) en tête de partie, en position charnière entre la partie qui précède et celle qui s'ouvre ici. Par ailleurs, cet article propose un exemple de la façon dont j'utilise les images pour construire des démonstrations à des fins pédagogiques. C'est pourquoi, bien qu'il ne s'agisse pas à proprement parler d'une publication scientifique, il s'insère dans un recueil de textes issus d'un séminaire de l'Ecole doctorale de la Suisse Occidentale, je l'ai retenu pour ce volume.

L'article suivant présente une dimension que je n'avais pas analysée à l'époque de ma thèse, par manque de temps. Disposant de tous les matériaux, je savais que je pourrais m'atteler au croisement des toponymes et des récits de la tradition orale quand l'occasion s'en présenterait, et elle se présenta, sous la forme d'une invitation de mon collègue François Trudel (anthropologue de l'Université Laval) à participer au séminaire de recherche consacré aux mémoires du Nord en novembre 2001. Deux ans plus tard, en août 2003, c'est ma participation à Ulukhaktok (qui s'appelait alors encore Holman, voir repères terminologiques en page 4 du volume 1 de ce dossier) à l'ultime réunion de validation des toponymes recueillis en 1991-1992 qui déclenchait la rédaction d'un article plus réflexif sur le sens de l'acte même de recueillir les toponymes inuit. Ce texte ayant été écrit pour un public de spécialistes des études inuit, j'ai pu y faire l'économie d'une présentation générale du contexte culturel, et politique. Par ailleurs, sa rédaction s'est faite parallèlement au montage d'une toute première version du film *Des noms de lieux à la carte en pays inuit* (référence 42).

Les deux derniers textes s'adressent en revanche à des universitaires majoritairement anthropologues et spécialistes de l'Arctique inuit pour partie d'entre eux seulement. Ils ont été l'occasion de proposer une synthèse de mes analyses, en 8 000 caractères et centrée sur les toponymes pour le premier, en 40 000 signes et reliant toponymes et conception du territoire pour le second.

Il me semble aujourd'hui avoir fait le tour de la question en matière de toponymie inuit. Reste à écrire, un peu sur le modèle de mon texte le plus récent sur les espaces domestiques (voir partie suivante) un article plus général sur les vertus d'une approche par les noms de lieux des questions relatives au paysage, au territoire et à l'identité.

Textes retenus - Table

- [21] 2004, « Images arctiques et savoir géographique », in Debarbieux B. *et alii.* (dir.), *Objectiver, visualiser, jouer : Comment penser et figurer l'espace géographique ?*, Genève, CUSO (Conférence Universitaire de Suisse Occidentale), Cahiers de Géographie, 5, p. 87-94.....313
- [22] 2002, « Les toponymes inuit, mémoire du territoire : étude de l'Histoire des Inuinnait », *Anthropologie et Sociétés - « Mémoires du Nord »*, 26, 2-3, Québec, Université Laval, p. 45-69 . 323
- [23] 2004, « Recueillir les toponymes inuit. Pour quoi faire ? », *Etudes Inuit Studies*, Québec, Université Laval, 28-2, p. 89-106. 349
- [24] 2004, « Place names », in Nuttall M. (dir.), *Encyclopedia of the Arctic*, vol 3, Londres, Routledge, p. 1646-1648..... 369
- [25] 2006, « Inuit's Place Names and Sense of Place », in Stern P. et Stevenson L. (dir.), *Critical Inuit Studies: an anthology of contemporary arctic ethnography*, U. of Nebraska Press, Lincoln, p. 187-205. 373

Objectiver, visualiser, jouer :
comment penser et figurer l'espace géographique ?



Béatrice Collignon
Bernard Debarbieux
Guy Di Méo
Juliet J. Fall
Anne Fournand
Gianluigi Giacomel
Alexandre Gillet
Irène Hirt
Pierre-Yves Jeanneret
Francisco Klauser
Valérie November
Mathieu Petite
Gilles Rudaz
Christian Schubarth

Ce document de travail se veut le reflet des pistes explorées lors du séminaire doctoral consacré à l'objectivation du réel géographique, séminaire qui s'est tenu à Plan Francey du 29 février au 4 mars 2004. Autour de la question des statuts respectifs du réel et des représentations qui en sont données dans la construction scientifique, sont ici rassemblées des contributions personnelles qui déclinent, chacune à sa manière, cette mise en perspective du chercheur et de ses objets de recherche, du texte et des figures graphiques qu'il mobilise dans son travail.

La question de la figuration a motivé un atelier spécifique : séance de travail durant laquelle les participants ont été invités à représenter leur problématique de thèse à l'aide de pièces de construction et de personnages (cubes, playmobil, lego, etc.) ; et à réfléchir ainsi aux ressources et aux limites de la représentation analogique. Cet atelier, particulièrement fructueux, s'est avéré représentatif de l'ensemble de la démarche. Il a justifié que les participants y voient un chantier collectif, de ceux que l'on met en scène dans les jeux de construction. D'où notre souci collectif de rendre compte de cette démarche sous la forme d'un *carnet de chantier*.

Cahiers géographiques n° 5 - 2004

Table des matières

introduction	
Bernard Debarbieux « Penser par objets et par images »	11
penser par objets et images	
Anne Fourmand & Irène Hirt « Modéliser ? Bricoler ? Traduire ? De la problématique de thèse à la construction "playmobil" »	21
Juliet J. Fall « Hétérotopies et concepts géographiques : pour une (play)mobilisation des approches hybrides et participatives »	33
représentations conventionnelles et figures innovantes	
Valérie November « Dé-figurer le territoire ou comment représenter ce qui lie, délie et relie les relations hétérogènes de l'objet "risque" avec le territoire... sans "défigurer" ce dernier ? »	43
Gilles Rudaz « Objet montagnard non identifié »	53
Pierre-Yves Jeanneret « La pièce de théâtre comme métaphore du projet territorial »	61
médiation des savoirs géographiques	
Gianluigi Giacomel « Les systèmes d'information géographique, producteurs et médiateurs d'une connaissance pratique du territoire »	75
Béatrice Collignon « Images arctiques et savoir géographique »	87
concepts géographiques : figurer l'invisible	
Guy Di Méo « Pour une approche compréhensive et complexe des objets géographiques »	97
Francisco Klausner « Figurer "l'invisible" : quelle visualisation du temps et de la relation ? »	105
Mathieu Petite « Essai de symbolisation du symbolique : les partenariats à distance dans les Alpes »	113
(ré)flexion des objets	
Christian Schubarth « Glatstadt sous pli »	127
Alexandre Gillet « Démarche... »	135
conclusion	
Anne Fourmand & Gilles Rudaz « Parcours de jeunes chercheurs (regards d'"insiders") »	145

Images arctiques et
savoir géographique

Béatrice Collignon

Maître de
Conférences

UFR de Géographie
Université de
Paris 1.
Panthéon-Sorbonne

87

Images arctiques et savoir géographique

Avis au lecteur : le format paysage de cette publication étant soit peu commode dans cet épais volume, soit peu lisible si passé en format portrait, j'ai choisi, exceptionnellement, de reproduire ce texte dans sa version pré-finale, ce qui permet en outre de restituer les images commentées dans leur format couleur.

En janvier 2003 j'assistais à Reykjavik à un colloque consacré aux savoirs vernaculaires et savants en matière de gestion des mammifères marins (essentiellement les baleines) des eaux arctiques et sub-arctiques. Un brillant biologiste, spécialiste des baleines boréales (*Balaena mysticetus*) fit une présentation *power point* enlevée, pleine de cet "humour anglais" qui lui permettait à la fois de se moquer de ses réticences antérieures vis à vis des savoirs Inuit sur les migrations des baleines et de convaincre de la justesse de ses interprétations et modélisations actuelles. Un défilé d'images de banquise toutes plus magnifiques les unes que les autres rythmait son propos. Quand il eut fini, une Inuk leva le doigt et posa très poliment cette simple question :

- "Excusez-moi, mais je n'ai pas bien saisi le rapport entre les images que vous avez montrées et les propos que vous nous avez tenu. Vous pourriez m'expliquer ?
- Mais il n'y a aucun rapport. Les images sont juste là pour faire joli et vous distraire, et vous éviter ainsi d'écouter mon propos ennuyeux de scientifique.
- C'est que nous les Inuit, vous savez, nous sommes des visuels et nous comprenons autant avec ce que nous voyons qu'avec ce que nous entendons".

Le biologiste sollicita une autre question.

Cette simple anecdote est révélatrice du rapport que les scientifiques entretiennent avec les images du réel. Cartes, croquis, graphiques : ces images abstraites sont manipulées soigneusement, expliquées, critiquées. Ce sont à l'évidence des construits qui relèvent d'une intention particulière. Il en va différemment des images du réel, photographies et films. Leur construction est longtemps restée un impensé, en géographie comme ailleurs. Elle le demeure en partie. Leur utilisation pédagogique est une pratique "canonique", mais ambiguë.

Des années 1920 aux années 1960, la photographie que les Professeurs projetaient dans l'Amphi et commentaient avec force de détails était considérée comme une réplique parfaite du réel, et utilisée comme telle. La critique de la géographie "classique" a ensuite vigoureusement dénoncé cette importance démesurée accordée au visible, au détriment de ce qui fonde vraiment l'espace et le territoire : les flux invisibles, les rapports de force, les processus de tous ordres. On observe depuis

quelques années une mobilisation accrue de l'image dans les cours et conférences. Les progrès techniques et les efforts d'équipement des salles en matériel renouvelé semblent expliquer ce retour bien plus souvent hélas qu'une réflexion approfondie sur l'image et son statut.

Mon intervention dans les journées doctorales du Plan Francey devait traiter d'une question bien abstraite et théorique : comment un(e) chercheur construit ses objets ? J'ai délibérément choisi de répondre à la question en m'appuyant sur des images : des photographies et deux cartes de mon terrain privilégié d'études, l'Arctique occidental canadien, habité par les Inuinnait (groupe Inuit). Ces images ne devaient pas seulement mettre le public dans l'ambiance, encore moins le distraire. Elles devaient permettre de mettre en forme autrement le discours, et de faire vivre le mouvement de la recherche. Parmi les 23 images qui ont rythmé mon intervention, j'en ai retenu ici 4 pour donner à voir le mouvement

d'articulation entre images du réel et discours scientifique. Toutes ont été prises en été, choix qui se veut un manifeste contre l'image figée d'un Arctique éternellement glacé.

Toutes ont été prises en août 2003 aux alentours du village d'Holman sur la côte Ouest de l'île Victoria (70°44'N/117°43'W)

1. Du landscape au memoryscape

Le paysage : espace arctique (*landscape*)



L'Arctique apparaît aux étrangers comme un milieu hostile et désolé. Le géographe interprète aisément la photo ci-dessus. Elle donne à voir un paysage arctique archétypal : plateaux rocheux parsemés de blocs de pierre cassés par le gel, abrupts versants qui doivent à l'érosion péri-glaciaire leur longue partie concave d'éboulis pierreux, vallées glaciaires en auge ou

en V. Il y a peu de chance qu'il s'émeuve de l'invisibilité des habitants de cette terre : on admire leur ingéniosité et leur résistance d'autant plus qu'ils sont pensés comme une anomalie dans un environnement aussi hostile. Il est donc normal qu'ils n'apparaissent pas sur une photographie présentant le milieu polaire.

Pourtant, ce paysage, ce *landscape*, n'est rien de tout cela pour les Inuit qui l'habitent. Eux le voient comme ceci :

Le paysage – mémoire : le territoire (*memoryscape*)



Traduction des toponymes indiqués sur l'image 2 :

- **Kunigvik** : L'endroit où l'on s'embrasse (en référence au baiser échangé là par deux Inuinnait, dans les années 1940).
- **Mashuyaq** : Nom propre (en référence à Mashuyaq, un Inuk originaire d'Alaska. Celui-ci ne savait pas construire d'iglou, cette technique n'est pas connue en Alaska, et passa la nuit sous son traîneau. Au petit matin, les Inuit qui campaient non loin le trouvèrent sous cette abri de fortune et trouvèrent la chose si drôle qu'ils nommèrent le lieu du nom de ce visiteur comique. L'épisode date des années 1920 ou 1930.)
- **Qikiqtaryuaq** : La grande île

Ce qu'ils voient dans le paysage c'est un territoire : un espace de vie en tous points humanisé. Humanisé non par des formes matérielles visibles, constructions humaines en tous genres, mais d'abord et avant tout par la mémoire de ceux qui l'habitent. Cette mémoire est inscrite dans les histoires du territoire, et plus encore dans la toponymie. Les noms de lieux organisent l'espace, le socialisent et le font territoire. Ils condensent en un ou deux mots la mémoire des hommes associée à tel ou tel lieu.

Certains toponymes sont de simples termes géographiques, d'autres renvoient explicitement à une pratique ou à une histoire. Mais même l'appellation la plus neutre est chargée de sens pour les Inuit qui habitent ce territoire "possédé-par-la-parole" (Le Mouél, 1978 : 90). Ainsi le paysage, nu pour l'étranger, est-il territoire de la mémoire pour l'habitant. Le *landscape* devient *memoryscape* selon les mots de l'anthropologue anglais Mark Nuttall (1992 : 54).

2. Objets géographiques

Mon travail de recherche a porté depuis le départ sur les savoirs géographiques non-savants. Comment travailler sur de tels savoirs, qui ne sont pas formalisés et qui, pour une part, ne sont pas discursifs ? Quels objets de recherche se donner ?

Repartons du paysage arctique. Ce qui m'intéresse, ce ne sont pas les paysages en eux-mêmes, c'est le regard que les Inuit portent sur eux, leur intelligence de ces paysages. Cette intelligence est l'expression de leur savoir géographique. Elle se donne à voir dans les gestes des pratiques quotidiennes du territoire, notamment toutes celles qui ont trait aux

déplacements et à l'exploitation des ressources : la poursuite du gibier bien sûr mais aussi le recueil de diverses mousses qui serviront de mèches pour la lampe ou de compresses, de certain bois dur pour réguler la hauteur des flammes de la lampe, de silex pour démarrer le feu, etc. Mais ce savoir géographique s'exprime aussi dans la production de discours sur les paysages et sur le territoire : toponymes et récits remontant parfois à plusieurs siècles ; cartes, dessins et productions artistiques depuis les années 1960. Mon objet de recherche par excellence, en conséquence, ce ne sont pas les formes visibles mais les mots qui créent ces mises en forme.



J'ai donc choisi les toponymes comme principal objet de recherche pour appréhender le savoir géographique des Inuit. Ils sont comme les lichens qui s'accrochent à la roche nue : à peine visibles, ils n'en transforment pas moins radicalement le milieu physique, en y introduisant le vivant. Les toponymes sont invisibles. Pourtant leur simple existence transforme le milieu physique en milieu humanisé, l'espace en territoire.

Dire que les toponymes inuit sont invisibles, c'est parler en *Qallunaq* – en “Blanc” du “Sud” qui voit sur les photos ci-dessus des paysages désolés, inhumains, lecture confortée par celle des cartes topographiques des régions arctiques. Sur ces cartes la densité des toponymes de toutes origines est faible et environ 80% des noms de lieux indiqués sont allogènes : créés par des étrangers (explorateurs, baleiniers et trappeurs, missionnaires, administrateurs plus

tard) ils renvoient à d'autres territoires et d'autres sociétés (île Victoria, golfe du Couronnement, cap Franklin, îles de la Société Royale de Géographie, baie de Cambridge, cap de l'espoir, baie du Christ-Roi, etc.). Pour mes recherches sur le savoir géographique des Inuinnait j'ai effectué une vaste enquête toponymique. En six mois, dans quatre villages, j'ai recueilli 1007 noms de lieux répartis sur un territoire d'environ 700 000 km² pour lequel les cartes officielles du Canada n'indiquent que 250 toponymes, dont seulement 55 inuinnait et encore, avec de nombreuses erreurs. C'est fort de son propre bagage toponymique que tout Inuk lit le paysage, ainsi que les cartes topographiques de la puissance coloniale. Ce corpus toponymique soutient aussi le corpus des récits de la tradition orale, qui sont pour la plupart ancrés dans des territoires particuliers (sauf pour les cosmogonies), explicitement par mention d'un toponyme ou implicitement (voir Collignon, 2002).

3. Des objets pour accéder au savoir

Faire des toponymes inuinnait un objet géographique m'a permis d'identifier les ressorts du savoir géographique de ce groupe inuit. Ce savoir se fonde sur une appréhension du milieu comme un territoire : un espace humanisé et socialisé. Non pas un "milieu physique" mais un "milieu humanisé", pour reprendre la terminologie de Philippe Pinchemel. Mais puisqu'il s'agit du savoir des Inuit il serait plus cohérent de mobiliser pour l'étudier des concepts endogènes, afin de rester dans l'analyse au plus près de la philosophie de ce savoir, de la géosophie inuinnait.

En inuktitut *Nuna* désigne au sens le plus restreint la terre et, par extension, les deux éléments complémentaires : élément terrestre et élément marin. Ce serait donc le milieu physique. *Uumajuit* désigne au sens le plus restreint le gibier par excellence : les phoques en mer et les caribous sur terre. Au sens le plus large il englobe tous ceux qui sont vivants, mû par un souffle vital qui dégage de la chaleur : les animaux mais aussi les hommes. Ce serait donc le milieu humanisé.



Le titre de cette image semble contredire ce qui précède. C'est que la simple transposition proposée ci-dessus ne rend pas compte de l'organisation du monde inuit, en dépit des apparences. En effet, dans la géosophie inuit, *Nuna* au sens le plus large englobe les *Uumajuit*. Les hommes, comme tous ceux qui sont vivants, font partie de *Nuna* et s'intègrent dans cet ensemble plus vaste. Le "territoire" des géographes, espace socialisé, c'est donc *Nuna* : un territoire où nature et culture sont une même chose qu'on ne peut séparer suivant une ligne de partage qui n'a de sens que dans la philosophie (et la géosophie) occidentale. Le paysage arctique - paysage-mémoire, territoire - est donc une image de *Nuna* dans toute sa complexité.

Conclusion en forme d'ouverture : les ressorts de la géosophie inuinnait

Une analyse approfondie des toponymes, mais aussi de la tradition orale, permet plus avant de repérer les trois grands ressorts de l'intelligence de *Nuna* par la géosophie inuit : *Nuna* est un monde de relations, un monde dynamique dont les qualités ne peuvent être que relatives, jamais absolues, et qui ne peut se comprendre que de façon subjective. Ces mêmes ressorts régissent l'organisation sociale des groupes inuit, et sont exprimés dans la grammaire même de la langue eskimo et de tous ses dialectes (*l'innuinnagtun* pour les Inuinnait). Autant de notions que l'on peut aussi travailler en images pour mieux les comprendre et les expliquer.

Traduction des toponymes indiqués sur l'image n°4 :

Ahiarniarvik : Où il y a [beaucoup] d'airelles.

Nanualuk : Le grand ours polaire (en référence au cadavre d'un ours polaire trouvé un jour dressé sur la rive de cette baie)

Qikiqtaraluin : Les deux petites îles

Uluksaqtuuq : Où il y a beaucoup de pierres (silex) avec lesquelles on fabrique des lames pour les couteaux des femmes (*ulu* désignant spécifiquement le couteau des femmes, de forme semi-circulaire).

Uluksaqtuuraluk : Le petit *Uluksaqtuuq* (en référence à sa position et forme par rapport à *Uluksaqtuuq*, qui se trouve en face, et non parce qu'on y trouverait aussi des silex pour les couteaux)

Bibliographie (très) sélective

Collignon Béatrice, 1996, *Les Inuit – ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan.

Collignon Béatrice, 2000, "Les savoirs géographiques vernaculaires ont-ils une valeur ?", in Y. Michaud (dir.), *Qu'est-ce que la société ? Université de tous les savoirs*, vol. 3, Paris, Odile Jacob, p. 111-120.

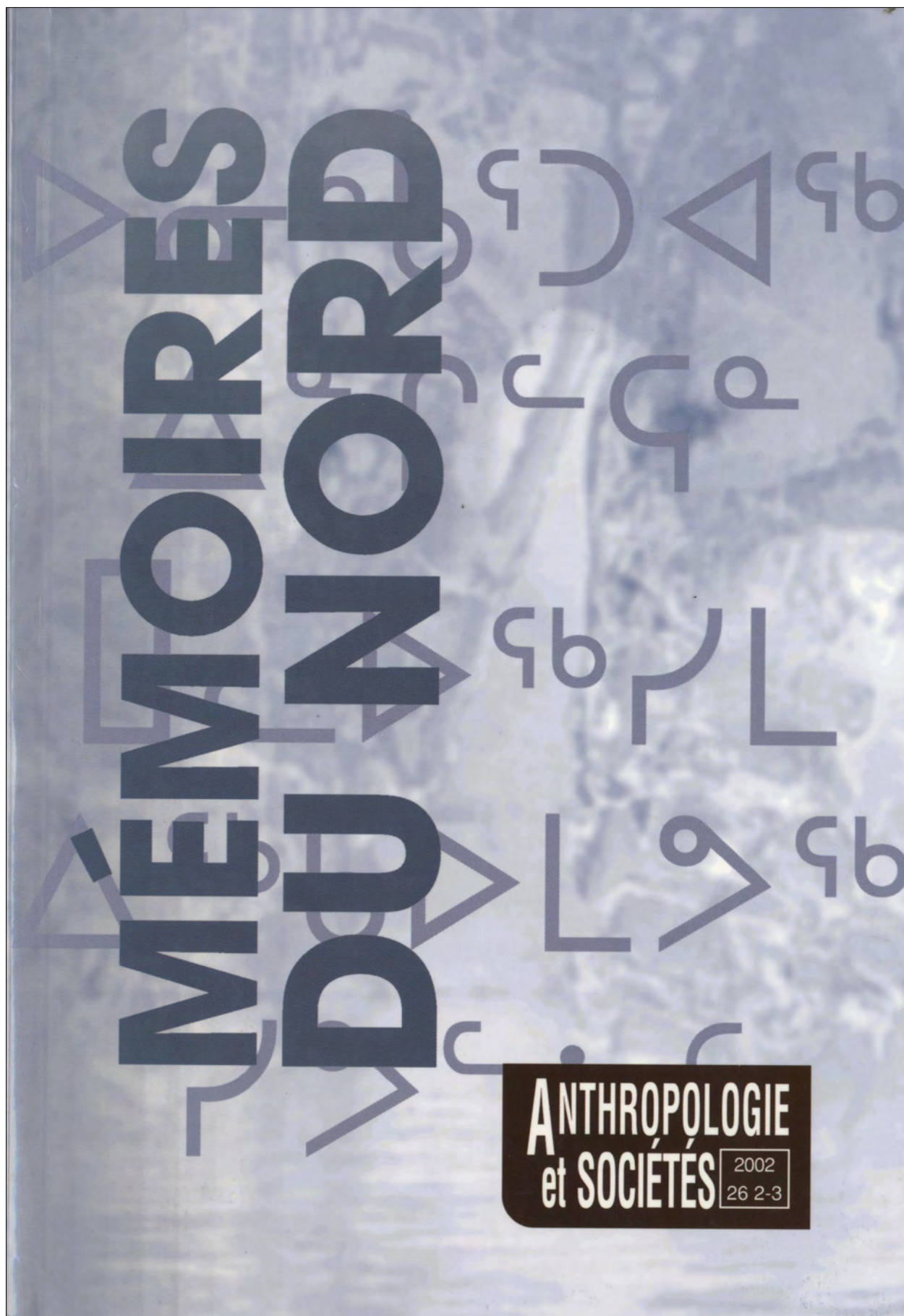
Collignon Béatrice, 2002, "Les toponymes inuit, mémoire du territoire: étude de l'Histoire des Inuinnait", *Anthropologie et Sociétés*, 26(2), p. 45-69.

Le Mouél Jean-François, 1978, "*Ceux des Mouettes*" - *Les Eskimo Nauyasmiut, Groenland Ouest*, Paris, Museum National d'Histoire Naturelle, Mémoires de l'Institut d'Ethnologie, XVI.

Nuttall Mark, 1998, "Critical reflections on knowledge gathering in the Arctic", in L.-J. Dorais et al (dir.), *Aboriginal Environmental Knowledge in the North*, Québec, GETIC (U. Laval), p. 21-35.

Nuttall Mark, 1992, *Arctic Homeland - Kinship, Community and Development in Northwest Greenland*, Toronto, University of Toronto Press.





MÉMOIRES DU NORD

Sous la direction de François Trudel

FRANÇOIS TRUDEL

Présentation. Mémoires du Nord

TOBY MORANTZ

Lire la tradition orale, écrire l'histoire crie

BÉATRICE COLLIGNON

Les toponymes inuit, mémoire du territoire

Étude de l'Histoire des Inuinnait

JARICH G. OOSTEN

Kiviuq : une épopée en devenir?

FRÉDÉRIC LAUGRAND

Écrire pour prendre la parole : conscience historique,
mémoires d'ainés et régimes d'historicité au Nunavut

MICHÈLE THERRIEN

Ce que précise la langue inuit au sujet de la remémoration

FRANÇOIS TRUDEL

De l'ethnohistoire et l'histoire orale à la mémoire sociale
chez les Inuits du Nunavut

WILLIAM SCHNEIDER

Les éleveurs de rennes contemporains de la péninsule
de Seward : des réalistes qui ont le sens de l'histoire

EDMUND SEARLES

Noms, récits et mémoire au Nunavut (note de recherche)

MURIELLE NAGY

Comment les Inuvialuit parlent de leur passé (note de recherche)

HORS-THÈME

YANN GUILLAUD

Apposer un symbole : quelques réflexions sur le totémisme
et les signatures amérindiennes des traités

MARIO BÉLANGER

Les rites de la médecine traditionnelle bambara et le traitement
de la folie « jinèbana » : l'esprit jinè, acteur de la continuité du sens

ISSN 0702-8997

DISTRIBUTION — Pour la France: *L'Harmattan*, 16, rue des Écoles, 75005 Paris, France
Pour le Québec: *Les Presses de l'Université Laval*, Québec (Canada) G1K 7P4

20\$ CAN
17 EUROS



POSTE-PUBLICATIONS enr. n° 07552 / PORT RETOUR GARANTI
DÉPARTEMENT D'ANTHROPOLOGIE, UNIVERSITÉ LAVAL, QUÉBEC (CANADA) G1K 7P4

LES TOPONYMES INUIT, MÉMOIRE DU TERRITOIRE Étude de l'Histoire des Inuinnait

Béatrice Collignon



Pour une approche géographique de la mémoire¹

Certains des indigènes qui passèrent l'été dans la partie Sud-Ouest de l'île Victoria avaient vécu pendant les deux ou trois dernières années dans le golfe du Couronnement. Voyageant avec eux, je fus profondément touché par la joie avec laquelle ils reconnaissaient chaque lac important et chaque colline proéminente, et par la façon dont ils se remémoraient les souvenirs des jours anciens avec lesquels ces points de repères étaient associés. L'un de leurs parents était décédé dans cette région et ils pleurèrent lorsqu'ils passèrent près de sa tombe. Et quelques-uns, après que la pêche fut terminée, retournèrent sur les lieux où ils passèrent la nuit à le pleurer.

Jenness 1922 : 32-33, traduction libre

Dans son récit de la traversée estivale de la péninsule de Wollatson en compagnie des Puivlirmiut, Diamond Jenness rapporte ainsi comment chaque partie du territoire faisait resurgir une partie de leur mémoire et réactivait les émotions associées à chaque événement remémoré.

L'ensemble des articles contenus dans ce numéro d'*Anthropologie et Sociétés* montre la richesse de la mémoire des Inuit, une mémoire qui, pour ne pas s'énoncer sous la forme de l'Histoire telle qu'on l'entend en Occident, n'en est pas moins un témoin fiable de leur passé tel qu'eux-mêmes l'interprètent et le mémorisent. Les Inuit, par la mémoire, ancrent leur présence du moment dans un passé maîtrisé, contrôlé par les récits qu'ils en ont construits. Mais la mémoire ne se déploie pas dans le vide, comme le remarquait déjà Diamond Jenness². Son observation illustre à merveille les propos de Jean-Luc Piveteau (1995) qui montre qu'il s'établit, à travers la mémoire, une relation dialectique entre l'espace et le temps. Alors que le

1. Je souhaite exprimer ici mes plus vifs remerciements à tous les participants à la conférence *Mémoires et histoires du Nord*, organisée en novembre 2001 pour préparer la publication de ce numéro. J'y associe les deux évaluateurs anonymes de cet article.
2. Cet épisode dut lui paraître important puisqu'il le relate tant dans son rapport savant de 1922 que dans son récit de vulgarisation de 1928, ici dans les termes suivants : « Mais alors que nous approchions un mont légèrement plus élevé que les autres, Ikpuuk éleva la voix et se mit

Anthropologie et Sociétés, vol. 26, n° 2-3, 2002 : 45-69

temps singularise l'événement et, ainsi, l'identifie, l'espace en fixe la mémoire en l'ancrant dans un ou des lieux : il permet l'incarnation du temps. Le territoire, poursuit l'auteur, prend forme autour de cette rencontre de l'espace et du temps qui se cristallise notamment dans les toponymes, noms donnés aux lieux pour les faire sortir de leur anonymat, les singulariser et, ainsi, les faire entrer dans la mémoire et dans une Histoire.

Cette territorialisation de la mémoire telle que la définit Piveteau renvoie à l'analyse de Mark Nuttall (1992) qui, dans son chapitre « Landscape and memory-scape », avance que les paysages arctiques sont pour les Inuit comme leurs livres d'histoire, car ils portent en eux la mémoire de la communauté. Le *landscape* de Nuttall, et de la plupart des collègues anglophones, me paraît davantage correspondre en français au territoire qu'au paysage, ce second terme renvoyant, dans notre langue, assez strictement à ce que l'on voit. Or, ce dont il est ici question, c'est justement ce qui ne se voit pas, ce qui est au-delà du paysage. Celui-ci n'est qu'une image dotée du pouvoir de déclencher la mémoire du territoire, une petite madeleine de Proust en quelque sorte.

Le territoire dont il est ici question n'est bien sûr pas celui de l'approche politique de l'espace. De maillage administratif, expression de choix politiques, le territoire est en effet devenu, à partir des années 1980, espace vécu et approprié, porteur de sens et d'identité (voir notamment Bonnemaïson 1981 et 1996). Le terme exprime désormais, pour un grand nombre de géographes, la relation étroite qui associe une terre et ses habitants, l'espace qu'une société reconnaît comme le sien et dans lequel elle s'inscrit. Dans cette acception, le territoire existe à la fois dans les pratiques, dans l'expérience quotidienne de l'espace où il se déploie, et dans les représentations que les habitants ont de cet espace. Ces représentations sont la grille de lecture à travers laquelle le territoire prend sens pour ceux qui l'habitent. « Point d'ancrage où s'enracinent les valeurs et se conforte l'identité » (Bonnemaïson 1981 : 249), il est fait d'activités concrètes — déplacements, diverses formes d'exploitation de ses parties, constructions que l'on y édifie — mais aussi d'émotions, de réflexions, de spéculations. La mémoire mise en espace s'inscrit dans cette dimension immatérielle du territoire. La méfiance des scientifiques vis-à-vis de tout ce qui relève de l'émotion, cumulée avec la difficulté à reconnaître à autrui une réelle activité intellectuelle et la construction de systèmes symboliques ont longtemps valu à cette dimension de rester ignorée, voire méprisée, par les « experts » chargés

à pleurer fortement. Au sommet, se trouvaient les os blanchis de son unique frère, mort six ans auparavant, et il était désormais le seul survivant de toute sa famille. Toute la troupe gémit de concert pour partager sa peine, les collines répétaient l'écho de leurs pleurs et les oiseaux effrayés se blottirent silencieux dans les mousses. Lentement, notre triste procession passa le long du site fatal. Mais quand il fut loin derrière nous, mes compagnons cessèrent leurs lamentations et remplirent à nouveau l'air de leurs rires contagieux » (Jenness 1928 : 126, traduction libre).

d'enquêter sur les territoires autochtones. Ainsi, dans les enquêtes menées au Canada, les pratiques, les itinéraires et les parcelles d'exploitation — qu'il s'agisse d'agriculture ou d'activités cynégétiques — ont toujours été privilégiés, au détriment des récits de la tradition orale portant sur les mêmes espaces. En conséquence, la relation entre la culture et le territoire demeure aujourd'hui relativement peu étudiée en ce qui concerne les Inuit, et les autochtones nord-américains en général.

Le territoire des Inuit se compose principalement d'axes (les itinéraires des déplacements) et de points (les lieux) qui sont inscrits dans un réseau de relations transcendant le temps, grâce à la mémoire que retient le territoire (Collignon 1996a : 96-103). Porteurs de la mémoire des incidents passés et des Inuit d'autrefois, les lieux sont les dépositaires d'une large part de l'histoire des Inuit, dont il faut par conséquent analyser la dimension géographique. Il convient pour cela de considérer comment le temps et l'espace sont imbriqués dans les discours sur le territoire. Ces discours sont de plusieurs types : récits de la tradition orale, descriptions au quotidien des espaces parcourus, des lieux traversés et des itinéraires suivis, mais aussi ensemble des noms de lieux qui constituent le bagage commun d'un groupe particulier.

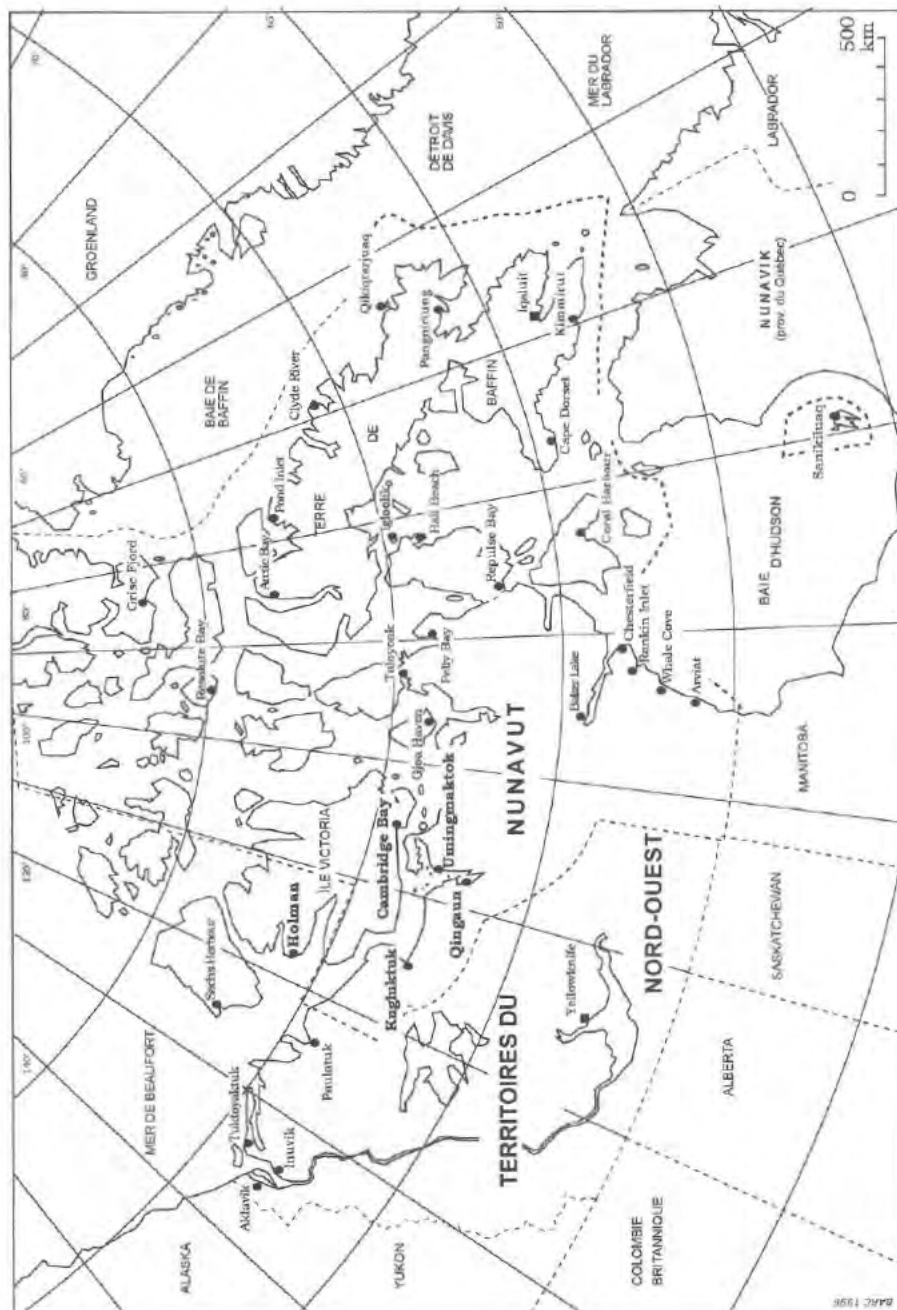
Je propose ici une analyse croisée des récits de la tradition orale et des toponymes des Inuinnait (Eskimo du cuivre, Arctique occidental canadien). Répartis aujourd'hui entre quatre villages, ils sont depuis peu séparés par une frontière territoriale : Cambridge Bay, Kugluktuk et Umingmaktok-Qingau sont au Nunavut, tandis qu'Holman est dans les Territoires du Nord-Ouest (figure 1). Les récits de la tradition orale ont été recueillis à trois moments différents, et dans deux parties de la région, au cours du XX^e siècle. Les toponymes ont pour leur part fait l'objet d'une enquête extensive en 1991-1992.

Les toponymes inuinnait comme discours sur le territoire

Les toponymes inuit, comme ceux de la plupart des peuples chasseurs-cueilleurs mobiles à l'intérieur d'un vaste territoire, sont traditionnellement qualifiés de « descriptifs », c'est-à-dire de « neutres ». Ils apparaissent en effet comme une description du territoire : les formes du relief qui s'y déploient, le paysage que l'on y voit, les pratiques que l'on en a. Cette qualité s'est longtemps imposée comme la caractéristique majeure de ces toponymes. C'est à elle que les noms de lieux inuit devaient d'être « parfaitement adaptés » au milieu arctique, selon les termes de Franz Boas (1885 : 51, *in* Cole et Müller-Wille 1984 : 52). De là, on en est venu rapidement à considérer les toponymes comme une aide indispensable au déplacement. Ils semblaient remplacer pour les Inuit les cartes si précieuses au voyageur occidental.

Les toponymes des Inuinnait ont été recueillis au cours d'une enquête extensive menée d'octobre 1991 à mai 1992 dans leurs quatre villages. Disposant d'un temps important dans chaque communauté, j'ai pu enquêter tant auprès de

Figure 1 : Villages inuinait, Arctique canadien



l'ensemble des Aînés, hommes et femmes, que des chasseurs actifs plus jeunes, et non pas me limiter aux seules personnes désignées par la communauté comme de fins connaisseurs de toponymes. J'ai pu ainsi mesurer le degré de partage du savoir toponymique. Auprès des jeunes générations — moins de 35 ans —, je n'ai pas conduit ce type d'enquête, compte tenu de la pauvreté constatée par sondage de leur savoir en ce domaine. Je ne me suis adressée pour ces tranches d'âge qu'aux Inuinnait qui se présentaient spontanément pour participer à l'enquête. Au total, 1007 toponymes ont été recueillis, dont 779 ont pu être cartographiés (figure 2). Cette opération n'a en effet été possible que dans les zones pour lesquelles on dispose de cartes au 1/50 000, qui seules permettent un relevé précis des coordonnées des lieux nommés. Or, si le continent est entièrement couvert, c'est loin d'être le cas pour l'île Victoria.

Afin d'analyser ce corpus, deux typologies ont été élaborées (Collignon 1996a : chapitre 4). La première considérait le type d'entité nommée tandis que la seconde s'attachait au sens des toponymes, à partir d'une analyse de leurs traductions et des commentaires qui accompagnaient leur évocation lors de l'enquête. La mise en ordre des toponymes inuinnait d'après leur sens a d'abord été construite sur des catégories pertinentes pour le géographe occidental : la classique opposition entre Nature et Culture. Cependant, cette classification commode pour le chercheur ne rendait pas compte de la compréhension que les Inuit ont de leur territoire, dans la mesure où elle était construite sur des catégories qui ne sont pas pertinentes pour eux : dans leur compréhension de l'ordre de l'Univers la distinction Nature-Culture n'a pas de sens. Même les toponymes qui semblent décrire de la façon la plus neutre le milieu naturel parlent en fait d'un milieu humanisé, humanisé par le regard des Inuinnait, par leur lecture de ses formes, et par l'action de baptiser un lieu. J'ai donc procédé à une reformulation, en partant cette fois de catégories pertinentes pour les Inuit eux-mêmes : *nuna* (« la terre » ou « le territoire ») et les *uumajuit* (« ceux qui sont vivants », soit dans son acception la plus large tous les êtres animés d'une chaleur vitale et qui parcourent *nuna* : hommes, animaux, autres). À l'échelle de l'expérience humaine du milieu terrestre, ces deux catégories sont pensées comme complémentaires l'une de l'autre. Ainsi la typologie reformulée (figure 3) ne reflète pas une opposition binaire mais bien une continuité entre toutes les catégories. À une autre échelle, celle de l'Univers dans son ensemble, les *uumajuit* sont intégrés dans *nuna*, catégorie englobante qui forme avec *qilak* (le ciel) et *sila* (l'environnement terrestre — la terre, l'air et les météores) l'Univers (MacDonald 1998 : chapitre 2).

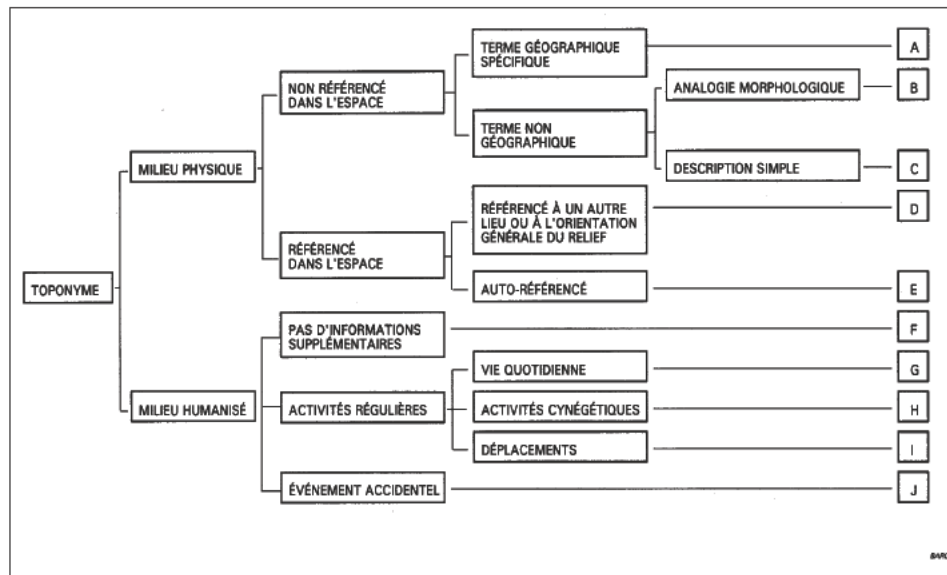
Les résultats et les limites de ces catégorisations ont été discutés dans plusieurs publications (Collignon 1996a, 1996b, 1998), et je m'arrêterai ici sur une question plus fondamentale : à quoi servent les toponymes ? La question peut paraître oiseuse, tant la réponse semble aller de soi : les toponymes servent au

Figure 2 : Distribution des toponymes inuinnait (779 sur 1007 recueillis)



Béatrice Collignon et Delphine Digout 2002

Figure 3 : Structure de la typologie fondée sur le sens des toponymes



déplacement. Ils font partie du savoir pratique lié aux mouvements quotidiens et saisonniers des Inuit. Cette interprétation a la force de l'évidence, et n'a jusqu'à présent pas été contestée. Pourtant, est-elle si juste? Au cours de mes enquêtes toponymiques auprès des Inuinnait, je ne tardai pas à rencontrer des Aînés qui, bien que reconnus comme de savants voyageurs, ne connaissaient pas ou très peu de toponymes. De façon particulièrement significative, plusieurs ne connaissaient que les toponymes de la région où ils avaient grandi et ignoraient ceux de la région dans laquelle ils avaient le plus souvent habité et chassé une fois adultes. Devant ces cas surprenants, je me mis à interroger systématiquement mes interlocuteurs : n'était-il pas nécessaire de connaître les toponymes pour se déplacer sans se perdre et suivre les itinéraires indiqués par un autre? La réponse était toujours la même : non, ce n'était pas nécessaire. Un Inuinnaq peut parfaitement se déplacer dans une région donnée sans en connaître les toponymes, et retrouver son chemin. Il s'agit bien de deux savoirs différents. Certes, celui qui connaît les toponymes des lieux croisés au cours d'un déplacement se les remémorera, ce qui enrichira son expérience du moment sur le territoire, et éventuellement il s'en servira pour s'orienter. Mais il pourrait parfaitement s'en passer. Il s'agit en quelque sorte d'un « plus », d'un luxe. Ces déclarations furent réitérées par tous les Aînés avec qui je m'entretenais, y compris ceux qui connaissaient beaucoup de toponymes. Comme les autres, ils m'expliquaient que ce précieux savoir n'était en aucune façon indispensable au déplacement.

Ces déclarations sont confortées par la faiblesse de la proportion des toponymes dont le sens évoque les déplacements : 7 % seulement du corpus collecté lors de mon enquête. Par ailleurs, Ludger Müller-Wille a indiqué avoir entendu le même type de commentaires lors de ses propres enquêtes toponymiques au Nunavik et au Kivalliq³. De même, lors du séminaire de préparation de cette publication, Alexina Kublu (originnaire d'Igloolik, résidant à Iqaluit) a corroboré mes propos en indiquant que nombre d'Inuit installés récemment à Iqaluit sont parfaitement capables de se déplacer dans la région, sans pour autant connaître les toponymes attachés à ce territoire — à condition bien entendu qu'ils maîtrisent les savoirs liés au déplacement⁴.

Dans ces conditions, à l'heure où le sauvetage en urgence des savoirs inuit vernaculaires conduit à privilégier les plus essentiels d'entre eux, on pourrait s'attendre à voir négligé un savoir un peu superflu. Or, cela n'est en aucune façon le cas. Lors de mes enquêtes et de celles des autres chercheurs impliqués dans ce type de collecte, les Inuit ont toujours montré un grand enthousiasme, relayé par les soutiens accordés aux enquêtes toponymiques par les programmes culturels du Nunavik, du Nunavut et des Inuvialuit. Il leur importait de voir leurs toponymes recueillis et reconnus, démarche qui devait aider à leur transmission aux jeunes générations trop souvent peu savantes en la matière. Mais si cela ne devait pas empêcher les jeunes de se perdre, pourquoi leur transmettre ce bagage? L'importance des toponymes dans la culture inuit est indubitable. Mais elle est liée à une fonction, à une fonction intellectuelle, un savoir comprendre et non pas à celle, pratique, du déplacement, un savoir-faire.

Les toponymes déploient sur le territoire un discours qui, comme tout discours, a vocation à être prononcé. Les noms de lieux ont moins pour fonction d'aider au déplacement que de permettre de le raconter ensuite, d'en partager avec d'autres l'expérience. Par ailleurs, ils enrichissent l'expérience propre du lieu, que l'on y séjourne, qu'on le traverse ou que l'on passe à proximité. Le fait de se remémorer le nom du lieu active en effet tout un pan de mémoire inuit, et participe à la culturalisation, l'humanisation, de l'espace parcouru. Le nom de lieu fonctionne ici comme un déclencheur : prononcé, il ouvre la porte de la mémoire. « Some place names may be mnemonic devices, triggering a collective memory of an event that has significance for the community » (Nuttall 1992 : 54). Ainsi, le corpus toponymique est comme un résumé synthétique de la mémoire du groupe. Et, tout comme le promeneur armé de son guide ou de son livre d'histoire apprécie mieux les rues de la ville, le château, le champ de bataille, le voyageur arctique apprécie alors mieux le paysage qui l'entoure, car celui-ci

3. Communication personnelle, Paris, février 1994.

4. Communication orale, Québec, novembre 2001.

prend une épaisseur nouvelle, chargée d'histoire. À la dimension horizontale — spatiale — du territoire réticulaire s'ajoute la dimension verticale — temporelle — du territoire de la mémoire. Ainsi passe-t-on, pour reprendre la terminologie proposée par Mark Nuttall, du *landscape* au *memoryscape*, du paysage dans l'espace à la mémoire territorialisée. Le baptême des lieux ancre la mémoire dans un espace et relie par le nom donné les Inuit du présent avec ceux du passé mais aussi du futur, habitants d'un même territoire, partageant la même représentation, transmise notamment par les toponymes⁵.

Pour prendre une forme différente des récits reconnus de la tradition orale⁶, les toponymes n'en constituent pas moins une forme de récit. Récit particulier, réduit à ses mots clefs et dont le contenu principal demeure implicite, maintenu dans le non-dit. Comme les récits de la tradition orale, les toponymes racontent l'histoire des Inuit, à travers les lieux qu'ils fréquentent. Ils ancrent leur mémoire dans un espace qui s'individualise grâce à la distinction, sur sa surface, de différents lieux qui, parce que nommés, existent pleinement et spécifiquement. L'espace devient alors territoire, un territoire avec lequel les Inuit peuvent construire une relation solide, par l'intermédiaire de la mémoire.

Récits et toponymes éclairent de façon complémentaire l'Histoire des Inuinnait. Alors que les récits de la tradition orale font la part belle aux événements exceptionnels, à l'histoire événementielle — d'une portée pan-inuit ou limitée au cercle familial — l'histoire que racontent les toponymes privilégie la régularité, le quotidien des pratiques, l'histoire culturelle. Ils mettent l'accent sur les lieux habituels de campement, de pêche, de prélèvements, ou encore sur l'aspect paysager d'une entité, ou sur sa nature comme dans le cas des termes géographiques. Seuls 9% des toponymes du corpus recueilli en 1991-1992 évoquent explicitement un événement particulier (catégorie J, figure 3).

Toponymes et récits, croisements de mémoires

Le corpus toponymique se présentant comme un discours, pourquoi ne pas le confronter aux autres discours constitutifs de la mémoire des Inuit, soit aux récits canoniques auxquels on a longtemps limité la tradition orale? Il s'agira de voir comment les deux types de discours s'articulent. On dispose pour les Inuinnait de trois corpus, établis au cours du XX^e siècle.

5. De ce fait, les toponymes inuit ont été un enjeu géopolitique dans les négociations avec le gouvernement fédéral à propos des revendications territoriales. Considérés comme des marqueurs du territoire traditionnel des Inuit, ils ont été instrumentalisés lors des discussions sur les limites du Nunavut, notamment sur la limite méridionale de ce territoire.

6. Il va de soi que les toponymes font partie de la tradition orale. Cependant, par commodité, on emploiera ici l'expression « tradition orale » dans un sens restreint aux récits de facture « classique ».

Le recueil le plus ancien est l'œuvre de Diamond Jenness (1924) et se compose de 52 récits consignés entre 1914 et 1916 principalement auprès des Inuinnait occidentaux, habitant autour du Détroit du Dauphin et de l'Union et du Golfe du Couronnement. Au cours de l'hiver 1923-1924, Knud Rasmussen (1932) releva auprès des Inuinnait orientaux du fjord de Bathurst 51 récits qui, pour dix d'entre eux, figurent aussi dans le corpus de Jenness. Les Inuinnait de la côte Nord-Ouest de l'île Victoria restèrent à l'écart de ces deux enquêtes, car ils se trouvaient en marge des itinéraires suivis par ces deux ethnographes. Les deux corpus furent publiés avec une courte traduction en langue anglaise accompagnant le texte en inuinnaqtun, transcrit en alphabet latin. Le recueil de Rasmussen est assorti d'une traduction mot à mot, mais qui n'est pas une traduction littérale. Au cours du premier trimestre de 1958, le Père Maurice Métayer enregistra 109 récits auprès d'une dizaine de conteurs de Coppermine (Kugluktuk) qu'il avait maintes fois entendus, dans le souci de préserver une tradition orale qu'il sentait menacée. Encouragé par Rémy Savard, anthropologue de l'Université de Montréal, il transcrivit ses enregistrements en alphabet latin⁷ puis traduisit mot à mot chaque récit en français, retournant aux conteurs en cas de doute. Ses traductions littérales sont ainsi très fiables (Métayer 1973).

Par ailleurs, lors de ma propre enquête toponymique, j'ai enregistré non pas des récits complets mais des bribes — plus ou moins allusives. Cela était moins dû à un éventuel oubli de la tradition orale qu'aux conditions de recueil qui, privilégiant un énoncé successif de noms, invitait les Inuinnait à évoquer la mémoire des lieux sans pour autant s'attarder sur le récit lui-même. Ce surgissement spontané de l'Histoire reflétait sans aucun doute les processus mentaux à l'œuvre en contexte, lors des déplacements sur le territoire ou des conversations où l'on cite un toponyme. La prononciation du nom suscite immédiatement un rappel de tout ce qu'il englobe : images et histoires. Le toponyme est bien, à ce titre, une représentation, une construction idéelle et symbolique.

La richesse du contenu symbolique des grands récits de la tradition orale n'est plus à démontrer. Cependant, ces récits offrent plusieurs niveaux de lecture, qui ont chacun leur intérêt et dont aucun ne doit être négligé, pour trivial qu'il puisse sembler comparé à d'autres. Il est donc aussi légitime de prendre les récits comme ils viennent et, considérant leur contenu, de s'intéresser aux noms de lieux qui y sont cités. Les histoires ne « flottent » pas dans un espace indéterminé. Au contraire, elles sont inscrites dans le territoire, « incarnées » serait-on tenté de dire — car *nuna* est vivante — et cette incarnation passe notamment par la citation des noms de lieux où

7. Les Inuinnait, comme les Inuvialuit, n'ont jamais utilisé le syllabaire. La transcription de Maurice Métayer suit les règles alors en cours dans les cercles de linguistes, adaptées à l'iuinnaqtun. Pour ma part, j'ai procédé pour mes transcriptions en suivant l'orthographe standard recommandée par l'ICI (Inuit Circumpolar Conference) depuis une vingtaine d'années.

se sont déroulés certains des événements relatés. Comme le montre la figure 4, les récits de la tradition orale ne sont pas avares de noms de lieux, ni de noms de groupes et d'individus d'ailleurs.

Source	Nbre de récits recueillis	Nbre de récits mentionnant au moins 1 toponyme	Nbre total de toponymes cités	Nbre de toponymes cités recueillis lors de l'enquête Collignon
D Jenness	52	13 (25 %)	17	13, dans 10 récits (76 %)
K Rasmussen	51	6 (11 %)	12	7, dans 4 récits (58 %)
M Métayer	109	42 (39 %)	50	33, dans 32 récits (66 %)
Enquête Collignon	toponymes : 1007	toponymes ayant suscité un récit : 45	nbre de récits : 45	récits présents dans au moins l'un des corpus : 44

Figure 4 : Relations entre récits et toponymes selon les sources

Ces noms de lieux insérés dans le récit renforcent la mise en espace de la mémoire et, ainsi, la relation que construisent les Inuit avec leur territoire. On relève par ailleurs la place diverse accordée aux toponymes selon les corpus, celui de Rasmussen étant le plus pauvre (11%). Comment interpréter cela? Les conditions de recueil ont sans doute joué un rôle important, sans que l'on en sache beaucoup plus. On peut considérer le corpus de Maurice Métayer comme le plus achevé, en raison de la méthodologie suivie. Il connaissait de longue date les conteurs, avait déjà entendu la plupart de leurs récits, maîtrisait fort bien l'inuinnaqtun et avait opté pour une définition large de la tradition orale. On trouve ainsi dans son corpus autant les grands récits de la tradition inuit que la narration d'incidents familiaux. De plus, il était très familier du territoire des Inuinnait, ayant habité dans les trois missions de la région (Cambridge Bay, Kugluktuk et Holman). Les toponymes qu'il entendait renvoyaient pour lui à des lieux précis, ce qui n'était pas le cas pour Jenness et encore moins pour Rasmussen, qui ne passa que quelques semaines dans la région. Enfin, il enregistrait les récits sur bandes magnétiques, alors que ses prédécesseurs ne pouvaient que les noter sur leurs carnets. La perte d'information était donc beaucoup moins importante. On peut en revanche logiquement avancer que nombre de toponymes associés aux récits publiés dans les deux premiers corpus n'apparaissent pas car, bien que mentionnés lors de la narration, ils ne furent pas notés par le scribe ethnographe. Le rapport entre le nombre total de récits et le nombre de récits dans lesquels est mentionné au moins un toponyme est donc sans doute plus représentatif de la relation entre discours toponymique et discours de la tradition orale tel qu'il apparaît pour le corpus de Maurice Métayer (39%). Ceci est corroboré par les récits de vie dont on dispose pour les Inuinnait de la région d'Holman (Condon 1996). La mémoire des événements — la mémoire temporelle — y est le plus souvent associée à la mémoire des lieux — la mémoire spatiale — où ils se sont déroulés. Le toponyme est en général cité au tout début du récit, une mise en espace qui fonctionne comme une mise en contexte du narrateur et de l'auditeur.

Figure 5 : Distribution des 72 toponymes mentionnés dans au moins un récit et recueillis lors de l'enquête de 1991-1992



Béatrice Collignon et Delphine Digout 2002

Figure 6 : Toponymes recueillis dans des récits et toponymes dont le sens propre évoque un événement, par type de sens (133 lieux)



Béatrice Collignon et Delphine Digout 2002

- toponyme renvoyant à un événement exceptionnel, récit non recueilli
- toponyme renvoyant à un événement exceptionnel, récit recueilli
- toponyme renvoyant aux uumajuit, lieu cité dans un récit recueilli
- toponyme renvoyant à nuna, lieu cité dans un récit recueilli
- △ sens du toponyme obscur, lieu cité dans un récit recueilli

Figure 7 : Type de sens des toponymes cités

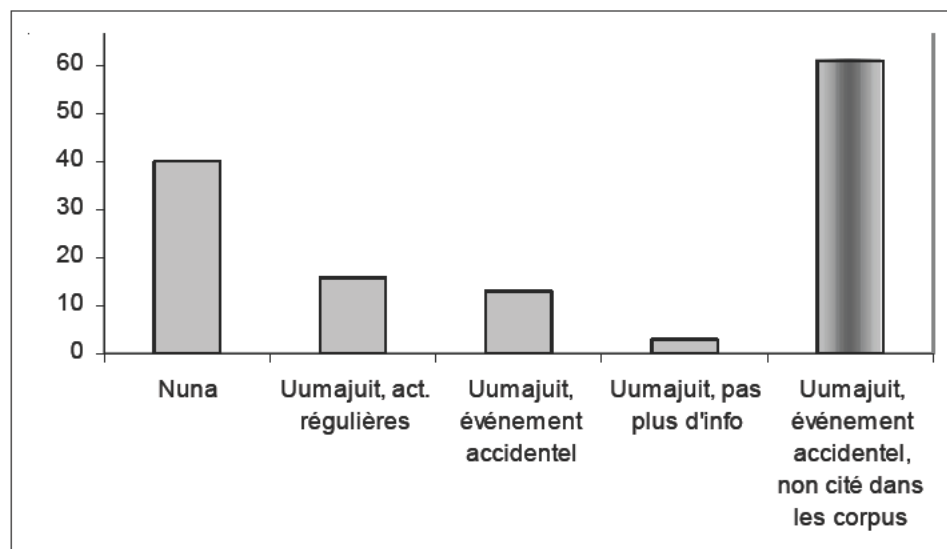
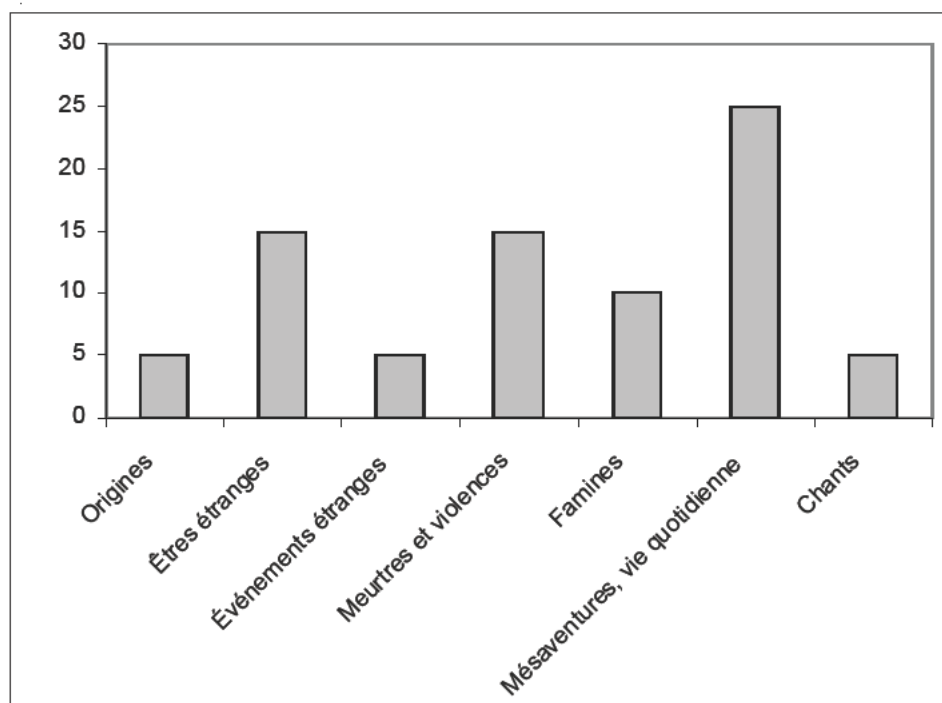


Figure 8 : Types des récits mentionnant au moins un toponyme



Par ailleurs, la relation entre les corpus et l'enquête toponymique varie elle aussi. Curieusement, c'est avec le recueil le plus ancien que la concordance est la plus grande. On peut y voir l'effet d'une collecte qui privilégiait les récits à la portée la plus large, les plus fondamentaux de la culture inuit, dont la mémoire gravée dans les lieux a été mieux transmise d'une génération à l'autre. D'autre part, le fait qu'un seul récit signalé lors de l'enquête toponymique soit absent dans les trois corpus témoigne de la grande permanence de la mémoire.

La cartographie des 72 lieux cités (figure 5) permet d'appréhender le territoire qui se déploie dans les récits. En comparant cette carte à celle de la figure 2, on constate que l'ensemble du territoire est couvert, ses cœurs comme ses confins. Ainsi, l'histoire des Inuinnait investit l'ensemble de leur territoire, qui se trouve balisé par la succession de récits qui jouent un rôle essentiel dans son humanisation. Le semis des points associés à des récits est même plus dense qu'il ne le paraît sur cette figure. En effet, il convient d'y ajouter les 61 toponymes recueillis lors de l'enquête de 1991-1992 dont le nom même évoque un événement particulier (catégorie J, figure 3). Bien que ces incidents ne soient relatés dans aucun des trois corpus, ils participent tout autant à la mise en espace de la mémoire inuit. La majorité de ces toponymes renvoient à des péripéties récentes, postérieures aux trois collectes publiées à ce jour. Dans un grand nombre de cas, il s'agit de lacs situés aux alentours des quatre points de sédentarisation, et qui furent baptisés au tournant des années 1960 du nom de l'Inuinnaq qui y prit le premier un poisson. Ce phénomène est particulièrement prononcé autour du village d'Holman. La figure 6 représente donc plus justement le réseau spatial de la mémoire des Inuinnait.

Cette carte montre également que la distribution spatiale des toponymes mentionnés dans les récits n'est pas liée au sens de ceux-ci. Ainsi, ceux qui évoquent *nuna* se situent autant dans les cœurs que dans les marges du territoire, tout comme ceux qui évoquent les *uumajuit*. Cette absence de distribution significative se retrouve au niveau quantitatif, comme le montre la figure 7.

L'importance numérique des toponymes dont le sens se rapporte à *nuna* (40) confirme la critique formulée plus haut à propos de la qualification des toponymes inuit comme simplement descriptifs donc neutres. On voit bien ici qu'il n'en est rien et que la formulation la plus plate peut renvoyer aux récits les plus émouvants. C'est ce que Nuttall (1992 : 49) appelle « le paysage caché » des toponymes inuit.

La typologie des récits où sont mentionnés des toponymes permet de mieux appréhender ce paysage caché (figure 8). J'ai intitulé « êtres étranges » la catégorie regroupant les récits impliquant des êtres hors du commun, non inuit donc étrangers bien que connus et côtoyés : géants, *tuunnngait*, animaux prenant la forme d'êtres humains, etc. Dans le même esprit, la catégorie « événements étranges » regroupe les récits de phénomènes extraordinaires : disparitions, envols, transformations,

apparitions, etc. Par ailleurs, certains lieux étant mentionnés dans deux ou trois récits de types différents, cette typologie porte sur 80 noms mentionnés et non pas sur 72 toponymes. L'importance des mésaventures et du quotidien dans les récits témoigne de la dimension très humaine de la relation au territoire, espace familier, proche, impliqué dans le déroulement de vie de tous les jours des Inuinnait. Mais il est aussi l'espace du merveilleux, car il est habité par toutes sortes d'êtres et tout y est possible. Ces êtres étaient particulièrement nombreux, et dangereux, dans les temps anciens, et les récits racontent souvent leur fin, ou soulignent qu'ils parlent d'un temps révolu. Ainsi les lieux rappellent-ils aux Inuinnait la mise en ordre progressive d'un monde dont ils évoquent aussi la genèse à travers les récits d'origine. L'origine des nuages, de certaines îles et rivières mais aussi de la mort est renvoyée à un temps lointain et indéterminé mais, par ailleurs, ancrée dans des lieux précis, bien identifiés. On est d'autre part frappé par le grand nombre d'épisodes violents, meurtres et famines que rapporte la tradition orale. Très souvent, ces récits apparaissent comme un « mode d'emploi » du territoire (Collignon 1996a : 91-94), d'où la nécessité de désigner précisément les lieux de ces drames.

Les géosymboles de la mémoire inuinnait

Pour appréhender l'organisation symbolique d'un territoire, la construction de son sens par ses habitants, le géographe Joël Bonnemaïson propose le concept de « géosymbole » :

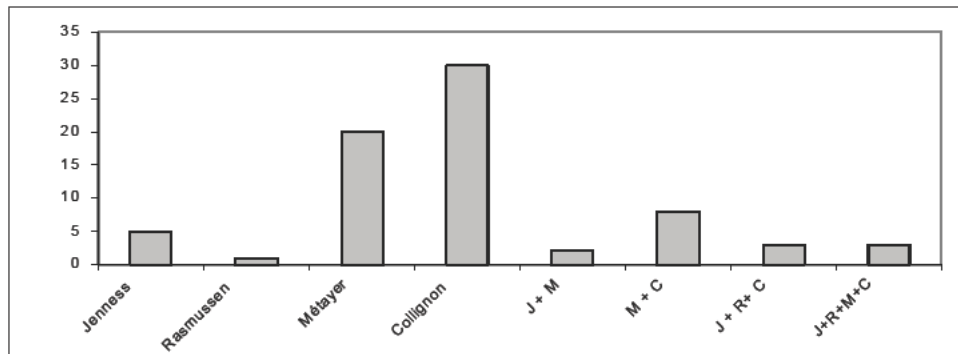
Le géosymbole, expression de la culture et de la mémoire d'un peuple, peut se définir comme un lieu, un itinéraire, une construction, une étendue qui, pour des raisons religieuses, culturelles ou politiques, prend aux yeux des groupes ethniques une dimension symbolique qui les ancre dans une identité « héritée ».

Bonnemaïson 1996 : 167-168

Les géosymboles sont des lieux du territoire investis d'un sens particulier, car porteurs plus que d'autres de la mémoire du groupe et de ses valeurs. Ils sont les points d'origine à partir desquels se construit le sens, et tout le territoire s'articule autour du réseau qu'ils dessinent. Ce sont les « lieux forts » de l'espace, comme il y a des « temps forts » de l'Histoire. Ces lieux premiers qui structurent le territoire ont une haute signification symbolique.

Ce concept permet d'aller plus avant dans l'étude du territoire des Inuinnait comme porteur de leur mémoire, en invitant à en repérer les lieux clefs. Sur quels critères, cependant, se fonder ? Les géosymboles marquant la mémoire plus que les autres lieux, on peut formuler l'hypothèse que les lieux mentionnés à plusieurs reprises, et dans plusieurs corpus, sont potentiellement des géosymboles. La figure 9 montre que les croisements ne sont pas très fréquents, ce qui limite les possibilités.

Figure 9 : Citations croisées des toponymes, entre sources

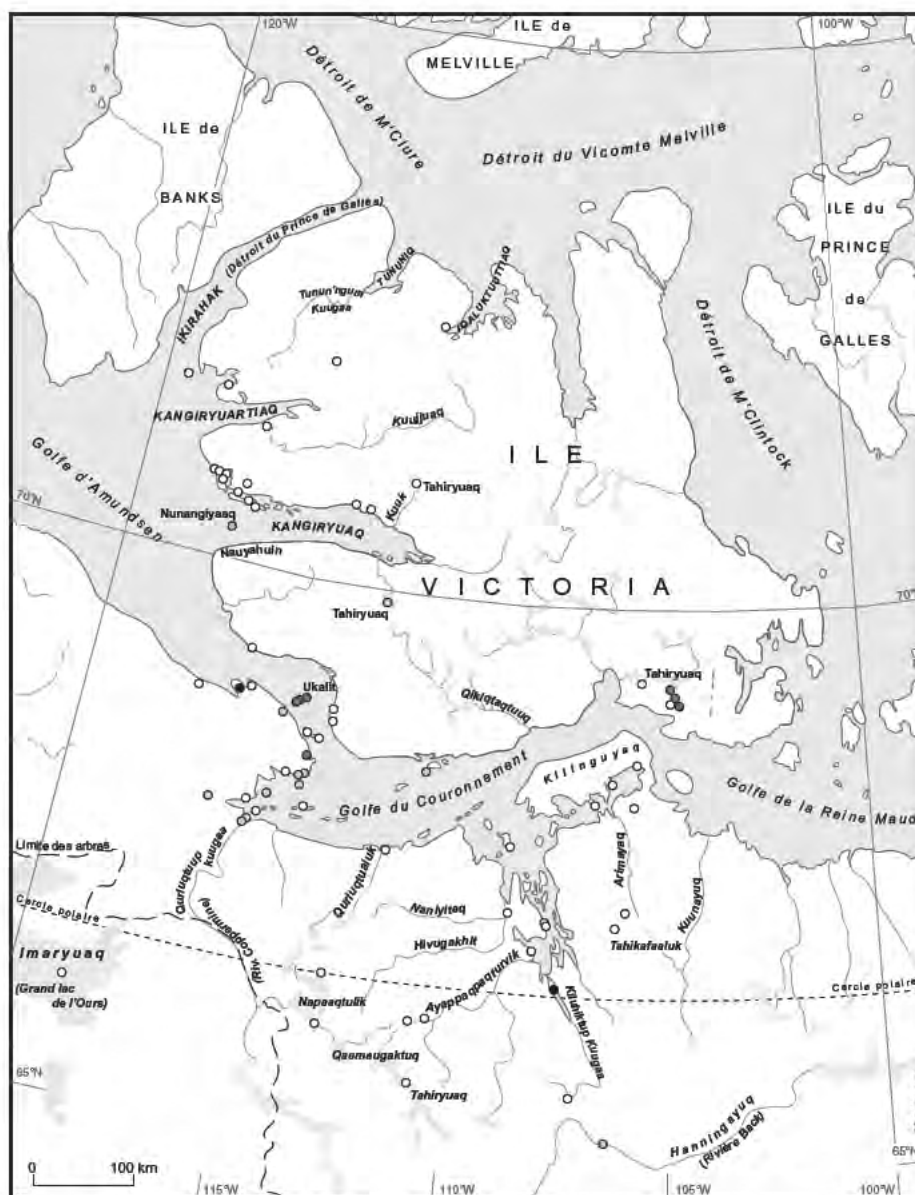


Il faut par ailleurs tenir compte du fait que le corpus de Rasmussen n'a pas été recueilli dans la même région que les deux autres. Les récits de son recueil sont pourtant ceux qui, proportionnellement, sont le plus souvent aussi présents dans d'autres corpus. Seize lieux sont évoqués dans au moins deux corpus, six seulement dans au moins trois d'entre eux. Cette rareté n'a rien d'étonnant, elle est même induite par le concept même : pour être investis d'une grande charge symbolique, ces lieux particuliers ne peuvent exister qu'en petit nombre.

Dans la même perspective, on peut supposer que les lieux souvent cités, dans un même corpus comme dans des corpus différents, sont aussi, potentiellement, des géosymboles. La figure 10 permet de localiser ces derniers et entre en écho avec la figure 9.

Les lieux qui s'individualisent sont cette fois situés dans les cœurs du territoire des Inuinnait, et non plus en ses confins. Pour bon nombre d'entre eux il s'agit de petites îles, lieux très fréquentés au printemps. Les chenaux d'eau libre qui se forment en leurs alentours attirent en effet les phoques, qui se hissent sur la banquise pour dormir au soleil. Ce sont alors des proies relativement aisées pour le chasseur. Point de contact entre l'élément marin et l'élément terrestre, souvent au carrefour de différentes parties du territoire — entre l'île Victoria et le continent — la petite île est un lieu exemplaire du milieu arctique. J'ai montré ailleurs (Collignon 1996b) que celui-ci est compris par les Inuinnait comme extrêmement changeant, dynamique. Il n'y a pas de qualité intrinsèque et définitive de tel ou tel lieu, ses caractéristiques sont au contraire en permanence remodelées, en fonction du contexte particulier du moment, de la saison, de l'année. Même le lac le plus poissonneux ne l'est jamais que dans certaines circonstances et peut ne donner aucun poisson au pêcheur à un autre moment. Les récits qui concernent les îles rapportent le plus souvent des épisodes de famine après une période de grande abondance, ou de renversements de

Figure 10 : Fréquence de citation des lieux dans les récits recueillis, toutes sources confondues



Béatrice Collignon et Delphine Digout 2002

- une seule fois (68% des lieux cités)
- trois à quatre fois (10%)
- deux fois (18%)
- six à sept fois (4%)

situation quand la prison devient ouverture vers le plus grand large, la mort renaissance. On peut avancer que ces îles sont des géosymboles, car les événements qui s'y sont produits sont à l'origine de l'une des caractéristiques majeures de la représentation que les Inuinnait ont de leur territoire. Portant en elles la mémoire de ces épisodes, elles rappellent constamment au voyageur qui les croise comme à ceux qui prononcent leur nom la sagesse du territoire que les Aînés, par les récits, enseignent aux plus jeunes.

On peut enfin retenir le type de récit associé à un lieu pour repérer les géosymboles. Puisque ceux-ci disent quelque chose de fort de la relation entre les hommes et le territoire, les noms de lieux associés à des récits de rencontre ou de présence d'êtres étranges, et ceux qui renvoient aux origines sont à l'évidence des lieux clefs. Vingt-cinq points du territoire sont concernés (voir figure 8).

Il faut sans aucun doute croiser ces divers critères pour repérer les géosymboles. Deux ensembles se dégagent alors. À l'Ouest de la région, l'ensemble de *Putulik*, composé de trois petites îles. Plusieurs récits le concernent. L'un évoque le passage d'un géant qui, pétrifié par l'action d'un chamane, est à l'origine d'une forme particulière du relief. Deux autres rapportent comment tout un groupe d'Inuinnait y succomba à la famine après avoir reporté trop longtemps son retour sur la terre ferme. À l'Est de la région, au Sud-Est de l'île Victoria, trois petits monts : Uvayuq, Uvayurruhiq et Amaaqtuq. Ce sont les restes des dépouilles des trois premiers Inuinnait qui connurent la mort. Auparavant, dit-on, personne ne mourait jamais. Cet ensemble a été récemment mis à l'honneur dans le cadre d'un projet patrimonial soutenu par Parcs Canada. On a procédé à une collecte des différentes versions de cette histoire, les conteurs ont été amenés sur le site et un court documentaire y a été tourné à cette occasion. De plus, on a publié le récit traduit en anglais, assorti à chaque page d'illustrations dessinées par une artiste inuinnaq d'Holman : Elsie Klengenberg (Pelly et Crockatt 1999). Le site a reçu le label « site culturel » (Heritage site) de Parcs Canada et sa visite est promue par l'Office du tourisme régional, installé à Cambridge Bay. Le fait que l'on ait demandé à une Inuinnaq d'Holman d'assurer la mise en images du récit témoigne à la fois de la renommée des artistes de ce village mais aussi, et plus significativement, de l'importance du site pour l'ensemble des Inuinnait et non pas seulement pour ceux qui habitent dans sa proximité.

Bilan

En abordant autrement la question du rapport des Inuit au temps et à l'histoire, l'approche géographique de leur mémoire révèle une imbrication étroite entre les dimensions temporelles et spatiales. Pour les Inuit, très sensibles à la contextualité de tout événement, l'espace est un support essentiel de l'histoire. Dans le cadre d'une culture orale, la mise en espace de l'histoire apparaît comme un mode efficace de

mémorisation. Elle nourrit aussi la construction du territoire, espace vécu et investi pratiquement, affectivement et intellectuellement. Le développement de projets tels que celui d'Uvayuq, qui conduit à une patrimonialisation du territoire, devrait permettre aux Inuit de faire reconnaître la qualité d'une mémoire que l'on a trop souvent qualifiée d'inorganisée car non construite chronologiquement. Si la chronologie semble en effet peu intéresser les Inuit c'est, comme le souligne Frédéric Laugrand (ce numéro), qu'ils donnent la priorité à d'autres dimensions, qu'il nous faut continuer à explorer.

Références

- BONNEMAISON J., 1981, « Voyage autour du territoire », *L'espace géographique*, 4 : 249-262.
- , 1996 et 1998, *Les fondements géographiques d'une identité – L'archipel de Vanuatu*, livres 1 et 2. Paris, Éditions de l'ORSTOM.
- COLE D. et L. MÜLLER-WILLE, 1984, « Franz Boas' expedition to Baffin Island », *Études Inuit Studies*, 8, 1 : 37-64.
- COLLIGNON B., 1996a, *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*. Paris, L'Harmattan.
- , 1996b, « Un savoir géographique dynamique, l'exemple des Inuinnait » : 57-74, in N. Tersis et M. Therrien (dir.), *La dynamique dans la langue et la culture inuit*. Paris et Bruxelles, SELAF et Peeters.
- , 1998, « De la lecture du territoire aux valeurs culturelles des Inuit du Canada » : 689-694, in D. Guillaud, M. Seysset et A. Walter (dir.), *Le Voyage inachevé. À Joël Bonnemaïson*. Paris, Éditions de l'ORSTOM et Prodig.
- , 1999, « Les fondements territoriaux de l'identité inuit d'hier et d'aujourd'hui » : 93-109, in J. Bonnemaïson, L. Cambrésy et L. Quinty-Bourgeois (dir.), *Les territoires de l'identité*. Paris, L'Harmattan.
- CONDON R., 1996, *The Northern Copper Inuit*. Toronto, University of Toronto Press.
- DEBARBIEUX B., 1995, « Le lieu, le territoire et trois figures de rhétorique », *L'espace géographique*, 2 : 97-112.
- FRÉMONT A., 1976, *La région, espace vécu*. Paris, Presses Universitaires de France.
- JENNESS D., 1922, *The Life of the Copper Eskimo. Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-1918, Southern Party 1913-1916*, Vol. XII A. Ottawa, F. A. Acland.
- , 1924, *Eskimo Folklore Myths and Traditions from Northern Alaska, the Mackenzie Delta and Coronation Gulf, Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-18, Southern Party 1913-1916*, Vol. XIII. Ottawa, F. A. Acland.
- , 1928, *People of the Twilight*. Chicago, University of Chicago Press.
- MÉTAYER M., 1973, *Unipkat – Tradition Esquimaude de Coppermine – Territoires du Nord Ouest – Canada*. Québec, Université Laval, Centre d'Études Nordiques, Coll. « Nordica », 40, 3 vol.
- NORA P. (dir.), 1984, *Les lieux de mémoire*. Paris, Gallimard.

Les toponymes inuit, mémoire du territoire

65

NUTTALL M., 1992, *Arctic Homeland. Kinship, Community and Development in Northwest Greenland*. Toronto, University of Toronto Press.

PELLY D. et K. CROCKATT (dir.), 1999, *Uvayuq : the Origin of Death*. Cambridge Bay, Kitikmeot Heritage Society.

PIVETEAU J.-L., 1995, « Le territoire est-il un lieu de mémoire? », *L'espace géographique*, 2 : 113-123.

RASMUSSEN K., 1932, *Intellectual Culture of the Copper Eskimos. Report of the Fifth Thule Expedition 1921-1924, Vol. IX*. Copenhagen, Gyldendalske Boghandel, Nordisk Forlag.

Annexe 1 : Liste des toponymes analysés

Toponyme	Source	Type de récit	Type de sens du top. (cf. fig 3)
AGUNGTIKTIVIK	Collignon	Vie quotidienne	Nuna - Référencé dans l'espace
AHUNGAHUNGALIK	JRMC	Êtres étranges	Uumajuit - Événement exceptionnel
AIMAUQATTAALUK	Collignon	Chants	Nuna - Terme géographique
AKULIAQATTAK	Métayer	Vie quotidienne	Nuna - Analogie morphologique
AMAAQTUQ	JRC	Récit d'origine	Uumajuit - Événement exceptionnel
AMITTURYUAQ	Collignon	Chants	Nuna - Description simple
AVAHARVIK	Collignon	Vie quotidienne	Uumajuit - Événement exceptionnel
AVALATQUQ	Métayer	Meurtres, violences	Nuna - Référencé dans l'espace
AYAPPAQPAQTURVIK	Collignon	Vie quotidienne	Uumajuit - Événement exceptionnel
GAYAKAAK	Collignon	Êtres étranges	Uumajuit - pas plus d'informations
HALAIRVIK	Collignon	Vie quotidienne	Uumajuit - pas plus d'informations
HALUAQHIVIK	Collignon	Vie quotidienne	Uumajuit - Événement exceptionnel
HANNINGAYUQ	Jenness	Êtres étranges	Nuna - Référencé dans l'espace
HATQAHIQ	Collignon	Êtres étranges	Nuna - Référencé dans l'espace
HINGIALUK	Métayer	Vie quotidienne	Nuna - Terme géographique
IKAAQTULIRYUAQ	Métayer	Évt. étranges	Nuna - Référencé dans l'espace
IKIARULLIK	MC	Meurtres, violences	Nuna - Description simple
ILUVILIK	Collignon	Famines	Uumajuit - Vie quotidienne
ILUVILIK	MC	Famines	Uumajuit - Vie quotidienne
IMARYUAQ	Métayer	Vie quotidienne	Nuna - Description simple
INUARULLIGAQ	Collignon	Êtres étranges	Uumajuit - Événement exceptionnel
INUILARMIUQ	Collignon	Vie quotidienne	Uumajuit - Vie quotidienne
INUINNGIRIT	MC	Famines	Uumajuit - Événement exceptionnel
IQALUKTUUTTIAQ	Jenness	Récit d'origine	Uumajuit - Activités cynégétiques
KANGIRYUAQ	Métayer	Vie quotidienne	Nuna - Référencé dans l'espace
KILUHIKTUQ	JM	Vie quotidienne	Nuna - Référencé dans l'espace
KIMAKTUUP TAHIA	Jenness	Meurtres, violences	Uumajuit - Vie quotidienne
KIVIKAGVIK	Collignon	Vie quotidienne	Uumajuit - Vie quotidienne
KIVYAKTUQ	Collignon	Chants	Nuna - Référencé dans l'espace
KUARYUK	Métayer	Meurtres, violences	Nuna - Terme géographique
KUUIJUAQ	Collignon	Vie quotidienne	Nuna - Terme géographique
NAGYUKTUUQ	Jenness	Évt. étranges	Uumajuit - Activités cynégétiques
NAKAHUNGATUARYUN	Rasmussen	Êtres étranges	Uumajuit - Événement exceptionnel
NALLUQ	Métayer	Meurtres, violences	Uumajuit - Activités cynégétiques
NANIITAQ	Jenness	Évt. étranges	Uumajuit - Vie quotidienne
NAPAAQTULIK	Collignon	Êtres étranges	Uumajuit - Vie quotidienne
NAULLAN	Métayer	Famines	Nuna - Analogie morphologique
NAUYAHUIN	Collignon	Vie quotidienne	Nuna - Description simple
NIAQQINNGUVIK	Collignon	Vie quotidienne	Uumajuit - Événement exceptionnel
NIAQUQTALIK	Collignon	Vie quotidienne	Nuna - Analogie morphologique
NIAQUQTUQ	Collignon	Vie quotidienne	Nuna - Analogie morphologique
NIVIKTUUYUQ	Collignon	Êtres étranges	Uumajuit - Événement exceptionnel
NUAHUNGNIQ	MC	Êtres étranges	Nuna - Terme géographique
NUNANGIYAAQ	MC	Famines	Nuna - Terme géographique
PADLIQ	Métayer	Meurtres, violences	Nuna - Description simple
PIRIN'NGAYUQ	Collignon	Êtres étranges	Nuna - Description simple
PUTULIK	JRMC	Êtres étranges	Nuna - Description simple
QALGILIK	Collignon	Êtres étranges	Uumajuit - Vie quotidienne
QAUVAKTUQ	Métayer	Évt. étranges	Nuna - Description simple
QIKIQTAAARYUK	MC	Meurtres, violences	Nuna - Terme géographique
QIKIQTANAYUQ	Métayer	Vie quotidienne	Nuna - Terme géographique

Toponyme	Source	Type de récit	Type de sens du top. (cf. fig 3)
QIKIQTARYUAQ	Métayer	Famines	Nuna - Terme géographique
QINMIARYUKTURVIK	Collignon	Famines	Uumajuit - Événement exceptionnel
QINMIRYUAQ	Métayer	Vie quotidienne	Uumajuit - pas plus d'informations
QULLIHAK	Métayer	Vie quotidienne	Uumajuit - Vie quotidienne
QURLUQ	MC	Meurtres, violence	Nuna - Terme géographique
QURLUQTUALUK	Métayer	Meurtres, violence	Nuna - Terme géographique
QURLUQTUUP KUUGAA	JM	Récit d'origine	Nuna - Référencé dans l'espace
TAHIRYUAQ	Collignon	Êtres étranges	Nuna - Terme géographique
TAHIRYUAQ	Collignon	Chants	Nuna - Terme géographique
TAHIRYUAQ	Collignon	Vie quotidienne	Nuna - Terme géographique
TAHIRYUAQ	MC	Vie quotidienne	Nuna - Terme géographique
TALIUYAQ	Métayer	Vie quotidienne	Nuna - Analogie morphologique
TIKIRAQ	Métayer	Vie quotidienne	Nuna - Analogie morphologique
TULLAAT	Collignon	Chants	Uumajuit - Vie quotidienne
TUNIKTALIK	Collignon	Êtres étranges	Uumajuit - Événement exceptionnel
UKALIT	JRMC	Êtres étranges	Uumajuit - Activités cynégétiques
ULUKHAQTUUQ	Métayer	Famines	Uumajuit - Vie quotidienne
ULURVIK	MC	Famines	Uumajuit - Vie quotidienne
UQHIGLITIRVIK	Collignon	Famines	Uumajuit - Événement exceptionnel
UVAYUQ	JRC	Récit d'origine	Nuna - Référencé dans l'espace
UVAYURRUHIQ	JRC	Récit d'origine	Nuna - Référencé dans l'espace

Légende C : Collignon ; J : Jenness ; M : Métayer ; R : Rasmussen.

**Annexe 2 : Toponymes évoquant un événement exceptionnel non relaté dans les récits
relevés par Jenness, Rasmussen et Métayer**

Agupqana	Mayurlihuk
Aivirlak	Mimurana
Ajaqtitivik	Musk-ox Mine
Akhaktalik	Nanualuk
Akuvaam Tahia	Nanuqtun
Aliugun	Niaqualuk
Alliyarvik	Nipalaariyuk
Anarahuirhirvik	Nipalaariyuk
Anguyuhq	Nipalaariyum Tahia
Aptaluk	Niriunak
Aqhaagaq	Niriyuq
Atuaqtarvik	Nirliq
Ayaayaaq	Pangniqtuq
Ayaayaara	Pualuirvik
Bear Lake	Qalviurvik
Eileen's Lake	Qamutiktalik
Haviirvik	Quauluaq
Haviirvik	Qayakiqtalik
Haviirvik	Qayalihuk
Haviktalik	Qilalugarvik
Hitamaiyarvin	Qiqittiivik
Hulurahuk	Qitak
Ilgaavik	Qiyuqutaq
Iriaraluk	Qutuirvik
Itiblivik	Sikiiyarvik
Jaigum Tahia	Tahiuvik
Kaksakaq	Takpaluk
Kanguaq	Tiguhivvik
Katiqhunnguvikuk	Tikhirvik
Kigutairvik	Uhingutyat
Kunaum Tahia	Uhuilaq
Kunigvik	Ukkutitaq
Kunigvik	Unguarvik
Maliniq	Uqhuqtiqtuq
Malirut	Uqqinap Tahia
Mangilana	Utkuhilik
Masuyaq	Uyatukkat

Études Inuit Studies



Espaces-Lieux-Noms
Spaces-Places-Names

Volume 28(2) 2004

Imprimé au Canada
Envoi de Poste-Publication-Enregistrement no 08741 - Port de retour garanti, Convention no 40019097
Études/Inuit/Studies, Pavillon Charles-De Koninck, Université Laval, Québec, Canada, G1K 7P4

Recueillir les toponymes inuit. Pour quoi faire?

Béatrice Collignon*

Abstract: Collecting inuit toponyms. What for?

Inuit toponymy has been quite popular among both Inuit and researchers (anthropologists and geographers alike), since the late 1980s. This paper focuses on the issues at stake in projects dedicated to the collection of Inuit toponyms. Special attention is given to the process leading to their official recognition, by territorial and provincial governments, and by the Federal government. Through this process, the Inuit's mental maps of their territories, that include hundreds of named places, become artefacts: paper maps published by the Department of natural resources, and computer data bases. The process also implies that most English (or French) place names are replaced by Inuit ones. Building on her own experience of collecting place names among the Inuinait (western central Arctic, Nunavut and NWT), the author organises her discussion in three steps. First, a story is told: that of the difficulties met in having the 1007 Inuinait place names collected in 1991-1992 processed in order to be recognised as official. Then, four highlights of a meeting held in Holman on August 12, 2003 are analysed. The meeting's goal was to review a set of blue-print maps sent by the Territorial Toponymy Program of the NWT. The maps showed all the Inuinait place names that had been collected within today's NWT. This leads to the third step which questions the bureaucratic process of official recognition, the methods and scales adopted when conducting place name projects, and the problems related to transcribing a knowledge that is only kept alive as long as it is directly shared through actions or words.

Résumé: Recueillir les toponymes inuit. Pour quoi faire?

Constatant l'engouement actuel pour les toponymies inuit, tant de la part des Inuit que des anthropologues et géographes, ce texte propose une réflexion sur les enjeux des opérations de recueil des séries toponymiques inuit, qui se sont multipliées depuis la fin des années 1980. On considère notamment les processus de reconnaissance officielle par les gouvernements territoriaux ou provinciaux et par le gouvernement fédéral. Ceux-ci doivent aboutir à une transposition des cartes mentales des Inuit riches de lieux nommés sur les cartes officielles publiées par le Ministère des ressources naturelles. Cette transposition implique la substitution de la plupart des toponymes de langue anglaise (ou française) par des toponymes inuit. Partant de sa propre expérience de collecte de noms de lieux auprès des Inuinait (arctique central occidental, Nunavut et Territoires du Nord-Ouest), l'auteure déploie sa réflexion en trois temps. Le premier est celui du récit des difficultés rencontrées dans le cadre du processus d'officialisation encore en cours des 1007 toponymes inuinait recueillis en 1991-1992. Le second est celui de l'analyse des quatre temps forts d'une réunion qui s'est tenue dans le village d'Holman le 12 août 2003. Il s'agissait de valider une série de cartes-épreuves sur lesquelles le Bureau toponymique

* Équipe Histoire et Epistémologie de la Géographie, UMR Géographie Cités, Institut Universitaire de France, Université de Paris 1, 191 rue Saint Jacques, 75005 Paris, France. Beatrice.Collignon@univ-paris1.fr

territorial de Yellowknife avait inscrit l'ensemble des toponymes inuinnait situés dans les actuels T.N.-O. Le troisième temps est celui des interrogations sur les modalités de l'officialisation, les diverses méthodes et échelles d'enquêtes toponymiques, et la portée de la transcription d'un savoir qui ne demeure vivant que tant qu'il est partagé directement, en actes ou en paroles.

Introduction

Les collectes de toponymes ont une longue histoire dans l'Arctique canadien et l'on note depuis plus d'une décennie un véritable engouement pour les projets de ce type de la part des Inuit. Leurs motivations, telles qu'ils les expriment, sont de deux types. Elles relèvent d'une part d'un souci de transmission d'informations sur le territoire, d'autre part d'une volonté de faire reconnaître le caractère inuit du territoire, dans une perspective politique. Le pourquoi de ces enquêtes apparaît donc évident. Il me semble pourtant que les choses ne sont pas si simples. Les réflexions qui suivent s'appuient sur ma propre expérience de conduite d'enquêtes toponymiques auprès des Inuit, et du processus d'officialisation d'une série toponymique inuit¹.

Les travaux sur les toponymies inuit ont donné lieu à des publications qui demeurent relativement limitées par rapport à d'autres thématiques de recherche, mais qui sont loin d'être négligeables cependant. Les réflexions développées suivent globalement trois grandes directions. La direction méthodologique a été particulièrement forte dans les années 1980. Il s'agissait de proposer des procédures homogènes, adaptées à la reconnaissance officielle des corpus collectés (Müller-Wille 1985 et 1991). À terme, on visait aussi la constitution d'une base de données unique, propice aux comparaisons, pour l'ensemble des toponymes inuit du Canada. La direction géopolitique forme une constante depuis la fin des années 1960. On insiste sur la toponymie inuit comme modalité d'appropriation du territoire (Vézinet 1976) et les toponymes sont mobilisés en tant qu'outil stratégique dans le cadre des négociations autour de la reconnaissance des droits des Inuit au territoire, en termes de propriété mais aussi de gestion. Plus récemment, on a insisté sur le fait que l'inscription de la toponymie locale sur les cartes publiées par la puissance allochtone (qualifiée parfois de coloniale) est aussi une modalité très efficace de reconquête de l'identité autochtone (Müller-Wille 2000). La troisième direction est de type épistémologique et consiste en la reconnaissance des séries toponymiques comme de véritables corpus cognitifs (*knowledge sets*). Affirmé par Franz Boas dès 1885, le ré-établissement de leur statut de discours géographique par Ludger Müller-Wille en 1987 ouvre la voie à leur analyse dans cette perspective. J'ai moi-même développé ailleurs ce type d'étude sur un corpus de toponymes inuit recueillis en 1991-1992, considérant tant les types d'entités auxquels ils sont attachés que les types de sens dont ils sont porteurs (Collignon 1996).

¹ Ces travaux ont été financés dans leur phase initiale par une Allocation de recherche du Ministère français de la recherche (1990-1993). Les missions complémentaires ont été prises en charge par l'UMR Géographie Cités (CNRS/Université de Paris 1) et depuis 2000 par l'Institut Universitaire de France.

Envisageant le rapport entre les récits de la tradition orale et les toponymes, j'ai montré que ces derniers sont en quelque sorte les gardiens de la mémoire du territoire, dont ils rappellent la richesse, les dangers, les usages et les habitants, mais aussi les configurations topographiques (Collignon 2002; Nuttall 1992: 49-55).

Dans le cadre de cet article, je souhaite me placer dans une autre perspective et analyser au plus près le processus même d'officialisation des toponymes, son rythme et ses exigences, et ce qu'il implique. Partant du récit de l'expérience que j'ai pu faire en ce domaine, je considérerai ensuite les voies alternatives empruntées par les Inuit pour la sauvegarde de leurs toponymie, et soulignerai ainsi les enjeux mais aussi les ambiguïtés des enquêtes toponymiques, et les limites de l'officialisation en matière de maintien d'un savoir proprement inuit.

De l'enquête à la carte, récit d'une course de lenteur

Dans le cadre d'un travail de thèse consacré au savoir géographique des Inuinnait (auparavant appelés «Esquimo du Cuivre» à la suite de Vilhjalmur Stefansson [voir Collignon 1996: 7]), je recueillais en 1991-1992 un peu plus d'un millier de toponymes (1007) auprès des Inuinnait vivant actuellement dans les villages de Cambridge Bay, Holman, Kugluktuk (alors encore appelé Coppermine) et Umingmaktok (aussi appelé Bay Chimo)². Je suivis de très près la méthodologie mise en place par Ludger Müller-Wille (1985 et 1991), que son épouse Linna Weber Müller-Wille et lui-même m'avaient présentée et commentée en détail lors d'un séjour à Montréal. Linna m'avait en outre gracieusement fourni une copie adaptée à mes besoins de son programme de traitement informatique des données toponymiques, *Nuna-Top*.

Le projet fut présenté aux Inuinnait dans sa double finalité. D'une part, il s'agissait de recueillir des informations qui, avec d'autres, permettraient de comprendre comment était composé et comment fonctionnait un savoir géographique inuit. D'autre part, il s'agissait de procéder à la reconnaissance officielle par l'Etat canadien de la série toponymique ainsi collectée. Ce second volet serait assuré en collaboration avec le Bureau toponymique territorial (*Territorial Toponymy Program*) du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest, installé à Yellowknife. Je n'y jouais que le rôle de l'enquêteur de terrain. L'appui accordé par les quatre villages concernés, alors que je ne bénéficiais d'aucun relais local dans trois d'entre eux où j'étais une parfaite inconnue et que seuls les traducteurs seraient rémunérés, parle de lui-même quand à l'intérêt suscité par un tel projet. La perspective de voir un jour leurs propres toponymes inscrits sur les cartes soulevait chez tous les Inuinnait un grand enthousiasme. Las, nul n'imaginait alors quelle serait la lenteur du processus.

En juin 1992, mes enquêtes de terrain terminées, je déposais à Yellowknife l'ensemble des cartes annotées, assorties des listes de toponymes et des informations

² En 1992, au moment de l'enquête, ces villages comptaient respectivement 1500 habitants (Cambridge Bay), 1100 habitants (Coppermine, devenue Kugluktuk), 380 habitants (Holman) et 60 habitants (Umingmaktok). En 2004, Umingmaktok ne compte plus que 5 habitants permanents, la population d'Holman est stabilisée aux alentours de 420 habitants, tandis que Kugluktuk et Cambridge Bay ont chacun gagné une centaine d'habitants en douze ans.

connexes nécessaires à leur traitement en vue de leur officialisation (voir Müller-Wille 1991). Durant l'été, une vacataire fut embauchée par le Bureau toponymique afin de relever les coordonnées géographiques des lieux nommés. Le processus semblait enclenché, tout laissait supposer qu'il serait rapide. Il n'en fut rien. Il s'arrêta là. Les données furent transférées dans un autre programme informatique (début 1996) puis ce projet fut enfoui sous d'autres, tous consacrés aux Dènès, avec lesquels le toponymiste en place travaillait de longue date. L'ensemble du processus était donc bloqué pour de simples raisons bureaucratiques, l'unique employé du Bureau toponymique ayant arbitrairement décidé que le traitement de ce corpus là n'était pas prioritaire. A l'occasion de plusieurs visites à Holman je rendis compte du retard des travaux au Conseil municipal, qui rédigea à deux reprises une lettre de protestation et alerta son député territorial. Peine perdue.

En 1999, suite à la création du Nunavut, la collection des toponymes inuinait se trouva scindée en deux: les Territoires du Nord-Ouest (T.N.-O.) pour la côte Nord-Ouest de l'île Victoria, autour du village d'Holman (Ulukhaqtuuq), le Nunavut pour le reste. Chacun de ces territoires était désormais doté de son propre Bureau toponymique et les documents concernant la partie située au Nunavut furent transférés de Yellowknife à Igloolik, où était implanté le nouveau Bureau. La situation se trouvait compliquée par le fait que la nouvelle limite territoriale ne suit pas tout à fait la limite du territoire régulièrement pratiqué et traditionnellement habité par les Ulukhaqtuurmiut. Ce territoire là s'étend en effet sur le Nunavut, vers l'est dans la partie aval de la rivière Kagloryuak (Akudliq) qui se jette dans le fond de la baie du Prince Albert (Kangiryuaq), et vers le sud sur la péninsule de Wollaston.

En 2001, suite à la démission de Randy Freeman, le Bureau toponymique des nouveaux Territoires du Nord-Ouest passait sous la responsabilité de Tom Andrews, déjà chargé du Bureau archéologique territorial³. Ce dernier décidait de s'atteler au traitement de la partie de la collection inuinait relevant de sa compétence, soit 297 toponymes tous collectés auprès des Ulukhaqtuurmiut. Cette unicité du lieu émetteur simplifiait grandement la tâche et le projet avait pour le nouveau toponymiste valeur de test: il disposait là d'une base suffisamment développée mais aussi relativement simple à gérer, ce qui lui permettrait de tester les modalités suivant lesquelles il voulait traiter l'ensemble des corpus toponymiques autochtones des T.N.-O.

Du côté du Nunavut, il fallait d'abord établir une politique générale conforme aux accords ratifiés en 1993, qui stipulent que les toponymes autochtones doivent être réinstallés officiellement et sont prioritaires sur les toponymes allochtones. L'attention s'est d'abord concentrée sur les noms des localités du Nunavut, dont beaucoup ont été rapidement changés (Coppermine est ainsi devenue Kugluktuk). Pour les séries toponymiques locales et régionales, il convenait de définir l'ensemble des procédures administratives conduisant à ces officialisations. Cette phase initiale s'est achevée en 2004 et l'on devrait passer aux premières applications dans les prochains mois.

³ En 2004, un poste de Responsable des lieux culturels (*Cultural Places Officer*) a été créé. A ce titre, Andrew Geggie seconde Tom Andrews dans le suivi des questions relatives à la toponymie territoriale.

En avril 2002, une série unique de cartes au 250 000ème, sur lesquelles figure l'ensemble des toponymes inuinnait situés dans les T.N.-O, était imprimée par le Bureau toponymique territorial et envoyée à Holman pour ultime vérification et validation. Il s'agissait en quelque sorte de cartes-épreuves («a blue print map» disaient-ils) qu'il revenait aux premiers auteurs de corriger. Prévenue de cet envoi, une étape décisive dans le processus d'officialisation, j'écrivis une lettre au Conseil Municipal d'Holman pour accompagner leur réception. Je m'assurais aussi par téléphone qu'elles étaient bien arrivées: «They just came in. We're all very excited about it. We're gonna deal with them next week, when we have our meeting» me dit la responsable administrative (*Senior Administrator*) de la mairie Eleanor Young. Puis plus rien, plus de nouvelles. Pensant que les choses suivaient leur cours, je ne m'en préoccupais pas. Comme je prévoyais une visite privée à Holman pour l'été 2003, j'envoyai en mai de cette année là un courriel à Tom Andrews lui demandant où en était le processus, afin de pouvoir en rendre compte aux Ulukhaqtuurmiut. J'étais convaincue qu'il avait depuis longtemps reçu une réponse d'Holman dont il avait seulement négligé de me faire part. Il n'en était rien. Lui non plus, après un avis de bonne réception des cartes, n'avait plus eu de nouvelles. Que s'était-il passé? Plus d'un an s'étant déjà écoulé, j'attendais d'être sur place pour mener l'enquête.

Le Conseil municipal se réunissant le soir même de mon arrivée, c'est par là que je commençai. Ses membres confirmèrent avoir reçu les cartes mais avoir jugé que leur validation ne relevait pas de sa compétence mais de celle des aînés, par le biais de leur association (Elders' Committee - EC). Il avait donc été décidé de leur transmettre les documents. Cependant, l'une des élus municipaux siégeait aussi au Bureau de l'EC et fit immédiatement remarquer que, si elle se souvenait bien de la décision du Conseil de transmettre ces documents, elle n'avait aucun souvenir de leur réception par les aînés. La secrétaire de l'EC me confirma le lendemain n'avoir reçu aucune de ces cartes. Il semblait qu'elles se soient perdues entre les deux bâtiments. Quelques jours plus tard, la secrétaire de mairie m'appela très excitée: les cartes avaient été retrouvées dans un coin du bureau du maire et avaient été immédiatement apportées dans les locaux de l'EC, où je les trouvais enfin. Une réunion du Bureau de l'association était justement prévue pour le lendemain soir mais elle fut annulée faute de quorum, la plupart des élus étant à la chasse au caribou.

On suggéra alors de programmer une réunion extraordinaire avant mon départ. Le lendemain soir, le Bureau de la Holman Community Corporation (HCC), qui gère les affaires des Inuvialuit au niveau local, se réunissait dans la même salle que les aînés la veille. Les cartes étaient restées punaisées sur les murs. À leur vue, les élus de la HCC décidèrent que cette question relevait à la fois de leur compétence et de celle des aînés, et convoquèrent sur leurs fonds une réunion commune extraordinaire pour le mardi suivant (je partais le jeudi).

Le mardi 12 août 2003, les représentants — tous élus — de la HCC et de l'EC se retrouvèrent à 18h avec trois invités: deux aînés au savoir toponymique reconnu — William Kagyut, 81 ans et Jimmy Memogana, 84 ans — et moi-même. Cinq membres du Bureau de la HCC étaient présents: deux hommes et trois femmes, âgés de 38 à 55 ans. Quatre membres de l'EC étaient présents: un homme et trois femmes, âgés

de 54 à 61 ans. Trois jeunes femmes, de 25 à 32 ans, assistaient aussi à la réunion, à titre de secrétaires des deux organismes. Deux d'entre elles prirent une part active aux discussions.

Après l'assemblage des cartes et une rapide introduction rappelant les conditions de cueillette des toponymes à l'automne 1991, le blocage du processus d'officialisation pendant dix ans et l'enjeu de cette ultime validation, la vérification commença⁴. Les Inuinnait décidèrent de procéder par grandes zones, correspondant peu ou prou aux territoires autrefois habités par deux groupes différents: les Kangiryuarmit autour du fond de la baie du Prince Albert — Kangiryuaq; les Kangiryuartiarmit autour de la baie de Minto — Kangiryuartiaq ou Kangiryuartihuk; et les alentours d'Ulukhaqtuuq, qui ne furent habités qu'à partir des années quarante sous l'effet de l'attraction conjuguée du poste de la Compagnie de la Baie d'Hudson et de la mission catholique (les anglicans, bien que majoritaires, n'avaient alors pas de bâtiment)⁵. La réunion se déroula principalement en inuinnaqtun, avec de fréquentes exclamations en anglais et des traductions rapides à mon intention. Les plus jeunes ne s'exprimèrent qu'en anglais mais suivaient parfaitement les propos en inuinnaqtun de leurs aînés.

Vers 21h30, chacun sortit de cette réunion d'une durée exceptionnelle très content et très excité, imaginant 100 usages possibles pour cette carte aux 300 noms. Elle s'imposait d'emblée dans tous les esprits comme un support idéal pour la transmission des savoirs proprement inuinnait du territoire. Diverses activités pédagogiques dont elle pourrait être le point de départ furent immédiatement envisagées. Mais il fallait d'abord renvoyer cet exemplaire unique à Yellowknife.

En août 2004, le processus d'officialisation était bien avancé et Tom Andrews pensait aboutir à la reconnaissance de tous les toponymes ne posant pas de problèmes particuliers (pas de conflits avec la toponymie officielle actuelle notamment) au printemps 2005. La demande faite par cinq organismes d'Holman (HCC, EC, l'école, le Service de la faune et la municipalité) de recevoir une copie des cartes examinées et révisées en août 2003 fut enregistrée par le Bureau toponymique comme allant de soi et facile à satisfaire. A ceci près qu'il faudra d'abord intégrer les corrections sur les cartes elles-mêmes, ce qui n'est pas prioritaire dans le processus d'officialisation proprement dit. Ce travail doit être réalisé en externe. Randy Freeman, l'ancien responsable du Bureau toponymique remplacé par Tom Andrews en 2000, a remporté ce contrat.

La réunion, quatre épisodes à méditer

Des discussions autour de ces cartes je retiens ici quatre moments que je considère comme particulièrement significatifs.

⁴ Comme j'étais venue avec mon caméscope, je demandai l'autorisation de filmer la réunion. Ces rushes sont à la base d'un documentaire vidéo en deux versions: l'une anglaise, l'autre française (Collignon 2004). Il fut projeté à Holman et Yellowknife en août 2004, ainsi qu'à l'occasion de divers colloques et conférences.

⁵ La chapelle anglicane, assortie d'une grande maison de trois chambres pour le pasteur, ne fut construite qu'en 1962. La sédentarisation se produisit à Holman entre 1958 et 1967.

94/B. COLLIGNON

1) *Imnaryuaqtuuk («les Deux très hautes collines»)*

Imnaryuaqtuuk identifie deux petits monts situés sur la rive sud de Kangiryuaq (la Grande baie), fjord de plus de 200 km de long qui dessine une profonde échancrure dans la côte ouest de l'île Victoria. Lors de l'enquête initiale j'avais indiqué que ce toponyme correspondait à deux monts, conformément à ce que les Inuinnait m'en avaient dit. Tom Andrews nous signifiait sa perplexité sur la carte renvoyée. En effet, sur la carte topographique, ces deux monts ne sont pas indiqués. Aucune courbe de niveau ne signale sur les lieux identifiés de changement d'altitude par rapport aux alentours. Il était donc demandé de vérifier si la localisation était correcte: comment pouvions dire que l'entité nommée correspondait à deux petits monts, alors que la carte indiquait clairement qu'il n'y avait là aucun relief notable? Tous les Inuinnait présents assurèrent qu'il y avait bien deux monts à l'endroit indiqué dix ans auparavant: «That's why they [sous entendu, nos ancêtres] named them that way», me dirent-ils.

C'était donc la carte qui était fausse. La carte, objet savant par excellence, représentation abstraite du territoire fondée sur des observations et mesures scientifiques était prise à défaut par le savoir vernaculaire des habitants du territoire. Ses erreurs inversaient le rapport de force établi de longue date entre les Inuit et les savants qablunaat⁶. «Il leur faut des lunettes» dit l'un, «une loupe» poursuit une autre au milieu des éclats de rire. Cet épisode illustre on ne peut mieux la portée politique mais aussi psychologique des officialisations de séries entières de toponymes pour les Inuit. À travers leurs noms de lieux, c'est bien leur savoir qu'ils se sentent aujourd'hui en droit d'imposer, non comme légitime mais, tout simplement, comme vrai.

Bien sûr, d'un strict point de vue scientifique, il est sans doute abusif de dire que la carte était «fausse»: si les deux «collines» ne sont pas indiquées il est fort possible que ce soit là un effet d'échelle. Au 250 000ème, l'équidistance des courbes ne permet pas de faire apparaître ce qui ne sont que de modestes buttes, qualifiées par les Ulukhaqtuurmiut de «très haute collines» parce que, vues de la mer quand ils traversent Kangiryuaq, elles apparaissent comme telles en se détachant nettement sur l'horizon. Lors des enquêtes toponymiques, les chercheurs ont souvent noté cette tendance des Inuit à nommer des entités de taille très réduite (qu'ils créent ainsi comme entités spécifiques) et à les localiser très sûrement sur les cartes, même lorsque ces documents ne les font pas apparaître (par ex. Müller-Wille 1987: xv).

Mais il ne s'agit pas de cela. Ce qui importe ici c'est que le Bureau toponymique, pourtant bien au fait de ces effets d'échelle, ait mis en question la localisation de l'entité et donné ainsi l'occasion aux Inuinnait d'affirmer le primat de leur lecture du territoire, fondée sur une pratique, sur celle des Qablunaat, fondée sur une abstraction. De ce primat, ils n'ont jamais eux-mêmes douté depuis qu'ils utilisent les cartes des Qablunaat. Elles sont considérées comme un outil utile en tant que support matériel sur lequel on peut projeter une représentation auparavant uniquement mentale du territoire mais elles ne sont pas une source de connaissance. Ce qui est nouveau avec le processus d'officialisation et les vérifications qu'il implique, c'est qu'il met les Inuit en

⁶ Cette transcription orthographique correspond à la prononciation de ce mot en inuinnagtun. Elle est aujourd'hui passée dans l'usage dans les transcription en alphabet latin de l'inuinnagtun.

position de démontrer à la puissance dominante la faiblesse de ses propres instruments de connaissance, dans lesquels elle place parfois une confiance excessive.

2) Amittualuk («le Long et étroit») ou Air Force Lake?

L'un des enjeux principaux de la réunion consistait à décider quoi faire pour les 29 lieux identifiés officiellement par un toponyme de langue anglaise⁷. Cette question grave posée par le Bureau toponymique aux Ulukhaqtuurmiut fut présentée dès le départ par Joseph Halukhit, Président de la Holman Community Corporation, qui menait la réunion. Elle fut bien entendue mais ne suscita à ce moment là aucun commentaire, aucune discussion générale en vue d'établir une position de principe que l'on appliquerait à tous les cas. Ceci ne surprendra pas les chercheurs familiers du processus inuit de prise en décision. On commença par regarder les cartes et vérifier les noms. Ensuite, on passa aux questions, inscrites dans la marge de chaque carte par Tom Andrews. Ces questions pouvaient porter sur ce qui semblait erroné, comme c'était le cas pour Imnaryuaqtuuk, mais la plupart concernaient les conflits entre toponymie inuinait et toponymie anglaise. Leur résolution devait respecter, pour le Bureau toponymique, une logique d'exclusivité: soit l'un, soit l'autre, selon le principe établi au niveau international de «un lieu, un nom». Le Canada adhère à ce principe, position contradictoire pour un pays qui s'affiche comme multiculturel comme le souligne Ludger Müller-Wille (2000: 149).

Le hasard voulut que le premier toponyme discuté soit Amittualuk – Royal Canadian Air Force Lake. Ce lac, situé juste en arrière d'Holman, est la réserve d'eau du village. Tous les jours de la semaine, à longueur d'année, les deux camions-citerne de la municipalité vont y pomper plusieurs milliers de litres d'eau. On y pêche aussi la truite de mai à septembre. Il s'agit donc d'un lieu bien connu de tous, dont le nom est prononcé plusieurs fois par jour dans le village. Dans ces conversations courantes, le toponyme employé est toujours un diminutif de celui indiqué sur la carte: Air Force Lake. Ce toponyme date des années quarante. Comme il n'y avait alors pas de piste d'atterrissage, c'est sur ce lac assez long et peu encaissé que les avions militaires se posaient été comme hiver lors de leurs rares visites, d'où son nom sur les cartes officielles. Royal Canadian Air Force Lake ne renvoie donc pas à un lointain inconnu, haut dignitaire du pouvoir britannique, mais à une pratique d'un des lieux de rencontre entre Qablunaat et Inuinait. Ces derniers auraient parfaitement pu baptiser eux-mêmes ce lac ainsi, dans la même logique qui fut celle de l'armée de l'air lorsqu'elle fit inscrire ce nom sur les cartes: parce que c'est là qu'atterrissaient les avions des Forces Royales Canadiennes. Ce n'est donc pas un cas caricatural de prise de possession du territoire par l'acte de nomination, contrairement à d'autres (baie du Prince Albert par exemple). La décision des Ulukhaqtuurmiut n'en serait que plus intéressante.

⁷ Le nombre de lieux concernés est très restreint, en raison de la localisation périphérique de cette côte par rapport aux grands axes suivis par les explorateurs et aux zones de chasses baleinières de la fin du 19e début 20e siècles. A l'échelle de la région et des 1007 toponymes collectés, on recense 225 lieux portant déjà un nom officiel (dont plus de 70% sont situés sur le continent ou les îles proches), dont 9 seulement correspondent au toponyme inuinait en usage.

Compte tenu de l'usage quotidien du toponyme anglais et de l'absence de fortes tensions entre les Ulukhaqturmiut et les Qablunaat, je m'attendais à ce que, pour ce cas-là, il soit décidé de garder le nom anglais. C'est d'ailleurs ce qui semblait se dessiner dans les premiers échanges. Jusqu'à ce que Jimmy Memogana, 84 ans, prenne la parole. Non pour revendiquer quoi que ce soit, du moins en apparence, mais pour simplement expliquer pourquoi les Inuinnait avaient autrefois appelé ce lac Amittualuk. Gestes à l'appui, il expliqua la forme du lac telle qu'elle apparaît sous certains angles de vue, et le nom qu'on lui avait donné en conséquence. Je pouvais lire sur les visages et dans le silence attentif que cette prise de parole était décisive. Jimmy Memogana restituait le sens : tout toponyme inuinnait renvoie à une lecture du territoire. Il dit comment les habitants l'ont vu, perçu, vécu, pratiqué, et compris. Il raconte les relations tissées avec les lieux qui structurent ce territoire. Parce qu'il s'agissait d'un toponyme apparemment neutre, une simple description morphologique, le message n'en avait que plus de force. «Amittualuk! Amittualuk! Now we got it!» s'exclamèrent en chœur les Inuinnait présents.

Ce moment ne donna lieu à aucune discussion générale sur les leçons à tirer de cette redécouverte du sens de la toponymie inuinnait, conformément aux pratiques inuit. On poursuivit la révision cas par cas. Mais chacun avait tiré les conclusions de l'épisode, et la messe était dite. Pour chaque lieu considéré, la décision finale fut toujours en faveur de la toponymie autochtone même lorsqu'il s'agissait, comme pour Amittualuk, de toponymes supplantés dans la pratique par les noms allochtones (5 noms). À une exception près. Il fut décidé que Jack's Bay garderait ce nom, en dépit de l'existence d'un toponyme inuinnait: Kuvyaqturvaluk («le Lieu propice à de bonnes pêches au filet»). Le village d'Holman est bordé par trois baies: King's bay à l'est, nommée ainsi en 1939 en l'honneur à la fois du roi George VI et du Christ-Roi, nom de la mission catholique implantée sur ses rives en 1939 (Buliard 1949: 268), Queen's Bay au sud, en l'honneur d'Elisabeth II, et Jack's Bay à l'ouest, nom dont l'origine est obscure. La raison invoquée pour ce maintien indique que les Inuinnait se sont pleinement approprié ce nom, qui fait pour eux parfaitement sens et dont il n'est d'ailleurs pas certain qu'ils n'en soient pas eux-mêmes les créateurs. «Jack's Bay stays Jack's Bay because it goes with King's and Queen's Bay, just like cards», expliquèrent-ils.

3) *Kaksakar*

Ce toponyme désigne une petite île, sur la côte nord-ouest de Kangiryuaq. Je me souvenais très bien de ce nom, parce qu'il est amusant. Kaksakar est en effet une déformation inuinnait du juron anglais «cock-sucker». C'est le surnom dont les Kangiryuarmit affublèrent un trappeur blanc dont le camp principal était installé sur la petite île en question dans les années 1930-1940, parce qu'il jurait beaucoup lorsqu'il inspectait ses pièges. Son juron favori devint son nom d'usage. Suivant une pratique assez courante chez les Inuinnait, au moins au cours du 20^e siècle, comme l'île n'avait jusque là pas de nom elle prit celui de son habitant principal. Il ne fut ainsi pas oublié et, lors de notre réunion, son souvenir fut évoqué avec beaucoup d'allégresse, comme toujours.

Ce nom ne figurait pourtant pas sur la carte établie par le Bureau toponymique, et les Ulukhaqturmiut crurent que je ne l'avais pas recueilli. On l'ajouta donc sur la carte. Je soupçonnais cependant qu'il ne s'agissait pas d'une simple omission. Après avoir vérifié dans mes archives qu'il figurait bien dans les documents transmis en 1992, j'écrivis dans le rapport à l'attention de Tom Andrews qu'il avait été demandé l'ajout du toponyme Kaksakar, qui semblait avoir été oublié lors de l'élaboration des cartes-épreuves. Comme je m'y attendais, il me répondit qu'il ne s'agissait pas d'un oubli mais bien d'un choix délibéré, motivé par le fait que la politique fédérale en matière de toponymes est aujourd'hui d'effacer tous les noms à connotation obscène ou potentiellement insultante pour une communauté, ethnique ou autre. Je répliquais que cet acte de censure morale me semblait injustifié, dans la mesure où il s'agit là d'un toponyme de type commémoratif — tout comme île Victoria ou baie du Prince Albert — qui n'insulte personne mais honore au contraire le porteur de ce nom. Aux dernières nouvelles, il semble hélas que l'on ait peu de chances de voir un jour Kaksakar inscrit sur les cartes de la région, en dépit du fait que, comme je le soulignais aussi dans ma réponse, seuls les Ulukhaqturmiut sont à même de faire le rapprochement entre Kaksakar et *cock-sucker*.

Au-delà de sa dimension comique, cet épisode révèle l'une des ambiguïtés de la reconnaissance officielle des toponymes autochtones. Elle est bien portée par une volonté politique de rendre aujourd'hui visibles d'autres discours sur le territoire, mais dans le cadre de règles et normes qui sont étrangères à ces discours. L'attitude est paradoxale dans la mesure où, au nom du respect d'un Autre qu'il ne faut pas offenser, on impose à cet Autre une lecture qui n'est pas la sienne de ses propres toponymes, et c'est cette lecture qui prévaut lorsqu'il s'agit de décider ce qu'il est acceptable ou non de reconnaître. On touche ici aux limites et aux contradictions de la posture «politiquement correcte». L'Autre reste subordonné aux valeurs morales de la société dominante (ici, euro-canadienne), quoi que l'on en dise.

4) *Kangiryuaqtiq ou Kangiryuaqtiqihuk?*

La côte nord-ouest de l'île Victoria est entaillée par deux profondes baies: Kangiryuaq («la Grande baie») — baie du Prince Albert — et Kangiryuaqtiq («la Petite grande baie») — baie de Minto—, en référence comparative à Kangiryuaq. Il s'agit de baies dont tout le monde connaît les noms inuinnait et anglais et qui ont été et sont encore des référents identitaires essentiels. Les Inuinnait de la région étaient en effet divisés en deux groupes, très liés mais néanmoins distincts: les Kangiryuarmit qui vivaient sur et autour de Kangiryuaq, et les Kangiryuartiarmit qui vivaient sur et autour de Kangiryuartiaq. Ces deux toponymes ne posaient donc *a priori* aucun problème. Ils sont mentionnés dans toute la littérature anthropologique concernant cette partie de l'Arctique, ainsi que dans de nombreux récits de missionnaires, de voyageurs, etc. Je les ai recueillis sous cette forme en 1991 et les ai entendus prononcés dans mille conversations quotidiennes au cours de mes séjours répétés à Holman, de 1980 à 2000.

Mais le 12 août 2003, alors que je disais «Kangiryuartiaq», quelqu'un me reprit: «Kangiryuarti**huk**». Et tous répétèrent ce nom sous cette forme. Et ils le firent corriger

98/B. COLLIGNON

sur la carte. Jimmy Memogana, qui a passé l'essentiel de sa vie adulte autour de Kangiryuartiaq / -tihuk et dont la connaissance en matière de toponymes (comme de tout ce qui relève du territoire) est incontestée, ne réagit pas. Étonnée, je procédai le lendemain à des sondages auprès d'autres aînés Kangiryuartiarmiut. Tous parlaient spontanément de Kangiryuart**ihuk**. En août 2004, de nouveau à Holman, je procédai à une vérification plus systématique, qui confirma la nouvelle forme comme celle en usage. Sans que personne ne fit d'ailleurs remarquer qu'elle était nouvelle.

En l'espace de quelques années une mutation du nom s'est opérée, si ce n'est du sens du moins de la forme, ce qui signale la dynamique de la langue et du savoir toponymique. Cet exemple précis ne manque pas d'interpeller l'enquêteur œuvrant pour l'officialisation des toponymes qui composent ce savoir. En effet, cette reconnaissance fige le corpus toponymique dans l'état où il se trouvait lors des enquêtes, et rompt le processus d'ajustements permanents de la tradition héritée aux usages du moment. Le recueil des toponymes des cultures orales dans le but de les officialiser et de les voir remplacer sur les cartes une toponymie allochtone menace ainsi, dans une certaine mesure, le savoir qu'il prétendait sauvegarder.

Certes, la comparaison des listes dressées depuis une trentaine d'années avec les diverses archives disponibles (cartes d'explorateurs et de baleiniers, carnets d'anthropologues et de missionnaires notamment) a révélé la remarquable stabilité des toponymes inuit. Mais elle ne concerne qu'une partie des corpus. Dans les séries toponymiques on observe, avec des variations régionales, une double dynamique à l'œuvre: certains toponymes se maintiennent sur un temps très long, sans doute plusieurs siècles, tandis que d'autres ont une durée de vie beaucoup plus courte, de l'ordre de quatre à cinq générations. Si l'on insiste habituellement sur la stabilité du corpus, n'est-ce pas aussi parce qu'elle permet d'asseoir la qualité de la transmission dans les cultures orales, une qualité longtemps niée par les Occidentaux ? De la même façon, lorsque les Inuit doivent aujourd'hui choisir entre deux toponymes locaux désignant le même lieu, on observe qu'ils optent systématiquement pour le plus ancien, privilégiant ainsi la stabilité (le cas de Kangiryuaqtiq / -tihuk est différent car il ne s'agit que d'une variation de forme). Mais ce conservatisme n'est-il pas surtout l'expression de l'inquiétude contemporaine quand à l'avenir des savoirs inuit traditionnels?

Il ne s'agit pas de dénoncer en bloc un processus d'officialisation et de consignation écrite dont l'importance, pour la culture inuit et les Inuit, est incontestable et unanimement reconnue. Mais cela n'interdit pas de souligner aussi les risques inhérents à cette politique, et le paradoxe dans lequel elle place ceux qui la soutiennent et la mettent en œuvre au nom de la sauvegarde d'une culture qu'elle contribue à transformer en la figeant. Ce souci est d'ailleurs exprimé par certains aînés inuit eux-mêmes. Ils craignent que la transcription de leurs paroles transforme la dynamique normale de la tradition orale, fondée sur la qualité sélective de toute mémoire, et qu'elle détourne les jeunes de l'oralité et des interactions directes qu'elle implique au profit de l'écrit et de la transmission indirecte (voir Laugrand 2002: 100-101).

En examinant les voies alternatives empruntées par les Inuit, je souhaite dans la suite de cette note souligner les remises en question qu'elles nous imposent, au risque de nous déstabiliser. Il ne s'agit pas de condamner un certain type de projet de recherche ou de méthodologie au profit d'un autre, mais bien de susciter la réflexion par une série d'interrogations.

Les modalités de l'officialisation et les enquêtes toponymiques en question

D'après Lynn Peplinski, administratrice du Fonds Inuit pour le Patrimoine (Inuit Heritage Trust Inc., Iqaluit), la demande des Inuit se concentre sur la production locale de cartes sur lesquelles les toponymes en usage dans la communauté sont indiqués⁸. La carte est ici un outil au service d'une circulation interne et de la transmission intergénérationnelle. En revanche, le processus de reconnaissance par l'État canadien, accompagné de la modification des toponymes indiqués sur les cartes officielles, est envisagé mais n'est pas une priorité. Dans les Territoires du Nord-Ouest, on note le même type d'attitude. Il est vrai que les cartes et notes de plusieurs enquêtes toponymiques menées dans les années 1980 et 1990 avec le concours du Bureau toponymique territorial dorment encore sur les étagères ou dans des cartons, à Yellowknife ou Igloolik.

Lassés de ces impasses, les Inuit auraient donc concentré leur énergie sur des projets à l'issue plus sûre, au service de leur intérêt direct. L'épisode de l'égarement et de l'oubli des cartes envoyées à Holman par Tom Andrews, que l'on peut certes attribuer à un simple hasard malheureux, peut aussi être considéré sous cet angle et interprété comme l'expression d'un certain désintérêt. La chercheuse qui s'est impliquée dans le tortueux parcours d'officialisation des toponymes inuinnait ne peut feindre d'ignorer cette désaffection. Même relative, elle pose évidemment question. Comment l'expliquer? On peut, certes, invoquer l'ampleur des problèmes quotidiens que doivent traiter les décideurs inuit à tous les niveaux. Mais on peut aussi rassembler les indices et examiner sous un autre angle les enquêtes toponymiques menées en Arctique inuit, en repartant du constat que la demande des Inuit porte davantage sur la production locale de cartes que sur la révision des cartes officielles (au 250 000ème et au 50 000ème) publiées par Ottawa.

Commençons par poser la question, classique en anthropologie, des règles du partage du savoir toponymique dans la société inuit. Serait-il possible que les toponymes, qui constituent une somme de savoir sur le territoire, n'aient pas vocation à circuler en dehors du cercle de la communauté qui les a en partage? Ne pourrait-il s'agir d'un savoir que l'on ne désire pas communiquer à l'extérieur, en raison même de sa richesse? Cette hypothèse de blocage, liée à une volonté de fermeture du territoire, est cependant peu vraisemblable. Elle entre en contradiction avec une longue tradition d'ouverture, aux explorateurs puis aux chercheurs. De plus, le savoir inscrit dans les toponymes n'est pas immédiatement accessible à l'étranger. Pour lui (ou elle), un toponyme inuit n'est qu'un nom sur la carte. Pour un(e) Inuk, c'est tout un univers mental, une représentation de l'espace et du territoire qui s'ouvre à lui (à elle) à travers

⁸ Communication au 14e Congrès d'Études Inuit, Calgary, août 2004.

le toponyme. Il faut, pour y accéder, non seulement comprendre la langue dans laquelle ces noms se disent mais encore les contextes environnementaux et sociaux spécifiques dans lesquels ils se déploient, les gestes de la vie quotidienne auxquels ils renvoient, l'histoire du groupe et ses mythes qu'ils évoquent. Ils sont aussi pétris d'un savoir géographique spécifique, de ses valeurs et de ses représentations. En d'autres termes, ils ne constituent pas un champ de savoir autonome aisément accessible. Quand bien même les Inuit ne voudraient pas partager ce savoir, le faire figurer, sous la forme de points nommés, sur des cartes manipulées par tous ne présente aucun danger.

Cette première direction n'étant guère fructueuse, revenons-en à ce qui se passe aujourd'hui dans les régions inuit du Nunavut et des Territoires du Nord-Ouest. Outre la production de cartes diffusées localement — le produit le plus populaire auprès des Inuit —, on voit se multiplier les atlas virtuels, en ligne ou sous forme de CD-Rom, dédiés à la présentation des territoires locaux à travers leurs lieux, ce qui inclut la toponymie. Ces publications sont souvent le résultat de projets élaborés localement, pour lesquels un ou des chercheurs «du sud» ont été embauchés par contrat. Au-delà d'une attitude pragmatique privilégiant la réponse à un besoin jugé prioritaire, ne peut-on voir dans ces choix la mise en œuvre d'une stratégie alternative face aux blocages de la voie bureaucratique? Cette stratégie serait fondée sur un rapport à la carte différent de celui des Qablunaat.

Il me semble en effet que les Inuit n'accordent pas aux cartes officielles la même valeur que peuvent le faire les Occidentaux en général, et les géographes en particulier. Ces derniers, dans le cadre de la géographie radicale (1970-1985) puis de la géographie post-moderne et surtout post-coloniale, ont bien montré à quel point la carte était un instrument de pouvoir. Plus sûrement que le territoire lui-même, elle dit ce qu'il est. La «vérité» n'est pas sur le terrain, elle est dans la carte qui le représente. Dans les négociations territoriales, la carte est l'outil par excellence. Pour les Occidentaux que nous sommes, fils et filles de la modernité, c'est un document clef car il légitimise un discours, qu'il contribue à fonder en le faisant passer pour objectif, c'est à dire «vrai» dans notre tradition scientifique. Dans la quête pour la reconnaissance officielle du territoire inuit le changement des noms sur les cartes devient en conséquence un acte essentiel, au niveau politique et symbolique.

Cependant, pour les Inuit, cela est moins évident. La carte est certes un outil important et familier, utilisé au quotidien par ceux qui se déplacent sur le territoire, mais aussi par ceux qui en parlent dans le confort de leurs salons. Les cartes au 1/250 000ème publiées par le Ministère des ressources naturelles, des mines et de l'énergie font en effet partie de l'univers quotidien des Inuinnait, bien plus que de celui des Euro-canadiens. On les trouve autant affichées aux murs des bureaux que dans le fond des *grub box* des traîneaux ou à portée de main dans presque toutes les maisons au village. C'est avec une grande facilité qu'on les convoque, au cours d'une discussion, pour illustrer un propos, localiser sur le territoire, susciter la mémoire et de nouveaux récits. Cependant, ce n'est qu'un outil parmi d'autres, qui n'est pas au cœur d'un système de pouvoir et de domination du territoire et de ses habitants. De sorte que, face aux difficultés rencontrées pour parvenir à un changement effectif des noms sur les cartes

publiées, la réponse peut être de se tourner vers d'autres solutions et de délaissé le champ géopolitique de la revendication d'une modification de la toponymie officielle.

Mais ces initiatives peuvent aussi être vues comme une stratégie: celle du pari d'un changement par la base plutôt que par le sommet de la pyramide du pouvoir. En multipliant les documents utilisant leur toponymie, les Inuit constituent progressivement une masse documentaire que les pouvoirs publics ne pourront un jour plus ignorer. En alternative aux contraintes et lenteurs bureaucratiques de la voie officielle, les Inuit tracent une voie parallèle, qu'ils contrôlent directement au niveau local et qui constitue une expression plus authentique de leur façon de faire, en misant sur le fait qu'elle finira par s'imposer. Ils procèdent ainsi par la suggestion et la pression indirecte: un mode bien inuit de faire en vérité, et qui pourrait en effet se révéler payant.

Dans une autre perspective, les publications du type atlas virtuels soulignent en outre que les toponymes s'inscrivent dans un ensemble cognitif dont on ne doit pas les séparer. Or, le processus officiel valorise le recueil de listes de noms, de points. Le savoir dont ces noms sont porteurs, par leur sens même ou en leur qualité d'objets mnémoniques, est négligé dans ce type de recueil. Même si ces informations connexes ont été notées lors de l'enquête, elles disparaissent ensuite dans le transfert des données et leur traitement sous forme de listes. Le document écrit ne peut alors prendre le relais de la transmission orale traditionnelle aujourd'hui en crise, alors que c'est cela que l'on attend de lui dans les villages. En revanche, les productions issues des projets mis en place par les Inuit, sous leurs diverses formes, incluent cette information qui est une partie intrinsèque du toponyme. Systématiquement recueillie, elle est au cœur même du projet de collecte. Si les noms sont importants, c'est surtout en leur qualité de concentrés de savoirs. C'est cela qu'il s'agit de mettre en valeur. Sur les cartes publiées localement sous l'égide du Fonds Inuit pour le Patrimoine, certaines informations connexes sont ainsi indiquées dans la marge.

Aussi, si les Inuit reconnaissent la nécessité du processus d'officialisation et acceptent avec enthousiasme de contribuer aux enquêtes menées dans ce but, ce n'est pas le type de projet qu'eux-mêmes privilégient lorsqu'ils en ont l'initiative. La segmentation du savoir induite par les enquêtes toponymiques «pures» ne peut leur convenir, car elle contredit leur propre vision holiste de tout savoir. Leur préférence va aux projets plus locaux en termes d'échelle, mais plus englobants en termes de savoirs recueillis.

Ces projets locaux remettent par ailleurs en question la méthodologie de l'enquêteur toponymique «classique». Celui-ci (ou celle-ci) travaille d'abord à partir des cartes et impose par là même une échelle — le 1/250 000ème ou le 1/50 000ème selon ce qui est disponible — qui limite le champ du visible, de l'identifiable: la lecture du terrain à la micro-échelle y est difficilement enregistrable. Même quand les Inuit la mentionnent, comment isoler sur la carte une grosse pierre, une marque dans le sol, 1 m² au pied d'un talus?⁹ On privilégie ici une couverture spatiale la plus large possible.

⁹ C'est la raison pour laquelle les Inuit du Nunavik décidèrent, à l'issue de la vaste enquête menée dans toute la région par Ludger Müller Wille soutenu par l'Institut culturel Avataq, de publier leur propre

En revanche, les recherches mises en place par les Inuit privilégient une approche par le terrain, sur le terrain, en prise directe avec le territoire dont on veut transcrire la mémoire. On travaille alors moins en salle qu'en plein air. Ces recueils «de plein vent»¹⁰ s'organisent tous peu ou prou sur le même modèle. On ne travaille plus à l'échelle du territoire connu par la somme des habitants d'un village, et originaires de divers groupes et de diverses parties de ce territoire, mais à l'échelle du territoire habité traditionnellement par un seul de ces groupes. Toutes les personnes âgées originaires d'un même territoire et impliquées dans la transmission du savoir, celles que l'on identifie comme assumant leur rôle d'aînés, sont réunies: ce sont elles qui seront les experts dans le projet, les savants détenteurs de l'information que l'on veut recueillir pour la mieux transmettre et préserver. On identifie ensuite avec elles, éventuellement avec l'aide d'un archéologue et/ou d'un anthropologue, quelques lieux particulièrement importants de ce territoire. En général, il s'agit de camps habités régulièrement chaque année, ou de lieux occupant une place particulière dans la tradition orale, mais aussi des premiers postes de traites ou de baies d'hivernage des bateaux des baleiniers: les lieux des premiers contacts prolongés avec les Qablunaat, avec l'Autre. Ensuite, on organise le transport du groupe sur ces lieux, le plus souvent en été pour des raisons météorologiques. Le déplacement peut ne durer qu'une journée, ou s'étaler sur plusieurs jours. On prend alors le temps de monter le camp et de renouer avec la vie d'autrefois, sur les lieux d'autrefois.

Le fait que le coût de telles opérations, qui alourdissent considérablement les budgets, ne soit pas un obstacle rédhibitoire signale l'importance que les Inuit accordent à la mise en contexte spatial, et le pouvoir qu'ils reconnaissent aux lieux. Le postulat est que la mémoire ne se réactive jamais aussi bien que sur les lieux auxquels elle est associée, comme s'ils restaient eux-mêmes porteurs d'une partie de cette mémoire, qui ne peut pleinement s'exprimer ailleurs. Murielle Nagy (2002: 195-197), dans ses recherches sur la façon dont les Inuvialuit évoquent leurs premiers souvenirs, souligne bien cette dimension spatiale de la mémoire, dont la réactivation s'ancre plus souvent sur des lieux que sur du temps. Pendant cette équipée, on filme, on enregistre, on photographie, on note tout ce que disent les aînés, chacune de leurs paroles est fidèlement, on serait tenté de dire religieusement, mise en mémoire sous toutes les formes possibles: écrite, audio, visuelle, audio-visuelle. Sur les lieux, c'est la micro-géographie qui est privilégiée: celle de la vie quotidienne au camp, de fait surtout élaborée et vécue par les femmes. Cette géographie s'est construite dans les multiples allers-retours entre la maison (qu'il s'agisse de la tente ou de l'iglou) et divers lieux-ressources: cache où l'on stocke la graisse de phoque pour qu'elle se transforme en huile, cache à viande, berge où l'on puise l'eau potable, grève où l'on récupère en été ces morceaux de glace de la banquise disloquée dont on tire une eau délicieuse, lac où l'on découpe des blocs de glace à faire fondre en hiver, pieds de versants où l'on cueille des baies, talus où l'on coupe des branchages pour la banquette, aire où poussent certains végétaux nécessaires à la vie quotidienne ou au soin de diverses affections, plage où l'on ramasse du bois flotté, etc. Dans ce processus, est révélée toute une série de noms de lieux qui, englobés dans le lieu principal, n'apparaîtraient pas dans le cadre

répertoire (Müller Wille 1987) plutôt que de passer par la Commission toponymique du Québec, puis leurs propres cartes au 1/50 000ème. Ces cartes sont distribuées dans tous les villages du Nunavik.

¹⁰ Comme on opposait autrefois, et oppose parfois encore, géographie «de plein vent» et géographie «de cabinet».

d'un travail «de cabinet» fondé sur la carte. Ces opérations rappellent que la carte n'est pas le terrain et ne peut s'y substituer, ce que nous — enquêteurs toponymiques «classiques» — risquons toujours, inconsciemment, d'oublier ou du moins d'occulter.

Mais plus fondamentalement, ce que les Inuit cherchent à créer avec ces déplacements sur le territoire, ce sont les conditions idéales d'un partage du savoir, soit de la réactivation de tout son sens car le savoir est fait pour être partagé, comme le rappellent fréquemment les aînés. En dehors de son partage le savoir inuit (*inuit qaujimajatuqangit*) existe bien sûr, mais il ne s'épanouit pas. Ce partage peut cependant aussi se produire hors d'une mise en contexte spatial, comme en témoigne la réunion du 12 août 2003 à Holman — preuve que l'on aurait tort d'opposer trop nettement les deux types de situation. La tradition circulait, se disait et s'inscrivait dans les mémoires des plus jeunes, se partageait non seulement entre générations mais aussi entre adultes plus ou moins du même âge, discutant tel ou tel incident, échangeant leurs souvenirs mais aussi leurs connaissances quant à telle configuration topographique, tel passage dangereux ou au contraire sûr, etc. Le support de la carte était l'occasion d'une réactivation du savoir du territoire donné à entendre pour que l'on s'en empare — un savoir transmis non pas en actes mais en mots. C'est aussi cela que les Ulukhaqtuurmiut présents retinrent de cette soirée et rapportèrent aux autres dans les jours suivants.

Dans cette perspective, le recueil des savoirs inuit, et notamment des toponymes, place chercheurs et Inuit dans une situation contradictoire, comme ne manque pas de le remarquer Frédéric Laugrand (2002). En effet, qui dit recueil dit écriture, archivage, mémorisation sous forme pérenne pour les générations futures. Or une fois que c'est écrit, il n'y a plus besoin de recueillir : c'est fait pour toujours. Dans une perspective occidentale, le document écrit rend théoriquement inutile toute transmission orale. Or, l'absence de transmission orale fait perdre son sens au savoir inuit, qui n'existe pleinement, ne prend tout son sens, que dans l'interaction directe du partage du geste ou de la parole. C'est là l'enjeu majeur de tous les projets de sauvegarde de la tradition orale : comment l'écrire, seul moyen de la «sauver», sans la trahir en la figeant? Me fondant sur mon expérience, il me semble que la solution réside dans la production de documents pouvant servir de supports à un partage toujours à recommencer, plutôt qu'à des études complètes conçues pour se passer de tout complément. Paradoxalement par rapport aux propos qui précèdent, la carte officielle où seuls apparaissent les toponymes, sans aucune information connexe, constitue un support idéal.

Conclusion: que faire?

Revenons à l'ambiance dans laquelle se déroula la réunion du 12 août 2003. Les rires fusaient souvent, que ce soit au souvenir d'un incident mémorable que rappelait un toponyme, ou à l'occasion de jeux de mots sur les noms des lieux, expression d'une grande familiarité avec le territoire. Au delà de ces rires ponctuels, c'est bien toute la réunion qui baignait dans une atmosphère de grande gaieté. Le partage du savoir y était pour beaucoup. Mais il y avait aussi une réelle excitation — comme en témoignent les images filmées au cours de la réunion — liée à la fierté de voir, concrètement, les toponymes inuinnait se substituer sur la carte au vide omniprésent — symbole du

104/B. COLLIGNON

«désert blanc» — et aux quelques toponymes allochtones. Il s'agissait bien d'une victoire, culturelle mais aussi politique.

Il serait donc absurde de conclure cette réflexion par une condamnation en bloc ou une recommandation de l'abandon des efforts entrepris pour la reconnaissance officielle des toponymes inuit. Les Inuit sont de plus de grands utilisateurs de cartes topographiques et, dans ce contexte, l'inscription sur ces documents de leurs propres toponymes est une étape cruciale dans le processus de réappropriation d'un territoire longtemps confisqué, au niveau politique et symbolique. Mais il nous faut sans doute admettre que cela restera un projet surtout porté par les Qablunaat, les Inuit dirigeant plutôt leurs efforts de recherche vers d'autres voies. Plutôt que de voir cette divergence comme un problème, il me semble plus juste de la considérer en termes de complémentarités, chacun œuvrant suivant diverses modalités pour la même reconnaissance *in fine*. L'officialisation des toponymes inuit, pour longue et difficile qu'elle soit, n'en demeure pas moins un projet essentiel dans le cadre de la reconnaissance toujours en cours de leurs droits politiques et territoriaux. Pour être absolument nécessaire et reconnu comme tel par les Inuit eux-mêmes, ce projet n'en est pas pour autant central dans leur démarche de préservation sous une forme vivante de leurs savoirs propres.

Références

BOAS, Franz

1885 Baffin-Land, Geographische Ergebnisse einer in den Jahren 1883 und 1884 ausgeführten Forschungsreise, *Petermanns Mittheilungen*, Ergänzungsheft, 80: 1-100.

BULIARD, Roger

1949 *Inuk, au dos de la terre*, Paris, Nouvelles éditions latines.

COLE, Douglas et Ludger MÜLLER-WILLE

1984 Franz Boas' expedition to Baffin Island, *Études/Inuit/Studies*, 8(1): 37-64.

COLLIGNON, Béatrice

1996 *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan.

2002 Les toponymes inuit, mémoire du territoire: étude de l'Histoire des Inuinnait, *Anthropologie et Sociétés*, 26(2): 45-69.

2004 *Putting Inuinnait place names on the map / Des noms de lieux à la carte en pays inuit*, Paris, Université de Paris 1, UFR de géographie, Atelier géo-vidéo. (documentaire video, 15' v.a. - 14' v.f.)

LAUGRAND, Frédéric

2002 Écrire pour prendre la parole. Conscience historique, mémoire d'aînés et régimes d'historicité au Nunavut, *Anthropologie et Sociétés*, 26(2): 91-116.

MÜLLER-WILLE, Ludger

1985 Une méthodologie pour les enquêtes toponymiques autochtones: le répertoire inuit de la région de Kativik et de sa zone côtière, *Études/Inuit/Studies*, 9(1): 61-66.

1987 *Inuttitut Nunait Atingitta Katirsutauningit Nunavimmi (Kupaimmi, Kanatami) / Gazetteer of Inuit Place Names in Nunavik (Québec, Canada) / Répertoire toponymique Inuit du Nunavik (Québec, Canada)*, Inukjuak, Institut Culturel Avataq.

1991 *Toponymic Inquiry and Oral Tradition - The Nuna-Top Method: Surveying Indigenous Geographical Names in Canada, Indigenous Names Surveys*, Montréal, manuscrit non publié.

2000 Nunavut - Place Names and Self-determination: Some Reflections, in J. Dahl, J. Hicks, and P. Jull (dir.), *Nunavut: Inuit Regain Control of their Lands and their Lives*, Copenhagen, IWGIA, document 102: 146-151.

NAGY, Murielle

2002 Comment les Inuvialuit parlent de leur passé, *Anthropologie et Sociétés*, 26(2): 193-213.

NUTTALL, Mark

1992 *Arctic Homeland – Kinship, Community and Development in Northwest Greenland*, Toronto, University of Toronto Press.

VEZINET, Monique

1976 La toponymie comme modalité de l'appropriation de l'espace: le cas des Inuit, *Recherches Amérindiennes au Québec*, 5(3): 9-11.

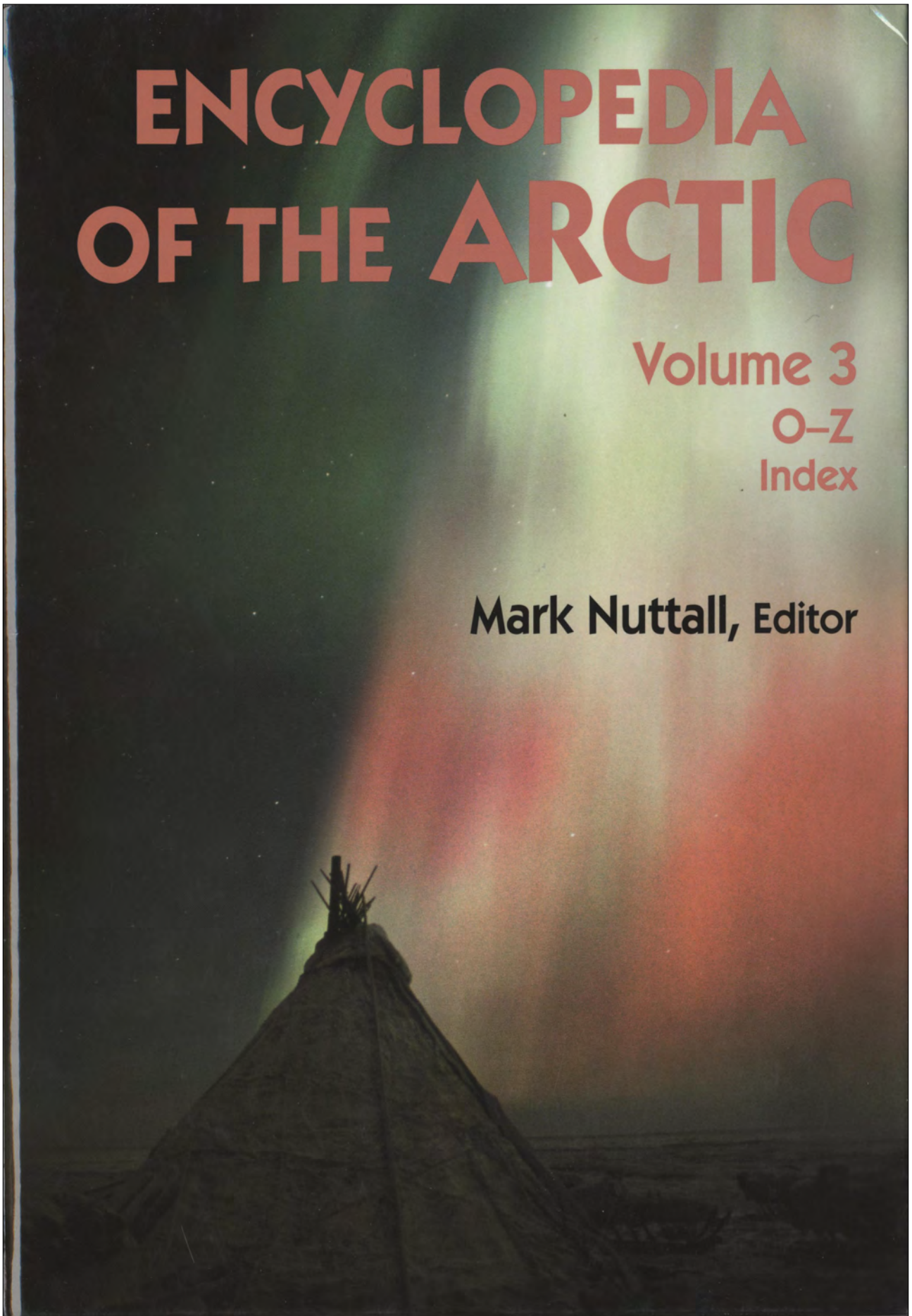
106/B. COLLIGNON

ENCYCLOPEDIA OF THE ARCTIC

Volume 3

O-Z
Index

Mark Nuttall, Editor



PLACE-NAMES

(1994), Frédéric Laugrand's examination of *siqqi-tirniq*—a ritual formerly practiced by Inuit when converting from shamanism to Christianity—(1997), and John MacDonald's study of Inuit astronomy and navigation (1998).

The year before his death, Piugaattuk publicly voiced his opinion that bowhead whale numbers around Igloodik had increased to the point where one might be taken without threatening the recovery of the species. He longed to taste *maktaq* (the much-prized edible whale skin) again, regardless of the ban on bowhead hunting in effect since 1979. His request did not go unheeded. In September 1994, Piugaattuk's son-in-law and two grandsons killed a young bowhead whale they happened to encounter while seal hunting near Igloodik Island. The hunters were charged under the federal Fisheries Act, and roundly criticized by the Nunavut Wildlife Management Board, which at the time was in negotiation with the federal Department of Fisheries and Oceans for a permit for Inuit to legally hunt a bowhead. However, an outpouring of public sympathy and support for the hunters emerged from all across Nunavut. The charges against them were dropped in 1996—prosecution being considered not in the public interest—and in that same year, the territory's first legally sanctioned bowhead hunt took place at Repulse Bay. Piugaattuk's longing for a last taste of *maktaq* might have sparked a succession of events leading to, or at least hastening, the symbolic restoration of Inuit bowhead hunting rights in Nunavut.

Biography

Noah Uruaaluk Piugaattuk was born at Sarvva, on the northern Melville Peninsula, Nunavut, Canada, around 1900. He was raised by his parents, Inuaraq and Ilupaalik, and spent his formative years in seasonal hunting camps in the northern Foxe Basin. A renowned traveler and dog team driver, Piugaattuk guided the area's first Anglican Missionary on many lengthy journeys around Northern Baffin Island during the 1940s. He spent much of his adult life as leader of a major Inuit camp at Kapuiviit on Jens Munk Island, where he also served as the community's Anglican catechist. He was married to Elisabeth Tatiggat: they had two daughters, Pittaaluk and Uirngut, and three sons, Maliki, Qaunnaq, and Palluq. He moved to Igloodik in the late 1960s, where he became a tireless advocate for Inuit language and culture, and was especially well known as an exemplar of traditional music and drum dancing. As principal contributor to the Igloodik Oral History Project, he added considerably to the corpus of recorded Inuit traditional knowledge in the Canadian Eastern Arctic.

He also collaborated generously with many academic researchers, whose work was greatly enriched by his vast knowledge of Inuit traditions and history. Piugaattuk died in Igloodik on August 31, 1995.

JOHN MACDONALD

See also **Igloodik**

Further Reading

- Damas, David, *Ighligmiut Kinship and Local Groupings: A Structural Approach*, Ottawa: National Museum of Canada (Bulletin 196), 1963
- Flint, Maurice, S., *Operation Canon*, London: The Bible Churchmen's Missionary Society, 1949
- Hay, Keith (editor), *Final Report of the Inuit Bowhead Knowledge Study*, Iqaluit: Nunavut Wildlife Management Board, 2000
- Høgh, Helle, "Bowhead Whale Hunting in Nunavut: A Symbol of Self-Government." In *Nunavut, Inuit Regain Control of Their Lands and their Lives*, edited by Jens Dahl, Jack Hicks & Peter Jull, Copenhagen: International Work Group for Indigenous Affairs, 2000
- Laugrand, Frédéric, "Le siqqitiq: renouvellement religieux et premier rituel de conversion chez les Inuit du nord de la Terre de Baffin." *Études Inuit*, 21 (1-2) (1997): 101-140
- MacDonald, John, "Tuvijjuaq: the great darkness." *Inuit Art Quarterly*, 8(2) (1993) 18-35
- , *The Arctic Sky—Inuit Astronomy, Star Lore, and Legend*, Iqaluit and Toronto: Nunavut Research Institute and the Royal Ontario Museum, 1998
- Malaurie, Jean, *The Last Kings of Thule*, New York: E.P. Dutton, 1982
- Rowley, Graham W., *Cold Comfort—My Love Affair with the Arctic*, Montreal and Kingston: McGill-Queen's University Press, 1996
- Tremblay, Alfred, *Cruise of the Minnie Maud—Arctic Seas and Hudson Bay 1910-1911 and 1912-1913*, Québec: The Arctic Exchange and Publishing Limited, 1921
- Tungilik, Victor & Rachel Uyarasuk, *The Transition to Christianity, Volume 1, Inuit Perspectives on the 20th Century*, edited by Jarich Oosten & Frédéric Laugrand, Iqaluit: Nunavut Arctic College, Language and Culture Program, 1999

PLACE-NAMES

Place-names play an important role in shaping the sense of place and the representation of a land. The study of place-names is called toponymy, and is of particular interest to Arctic researchers. In the Arctic, several unconnected toponymic sets usually coexist: the toponymic set of the local indigenous peoples; that of the explorers, which has become the official one; and the toponymic sets of other people who came to the Arctic (whalers, trappers, and settlers).

Indigenous place-name sets are the most extensive. Ludger Müller-Wille shows that indigenous place-names are true toponymic systems—all names are related and connected and make a whole picture that

PLACE-NAMES

can be of use in many ways (2000). Place-names are often presented as a key element of peoples' geographic knowledge because of their descriptive qualities. Related to land use and movements, place-names are seen as traveling helpers. However, Béatrice Collignon's research among Inuit has shown that although useful to the traveler, toponymy is not essential for that purpose (2004). Traveling knowledge relies mainly on other skills: orientation, spatial reconnaissance, and memorization. Yet, toponymy is always mentioned by elders when discussing cultural preservation. Place-names are crucial, not for movement and survival, but for building a sound relationship among the various elements—including humans beings—of the living environment of the past, present, and future, so that cultures may flourish. They ensure the continuation of a specific perception and understanding of spaces and places through names that are a commentary on the land. Descriptions concentrate on the physical qualities of a place (feature's definition, shape, color, etc., as with *Aqiarualuk* meaning "The shape of a big stomach") or on its human characteristics (daily camp-life, hunting activities, travels, such as *Havviurvik*, i.e., "The place to make knives"). Variations in place-names' densities reflect the importance of the various parts of the land in people's lives, usually indicating a wide use of complementary areas, inland and along the coastline. With other elements of the oral tradition, place-names function as the guardians of Arctic peoples' memory, the anchor points of their history, through anecdotal toponyms—fixing in memory an incident, a strong emotion, a name—as well as through those that recount the use of a place, or just describe it. Mark Nuttall writes of the "hidden meaning" of place-names and refers to named landscapes as "memoryscapes" (1991).

Explorers' toponymic sets do not reflect such a depth of meaning and seldom exhibit the distinctive descriptive character of indigenous place-name sets. They also reflect a narrower comprehension of the land, concentrating along the trails followed for exploration such as major valleys and coastlines. Here, place-names belong to three categories: usage names ("Anchor Bay," "Freshwater Bay"), commemorative names, and names that refer to emotions. The latter, with toponyms such as "Dismal Lakes" or "Repulse Bay," emphasize feelings related to the image of the Arctic as a harsh and dangerous environment: fear, desperation, coldness, solitude, starvation, rarely hope and never joy. However, most explorers' names are commemorative, given in honor of those who sponsored the expedition: kings, queens, and princes, as well as private societies such as the geographical societies that flourished in the 19th century (e.g., King

William Island). Expedition commanders in chief and lieutenants, vessel captains, cooks, etc., have also left their names to numerous features: bays, coves, capes, and points (e.g., Stefansson Island, Cape Krusenstein, Jago Bay). These toponymic sets reflect a mind frame in which the Arctic was a barren piece of land and waters waiting to be conquered and claimed by imperialist states. Such names are not meant to transmit knowledge about the place, but rather to recreate a sense of the Western world left behind, with its familiar hierarchies of kings, queens and princes, admirals, and captains. There is also a need to express to those who will read the map in the comfort of their reading rooms the difficulties endured by those explorers who ventured into this alien and frozen world. Place-names also reinforce a narrative about the Arctic from which further expeditions will be organized. Although this narrative appears quite negative, it must be replaced in the Romantic context of 19th-century Western (including Russian) culture that was fascinated with all feelings, and especially dark ones. A toponym such as "Desperation Cove" is to be considered against this specific cultural framework. In this toponymic narrative, the inhabitants of the Arctic are ignored. Although explorers valued indigenous peoples' mapping skills, most of them despised their place-names. They argued that indigenous place-names meant nothing in the West and so were difficult to remember, or that they were hard to pronounce, or too long to print on small maps. While never mentioned, geopolitics was of central concern: recognition of local toponymy would give recognition to the local peoples, something incompatible with the imperialist agenda and the spirit of discovery.

Whalers' toponymic sets demonstrate a restricted knowledge that is concentrated on sea channels and shores. Although whalers were active in place naming, a large part of their toponyms disappeared when they ceased to exploit Arctic waters. Very few were integrated into either the "official" toponymic system of the imperialist authority or that of the local peoples. Their place-names focused on petty things and reflected their ordinary world: names of whiskey brands were popular, as well as "coffee point" and so on, and those expressing feelings of suffering, fear, and homesickness. Trappers and settlers exhibited a deeper commitment to Arctic lands; for this reason, their toponymic systems are fairly close to those of the indigenous peoples. Yet, stemming from a cultural background alien to the Arctic, they express a different relationship with the land, a different understanding of it, and a different sense of place and identity.

Each toponymic set reflected the culture of the name givers, had its own use, and was called upon in its own cultural context. The existence of other sets

PLANKTON

(among indigenous peoples, explorers and their colonial powers, trappers, whalers, etc.) was either ignored or despised. However, there came a time (different in the various parts of the Arctic) when local people were confronted by the "official" alien toponymy and expected by foreigners to refer to it. The latter, often the dominant or colonial power, could enforce its own place-name system because it was written down. Realizing that maps of their own land bore strange names that did not make sense to them was a shock to the indigenous peoples and, in many parts of the Arctic, the request to see indigenous place-names officially recognized and to replace the foreign ones grew stronger from the early 1970s. In the following decades, local toponymic surveys multiplied. As indigenous peoples gain more control over their land, indigenous place-names slowly replace alien ones, inscribing a crucial part of the Arctic peoples' cultural heritage in the maps.

BÉATRICE COLLIGNON

See also Naming

Further Reading

- Collignon, Béatrice, *Understanding Arctic Environment: The Inuinait Knowledge of Their Land* (working title), Edmonton: CCI Press, University of Alberta, 2004 [translated from the French edition, Paris: L'Harmattan, 1996]
- Müller-Wille, Ludger, *Inuttitut Nunait Atingitta Katirsutauningit Nunavimmi (Kupaimmi, Kanatami)/Gazetteer of Inuit Place Names in Nunavik (Québec, Canada)/Répertoire toponymique Inuit du Nunavik (Québec, Canada)*, Inukjuak: Institut Culturel Avataq, 1987
- , "Nunavut Place Names and Self-determination: Some Reflections." In *Nunavut, Inuit Regain Control of their Lands and Their Lives*, edited by J. Dahl, J. Hicks & P. Jull, Copenhagen: IWGIA, 2000
- Nuttall, Mark, "Memoryscape: a sense of locality in Northwest Greenland." *North Atlantic Studies*, 1(2) (1991): 39–51
- Pitkänen, Liisa Ritva & Kaija Mallat (editors), *You Name it. Perspectives on Onomastic Research*, Helsinki: Finnish Literature Society (Studia Fennica, Linguistica 7), 1997



CONTENTS

Introduction 1

Lisa Stevenson

PART ONE. FIGURING METHOD

1. Flora and Me 25

Molly Lee

2. Listening to Elders, Working with Youth 35

Carol Zane Jolles

3. Participatory Anthropology in Nunavut 54

Michael J. Král and Lori Idlout

4. Time, Space, and Memory 71

Murielle Nagy

5. Anthropology in an Era of Inuit Empowerment 89

Edmund (Ned) Searles

PART TWO. RECONFIGURING CATEGORIES: CULTURE

6. Land Claims, Development, and the Pipeline to Citizenship 105

Pamela Stern

7. Cultural Survival and the Trade in Iglulingmiut Traditions 119

Nancy Wachowich

8. Culture as Narrative 139

Nelson Graburn

9. six gestures 155

peter kulchyski

10. The Ethical Injunction to Remember 168

Lisa Stevenson

PART THREE. RECONFIGURING CATEGORIES: PLACE

11. Inuit Place Names and Sense of Place 187

Béatrice Collignon

12. Inuit Social Networks in an Urban Setting	206
Nobuhiro Kishigami	
13. Inuit Geographical Knowledge One Hundred Years Apart	217
Ludger Müller-Wille and Linna Weber Müller-Wille	
14. Iglu to Iglurjuaq	230
Frank James Tester	
15. From Area Studies to Cultural Studies to a Critical Inuit Studies	253
Pamela Stern	
Bibliography	267
Contributors	289
Index	295

ELEVEN

Inuit Place Names and Sense of Place

Béatrice Collignon

Place Names and Arctic Anthropology

Among early arctic scientists, Franz Boas was the first to pay attention to indigenous place names. He stated that indigenous place names should be recorded on official maps and vigorously denounced explorers and whalers alike who felt free to baptize any place they wanted and ignore Inuit toponyms. Unlike foreign names, he argued, Inuit place names fitted the landscape perfectly (1885: 51, cited in Cole and Müller-Wille 1984: 52).

During his year of fieldwork around Cumberland Sound on Baffin Island (1883–84) Boas carefully recorded and mapped 930 place names, a project discussed in detail by Müller-Wille and Weber Müller-Wille elsewhere in this book. Their comparative study conducted a hundred years later offers important insights into the dynamics of place names and of Inuit geographic knowledge.

Most arctic anthropologists who followed in Boas's footsteps recorded some local toponyms in the field but never conducted systematic surveys. They saw place names as one means, among others, of getting acquainted with the territory of the Inuit they were studying. Place names were part of what traditional anthropology considered the general background data all anthropologists should collect during the first weeks of fieldwork, before moving to the research itself. In the late 1960s anthropologists Saladin d'Anglure and Dorais broke with that practice and conducted a broad place name survey among the Inuit of Nunavik (northern Quebec). Yet their prior interest was neither place names nor geographic knowledge. Their collection was neither published nor analyzed.

Collignon

Thus it is perhaps not surprising that it took someone with a background in both cultural anthropology and geography to look at place names for their intrinsic value. In the late 1970s Müller-Wille put toponymic surveying at the center of a research agenda that linked together toponyms and knowledge of the land. Contesting the official representation of Inuit land conveyed by official maps (published in Canada by the Department of Natural Resources), he advocated for the recognition of Inuit toponymy, arguing that "in their complexity [place names show] an intimate knowledge of the land that the existing maps do not provide" (Müller-Wille 1987: xii). Müller-Wille's main collection covers the whole of Nunavik. It was published first as a gazetteer in 1987 and then as a set of 1:50,000 maps in the 1990s. The latter are in current use in Nunavik.

Müller-Wille's surveys were conducted with the intention of recording knowledge that was feared to be quickly disappearing as elders passed away. The loss of traditional place names was presumed to be one of the many consequences of the settling down process of the 1950s and 1960s. Both researchers and elders worried about such a situation, and in many communities the elders often requested that toponymic surveys be conducted to ensure that their knowledge would outlive them. "Throughout my work on place names with the Inuit I found that their concern was the same as in Aivilik (Repulse Bay): to transfer the knowledge of their land with its place names into a form that would ensure its continuation with future Inuit generations and project a true image and identity of the land" (Müller-Wille 1987: xii).

Toponymic survey projects in the Canadian Arctic also gained the support of Inuit politicians. From a geopolitical perspective, putting Inuit names on the maps was seen as an efficient way of asserting Inuit rights to land and a strong act of Inuit empowerment. Toponymic surveys are also often presented as a useful tool for preserving the ability of younger Inuit to travel on their land. The assumption was that place names are part of a wider knowledge related to traveling and hunting. It is common to hear Inuit asserting that if you know the place names, you cannot get lost:

Land marks were also observed in naming places. All land features like hills, lakes, rivers, islands, peninsulas and bays were given names. Young people today do no longer observe these geographical features nor do they use their names. . . . People travelled long distances without maps using place names and stories behind them. (Johnny Epoo, president of Avataq Cultural Institute, cited in Müller Wille 1987: x)

Inuit Place Names and Sense of Place

It's good that you are writing our place names on the maps. It will be useful to us. There are many names we don't know, and so we don't go hunting and traveling far from the settlement. If you know the names you don't get lost so much; it's easier. (Inuinait man, twenty nine years old, author's fieldnotes, 1991)

In the early 1990s anthropologist Mark Nuttall looked at place names from a rather different perspective. His main goal was to study the sense of belonging, locality, and continuity; that is, the system of values that are important for contemporary Inuit identity in northwestern Greenland. He was therefore interested in the way Inuit view their landscape and develop a relationship with their land. The physical environment, he stated, is not only "action space" but also "thought space" (Nuttall 1992). He recorded some thirty toponyms of the Kangersuatsiarmit territory, in a nonsystematic survey. These place names made him realize "it did not seem enough to just record land use sites, there were additional layers of meaning to understand" (Nuttall 1992: 49).

According to Nuttall, Kangersuatsiarmit's toponyms fall into three main categories, depending on their meaning: names that refer to physical features, names that reflect analogy, and names that inform about land and sea use (the majority of the names collected). But what really matters, he argues, is that place names are multidimensional: they carry much more meaning than just that of the name itself. They have a "hidden meaning" that expresses itself in Inuit memory and in storytelling.

Whatever place names say about geography, analogy or subsistence activities, however, many have an additional layer of meaning. It is precisely that which is hidden and invisible in the land which is often neglected. Stories and myths unfold against a geographical backdrop. Events, whether contemporary, historical or mythical, that happen at certain points in the local area tend to become integral elements of those places. They are thought about and remembered with reference to specific events and experiences and it is in this sense I refer to landscape as a memoryscape. Memories take the form of stories about real and remembered things. They cannot be separated from the land even though place names do not immediately reflect such stories. Some place names may be mnemonic devices, triggering a collective memory of an event that has significance for the community. (Nuttall 1992: 54)

Collignon

Studying Inuit Geographic Knowledge

In 1991 I began a research project on Inuit geographic knowledge, focusing on the Inuinnait (Copper Eskimos) of the western central Canadian Arctic. My particular theoretical interest as a human geographer was in nonscientific geographic knowledge. A century earlier geography had positioned itself in the academic field as a contact discipline between natural sciences and social sciences. The emphasis was on the methods and theories of the natural sciences and, as a result, on places rather than on people. In the 1970s geography took a dramatic turn to become a social science, a unique revolution in the history of modern sciences.

From the beginning of modern geography in the 1880s both human and physical geographers stressed the importance of fieldwork. Robic (1991) has shown how scientific geographic knowledge often relied on local—"popular"—knowledge for basic information, using it also as a kind of field-proof to confirm more theoretical claims. But the knowledge itself, as a global and organized set of information, was either despised or ignored. My research was consequently aimed at demonstrating that a non-scientific knowledge was indeed a real knowledge and not just loose pieces of information. Although this sounds obvious today it was not the case just a decade or so ago, when the word *knowledge* itself was seldom used in the realm of the nonscientific. That was before traditional ecological knowledge (TEK) became a major topic in anthropology. Advocating for full recognition of Inuit geographic knowledge, my work also aimed at developing Inuit empowerment through the recognition of the value of their own knowledge.

In the "Anglo" social sciences such research would certainly have been fostered by postcolonial studies, and one might expect here a discussion emanating from a number of quotes from well-known geographers and anthropologists. French academia, however, does not have such studies, and although I have become familiar with the literature over the years, it was not part of the theoretical background from which my research agenda stemmed.¹ From the beginning, in the 1960s and 1970s, French social sciences have been greatly influenced by the works of Roland Barthes and Michel Foucault, which rapidly became mainstream references. From the early 1980s Pierre Bourdieu on the one hand and Raymond Boudon on the other became major sources of theoretical constructions. This has not been true of postmodern theory in general, however, which to this day remains quite marginal in France. Although some authors, such as Jacques Derrida,

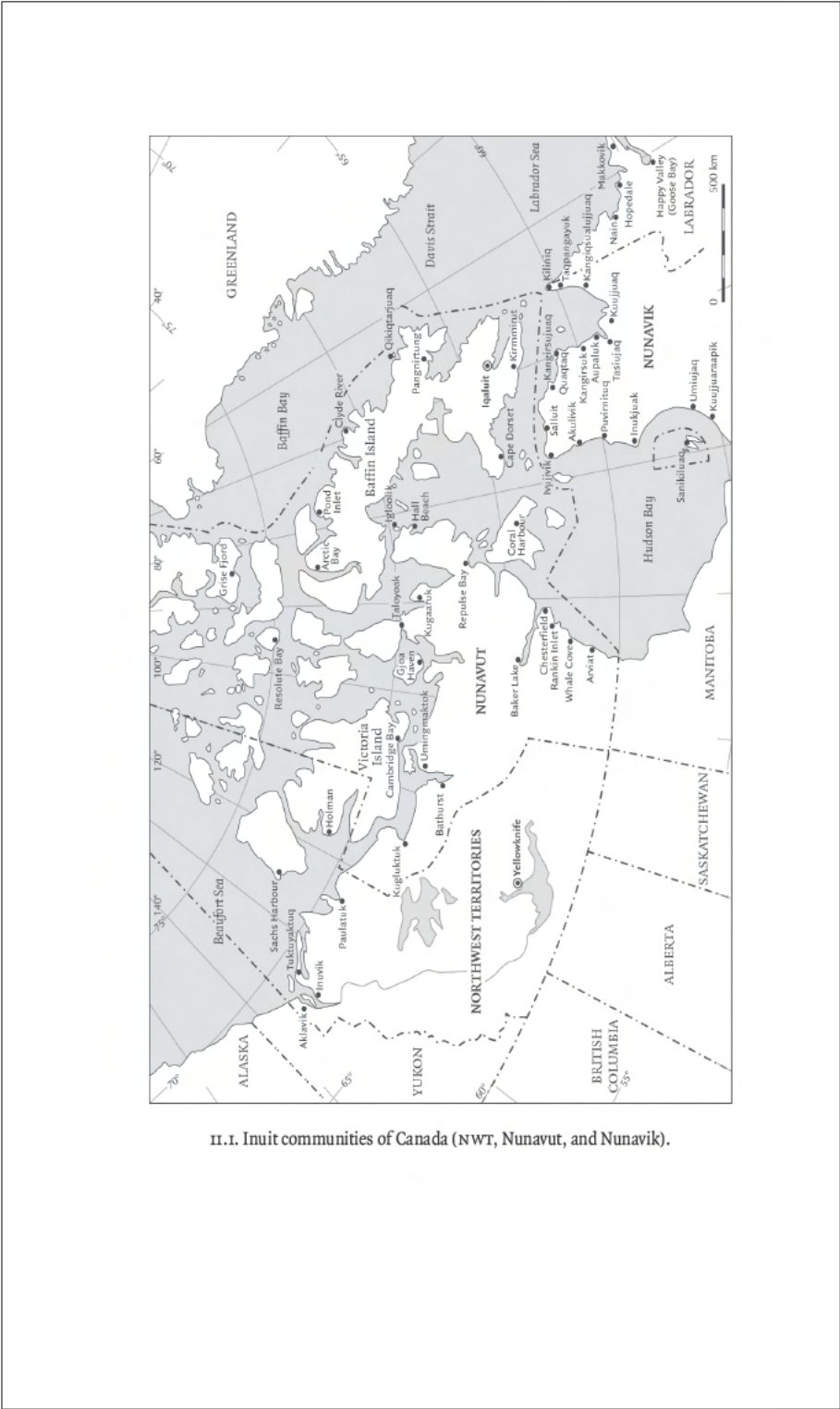
Inuit Place Names and Sense of Place

a poststructuralist rather than a postmodernist, have had a definite impact through the practice of deconstruction, the general bulk of postmodern theory has not pervaded the French academy the way it has in Anglo social sciences. Neither has feminist theory.

My research project demanded that I first find out what kind of information made up Inuinnait geographic knowledge; and then that I understood and showed how the various pieces of information were structured to form an efficient knowledge people can call upon when needed. Place names were obviously part of the information I wanted to identify and analyze. Since they had never been recorded in the western central Arctic region, my fieldwork (September 1991 to June 1992 and November–December 1992) included an extensive place name survey. I carried out the survey in the four communities where the Inuinnait (some three thousand in 1992) settled between the mid-1950s and the late 1960s: Cambridge Bay, Holman, Kugluktuk (Coppermine), and Umingmaktok-Qingaun (Bay Chimo and Bathurst Inlet).²

Holman was already familiar to me as I had been part of an archaeological dig thirty miles east of the community in the summer of 1980, along with local Inuit teenagers. I had also lived in the community from June 1986 to January 1987 when preparing my masters in geography. Of the four communities, three are today in Nunavut and one—Holman—is in the Northwest Territories (map 11.1). This odd partition is the result of the coming of Western Inuit—Inuvialuit—to the northwest coast of Victoria Island in the 1920s and 1930s (Condon 1994). Holman is therefore a mixed community of Inuinnait and Inuvialuit. Its population decided to join the Inuvialuit land claim agreement in 1984, which led to their remaining in the Northwest Territories after the 1999 division between the NWT and the new territory of Nunavut. The Inuinnait dialect—*Inuinnaqtun*—is the common language of all Holman Inuit fluent in their native language, although some individuals are also fluent in *Siglitun* or *Ummarmiutun* (see Nagy, this volume).

The place name survey extended from October 1991 to early April 1992. Staying in the area for over ten months gave me time to speak not only to those elders who were identified as knowledgeable about place names but to all the elders, men and women alike, who still had sound minds. I also interviewed most of the active adult hunters (and trappers) as well as the younger adults who were identified by others or by themselves as knowledgeable about place names. In contrast to that of Müller-Wille and Weber Müller-Wille (see their chapter in this volume), my goal was not only the quality of the place name set collected. I also wanted to assess how



II.1. Inuit communities of Canada (NWT, Nunavut, and Nunavik).

Inuit Place Names and Sense of Place

toponymic knowledge is shared, or not, by members of a community, and how different individuals develop a personal knowledge out of a common background shared by the community as a whole. Sixty-nine Inuinnaït volunteered in the survey, and I hired four local translators. The methodology for the survey followed Müller-Wille's (1985) and is discussed in detail in Collignon (2006). Although I encountered a few English place names given by younger Inuit to previously unnamed places, it is remarkable that most "new names" were Inuinnaït ones, expressing the vitality of toponymic knowledge.

Altogether I recorded 1,007 place names, on 1:50,000 scale maps where available (the whole mainland, a few parts of Victoria Island, and some inlets) and on 1:250,000 scale maps elsewhere. The coordinates of the 228 toponyms recorded on the latter could not be plotted accurately because the scale was too small. Therefore they do not appear on map 11.2, which shows the location of only 779 Inuinnaït toponyms.

What's in a Place Name?

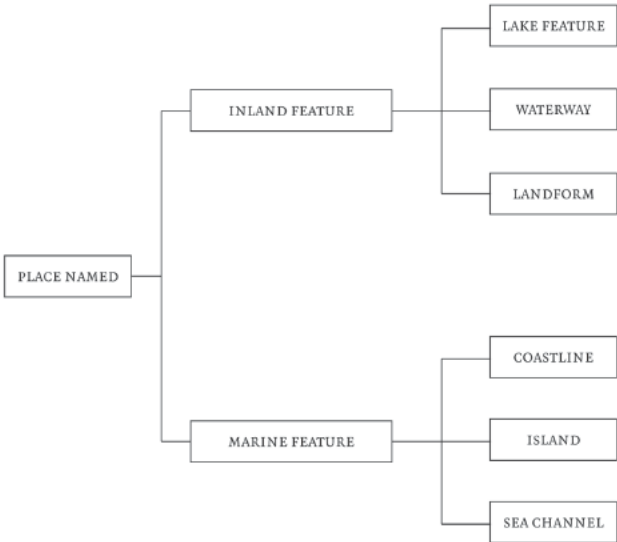
The 1,007 toponyms were first sorted out on the basis of the type of feature named. The typology built followed the well-known opposition between land and sea/ice described as early as 1906 by Mauss (1979) and separated inland and marine features (fig. 11.3).

The coastline was always a transitional space for the Inuinnaït (Collignon 1993). Historically they would wait there for the ice to be thick enough to move their camps on it in winter; or for the land to "dry up" that so they could start traveling inland and hunt caribou in summer. Whether the coast should be categorized as an inland feature or a marine feature was therefore not obvious. Considering that the coastline was usually seen through the eyes of the sea/ice traveler, it eventually seemed appropriate to classify this as a marine feature, despite the oddness of such a categorization at first sight. Results showed that although inland features were more numerous, marine ones occurred in good proportion (40 percent). Lakes were the feature most named (fig. 11.4).

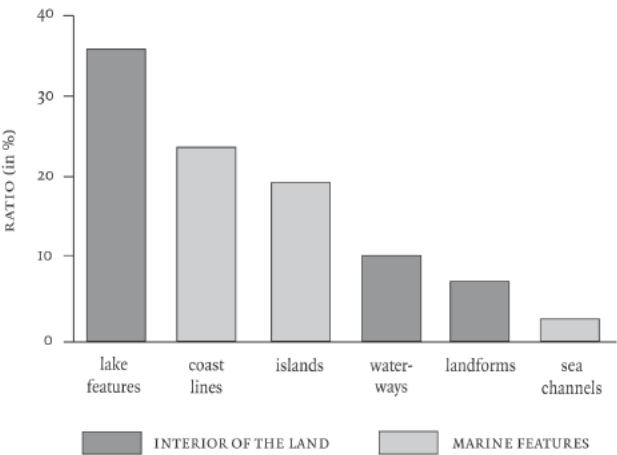
This typology reveals the kinds of features Inuit are more likely to name. It gives us a first glimpse of their way of looking at the landscape. Yet it is only a superficial glance and it fails to unveil truly enough about Inuit geographic knowledge and relationship to the land. This calls for another look at place names, from a different perspective.

Moving from the question "what" (features named) to the question





11.3. Structure of the typology based on the type of feature named.



11.4. Distribution of toponyms according to the type of feature named.

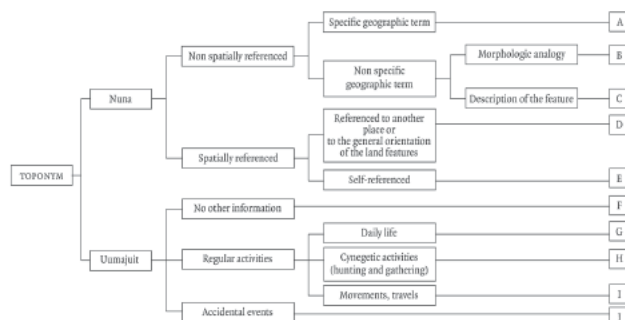
Collignon

“how” (words forming place names), a second typology was created based on the type of meaning carried by the toponyms. This sorting required a more complex typology, as one can see in figure 11.5.

Most of the toponyms recorded by Nuttall (1992) dealt with local land use. However, others who have worked on larger data sets (Holmer 1967, 1969; Le Mouél 1978; Goehring 1989) emphasize the descriptive quality of Inuit toponyms, of which a large majority relate to the natural environment. It thus seemed only logical to base my own typology on a major division between natural and human environment. Yet such categories derive from a western conception of the world that relies on a frontal opposition between Nature and Culture. They do not convey the Inuit conception of the world. Hence I later turned to two Inuit categories that seemed more relevant to this study: *nuna* and *uumajuit*. At the level of the human experience of the territory, *nuna* refers to the land in general, whether it is earth, ice, or water—salty or fresh. *Uumajuit* is a plural that refers to “game animals” in current conversation. Yet, as is often the case in Inuit language, the word has several layers of meanings, from the most specific to the most general. It therefore can also refer to all animals and, at its most general and abstract level, to all the living beings that are animated by a vital warmth and roam over *nuna*: the people, the animals, and all other beings, such as giants, dwarfs, etc. Unlike the westerners’ opposed categories of “physical” and “human” environment, *nuna* and *uumajuit* are complementary. At an even more general level MacDonald (1998) shows that *nuna* encompasses all *uumajuit*: together *nuna*, *qilak* (the sky), and *sila* (the air) form the universe. In 1996 I visited Holman Inuinnait and took the opportunity to present the typology to some of them. I had the pleasure of hearing them comment on its relevance, explaining why in their view it made sense to sort the toponyms the way I had.

Results showed that although a majority of toponyms were related to *nuna*, the ratio between *nuna* and *uumajuit* categories was actually quite balanced (60/40; see fig. 11.6.). Within the *nuna* categories the proportion of place names built on morphologic analogies (e.g., *uumannaq*, “shaped like a heart”) is striking.³ Toponyms that refer to *uumajuit* are in fact more numerous than they appear on the graph. To realize this one has to look more deeply into the toponyms and reach their hidden meaning, to use Nuttall’s phrasing.

I became aware of this hidden meaning through comments added to toponyms during the survey, especially those coming from the translators.⁴ For example, a translator would give two totally different translations for the



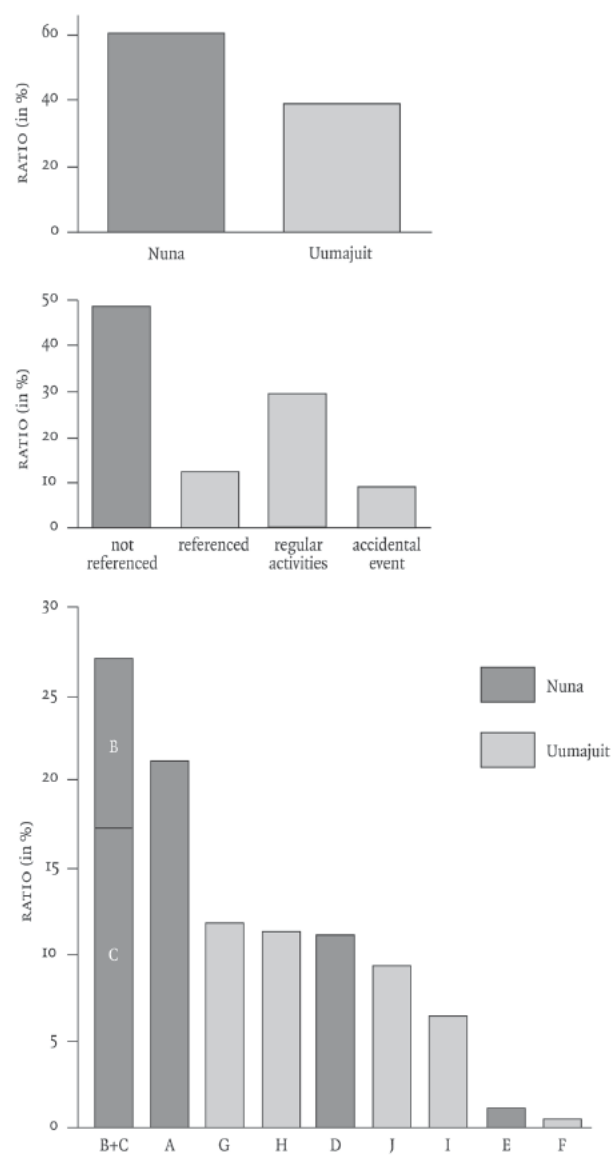
11.5. Structure of the typology based on the meaning of the toponyms.

same name: *Hiuqqitak*, “sandy and shallow place”/“caribou crossing place.” Or a translation would prove radically different from the one I had been given for the same name by another translator: *Nilak*, “where the ice piles up”/“hard to cross,” despite the fact that Inuinnaqtun all speak the same dialect—Inuinnaqtun. Whenever I expressed my perplexity I would be told that, yes, the name means “where the ice piles up” but its *real* meaning is “hard to cross” because this is what people think about immediately when they hear the toponym *Nilak*. Similar explanations were given for *Hiuqqitak* and the like.

By spontaneously recognizing the multidimensional nature of Inuit place names, translators were stressing the situatedness of their geographic knowledge. Postmodern studies, postcolonial studies and feminist studies have shown that western science is a situated knowledge as well, although it is built on the denial of its situatedness as this was seen as a weakness (Lyotard 1984; Haraway 1991; Godlewska and Smith 1994). Inuit on the other hand are strongly aware of the situated nature of any knowledge and do not see it as problematic. Indeed they always take much care in expressing this quality, notably through constant contextualization of any piece of information they might share, a trend encouraged by the very structure of the Inuit language (Collignon 2006).

Names as Cultural Landscapes

The next question to arise was how to deal with those multiple layers of meaning. Should one of them be privileged and if so, which one? Which led to another question: what are place names for, apart from being a useful tool for the researcher?



11.6. Distribution of toponyms according to their meaning. Letters A J refer to the ten categories of meaning described in figure 11.5.

Inuit Place Names and Sense of Place

Only the Inuinnaït could answer that question, and they did so in the course of the survey when elders uniformly claimed that *place names were not for traveling*. When I started my research it seemed obvious to everyone I could talk to in academia that place names were useful knowledge on which Inuit relied when traveling to stay on the trail and to avoid getting lost. Young Inuinnaït shared the same view, as they repeatedly told me. Knowing your place names seemed to be a sort of insurance against the worst hazards of traveling: getting lost or breaking down and being unable to tell where you are because you do not know the place names in the surroundings.

Yet in the second week of the toponymic survey I met with an elder who knew only the place names for the area in which he had grown up, and none for the area where he had hunted and trapped for most of his adult life. As this seemed very odd to me I asked how he managed to travel without such precious knowledge. His answer was straightforward and did not surprise the translator at all: place names are not needed to travel. Following this interview, I made sure I asked everyone I interviewed whether he or she thought of place names as part of the knowledge related to traveling and if they were needed for traveling safely. The same negative reply was given over and over, both by those who knew a lot of place names and by those who hardly knew any. The extreme case was an elder from Cambridge Bay who knew only five place names but was famous as a hunter and traveler. In Kugluktuk the survey took place in the meeting room of the Hunters and Trappers Association, a building open to visitors. Some active hunters made a habit of coming to listen to other interviewees, especially when these were elders, as they were curious to learn the toponymy of areas where they hunted or trapped on a regular basis. Their attitude confirmed both the Inuinnaït interest in toponyms and the very loose relation between toponymic knowledge and traveling knowledge. But if place names were not for traveling, what were they for? And why was it so obviously important to all the Inuinnaït that they should be recorded and eventually recognized by the Canadian government as the official toponymy of the region?

My research on Inuinnaït geographic knowledge made it clear that place names are a narrative about the land. They tell the story of the land and of its people, a story that emphasizes space rather than time, as is also clear from Nagy's analysis in this book. And it is for their quality as narratives, as holders of an essential part of Inuit memory, that place names should be recorded and passed on from one generation to the next. They are a major piece in the construction of a memoryscape (Nuttall 1992) out of the neutral

Collignon

landscape. This memoryscape could also be called cultural landscape, in a renewed definition of the latter. According to Carl Sauer (1925), who created the expression, cultural landscapes are the material expressions of cultures that have carved out natural landscapes to conform to their specific needs and values.⁵ Historically Inuit people left hardly any conspicuous material sign of their presence in the landscape save for inukshuks (*inuksuit*) built here and there and tent rings and other evidence of their camps. Yet they do transform the landscape, if only intellectually, through the way they read it. Our tendency to think of place names as an operative tool for traveling instead of as a narrative through which a tight relationship to the land is built can be interpreted as a legacy of a tradition that emphasized the material culture over the intellectual one.

As narratives, place names are useful not for the action of traveling but for later telling the story of the journey. They enable the traveler to share the experience with kin after returning home. Place names are spoken at camp, in the igloo or the *tupiq* (tent), as often as on the land. They are words and as such they have a special power, much greater than the sometimes simple meaning they seem to carry at first glance: *tahiq*, “a lake,” is never just a lake. It is always much more than that, as it is heard and understood within a rich context of land use and experience that its simple evocation triggers in people's thoughts. The chapter about *Tatiik* in Collignon (2006) clearly illustrates that. For the Inuinnaït of Holman, the neutral descriptive name *tatiik*, meaning “the two lakes,”—is indeed a powerful one, which reminds people of the importance of fishing as a subsistence activity but also of the strong emotions linked to the regular occupation of a camp site over several generations. Place names appear as mediators between the land and the people as well as between the people themselves. They are one of the means through which the experiences of interactions with the land can be shared, and thus through which the land can be understood and become a human place where one can live a full life, not just survive.

Thus knowing place names obviously enriches the knowledgeable traveler's journey, since the succession of names along the trail unfolds the story of the long and complex relationship between the land and the people. And this explains why Kugluktuk's active hunters were eager to learn more toponyms from their elders: not to avoid getting lost but to deepen their experience of a land they travel on a regular basis. Yet on practical grounds, place names are not necessary: they are not part of what could be called the “traveler's survival kit.”

Place names hold in themselves many stories of the oral tradition. Those

Inuit Place Names and Sense of Place

Table 11.1. Place names in collections of Inuinnait oral tradition.

Source	Number of stories collected	Number of stories mentioning at least one toponym	Total number of toponyms mentioned	Number of toponyms mentioned also collected in 1991–92 survey
D. Jenness 1914–16 (published 1924)	52	13 (25%)	17	13, in 10 stories (76%)
K. Rasmussen 1923–24 (published 1932)	51	6 (11%)	12	7, in 4 stories (58%)
M. Métayer 1958 (published 1973)	109	42 (39%)	50	33, in 32 stories (66%)
Collignon's 1991–92 survey (published 1996)	toponyms: 1,007	toponyms that triggered a story: 45	number of stories: 45	stories triggered also mentioned in at least 1 of the 3 collections: 44 (98%)

are either inscribed in the literal meaning of the name or in its hidden meaning. Some stories are mundane: picking berries, catching lots of fish, losing one's knife, etc. Others remind people of wise and not so wise land uses; for example, recalling starvation episodes as direct consequences of a wrong decision (such as spending the summer on an island instead of on the mainland: since the Inuinnait did not have sea kayaks, they could not leave after ice breakup had occurred). Others are related to a spiritual reading or understanding of the land and tell about magical or strange beings, good or evil.

This link between place names and oral tradition can also be approached via oral tradition. In stories, names of places where something happened are sometimes mentioned, as are names of regular campsites or meeting places. Some stories have a complex metaphysical meaning, such as the origin of death or clouds; others are stories of everyday life or particular episodes, such as starvation, murders, and meeting with other groups (Collignon 2002). So far Inuinnait stories of the oral tradition have been recorded in a systematic way in three historic collections (table 11.1), presented in detail in Collignon 2006.⁶ Comparing these collections with the results of the 1991–92 place name survey shows important variation in the proportion of stories mentioning toponyms. It also shows great stability in

Collignon

toponymic knowledge through time, as 58 to 76 percent of the place names mentioned in a collection were also collected during my survey. This corroborates Müller-Wille and Weber Müller-Wille's findings discussed elsewhere in the present volume.

As some of those place names are found in several collections, we come to a total of seventy-two place names that either were mentioned in at least one of the three published collections and recorded during the 1991–92 survey; or were recorded during the place name survey and triggered a story that is found in at least one of the three collections. The story, in its recorded form, did not always mention the place name itself. The spatial distribution of those seventy-two place names as it appears on map 11.7 shows that they are located both at the core of the Inuinnaït territory and at its margins, as if underlining its limits.

Inuit Geosophy and Sense of Place

As a narrative about the land, place names act like witnesses telling us about the relationship Inuit build with their environment. They express the Inuinnaït view of the landscape and their own understanding of their land—that is, their geosophy or geographical wisdom. Geosophy goes beyond a practical and efficient geographical knowledge. It encompasses feelings, dreams, hopes, values, and beliefs. Although built on shared values, pieces of information, and representations, it is highly individual: each person slowly develops a geosophy through a lifetime. I mentioned earlier the important variations of toponymic knowledge among good hunters. As a group, the Inuinnaït of one area recognize a set of place names as shared among them and therefore as legitimate. But as individuals some are interested in continuously developing their knowledge of this set, whereas others almost totally ignore the names. On top of that, some individuals develop their own personal toponymy. These were not recorded in my survey and were seldom mentioned—in those cases as family place names—rather than as individuals' place names. We need to acknowledge the diversity among the groups we study and with whom we work. Unlike scientific knowledge, theirs is not normative and allows for important variations, depending not only on gender and age but also, and perhaps more important, on individual personality. So far, social scientists have not been keen on working at such a level. Yet Nuttall's reflection on knowledge gathering (1998a) clearly shows how necessary it is to do so.

As a narrative about the land, place names also act as a major means by



11.7. Spatial distribution of the seventy two toponyms mentioned in at least one collection.

Collignon

which the Inuit build a strong sense of place and emplacement in their own land. But what kind of “places” are we talking about? Analysis of the collection of Inuinnaït place names reveals that the emphasis is usually more on the relationship between one place named and others, named or not, or between a place and people, than on the place itself. Inuinnaït geosophy appears to be founded on a high sense of context and relations, in which space and networks are indeed more important than places. The Inuinnaït sense of place is in their relations to others, in the fluidity of the connected territory. This leads to a dynamic relation to places and identity, on which contemporary Inuinnaït can rely to redefine their identity and their territory in today's world. What is important to them is not so much to have a place of their own but to have at their disposal a whole set of various places, with very different qualities, all connected together through the shared experiences of the various members of the community. In this perspective, it is as important that elders share their experience of places where no one ever goes any more, passing on stories and toponyms, as it is that younger people share their experience of being in Edmonton's arena watching the hockey game and cheering for the Oilers. These tales are both part of today's world, which is understood through both genuine Inuinnaït knowledge and western knowledge. Even as Inuinnaït lives become more similar to those of North Americans, the vitality of Inuinnaït place naming expresses the continued vitality of Inuinnaït geosophy.

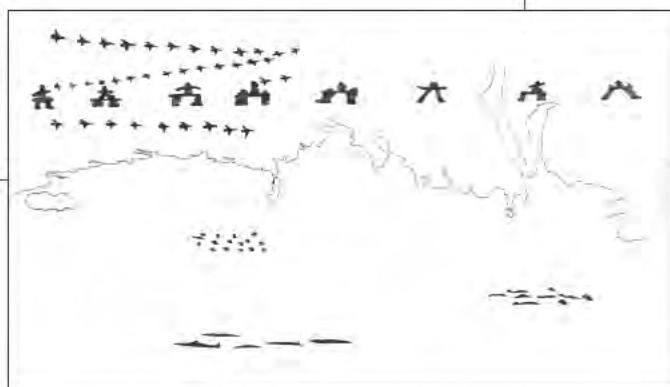
Acknowledgments

This text is first the result of a long relationship of trust, respect, and friendship with the Inuinnaït, to whom I am indebted in many ways. I thank Pamela Stern and Lisa Stevenson for inviting me to the 2001 American Anthropological Association session on “Boas and Beyond” and later to contribute to this book. I greatly appreciated their comments on the earlier version of this chapter, as well as their editing of my prose. The research presented was sponsored by a doctoral grant from the French Department of Research and Education, 1990–93. The Geographical Names Board of Canada through the Territorial Toponymy Program of the government of the Northwest Territories provided all the maps needed. The Inuinnaït freely contributed to the project, giving their time and expertise. Research permits for fieldwork were issued by the Science Institute of the Northwest Territories, permit numbers 11165N, 12067R, and 12257R. All figures are the author's.

Inuit Place Names and Sense of Place

Notes

1. It should also be mentioned here that, unlike anthropology, geography did not take a structuralist turn, and the theories of Lévi-Strauss were never a great influence on the discipline.
2. On December 12, 2005, the community of Holman changed its name to Ulukhaktok, "the place where they find things [rocks] to make women's knives (ulu)." The name occurred too late in the production process to correct the text and maps in this volume.
3. Unlike most Canadian Inuit, Inuinnait write using only the roman alphabet. In this chapter, Inuinnagtun words are transcribed following the standard roman orthography recommended by the Inuit Cultural Institute since 1976. Inuinnait themselves remained reluctant to adopt it until the late 1990s, favoring the orthography inherited from the Anglican missionaries.
4. Three of my four translators (aged thirty-one to fifty-eight) were women.
5. "The cultural landscape is fashioned from a natural landscape by a culture group. Culture is the agent, the natural area is the medium, the cultural landscape is the result" (Sauer 1925: 22).
6. The three are Jenness 1924, Rasmussen 1932, and Métayer 1973. "Oral tradition" is here limited to the stories told as such by storytellers, although anthropologists today agree that oral tradition encompasses much more than that. Life stories such as those recorded and published for Northern Inuinnait by Richard Condon (1996) obviously convey an important toponymic knowledge that would be worth analyzing.



Simeonie Quppapik, 1990 (Kinngait)

Partie 5

Espaces domestiques

Mes recherches, qui s'étaient d'abord concentrées sur une géographie des extérieurs, de l'organisation de l'espace, de la construction sociale des territoires passant notamment par la médiation de la toponymie et du savoir géographique relatif à l'espace des sociétés, se sont à la fin des années 1990 portées sur les intérieurs, sur les espaces domestiques. Jusque là, ceux-ci avaient été plutôt négligés par les géographes, qui tendaient à penser que passer le seuil et entrer dans les maisons – pour les étudier et non pas seulement pour y conduire des entretiens – n'étaient pas dans leurs cordes. Deux "écoles" avaient cependant investi ces intérieurs. La géographie féministe d'une part, dans le cadre des études sur la construction du genre féminin par l'espace et de la domination masculine par la réclusion spatiale (voir James Duncan, 1982 et Mona Domosh, 1998 – référence complète dans la bibliographie du texte 30), et la géographie humaniste d'autre part, dans une approche plus ontologique (voir notamment Yi-Fu Tuan, 1977 – référence complète aussi dans la bibliographie du texte 30) et très culturaliste du côté francophone avec les travaux de Jacques Pezeu-Massabuau, qui tiennent plus de l'essai que de l'étude (voir références également dans la bibliographie du texte 30).

J'ai évoqué dans les autres volumes de ce dossier les enquêtes menées sur les espaces domestiques inuit en avril 1998, et comment, constatant le silence de nos collègues (mis à part en France Jacques Pezeu-Massabuau, mais dans une perspective très particulière) sur un espace dont les enjeux géographiques nous semblaient pourtant incontestables, nous avons, avec mon collègue Jean-François Staszak, co-organisé un colloque pluridisciplinaire sur la question en septembre 2002, à la suite de la publication d'un numéro thématique des *Annales de géographie* sous sa direction, qui rassemblaient des textes discutés lors d'un séminaire fermé tenu au printemps 2000 à Paris. Depuis, j'ai poursuivi mon approfondissement de la question.

Les publications rassemblées dans cette partie constituent donc une série où, comme dans la partie 2 de ce volume ("Savoirs vernaculaires"), le propos progresse et s'élargit d'un article à l'autre. On commence ainsi par un texte analysant l'évolution des espaces domestiques inuit, écrit parallèlement au montage du film *Des iglous aux maisons contemporaines, paroles de femmes inuit* (référence 39) placé dans la partie 8 de ce volume avec mes autres films documentaires.

L'exploration de l'objet s'élargit ensuite, et les espaces domestiques inuit s'effacent progressivement du propos au profit d'une approche plus générale, particulièrement marquée dans l'introduction aux Actes du colloque de 2002 (co-écrite avec Jean-François Staszak, référence 27) et dans le dernier texte de cette partie, écrit à l'occasion d'une invitation par mes collègues de Mexico Daniel Hiernaux et Alicia Lindón à participer à un colloque consacré aux tournants de la géographie humaine (référence 30).

L'article "Housing" (référence 28) propose un élargissement à l'ensemble des régions arctiques, tandis que "Domestic spaces and cultural geography" (référence 29) est un texte que l'on pourrait qualifier d'intermédiaire, où les enjeux des espaces domestiques sont présentés à partir de l'exemple des espaces domestiques inuit. S'agissant d'un manuel de géographie culturelle à l'attention des étudiants italiens de niveau Master et Doctorat il s'agissait, entre autres, de montrer une articulation entre étude de cas et montée en généralité.

Textes retenus - Table

- [26] 2001, « Esprit des lieux et modèles culturels : la mutation des espaces domestiques en Arctique inuit », *Annales de Géographie*, « Espaces Domestiques », 110-620, Paris, Armand Colin, p. 383-404. 401
- [27] 2003, « Entrées dans l'espace domestique » (avec J.-F. Staszak), in Collignon B. et Staszak J. F (dir), *Espaces Domestiques - construire, habiter, représenter*, Paris, Bréal, p. 3-9..... 425
- [28] 2004, « Housing », in Nuttall M. (dir.), *Encyclopedia of the Arctic*, vol. 2, Londres, Routledge, p. 877-878..... 437
- [29] 2010, « Domestic spaces and cultural geography », in Mercatanti L. (dir.), *Percorsi di geografia. Tra cultura, società e turismo*, Bologna, Pàtron, p. 233-244. 441
- [30] 2010, « De las virtudes de los espacios domésticos para la geografía humana », in Hiernaux D. y Lindon A. (dir.), *Los giros de la geografía humana: Desafíos y horizontes*, Mexico, UAM/Anthropos, p. 201-215. 457
- « Des vertus de la recherche sur les espaces domestiques pour la géographie humaine contemporaine », version originale du texte traduit..... 475

Annales de Géographie



ESPACES DOMESTIQUES

coordonné par Jean-François Staszak

L'espace domestique : pour une géographie de l'intérieur

J.-F. Staszak

L'espace domestique dans la ville africaine.
L'exemple du quartier musulman de Yaoundé

X. Durang

Esprit des lieux et modèles culturels.
La mutation des espaces domestiques en arctique inuit

B. Collignon

La modernisation de l'habitat en Corée du Sud.
Usage et image des appartements de style occidental

V. Gelézeau

Moving into Mies : la vie dans le vide

J. Debanné

COMPTES RENDUS

juillet-août 2001

n° 620

110^e année


ARMAND COLIN

Esprit des lieux et modèles culturels. La mutation des espaces domestiques en arctique inuit

Sense of Place and Cultural Identities: Inuit Domestic Spaces in transition

Béatrice Collignon

UFR de géographie – Université de Paris 1
Équipe EHGO – UMR Géographie-Cités (8504)
GDR 049, "Recherches Arctiques"

Résumé

Entre 1955 et 1968, les Inuit du Canada se sont sédentarisés dans des villages permanents, et sont passés dans ce mouvement des maisons de neige à pièce unique — les igloos — aux maisons individuelles à plusieurs chambres mises à leur disposition par le programme de logement social du gouvernement fédéral. Jusqu'à présent, la plupart des géographes ont négligé l'étude des espaces domestiques, tout comme d'ailleurs les anthropologues travaillant sur l'Arctique. Pourtant, il s'agit là d'espaces géographiques et culturels de première importance. À travers l'examen du cas des Inuinnait (groupe inuit de l'Arctique Central Occidental), cet article étudie les effets de l'exposition d'un groupe culturel à une architecture domestique conçue suivant des concepts et valeurs propres à une autre culture. Il présente les résultats d'une recherche fondée sur près de 15 ans d'observation des intérieurs contemporains des Inuit (1986-2000), complétés par une série d'entretiens semi-directifs conduits au printemps 1998 auprès de femmes âgées ayant vécu la sédentarisation alors qu'elles étaient déjà adultes et mères. L'article analyse l'ampleur du traumatisme culturel et les difficultés rencontrées encore aujourd'hui par les Inuit pour s'approprier une architecture étrangère, ainsi que les modalités de résistance aux normes d'organisation de l'espace domestique fortement suggérées par l'architecture elle-même. La dimension géographique des espaces domestiques est alors soulignée.

Abstract

In the late 50's and early 60's, the Inuit people of Canada settled down in permanent villages under various pressures. One of the major changes related to this move to the settled way of life was the shift from igloos — and summer tents — to permanent houses, at first very simple one-room units called "match-box houses" and later multiple-bedroom ones. Houses are a powerful expression of cultural values. Identity is first nurtured inside of them, and one learns there the basic spatial rules of his community. Therefore, one can expect exposure to an architecture carrying values of an alien culture to have important impacts on its dwellers. Yet so far, both geographers and Arctic anthropologists have neglected domestic spaces issues, the former not feeling at ease with the micro-scale and the later focusing their attention on the newly formed communities, at the settlement scale. This paper discusses the results of a study conducted among the Inuinnait people (Western Central Arctic) about the way they have been dealing, for over 30 years now, with the shift from vernacular dwellings to social housing ones. Information was collected through both observation over nearly 15 years (1986-2000) of Inuit's modern homes and their spatial organization, and formal

semi-directive interviews conducted with elderly women — who experienced the shift as mothers — in the spring of 1998. The research revealed that adaptation has been more than difficult, but also that, if the Inuit culture is put at risk in the new dwellings, it is inside of them too that the Inuit are creating mediations between their culture in transition and the Western one. Building from this case study, the conclusion insists on the importance of domestic spaces as geographical spaces through which we can get a better understanding of the dynamics of cultures and identities.

Mots-clés Inuit, Inuinnait, Inuit du Cuivre, Canada, espaces domestiques, iglous, architecture, logement social, transition culturelle, identité.

Key-words Inuit, Inuinnait, Copper Inuit, Canada, domestic space, igloos, architecture, social housing, cultural transition, identity.

1 Des iglous aux maisons préfabriquées

Les Inuit de l'Arctique canadien, légendaires Esquimaux qui, à l'instar du plus célèbre d'entre eux — *Nanouk* — survivent en dépit des rigueurs du climat grâce à une ingéniosité technologique dont l'iglou est un témoin exemplaire, sont confrontés depuis les années 1950 à des mutations culturelles profondes, provoquées par l'intrusion massive tant de biens matériels que de modes de vie et de pensée qui leur étaient étrangers.

Dans l'histoire encore inachevée de la transformation de la vie inuit, la sédentarisation a sans conteste été un événement majeur. Nomades jusque dans les années 1950 ou 1960 — selon les régions — les Inuit furent confrontés à une brutale sédentarisation, décidée par le gouvernement fédéral canadien, approuvée par la société euro-canadienne et orchestrée par des administrateurs ignorant tout ou à peu près de leur culture. Responsable de ce bouleversement, le gouvernement fédéral, par le biais du Ministère des Affaires Indiennes et du Nord, ne pouvait faire moins que de subvenir aux besoins élémentaires des nouveaux sédentaires, dont la culture matérielle tant admirée perdait toute opérationnalité dans les villages où les Inuit étaient encouragés à se regrouper.

Parmi ces besoins, celui du logement s'imposa rapidement comme une priorité, ce dont témoignent de nombreux rapports officiels de l'époque. Aussi, au début des années 1960, le ministère organisa-t-il, sur la base de ce qui existait déjà pour les réserves indiennes, un programme de logement social — *Low-cost housing program* — à l'intention des Inuit. Dans ce cadre, des maisons préfabriquées furent livrées aux divers points de sédentarisation choisis par les autorités (fig. 1) pour y être montées puis louées pour une somme modique aux familles inuit, d'abord aux plus démunies (malades, veuves avec enfants, personnes âgées) puis à toutes les autres. Les premières constructions étaient rudimentaires : appelées familièrement « *match-box houses* », elles ne comptaient qu'une seule pièce, avec une minuscule salle d'eau attenante, n'avaient ni eau courante, ni système

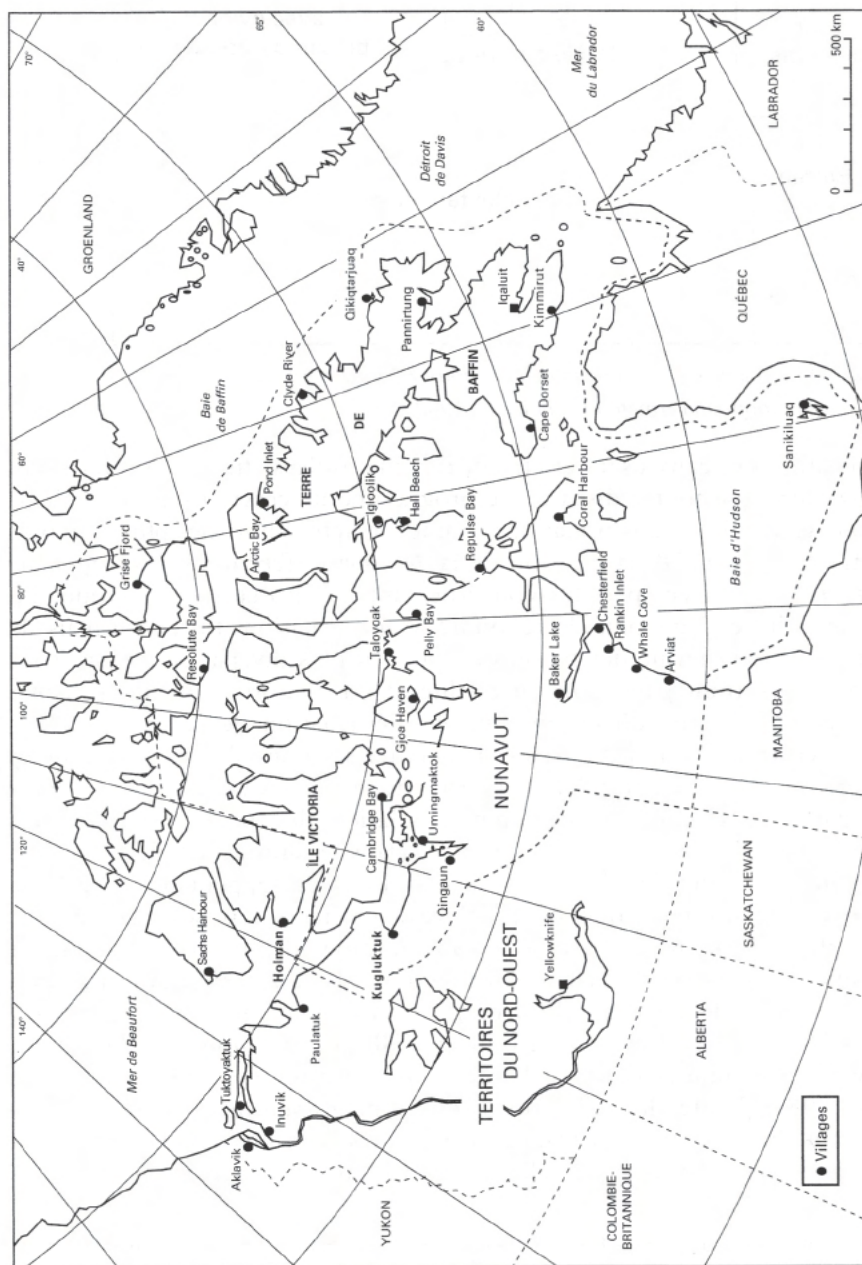


Fig. 1 Villages inuit de l'Arctique canadien d'aujourd'hui (hors Nord québécois). Inuit settlements in today's Canadian Arctic (outside of Northern Quebec).

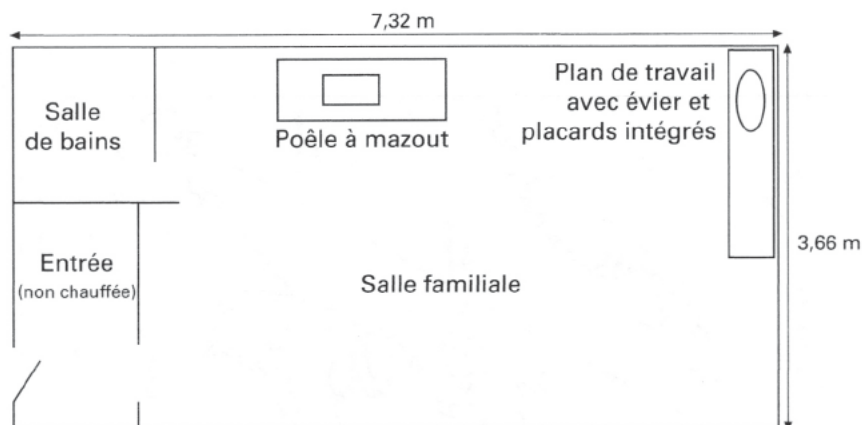


Fig. 2 Maison à pièce unique («matchbox house»), années 60.
One-room unit («matchbox house»), 1960's.

d'évacuation des eaux usées et étaient fort mal isolées (fig. 2). Aujourd'hui, elles ont presque toutes disparu. Le programme ne cessa ensuite d'évoluer, accompagnant les transformations d'une société inuit de plus en plus sédentaire¹. En 1978, la création de la *Northwest Territories Housing Corporation* — financée par le gouvernement territorial — marque un tournant : il ne s'agit plus de répondre à une situation d'urgence mais de gérer sur le long terme des besoins de plus en plus diversifiés. Les maisons destinées aux Inuit gagnèrent en qualité et en confort — meilleure isolation, système interne d'eau courante et d'évacuation des eaux usées —, ainsi qu'en taille : aujourd'hui, les plus petites sont des T2, les plus grandes des T6 (fig. 3 et 4). Par ailleurs, à partir de la fin des années 1970 — marquée par le développement des emplois salariés — les loyers furent indexés sur les revenus réguliers de la maisonnée. Dans les années 1990, le système de calcul se complexifia, allant dans le sens d'un développement de l'échelle des loyers, le loyer plafond étant relevé à plusieurs reprises alors que le loyer plancher demeure fixé à 32 \$ can/mois depuis le début de la décennie. Le plafond est calculé en fonction des caractéristiques propres à chaque village, de sorte que l'on ne peut ici que donner une fourchette : depuis 1997, il se situe entre 1 600 et 2 500 \$ can./mois. Parallèlement, plusieurs programmes d'aide à l'accession à la propriété se sont succédés depuis 1982. Toutes les habitations sont conçues suivant le modèle nord-américain du pavillon suburbain : entrée, cuisine ouverte sur une salle à manger — salon, chambres, salle de bain, couloir desservant les diverses

1 La transition entre la vie nomade et la vie sédentaire se fit en deux temps, la première phase allant des années 1950 au milieu des années 1970 et la seconde jusqu'au milieu des années 1980. L'interdiction de l'importation de peaux de phoques dans l'UE, à partir de 1983, entraîna la disparition de la principale activité cynégétique lucrative et accéléra les mutations. À l'aube des années 1990 et les Inuit sont entrés dans l'ère de la sédentarité (voir Collignon, 1996, chap. 1 et 6).

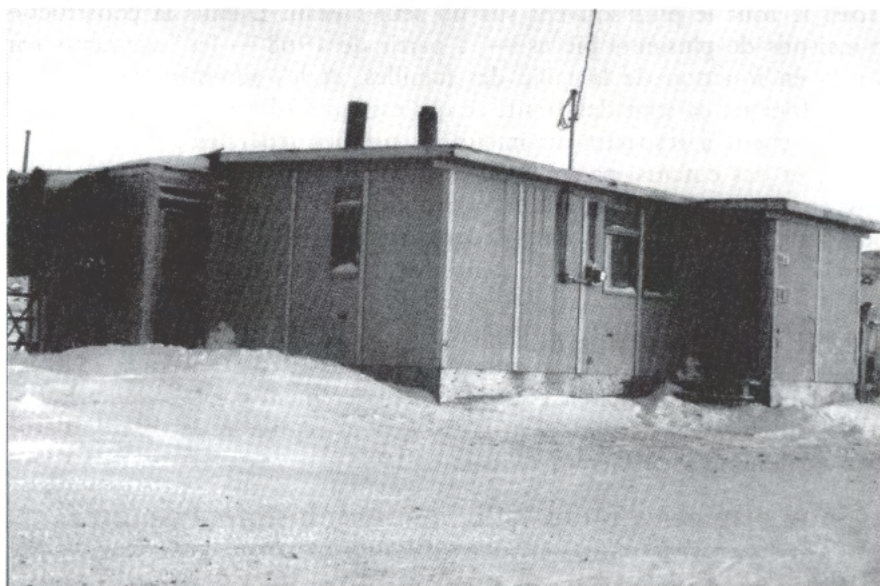


Fig. 3 Maison de trois chambres construite en 1968, *Low-cost housing program*, Holman.
3-bedroom unit built in 1968, Low-cost Housing Program, Holman.



Fig. 4 Maison de quatre chambres construite en 1986, *Northwest Territories Housing Corporation*, Holman.
4-bedroom unit built in 1986, Northwest Territories Housing Corporation, Holman.

pièces, le tout le plus souvent sur un seul niveau. Depuis la construction de maisons de plusieurs pièces — à partir de 1968 — les logements sont alloués en fonction de la taille des familles, et les administrateurs locaux (même lorsque ce sont des Inuit, ce qui est aujourd'hui presque partout le cas) cherchent à respecter au mieux les normes fédérales : séparation des parents et des enfants, pas plus de deux enfants par chambre.

Si en Arctique nord-américain ethnologues et sociologues se sont beaucoup penchés sur les effets de la sédentarisation, leurs travaux ont privilégié l'échelle des villages et négligé celle des foyers, dont P. Dawson (1995), dans un article programmatique, souligne pourtant l'intérêt potentiel. Or la maisonnée, bien plus que la parenté qui la dépasse largement, est la structure de base de la société inuit (Le Mouël, 1978 ; Therrien, 1987), et son organisation matérielle a été touchée directement par la sédentarisation, du fait du passage « de l'iglou au HLM », pour reprendre le titre de l'étude socio-économique de Gérard Duhaime (1985).

2 Aux origines d'un questionnement : histoires de terrain

En 1986, au lieu dit *Nauyat*, à une trentaine de kilomètres du village d'Holman (fig. 1), un groupe d'archéologues dont je faisais partie fouillait une maison de la culture dite de Thulé datant du XI^e siècle de notre ère. Ancêtres directs des Inuit, les Thuléens vivaient dans des maisons semi-souterraines : le sol dallé de pierres plates était enfoncé d'environ 60 cm dans la terre et la base des murs étayée par de grosses pierres, tandis que la structure de la partie supérieure était constituée soit de côtes de baleines, soit de bois flottés, et recouverte de tourbe. Vers la mi-août, la fouille était presque achevée et l'essentiel de l'habitation était visible. Par une fin d'après-midi, trois Inuit nous rendirent visite : Frank Kuptana, 68 ans, accompagnait deux jeunes adultes. Tandis que l'eau pour le thé chauffait dans notre tente-cuisine, ils s'approchèrent de la fouille. Kuptana se posta sur le bord du couloir d'entrée, jeta un rapide coup d'œil et, aussitôt, commença à expliquer à ses compagnons ce qu'ils avaient sous les yeux. Très à l'aise en dépit de la distance temporelle et culturelle qui le séparait des habitants de cette maison, il se révélait un guide incollable :

ici le couloir d'entrée, long, un peu sinueux et plus bas que la maison proprement dite pour mieux piéger le froid ; la marche d'entrée, la pièce principale avec sa banquette, vous voyez bien les pierres et les piliers qui la soutenaient ; ici une alcôve supplémentaire, ce devait être une grande famille ; ici le « coin cuisine » ; et ici — dit-il en désignant du doigt un point précis que nous avions recouvert d'une boîte de carton — ici, se trouvait la lampe.

Au même moment l'une d'entre nous, qui ne comprenait pas ce qui se disait mais voulait seulement montrer à nos visiteurs les trésors de notre fouille, souleva le carton : « Tiens, d'ailleurs, la voilà » dit sobrement Kuptana. Puis, l'air un peu déçu par la banalité des lieux, il tourna les talons et entra dans la tente pour boire le thé entre-temps préparé.

Les Inuit n'ont jamais vécu dans des maisons semi-souterraines. Ils vivaient l'été dans des tentes faites en peau de phoque ou de caribou, l'hiver dans des *iglu*, les célèbres maisons de neige. Mais l'organisation de l'espace intérieur était restée la même, aussi Kuptana n'était-il en aucune façon décontenancé par la maison thuléenne, qu'il lisait sans difficulté. Cet épisode, d'une extrême banalité pour lui, fut pour moi un révélateur. Sa familiarité avec l'espace révélait témoignait de la prégnance d'un modèle qui avait perduré, inchangé, pendant près de neuf siècles, et qui règle encore, pratiquement sans aucune variante, l'organisation interne des tentes et cabanes — en planches de récupération — dans lesquelles les Inuit habitent lorsqu'ils campent — pour une nuit ou plusieurs mois — en dehors des villages.

Quelques années plus tard, au cours de l'hiver 1991-1992, je logeais dans diverses maisons habitées par des Inuit. Je fus vite frappée, car l'exercice ne m'enchantait guère, par la fréquence avec laquelle on y bougeait les meubles à l'intérieur du domicile, notamment dans la pièce principale. Lubie propre à mes hôtes ? Je me mis à observer attentivement les intérieurs de toutes les maisonnettes : presque partout, j'observais la même frénésie de mouvement, cette année-là mais aussi lors de mes missions suivantes. D'autres chercheurs avec lesquels j'abordais ce sujet m'indiquèrent avoir été eux aussi frappés par la fréquence des changements de disposition du mobilier à l'intérieur des maisons contemporaines. Je commençais alors à mettre en relation l'épisode de la visite de Frank Kuptana, la résilience du modèle qu'elle avait révélé, et cette instabilité dont j'étais le témoin. Autrefois, à la mobilité dans l'espace extérieur, sur le territoire, répondait la permanence de l'espace intérieur de la maison, qu'elle soit semi-souterraine, de neige, ou de peaux. À l'immobilité contemporaine dans l'espace extérieur semblait répondre une mobilité à l'intérieur de la maison, comme si la complémentarité s'était inversée. Mais n'y avait-il que cela en jeu ? Cette mobilité ne devait-elle pas être interprétée comme l'expression d'une difficulté d'appropriation d'un espace domestique allogène ?

3 L'espace domestique, un espace géographique en question

L'espace domestique demeure peu étudié par les géographes, comme si la micro-échelle et l'espace restreint de l'intérieur de la maison n'étaient pas un terrain légitime pour notre discipline. Pourtant, la réflexion géographique accorde aujourd'hui une large place aux systèmes de représentations et aux modalités de construction des rapports entre l'homme et les sociétés et les environnements naturels et construits. Dans le cadre de ce paradigme, l'espace domestique, ses configurations et la façon dont elles sont, ou ne sont pas, assumées par leurs habitants, en relation avec l'élaboration jamais achevée des matrices culturelles, ne peut être ignoré. Comment s'opère la communication entre un projet architectural et des modes

de vie avec lesquels il peut ou non être en continuité, dans quelle mesure les occupants d'une habitation peuvent-ils ignorer et refuser plus ou moins ouvertement les comportements que le cadre matériel qui s'impose à eux suggère ?

La sédentarisation encore très récente des Inuit offre des conditions privilégiées pour aborder ces questions. Si l'on pose que chacun, individuellement et collectivement, construit le monde dans lequel il vit, les Inuit se trouvent placés dans une situation extrême, car ils doivent composer avec un espace domestique conçu dans un système de pensée et de valeurs radicalement différent du leur, et qui leur a été imposé pratiquement sans transition par un pouvoir extérieur avec lequel ils étaient, jusqu'à une date récente, dans l'incapacité de dialoguer d'égal à égal. Le choc fut d'autant plus brutal qu'ils avaient été jusqu'alors entièrement maîtres de la conception et de la construction de leurs habitations, façonnées en adéquation avec leurs représentations, mais aussi avec leurs besoins du moment et les matériaux alors à leur disposition. L'iglou surtout portait en lui tout un pan de la culture inuit : il est pensé comme un corps, un corps féminin plus précisément, comme l'a notamment analysé l'ethnolinguiste Michèle Therrien (1987). Cette conception s'exprime de façon remarquable dans le vocabulaire mobilisé pour en décrire les parties, corpus dans une large mesure commun à celui attaché à la description du corps humain. Comme tout être humain, l'iglou a une « gorge », un « nez », un « cœur », un « anus ». Comme un être humain en mouvement, il est orienté selon les quatre points cardinaux. La maisonnée est pensée comme constituant une méta-personne, qui englobe, nourrit et protège ses occupants en sa matrice, un modèle du corps féminin qui entoure, nourrit et protège le fœtus, l'aide à grandir et à se développer. Tout comme les enfants d'une même mère sont liés de façon privilégiée, ceux qui habitent sous le même toit, qui « partagent le même air » comme les désignent parfois les Inuit (Therrien, 1987, p. 148), sont étroitement unis par leur appartenance à une même maisonnée — même s'ils ne sont pas parents —, car ils ont en partage cet espace où se développe et se restaure la vie de chacun.

La représentation anthropomorphique de l'espace domestique joue ainsi un rôle central dans l'élaboration et la transmission d'un certain nombre de valeurs inuit et, plus globalement, de l'identité culturelle. Mais après la sédentarisation, ces valeurs se sont trouvées confrontées à une matérialité qui leur était totalement étrangère. Comment les Inuit ont-ils alors investi les maisons allogènes envoyées par le gouvernement, comment sont-ils parvenus à leur donner du sens, et quelles sont les conséquences de cet épisode fondamental dans l'histoire de leur rencontre avec le monde occidental, le monde des *Qallunait*, comme ils le nomment ?

Afin de compléter les observations effectuées lors de missions précédentes, une enquête, sous la forme d'entretiens libres, fut menée au printemps 1998 à Holman et Kugluktuk (anciennement Coppermine), où

j'avais déjà mené des recherches². L'accent fut mis sur les effets du passage de l'iglou aux maisons préfabriquées allouées aux Inuit par le programme de logement social. Les entretiens furent menés exclusivement avec des femmes âgées, entre 60 et 85 ans. Nées, élevées et mariées alors que les Inuit étaient encore nomades, elles ont vécu la sédentarisation à l'âge adulte, alors qu'elles étaient déjà mères. Elles ont élevé leurs aînés dans les campements, sous la tente et dans les iglous, mais leurs plus jeunes enfants dans les maisons allouées par le gouvernement, dans les villages. Elles sont donc des témoins privilégiés de la transition et de ses effets. Compte tenu du strict partage des tâches dans la société inuit, seules les femmes furent retenues dans cette enquête, car c'est à elles qu'il incombe de faire vivre l'espace intérieur, tandis qu'il revient aux hommes d'intégrer la vie des Inuit dans celle de l'espace extérieur, du vaste territoire. Les entretiens se déroulaient en *inuinnagtun* (dialecte inuit local), la plupart de ces femmes ne parlant que quelques mots d'anglais. Une certaine familiarité avec la langue ne pouvait suffire à une compréhension approfondie des propos tenus, aussi eus-je toujours recours à l'aide d'une traductrice³. Neuf entretiens, avec des femmes qui me connaissaient déjà assez bien à l'exception de deux d'entre elles, de 2 à 3 heures chacun, ont été conduits. Tous ont été filmés avec un caméscope, en format HI 8.

4 Descriptions inuit des espaces domestiques

Illustration de l'homogénéité culturelle des Inuinnait, les enquêtes se sont toutes déroulées suivant le même canevas, alors même qu'une grande liberté était laissée à mes interlocutrices. Une fois expliqué, de façon volontairement vague, l'objet de l'entretien — évoquer la vie dans les iglous et les tentes et celle d'aujourd'hui dans les maisons permanentes — elles adoptaient toutes la même démarche.

Toutes se concentraient sur l'iglou, sans ressentir le besoin de s'en justifier tant il est évident qu'il constitue l'habitation par excellence, dont la tente n'est qu'un pis-aller. Quelques-unes commençaient par des considérations générales sur son orientation lors de sa construction. Leurs propos rejoii-

2 Les enquêtes menées au printemps 1998 ont obtenu les permis de recherche n°12952R (Aurora Research Institute, Inuvik, Territoires du Nord-Ouest) pour Holman et n°0400398N-M (Nunavut Research Institute, Iqaluit, Nunavut) pour Kugluktuk. Depuis la fin des années 1980, toute recherche scientifique en Arctique canadien (ainsi qu'en Alaska) doit obtenir au préalable un permis de recherche, délivré par un institut scientifique après examen et approbation du projet par les villages inuit concernés, ainsi que par divers organes de représentation des Inuit. La mission a été cofinancée par le GDR 049 « Recherches Arctiques », l'équipe EHGO de l'UMR Géographie-Cités et le Conseil International pour les Etudes Canadiennes (Ministère des Affaires Étrangères, Canada). Elle a par ailleurs bénéficié du support matériel (vidéo) de l'atelier Géo-images de l'UFR de géographie de l'Université de Paris 1.

3 Dans les deux villages, j'ai travaillé avec deux femmes qui avaient déjà été mes traductrices en 1991-92, lorsque je conduisais des enquêtes toponymiques — alors principalement auprès d'hommes — et il y avait entre nous une forte complicité. À Holman en particulier, je dois beaucoup à Mary Uyarartek. Née en 1934, elle aussi a vécu tous ces événements et comprend de l'intérieur les propos des unes et des autres.

gnaient ensuite ceux des autres femmes : description de l'espace intérieur, à l'aide de sobres dessins servant de support aux désignations et explications. Ces désignations concernaient d'une part les diverses parties de l'iglou, d'autre part le mobilier qui lui est attaché, et s'appuyaient sur la mobilisation d'un vocabulaire extrêmement précis : dans l'iglou, chaque chose a un nom. En aparté, il fut remarqué à plusieurs reprises que beaucoup de ces mots n'avaient pas été prononcés, et entendus, depuis de bien longues années. « *Never heard that word for so long !* » s'exclamait aussi Mary Uyarartek avec émotion. La précision des termes n'allait pas sans poser d'importants problèmes de traduction, la plupart d'entre eux étant intraduisibles — sauf sans doute par des termes techniques d'archéologue. Après avoir dessiné et désigné l'espace domestique traditionnel, mes interlocutrices passaient aux activités associées à cet espace. Leur évocation revenait à résumer les tâches quotidiennes incombant à la femme inuit, qui se concentrent dans l'espace intérieur. Ces tâches, et les outils qu'elles mobilisent, étaient décrites avec force de détails, les gestes accompagnant et soutenant les mots. Il s'agissait de descriptions précises, ne laissant pas de place à l'approximation.

Des gestes quotidiens et des mots qui leur sont attachés, les propos glissaient progressivement vers la place de chaque personne dans l'iglou, dimension implicitement présente dès le début des descriptions. Ce qui est clairement défini, c'est la place de la maîtresse de maison : face à la lampe⁴, qu'il lui revient d'entretenir. Selon les cas, le foyer est placé à gauche ou à droite de l'entrée, mais le plus souvent à gauche. La place de la femme sur la banquette est déterminée par la position de sa lampe, qui produit à la fois lumière et chaleur, sur laquelle on cuit les aliments et au-dessus de laquelle sèchent les morceaux de viande mais aussi les vêtements des chasseurs. C'est à partir de ce point de vue que sont nommées les différentes parties de l'iglou : le foyer, le côté opposé au foyer, l'avant, le fond. L'espace domestique est ainsi ordonné par le regard de la maîtresse de maison. Le long du mur, de son côté, la femme place son nécessaire à couture, attribut indispensable de la femme inuit. Les hommes s'asseyent de l'autre côté et disposent leurs propres outils de ce côté-là de l'iglou, à proximité de l'aire de dépeçage (fig. 5), les armes restent dehors. Les enfants sont partout : sur la banquette, sur l'aire de dépeçage mais surtout, par tous les temps, dehors. Les visiteurs, hommes ou femmes, s'installent sur le côté opposé à la lampe, accroupis sur les bords de l'aire de dépeçage. S'ils s'asseyent sur la banquette, c'est toujours du côté opposé à la lampe. Tous les observateurs s'accordent pour dire que plus le lien entre le visiteur et ses hôtes est fort, plus ils sont intimes, plus sa place se rapproche de la lampe. Le visiteur très familier pourra s'asseoir sur la banquette, et même juste à côté de la maîtresse de maison si c'est une proche parente, tandis que les autres visiteurs resteront sur le côté, près de l'entrée. De même, le visiteur dormira le long du mur opposé au

4 Avec le couteau à lame semi-circulaire (le *ulu*) et le nécessaire à couture, la lampe à huile de phoque est l'attribut féminin par excellence et appartient en propre à celle qui l'alimente. Chaque femme adulte a sa propre lampe : en être dépourvue, c'est être dépourvue de féminité.

foyer. Le même principe s'applique à l'échelle de la maisonnée elle-même, la disposition de ses membres sur la banquette, pour la nuit, se faisant en fonction de leur proximité avec le cœur de la cellule familiale, à savoir le couple des parents: la mère contre le mur côté lampe, entre elle et le père, bien au chaud, le bébé et/ou les enfants en bas-âge, de l'autre côté du père les autres enfants, par ordre croissant, le plus âgé dormant contre le mur opposé à la lampe, ou contre l'éventuel visiteur qui occupe cette place périphérique. Ne peut-on y voir une métaphore de la première partie d'une vie humaine où, de la vie intra-utérine à l'âge adulte, il s'agit pour l'individu d'apprendre à se détacher progressivement de ses parents pour devenir un être autonome ?

Dans les entretiens, l'évocation de la maison contemporaine ne vient qu'ensuite, et toujours après relance. Elle est beaucoup plus rapide : il n'y a pratiquement rien à dire de cette maison-là, qui se révèle rétive à toute description précise. Mes interlocutrices passent directement aux réflexions sur ce que l'on y fait, ou plutôt sur ce que l'on n'y fait pas, et sur la façon dont on y vit. Mais on ne peut dire comment elle est faite, on ne peut pas non plus la dessiner. Toute représentation, discursive aussi bien que figurative, semble impossible. Lorsque, par relance, je demande précisément une description, la traductrice a beaucoup de mal à faire comprendre le sens de ma question, et se heurte toujours à l'incompréhension. Ce que l'on dit de ces maisons, c'est qu'il n'y a rien à y faire, ou presque. Les tâches habituelles d'entretien de la maison et du foyer y sont, aux yeux de mes interlocutrices, si réduites qu'elles disparaissent presque. Plus de corvée d'eau, plus de grat-

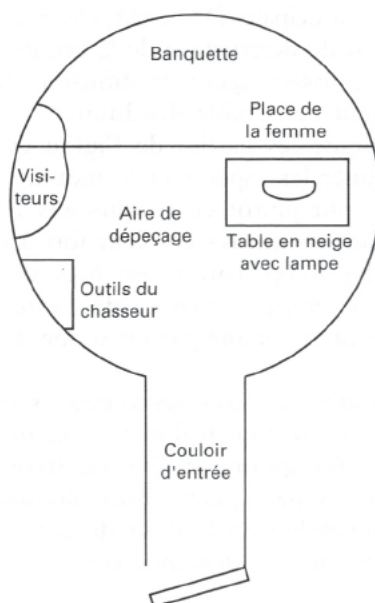


Fig. 5 Intérieur d'un igloo, famille nucléaire.

Inside space of an igloo, nuclear family.

tage du sol, plus de pilonnage de la graisse de phoque avant d'en alimenter la lampe. Le confort de la maison est mentionné et unanimement apprécié. À une exception près, toutes les femmes interviewées estiment qu'elles ne pourraient plus vivre dans des iglous après avoir goûté le confort des maisons occidentales : la vie y serait trop dure, elles y auraient trop froid.

Cette réflexion fait souvent suite à l'évocation des enfants et de leur éducation. Celle des aînés, dans les iglous, ne posait pas de problème de fond, dans la mesure où ils n'avaient d'autre choix que d'imiter les adultes et de les écouter. Certes, il était parfois difficile de subvenir à leurs besoins, de les maintenir au chaud, etc., mais ce n'étaient là que petits problèmes matériels. En revanche, élever les plus jeunes dans les maisons contemporaines était plus simple matériellement, mais beaucoup plus compliqué du point de vue de la transmission des savoirs pratiques, du sens communautaire et des autres valeurs culturelles, ainsi que de la langue : parce qu'ils peuvent ne pas écouter, s'enfermer dans une chambre, ou sortir pour retrouver dehors leurs amis du même âge et aller jouer avec eux au hockey sur glace, au basket, au volley, ou simplement pour aller à l'école, mentionnée comme un agent perturbateur important. Curieusement, la télévision n'est pas signalée comme un agent d'éloignement des enfants et de perte de contrôle des adultes sur leur éducation. Peut-être parce que la télévision est arrivée dans ces villages alors que l'éducation même des plus jeunes enfants de ces femmes était pratiquement achevée⁵. Peut-être aussi parce que, encore aujourd'hui, la plupart des familles ne sont équipées que d'un poste, de sorte que la télévision est intégrée à la vie de la maisonnée qui se déroule dans la pièce principale. De ce fait, elle n'est pas nécessairement considérée comme un agent de destruction de la cellule familiale, même s'il est évident qu'elle est un puissant agent de diffusion de modèles culturels allogènes, mais qui touchent l'ensemble des Inuit.

Le vocabulaire qui désigne les parties de l'igloo et son mobilier n'est que peu utilisé pour désigner les espaces et le mobilier de la maison contemporaine. Les Inuinnait ont plutôt eu recours aux néologismes, y compris pour désigner des éléments qui ressemblent fort à ceux que l'on trouvait dans l'igloo. Ainsi les longs bâtons de bois de l'aire de séchage, suspendus au-dessus de la lampe autrefois, de l'évier aujourd'hui, sont désignés dans la maison contemporaine par un terme différent de celui utilisé dans l'igloo.

Enfin la maison contemporaine, avec ses avantages et ses inconvénients, est acceptée telle quelle : on ne s'en plaint pas, on ne spéculer pas sur ce qu'elle pourrait être, pas plus qu'on ne rêve de retourner vivre dans les iglous, auxquels on ne la compare guère. Mes interlocutrices n'évoquent jamais d'elles-mêmes la possibilité ou le désir de changer tel ou tel aspect de leur logement, et lorsque je leur demande comment elles souhaiteraient

⁵ C'est notamment le cas à Holman — où ont été conduits la majorité des entretiens — où le raccordement au satellite Anik Info date seulement de septembre 1980. Avant cette date, certains foyers étaient équipés de magnétoscopes et recevaient à l'occasion des cassettes vidéo d'émissions enregistrées.

voir organisé son espace intérieur si elles avaient la possibilité de participer à l'élaboration de son plan, la question paraît à toutes saugrenue, dénuée de tout sens. L'une de mes interlocutrices précisera, dans un grand éclat de rire, n'y avoir « jamais pensé avant ». Pour expliquer ces réactions, Mary Uyarartek déclare : « si un Inuk veut quelque chose, il le fait ou le construit lui-même, il ne demande pas à quelqu'un d'autre de le faire pour lui ». Ainsi, dit-elle, puisque les Inuit ne construisent plus leur propre maison, ils n'ont pas à chercher à transformer celle qu'il leur est allouée, et dont ils ne sont d'ailleurs pas propriétaires. L'appropriation du projet architectural, et donc l'adaptation à l'espace domestique occidental, est donc d'emblée difficile, voire impossible.

5 La maison contemporaine : un espace où l'identité inuit est en danger

Les propos des femmes inuit, le déroulement des entretiens, les modalités de la description de l'espace de l'iglou et de celui de la maison contemporaine, révèlent un profond traumatisme, que laissent déjà entrevoir mes observations préalables à la mission de 1998. Certes, les enquêtes étaient menées auprès de femmes âgées et il faut tenir compte du fait que, dans sa vieillesse, chacun a tendance à charger le passé de nostalgie, qui devient vite le « bon vieux temps » simplement parce qu'il est celui d'une jeunesse à jamais envolée. Cependant, même avec ces réserves, le contenu des entretiens révèle une inadéquation profonde entre les femmes interviewées et l'espace domestique dans lequel elles habitent — mais peut-on vraiment employer ce terme ? — depuis maintenant une trentaine d'années. Cette inadéquation est d'autant plus flagrante qu'elle n'est pas dénoncée par ces femmes, qui ne se plaignent pas des maisons contemporaines et, au contraire, en soulignent toutes les commodités, tous les avantages. La nostalgie, si fréquente en Occident, n'est guère de mise chez les Inuit, qui la considèrent comme une complaisance contraire au comportement acceptable d'un adulte en société. Elle est peut-être intérieurement ressentie, mais elle n'est pas exprimée et il appartient à chacun de travailler à la chasser, à ne pas se laisser envahir par un sentiment qui, s'il vous submerge, peut vous paralyser, alors que les exigences de la vie quotidienne arctique ne permettent pas ce type de faiblesse.

Une analyse exhaustive des entretiens ne peut être raisonnablement menée ici, mais trois remarques clés suffisent à révéler les principaux effets du passage des iglous aux maisons contemporaines.

Autrefois, il y avait toujours des visiteurs dans la maison. Nous passions beaucoup de temps à nous visiter les uns les autres. Aujourd'hui, nous restons assis chacun chez soi et n'allons plus en visite, nous devenons presque des *Qallunait*.

La visite est un acte social essentiel dans la société inuit, l'un des ciments de la communauté, car elle permet de réactiver en permanence les liens qui unissent entre eux les membres du groupe. Visite quotidienne aux

habitants d'un même campement, visites régulières aux campements voisins, exceptionnelles mais encouragées et hautement appréciées aux plus éloignés. La visite s'accompagne toujours du partage de nourriture, ou du moins de boisson (thé ou café ou encore, bouillon de viande). Il n'est guère poli de ne rien consommer quand on se rend chez quelqu'un : ce serait refuser le partage, un autre pilier de la société inuit, mentionné par tous comme une valeur centrale : ne plus partager, c'est ne plus être un Inuk. Or, le partage commence par la visite, soit le partage d'un bien immatériel : celui du lien communautaire. Une vraie maison est celle qui est animée par les visites des uns et des autres et qui se trouve ainsi intégrée dans le circuit des échanges. Sans ce va-et-vient permanent, la maisonnée se trouve mise à l'écart des autres et, privée de relations, elle perd sa force vitale. Ceux qui y vivent sont coupés du reste de la communauté, et parce qu'ils ne partagent plus avec eux, leur identité même d'Inuit est mise en danger.

Il est intéressant ici de confronter les appréciations. Tous les Occidentaux qui passent quelques jours ou vivent plusieurs années en Arctique nord-américain aujourd'hui s'entendent pour dire que les Inuit passent leur temps à se rendre visite. Mais sur la base des critères inuit, plus personne ou presque ne visite les autres. Comment comprendre cette différence d'appréciation ? La fréquence est devenue si faible, par rapport à l'intensité d'autrefois, qu'elle est vécue comme une disparition totale de cette pratique placée au cœur de la vie sociale. Sans doute les Inuit savent-ils bien qu'ils continuent à se visiter, mais ils savent aussi que c'est une pratique résiduelle, qui a perdu de son sens. D'ailleurs, de plus en plus, les visiteurs s'autorisent à refuser le partage offert, invoquant diverses excuses pour masquer la raison profonde de cette entorse au code de la politesse la plus élémentaire : le refus est possible parce que la visite n'a plus de sens fort, puisqu'elle ne parvient plus à assurer le bon fonctionnement de la vie communautaire. C'est donc qu'il ne s'agit plus de la même pratique, que la visite contemporaine s'inscrit dans un autre ordre. En ce sens, on peut dire qu'effectivement, il n'y a plus de visites, même si l'on décline toujours le morphème *pulaaq-* pour évoquer en *inuinnagtun* le fait de se rendre chez quelqu'un.

On pourrait avancer que la disparition de la visite est sans doute plus liée au mode de vie contemporain qu'au passage de l'iglou aux maisons occidentales. Il est d'ailleurs vrai que les Inuit s'accordent à imputer la fin des visites aux horaires fixes des emplois salariés et à la télévision, qui retient chacun chez soi devant son propre poste. Cependant, il me semble significatif que la question ait été systématiquement abordée comme l'une des caractéristiques de la vie dans les maisons contemporaines, et non de la vie sédentaire. Les visiteurs font partie intégrante de la vie dans l'iglou, ils apparaissent dans toutes les descriptions, ils font en quelque sorte partie du tableau. Par opposition, lorsqu'il s'agit de la maison occidentale, c'est moins l'absence des visiteurs qui est mentionnée que le fait que l'on ne va

plus soi-même rendre visite aux autres. Comme si l'on se trouvait fixé chacun chez soi, dans une double sédentarité imposée : celle du groupe dans son ensemble dans l'espace du village et celle de chaque individu dans sa maison. La formulation semble indiquer que l'espace domestique est ressenti comme exerçant par lui-même une contrainte sur les pratiques de ses habitants, et sur leur liberté de mouvement.

Dans ces maisons, nous restons assises sans rien avoir à faire, et nous devenons paresseuses.

Constat récurrent, constat grave quand on sait que, pour les Inuit, il n'est pire défaut que d'être paresseux⁶. Devenir paresseux c'est, en quelque sorte, devenir quelqu'un d'autre qu'un Inuk, perdre une qualité essentielle, changer, au moins partiellement, d'identité. L'espace domestique apparaît à nouveau comme doté une forte puissance de contrainte, comme induisant des comportements spécifiques. C'est lui qui, autrefois, faisait que les femmes n'étaient pas paresseuses, sa bonne marche ne pouvait être assurée que par des Inuit, c'est-à-dire, littéralement, «des hommes par excellence», soit des personnes qui ne répugnent pas à l'effort. Aujourd'hui, il impose encore ses propres configurations à ses occupants, en imposant par son confort des comportements qui vont à l'encontre de ceux traditionnellement encouragés par la société, et qui sont constitutifs de l'identité inuit telle que les Inuit eux-mêmes la définissent. Les hommes sont eux aussi transformés par ces maisons, ne serait-ce que parce qu'ils y passent beaucoup plus de temps que dans l'iglou d'hier. Or, la place d'un homme est par définition dehors, sur le territoire avec le gibier qu'il poursuit, et non pas dans l'iglou. Un homme qui passe trop de temps à l'intérieur change. Il évolue, et plutôt vers le pire. Ainsi autrefois, les Inuit s'accordaient à dire que le comportement des hommes contraints par le mauvais temps à rester plusieurs jours de suite dans l'iglou, se modifie : ils sont de méchante humeur et s'énervent pour un rien, car ils ne supportent pas l'enfermement. Dans ces situations, les explorateurs comme les ethnologues ont noté que les hommes disaient souvent en riant, comme pour conjurer le sort, qu'ils étaient en train de devenir des femmes. Aujourd'hui, prisonnier de sa maison, l'homme non seulement devient paresseux mais voit en plus sa virilité remise en question, parce qu'il s'installe bien trop dans un espace qui est, par définition et autrefois dans sa forme même, un espace féminin. Son identité est ainsi doublement menacée, sur le plan culturel — peut-on être Inuk si l'on est inactif ? — et sur le plan du genre — la masculinité n'est-elle pas incompatible avec un séjour prolongé à la maison ? Le danger est donc plus grave pour les hommes que pour les femmes, provoquant un malaise qui leur vaut d'être bien plus largement concernés par les comportements anti-sociaux.

⁶ «On nous disait de ne pas être paresseux» est la phrase qui revient le plus souvent dans les mémoires d'enfance des Inuit, hommes et femmes.

Comment pourrais-je décrire ma maison ? C'est vraiment difficile de décrire ces maisons.

Propos de Mary Uyarartek, réfléchissant à voix haute sur l'incapacité de nos interlocutrices à répondre à cette question. Elle-même éprouvait une grande difficulté à le faire. C'est qu'il n'y a pas de mot pour la décrire. Le vocabulaire mobilisé dans l'iglou se révèle inadapté, trop de distance sépare ces deux habitations pour que l'on puisse transposer les mots d'un espace à l'autre, il a fallu en inventer de nouveaux. Et ces néologismes en langue vernaculaire me semblent témoigner de l'importance de la rupture, et non pas de l'intégration de la maison occidentale dans la sphère culturelle inuit.

Si je devais décrire ma maison, je dirais qu'elle a tant de chambres ; il faut toujours aller dans une autre pièce pour prendre ce dont on a besoin et... quand on veut parler d'une chose avec un visiteur, on ne peut pas juste la montrer, il faut aller dans l'autre pièce où se trouve cette chose, et la rapporter pour pouvoir la montrer,

poursuit Mary Uyarartek. Les maisons «à l'occidentale» sont rétives au déploiement normal de la parole dans le contexte inuit. Elles instaurent des coupures, entre les choses comme entre les gens, et les conditions nécessaires à un échange de qualité ne sont plus assurées. Dans l'iglou, et la tente, les configurations de l'espace domestique renvoyaient aux configurations du discours, il y avait un lien fort entre l'espace architectural et l'espace de la parole. Dans les nouvelles maisons, les configurations de l'espace architectural vont à l'encontre de celui de la parole, aussi cette dernière devient-elle impossible, du moins la parole vraie, celle qui est chargée de sens. Ainsi la maisonnée, empêchée de communiquer normalement, est-elle mise en danger. Et par cette mise en danger de la maisonnée, premier organe de transmission culturelle chez les Inuit, c'est la culture elle-même qui est menacée. Si le danger est si grand, c'est que les remarques concernant les murs et les coupures qu'ils instaurent s'inscrivent dans un contexte culturel dans lequel la mise en relation des hommes entre eux, mais aussi des hommes avec les autres éléments de l'environnement, est essentielle à la vie (Collignon, 1996). Or, ce que disent les femmes inuit, c'est que les murs intérieurs de la maison s'opposent à la constitution des liens nécessaires à la bonne marche de l'espace domestique, qui n'est plus un espace relationnel. Pour cette raison, la parole ne peut s'y déployer correctement. Les mots y perdent la force qui les caractérisait dans la vie d'autrefois, aussi sont-ils incapables de transmettre la culture qui les a façonnés.

Dans leur nouveau domicile, les Inuit se trouvent contraints par la configuration même des lieux à expliciter beaucoup plus que par le passé leurs pensées, leurs émotions, leurs sentiments, s'ils veulent maintenir une relation de qualité avec les autres membres de la maisonnée, et de la communauté dans son ensemble. Or, cette explicitation va à l'encontre du code de conduite inuit, qui prône la discrétion sur soi, l'absence d'épanchement, par respect pour les autres et leurs propres pensées, émotions et sentiments, et parce qu'il convient de ne pas faire porter aux autres le poids de ses sou-

cis. Aussi, l'obligation nouvelle devant laquelle les Inuit se trouvent d'exposer leurs états d'âme met-elle en danger certaines valeurs essentielles de leur culture. Mais il n'y a pas de solution simple, dans la mesure où refuser ces explicitations revient aussi à mettre l'identité et autrui en danger, par perte du lien relationnel. Les Inuit doivent donc composer entre leurs valeurs propres et les conditions d'une vie nouvelle qu'ils ont aussi choisi d'accepter.

Dans les évocations recueillies, l'espace domestique contemporain apparaît comme une sorte de corps étranger que l'on ne parvient pas à progressivement intégrer à la sphère inuit et qui, au contraire, menace de l'intérieur l'équilibre ancien de toute la société. Au même titre que le territoire (Collignon, 98), l'espace domestique est pensé non pas comme le simple porteur de valeurs culturelles mais comme un véritable acteur qui, une fois matérialisé, est doté d'une force propre. Autrefois construit en adéquation étroite avec les besoins du moment de ses occupants — n'oublions pas que la taille de l'iglou s'adapte au coup par coup à la taille de la maisonnée —, il contribuait à la solidité de leur société. Aujourd'hui conçu suivant les règles de la vie domestique à l'occidentale, il contribue à déstabiliser l'identité inuit de ses occupants, qui ont d'autant plus de mal à résister au modèle qu'il impose qu'ils le conçoivent non pas comme un simple cadre matériel dont ils pourraient disposer selon leur bon vouloir mais comme une force vivante en soi.

Cette conception est bien exprimée par la réflexion d'un Inuk d'Holman — Joshua Oliktoak — né en 1963 et ayant passé son enfance dans une « *match-box house* », à propos des changements survenus depuis la sédentarisation :

Autrefois, il y avait beaucoup de monde dans les maisons [...], mais on ne se sentait pas entassés. [...] C'était bien. [...] Peut-être que cela a un rapport avec la façon dont les gens sont paumés aujourd'hui. Les maisons sont deux fois plus grandes qu'autrefois et, dedans, il n'y a même pas le quart du nombre de gens qui vivaient dans les premières (Condon, 1996, p. 167, traduction libre).

Il est aussi intéressant de noter que, depuis le milieu des années 1990, lorsque les choses vont très mal dans un village — vagues de suicides et de violences —, les divers conseils, sous l'impulsion des Anciens, proposent de plus en plus souvent, en réaction, de construire un grand iglou et d'y assembler tous les habitants, sur le modèle de la maison de danse d'autrefois. L'idée est qu'ainsi réunie, la communauté pourra retrouver sa cohésion car, à l'intérieur de cette structure proprement inuit, l'échange vrai redeviendra enfin possible et, ainsi, les Inuit retrouveront leur identité, le sens de la vie et la force de la vivre. L'iglou semble le seul remède capable de guérir la société malade. Il faut cependant ajouter que ces propositions aboutissent rarement. L'un des problèmes majeurs réside dans l'impossibilité de construire un iglou suffisamment grand pour contenir ne serait-ce que 200 personnes, alors que la plupart des villages de l'Arctique canadien comptent de 400 à 2000 habitants. Faut-il y voir le signe d'une incompatibilité de fond entre deux cultures que les Inuit tentent pourtant de concilier ?

6 Esprit des lieux vs vitalité inuit : dualité de l'espace domestique contemporain

Si le tableau paraît bien sombre à la lumière des réflexions ci-dessus analysées, la situation est cependant plus complexe, comme en témoignent davantage les pratiques, que j'ai pu observer depuis près de 15 ans, que les discours. Le danger est réel, et les maisons contemporaines ont trop souvent été, dans les vingt dernières années, le théâtre de scènes de violence qui expriment les traumatismes qui accompagnent les profondes mutations culturelles vécues par les Inuit : ivresses collectives, viols, violences familiales, suicides, autant de maux qui rongent la société inuit et s'expriment le plus souvent dans les espaces domestiques⁷. Cependant, nombre de pratiques dans le nouvel espace domestique révèlent diverses tentatives de médiations entre cette structure contraignante et le mode d'habiter inuit. Globalement, les intérieurs sont marqués par une grande dualité, entre postures «à l'occidentale» et postures inuit, comme si deux modes d'être se croisaient dans cet espace circonscrit, et tentaient de cohabiter au mieux, résumant ainsi la position de l'immense majorité des Inuit face à la culture nord-américaine qui aujourd'hui les entoure. Trois phénomènes me semblent particulièrement significatifs.

Dès le seuil de la maison, cette dualité est marquée par la relation au vêtement, et plus particulièrement aux chaussures. Si au printemps et en été, tous les Inuit, sauf exception, portent des chaussures de fabrication industrielle, en hiver, de novembre à avril, ils portent tout aussi bien celles-là ou des *kamit*, bottes de fourrure cousues sur mesure par les femmes Inuit pour les membres de la famille. Celui qui est chaussé «à l'occidentale» se déchausse systématiquement lorsqu'il entre dans une maison, qu'il soit chez lui ou en visite. En revanche, celui qui porte des *kamit* se contente de frapper ses semelles et garde ses chausses à l'intérieur, comme c'était l'usage autrefois. Ce simple détail induit des gestes différents ainsi qu'un autre rapport entre l'extérieur et l'intérieur. L'iglou et la tente sont ouverts sur l'extérieur. Les visiteurs y sont les bienvenus à toute heure et, si l'entrée dans l'iglou est marquée par un passage dans un étroit couloir, le long duquel on rampe le plus souvent, on ne change pas de peau à l'intérieur : sauf si l'on arrive de la chasse ou d'un voyage, on garde ses vêtements et ses bottes. La transition entre l'intérieur et l'extérieur se fait ainsi dans le mouvement, elle est marquée par une certaine fluidité. En revanche, la maison contemporaine est fermée sur elle-même : on peut fermer la porte à clef la nuit et l'on ne rampe plus, on s'arrête dans l'entrée pour y enlever ses chaussures, plus rarement son manteau, sauf si l'on est chez soi. La relation entre espace intérieur et espace extérieur est ainsi marquée par une

⁷ On note ainsi que la plupart des suicides ont lieu à l'intérieur, souvent dans l'entrée, de la maison occupée par celui (ou celle) qui s'ôte à lui-même (elle-même) la vie ; alors qu'autrefois les suicides, qui n'étaient pas exceptionnels, se commettaient toujours dehors, sauf bien sûr lorsque ce geste définitif était celui d'un(e) grabataire.

coupure nette, et moins encouragée dans la mesure où passer de l'un à l'autre implique une série de gestes qui immobilisent la personne pendant un certain temps. À l'échelle de la maison, la logique de la sédentarisation est ainsi activée à chaque entrée et sortie d'un occupant ou d'un visiteur, mais porter des vêtements inuit permet d'y échapper et de maintenir ce lien entre l'intérieur et l'extérieur.

Dans la maison même, deux types de mobilier se juxtaposent. Souvent très encombrants, les meubles achetés au magasin local ou commandés sur catalogue sont présents dans tous les foyers⁸. Symboles du confort moderne, ils sont aussi un puissant vecteur des conceptions occidentales quant à la juste place et la juste position des corps, les uns par rapport aux autres et par rapport aux murs et au sol, dans l'espace de la maison. Ils se caractérisent en particulier par leur hauteur, qui éloigne du sol, et par leur tendance à isoler les corps les uns des autres, en dehors du canapé et du lit double. Cependant, le premier n'est pas conçu pour accueillir plus de trois personnes et il est rare que l'on en possède plus d'un, contrairement aux fauteuils et aux chaises, tandis que le second ne doit en recevoir que deux, unies par une relation privilégiée. Mais les maisons sont aussi équipées d'un tout autre mobilier, moins voyant, plus léger, à l'existence plus ou moins éphémère, qui va des tables basses en matériaux de récupération aux planches à découper disposées à même le sol pour que l'on y tranche la viande ou le poisson gelé ou séché — il peut même d'agir d'un simple bout de carton —, en passant par de petits coffres, des sacs en tous genres et des matelas de mousse, ou même une simple couverture qui, déployée, remplace dans l'espace de la maison d'aujourd'hui la banquette de celle d'hier et sert de siège — ou de lit — à tous ceux qui voudront se serrer dessus. À l'inverse de l'autre, ce mobilier-là est proche du sol et susceptible d'accueillir côte à côte un très grand nombre de personnes. Cette juxtaposition témoigne de la dualité de la vie inuit au quotidien, où la même personne d'abord accroupie sur le sol pour déguster un morceau de phoque bouilli ou de caribou gelé s'assied ensuite sur une chaise, à table, pour boire son Coca-Cola en guise de dessert. Ces compromis entre deux postures contradictoires sont fragiles et malaisés. La fréquence avec laquelle les Inuit bougent leur mobilier d'origine allogène à l'intérieur de leurs habitations exprime sans doute cette difficulté à trouver un équilibre acceptable, à se sentir vraiment chez soi dans cet environnement dual.

En ce qui concerne l'occupation des pièces enfin, la plupart des Inuit résistent au modèle que leur suggèrent pourtant leurs logements. Allant à l'encontre de tous les discours normatifs prodigués par le personnel médical, par tous les *Qallunait* des villages et, indirectement, par la télévision, les membres de la famille nucléaire continuent la plupart du temps à dormir

8 Table de salle à manger, chaises, fauteuils, canapé ou divan, meuble télé, étagères (plus souvent basses que hautes), table basse de salon et, plus rarement, lits simples et doubles. Les cuisines de toutes les maisons sont équipées d'origine de placards, plan de travail, cuisinière et réfrigérateur, et la plupart des chambres sont assorties de penderies sommaires.

ensemble dans une même pièce, et souvent sur un même grand matelas ou sur le lit double matrimonial. Seuls les adolescents tendent à occuper leur propre chambre, mais ce n'est là qu'un comportement passager car, devenus adultes, ils reviennent au modèle de la chambre commune. Adultes et enfants, tous se sentent mal à l'aise à l'idée de dormir séparés les uns des autres par des murs. De façon très significative, Joshua Oliktoak remarquait à propos des *match-box houses* :

On ne s'y sentait pas du tout entassés. C'était confortable et chouette. [...] C'était bien, c'était la belle vie de grandir comme ça, tous ensemble (Condon, 1996 : 166-167, traduction libre).

Cette résistance va cependant bien plus loin lorsque, dans de nombreux cas, la pièce où l'on dort n'est pas une chambre mais le salon - salle à manger, c'est-à-dire la pièce où l'on vit et où l'on reçoit les visiteurs. Ainsi les Inuit perpétuent-ils, contre le projet architectural et hygiéniste du gouvernement fédéral, le modèle de la maisonnée respirant le même air dans la pièce unique de l'iglou et de la tente. Dans les maisons où plusieurs chambres sont occupées, les occupants ont le plus souvent soin d'en laisser les portes ouvertes⁹.

7 Esprit des lieux et espaces domestiques inuit

L'enquête menée révèle un espace domestique inuit créateur d'identité, dont la configuration même favorise, ou entrave, la transmission des valeurs culturelles en ce qu'elles ont de plus implicite, de plus indicible, de plus essentiel aussi. Pour les Inuit, l'habitation n'est pas une simple coquille matérielle dont ils peuvent disposer à leur guise. Appréhendée comme dotée d'une force propre, il convient de trouver les modalités d'une relation acceptable, voir épanouissante, avec elle. Pour rendre compte de la perspective Inuit, il faut considérer la maison comme un « environnement », au sens où l'entend Augustin Berque (1990, p. 48) ; et l'habiter signifie créer une « trajection » (*idem*). Les habitants, par leurs pratiques, leurs valeurs et leurs aspirations, et le logement par sa matérialité, participent en effet ensemble à la création de ce micro-territoire qu'est la maison appropriée. À l'échelle de leur vaste territoire de banquise, mer et toundra comme à celle, très réduite, de leurs habitations, les Inuit ne construisent pas le monde dans lequel ils vivent indépendamment des forces de contrainte et de résistance qui les entourent, sur la base de leurs seules représentations idéelles. Bien plutôt, ils négocient en permanence avec ces autres formes de vie pour créer des lieux dont l'esprit est en accord avec les fondements de leur identité.

9 À ce sujet, il est intéressant de noter qu'un groupe de mes étudiants français auxquels je montrais un film vidéo réalisé à partir des entretiens de 1998 (Collignon, 2000) me fit remarquer que, lorsque l'on voyait des portes sur mes images prises dans les maisons contemporaines, elles étaient toujours ouvertes.

Observateur extérieur, il ne me revient pas de juger les Inuit d'aujourd'hui, de mesurer l'état de leur acculturation à travers l'évolution de l'organisation de leurs espaces domestiques, encore moins de me prononcer sur leur avenir. Les efforts qu'ils déploient depuis plus de 25 ans — et dont la création en 1999 du Nunavut est l'une des réussites — pour garder leur identité sans devenir des marginaux dans le monde occidental qui les a assimilés leur ont gagné le droit de parler pour eux-mêmes, et nous invitent à écouter leur propre conclusion :

pendant longtemps, toutes nos habitudes et nos valeurs semblaient disparues. Mais petit à petit, les gens ont appris à vivre dans ces maisons et, maintenant, toutes ces choses reviennent (Mary Uyarartek, avril 1998).

Institut de Géographie
191, rue Saint-Jacques
75005 Paris
Beatrice.Collignon@univ-paris1.fr

Bibliographie

- Abrahamson et alii (1963), *The Copper Eskimo, an Area Economic Survey*, Ottawa, MANRN.
- Berque A. (1990), *Médiance, de milieux en paysages*, Montpellier, GIP Reclus, coll. « Géographiques ».
- Briggs J. (1970), *Never in Anger : portrait of an Eskimo Family*, Cambridge (EU), Harvard University Press.
- Brody H. (1975), *The People's Land – Eskimos and Whites in the Eastern Arctic*, Harmondsworth (RU)/Markham (Canada), Penguin Books.
- Bushey R. (1983), « Native Settlements in Arctic Canada: a Decade of Change », *Habitat*, 26,1, Ottawa, MAIN, p. 27-31.
- Carsten J. et Hugh-Jones S. (1995), *About the House, Lévi-Strauss and beyond*, Cambridge (RU), Cambridge University Press.
- Charrin A.-V., Lacroix J.-M. et Therrien M. (dir.) (1995), *Peuples des Grands Nords – Traditions et transitions*, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle/INALCO.
- Collignon B. (2000), *Des iglous aux maisons permanentes : paroles de femmes inuit*, Paris, Université de Paris 1, atelier Géo-image (UFR 08), film vidéo, 18'42. (déposé à la bibliothèque de l'Institut de Géographie de Paris).
- Collignon B. (1998), « De la lecture du territoire aux valeurs culturelles des Inuit du Canada », in D. Guillaud, M. Seysset et A. Walter (dir.), *Le Voyage inachevé... à Joel Bonnemaïson*, Paris, Orstom/Prodig, p. 689-694.
- Collignon B. (1996), *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan.
- Condon R. G. (1996), *The Northern Copper Inuit, a history*, Toronto, University of Toronto Press.
- Condon R.G. (1987), *Inuit Youth – Growth and Change in the Canadian Arctic*, New Brunswick (EU), Rutgers University Press.
- Cote M. (1996), *Pays, paysages, paysans d'Algérie*, Paris, éditions du CNRS, coll. « Espace et Milieux ».
- Dardel E. (1952), *L'homme et la Terre*, Paris, PUF.
- Dawson P. (1995), « Unsympathetic users : an ethnoarcheological examination of Inuit responses to the changing nature of the built environment », *Arctic*, 48, 1 (Arctic Institute of North America, Calgary), p. 71-80.
- Debarbieux B. (1997), « L'exploration des mondes intérieurs », in R. Knafo (dir.), *L'état de la géographie – Autoscopie d'une science*, Paris, Belin, coll. « Mappemonde », p. 371-384.

- Duhaime G. (1985), *De l'igloo au H.L.M. : Les Inuit Sédentaires et l'Etat Providence*, Québec, Centre d'Études Nordiques, Université Laval, coll. « Nordicana ».
- Dulau R. (1999), *La maison horizon*, Paris, L'Harmattan, coll. « Géographie et Cultures ».
- Graburn N.H. (1969), *Eskimos Without Igloos – (Social and Economic Development in Sugluk)*, Boston, Little, Brown et Co.
- Honigsmann J.-J. et I. (1965), *Eskimo Townsmen*, Ottawa, Canadian Research Centre for Anthropology, University of Ottawa.
- Houssay M. (1999), « sociabilité, solidarité : culture, identité et vie urbaine dans les quartiers noirs du Cap », *Cybergéo*, 95, 13 p. (www.cybergéo.presse.fr).
- Houssay M. (1999), *Ville blanche vies noires*, Paris, L'Harmattan, coll. « Géographie et Cultures ».
- Jenness D. (1922), *The life of the Copper Eskimo – Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-1918 – Southern Party 1913-1916*, vol. XII. A, Ottawa, F.A. Acland.
- Le Mouél J.-F. (1978), « *Ceux des Mouettes* » – *Les Eskimo Nauyasmiut, Groenland Ouest*, Paris, Muséum National d'Histoire Naturelle, Mémoires de l'Institut d'Ethnologie, vol. XVI.
- Lloyd H.G. (1974), *Report on Review of Northern Native Relocation Programs*, Ottawa, MAIN.
- MANRN (1960), *Eskimo Mortality and Housing*, Ottawa, MAIN.
- Métayer M. (1973), *Unipkat – Tradition Esquimaude de Coppermine – Territoires du Nord-Ouest – Canada*, Québec, Université Laval, Centre d'Études Nordiques, coll. « Nordicana », 40, 3 vol.
- Pezeu-Massabuau J. (1993), *La maison, espace réglé espace rêvé*, Montpellier, GIP Reclus, coll. « Géographiques ».
- Segaud M., Bonvalet C. et Brun J. (1998), *Logement et habitat – l'état des savoirs*, Paris, La Découverte, coll. « Textes à l'appui ».
- Staszak J.-F. (1997), « Dans quel monde vivons-nous ? géographie, phénoménologie et ethnométhodologie », in J.-F. Staszak (dir.), *Les discours du géographe*, Paris, L'Harmattan, p. 13-38.
- Therrien M. (1987), *Le corps Inuit*, Paris, SELAF/PUB, coll. « Arctique ».
- Thompson et Thomas D.K. (1972), *Eskimo Housing as Planned Cultural Change*, Ottawa, MAIN, Northern Science Research Group, « Social Science Notes », 4.
- Wenzel G. (1991), *Animal Rights, Human Rights – Ecology, Economy and Ideology in the Canadian Arctic*, Toronto, University of Toronto Press.

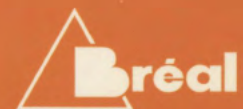
Sous la direction de B. Collignon et de J.-F. Staszak

espaces domestiques

construire

habiter

représenter



espaces domestiques

construire

habiter

représenter

L'espace domestique a un sens.

Il est idéologiquement chargé : il se fonde sur des valeurs propres à chaque culture. En retour, la disposition des pièces et même la décoration induisent des comportements, orientent la construction des identités. La maison est un produit social qui participe à la reproduction sociale.

Visiter l'espace domestique, c'est mieux comprendre ce qui s'y passe, mieux comprendre la société dans laquelle cet espace s'inscrit. Telle est la conviction des auteurs, venus d'horizons géographiques et professionnels variés.

Ils visitent les maisons japonaises, les tentes bédouines, les maisons malgaches, etc., mais invitent aussi à jeter un regard étonné sur les murs de nos maisons, miroirs où se reflètent nos vies et nos êtres intimes. Ils montrent que les acteurs, l'homme et la femme, l'adulte et l'enfant, l'architecte et l'habitant, n'ont pas la même place, ni le même rôle dans l'espace domestique. Ils en interrogent les normes et les rituels : ceux de l'ordre et du désordre, du propre et du sale, des allées et venues. Ils questionnent les limites de l'espace domestique, et interrogent ses rapports à l'espace public.

L'espace domestique s'explore.

Sous la direction de B. Collignon et de J.-F. Staszak

28 € - Réf. 804.2401 - ISBN 2 7495 0193 8
www.editions-breal.fr



Entrées dans l'espace domestique

Béatrice Collignon et Jean-François Staszak

3

Dans l'espace domestique, derrière les murs, les portes et les volets, à l'abri des regards, s'écoule la vie quotidienne, intime et familiale. On l'oppose souvent à la vie publique, elle-même fréquemment assimilée à la vie sociale. Ainsi, la société serait dehors, dans les rues et sur les places, dans les usines et les bureaux. Les enjeux, sociaux, politiques, économiques, se joueraient dans l'espace public, où les sciences sociales seraient donc en droit de cantonner leurs recherches.

LES SCIENCES SOCIALES ENTRENT DANS L'ESPACE DOMESTIQUE

Cette façon de voir, qui a longtemps restreint le champ des sciences sociales – anthropologie exclue –, ne tient pas, pour plusieurs raisons. D'une part, l'assimilation du privé et du domestique est réductrice et ethnocentrique, et les limites des espaces domestiques sont plus floues qu'il n'y paraît. D'autre part, et plus fondamentalement, ce qui se passe à l'intérieur des maisons relève bien de l'ordre du fait social. Les rapports de couple, les relations entre générations qui s'y nouent ne sont évidemment pas indépendants des normes sociales. Même l'individu seul dans son foyer, derrière ses rideaux tirés, y joue son être social. L'intimité comme l'individualité et l'espace domestique tel qu'on l'entend en Occident

sont d'ailleurs, on le sait, des constructions socio-historiques. La société se fabrique pour une part dans l'espace domestique, en même temps qu'elle détermine ce qui s'y passe.

Les anthropologues, attentifs à ce qui se passe dans les maisons, ne l'ont pas ignoré. Mais les sciences sociales ont longtemps nourri l'illusion que les sociétés modernes occidentales, du fait de la distinction marquée entre le privé et le public qui s'y est établie, échappaient à cette règle : les processus sociaux y auraient lieu en dehors des sphères intimes du domestique et entre celles-ci, considérées comme des boîtes noires ou des atomes insécables. Depuis les années 1980, une sociologie de la vie quotidienne et une histoire de la vie privée sont cependant venues combler pour partie cette lacune majeure.

Si l'on admet désormais que le domestique relève bien des sciences sociales, et qu'on ne peut comprendre la vie sociale, même en Occident, sans regarder ce qui se passe dans le monde domestique, c'est pour des raisons qui tiennent aux mutations récentes des sciences sociales. La prise en compte de l'acteur individuel, la remise en cause du primat et de l'autonomie de l'économie et du politique ont notamment conduit les sciences sociales et l'histoire à s'intéresser au quotidien des gens ordinaires



et donc à la vie domestique ; l'émergence de la question du genre a parallèlement amené à considérer avec plus d'attention cette sphère domestique où les femmes sont souvent recluses.

Les sciences sociales se sont ainsi saisies du domestique. Elles l'ont surtout étudié à travers les rituels de la vie quotidienne, l'évolution des rapports entre les enfants et les parents, la diffusion des innovations technologiques, etc. On s'est intéressé à ce qui se passe dans l'espace domestique, souvent en considérant celui-ci comme un contenant neutre.

Cette approche soulève deux problèmes. Premièrement, la définition même du domestique est pour partie spatiale ; il est donc difficile de prendre cet espace comme allant de soi, sans en interroger les limites et la nature, sans voir comment il est identifié, différencié. Deuxièmement, et c'est là un des apports de la géographie depuis les années 1980, l'espace, privé ou public, urbain ou rural, n'est pas une chose en soi : c'est une construction sociale. L'espace domestique, dans son existence comme dans son organisation, est ainsi un fait de société, au même titre qu'un paysage, une norme de comportement ou une structure économique. En retour, tout construit qu'il soit, c'est un fait qui organise la vie des hommes et des sociétés. La nature et les structures de l'espace domestique véhiculent des normes, induisent des comportements, portent des identités, bref, participent à la reproduction sociale.

L'analyse de ce qui se déroule dans l'espace domestique doit donc passer par celle de cet espace lui-même. Parce que ce qui a lieu est fonction du lieu, parce que ce qui a lieu fabrique le lieu.

POURQUOI L'ESPACE ?

L'étude de la dimension spatiale du domestique reste un chantier en cours. Bien sûr, elle est au cœur des préoccupations des architectes, mais souvent dans une optique pragmatique qui prend peu en compte ce que font les habitants des espaces qu'on leur a construits. De plus, l'espace domestique ne se réduit pas à des configurations architecturales. L'appartement dans lequel on emménage possède bien sûr une organisation propre, mais il est aussi une coquille vide que la famille va (tenter de) s'approprier, habiter : transformer en espace domestique par divers discours, rituels, pratiques et aménagements. Les nombreux travaux sur l'histoire de l'habitat se focalisent souvent ainsi sur l'architecture, et négligent la façon dont les habitants fabriquent, en y vivant, leur espace domestique. Construire un logement, ce n'est pas construire un espace domestique : on a assez (trop ?) dénoncé la difficulté à vivre dans l'architecture moderniste.

Quelles sont les spécificités de l'espace domestique ? Lors de la rédaction d'un numéro spécial des *Annales de géographie* (2001, 620), qui fut une des étapes conduisant à cette publication, on a souligné que l'espace domestique constitue un territoire premier, anthropique, différencié, et, selon des modalités variables, familial et privé. Du fait de ces caractéristiques, l'espace domestique joue un rôle de premier plan dans de multiples champs : les rapports hommes/femmes, l'établissement de normes de comportement spatial, la construction de l'identité individuelle et collective, etc. Le nombre, la dimension et la disposition des pièces, les fonctions attribuées aux diverses

parties de la maison, la répartition des habitants à l'intérieur du logement forment les individus et informent sur les valeurs de la société qui les produit.

Pour ces raisons, l'espace domestique constitue une entrée précieuse pour saisir des enjeux sociaux qui le dépassent. Ce n'est pas seulement cet espace qui nous intéresse en tant que tel, mais aussi (surtout) ce qu'il nous dit sur les hommes et les sociétés. Ce qu'il nous dit d'intéressant ou de nouveau : l'espace domestique nous apprend sur les sociétés des éléments que l'analyse d'autres types d'espace ne peut que difficilement apporter.

De plus, si l'espace domestique ouvre des voies sur une meilleure compréhension de la société, il permet aussi de mieux réfléchir sur d'autres espaces, d'échelles très variées (le quartier, la ville, le pays, la Terre, le Cosmos). C'est toute une vision du monde qui sous-tend l'espace domestique, et, en retour, toute vision du monde se fonde sur un modèle domestique.

Il n'est pas surprenant que ce soit la géographie qui attire l'attention sur la dimension spatiale d'un fait social. Deux géographes sont ainsi à l'origine du colloque. Alors que leur discipline n'avait guère étudié l'espace domestique, il s'agissait de montrer qu'un questionnement géographique sur celui-ci était doublement légitime. D'une part, il est susceptible d'apporter un nouvel éclairage sur un objet (le domestique) que les sciences sociales avaient finalement intégré. D'autre part, il permet de montrer aux géographes l'intérêt d'un élargissement de leurs recherches à cet objet pour eux nouveau.

C'est donc dans une optique résolument transdisciplinaire que le colloque a été

conçu, proposant au géographe un nouvel objet, et au spécialiste de cet objet une approche différente – par l'espace. Par rapport aux nombreux travaux existant sur l'habitation sous toutes ses déclinaisons, le colloque visait à centrer les analyses sur l'espace domestique proprement dit. Le succès rencontré par l'appel à communiquer (plus de 80 réponses, 43 retenues pour le colloque, 31 publiées) témoigne d'un réel intérêt pour cette dimension. L'idée que l'espace tel qu'il se déploie à l'intérieur des logements joue un rôle clé dans l'expérience domestique, et plus largement dans la vie sociale, a ainsi rencontré un assez large écho.

QUI EST VENU PARLER DE L'ESPACE DOMESTIQUE ?

La pertinence d'une approche du domestique par l'espace a été confirmée par l'éventail des participants. Environ la moitié des auteurs – et des intervenants dans le colloque – sont des géographes. Simple effet du réseau des deux organisateurs, sans doute ; mais l'enthousiasme avec lequel nos collègues se sont emparés de notre proposition témoigne de la montée de l'intérêt pour les micro-espaces et pour l'analyse des comportements individuels en géographie. Cet engagement marque aussi l'entrée récente des géographes dans les espaces intérieurs, alors qu'ils restaient jusqu'à présent à la porte des édifices, qu'il s'agisse de logements, de bureaux ou d'usines. L'autre moitié des auteurs est constituée de spécialistes du domestique ayant accepté d'aborder celui-ci par sa dimension spatiale. Ils se partagent à parts à peu près égales entre sociologues, anthropologues et profession-





nels, notamment des architectes. Les praticiens sont cependant moins représentés dans cet ouvrage que lors du colloque.

La pertinence du dialogue et du croisement des perspectives est attestée par la convergence des thématiques, frappante par exemple à propos de la question du désordre dans les logements. La question identitaire est apparue comme un autre fil rouge, tressé différemment selon les disciplines. Pour les géographes, c'est surtout l'identité culturelle qui est interrogée. Pour les sociologues et les anthropologues, il s'agit le plus souvent soit de l'identité sociale, soit de l'identité individuelle. Les modalités de création d'un chez-soi dans des espaces construits par d'autres ont également constitué une question transversale, articulée à celle de l'identité, culturelle ou sociale. L'effet disciplinaire se ressent finalement moins dans les thèmes que dans les méthodes. Par exemple, les géographes, quelquefois encore réticents à faire porter leurs analyses sur des individus, ont souvent préféré travailler sur des groupes ou des aires culturelles, alors que les sociologues s'appuient plus volontiers sur l'étude de quelques cas.

La distribution par disciplines n'est pas seule digne d'intérêt. Sur les 47 intervenants au colloque, 28 étaient des femmes. Sur les 31 textes rassemblés ici, 19 sont écrits par des femmes, et deux (dont cette introduction) par une femme et un homme ensemble. Cette majorité féminine est d'autant plus remarquable et significative que le monde académique reste encore largement dominé, et pas seulement numériquement, par les hommes.

Ce déséquilibre est le juste reflet des pratiques et des représentations domes-

tiques, dans les sociétés occidentales mais aussi dans bien d'autres, qui font de la sphère domestique un monde d'abord féminin. C'est celui de la relégation des femmes, d'un enfermement implicite ou très explicite lorsque l'accès à l'espace public et extérieur leur est interdit. Dans un système masculin qui valorise l'espace public, l'espace domestique constitue, dans les représentations communes mais peut-être aussi celles des scientifiques, un espace secondaire, mineur. On peut faire l'hypothèse que le premier constitue un objet scientifique plus noble, dont les chercheurs s'emparent et qu'ils se réservent, alors que le second est abandonné aux chercheuses, ce qui expliquerait leur sur-représentation lors du colloque. Hypothèse parallèle : ce déséquilibre est à interpréter comme une sous-représentation masculine, les chercheuses ayant davantage ou plus tôt pris conscience de l'enjeu scientifique que constitue l'espace domestique, qu'elles connaissent et pratiquent davantage.

Dans une optique postmoderniste, telle qu'elle s'exprime dans la sphère culturelle anglophone depuis une quinzaine d'années à travers des programmes tels que les *Women studies*, *Gay and Lesbian studies*, *Ethnic studies*, on pourrait célébrer dans ce *sex ratio* la nécessaire adéquation entre l'identité du chercheur et celle des individus et communautés qu'il/elle étudie. Seules les femmes seraient à même d'étudier les femmes (et l'espace domestique) car elles seules pourraient, par expérience, les comprendre. À lire les textes des auteurs féminins et masculins réunis ici, cela semble une fausse piste : très peu de textes suivent cette perspective en proposant une lecture clairement féministe de l'espace domestique.

La répartition des auteurs par genre reflète donc plus probablement un certain désintérêt du monde académique masculin pour le domestique, monde mineur et féminin où il ne se passerait rien de très important. Les chercheurs préfèrent, en majorité, regarder ailleurs et investir les espaces publics, économiques et politiques, plutôt qu'intimes et familiaux.

Le colloque et cet ouvrage se voulaient une confrontation internationale. Huit communications furent données en anglais. Six, traduites, sont présentes dans cet ouvrage. En outre, trois collègues, venus de l'étranger, ont présenté leur communication en français.

Au-delà de la communauté des problématiques, qui témoigne de la circulation internationale des idées dans le monde scientifique, la confrontation des points de vue révèle certains biais. Dans leur grande majorité, les collègues français abordent l'espace domestique comme un abri, un refuge, un lieu d'intimité et de bien-être. En revanche, les collègues qui sont intervenus en anglais insistent davantage sur les tensions présentes dans cet espace. Tensions entre genres, principalement, mais aussi entre classes sociales et, bien que la question ne soit qu'indirectement abordée, entre générations.

Parallèlement, avec bien sûr de notables exceptions, les contributions françaises réunies ici sont moins sensibles aux transformations de l'espace domestique à travers le temps, le traitant davantage dans l'ici-maintenant que dans son évolution historique. Sauf pour les historiens (très peu représentés lors du colloque), il apparaît souvent comme un espace éternel, figé, ce qui explique peut-être que l'on ait du mal à

parler de l'espace proprement dit : on ne juge pas nécessairement utile de questionner la place des murs, la forme et la définition des pièces pour analyser ce qui s'y passe. Les communications qui portent sur les transformations de l'habitat (du rural à l'urbain, du nomade au sédentaire) privilégient la permanence, dans la mesure où elles analysent les adaptations contemporaines d'un modèle traditionnel. Les textes traduits de l'anglais insistent davantage sur l'évolution de l'espace domestique comme corollaire des évolutions sociales, notamment au ^{xx}e siècle.

Troisième différence frappante : la place réservée aux rapports de genre chez les uns et les autres. Les contributions françaises sont timides sur la question, quand elles ne l'ignorent pas totalement. À l'inverse, les contributions en anglais accordent généralement une large place à cette question. On a là le reflet de l'état des études de genre dans les deux sphères académico-culturelles. Alors que les enjeux de genre comptent beaucoup dans l'ensemble des sciences sociales anglophones, ils sont aujourd'hui marginaux en France. Comme les chercheurs, les maisons françaises ne semblent pas avoir de sexe...

QU'A-T-ON DIT ?

Peu de communications (3) ont porté sur l'espace domestique en général. La plupart (28) concernent des aires culturelles, le plus souvent des pays sans surprise, plus du moitié (19) traitent de l'Europe, plus du tiers (12) des espaces domestiques français. Les autres articles ont pour domaine le monde indien (3), le Japon (3), l'Afrique (2) et le Canada (1).





Le plan de ce livre ne reprend pas cette répartition, mais s'articule sur des types de problématiques.

L'organisation de l'ouvrage en parties rend compte, au-delà de la diversité des thèmes traités, de l'émergence de cinq questions centrales.

Les textes de la première partie interrogent les limites de l'espace domestique : où commence-t-il, ou finit-il, se confond-il avec l'espace intérieur du logement, peut-il exister au sein de la sphère publique et comment se décline son rapport avec l'espace non domestique ? Ces contributions offrent une sorte de mise en place, à défaut d'une définition, du domestique.

La deuxième partie met l'accent sur les acteurs. Comment l'espace domestique est-il produit et approprié, demandent huit auteurs, architectes et géographes pour l'essentiel. Ils s'interrogent sur les conditions de la production de l'espace domestique, sur le lien entre architecture et idéologie, et sur les modalités selon lesquelles les habitants s'approprient un espace dessiné par un autre, dont les intentions sont parfois étrangères à leur propre système de valeurs.

La troisième partie porte sur les valeurs, sur le rapport entre normes domestiques et normes sociales. Sept chercheurs questionnent les choix de disposition des pièces, la préférence pour les espaces monofonctionnels ou plurifonctionnels, la tension entre le pur et l'impur, entre l'ordre et le désordre. À travers les mots que l'on choisit pour dire ces espaces, ce sont les valeurs essentielles propres à chaque culture et à chaque société qui se révèlent.

Les contributions de la quatrième partie analysent l'inscription des cycles de vie dans

l'espace domestique. Comme espace du quotidien, il évolue au fil des jours. Les significations qu'il prend, les pratiques qui s'y déroulent caractérisent les différentes étapes de la vie, de la naissance à l'adolescence, de la vie de couple à la vieillesse. Les modalités de l'habiter s'inventent à chaque âge, nous montrent sept auteurs, en majorité des sociologues, mais aussi quelques géographes et une architecte.

Les présentations de la dernière partie abordent l'espace domestique à travers ses représentations. Cinq auteurs s'intéressent spécifiquement à la mise en texte de la maison, principalement dans des ouvrages de fiction, et montrent que l'espace domestique est aussi un produit discursif.

L'heure n'est pas encore au bilan. Mais certains thèmes sont apparus de façon récurrente, et méritent ici d'être soulignés. Il s'agit moins de réponses apportées que de points autour desquels se sont cristallisés les débats, et qui ont articulé nombre de présentations.

Personne ne s'est essayé à définir l'espace domestique. Outre qu'en tant que construit social, il est conçu et pratiqué différemment selon les aires culturelles, ses limites, dans leur statut comme dans leur localisation, sont floues. Plusieurs textes qui suivent prouvent que le domestique ne se cantonne pas à l'espace intérieur du logement, ou même à l'espace privé associant l'habitation et ses alentours. L'espace domestique dépasse les murs, les fenêtres et les volets pour investir l'espace public, dans lequel il se niche parfois, et avec lequel il dialogue en permanence. Ce qui se passe à l'intérieur et la disposition même de cet intérieur ne se comprennent que dans leur rapport dialectique avec l'extérieur.

L'espace domestique apparaît comme un matériau malléable, à la disposition de ses habitants. Dans certaines limites toutefois : il peut aussi être un véritable carcan dans lequel il est difficile de trouver ses marques et sa liberté. C'est notamment le cas lorsqu'il n'est pas organisé comme un reflet des valeurs de ses habitants. On voit alors, à travers plusieurs textes, comment l'espace est aussi en lui-même une force qui s'impose aux habitants et peut les transformer. Le succès de la diffusion universelle du modèle occidental et moderniste constitue dans cette perspective une clé de lecture des mutations domestiques et sociales à l'échelle de la planète.

Dans l'espace domestique s'articulent de façon complexe l'idéal et le matériel. Aussi solides que les cloisons de la maison, celles entre les hommes et les femmes, les enfants et les parents, le propre et le sale. Les mots et les murs, intimement liés, soutiennent,

enferment, structurent. L'espace domestique matérialise des valeurs, et en même temps participe à leur (re)production. On ne peut comprendre cet espace sans prendre en compte la société qu'il reflète et fabrique.

Enfin, on l'aura saisi, parmi les valeurs que l'espace domestique traduit et transmet, celles qui ont trait au genre sont centrales. Elles ne le sont sans doute pas assez dans ces actes, qui en cela reflètent fidèlement l'état de la recherche, en France particulièrement. Il ne faut pourtant pas croire que les inégalités sexuées se sont réduites dans les sociétés occidentales, particulièrement dans le monde domestique. Au moment où la revendication de la parité s'imposait – difficilement – dans la sphère publique, une étude apprenait aux Français(es ?) surpris que le partage des tâches ménagères entre les hommes et les femmes n'avait pas bougé d'un pouce en trente ans.

Béatrice Collignon et Jean-François Staszak



S o m m a i r e

3	Entrées dans l'espace domestique <i>Béatrice Collignon et Jean-François Staszak</i>
19	MISE EN PLACE DU DOMESTIQUE
20	La rue domestiquée Reformulation de la notion d'espace domestique à travers l'expérience des SDF <i>Djemila Zeneïdi-Henry</i>
33	De l'espace domestique au monde domestiqué Point de vue phénoménologique sur l'habitation <i>André-Frédéric Hayaux</i>
46	Les figures du seuil dans la peinture de genre hollandaise au XVII ^e siècle <i>Rémy Knafou et Jean-François Staszak</i>
64	Les ouvertures de l'espace domestique La porte, la fenêtre, le tableau et l'écran cathodique <i>Paul Claval</i>
77	PRODUIRE ET S'APPROPRIER L'ESPACE DOMESTIQUE
78	Maison singulières Un projet négocié entre architectes et clients-habitants <i>Anne Debarre</i>
90	La réorganisation de l'espace domestique en Finlande des années 1930 aux années 1950 Des maisons propres et pratiques en périphérie urbaine <i>Kirsi Saarikangas</i>
109	Ré-habiter Le Havre reconstruit Ville et logements universels face au territoire domestique <i>Guillaume Jacono</i>
125	Quand l'espace domestique se fait enjeux identitaires Le cas de familles immigrées d'origine algérienne résidant en HLM <i>Ludovic Joyeux</i>
137	Les relations entre le dedans et le dehors La construction du sens du chez soi dans les quartiers d'habitat social <i>Barbara Allen</i>

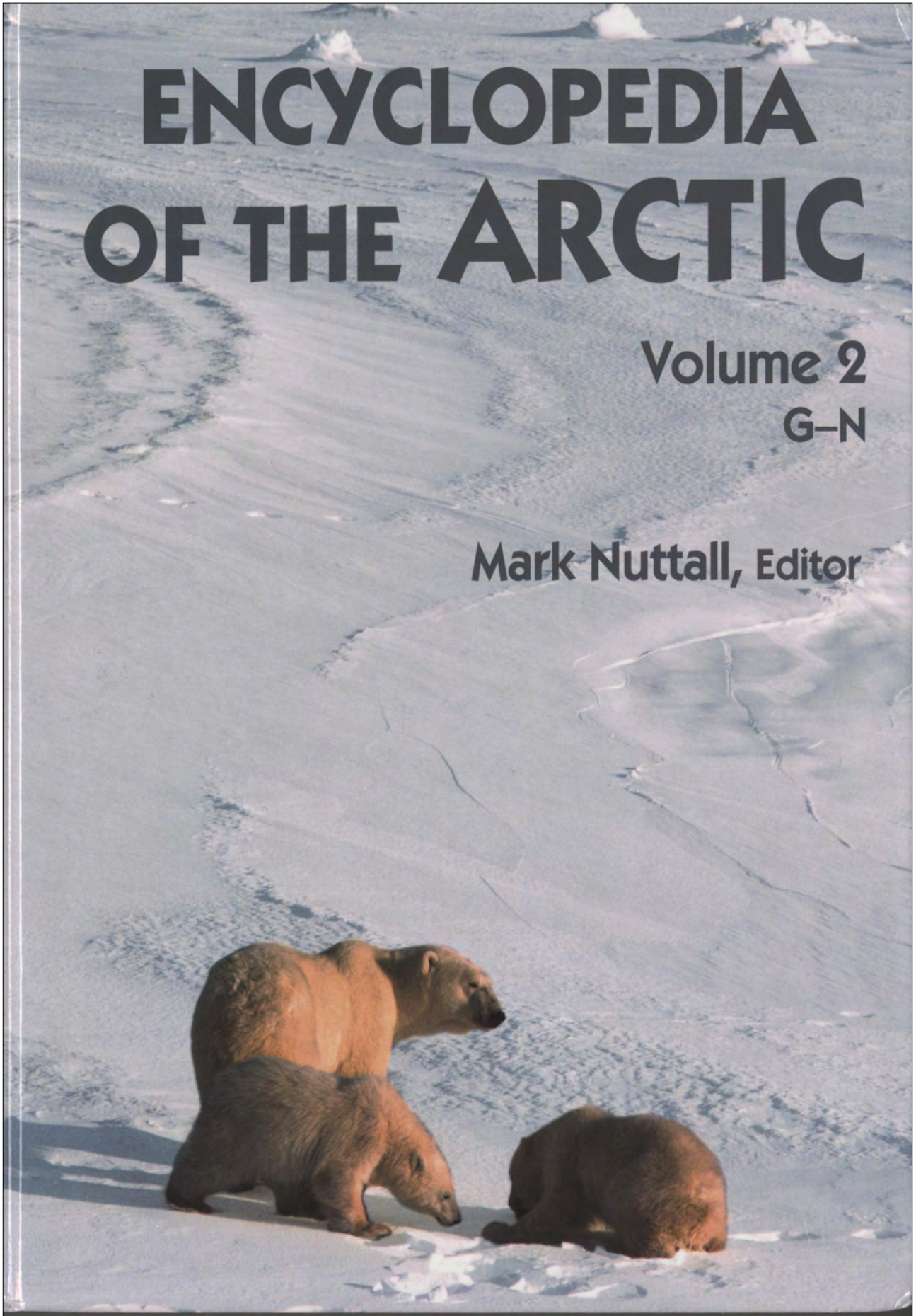
- 149 La maison à Tananarive, entre ruralité et citadinité
Catherine Fournet-Guérin
- 163 La rénovation de l'espace-logement
Les subventions publiques aux propriétaires :
intérêts et contraintes
Peggy Rivreau
- 175 Gestation, création imaginaire, concrétisation, appropriation
Architecture intérieure
Henri P. Claeys et Isabelle Jarreau
- 183 **NORMES DOMESTIQUES, NORMES SOCIALES**
- 184 Rituels domestiques au xx^e siècle aux Pays-Bas
Habitudes d'habiter
Irène Cieraad
- 197 Le péril de l'impur
Organisation de l'espace dans les intérieurs japonais
Ritsuka Ozaki
- 211 Ordre et désordre au Japon
La maison, modèle réduit de l'organisation de l'espace
Jean-Robert Pitte
- 225 « C'est quoi ce bazar ? »
Pour une anthropologie du désordre domestique
Jean Paul Filiod
- 237 La tente, espace domestique et microcosme des sociétés touarègues
L'exemple de la tente en nattes chez les Touaregs Kel Ewey du massif
de l'Aïr au Niger
Laurent Gagnol
- 249 De l'habitat nomade à la maison moderne chez les Inuit
de l'Arctique oriental canadien
Appropriation d'un espace imposé
Guy Bordin
- 266 Les espaces domestiques des marins pêcheurs
Anne Gaugue

281	CYCLES DE VIE ET ESPACES DOMESTIQUES
282	Filles et garçons dans la maison indienne Pratiques et discriminations dans l'espace domestique au Tamil Nadu, Inde du Sud <i>Stéphanie Vella</i>
297	La fratrie recomposée au travers des temps et des espaces domestiques <i>Aude Paittevin</i>
310	Le roman du couple et sa scène spatiale <i>Monique Eleb</i>
325	« Nos débuts ensemble » Installation résidentielle et entrée dans la conjugalité <i>Laurence Faure-Rouesnel</i>
341	Sombres pensées dans la maison coloniale Masculinité, autodiscipline et refoulement domestiques à Ceylan au milieu du XIX ^e siècle <i>James Duncan</i>
354	Féminisme et sens de l'espace domestique des femmes déplacées Les réfugiées kurdes à Londres dans leurs appartements <i>Didem Kilickiran</i>
370	Le chez-soi des personnes âgées en maison de retraite Un regard décalé sur l'espace domestique <i>Isabelle Mallon</i>
383	MISE EN TEXTE DU DOMESTIQUE
384	« Sympathique maison ensoleillée de 4 chambres... » La maison individuelle dans les petites annonces <i>Gabriel Rodriguez et Daniel Siret</i>
400	Ce que nous racontent les albums japonais pour enfants sur l'espace domestique <i>Sylvie Guichard-Anguis</i>
414	Confort et intimité dans les écrits florentins de la Renaissance <i>Béatrice Laroche</i>
423	Hanté par les maisons L'espace domestique et le roman domestique anglais <i>Chiara Briganti et Kathy Mezei</i>
438	Espace domestique et réclusion masculine chez Salman Rushdie <i>Claire Hancock</i>

ENCYCLOPEDIA OF THE ARCTIC

Volume 2
G–N

Mark Nuttall, Editor



opening day of the Second Inuit Circumpolar Conference in Greenland.

GILLIAN LINDSEY

See also Alaska Native Claims Settlement Act (ANCSA); Alaska Federation of Natives (AFN); Bureau of Indian Affairs; International Whaling Commission (IWC); Inuit Circumpolar Conference (ICC); North Slope; Trans-Alaska Pipeline

Further Reading

Hess, Bill; *Taking Control, The North Slope Borough, The Story of Self-Determination in the Arctic*, North Slope Borough, 1993

HOUSING

Housing is one of the most important issues of today's Arctic. Housing shortages leading to severe overcrowding and health-related problems, poor construction, and lack of maintenance are common problems throughout the North, with some regional differences. Conditions are particularly critical in post Soviet Union Russia and new Siberian states, but also in Newfoundland and Labrador, Canada's poorest province. The main challenge for national and/or regional governments is to cope with a constant need for better housing combined with a steadily growing population, a consequence of high natural growth rates. Throughout the Arctic, the vast majority of the inhabitants face such economic problems that they cannot individually provide decent housing for themselves and have no choice but to rely on public social housing programs.

In Arctic regions, vernacular architecture had to contend with a limited choice of building materials: small trees, driftwood, skins, sod, and snow. In northern Scandinavia and Siberia, people made high tepee-shaped tents from long, wooden poles covered with reindeer skins that ensured insulation. In the North American Arctic, dwelling forms alternated depending on the season. In summer months, the Inuit lived in rather small driftwood-framed caribou or sealskin tents. In Alaska, the Mackenzie Delta, and Greenland, the Inuit spent winter months in sod houses constructed with wood frames, often semi-subterranean. Snow houses (igloos) were only used as a temporary traveling shelter. In the central Arctic, Inuit families spent the entire winter in snow houses.

Tents, snow houses, wood-frame houses, and all traditional dwellings consisted of a single, multifunctional room, whose size adapted to that of the family. The spatial organization of the interior was always the same, based on a clear division into two spaces: the floor and the platform. The platform, covered with furs, either consisted of a snow bank or of a mix of

rocks, branches, and moss. It occupied about one-third of the whole room. Placed opposite the door, it provided a warm space for sitting and sleeping. In larger structures, an additional platform could be erected on one side. Despite the openness of the interior space, it was regulated by strict norms regarding each inhabitant's spatial position, in relation to age, gender, and degree of intimacy with the head of the house. Light and heat were provided either by a small fire (in northern Scandinavia and Russia) or by a stone lamp fueled with seal oil (or other animals fat when not available). Hence, the fireplace was the house's focal point and main organizing device. As it was the mother's duty to maintain the fire, everyone else's position inside the house was determined in relation to hers. The circular configuration generated a space that surrounded and embraced all the inhabitants, bringing them close together and favoring nonverbal interactions. This structure enhanced a feeling of equality, as each family member had his or her place in the same circle.

Arctic peoples settled down at different times depending on each region, from the early 1900s to the late 1960s, usually under governmental pressures of some sort. The main move from nomadic camps to permanent settlements occurred throughout the North after World War II. Traditional dwellings soon proved to be ill-adapted to sedentary life. In the new settlements, housing conditions were appalling, leading to a health crisis that encouraged the creation of governmental housing programs from the 1950s. In the northern USSR, the shift from traditional to modern imported housing after World War II was part of a clear political agenda of cultural assimilation. Elsewhere (US Alaska, northern Canada, and Scandinavia), the goal of assimilating native populations to colonial standards was less obvious but played an implicit role. Through the years, each country carried various housing programs. Buildings improved in size, comfort (with electricity, running water, and inside plumbing), and quality of construction. Houses also became spatially more complex: the unique multifunctional room was replaced by closed bedrooms, a separated kitchen, and a living/dining room sometimes divided into two rooms. Throughout the North, the new dwellings reproduced the basic suburban houses of the South, from where they were imported. However, regional situations have remained quite variable up to this day.

The Saami of northern Scandinavia benefited from post World War II welfare state systems that emphasized quality housing for all citizens. As the Saami had been in contact with Western culture for several centuries, they experienced a rather smooth transition to modern housing. Workshops involving both Saami people and professional architects sought to adapt

HOUSING

HRDLÍČKA, ALEŠ

house designs to the future dwellers' specific needs and desires. Effective home-ownership programs were developed and today most Saami own their houses. In Greenland, the housing situation was also quite satisfactory. There, most residents rent rather than own their homes. Problems are concentrated in the large, urban capital city of Nuuk, where multistory apartment buildings are ill-fitted to the Inuit way of life and contribute to feed a difficult social and identity crisis.

The situation elsewhere in the Arctic is less satisfactory. Prefabricated houses were sent North without prior consultation with indigenous residents. Usually, they were designed by architects or builders who had no knowledge of the culture they were building for. Over the years, emphasis was placed on improving the structural quality of buildings (better plumbing, insulation, etc.) but not the domestic or interior spaces. In Alaska and northern Canada, except for Labrador, the housing stock is of fair quality and has improved steadily over the years; an increasing number of Canadian Inuit have become home-owners. Yet, in regions with high population growth rates, housing shortages remain a central problem.

The Canadian region of Labrador suffers from chronic economic depression, resulting in appalling northern housing conditions. Houses are decrepit, overcrowded, and insufficiently equipped, often lacking plumbing. Because of financial constraints, Provincial Government subsidies are scarce and home-ownership programs cannot be offered. This is a problem because such programs are a convenient way for governments to disengage from costly public housing programs in the long run. Thus, Labrador northern peoples and government find themselves trapped in a situation that can only get worse each year, with aging dwellings no one can afford to maintain or replace and a steadily growing population. The situation is quite similar in northern Siberia, where the new states inherited poorly built housing structures from the former Soviet Union. As these states lack the economic means to maintain housing subsidies, impoverished Arctic residents have to live in old, poorly insulated dwellings that they too often cannot afford to heat.

Everywhere in the Arctic, privately funded construction remains exceptional.

In terms of comfort, the "modern" houses imported from the South starting in the 1950s represented a spectacular improvement over vernacular dwellings. Their radically different spatial organization has, however, led to problems that reveal the cultural importance of architecture and domestic space. The shift from single- to multiple-room homes has represented a significant cultural change. In the modern homes, dwellers are confronted with a subdivided space that separates individuals. The proximity (visual, auditory,

and physical) that was crucial in the shaping of both collective and individual identity has been lost. Interior walls are not only functional dividers, but structures imbued with Western morals of spatial division and specialization. These walls provoke a spatial break inside the multigenerational dwelling unit, creating a space in which traditional nonverbal modes of communication are no longer effective. The parent-child bond is also disrupted by the pressure put on indigenous parents to have their baby sleeping in a different bedroom than theirs. This inner spatial break has had important consequences on the social order of many indigenous populations, mainly a loss of familial and community cohesion and of parental authority over and understanding of their children. Moreover, a whole body of cultural values and representations can no longer be passed from one generation to the next with ease, and the deep sense of community and solidarity based on proximity is also quickly degrading.

To this day, social scientists have scarcely studied the effects of modern housing on Arctic peoples, and its role in the contemporary cultural and social crisis remains to be fully appreciated.

BÉATRICE COLLIGNON

See also Snow House

Further Reading

- Bordin, Guy, "De l'habitat nomade à la maison moderne chez les Inuit de l'Arctique oriental canadien: appropriation d'un espace imposé." In *Espaces Domestiques—Construire, Aménager, Représenter*, edited by B. Collignon & J.-F. Staszak, Paris: Bréal, 2003
- Collignon, Béatrice, "Dynamique des lieux et mutations culturelles: les espaces domestiques en Arctique inuit." *Annales de Géographie*, 110(620) (2001): 383–404
- Lee, Molly & Gregory A. Reinhardt, *Eskimo Architecture: Dwelling and Structure in the Early Historic Period*, Fairbanks: University of Alaska Press and University of Alaska Museum, 2004
- Tester, Frank, "Iglu to Iglurjuag: The Anthropology of Colonialism in Culture, Home and History. In *New Directions for Inuit Studies*, edited by P. Stern & L. Stevenson, Lincoln: University of Nebraska Press, 2004

Geografia e organizzazione dello sviluppo territoriale
Studi regionali e monografici 51

PERCORSI DI GEOGRAFIA TRA CULTURA, SOCIETÀ E TURISMO

a cura di
LEONARDO MERCATANTI



Pàtron Editore - Bologna

Indice

Prefazione – Girolamo Cusimano	p. 9
Introduzione – Leonardo Mercatanti.....	» 15
 PARTE I – ALLA RICERCA DELLA GEOGRAFIA CULTURALE	
Forma ed esperienza della Geografia culturale	
– <i>Marcello Tanca</i>	» 21
Tracce, segni, valori e paesaggi culturali. Quel che resta della cultura – Simone Betti	» 39
Approcci e applicazioni per la geografia culturale	
– <i>Simone Betti</i>	» 71
Paesaggi ibridi e culture globali. La geografia postcoloniale e gli studi subalterni – Salvo Torre	» 111
Carl Ortwin Sauer e la geografia culturale contemporanea – Leonardo Mercatanti	» 117
Il valore culturale della carta geografica – Marianna Lo Iacono.....	» 131
Il mondo in cerca di spazio. Culture, rappresentazioni, nuove tecnologie – Marco Petrella	» 149
Geografia e cultura visuale – Tania Rossetto.....	» 165
Beni culturali e politiche dell'UNESCO – Carmela Cacia.....	» 179
Lingue e culture nell'età della globalizzazione – Aurelio Rampello»	197
Il Mediterraneo tra pregiudizio e modernità – Francesco Caudullo .	» 207

PARTE II – APPLICARE LA RICERCA CULTURALE

Domestic spaces and cultural geography – Béatrice Collignon.....p.	233
Immaginario collettivo e costruzione dello spazio urbano:	
la conquista culturale di Marrakech – Rachele Borghi	245
Il parco culturale quale strumento di identità locale.	
Il caso del Canavese – Lorenzo Bagnoli.....	269
L'emigrazione italiana in Uruguay: storia di modelli	
culturali – Renato Mansi.....	289
Turismo responsabile: una nuova etica del viaggio	
– Maria Valeria Grasso	309
Le Universiadi come momento interculturale	
– Anna Maria Pioletti	323
Il contributo dell'Educazione Ambientale alla cittadinanza	
attiva – Monica Camuffo	331
L'uso degli indicatori biologici nell'inquinamento	
atmosferico – Elena Di Liberto.....	347
Scicli: parco culturale e centro museale del paesaggio	
ibleo – Salvatore Cannizzaro	359
Paesaggi come scenografie: gli spazi del movie tourism	
– Maurizio Giannone.....	369
La Sicilia e il cineturismo – Enrico Nicosia.....	379
La ceramica di Sciacca e Burgio elemento qualificante	
dell'offerta turistico-culturale della provincia di	
Agrigento – Carmelo Maria Porto	395
Travels in Sicily looking for nonni – Thomas Joseph Puleo	407

*Domestic spaces and cultural geography*¹

Béatrice Collignon

A CULTURAL APPROACH TO HUMAN GEOGRAPHY

The cultural approach to contemporary issues in human geography can take many different paths, depending on the researcher's interests. My own work is mostly driven by a special interest for geographic knowledge as developed by the people themselves, a kind of folk-geography or, as I'd rather call it, a vernacular geography. Vernacular geography is often defined as the opposite of academic geography. Yet, as handy as this definition might be, it should be avoided, as things are far from being that simple. There is nothing such as a clear opposition between those two kinds of knowledge. Indeed, the relationship between them is more that of a tension between two various ways of developing knowledge.

In the realm of cultural geography my own research stands alongside other works that mainly focus on the issue of space and place as the geographic dimension of identity (both collective and individual). It also links with the constructivist school that considers knowledge as a representation and, in this context, I am particularly interested in investigating the spaces and landscapes that are constructed through this representation, and are constantly re-informed by it in a dynamic process where knowledge building – a never ending activity – tends to continuously transform the “reality” it pretends to grasp.

These issues are investigated through fieldwork research that focuses on a specific culture: that of the Inuit (formerly called Eskimo) of the Canadian Arctic. Until the 1950s-1960s the Canadian Inuit were a nomadic people whose life

¹ A first version of this paper was given at the 3rd conference of the IGU working group on Cultural Geography, Meched (Iran), May 2000. The author wishes to thank Edward Scarpari for his careful editing of her English.

was organised around hunting (mainly seal and caribou) and, since the 1910s, trapping for fur (mainly foxes). This means working in an environment where the land, although highly exploited, is not – or only slightly – transformed. Tracks of human presence and activities are very limited. Therefore, cultural landscapes tend to be intellectual rather than material and their culturalisation lies mostly in the invisible grid through which they are read and understood by their inhabitants. In this context the most constructed space of all is the domestic space, the inner space of the mobile shelter that is constantly rebuilt to accompany the movements of the nomadic group. Yet, its spatial organisation appears to have been following a very stable pattern, as we will see.

But before that, the idea of domestic spaces itself needs to be clarified. First of all, we can define them as opposed to public spaces. Yet this is obviously not specific enough as domestic spaces are a special kind of private space, the most private kind of all: the home, where one seeks comfort and rest, among other members of the family or by oneself if the person is single. The intimacy of the home first lies in the simple fact that it is a delimited space, whose borders are recognised as such by outsiders as well as insiders. Apartments are delimited by walls of course, but houses, too, are more often than not surrounded by some kind of wall or fence, with a gate that can be locked. If not, there is always an invisible line that separates it from public space and of which neighbours are fully aware. The inside space, whether of a house or a flat, is the heart of the domestic space, which extends to some degree to the outskirts of the building. The latter can either be abruptly separated from the non-domestic space by a clear physical limit or slowly dissolve itself into the public space when no material sign marks the frontier between public and private spheres. There is much to be learned from a close study of the various ways by which the encounter between domestic and non-domestic spaces is dealt with, but in this paper I will specifically focus on the inside space of the house.

GEOGRAPHERS AND DOMESTIC SPACES

Geographers have indeed often shown an interest in domestic spaces, looking at them with different perspectives through time.

Vidal de la Blache, when he elaborated the concept of “*genre de vie*” (1911) in order to better understand the relations between man and his environment in rural Western Europe, included domestic space in his investigation. This interest was carried forward by rural geographers as well as by most regional geographers until the fifties. Most of them looked at domestic spaces as production spaces, integrated into a farming economy. The emphasis was on how the dwelling itself was designed to assist farming activities and on regional styles in vernacular rural architecture as an adaptation to various farming systems, themselves an adapta-

tion to the physical geography of each region. These geographers also insisted on how work in the fields and work inside the walls of the farm itself depended on one another, being part of one production-consumption system seen as an almost closed circle. Although aware of the gendered work distribution – in Europe, in most cases, men were in the fields while women stayed mostly in the farm-house and its direct surroundings – they considered this to be natural and had therefore no interest in looking into it any further.

After World War Two, domestic spaces were forgotten for a few decades, as they did not seem to fit into what were then the main interests of geographers: spatial distributions, theoretical geography, regional science and urban geography. It was only in the 80s and 90s that they met with a renewed interest, mainly through the gender issue first raised by feminist geographers. The focus moved from dwelling structures to inside spaces. Massey and McDowell (1984) paved the way for a new look at domestic spaces, now apprehended as spaces of entrapment for women. These spaces were also studied as spaces of conflict and violence, linked to identity issues in relation to the social construction of gender but not exclusively.

More recently, some geographers have started to look at domestic spaces as a specific kind of geographical space, whose “landscape” reflects a geographical representation of the world and plays its own part in the transmission of cultural values and identity to its inhabitants. “Space matters!, also at that scale”, was the *moto* (Collignon and Staszak, 2003). This approach is based on the idea that those values, as well as the sense of space and place specific to each culture, are expressed in the internal lay-out of the homes, especially when dealing with vernacular (often called traditional) architecture (Pezeu-Massabuau, 1993). Domestic spaces are looked at as the spaces where one first experiences the interaction between oneself and others, and between oneself and various artefacts. These experiences are lived through the sensitivity of the body, through which one learns about locations, of bodies and objects, and of the distances between them. It is not only about learning how to locate someone or something, and how to evaluate distances, but also, and this is more important, about learning what is right and what is wrong in terms of locations and proximity in a specific cultural context. Each culture, indeed, has its own standards concerning the right location of things and, moreover, of bodies, and about the right distance between various things and, subsequently, various bodies, i.e., various people; depending on a wide range of factors among which gender often plays a key role. Until then, geographers had paid little attention to the means by which each individual and whole cultural groups organise their domestic spaces in order to feel “at home” inside them.

From this perspective, an interesting issue is to look at how the spatial organisation of the house itself makes it easy or difficult to interact in certain ways, by such means as partition walls for example. A related theme is the way such spa-

tial organisation subtly transmits to its inhabitants, at a very early age, the notions of right and wrong distances and locations. Patterns of domestic spaces then appear as a key element in the geographical experience of space and therefore as a key element in the construction of geographic knowledge, i.e., of an operational representation of the world. As such, it deserves full recognition as a relevant object of research in cultural geography, like any other geographical space.

If domestic spaces are so important for the construction of identity as well as of cultural knowledge, a question arises: what happens when a cultural group experiences a radical change in the pattern of its domestic space? What are the cultural effects of such event, and how does it affect the geographic knowledge of the people involved?

For nomadic cultures, economic development, more often than not, means settling down: either in a new village or in a building created by sedentary people who already live there. Settling down not only means shifting from temporary camps to permanent villages, but also shifting from mobile dwellings to immobile ones, which tend to be bigger in surface and more complex in their lay-out. In the context of nomadic cultures experiencing important transitions through settling down processes, the study of such micro-scale spaces and their dynamics appears to be of special interest when trying to fully understand the consequences of the tremendous changes with which the people involved have to deal. Yet, if anthropologists and sociologists alike have extensively studied how sedentary life often brings loss of identity and radical cultural changes they have mostly concentrated their research on the evolution of kinship networks at the scale of the communities created, not paying much attention to spatial patterns at the scale of the new domestic spaces. As a cultural geographer experiencing Inuit life and its changes since 1980 and trained to question spaces and places, I believe it is important to analyse how recently-settled nomadic people cope with dramatic changes in their intimate surroundings.

THE STUDY GROUP: THE INUIT PEOPLE OF THE CANADIAN ARCTIC

My own research on this issue relies on a close study of a specific case: that of the Canadian Inuit people and more specifically of a Western Central Arctic group formerly called by anthropologists "Copper Eskimos" and now known as the Inuinnait, a dialectal form of the name Inuit – "the true people" (figure 1). Nomadic hunters for centuries, the Canadian Inuit settled down under strong pressures from the Federal Government in the 1950s and 1960s. (In Alaska – USA – sedentarisation occurred earlier in the 20th century, in Greenland the Inuit were always less nomadic and the situation more complex).

Until the 1950s the life and movements of the Inuinnait (as well as of all Inuit) were basically organised around hunting activities and a seasonal variation

between the hunt of marine mammals, mostly seals, and that of land mammals, mostly caribou (Collignon, 1994). This variation had profound implications on the social organisation of all Inuit groups, described by Marcel Mauss (1905-1906) in an article that remains to this day a corner stone in the field of anthropology. From late fall to spring, they lived in igloos – the famous round-shaped snow-houses – and in summer time they stayed in seal-skin or caribou-skin tents. Those two kinds of dwellings were perfectly adapted to the high degree of mobility of the Inuit, as well as to the seasonal changes of their environment. But the new settlements to which the Inuit were moving rapidly proved to be ill adapted to a permanent use, and had to be abandoned.

As the Canadian Federal Government had pushed for the sedentarisation of the Inuit (Christian missionaries were also in favor of such move) it had the responsibility to find a solution. It did so by providing them with prefabricated houses under the so-called “low-cost housing program”, a social housing program. As years went by, the program improved: bigger and better quality houses were, and still are, rented to the Inuit. In the late 1980s another social housing program was started, in addition to the first one, which encourages home ownership on the part of the Inuit. In any case, all the houses found in northern settlements are designed by Southern Euro-Canadian architects who know little if anything about the Inuit and Arctic life and follow Western domestic and cultural values in their work, basically reproducing the low-cost suburban detached house model that can be seen everywhere in North America. For the Inuit, adapting to foreign surroundings which reflect a culture alien to them has been tremendously difficult. Researchers and public servants alike have largely underestimated the impact of this change.

This paper does not pretend to give an exhaustive account of these changes but rather, to raise a few key points to illustrate the interest of research on domestic spaces and advocate that cultural geographers focus their attention on this issue. A quick description of the traditional spatial organisation of Inuit homes will help illustrate the tremendous change moving to suburban houses was for them. The study is based on informal participant observation begun in 1986 and completed by long interviews with elders in 1998 (Collignon, 2000/2007, 2001). It is also supported by anecdotic observations made in 1980 when,



Fig. 1 – Circumpolar view of the land of the Inuinnait.

as a teenager, I was fortunate enough to spend the summer on Arctic land and regularly visited various Inuinnait's camps.

THE TRADITIONAL DOMESTIC SPACES OF THE INUIT

Archaeological work in the North American Arctic, combined with ethnographic observations in the 20th century, have revealed the remarkable stability of the pattern of the spatial organisation of the domestic spaces in this part of the Arctic, at least from the 10th century.

The igloos and tents of the Inuit were one-room units. There lived the nuclear family, often extended to an elder – mainly widowers too old to support themselves – an unmarried sibling, a young girl promised for marriage to one of the sons, or a new couple without any children yet, or just a baby. The rule was that an adult man should be able to provide for his family by himself, and that his wife should be able to maintain her own dwelling and take care of her family's common needs, especially in terms of clothing. Closely related siblings often lived near one another. Two families related might even share a common entrance corridor to their respective igloos, each of them living in its own.

Igloos and tents were always built to fit the size of the household. As such, there were never "empty" spaces inside of them and body proximity was very high. This was a potential source of tensions and conflicts, and it was controlled by a strict though implicit spatial organisation which ruled who stayed where, close to whom and far from whom. Though never put into words, never explained nor discussed, the repetition of the same order in each and every Inuit dwelling made it a powerful pattern which ruled social life at home. Since the spatial organization of igloos and tents was identical, the following description focuses on the igloo, as it is the home "par excellence" for the Inuit. The tent is only a stopgap during the seasons when the weather is too mild to have any snow, or snow hard enough with which to build igloos.

The inside space of the igloo is spatially organised around the seal-oil lamp, which gives light and heat and which is the heart of the home (figure 2). As the mother sits in front of the lamp, it is her body that rules the location of all the others. All the members of the family sit and sleep on a platform (a sort of snow bank) which occupies one-third to one half of the total space, on the wall opposite to that of the entrance. The mother sits at one end of the platform, usually to the left from the entrance, in front of the lamp. Next to her, or one should say on top of her, is the baby, who spends most of its time on her back until it reaches two or three years of age. Next to the baby, the father. At night time, the baby, or the youngest of the children, sleeps between its two parents, the warmest spot. On the other side of the father, stay the older children, from the youngest – closest to the father – to the oldest – furthest from the heart of the family. The

older child has therefore her/his spot along one of the walls of the igloo, unless there is another sibling – aunt, uncle, cousin, young couple or elder – or an unrelated visitor staying in the same dwelling. This spot, on the “other” end of the platform, is the one furthest to the heart of the family and the home, and to its warmth, the lamp being on the opposite side as mentioned earlier.

This spatial organisation can be read as a metaphor for the process of growing up, described by Inuit people as learning to be autonomous and able to live and think by oneself: “make one’s own decisions”. From an Inuit perspective, this is achieved through a slow process of loosening the ties that closely link a child to her/his parents and especially to the mother, to whom one is literally attached from the first day of conception, and on whose back Inuit children spend most of their early years. This process, under parental control, is

also induced by the socio-spatial organisation of the igloo, which gradually and smoothly separates children from their parents over the years, and through which one learns that the right distance between people changes with age as well as with one’s status in the highly developed Inuit kinship network. The adult’s independence is hence prepared from the very day of the child’s birth, in a non-violent yet very suggestive way. Yet, proximity between bodies, and souls, stays high, playing an important role in maintaining a strong sense of community and identity.

To close this rapid analysis of traditional Inuit domestic space two additional points are worth mentioning. First, the igloo’s openness to the outside environment. It is a shelter from the harshness of the outside environment, but certainly not a place where one can hide from others. The igloo has no internal walls and, as a consequence, anyone who steps in can immediately see everything and everyone that is in the home, and whatever is going on inside at that time. Maintain-

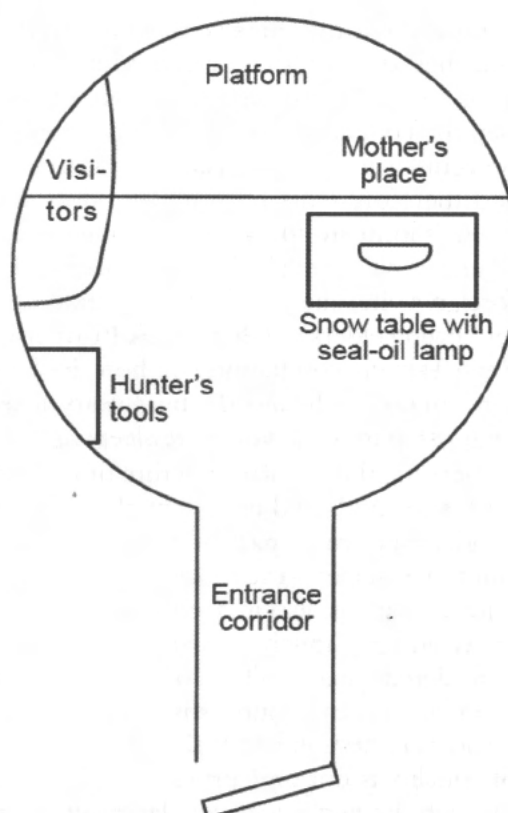


Fig. 2 – Lay-out of the inner space of an igloo, nuclear family.

ing the link with others is more important to Inuit than protecting their privacy, and their dwellings' architecture expresses that priority. The long corridor that leads to the only room and through which one often has to crawl, is meant to trap the cold air and store whatever needs to be at hand but kept frozen, not to prevent visitors from entering. In summer time, there is no need to trap the cold and therefore tents have no corridors whatsoever. One steps directly into the family's intimate space, after having coughed or made some kind of noise to announce one's arrival when still outside. Family life is exposed to any visitor, as foreign as he/she may be, at any time of day and night. Indeed, when I was interviewing elders in Ulukhaktok (formerly Holman) in 1998 Mary Uyarartek and Rene Taipana commented on how, looking back to that time after living in multi-room houses for nearly thirty years, it seemed so strange to think that a visitor might step in while you were sleeping.

Second, the circular structure of the igloo. This circularity creates a space that both surrounds and embraces all its inhabitants, bringing them closer together. Inside, they are all part of a round matrix that recalls – and this is clear to the Inuit themselves – the mother's womb in which life is first created and nurtured. Such a shape is also in accordance with Inuit social organisation, which is built on avoiding as much as possible the development of a hierarchy. Each person is considered equal to all the others of the same age group, and leaders always keep a low profile. In a round-shaped house everyone has his or her place in the same circle, no one is either at the centre or on the margins. The highly valued sense of equality is not only protected by the shape of the igloo, it is reinforced by it, through the very suggestive language of architecture. This shape is also adapted to the communication standards of the Inuit, where information is passed on and opinions are expressed through story telling rather than through discussion. Favouring story telling over discussion is a means to avoid direct conflict, and depersonalising arguments helps to find pacific ways to resolve conflicts that are always latent in tiny communities with a high degree of proximity. The round-shaped structure, combined with the multi-use one-room internal organisation, makes it possible for people to say what needs to be said without pointing at anyone in particular, which would be regarded as a much too violent way of coping with any kind of problem, as serious as it might be.

THE MODERN DOMESTIC SPACES OF THE INUIT

From the early 60s, the Federal Government of Canada began providing public housing for the Inuit, through the Northern Rental agency first and later the Northwest Territories Housing Corporation. There is no need here to go into the details of the programs and their evolution, directly linked to changes in Canada's northern politics. If the first dwellings sent were rather simple, being

just one-room units, poorly built and insulated, the quality improved over the years and houses became bigger and more sophisticated. In the late 60s, two- and three-bedrooms houses were sent up North for the Inuit. Nowadays, houses available for the Inuit, either for rent or for sale, range from one-bedroom units to four-bedrooms ones. All of them are equipped with an oil furnace, electricity, running water and an internal sewage system. The layout is very similar to any other North American low-income suburban house: a small entrance room, a fully furnished kitchen – with a sink, a stove, a fridge, a counter and numerous cupboards – widely opened to the living room and a corridor giving access to the bedrooms located far from the entrance, a bathroom with a bath tub, closets in the entrance and in each room. As 95% of them are built under a public housing (or social housing) scheme, they tend to be basic in equipment and with little attention given to the finishing off details, but very functional from a Westerner's point of view.

As far as comfort is concerned, these houses are indeed an improvement compared to traditional Inuit dwellings. But they also are radically different from vernacular (often called traditional) architecture. When they moved in, the Inuit had to deal with surroundings that did not fit the traditional spatial organisation pattern of their homes. This led to several problems that reveal the cultural importance of domestic spatial organisations, and I am inclined to argue that they all stem from one major change the Inuit experienced when they moved to permanent houses. Except for the tiny one-room units of the early 60s – known as “match-box houses” because they were so small and burned so easily –, the houses that are being provided to the Inuit confront them with a divided space, in which walls separate people from one another and from the various objects they used to have directly at hand in their traditional dwellings.

People are kept far apart, and the proximity that was so important for both collective and individual identity and to their well-being is lost. The walls erected between them are much more than a functional and moral partition: they create a space in which the traditional non personalised mode of communicating is no longer possible. Indeed, one now has to directly address the other, instead of being able to say what needs to be said without explicitly pointing at anyone in particular. Moreover, parents are encouraged to break the physical tie between themselves and their offspring at a very early age, and in a very brutal way, as the domestic space, with its numerous bedrooms, is no longer adapted to a slow transition. This has had important consequences on the social order, which is totally disorganised and has led to a loss of control of their children by parents. Furthermore, it is the whole complex of cultural values and representations that cannot be passed on from one generation to the next, and the deep sense of community and solidarity based on proximity is also quickly degrading.

We thus clearly see how abrupt changes in the spatial organisation of a domestic space can put a whole culture at risk. Yet, it is interesting to see that the

Inuit have reacted to this foreign architecture in ways that express their attachment to their traditional spatial organisation. Indeed, participant observation in many Inuit contemporary homes has revealed that most families tend to recreate the multi-use one-room space by often deliberately occupying only the living room of their multi-bedrooms houses, sleeping all together on one big mattress that is put on the floor every night, as they used to do on the sleeping platform of their igloos and tents. The reluctance to use the bedrooms, in which only teenagers tend to spend some time, as well as the common habit to never close any of the inside doors, is a clear sign of the uneasiness many Inuit feel when confronted with imposed partition walls.

THE RELEVANCE OF A GEOGRAPHY OF DOMESTIC SPACES

The experience of the Inuit is somehow extreme, as they probably experienced the widest gap one could think of between their vernacular architecture and the professional one with which they were suddenly confronted, that was designed to fit values and ways of living alien to them. In many other cases the encounter is not so brutal as one is exposed to a professional architecture that has at least partly stemmed from the same cultural background and has therefore at least some links with the previous vernacular architecture.

The various ways by which Inuit express their attachment to the traditional spatial organisation patterns of their domestic space should encourage us to develop further the study of these micro-scale spaces, in any cultural context. Beyond the specific case of peoples having to cope with a professional architecture inspired by cultural values radically different from their own, there is no doubt that recognising domestic spaces as geographical spaces, and studying them as such, can help understand better how the sense of place and space is built, and how it is linked to the sense of oneself and of identity. A better knowledge of those processes should help geographers to answer one of the key questions of the new millennium: how will identities cope with fast and multiplied movements of people, goods and information?

REFERENCES

- BERQUE A. (1996), *être humains sur la terre*, Gallimard, Paris.
 BRIGGS J. (1970), *Never in anger*, Harvard University Press, Cambridge (US).
 CARSTEN J., HUGH-JONES S. (eds) (1995), *About the House, Lévi-Strauss and beyond*, Cambridge University Press, Cambridge (UK).

- COLLIGNON B. (1993), "The variations of a land-use pattern: seasonal movements and cultural change among the Copper Inuit", in *Etudes Inuit Studies*, 17, 1, pp. 71-89.
- COLLIGNON B. (2001), "Esprit des lieux et modèles culturels: la mutation des espaces domestiques en Arctique inuit", in *Annales de Géographie*, 110, 620, pp. 383-404.
- COLLIGNON B. (2006), *Knowing places: the Inuinnaït, place names and the environment*, CCI Press, Edmonton [traduzione di: *Les Inuit, ce qu'ils savent du territoire*, L'Harmattan, Paris, 1996].
- COLLIGNON B. (2007), *Dall'igloo alle case popolari: parole di donne inuit*, documentario video, Atelier Géo-vidéo, Université de Paris 1, 18' [traduzione di: *From igloos to 3-bedrooms houses, reflections of Inuit elders*, 2000].
- COLLIGNON B., STASZAK J.-F. (eds) (2003), *Espaces domestiques-construire, habiter, représenter*, Bréal, Paris.
- CONDON R. G. (1996), *The Northern Copper Inuit, a history*, University of Toronto Press, Toronto.
- CÔTE M. (1996), *Pays, paysages, paysans d'Algérie*, Éditions du CNRS, Paris.
- DARDEL E. (1952), *L'homme et la Terre*, PUF, Paris.
- DULAU R. (1999), *La maison horizon*, L'Harmattan, Paris.
- DUHAIME G. (1985), *De l'igloo au H.L.M.: Les Inuit Sédentaires et l'Etat Providence*, Centre d'Etudes Nordiques, Université Laval, Québec.
- GÉLÉZEAU V. (1999), *Habiter dans un grand ensemble à Séoul*, Thèse de doctorat, Université de Paris IV.
- GRABURN N.H. (1969), *Eskimos Without Igloos - (Social and Economic Development in Sngluk)*, Little, Brown et Co., Boston.
- HONIGMANN J.-J., HONIGMANN I. (1965), *Eskimo Townsmen*, Canadian Research Centre for Anthropology, University of Ottawa, Ottawa.
- HOUSAY M. (1999), *Ville blanche vies noires*, L'Harmattan, Paris.
- JENNESS D. (1922), *The life of the Copper Eskimo - Report of the Canadian Arctic Expedition 1913-1918 - Southern Party 1913-1916, Vol. XII. A*, F.A. Acland, Ottawa.
- MASSEY D., McDOWELL A. (1984), "A woman's place?", in Massey D., Allen J. (eds), *Geography matters!*, Cambridge University Press, Cambridge.
- MAUSS M. (1905-1906), "Essai sur les variations saisonnières des sociétés eskimo-Etude de morphologie sociale", in *L'année sociologique*, IX^e année, pp.39-132.
- PEZEU-MASSABUAU J. (1993), *La maison, espace réglé espace rêvé*, GIP Reclus, Montpellier.
- SEGAUD M., BONVALET C., BRUN J. (eds) (1998), *Logement et habitat - l'état des savoirs*, La Découverte, Paris.
- STASZAK J.-F. (ed.) (2001), *Annales de Géographie*, 110, 620, n° "Espaces Domestiques".

- THOMAS D.K., THOMPSON C.T. (1972), *Eskimo Housing as Planned Cultural Change*, Northern Science Research Group, Ottawa, "Social Science Notes", 4.
- VIDAL DE LA BLACHE P. (1911), "Les genres de vie dans la géographie humaine", in *Annales de géographie*, 111, pp. 1193-1212.
- WACHOWICH N. (1999), *Saqiyuq - stories from the life of three Inuit women*, McGill Queen's University Press, Montreal.

Los giros de la Geografía Humana

Desafíos y horizontes

Alicia Lindón
Daniel Hiernaux
Directores

Og

OBRAS GENERALES

ANTHROPOS



UNIVERSIDAD AUTÓNOMA METROPOLITANA
Cuadernales de tiempo

UNIDAD IZTAPALAPA, División de Ciencias Sociales y Humanidades

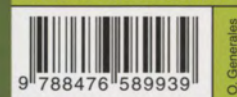
Desde la década de 1980, la Geografía Humana está inmersa en un conjunto de transformaciones teóricas, epistemológicas y metodológicas que se suelen denominar «giros»: el giro cultural, humanista, relativista, interpretativo... Estas transformaciones no resultan de un proceso interno a la disciplina, sino en el diálogo con otras Ciencias Sociales y, al mismo tiempo, frente a la necesidad de comprender las transformaciones del mundo actual.

Los giros han puesto en tela de juicio las formas de producir conocimiento geográfico, las categorías y conceptos geográficos largamente empleados para describir las relaciones de las sociedades con el espacio. Replantan las posibilidades y formas de comprensión del mundo al iluminar rincones de la realidad que antes no habían cobrado interés para el conocimiento geográfico, o bien descubren la espesura y profundidad en espacios estudiados desde tiempo atrás pero sólo en algunos niveles y aspectos. Por ello, los giros de la disciplina —sin proponérselo— han puesto en vilo la definición de las fronteras del mundo al ampliar el objeto de estudio de la Geografía.

Esta obra, fruto de la reflexión de autores destacados de la Geografía Humana actual, revisa estos giros, tanto en sus orientaciones teóricas más generales, como en las formas particulares en las que han sido apropiados y reformulados —teórica y metodológicamente— en los diversos campos del saber geográfico.

La presente obra ha sido dirigida por los profesores-investigadores **ALICIA LINDÓN** y **DANIEL HIERNAUX** (Univ. Autónoma Metropolitana-Iztapalapa, México).

ISBN: 978-84-7658-993-9



Q. Generales

www.anthropos-editorial.com

ÍNDICE

Una geografía dando giros... A manera de introducción, <i>por Alicia Lindón y Daniel Hiernaux</i>	7
---	---

PARTE PRIMERA

Los giros teóricos: texto y contexto, <i>por Alicia Lindón</i>	23
La geografía hoy: giros, fragmentos y nueva unidad, <i>por Daniel Hiernaux</i>	43
La geografía en recomposición: objetos que cambian, giros múltiples. ¿Disolución o profundización?, <i>por Paul Claval</i>	63
Actores, objetos, entornos: inventar el espacio para leer el mundo, <i>por Jacques Lévy</i>	83
Figuras narrativas de la geografía humana, <i>por Angelo Turco</i>	91

PARTE SEGUNDA

Aprendizaje colectivo, redes sociales e instituciones: hacia una nueva geografía económica, <i>por Rocío Rosales Ortega</i>	123
La geografía histórica y las nuevas tendencias de la geografía humana, <i>por Pedro Sunyer Martín</i>	143
Invirtiendo el punto de vista: las geografías urbanas holográficas del sujeto habitante, <i>por Alicia Lindón</i>	175
De las virtudes de los espacios domésticos para la geografía humana, <i>por Béatrice Collignon</i>	201
Los giros de las geografías del género: re-pensando las diferencias, <i>por Paula Soto Villagrán</i>	217
Ciberspacio, mundos virtuales y territorios del saber, <i>por Liliana López Levi</i>	241
La geografía ambiental como ciencia social, <i>por Gerardo Bocco y Pedro Urquijo</i>	259
Compartir el espacio: encuentros y desencuentros de las ciencias sociales y la geografía humana, <i>por Alicia Lindón y Daniel Hiernaux</i>	271
Sobre los autores	297
LOS GIROS DE LA GEOGRAFÍA HUMANA	303

DE LAS VIRTUDES DE LOS ESPACIOS DOMÉSTICOS PARA LA GEOGRAFÍA HUMANA

Béatrice Collignon¹

Universidad de París 1 Panthéon-Sorbonne

Hablar de las virtudes de un tipo de espacio en el marco de una disciplina que hizo del espacio uno de sus conceptos claves desde hace unos treinta años, sólo tiene sentido en dos situaciones opuestas:

— que se trate de un espacio estudiado por esta disciplina desde hace largos años y, en ese caso, la meta podría ser la de poner de manifiesto que el concepto mantiene todo su valor para el avance de esta disciplina;

— que, por el contrario, se trate de un espacio ignorado durante mucho tiempo por la disciplina en cuestión, y entonces el desafío puede ser el de mostrar por qué resulta importante interesarse en el mismo, trascendiendo el interés por el objeto mismo (el tipo de espacio estudiado).

Espacios «antrópicos», diferenciados, organizados, jerarquizados, «apropiados» (Staszak, 2001: 348), espacios del cuerpo humano y «espacios primeros»² o espacios de las primeras experiencias de todo ser humano, los espacios domésticos decididamente se integran en esta segunda alternativa. Son parte de los últimos que ingresaron en la lista de los espacios objeto de estudio de los geógrafos.

Evocar —aunque sea rápidamente— las razones principales de su tardío surgimiento permite visualizar todo el alcance de su estudio. Más allá de su interés intrínseco, su valor como objeto de investigación también reside en lo que estos espacios pueden aportar a la geografía humana en su conjunto. Por lo tanto, se puede postular la existencia de «virtudes propias de los espacios domésticos para la geografía humana», contribuyendo

1. Agradezco muy calurosamente a Alicia Lindón y Daniel Hiernaux su invitación a participar en esta publicación colectiva, así como en el coloquio internacional que la detonó. Igualmente agradezco a los estudiantes de geografía humana de la Universidad Autónoma Metropolitana Iztapalapa por la calidad de la discusión comprometida que establecieron a partir de mi presentación de la ponencia (que constituyó una versión primera de este capítulo) y por sus intervenciones a lo largo de todo el coloquio, así como por la calidez de su recibimiento desde el aeropuerto y durante toda la estancia.

2. La expresión espacio primero (*espace premier*) da cuenta de la casa entendida como el espacio de las primeras experiencias del niño, y en particular las primeras experiencias espaciales.

Béatrice Collignon

a la consideración de estos nuevos giros ricos y prometedores para la disciplina. Este texto se dedicará a demostrarlo deteniéndose principalmente en cuatro puntos, que de algún modo corresponden a cuatro virtudes cardinales.

Actualmente, ya no es necesario demostrar la importancia del entorno en geografía, y este texto no se aparta de ese acuerdo; ha sido escrito por una geógrafa francesa cuyas principales investigaciones versan, por una parte, sobre el ártico canadiense, y por otra, sobre las geografías eruditas contemporáneas, angloamericanas y francesas, en una perspectiva comparativa pero desde un punto de vista irremediabilmente anclado en la geografía francesa. Asimismo, mi reflexión sobre los espacios domésticos se inspira en el análisis de los espacios interiores de Europa continental occidental. Los ejemplos que menciono parten de aquel primer campo de investigación, pero también paso a la generalidad a partir de aquel caso particular. Si bien es imposible, por motivos de legibilidad, recordar esta circunstancia durante el curso del texto cada vez que sea necesario, es importante tenerlo presente a lo largo de la lectura del mismo.

La misma sensibilidad con respecto al hecho de que los saberes tienen su ubicación, me conduce a no traducir al español los nombres comunes geográficos o intelectuales elaborados en el contexto angloamericano (como *cultural turn* o *postcolonial geography*). No se trata de un gesto de coquetería, sino de un afán de claridad, dado que detrás de los términos que parecen equivalentes se encuentran geografías diferentes, dado que nuestra disciplina no se escapa a la rugosidad de la superficie de la tierra, que justamente se ha propuesto detectar y comprender, es que lo que está «aquí» jamás será como lo que está «allá» aun si en apariencia se pudiera encontrar el mismo objeto o sujeto en ambos lugares.

Espacios descuidados por los geógrafos durante largo tiempo

En su artículo de introducción al número de *Annales de Géographie* dedicado a los espacios domésticos, Jean-François Staszak (2001) recuerda que, en la línea vidaliana, los geógrafos clásicos se interesaban en el hábitat pero no como espacio doméstico. Sus trabajos trataban de las construcciones con dos perspectivas: por una parte paisajista, deteniéndose en sus formas y en los materiales de construcción, por otra parte con un énfasis agrario, entendidos como espacios de la producción agrícola. Este enfoque también excluía el hábitat urbano del ámbito de estudio, lo que explica que los textos de la época no hablen más que de casas rurales y casi exclusivamente de granjas.

Además, si bien los geógrafos cruzaban fácilmente la puerta para entrevistarse largas horas con los campesinos en «la sala» (donde se concentraba principalmente la vida diurna, la preparación de alimentos, las comidas y las veladas) mientras compartían una copa y un «bocado», o con menor frecuencia una sopa, plato principal de una verdadera comida, muy pocas veces sus textos geográficos traspasaban este umbral. Apenas se encuentra en puntos dispersos de sus escritos la evocación de las actividades de producción que tienen lugar en el interior, y cuando se mencionaban era sólo como complemento de la actividad agrícola integralmente orientada hacia el exterior, en especial la producción artesanal durante la «temporada muerta». De esta manera, el geógrafo Pierre Deffontaines en ningún momento en su obra —a pesar de titularla *L'homme et sa maison* (*El hombre y su casa*) (1972)— habla del interior o muestra el espacio interior, aunque su libro está profusamente ilustrado con unos cuarenta croquis de diversos ti-

pos de construcciones rurales tradicionales europeas. Son los antropólogos y los sociólogos quienes se ocupan de lo que ocurre detrás de las puertas y persianas. Los hay como Pierre Bourdieu en su famoso estudio de la casa kabil (Argelia) (1970), y más recientemente también lo han hecho algunos autores inspirados en particular por el enfoque de la antropología del espacio propuesta por Françoise Paul-Lévy y Marion Segaud (1983).

Para los geógrafos clásicos, el interior no es un lugar geográfico y si no lo estudian es porque no lo perciben. El cambio de paradigma que se efectúa en las décadas de 1960-1970 (con desfases según los países) alrededor de la afirmación del espacio como concepto clave de la geografía, no tiene efecto alguno sobre este tema específico. De inicio, se consideró que el espacio doméstico pertenecía a una escala fuera de la geografía, cuyo estudio debería dejarse a las habilidades del arquitecto. A decir verdad, ni siquiera se planteaba el tema, aún menos se debatía: el espacio doméstico durante mucho tiempo fue un impensado de la geografía, literalmente estaba «fuera del alcance», un espacio del que no se percibía la dimensión geográfica. Un espacio que no se analizaba porque nadie se había planteado la pertinencia de un trabajo de esta naturaleza. Parece ser evidente que los geógrafos no tenían nada que ver con el interior de las casas.

Tres razones importantes explican esta ceguera, bien identificadas por Jean-François Staszak (2001). Primero, la idea de que la escala micro no puede ser la escala de la geografía gravita con fuerza en la formación de los geógrafos y en sus investigaciones. Todos integran, sin realmente cuestionarla, la idea de que «la escala muy grande» de los geógrafos no puede ser menor a la «zona», ya se trate de un islote en el medio urbano, de un pueblo o un conjunto de edificios, de una granja en el medio rural, de un fraccionamiento periurbano. Los trabajos recientes de la geografía francesa sobre el concepto de habitar muestran la perennidad de este enfoque. Es sorprendente su empeño en demostrar que el habitar se desenvuelve a escala del barrio o de la red de lugares, y jamás, o casi nunca, evoca los espacios interiores (véase en especial Berque *et al.*, 2008; Hoyaux, 2003; Stock, 2006).

Además, hasta años recientes, en general las ciencias sociales y en particular la geografía, se mantuvieron reticentes ante la idea de trabajar con el tema de los individuos, antes que limitarse a los grupos sociales. Ahora bien, la escala micro es también la del individuo. Por lo tanto, en el marco del espacio doméstico, no sólo la escala es «demasiado pequeña para los geógrafos» y el grupo social está ausente —o el individuo demasiado presente—, sino que además se entra en la esfera íntima, asumida como ámbito que no es competencia de la geografía. La propuesta sobre el asunto de Michel Lussault (2007: 106) es interesante. Para reconocer su carácter privado e íntimo, debe considerarse la «esfera de la domesticidad» como un «sitio» y no como un «lugar». Una vez aclarado esto, ya es posible estudiarlo como espacio geográfico, con las mismas herramientas de análisis que las que entran en juego para el estudio de otros tipos de espacios.

Más que una simple omisión del pensamiento geográfico, es posible decir que los espacios interiores, y todavía más los espacios domésticos, han sido un verdadero tabú en geografía hasta principios de la década de 2000. No era posible hablar de ellos. Pretender analizarlos era correr el riesgo de perder la identidad de geógrafo, verse relegado al margen de la comunidad por ser evidente que esos espacios no pertenecen a la geografía. Ni siquiera se discutía el tema, la prohibición estaba totalmente interiorizada.

Béatrice Collignon

Comienzos: incursiones feministas y fenomenológicas

Cierto es que, desde los años ochenta, el espacio doméstico atrajo en algunos lugares la atención de unos cuantos geógrafos, pero con perspectivas muy específicas: por una parte la geografía feminista, y por otra la geografía fenomenológica (y/o humanista).

Para las geógrafas feministas, se trataba de mostrar que la estructuración social fundada en la desigualdad de género se expresa en la estructuración espacial de las sociedades: con esta perspectiva el espacio doméstico se comienza a analizar como un espacio de la reclusión para las mujeres, un lugar de encierro que limita sus experiencias geográficas del mundo que las rodea y reduce otro tanto sus competencias espaciales y su «capital espacial», para retomar un concepto propuesto entre otros por Jacques Lévy (2003) y de manera más reciente por Michel Lussault (2007), pero con otra óptica muy diferente a la de los estudios feministas. En estos análisis (véase la síntesis de Mona Domosh, 1998) se concentra la atención en la relación entre el interior y el exterior; entre el ámbito privado familiar y el ámbito público del trabajo y de las relaciones sociales. El interés reside en la forma en que la casa, entendida como una «caja», queda definida por algunos (hombres) como el lugar predilecto de los demás (las mujeres), con lo que se asume que los otros lugares no son para ellas. Se advierte que ese lugar está fragmentado recién en los años noventa, cuando la *gender geography* (geografía de género) entra en las casas para interesarse por la organización de los espacios interiores. Así se reconoce que la cocina es el espacio femenino por excelencia, mientras el taller y el garaje, espacios masculinos preservados en un interior dominado por lo femenino, son para los demás. En estas geografías angloparlantes en plena expansión, no es tanto el espacio el que ocupa el núcleo de la reflexión, sino la dimensión espacial de la construcción social de las identidades de género.

En el marco de un enfoque integrado en la *new cultural geography* (nueva geografía cultural) de principios de los años ochenta, James Duncan también aborda estos temas de manera muy temprana (Duncan, 1982).

Con otra perspectiva, la geografía fenomenológica se interesa asimismo por estos interiores. En particular se puede recordar que Jacques Pezeu-Massabauu parte de su experiencia con las casas japonesas (1981) para desarrollar una amplia reflexión sobre el sentido del espacio doméstico, las normas que lo rigen, se elaboran en el mismo y se transmiten, y la relación específica que teje ahí el hombre con su entorno. Sin haber jamás dedicado una obra específica al tema, Yi-Fu Tuan, figura destacada de la *humanistic geography* (geografía humanística) angloparlante, considera la casa y el hogar como los elementos centrales de la geografía y del ser geográfico (2005 [1996], entre otros).

En Francia, al alba del siglo XXI el espacio doméstico adquiere, en unos cuantos años, el estatuto de posible objeto geográfico, bajo el impulso de unos cuantos investigadores convencidos de su legitimidad y que se organizan en lo que podría denominarse una verdadera campaña de promoción a favor de la geografía del interior: un monográfico de los *Annales de Géographies* en 2001 (Staszak), un coloquio en 2002 con la publicación de un libro en 2004 (Collignon y Staszak), son expresiones concretas de esto. De manera casi sorprendente, dada la fuerza del tabú que rodea a los microespacios, el individuo y lo íntimo en geografía, los aportes del estudio geográfico de los espacios domésticos rápidamente se reconocieron en Francia, prueba de que los investigadores estaban listos y que la barrera era ante todo institucional.

En mi opinión, el desafío para la disciplina no se limita a integrar este nuevo objeto de investigación. A mi entender, la geografía de los espacios domésticos tiene sus «virtudes» para la geografía humana en su conjunto y se cuenta entre los más poderosos agentes de su renovación.

Virtud 1: arrojar luz sobre la construcción de la dimensión espacial de las sociedades

Desde los años setenta, los geógrafos se interesan por el espacio, las lógicas económicas y culturales de su organización y de su producción, su territorialización a través de la política y lo social. Al respecto, se dijo con quizá demasiada premura que el «espacio» de los antropólogos es el equivalente al «territorio» de los geógrafos, lo que significa vaciar el espacio geográfico de su sustancia, transformarlo en una simple extensión neutra. Por supuesto otros tomaron en cuenta la dimensión cultural de lo espacial, se mostró que el espacio se construye y regula diferentemente según las culturas. Christine Chivallon plantea con toda claridad las bases de la reflexión sobre la articulación de los procesos sociales y de los procesos espaciales cuando muestra la forma en que el espacio materializa lo social (Chivallon, 2000).

En cambio, como lo muestra Michel Lussault en su reciente obra *L'homme spatial* (*El hombre espacial*) (2007), no ha habido el suficiente interés por la espacialización, los procedimientos a los que se recurre para crear el espacio a partir de los lugares, las modalidades de diferenciación que hacen que un lugar único se fragmente en otros múltiples, separados, distanciados unos de otros por la inserción de un espacio entre ellos. Emprender investigaciones de ese tipo que permitan comprender mejor las diferencias culturales de las relaciones con el espacio, que con frecuencia se observan sin tratar realmente de explicarlas, constituye, sin duda alguna, un aporte intrínseco. Sin embargo, el desafío es todavía mayor porque esas diferencias se expresan particularmente en el campo político.

Ahora bien, el estudio de los espacios domésticos puede ayudarnos a comprender las modalidades de la construcción de la dimensión espacial de la sociedad y así permitarnos participar en la reflexión abierta sobre el tema, iniciada desde hace casi una década por algunos geógrafos franceses, lo que a mi parecer es demasiado escaso (Lévy, 1994; Retaillé, 1997; Lussault, 2007). El geógrafo italiano Franco Farinelli (2006) muestra que el viaje de Cristóbal Colón hacia occidente literalmente crea el espacio para los europeos, al hacer estallar la concepción de un mundo enclaustrado en sí mismo, que se abría así hacia el infinito. Se pasa de un mundo-lugar a la extensión terrestre, del globo al plano. Se ganaría mucho si se leyese el espacio doméstico como la experiencia de un proceso similar. Ahí está en juego, como el primer espacio de la experiencia del «ser-en-el-mundo» de prácticamente cualquier ser humano, la creación misma del espacio, el paso del lugar —de la celda única donde se «anula» la distancia (Retaillé, 1997: 95) o por lo menos donde la distancia «no es un concepto pertinente» (Lévy, 1994: 52) o «no es determinante» (Lussault, 2007: 99)— a los lugares, las celdas múltiples separadas por la distancia, por la creación de un intervalo, de un espaciamento. En efecto, entre esos muros el niño pequeño aprende progresivamente a desprenderse de su madre y posteriormente de sus padres, para convertirse en una entidad autónoma. Esta autonomía, la construcción del individuo, implica lograr el aprendizaje de colocar el otro a distancia, literalmente implica la fabricación de espacios.

Béatrice Collignon

Por ende, es particularmente interesante observar que según las culturas (pero también según los ámbitos sociales), el espacio no tiene las mismas funciones y la autonomía no adquiere el mismo sentido. En ciertas culturas —por ejemplo entre los *inuit* (Collignon, 2001)— y/o en ciertas clases sociales, la organización del espacio doméstico influye en la fluidez del espacio, en su labilidad, en su dimensión axial en donde el espacio es lo que permite circular entre los lugares, y en su carácter reticular. En el espacio doméstico, espacio y lugares están en constante interacción y, según los momentos del día, de la semana, de la estación, del año, uno puede extenderse y el otro retraerse, y a la inversa. La interacción lugar/espacio es una especie de respiración, cuyo ritmo cambia según el momento observado. En estos interiores, las habitaciones están poco marcadas por la monofuncionalidad y las puertas, cuando no se sustituyen por dispositivos más fluidos, sólo en muy pocas ocasiones se cierran.

Por el contrario, en otras partes —por ejemplo, en la sociedad francesa— se valoriza la dimensión lineal del espacio, donde la línea es una separación, una demarcación, una frontera. El espacio pierde labilidad, la casa se transforma en una suma de lugares donde el espacio no sirve tanto para vincular sino más bien para separar y delimitar los contornos de los lugares y las funciones bien definidas. Es «mi habitación», es «el sillón de papá», pero es también «la habitación donde no se come porque no se come en la habitación, sino en la cocina o en el comedor», la sala donde se nos dice «te estás durmiendo, vete a acostar», sobreentendido «no se duerme aquí, ésta es la sala y no la habitación», y la habitación donde se envía al niño que grita o patalea (o pate a su hermana) «a calmarse». Se debe al humorista René Goscinny haber representado magistralmente esta manera tan francesa de vivir el espacio doméstico (Goscinny y Sempé, 2008 [1960]).

Este aprendizaje temprano de la rigidez o de la flexibilidad de los espacios y de las funciones de los lugares, de los límites más o menos fuertes de su apropiación, ¿acaso no influye en nuestros comportamientos, una vez cruzado el umbral de nuestras puertas, en el espacio público? Me parece que sería provechoso integrar en la lectura de las dinámicas espaciales, y en particular en las referidas a los conflictos espaciales, en todas las escalas, lo que se sabe sobre los valores que han organizado el espacio primero de los individuos y los espacios en conflicto. Por supuesto, no se trata de crear un criterio único, pero es una dimensión que no debiera ignorarse. Asimismo, en mi opinión, sería provechoso preguntarse cuál es la relación entre la construcción de las identidades individuales y colectivas y las diferentes formas de concebir el papel del espacio —eje o línea; rígido o lábil— en nuestras primeras experiencias geográficas.

Existe una «métrica» (Lévy, 1994; Retaillé, 1997; Lussault, 2007) del espacio doméstico. Dicho de otra forma, existe un rasero con el que cada uno de nosotros construimos gradualmente nuestra relación con los otros cuerpos y su definición del espacio —«normal» entre dos cuerpos, entre dos personas. Edward T. Hall (2003 [1966]) mostró el carácter cultural de esta métrica: la distancia «normal» entre dos cuerpos no es la misma en América del Norte y en Japón, entre los *inuit* y entre los bretones, pudiéndose multiplicar los ejemplos. Entre las críticas que se hicieron a un trabajo hoy fechado y también muy marcado por el contexto de las relaciones internacionales estadounidenses de la posguerra, la más interesante me parece que es la de la tendencia esencialista subrayada por Hall. En efecto, esta crítica conduce a preguntar acerca de la evolución en el tiempo de las normas de la métrica. Ahora bien, si el espacio doméstico está culturalmente regido y normado, no por eso deja de estar en constante transformación. De

esta forma se puede convertir en observatorio de calidad (por supuesto, sin ser el único) de las influencias recíprocas del campo social y del campo espacial en la dinámica de las sociedades. Su estudio nos insta a considerar el espacio, ya no como algo construido «para siempre» sino como algo en construcción permanente, constantemente remodelado por sus habitantes.

Tomemos un ejemplo sencillo. Bajo la influencia del modelo sueco difundido por la famosa cadena de muebles IKEA, los franceses están pasando rápidamente del lecho conyugal de 140 cm de ancho (que progresivamente se impuso a partir de los años cincuenta en detrimento de la cama de 110-120 cm), a la cama de 160 cm de ancho, lo que cambia considerablemente el tamaño de la distancia asumida como «normal» entre dos cuerpos adultos en reposo. Cabe plantear la hipótesis de que esto influye también en la distancia considerada aceptable entre dos cuerpos adultos despiertos, entre aquellos que sostienen, por otra parte y por momentos, relaciones íntimas, pero también entre cuerpos con relaciones más distantes, estrictamente anónimas.

Dicho de otra manera, tomar en serio las modificaciones de la métrica más íntima es recurrir a otras escalas para comprender mejor la construcción de la dimensión espacial de las sociedades.

Trabajar no con la casa sino con los espacios domésticos es colocar el espacio en el corazón mismo de este trabajo. Ello nos conduce a replantear la pregunta clásica: qué es el espacio geográfico, es decir, la pregunta acerca del sentido que le dan las sociedades y del papel que le atribuyen. Esto resulta todavía más importante porque nuestras sociedades contemporáneas, a escala tanto individual como colectiva, permanentemente dan muestras de lo que cabe denominar una verdadera «fe en el espacio». Dicho de otra forma, la idea recurrente de que los problemas sociales y personales podrían solucionarse actuando en el espacio.

La casa ideal, en su forma, tamaño, su organización interna, su mobiliario y su decoración, es la promesa de la felicidad familiar que nada podría quebrantar, al igual que la ciudad ideal es la promesa de una vida totalmente tranquila. Por ilusorio que esto sea, se debe tomar seriamente si se desea comprender al «hombre espacial».

Virtud 2: legitimar la vida cotidiana como objeto geográfico

A pesar de algunos estudios muy convincentes (Lindón, 2006) la vida cotidiana sigue siendo descuidada por la mayoría de los geógrafos, que consideran que no ofrece mucho interés para la disciplina. Por ende, también sigue siendo muy descuidada por los geógrafos la vida cotidiana que se desarrolla en los espacios domésticos. No obstante y sin hacer juegos de palabras, habitar es un *habitus* y Pierre Bourdieu mostró bien que todas las ciencias sociales —por lo tanto la geografía incluida— ganarían con la deconstrucción de estas maneras de actuar tan ancladas en nosotros, que por ello nos resultan absolutamente naturales. El estudio de las dinámicas funcionantes «en la casa» revela toda la riqueza de lo cotidiano donde se transmiten, pero también donde se conforman permanentemente nuestras reglas sociales y se reinventan, día a día, las culturas compartidas. Es por ello que el espacio doméstico es, a la vez, un lugar privilegiado de la reproducción social, y también de la producción y la invención social. En la banalidad de los gestos y las decisiones de cada día se afirma y también evoluciona la relación mencionada más arriba: cada sociedad construye y mantiene con el espacio el sentido

Béatrice Collignon

que da a la distancia, a los intervalos, a las circulaciones y a los cierres, a la flexibilidad o la rigidez con la cual define la función y apropiación de los lugares.

Las aportaciones de la construcción de lo cotidiano doméstico como objeto geográfico no se limitan a este aspecto. Permiten analizar los procesos de elaboración de estos *habitus* a través de la referenciación de la ubicación en el espacio de las normas sociales. Al mismo tiempo, dentro del mismo movimiento, este objeto de estudio geográfico hace posible la afirmación, incluso en ocasiones la emergencia, de esas mismas normas bajo la influencia de los dispositivos espaciales. De esta manera se puede analizar el papel de lo espacial en la elaboración de lo social, y comprender que la dinámica de la relación entre estas dos dimensiones es mucho más compleja que la simple «ubicación en el espacio» de las normas sociales, que en ocasiones se tiende a reducirla a los enfoques geográficos más sociológicos. El interés de estudiar este tema en el marco de los espacios domésticos procede de su ventaja, que es la de ser mucho menos estáticos que el espacio público, pero también menos estáticos que los otros espacios privados. Las transformaciones son menos difíciles de instrumentar aun si requieren, al igual que en las otras, del tiempo, de la negociación y de recursos financieros. Nuestros interiores reflejan más cercanamente las sensibilidades de una época. Por otra parte, al mostrar desde esos interiores cómo evolucionan las normas y los valores imperceptiblemente, se contribuye a revelar todo el valor de lo cotidiano para los análisis geográficos, en particular en el marco de la geografía social y de la geografía cultural.

Es así como la evolución de las cocinas indica claramente nuestra relación con la modernidad. Los ingenieros y arquitectos las han transformado profundamente desde la década de los cincuenta, tanto en Europa como en América del Norte, decididos a convertirlas en espacios hiperfuncionales, conforme al modelo de la organización de las líneas de montaje de las grandes fábricas. La distancia entre el cuerpo de la mujer en la cocina y el conjunto de objetos —las herramientas necesarias para la «producción» de la alimentación del hogar— estaba estrictamente calculada para limitar al máximo los movimientos «inútiles». La labor cotidiana de la madre de familia en su hogar debía doblegarse ante la misma eficacia y rendimiento que lo hacen las labores cotidianas del obrero en su fábrica. Hoy se prefieren los grandes espacios donde se puede tanto comer como pasar veladas enteras platicando con los amigos, antes que las cocinas exiguas y enajenantes, ridiculizadas desde 1958 por Jacques Tati en la famosa película *Mon oncle* (*Mi tío*). Se les atribuye el delicioso aroma (soñado) de la «sala» de las granjas de antaño. Se reintroduce así la madera, ya sea en forma de una gran mesa, o de bancos que se prefieren a las sillas, pero también se integran las canastas de mimbre y otros objetos de decoración que evocan aquellas granjas. Se «atesta» el espacio con objetos decorativos y plantas, se acondicionan rincones poco útiles, el espacio funcional no desaparece pero ya no domina como amo y señor. La posmodernidad ingresa así en nuestra cotidianidad por vías muy diferentes a la difusión de las nuevas tecnologías de la información (Internet en particular) en las que tiende a centrarse la atención de los geógrafos. Las normas que rigen nuestros quehaceres y nuestras posiciones en la casa según las actividades ahí practicadas, imperceptiblemente pasaron por una modificación radical de nuestros *habitus* del habitar la cocina. Hoy en día ya no es el mismo.

Así también cabe preguntarse cuál es la evolución del lugar del baño en las vidas cotidianas, valioso indicador del cambio de la relación con el cuerpo, el cuerpo propio pero también el del otro. En Europa, en los medios populares, se pasó en 50 años de la jofaina, donde se lavaban tanto los platos como los cuerpos de toda la familia, a una

distinción estricta entre la pila de la cocina y el lavabo del baño, y después a una nueva distinción entre el lavabo y la ducha. Hoy en día, el lavabo sirve sólo para lavar ciertas partes del cuerpo (las manos, el rostro y los dientes) y para el afeitado de los rostros masculinos. En esta evolución, la tina o bañera desempeña un papel periférico, porque la práctica del baño de inmersión jamás se cotidianizó hasta el punto en el que lo hizo la ducha; permaneció así asociada a un ritmo más bien semanal que diario. Además, la distinción ya antigua en los medios burgueses entre «el baño de los padres» y el de «los hijos» tiende actualmente a difundirse a toda la clase media y quizá dentro de poco tiempo entre las clases populares. En los medios más acomodados como en la clase media superior, ya se tiende a asociar sistemáticamente un baño a cada habitación; así en el tercer milenio es casi impensable en estos contextos de clases medias altas pensar en compartir la cama ni tampoco la habitación, el lavabo, la ducha o el WC. El incremento del capital económico va a la par con el aumento de espacio apropiado por el cuerpo de cada quién y, por consiguiente, con una reducción del lugar que se deja al otro. De nuevo, la geografía de lo banal, e incluso de lo trivial, se cruza con temas que hoy se reconocen como de alta importancia a otras escalas, en este caso la construcción de la alteridad.

El análisis de la vida cotidiana en los espacios domésticos revela hasta qué punto la casa es un «espacio regulado» (Pezeu-Massabuau, 1993), donde la disposición y los ritmos se inscriben en normas sociales y a la vez contribuyen a modelarlas. Sin embargo, el mismo análisis revela la amplitud de los desvíos de que es objeto este espacio regulado, desvíos que contravienen la norma y hablan de toda la complejidad de nuestras construcciones espaciales y de nuestros *habitus* geográficos.

Virtud 3: legitimar la geografía del individuo banal

La vida cotidiana se desenvuelve en dos dimensiones: la dimensión social, que forma parte de nuestros *habitus*, y la dimensión individual, que forma parte de los múltiples desvíos de la norma, según la invención de cada quién. Otra virtud del espacio doméstico para la geografía humana reside en situarse en el cruce de los deseos individuales con las normas sociales, tal como se plantea en los enfoques de Pierre Bourdieu y Michel de Certeau. En los espacios domésticos el individuo tiene mayor libertad que en el exterior para interpretar las normas a su manera y transformarlas, sin que por esto los espacios domésticos dejen fuera lo colectivo. De nuestro interior se puede decir que es un espacio sujeto a influencias; se acondiciona, se vive, en función de modelos a los que uno se adapta pero también uno los adapta sin que siempre se tenga conciencia de haberlo hecho (como ocurre con todo lo cotidiano). Así, creemos escoger la cocina que corresponde a nuestra personalidad, cuando en realidad se escoge la que los publicistas han logrado imponer en un momento dado como la cocina «de nuestros sueños»: hiperfuncional ayer, abierta y amigable hoy. Sin embargo, en cuanto la cocina modelo entra en la intimidad del hogar, invariablemente se doblega a la personalidad de sus habitantes y es cuando la geografía se encuentra con el individuo.

Este reconocimiento del individuo es reciente. En la esfera angloamericana, a partir de la década de los ochenta, los geógrafos empiezan gradualmente a hablar de los individuos, bajo el efecto de tres cambios casi concomitantes: el incremento de las geografías feministas, el *cultural turn* (giro cultural) y la ola posmodernista que inunda

Béatrice Collignon

todas las ciencias sociales. Se van desarrollando nuevos métodos de investigación, más cualitativos y más sensibles a la dimensión personal de los discursos, también se van elaborando nuevas formas de escribir que ponen en primer plano tanto al autor —geógrafo/a— como a los actores, que son el principal material de las investigaciones. En Francia, casi en el mismo momento se presta mayor interés a los actores geográficos, en especial en el marco de las investigaciones sobre el ordenamiento. Estos actores, aun cuando ciertamente son individuos, no son cualquier individuo, son aquéllos con poder, actores institucionales o políticos. El individuo banal queda al margen en estos trabajos. No tendría nada interesante que decir, sobre todo ninguna acción determinante en el espacio. Los actores reconocidos como dignos de interés geográfico, de encuestas y de entrevistas, se conciben no como individuos sino como titulares de una función. Esta función es la que hace que haya interés en sus acciones geográficas y que se descuide, en estos estudios, la dimensión propiamente personal de sus decisiones. Aun cuando se manifiesta interés en las prácticas de los habitantes, en el espacio que se vive, el individuo es borrado.

En la geografía francesa, se habla del «hombre» (con mayor frecuencia que de la mujer), que actúa de tal o cual forma, pero se trata de un hombre genérico. En la geografía angloamericana se habla menos de los individuos que de las comunidades (étnicas, culturales, socioeconómicas) y se presta particular interés al otro en su construcción a través de una mirada y un discurso dominante, según un enfoque dialéctico que pone en oposición el «nosotros» frente al «ellos», del que desiste con dificultad la misma *post-colonial geography*. Por lo tanto, queda mucho por hacer para que el individuo sea realmente tomado en consideración por los geógrafos, entre quienes las resistencias siguen siendo fuertes ante lo que se percibe como una renuncia al enfoque social de los temas espaciales y territoriales.

Ahora bien, trabajar sobre los espacios domésticos invita a tomar en serio a esos individuos actores geográficos. En el discurso del habitante que legitima tal o cual disposición de su casa, la decisión de agregar una ventana, una pared, de cambiar el papel pintado, de intercambiar la habitación por la sala, o que expone las razones que le llevaron a escoger tal vivienda en lugar de tal otra, se expresa la influencia de las normas y de los valores sociales y culturales, de las modas lideradas por los grandes productores de culturas populares o de culturas más elitistas, pero también se expresa la dimensión individual de los gustos y razonamientos prácticos. Lejos de seguir las normas heredadas y reproducir idénticamente los modelos impuestos, cada individuo elabora una interpretación personal, en función de la cual actúa geográficamente en los lugares, los espacios y los territorios. El/la habitante parece mucho menos enajenado/a por las construcciones discursivas y los modelos dominantes de lo que podría pensarse, demostrando su capacidad para configurar espacios de la libertad en su beneficio. Plantear esto no deja de ser un particular eco de los resultados de los trabajos de Michel de Certeau y su equipo, quienes, mediante la observación de los cuerpos en movimiento, de los individuos en la ciudad, revelaban cómo el peatón se burla de los recorridos impuestos por el ordenamiento de la vialidad, gracias al despliegue que hace de múltiples microestrategias y tácticas espaciales (De Certeau *et al.*, 1996 [1980]). Resulta más difícil pasar del individuo específico al individuo genérico y la geografía de los interiores se convierte verdaderamente en esa geografía del interior a favor de la cual abogaba Jean-François Staszak en 2001.

Seguramente, es posible optar por ignorar la dimensión individual del espacio doméstico y estudiarlo únicamente en su dimensión social. No existe «determinismo del

objeto» de la misma forma en que no existe «determinismo geográfico» y, por lo mismo, cada geógrafo/a es quien decide aprehender el objeto a través de tal o cual punto de vista, armado de tal o cual concepto, privilegiando así tal o cual aspecto.

La virtud del estudio del espacio doméstico de cara a la cuestión del individuo en geografía no es asumirlo como insoslayable, sino una forma de seguir un enfoque que lo tome en serio en tanto que objeto de estudio, para quien se interese en hacerlo así. Quienes siguen este camino son cada vez más numerosos, porque el conjunto de las ciencias sociales hoy afronta el tema de la integración del individuo en su campo de análisis, y de los medios a través de los cuales se puede articular lo individual y lo colectivo, y la posibilidad de ascender a lo social sin perder la complejidad de la persona.

Trabajar en esta dirección es todo antes que neutro. Ya no se trata simplemente de introducir una nueva escala —micro— y una nueva temporalidad —también micro— en la geografía. Se trata de replantear el sentido mismo de la geografía, de redefinir su objeto. Si ya se pasó en la disciplina, en los años 1950-1970, de los lugares a las sociedades, ¿se transitará en las próximas décadas de los grupos sociales a las personas, sin por ello dejar fuera lo social, así como no dejaron fuera los lugares en el anterior movimiento? Por ende, esto implicará repensar el trabajo del geógrafo/a. La adopción de esta aproximación ubica así el estudio de los espacios domésticos en el corazón de las transformaciones actuales de la geografía, y particularmente los coloca en la primera línea para negociar el giro que se abre con respecto al reconocimiento del individuo como sujeto autónomo. En este sentido, estos espacios constituyen un objeto privilegiado para concretar las propuestas elaboradas de diferentes formas, tanto por la corriente fenomenológica como por las posmodernistas y poscoloniales.

Virtud 4: contribuir a la renovación de los métodos

Una de las primeras razones esgrimidas por los geógrafos para arrojar el espacio doméstico fuera de su ámbito de competencia es la de la escala, como ya lo mencioné. Los métodos de los geógrafos no parecen estar adaptados para analizar los microespacios, por lo que no estaríamos bien armados para estudiar este particular terreno. Cabe la duda.

Pensemos en el análisis espacial. El espacio doméstico, como todo espacio, está organizado. Es un espacio regulado, donde las distancias entre los cuerpos inanimados (los muebles) son el fruto de reflexiones que pueden ser muy profundas y basarse en mediciones extremadamente precisas. Anteriormente se habló de las cocinas funcionales de la arquitectura moderna de la década de los cincuenta, pero de hecho todo el espacio doméstico se organiza mediante un juego de distancias. Este juego, como lo han demostrado muchos estudios etnográficos, regula también las relaciones entre los cuerpos animados, es decir, entre los ocupantes de la misma casa, sea que la habiten o sean simples visitantes. La comprensión del espacio doméstico y de sus dinámicas sacaría mucho provecho de un estudio que movilizara las herramientas del análisis espacial. En este caso, el problema no es metodológico sino epistemológico, porque si el análisis espacial no penetra en los espacios domésticos es porque éstos no le interesan. Este rechazo se puede explicar a través de la definición de la geografía que prefiere el análisis espacial y, antes que la geografía, desde la perspectiva de la geograficidad de los espacios domésticos.

Béatrice Collignon

No obstante, aun si se interesase por los espacios domésticos, el análisis espacial no podría explicar todo sobre los mismos. Al igual que el estudio de los espacios domésticos es propicio para la geografía de los individuos, sin imponerlo, también es propicio para la renovación de los métodos de investigación en geografía, sin que sea indispensable. Estos espacios invitan, para quien así lo desee, a observar con otra mirada los lugares y los microespacios. Así como la geografía clásica había establecido un método preciso de lectura de los paisajes y de representación como imagen, la geografía contemporánea debe instrumentar un método para leer esos espacios comunes de lo cotidiano. Esto forma parte de los giros metodológicos pendientes aún en la geografía o, a veces, apenas iniciados.

Evidentemente este método debería integrar las aportaciones del constructivismo, es decir, colocar en el centro del trabajo de campo ese sentido adquirido por los espacios para sus habitantes, las interpretaciones que hacen y las recomposiciones que se generan. Elaborar estos métodos en el marco de los espacios domésticos presenta la ventaja de permitir controlar mejor las etapas que en un medio abierto. Aquí, el número de participantes es limitado, el espacio es restringido a pesar de sus mil recovecos, la confrontación entre los discursos y las prácticas es relativamente sencilla. En un inicio, la casa surge como un laboratorio para elaborar y para probar nuevos métodos, transferibles después a otros espacios más complejos y posteriormente como una buena escuela para enseñar estos métodos una vez consolidados.

No obstante, no deja de haber dificultades, y éstas son de dos órdenes. Por una parte, nuestra dificultad, como geógrafos, para trabajar a escala micro porque hemos sido formados para análisis a mediana escala, o análisis que se desplacen entre la escala media y la escala del plano amplio con una neta predilección por el plano panorámico, que con un amplio barrido de una porción del espacio se puede describir desde el punto de vista exterior. El primer plano nos constriñe a agudizar la mirada, a acercarnos con el riesgo de colocarnos del otro lado de la pantalla, y más bien ser observados. Y en esto consiste la otra dificultad, a la vez la más importante y la más rica a mi parecer.

La geografía radical primero, las geografías feministas y de género después y las geografías posmodernistas más recientemente, han criticado todos los enfoques de la geografía humana demasiado dominados por el objeto. Más bien aconsejan el reconocimiento del sujeto como tal, particularmente en las Américas. Una de las soluciones propuestas es el desarrollo de alianzas, de proyectos elaborados y realizados conjuntamente por investigadores e investigados. Ahora bien, a mi entender, tomar lo anterior en serio implica que se vuelvan a redistribuir los papeles con acierto y no sólo que los investigados se conviertan en investigadores, sino que los investigadores puedan transformarse en investigados. Dicho de otra manera, que ellos también se sometan a la observación, a las encuestas, a las entrevistas, invitados a compartir su punto de vista y a relatarse. La finalidad no es un simple cambio de papeles entre unos y otros, sino la instrumentación de una verdadera investigación colaborativa y participativa, en donde cada uno a la vez sea observador y observado, investigador e investigado. Dado que todos habitamos en alguna parte, dado que todos somos acondicionadores de nuestros interiores, el estudio de los espacios domésticos no deja de referir al «yo investigador y al yo habitante», y desde el principio nos coloca en esta doble posición de investigador/ investigado. Así, se presenta un terreno privilegiado para una renovación radical de los métodos del trabajo de campo, y asumir un verdadero giro metodológico que muchos reconocen como necesario pero que permanece aún bastante tímido en la práctica de

investigación. El terreno está listo. Nos corresponde negociar de la mejor forma posible este giro, sin perder el control pero decididamente.

Conclusiones

En suma, el estudio de los espacios domésticos no deja de referirnos a otros espacios, más vastos, a otros transcurso del tiempo, más espaciados, a otras escalas de la construcción social, a «las grandes interrogantes» de la geografía contemporánea y, en mayor medida, de las ciencias sociales. Espacio cerrado, las más de las veces claramente delimitado por muros, puertas y ventanas, el espacio doméstico se revela ahora como un objeto que queda muy lejos de estar cerrado en sí mismo. Es un espacio que se puede calificar como poroso, donde el vínculo con el exterior, con lo colectivo, con los otros objetos de investigación es constante pero indirecto, está filtrado por lo que podría llamarse el «cascarón» de la casa.

La imagen del cascarón nos refiere a los trabajos de Abraham Moles (1972) sobre los diversos «cascarones» con los que se rodea el ser humano y a través de los cuales construye su relación con el mundo que lo rodea, en diferentes escalas. Nos recuerda también la cualidad, mencionada al principio de este texto, del espacio doméstico como espacio primero a partir del cual se construyen todos los demás espacios del individuo. La idea del cascarón se refiere a la cualidad de la porosidad mencionada un poco más arriba, y que resulta esencial para comprender que lo doméstico es un lugar de diálogo constante entre el interior y el exterior, entre lo privado y lo público, entre el individuo y la sociedad, motivo por el cual es tan relevante para la geografía humana, y constituye el corazón de los giros que envuelven a la disciplina en el alba del tercer milenio.

Tal como ya se dijo, su importancia para la disciplina se debe a su banalidad. En particular, he hablado anteriormente de una «fe en el espacio» ampliamente compartida. Ésta lleva la marca de cierta tendencia a tratar lo político, en diversas escalas, para solucionar los problemas sociales actuando en el espacio. Los desafíos sociales se traducen en desafíos espaciales, y la producción del espacio materializa tanto lo social como lo político. Como lo subraya Christine Chivallon (2000), esta producción da forma, muy concretamente, a las ideologías. Pero, por inversión perversa, la producción del espacio naturaliza esas ideologías porque, una vez producido el espacio, se olvida rápidamente que es el fruto de una construcción social y se lo considera como algo dado, como un «ahí está», elemento neutro sobre el fondo del cual se despliega la vida humana. Otorgarle sus cartas de nobleza para permitir el estudio de la vida cotidiana y de los individuos es justamente obligarse a interrogar siempre la banalidad de los espacios para revelar toda la carga cultural, social y política.

Por otra parte, estar atentos a la dinámica intrínseca de los espacios domésticos, a los constantes cambios que ahí se producen bajo el impulso de sus propios habitantes, en cierta forma protege a la geografía humana de la esencialización de las culturas y de los grupos sociales. Y este último constituye un peligro que constantemente acecha incluso a los investigadores más cautelosos.

Para concluir con una nota específicamente francesa, diré que son esos estudios los que pueden convertirse en un sitio privilegiado para reconciliar la geografía cultural con la geografía social, porque en ellos es donde se cruza lo que pertenece a la más secreta intimidad y lo que se debe a las normas y a los valores culturales así como a las reglas

Béatrice Collignon

sociales más profundamente arraigadas. En el contexto de la geografía francesa, hoy ese acercamiento no sólo es absolutamente necesario sino ampliamente deseado. Sin embargo, se observa que su instrumentación resulta más difícil de lo que podría pensarse en un principio, a pesar de las voluntades notorias por avanzar en este sentido. A mi parecer, es justamente a partir del espacio doméstico que es posible dedicarnos a construir esa casa común.

Bibliografía

- BERQUE, Augustin; Alessia de BIASE y Philippe BONNIN (dirs.) (2008), *L'habiter dans sa poétique première. Actes du colloque de Cerisy-la-Salle*, París: Donner Lieu.
- BOURDIEU, Pierre (1970), «La maison kabyle ou le monde renversé», en Jean Pouillon y Pierre Maranda (dirs.), *Échanges et communications. Mélanges offerts à Claude Lévi-Strauss à l'occasion de son 60^e anniversaire*, París / La Haya: Mouton, pp. 739-758.
- CERTEAU, Michel de; Luce GIARD, Pierre MAYOL (1996), *La invención de lo cotidiano 1: El arte de hacer*, México: Universidad Iberoamericana [1980, *L'invention du quotidien: tome 1, Arts de faire*, París: Gallimard, col. 10-18].
- , Luce GIARD, Pierre MAYOL (1999), *La invención de lo cotidiano 2: Habitar, cocinar, México: Universidad Iberoamericana [1980, L'invention du quotidien, tome 2: Habiter, cuisiner*, París: Gallimard, col. 10-18].
- CHIVALLON, Christine (2000), «D'un espace appelant forcément les sciences sociales pour le comprendre», en Jacques Lévy y Michel Lussault (dirs.), *Logiques de l'espace, esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, París: Belin, pp. 299-317.
- COLLIGNON, Béatrice (2000), *De los iglús a las casas prefabricadas: relatos de mujeres inuit*, París: Université de Paris I, atelier Géo-vidéo, vídeo de 19' con subtítulos en español.
- (2001), «Esprit des lieux et modèles culturels: la mutation des espaces domestiques en Arctique inuit», *Annales de Géographie*, vol. 110, n.º 620: *Espaces domestiques*, pp. 383-404, URL: http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_2001_num_110_620_1731
- (2010), «Domestic Spaces and Cultural Geography», en Lorenzo Mercatanti (dir.), *Percorsi di geografia. Tra cultura, società e turismo*, Bolonia: Pàtron, pp. 1-11.
- y Jean-François STASZAK (dirs.) (2004), *Espaces domestiques: construire, habiter, représenter*, París: Bréal.
- DEFFONTAINES, Pierre (1972), *L'homme et sa maison*, París: Gallimard.
- DOMOSH, Mona (1998), «Geography and Gender: Home Again?», *Progress in Human Geography*, vol. 22, n.º 2, pp. 276-282.
- DUNCAN, James (1982), «From Container of Women to Status Symbol: the Impact of Social Structure on the Meaning of the House», en James Duncan (dir.), *Housing and Identity. Cross Cultural Perspectives*, Nueva York: Holmes & Meier.
- (dir.) (1982), *Housing and Identity. Cross Cultural Perspectives*, Nueva York: Holmes & Meier.
- FARINELLI, Franco (2003), *Geografia*, Turín: Einaudi.
- (2006), *L'ammiraglio delle zanzare*, Roma: RadioRai2, *Alle otto della sera*, mayo-junio, 20 x 30', URL: <http://www.radio.rai.it/radio2/alleotto/lammiragliodellezanzare/>
- GOSCINNY, René y SEMPÉ (2008), *El pequeño Nicolás*, Madrid: Alfaguara [1960, *Le petit Nicolas*, París: Denoël].
- HALL, Edward T. (2003), *La dimensión oculta*, México: Siglo XXI [1966, *The Hidden Dimension*, Garden City, N.Y.: Doubleday].
- HAMER, Bent (2003), *Kitchen Stories*, Estocolmo: BOB films Sweden AB, 95'.

De las virtudes de los espacios domésticos para la geografía humana

- HOYAUX, André-Frédéric (2003), «Les constructions des mondes de l'habitant: éclairage pragmatique et herméneutique», *Cybergeog*, art. 232, 23 pp., URL: <http://www.cybergeog.eu/index3401.html>
- LÉVY, Jacques (1994), *L'espace légitime*, Paris: Presses de Sciences Politiques.
- (2003), «Capital spatial», en Jacques Lévy y Michel Lussault (dirs.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris: Belin, pp. 125-126.
- y Michel LUSSAULT (dirs.) (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris: Belin.
- LINDÓN, Alicia (2006), «Geografías de la vida cotidiana», en Daniel Hiernaux y Alicia Lindón (dirs.), *Tratado de geografía humana*, Barcelona: Anthropos-UAMI, pp. 356-400.
- LUSSAULT, Michel (2007), *L'homme spatial: la construction sociale de l'espace humain*, Paris: Seuil.
- MOLES, Abraham; Elisabeth ROHMER (1972), *Psicología del espacio*, Madrid: Aguilera.
- PAUL-LÉVY, Françoise y Marion SÉGAUD (1983), *Anthropologie de l'espace*, Paris: Alors, Centre Georges Pompidou.
- PEZEU-MASSABUAU, Jacques (1981), *La maison japonaise*, Paris: Publications orientalistes de France.
- (1993), *La maison, espace réglé, espace rêvé*, Montpellier: Reclus.
- (2000), *Demeure mémoire. Habitat: code, sagesse, libération*, Paris: Parenthèses.
- RETAILLÉ, Denis (1997), *Le monde du géographe*, Paris: Presses de Sciences Politiques.
- STASZAK, Jean-François (2001), «L'espace domestique, pour une géographie de l'intérieur», *Annales de Géographie*, vol. 110, n.º 620: *Espaces domestiques*, pp. 339-363, URL: http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_2001_num_110_620_1729
- STOCK, Mathis (dir.) (2006), *Habiter, vers un nouveau regard géographique?*, Travaux de l'Institut de Géographie de Reims, pp. 115-118.
- TATI, Jacques (1958), *Mon oncle*, Paris: Alter films, 110'.
- TUAN, Yi-Fu (1977), *Space and Place. The Perspective of Experience*, Minneapolis: University of Minnesota Press.
- (2005), *Cosmos y hogar: un punto de vista cosmopolita*, Barcelona: Melusina [1969, *Cosmos and Earth: a Cosmopolite's View-point*, Minneapolis: University of Minnesota Press].

Des vertus de la recherche sur les espaces domestiques pour la géographie humaine contemporaine

Béatrice Collignon

Maître de Conférences (Associate Professor)

Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne (UFR de géographie) /

UMR Géographie-Cités (8405 - CNRS/Paris 1/Paris 7), Equipe EHGO : Epistémologie et Histoire de la géographie

Beatrice.Collignon@univ-paris1.fr

Version française traduite en espagnol, publication :

2010, De las virtudes de los espacios domésticos para la geografía humana, *in* Lindón A. y Hiernaux D. (dir.),

2010, *Los Giros de la Geografía Humana: Desafíos y Horizontes*, Mexico, UAM / Anthropos, p. 201-215

Parler des vertus d'un type d'espace pour une discipline qui a fait de l'espace un de ses concepts clés depuis une trentaine d'années ne peut avoir de sens que dans deux cas de figure opposés :

- soit il s'agit d'un espace étudié de longue date par cette discipline, et le but de cet article serait de montrer qu'il a gardé toute sa valeur pour l'avancée de celle-ci ;
- soit il s'agit au contraire d'un espace longtemps ignoré par la discipline en question, et l'enjeu est alors de montrer en quoi s'y intéresser est important pour elle, au-delà de l'intérêt de l'objet (le type d'espace étudié) lui-même.

Espaces "anthropiques, différenciés, organisés, hiérarchisés, appropriés" (Staszak, 2001 : 348), espaces du corps humain et "espaces premiers" des expériences de tout être humain, les espaces domestiques s'inscrivent résolument dans cette seconde catégorie. Ils sont parmi les derniers venus dans la liste des espaces dont s'occupent les géographes.

Evoquer, rapidement, les raisons principales d'une émergence aussi tardive permet d'envisager toute la portée de leur étude. Car au-delà de leur intérêt intrinsèque, leur valeur en tant qu'objets de recherche réside aussi dans ce qu'ils peuvent apporter à la géographie humaine dans son ensemble. Il y aurait donc "des vertus des espaces domestiques pour la géographie humaine", et ce texte s'attachera à le démontrer en s'arrêtant sur quatre points en particulier, quatre vertus cardinales en quelque sorte.

L'importance des contextes n'est plus à démontrer en géographie et ce texte n'échappe pas à la règle : il est écrit par une géographe française, dont les recherches principales portent d'une part sur l'arctique canadien, d'autre part sur les géographies savantes contemporaines, anglo-américaines et françaises, dans une perspective comparatiste mais avec un point de vue irrémédiablement ancré dans la géographie française. De même, ma réflexion sur les espaces domestiques s'appuie principalement sur l'analyse, outre des intérieurs inuit dont il ne sera pas question dans ce texte, des intérieurs de l'Europe continentale occidentale. Les exemples que j'évoque sont issus de ce terrain-là, tout comme la montée en généralité que j'opère part de ce cas particulier. S'il est impossible, pour des questions de lisibilité, de le rappeler à chaque fois que cela serait nécessaire au cours du texte, il importe de ne jamais l'oublier.

Version française avant traduction

Cette même sensibilité au fait que les savoirs sont toujours situés me conduit par ailleurs à ne pas traduire en français les noms des courants géographiques ou intellectuels élaborés dans le contexte anglo-américain (*cultural turn* ou *postcolonial geography* par exemple). Il ne s'agit pas là d'une coquetterie, mais d'un souci de clarté : sous des termes qui paraissent équivalents se sont des géographies différentes que l'on trouve, notre discipline n'échappant pas à la rugosité de la surface de la terre qu'elle s'est justement donnée pour objectif de relever et de comprendre, et qui fait que ce qui est "ici" ne sera jamais comme ce qui est "là-bas", quand bien même on y trouverait, en apparence, le même objet, ou sujet.

Des espaces longtemps délaissés par les géographes

Dans son article introductif au numéro des *Annales de géographie* consacré aux espaces domestiques Jean-François Staszak (2001) rappelle comment, dans la lignée vidalienne, les géographes classiques s'intéressaient à l'habitat mais non pas à l'espace domestique. Leurs travaux traitaient des habitations dans une double perspective : paysagère d'une part, s'arrêtant à leurs formes et aux matériaux de construction, agraire d'autre part, les appréhendant comme des espaces de production, un élément parmi d'autres constituant l'exploitation agricole. Une telle approche excluait de fait du champ d'étude l'habitat urbain, ce qui explique que les textes de l'époque ne parlent que des maisons rurales et même presque exclusivement des fermes.

De plus, si les géographes passaient volontiers le pas de la porte pour s'entretenir longuement avec les paysans dans "la salle" (où se concentrait l'essentiel de la vie éveillée – cuisine, repas, veillées, etc. – et où l'on dormait aussi dans certaines régions) partageant souvent un verre et un "morceau", plus rarement la soupe, plat principal du vrai repas, leurs textes géographiques, eux, franchissaient rarement ce seuil. Tout juste trouve-t-on ici ou là l'évocation d'activités de production se déroulant à l'intérieur mais complémentaires de l'activité agricole toute tournée vers l'extérieur ; la production artisanale pendant la "morte saison" notamment. Ainsi, à aucun moment dans son ouvrage pourtant intitulé *L'homme et sa maison* (1972) le géographe Pierre Deffontaines ne parle ni ne montre l'intérieur, alors que son livre est richement illustré d'une quarantaine de croquis de divers types d'habitations rurales traditionnelles européennes. Ce sont les anthropologues qui s'occupent de ce qui se passe derrière les portes et les volets, ainsi Pierre Bourdieu dans sa célèbre étude de la maison kabyle (1970), et plus récemment des auteurs inspirés notamment par l'approche de l'anthropologie de l'espace proposée par Françoise Paul-Lévy et Marion Segaud (1983).

Pour les géographes classiques, l'intérieur n'est pas un lieu géographique et s'ils ne l'étudient pas c'est parce qu'ils ne le voient pas. Le changement de paradigme qui s'opère dans les années 1960-1970 (avec des décalages selon les pays) autour de l'affirmation de l'espace comme concept-clé de la géographie n'a sur cette question spécifique aucun effet. D'emblée, on a considéré que l'espace domestique relevait d'une échelle qui n'est pas celle de la géographie et que son étude devait donc être laissée aux compétences de l'architecte ou de l'ethnologue. A vrai dire, la question n'a même pas été posée, encore moins débattue : l'espace domestique a été très longtemps un impensé de la géographie, il était littéralement "hors-champ", un espace dont on ne percevait pas la dimension géographique. Un espace que l'on n'analysait pas, parce que personne ne s'était même posé la question de la pertinence que pourrait avoir un tel travail. Il semblait aller de soi que les géographes n'avaient rien à faire dans les maisons.

Texte non publié en langue originale

Trois raisons majeures expliquent cet aveuglement, bien identifiées par Jean-François Staszak (2001). Tout d'abord, l'idée que l'échelle micro ne peut être celle de la géographie pèse très lourd dans la formation des géographes et dans leurs recherches. Chacun intègre sans vraiment la questionner l'idée que la "très grande échelle" des géographes ne peut être en deçà du "bloc", qu'il s'agisse d'un îlot en milieu urbain, du village ou de l'ensemble des bâtiments d'une ferme en milieu rural, du lotissement en péri-urbain. Les travaux récents de la géographie française sur le concept d'habiter témoignent de la pérennité de cette approche. On est frappé par leur acharnement à démontrer que l'habiter se joue à l'échelle du quartier ou du réseau de lieux, et à ne jamais, ou presque, évoquer les espaces intérieurs (voir notamment Berque *et alli*, 2008 ; Hoyaux, 2003 ; Stock, 2006).

Ensuite, jusque ces toutes dernières années, les sciences sociales en général, et la géographie en particulier, sont restées très réticentes à l'idée de travailler sur des individus et non plus seulement sur des groupes sociaux. Or, l'échelle micro est aussi celle de l'individu.

Enfin, dans le cadre de l'espace domestique, non seulement l'échelle est "trop petite pour des géographes" et le groupe social absent – ou l'individu trop présent –, mais en plus on entre dans la sphère de l'intime, qui ne serait pas du ressort de la géographie. La proposition de Michel Lussault (2007 : 106) est à ce titre intéressante. En reconnaissance de son caractère privé et intime il faut, dit-il, considérer la "sphère de la domesticité" comme un "site" et non comme un "lieu". Cette clarification faite, il devient possible de l'étudier en tant qu'espace géographique, avec les mêmes outils d'analyse que ceux mobilisés pour l'étude d'autres types d'espaces.

Plus qu'un simple impensé, on peut aller jusqu'à dire que les espaces intérieurs, et plus encore les espaces domestiques, ont été jusqu'au début des années 2000 véritablement tabou en géographie. On ne pouvait en parler. Prétendre les analyser c'était risquer de perdre son identité de géographe, se voir mis au ban de la communauté au nom de l'évidence qu'ils ne relevaient pas de la géographie. La question n'était même pas discutée, l'interdit étant totalement intériorisé.

Prémices : incursions féministes et phénoménologiques

Il est vrai que dès les années 1980 l'espace domestique a retenu ici où là l'attention de quelques géographes, mais dans deux perspectives bien spécifiques : celle de la géographie féministe d'une part, de la géographie phénoménologique (ou *humanistic geography*) d'autre part.

Pour les géographes féministes, il s'agissait de montrer que la structuration sociale fondée sur l'inégalité des genres s'exprime dans la structuration spatiale des sociétés : l'espace domestique est dans cette perspective analysé comme un espace de réclusion pour les femmes, un lieu d'enfermement qui limite leurs expériences géographiques du monde qui les entoure, et réduit d'autant leurs compétences spatiales et leur "capital spatial" pour reprendre un concept notamment proposé par Jacques Lévy (2003) et plus récemment Michel Lussault (2007) mais dans une toute autre optique que celle des études féministes. Dans ces analyses (voir la synthèse de Mona Domosh, 1998) l'attention se concentre sur le rapport entre l'intérieur et l'extérieur, entre le domaine privé familial et le domaine public du travail et des relations sociales. On s'intéresse à la façon dont la "boîte" maison est définie par les uns (les hommes) comme le lieu de prédilection des autres (les femmes), ce qui sous-entend que les autres lieux ne sont pas faits pour elles. Un lieu dont on relève qu'il est fragmenté lorsque, dans les années 1990, la

Version française avant traduction

géographie du genre (*gender geography*) entre dans les maisons pour s'intéresser à l'organisation des espaces intérieurs : la cuisine, espace féminin par excellence, pour les unes, l'atelier et le garage, espaces masculins préservés dans un intérieur dominé par le féminin, pour les autres. Dans ces géographies anglophones en pleine expansion, ce n'est pas tant l'espace qui est au cœur de la réflexion que la dimension spatiale de la construction sociale des identités genrées.

Dans le cadre d'une approche inscrite dans la "nouvelle géographie culturelle" du début des années 1980 (*new cultural geography*) James Duncan aborde également ces questions, très précocement (Duncan, 1982).

Dans une toute autre perspective, la géographie phénoménologique s'intéresse elle aussi à ces intérieurs, en particulier Jacques Pezeu-Massabuau qui part de son expérience des maisons japonaises (1981) pour développer une vaste réflexion sur le sens de l'espace domestique, les normes qui le règlent, s'y élaborent et s'y transmettent, et la relation spécifique que chaque personne y tisse avec son environnement. Sans y avoir jamais consacré un ouvrage spécifique Yi-Fu Tuan, figure phare de la *humanistic geography*, considère la maison et le foyer comme des éléments centraux de la géographie et de l'être géographique (1996 notamment).

En France, c'est à l'aube du 21^e siècle que l'espace domestique acquiert en quelques années le statut d'objet géographique possible, sous l'impulsion de quelques chercheurs convaincus de sa légitimité et organisant ce que l'on pourrait appeler une véritable campagne de promotion en faveur d'une géographie de l'intérieur : numéro thématique des *Annales de géographies* en 2001 (Staszak dir.), colloque en 2002 avec publication des actes en 2003 (Collignon et Staszak dir.). De façon presque surprenante compte tenu de la force du tabou entourant les micro-espaces, l'individu et l'intime en géographie, les apports d'une étude géographique des espaces domestiques ont rapidement été reconnus en France, preuve que les chercheurs étaient prêts et que le barrage était d'abord et avant tout institutionnel.

Mais l'enjeu pour la discipline ne se limite pas selon moi à intégrer ce nouvel objet de recherche. La géographie des espaces domestiques a à mon sens des "vertus" pour la géographie humaine dans son ensemble et compte parmi les agents les plus puissants de son renouvellement.

Vertu 1 : éclairer la construction de la dimension spatiale des sociétés

Depuis les années 1970, les géographes s'intéressent à l'espace, aux logiques économiques et culturelles de son organisation et de sa production, à sa territorialisation par le politique et le social. A ce sujet, on a d'ailleurs dit un peu trop vite que "l'espace" des anthropologues est l'équivalent du "territoire" des géographes, ce qui revient à vider l'espace géographique de sa substance, à le transformer en une simple étendue, neutre. On a bien sûr pris en compte la dimension culturelle du spatial, montré que l'espace est construit, et surtout réglé, différemment selon les cultures. Christine Chivallon, en montrant comment l'espace matérialise le social, pose fort clairement les bases d'une réflexion sur l'articulation des enjeux sociaux et des enjeux spatiaux (Chivallon, 2000).

En revanche, comme le montre Michel Lussault dans son récent ouvrage sur "l'homme spatial" (2007), on ne s'est pas suffisamment intéressé aux modalités de la mise en espace, aux procédés auxquels on a recours pour créer de l'espace à partir de lieux, aux processus de différenciation qui font que le lieu

Texte non publié en langue originale

unique se fragmente en lieux multiples, séparés, mis à distance les uns des autres par l'insertion d'un espace entre eux. Outre l'apport intrinsèque de telles recherches, elles permettraient de mieux comprendre les différences culturelles des relations à l'espace, que l'on remarque souvent mais sans s'attacher à les expliquer vraiment. L'enjeu est d'autant plus grand que ces différences s'expriment notamment dans le champ politique.

Or, l'étude des espaces domestiques peut nous aider à comprendre les dynamiques à l'œuvre dans la construction de la dimension spatiale des sociétés et participer ainsi à la réflexion ouverte sur ce sujet par quelques géographes français, à mon sens trop rares, depuis plus d'une décennie (notamment Jacques Lévy, 1994 ; Denis Retaillé, 1997 ; Michel Lussault, 2007). Le géographe italien Franco Farinelli (2006) montre comment le voyage de Christophe Colomb vers l'Occident crée littéralement l'espace pour les européens, en faisant éclater la conception d'un monde clôt sur lui-même et en l'ouvrant sur l'infini. On passe alors du monde-lieu à l'étendue terrestre, du globe à la carte plane. On aurait je crois tout à gagner à lire l'espace domestique comme l'expérience d'un processus similaire. Car ce qui s'y joue, en tant qu'espace premier de l'expérience de "l'être au monde" de pratiquement tout être humain, c'est bien la création même de l'espace, le passage du lieu – de la cellule unique où la distance est "annulée" (Retaillé, 1997 : 95) ou du moins "n'est pas un concept pertinent" (Lévy, 1994 : 52) ou "est non déterminante" (Lussault, 2007 : 99) – aux lieux – cellules multiples séparées par une distance, par la création d'un intervalle, d'un espacement. C'est en effet entre ces murs que le tout petit enfant apprend progressivement à se détacher de sa mère, puis de ses parents, pour devenir une entité autonome. Cette autonomie, la construction de l'individu, passe par l'apprentissage de la mise à distance d'autrui, c'est-à-dire par la fabrication d'espaces.

Or, il est particulièrement intéressant de noter que selon les cultures (mais aussi selon les milieux sociaux), l'espace n'a pas les mêmes fonctions et l'autonomie ne prend pas le même sens. Dans certaines cultures – chez les Inuit par exemple (voir Collignon, 2001) – et/ou dans certaines classes sociales, l'organisation de l'espace domestique joue sur la fluidité de l'espace, sa labilité, sur sa dimension axiale – où l'espace est ce qui permet de circuler entre les lieux – et sur son caractère réticulaire. Espace et lieux sont là en constante interaction et, selon les moments de la journée, de la semaine, de la saison, de l'année, l'un peut s'étendre et l'autre se rétracter, et inversement. L'interaction lieux/espace est une sorte de respiration, dont le rythme change selon le moment. Dans ces intérieurs là les pièces sont rarement mono-fonctionnelles et les portes, quand elles ne sont pas remplacées par des dispositifs plus fluides, rarement fermées.

Ailleurs au contraire – dans la société française par exemple - on valorise la dimension linéaire de l'espace, où la ligne est une séparation, une démarcation, une frontière. L'espace perd en labilité, la maison se transforme en une addition de lieux où l'espace sert moins à relier qu'à séparer, à délimiter les contours de lieux appropriés aux fonctions bien définies. C'est "ma chambre", c'est "le fauteuil de papa", mais c'est aussi "la chambre où l'on ne mange pas car on ne mange pas dans la chambre mais dans la cuisine ou la salle à manger", le salon où l'on s'entend dire "tu t'endors, vas te coucher" sous-entendu "on ne dort pas ici puisque c'est le salon et non pas la chambre", et la chambre où l'on envoie l'enfant qui hurle et tape du pied "se calmer". On doit à l'humoriste René Goscinny d'avoir magistralement campé cette façon bien française de vivre l'espace domestique (Goscinny et Sempé, 1960).

Cet apprentissage précoce de la rigidité ou de la flexibilité des espaces et des fonctions des lieux, des limites plus ou moins fortes de l'appropriation de ceux-ci, n'aurait-il aucune influence sur nos

Version française avant traduction

comportements passé le seuil de nos portes, dans l'espace public ? Il me semble que l'on gagnerait à intégrer dans la lecture des dynamiques spatiales, et notamment des conflits spatiaux à toutes les échelles, ce que l'on sait des valeurs qui ont organisé l'espace premier des individus et groupes en conflit. Bien entendu, il ne s'agit pas d'en faire un critère unique, mais c'est une dimension que l'on ne devrait pas ignorer. De même, il me semble que l'on gagnerait à s'interroger sur le rapport entre la construction des identités individuelles et collectives et les différentes façons de concevoir le rôle de l'espace – axe ou ligne, labile ou rigide – dans l'espace de nos premières expériences géographiques.

Il y a par ailleurs une "métrique" (voir notamment Lévy, 1994 ; Retaillé, 1997 ; Lussault, 2007) de l'espace domestique à l'aune de laquelle chacun de nous construit progressivement son rapport aux autres corps, et sa définition de l'espacement "normal" entre deux corps, entre deux personnes. Edward T. Hall (1966) a montré le caractère culturel de cette métrique : la distance "normale" entre deux corps n'est pas la même en Amérique du Nord et au Japon, chez les Inuit et chez les Bretons, on pourrait multiplier les exemples. Parmi les critiques que l'on a pu faire à un travail aujourd'hui daté, très marqué par le contexte des relations internationales état-uniennes de l'après-guerre, la plus intéressante me semble être celle de la tendance essentialiste de Hall. En effet, cette critique conduit à interroger l'évolution dans le temps des normes de la métrique. Or, si l'espace domestique est culturellement réglé et normé, il n'en est pas moins en constante transformation. On peut ainsi en faire un observatoire de qualité (pas le seul possible bien entendu) des influences réciproques du champ social et du champ spatial dans la dynamique des sociétés. Son étude nous invite à considérer l'espace non pas comme un construit "pour toujours" mais comme une construction permanente, constamment remodelée par ses habitants.

Prenons un exemple simple. Sous l'influence du modèle suédois diffusé par la célèbre chaîne de meubles IKEA, les français sont en train de passer rapidement du lit conjugal de 140 cm de large (qui s'était imposé progressivement à partir des années 1950 au détriment du lit de 110-120 cm) au lit de 160 cm de large, ce qui change considérablement la taille de l'espacement "normal" entre deux corps adultes au repos. On peut émettre l'hypothèse que cela joue aussi sur la distance considérée comme acceptable entre deux corps adultes éveillés, entre ceux qui entretiennent par ailleurs et par moments des relations intimes mais aussi entre des corps ayant des relations plus distantes, voir strictement anonymes.

Autrement dit, prendre au sérieux les modifications de la métrique la plus intime c'est se donner les moyens de mieux comprendre ce qui se produit à d'autres échelles en matière de construction de la dimension spatiale des sociétés.

Travailler non pas sur la maison mais bien sur les espaces domestiques, mettre l'espace au cœur de ce travail, nous conduit en somme à repenser la question de ce qu'est l'espace géographique, c'est à dire la question du sens que lui donnent les sociétés et du rôle qu'elles lui attribuent. Ceci est d'autant plus important que nos sociétés contemporaines, à l'échelle autant individuelle que collective, témoignent en permanence de ce qu'il faut bien appeler une véritable "foi en l'espace" ; soit cette idée récurrente que les problèmes, tant sociétaux que personnels, pourraient être réglés par l'action sur l'espace.

La maison idéale, dans sa forme, sa taille, son organisation interne, son mobilier et sa décoration, est la promesse du bonheur familial que rien ne pourrait ébranler, tout comme la ville idéale est la promesse

Texte non publié en langue originale

d'une vie en société totalement apaisée. Illusions que tout cela, mais qu'il faut bien prendre au sérieux si l'on veut comprendre "l'homme spatial".

Vertu 2 : Légitimer la vie quotidienne comme objet géographique

En dépit d'études fort convaincantes (voir la synthèse d'Alicia Lindon, 2007) la vie quotidienne reste négligée par la majorité des géographes, qui considèrent qu'elle n'a guère d'intérêt pour la discipline. A fortiori celle qui se déroule dans les espaces domestiques. Pourtant, et sans faire de jeu de mot, l'habiter est un habitus et Pierre Bourdieu a bien montré tout ce que les sciences sociales - donc aussi la géographie - ont à gagner de la déconstruction de ces manières de faire si ancrées en nous qu'elles nous semblent absolument naturelles. L'étude des dynamiques à l'œuvre "à la maison" dévoile toute la richesse de ce quotidien où se transmettent mais aussi se façonnent en permanence nos règles sociales, et se réinventent au jour le jour les cultures partagées. Car l'espace domestique est à la fois un lieu privilégié de reproduction sociale et de production, d'invention. C'est dans la banalité des gestes et décisions de chaque jour que s'affirme et évolue le rapport, discuté ci-dessus, que chaque société construit et entretient avec l'espace, le sens que chacune donne à la distance, aux intervalles, aux circulations et aux fermetures, la flexibilité ou la rigidité avec laquelle chacune définit la fonction des lieux.

Les apports de la construction du quotidien domestique en objet géographique ne se limitent cependant pas à cet aspect. Elle permet aussi d'analyser les processus d'élaboration de ces habitus à travers le repérage de la mise en espace de normes sociales et, dans le même mouvement, l'affirmation, voir parfois l'émergence, de ces normes mêmes sous l'influence des dispositifs spatiaux. On peut ainsi interroger le rôle du spatial dans l'élaboration du social, et comprendre que la dynamique du rapport entre ces deux dimensions est autrement plus complexe que la simple "mise en espace" des normes sociales à laquelle on tend parfois à la réduire dans les approches géographiques les plus sociologiques. L'intérêt d'étudier cette question dans le cadre des espaces domestiques vient de ce qu'ils présentent l'avantage d'être beaucoup moins figés que l'espace public mais aussi que les autres espaces privés. Les transformations y sont moins lourdes à mettre en œuvre, même si elles exigent comme les autres du temps, de la négociation et des ressources financières. Nos intérieurs sont ainsi au plus près des sensibilités d'une époque. Par ailleurs, montrer à propos de ces intérieurs comment normes et valeurs évoluent imperceptiblement contribue à dévoiler toute la valeur du quotidien pour les analyses géographiques, notamment dans le cadre de la géographie sociale et de la géographie culturelle.

Ainsi, par exemple, l'évolution des cuisines en dit long sur notre rapport à la modernité. Elles sont profondément transformées dans les années 1950 en Europe et en Amérique du Nord par des ingénieurs-architectes déterminés à en faire des espaces hyper-fonctionnels, sur le modèle de l'organisation des chaînes de montage des grandes usines. La distance entre le corps de la femme en cuisine et l'ensemble des objets - des outils - nécessaires à la "production" de l'alimentation du foyer est strictement calculée pour limiter au maximum les mouvements "inutiles". Le quotidien de la mère de famille dans son foyer doit se plier à la même loi de l'efficacité et du rendement que celui de l'ouvrier dans son usine. Aujourd'hui on préfère à ces cuisines jugées exigües et aliénantes, tournées en dérision dès 1958 par Jacques Tati dans le célèbre film *Mon oncle*, les grandes pièces où l'on peut aussi manger et passer des soirées entières à discuter en famille ou entre amis. On leur attribue le délicieux parfum

Version française avant traduction

(rêvé) de la "salle" des fermes d'autrefois. On y réintroduit le bois, sous la forme d'une grande table, de bancs que l'on préfère aux chaises, mais aussi de paniers en osier et autres objets de décoration. On y "encombre" l'espace de bibelots et de plantes, on y aménage des recoins peu utiles, l'espace fonctionnel n'a pas disparu mais ne règne plus en maître. La postmodernité est ainsi entrée dans notre quotidien bien autrement que par la diffusion des nouvelles technologies de l'information (internet en particulier) sur lesquelles tend à se focaliser l'attention des géographes. Les normes qui régissent nos gestes et nos positions dans la maison selon les activités que l'on y pratique se sont imperceptiblement mais radicalement modifiées, notre habitus de l'habiter, en rapport avec la cuisine, n'est plus le même.

De la même façon, il faut interroger l'évolution de la place de la salle de bains dans les vies quotidiennes, indicateur précieux de l'évolution du rapport au corps, le mien mais aussi celui de l'Autre. En Europe, dans les milieux populaires, on est ainsi passé en une cinquantaine d'années de l'évier où l'on lavait aussi bien les assiettes que les corps de toute la famille à une distinction stricte entre l'évier de la cuisine et le lavabo de la salle de bain, puis à une nouvelle distinction entre le lavabo et la douche - le lavabo ne servant plus qu'au lavage de certaines parties du corps (les mains, la figure et les dents), et au rasage des visages masculins. (Dans cette évolution la baignoire joue un rôle périphérique car la pratique du bain, en France du moins, ne s'est jamais banalisée au même degré que celle de la douche ; elle est demeurée associée à un rythme plus hebdomadaire que quotidien). De plus, la distinction déjà ancienne dans les milieux bourgeois entre "la salle de bain des parents" et celle "des enfants" tend aujourd'hui à se diffuser dans l'ensemble de la classe moyenne et peut-être d'ici peu dans les classes populaires. Dans les milieux les plus aisés comme dans la classe moyenne supérieure la tendance est désormais à associer systématiquement une salle de bain à chaque chambre comme si, au troisième millénaire, il n'était pas plus pensable de partager son lit ou même sa chambre que son lavabo, sa douche ou son WC. L'accroissement du capital économique irait ainsi de pair avec une augmentation de l'espace approprié par le corps de chacun et une progressive exclusion du corps de l'Autre dans cette intimité. À nouveau, la géographie la plus banale, et même triviale, croise des questions reconnues aujourd'hui comme de première importance à d'autres échelles, ici la construction de l'altérité.

L'analyse de la vie quotidienne dans les espaces domestiques révèle à quel point la maison est un "espace réglé" (Pezeu-Massabuau, 1993) dont l'agencement et les rythmes s'inscrivent dans des normes sociales qu'ils contribuent aussi à modeler. Cependant, la même analyse révèle aussi l'importance des détournements dont cet espace réglé est l'objet, détournements qui mettent à mal la norme et disent toute la complexité de nos constructions spatiales, et de nos habitus géographiques.

Vertu 3 : Légitimer une géographie de l'individu banal

La vie quotidienne croise deux dimensions : la dimension sociale, qui s'inscrit dans nos habitus, et la dimension individuelle, qui s'inscrit dans les multiples détournements de la norme que chacun invente. Une autre vertu de l'espace domestique pour la géographie humaine tient ainsi au fait qu'il se situe au croisement des désirs individuels et des normes sociales. L'individu y est plus libre qu'au dehors d'interpréter à sa façon les normes et de les transformer, sans que le collectif soit pour autant totalement évacué. On peut dire de notre intérieur que c'est un espace sous influence : on l'aménage, on y vit, en fonction de modèles auquel on s'adapte mais que l'on adapte aussi sans que l'on en soit toujours conscient. Ainsi croit-on choisir la cuisine qui correspond à notre personnalité alors que l'on

Texte non publié en langue originale

choisi celle que les publicitaires ont réussi à imposer à un moment donné comme la cuisine "de nos rêves" : hyper fonctionnelle hier, ouverte et conviviale aujourd'hui. Cependant, dès lors qu'elle entre dans l'intimité du foyer la cuisine modèle se plie inmanquablement à la personnalité de ses habitants, et la géographie rencontre l'individu.

Cette rencontre est récente. Dans la sphère anglo-américaine, les géographes s'autorisent progressivement à parler des individus à partir de la fin des années 1980, sous l'effet de trois évolutions à peu près concomitantes : la montée des *feminist* geographies, le *cultural turn* et la vague postmoderniste qui submerge toutes les sciences sociales. De nouvelles méthodes de recherche, plus qualitatives et davantage sensibles à la dimension personnelle des discours, se développent. De nouvelles façons d'écrire, qui mettent en avant aussi bien le/la géographe-auteur que les géographes-acteurs qui sont le matériau principal des recherches, s'élaborent. En France, à peu près au même moment, on s'intéresse de plus en plus aux acteurs géographiques, notamment dans le cadre des recherches en aménagement. Mais ces acteurs, s'ils sont bien sûr des individus, ne sont pas n'importe lesquels : ce sont ceux qui ont du pouvoir, acteurs institutionnels ou politiques. L'individu banal reste marginal dans ces travaux. Il n'aurait rien d'intéressant à dire et, surtout, pas d'action déterminante sur l'espace. Les acteurs reconnus comme dignes d'intérêt, d'enquêtes et d'entretiens, sont pour leur part appréhendés non en tant qu'individus mais en tant que détenteurs d'une fonction. C'est cette fonction qui fait que l'on s'intéresse à leur(s) action(s) géographique(s), et l'on néglige dans ces études la dimension proprement personnelle de leurs décisions.

Cependant, même lorsque l'on s'intéresse aux pratiques des habitants, à l'espace vécu, l'individu est gommé. Dans la géographie française, on parle de "l'homme" (bien plus souvent que de la femme) qui fait ceci ou cela, mais c'est d'un homme générique qu'il s'agit. Dans la géographie anglo-américaine, ce sont moins des individus que des communautés (ethniques, culturelles, socio-économiques) dont on parle, et l'on s'intéresse surtout à l'Autre en tant que construit par un regard et un discours dominant, selon une approche dialectique opposant le "nous" aux "eux" dont même la *postcolonial geography* a du mal à se départir. Beaucoup reste donc à faire pour que l'individu soit vraiment pris en considération par ces géographies, où les résistances restent fortes face à ce qui est perçu comme un renoncement à une approche sociale des questions spatiales et territoriales.

Or, travailler sur les espaces domestiques invite justement à prendre ces individus acteurs géographiques au sérieux. Dans le discours de l'habitant légitimant tel ou tel aménagement de son chez-soi, cette décision d'ajouter une fenêtre, une cloison, de changer le papier-peint, d'intervertir la chambre et le salon, ou encore, exposant les raisons l'ayant conduit(e) à choisir tel logement plutôt que tel autre, s'exprime à la fois l'influence des normes et des valeurs sociales et culturelles, des modes portées par les grands producteurs de cultures populaires ou plus élitistes, mais aussi la dimension individuelle des choix et des raisonnements. Loin de subir des normes héritées et de reproduire à l'identique des modèles imposés, chaque individu en élabore une interprétation personnelle, en fonction de laquelle il agit géographiquement sur les lieux, les espaces et les territoires. L'habitant(e) se montre beaucoup moins aliéné(e) par les constructions discursives et les modèles dominants que l'on veut bien le dire, démontrant sa capacité à se dégager des espaces de liberté. Ceci fait écho aux résultats des travaux de Michel de Certeau et son équipe qui, par une observation fine des corps en mouvement des individus dans la ville, révélaient comment le piéton se joue des parcours imposés par les aménagements de la

Version française avant traduction

voierie grâce au déploiement de multiples micro-stratégies spatiales (de Certeau *et alli*, 1980). Il devient dès lors plus difficile de passer de l'individu spécifique à l'individu générique, et la géographie des intérieurs devient alors véritablement cette géographie de l'intérieur en faveur de laquelle plaidait Jean-François Staszak en 2001.

Il est bien sûr possible de choisir d'ignorer la dimension individuelle de l'espace domestique et de l'étudier uniquement dans sa dimension sociale. Il n'y a pas plus de "déterminisme de l'objet" que de "déterminisme géographique", et c'est bien chaque géographe qui décide d'appréhender un objet selon tel ou tel point de vue, armé de tel ou tel concept, privilégiant tel ou tel aspect. La vertu de l'étude de l'espace domestique au regard de la question de l'individu en géographie n'est donc pas de le rendre incontournable, mais de se prêter particulièrement bien à une approche le prenant au sérieux, en tant que sujet, pour qui est intéressé à le faire. Et ceux-là sont de plus en plus nombreux, car c'est l'ensemble des sciences sociales qui est aujourd'hui confronté à la question de l'intégration de l'individu dans son champ d'analyse, des moyens par lesquels articuler l'individuel et le collectif et de la possibilité de monter en généralité sans perdre la complexité de la personne, du sujet.

Travailler dans cette direction n'est pas neutre. Il ne s'agit plus de simplement introduire une nouvelle échelle – micro - et une nouvelle temporalité – micro également - dans la géographie. Il s'agit de repenser le sens même de la géographie, de redéfinir son objet – passée des lieux aux sociétés dans les années 1950-1970 passerait-elle des groupes humains aux personnes dans les prochaines décennies, sans pour autant évacuer le social, pas plus qu'on a évacué les lieux ? – et donc le travail du géographe. L'adoption de cette approche place ainsi l'étude des espaces domestiques au cœur des transformations actuelles de la géographie, et notamment en première ligne pour négocier le tournant qui ouvre sur une appréciation de l'individu comme sujet autonome. En cela, ces espaces constituent un objet privilégié pour concrétiser les propositions élaborées, de façons différentes, tant par le courant phénoménologique que par les courants postmoderniste et *postcolonial*.

Vertu 4 : Contribuer au renouvellement des méthodes

L'une des premières raisons avancées par les géographes pour rejeter l'espace domestique hors de leur champ de compétences tient à l'échelle, je l'ai déjà dit. Les méthodes des géographes ne seraient pas adaptées à ces micros-espaces, nous ne serions pas armés pour étudier ce terrain particulier. On peut en douter.

Pensons à l'analyse spatiale. L'espace domestique, comme tout espace, est organisé. C'est un espace réglé, dans lequel les distances entre les corps inanimés (les meubles) sont le fruit de réflexions qui peuvent être très poussées et s'appuyer sur des mesures extrêmement précises. On a parlé plus haut des cuisines fonctionnelles de l'architecture moderniste des années 1950, mais c'est en fait tout l'espace domestique qui est organisé par un jeu sur les distances. Ce jeu, comme l'ont montré nombre d'études ethnographiques, règle aussi les rapports entre les corps animés, c'est à dire entre les occupants d'une même maisonnée, qu'ils y habitent où y soient de simples visiteurs. La compréhension globale de l'espace domestique et de ses dynamiques aurait donc tout à gagner d'une étude mobilisant les outils de l'analyse spatiale. Le problème n'est pas ici méthodologique mais épistémologique : si l'analyse spatiale n'entre pas dans les espaces domestiques c'est que ceux-ci ne l'intéressent pas. Ce refus nous en dit plus

Texte non publié en langue originale

sur la définition de la géographie pour l'analyse spatiale que sur la géographicit , ou non, des espaces domestiques.

Pourtant, même si elle s'y intéressait, l'analyse spatiale ne pourrait tout dire sur les espaces domestiques. Tout comme l'étude de ces derniers est propice à une géographie des individus sans l'imposer, elle est propice au renouvellement des méthodes d'enquête en géographie sans que cela soit indispensable. Ces espaces invitent, pour qui le veut bien, à porter un autre regard observant sur les lieux et les micro-espaces. De même que la géographie classique avait mis en place une méthode précise de lecture des paysages et de leur mise en image, la géographie contemporaine doit encore mettre en place une méthode pour lire ces espaces de la banalité du quotidien.

Cette méthode devrait bien sûr intégrer les apports du constructivisme, c'est-à-dire mettre au cœur de l'enquête le sens que ces espaces prennent pour leurs habitants, les interprétations qu'ils en font, et les recompositions qui en découlent. L'élaborer dans le cadre des espaces domestiques présente l'avantage de pouvoir plus aisément en contrôler les étapes qu'en milieu ouvert. Ici, le nombre d'intervenants est limité, l'espace est restreint malgré ses mille recoins, la confrontation entre les discours et les pratiques est relativement simple. En somme, la maison appar it d'abord comme un bon laboratoire pour élaborer et éprouver une nouvelle méthode transférable ensuite à d'autres espaces plus complexes, et comme un bonne  cole pour enseigner cette méthode une fois qu'elle sera consolidée.

Cependant, des difficultés existent, qui sont de deux ordres. D'une part notre difficulté, en tant que géographes, à travailler à la micro-échelle, en gros plan, alors que nous avons été formés à l'analyse à l'échelle moyenne, entre plan moyen et plan large avec une nette prédilection pour le plan panoramique qui, balayant dans un ample mouvement une portion d'espace, le décrit depuis un point de vue extérieur. Le gros plan nous contraint à aiguiser notre regard, à nous approcher au risque de passer de l'autre côté de l'écran et, d'observant, devenir observé. Et c'est là l'autre difficulté, à la fois la plus importante et la plus riche à mon sens.

La géographie critique (*radical geography*) d'abord, les géographies féministes ensuite et le courant postmoderniste plus récemment ont tous largement critiqué les approches trop objectivantes de la géographie humaine, et prôné la reconnaissance du sujet en tant que tel. Parallèlement, du côté non plus des chercheurs mais des cherchés, une demande similaire se fait de plus en plus entendre, notamment dans les Amériques. L'une des solutions proposées est le développement des partenariats, de projets élaborés et menés conjointement par les chercheurs et les cherchés. Or, à mon sens, prendre cela au sérieux implique que les rôles soient véritablement redistribués et que non seulement les cherchés puissent devenir chercheurs, mais que les chercheurs puissent devenir cherchés. Autrement dit, qu'ils puissent être eux aussi mis sous observation, soumis à enquêtes et entretiens, invités à partager leur point de vue et à se raconter. Le but n'est pas un simple échange de rôles entre les uns et les autres, mais la mise en place d'une vraie recherche collaborative et participative, où chacun est à la fois l'observant et l'observé, l'étudiant et l'étudié. Parce que nous habitons tous quelque part, parce que nous sommes tous aménageurs de nos intérieurs, l'étude des espaces domestiques ne cesse de renvoyer le "moi" chercheur au "moi" habitant et nous place ainsi d'emblée dans cette double position d'étudiant / étudié. Le terrain est prêt pour y tenter ce renouvellement des méthodes que beaucoup s'accordent à dire aujourd'hui nécessaire, à nous de l'investir.

Version française avant traduction

CONCLUSION

L'étude des espaces domestiques ne cesse en somme de nous renvoyer à d'autres espaces, plus vastes, à d'autres pas de temps, plus écartés, à d'autres échelles de la construction sociale, et aux "grandes questions" de la géographie contemporaine et, plus largement, des sciences sociales. Espace clôt, le plus souvent clairement délimité par des murs, des portes et des fenêtres, l'espace domestique se révèle ainsi loin d'être un objet fermé sur lui-même. C'est un espace que l'on peut qualifier de poreux, où le lien avec l'extérieur, avec le collectif, avec les autres objets de recherche est constant mais indirect : il est filtré par ce que l'on pourrait appeler la "coquille" de la maison.

L'image de la coquille nous renvoie aux travaux d'Abraham Moles (1972) sur les différentes "coquilles" dont l'être humain s'entoure et à travers lesquelles il construit son rapport au monde qui l'entoure, à différentes échelles. Elle nous rappelle ainsi la qualité d'espace premier des espaces domestiques, à partir duquel se construisent pour l'individu tous les autres espaces. L'idée de coquille nous renvoie aussi à la qualité de porosité tout juste évoquée et qui est essentielle pour comprendre que le domestique est un lieu de dialogue constant entre intérieur et extérieur, privé et public, individu et société, raison pour laquelle il est à mes yeux si central pour la géographie humaine et au cœur des évolutions actuelles de la discipline.

Son importance pour la discipline tient aussi, on l'a dit, à sa banalité. En particulier, j'ai parlé plus haut d'une "foi en l'espace" largement partagée. Elle se marque notamment dans une certaine tendance du politique à tenter, à diverses échelles, de régler les problèmes sociaux en agissant sur l'espace. Les enjeux sociaux se traduisent ainsi en enjeux spatiaux, et la production de l'espace qui en découle matérialise tant le social que le politique. Comme le souligne Christine Chivallon (2000) cette production met en forme, très concrètement, les idéologies. Mais, par un retournement pervers, la production de l'espace naturalise ces idéologies car, une fois l'espace produit, on oublie vite qu'il est le fruit d'une construction sociale pour le considérer comme un donné, un "déjà-là", élément neutre sur le fond duquel se déploie la vie humaine. Donner ses lettres de noblesses à l'étude de la vie quotidienne et des individus, c'est justement se contraindre à toujours interroger la banalité des espaces pour en dévoiler toute la charge culturelle, sociale et politique.

Par ailleurs, être attentif à la dynamique intrinsèque des espaces domestiques, aux constants changements qui s'y opèrent sous l'impulsion de leurs habitants même, protège en quelque sorte la géographie humaine de l'essentialisation des cultures et des groupes sociaux, un danger qui guette constamment même les chercheurs les plus attentifs.

Enfin, et pour finir sur une note plus spécifiquement française, parce que se croisent dans ces études ce qui relève de l'intime le plus secret et ce qui tient aux normes et valeurs culturelles ainsi qu'aux règles sociales les plus profondément ancrées, elles peuvent devenir le lieu privilégié de la réconciliation de la géographie culturelle et de la géographie sociale. Dans le contexte de la géographie française, ce rapprochement est aujourd'hui non seulement absolument nécessaire mais largement souhaité. Cependant, on observe que sa mise en œuvre se révèle difficile, en dépit de volontés réelles. Il me semble que c'est notamment à partir de l'espace domestique que l'on peut s'atteler à construire cette maison commune.

Texte non publié en langue originale

Eléments de bibliographie

- Berque, Augustin; de Biase, Alessia y Bonnin Philippe (dir.) (2008), *L'habiter dans sa poétique première – Actes du colloque de Cerisy-la-Salle*, Paris: Editions Donner Lieu.
- Bourdieu, Pierre (1970), "La maison kabyle ou le monde renversé", en: Jean Pouillon y Pierre Maranda (dir.), *Échanges et communications. Mélanges offerts à Claude Lévi-Strauss à l'occasion de son 60e anniversaire*, Paris / La Haye: Mouton, p. 739-758.
- Certeau, Michel de; Giard, Luce y Mayol, Pierre (1980), *L'invention du quotidien – 1. Arts de faire*, Paris: Union générale d'édition, coll. 10/18. [en español (1996), *La invención de lo cotidiano*, Mexico: Universidad Iberoamericana, departamento de historia, el oficio de la historia]
- Certeau, Michel de; Giard, Luce y Mayol, Pierre (1994), *L'invention du quotidien – 2. Habiter, cuisiner*, Paris: Gallimard, Folio.
- Chivallon, Christine (2000), "D'un espace appelant forcément les sciences sociales pour le comprendre", en: Jacques Lévy y Michel Lussault (dir.), *Logiques de l'espace, Esprit des lieux. Géographies à Cerisy*, Paris: Belin, p. 299-317.
- Collignon, Béatrice (2000), *De los iglús a las casas prefabricadas – relatos de mujeres inuit*, Paris: Université de Paris 1, Atelier Géo-vidéo, film video de 19' con subtítulos en español.
- Collignon, Béatrice (2001), "Esprit des lieux et modèles culturels: la mutation des espaces domestiques en Arctique inuit", *Annales de Géographie*, vol. 110, núm. 620: "Espaces Domestiques", p. 383-404.
Accessible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_2001_num_110_620_1731
- Collignon, Béatrice (2009 à paraître), "Domestic spaces and cultural geography", en: Lorenzo Mercatanti (dir.), *Percorsi di geografia. Tra cultura, società e turismo*, Bologna: Patron (capítulo 12).
- Collignon, Béatrice y Staszak, Jean-François (dir.) (2003), *Espaces domestiques – construire, habiter, représenter*, Paris: Bréal.
- Deffontaines, Pierre (1972), *L'homme et sa maison*, Paris: Gallimard.
- Domosh, Mona (1998), "Geography and Gender : home again ?", *Progress in human geography*, vol. 22, núm. 2, p. 276-282.
- Duncan, James (1982), "From container of women to status symbol : the impact of social structure on the meaning of the house", en: James Duncan (dir.), *Housing and identity. Cross cultural perspectives*, New-york: Holmes & Meier.
- Duncan, James (dir.) (1982), *Housing and identity. Cross cultural perspectives*, New-york: Holmes & Meier.
- Farinelli, Franco (2003), *Geografia*, Torino: Einaudi.
- Farinelli, Franco (2006), *L'ammiraglio delle zanzare*, Roma: RadioRai2, *Alle otto della sera*, mayo-junio, 20 x 30',
<http://www.radio-rai.it/radio2/alleotto/lammiragliodellezanzare/>
- Goscinny, René et Sempé (1960), *Le petit Nicolas*, Paris: Denoël. [en español: (2008) *El pequeño Nicolas*, Madrid: Alfaguara].
- Hall, Edward T (1966), *The hidden dimension*, Garden City (New-York): Doubleday [en español: (2003) *La dimension oculta*, Mexico: Siglo XXI].
- Hamer, Bent (2003), *Kitchen stories*, Stockholm: BOB films Sweden AB, 95'.
- Hoyaux, André-Frédéric (2003), "Les constructions des mondes de l'habitant : Eclairage pragmatique et herméneutique", *Cybergeog.*, artículo 232, 23 p. [en línea] - <http://www.cybergeog.eu/index3401.html>
- Lévy, Jacques (1994), *L'espace légitime*, Paris: Presses de Sciences Po.
- Lévy, Jacques (2003), "Capital spatial", en: Jacques Lévy y Michel Lussault (dir.), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris: Belin, p. 125-126.
- Lévy, Jacques y Lussault, Michel (dir.) (2003), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris: Belin.
- Lindon, Alicia (2007), "Geografías de la vida cotidiana", en: Daniel Hierniaux y Alicia Lindon (dir.), *Tratado de geografía humana*, Mexico: Anthropos / UAM, p. 356-400.
- Lussault, Michel (2007), *L'homme spatial – la construction sociale de l'espace humain*, Paris: Le Seuil.

Version française avant traduction

- Moles, Abraham, en collaboration avec Elisabeth Rohmer (1972), *Psychologie de l'espace*, Paris: Casterman. [en espagnol: (1972), *Psicología del espacio*, Madrid: Aguilera]
- Paul-Lévy, Françoise y Ségaud, Marion (1983), *Anthropologie de l'espace*, Paris: Alors, Centre Georges Pompidou.
- Pezeu-Massabauau, Jacques (1981), *La maison japonaise*, Paris: Publications orientalistes de France.
- Pezeu-Massabauau, Jacques (1993), *La maison, espace réglé, espace rêvé*, Montpellier: Reclus.
- Pezeu-Massabauau, Jacques (2000), *Demeure mémoire. Habitat: code, sagesse, libération*, Paris: Parenthèses.
- Retaillé, Denis (1997), *Le monde du géographe*, Paris: Presses de Sciences Po.
- Staszak, Jean-François (2001), "L'espace domestique, pour une géographie de l'intérieur", *Annales de Géographie*, vol. 110, núm. 620: "Espaces Domestiques", p. 339-363.
Accessible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/article/geo_0003-4010_2001_num_110_620_1729
- Staszak, Jean-François (dir.), (2001), *Annales de Géographie*, vol. 110, núm. 620: "Espaces Domestiques". Accessible en ligne : http://www.persee.fr/web/revues/home/prescript/issue/geo_0003-4010_2001_num_110_620
- Stock, Mathis (dir.) (2006), *Habiter, vers un nouveau regard géographique? Travaux de l'Institut de géographie de Reims*, vol. 115-118.
- Tuan, Yi-Fu (1977), *Space and place. The perspective of experience*, Minneapolis: University of Minnesota Press.
- Tuan, Yi-Fu (1996), *Cosmos and Earth: a Cosmopolite's view-point*, Minneapolis: University of Minnesota Press.

Filmographie

- Tati, Jacques (1958), *Mon oncle*, Paris: Alter films, 110'.



Mabel Nigiyok, ca 2003

Partie 6

Contributions aux études inuit

On a vu dans les deux autres volumes de ce dossier comment mes recherches empiriques en Arctique inuit nourrissent une réflexion qui se veut plus générale et théorique, ce qui me fait revendiquer pour mes travaux une étiquette de géographie générale et non pas de géographie régionale. Si je ne me reconnais pas dans cette approche là, je me reconnais en revanche comme une spécialiste des Inuit et un membre de la communauté pluri-disciplinaire des études inuit. Cette spécialisation m'a valu de publier sur divers aspects de la culture et de la géographie inuit, le plus souvent en réponse à des commandes ou appels qui me permettaient d'éclaircir des points qui éveillaient déjà ma curiosité.

Les textes de cette sixième partie donnent un aperçu de la variété des thématiques que j'ai pu aborder, dans une approche toujours attentive aux constructions discursives, que cela soit le cœur du propos ou présent seulement en filigrane de l'analyse développée. Ensemble, les publications dont je propose ici une sélection et les multiples interventions que j'ai pu faire dans des colloques, conférences, séminaires, ainsi qu'à l'école doctorale des sciences sociales arctiques (IP-SASS – International PhD School for Studies of Arctic Societies) ont progressivement construit une expertise assez large sur les questions relatives à l'Arctique inuit.

Le premier article de cette sélection (co-écrit avec Jean-François Staszak) se situe dans une perspective d'histoire de la géographie et analyse l'évolution du discours géographique savant sur l'Arctique canadien entre les années 1860 et les années 1930. Réalisée à l'occasion d'un colloque sur la géographie française relative au Canada, cette étude a été l'occasion pour moi de mieux situer mon travail de doctorat sur la géographie inuit à l'intérieur d'une construction disciplinaire, et très française, de l'Arctique inuit.

Je n'ai ensuite gardé que les publications les plus récentes, qui abordent des questions et s'inscrivent dans des contextes éditoriaux très différents les uns des autres. Le texte 32 s'intéresse au concept de ville et à la façon dont il peut faire sens pour les Inuit du Canada aujourd'hui. Il ne s'agit pas d'un article de géographie urbaine s'adressant à des spécialistes de la question, mais d'un texte à forte dimension pédagogique s'adressant à des doctorants, pour la plupart d'entre eux en anthropologie, dont les recherches portent sur l'Arctique, principalement l'Arctique inuit. La thématique de l'école doctorale, pour l'édition 2007, portant sur l'urbanité arctique, je m'étais proposée de cadrer la question à partir d'une réflexion sur les catégories mobilisées pour définir la ville, l'urbain et l'urbanité. Bien qu'il ne s'agisse pas d'une publication de recherche, cet article a été pour moi l'occasion de poser les premiers jalons d'une réflexion sur le sens de la mobilité en contexte inuit.

Le texte suivant consiste en l'introduction (co-écrite avec Michèle Therrien) aux Actes du 15^e Congrès des études inuit, que j'ai co-organisé à Paris en octobre 2006 avec mes collègues Michèle Therrien (ethno-linguiste à l'INALCO) et Nicole Tersis (linguiste au LACITO, CNRS). Outre qu'elle aborde une question centrale dans les études inuit, mais très rarement abordée de front, à savoir l'oralité, l'originalité de cette publication réside dans son support, puisque nous avons choisi un support numérique et non pas papier. La publication a été faite sur un site web créé pour l'occasion, qui a ensuite été gravé sur CD pour en assurer une large diffusion dans les bibliothèques universitaires et nordiques et dans les villages inuit, ainsi qu'une bonne conservation dans le temps. La conception de la maquette, avec Florence Duchemin, a été en soi une aventure

intellectuelle. Outre les textes d'introduction imprimés pour figurer dans ce volume, un exemplaire du CD-Rom est joint en annexe à ce dossier. Cette publication témoigne aussi de mon inscription transdisciplinaire en matière de recherches arctiques.

Le dernier texte de cette partie a été écrit en réponse à une invitation à un colloque multidisciplinaire consacré aux approches de la question du changement climatique dans les régions septentrionales de l'hémisphère Nord. Il a été pour moi l'occasion d'approfondir une série de réflexions concernant les différentes façons selon lesquelles les Inuit se positionnent par rapport à ces changements, dont on voit qu'elles sont autant d'adaptations aux échelles, au contexte et aux enjeux (politiques, économiques, sociaux et culturels) dans lesquels se situe chacun des discours qu'ils élaborent.

Textes retenus - Table

- [31] 1997, « Evolution du discours géographique : l'Arctique canadien dans les trois premières Géographie Universelle » (avec J.-F. Staszak), in Augustin J.-P. et Berdoulay V. (dir.), *Modernité et tradition au Canada*, Paris, L'Harmattan, p. 153-175. 495
- [32] 2008, « 'Urban context', 'Urban life', 'Urbanity' : What is a City after all ? Geography's Basics on the Object 'Urban' », in Sejersen F., Thisted K. et Thuesen S. (dir.), *The Urban Arctic. Living Communities: New Perspectives on Inuit Urban Life*, Copenhagen, Eskimology and Arctic Studies Section / International School for Studies of Arctic Societies (IPSSAS), p. 9-16..... 521
- [33] 2009, « A propos de l'oralité Inuit » (avec M. Therrien) in Collignon B. et Therrien M. (dir.), *Orality in the 21st century: Inuit discourse and practices, Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference*, Paris, INALCO, <http://www.inuitoralityconference.com>. (pressé sur CD-Rom, joint en annexe à ce volume). 533
- [34] 2011, « Les Inuit et le changement climatique », in Tabeaud M. et Kislov A. (dir.), *Le changement climatique. Europe, Asie septentrionale, Amérique du Nord. 4è Dialogues Européens d'Evian*, Allonzier (74350), EURCASIA; p. 141-151. 543

Modernité et tradition au Canada

sous la direction de
Jean-Pierre Augustin et Vincent Berdoulay



GÉOGRAPHIE
E
CULTURES

L'Harmattan

MODERNITÉ ET TRADITION AU CANADA

A la fois défi et atout, l'espace canadien fascine aussi bien par sa dimension que par son originalité. Fascination à laquelle, il va sans dire, les géographes français étaient les moins susceptibles d'échapper. En raison de sa composante européenne et de son appartenance à l'Amérique, le Canada a fait l'objet d'interprétations où s'entrecroisent références à la tradition et références à la modernité, prises en compte des héritages culturels et projections d'une société dans son avenir.

L'ouvrage analyse les facettes multiples de cette représentation de l'espace canadien en resituant dans leur contexte les travaux des grands classiques et en particulier Elisée et Onésime Reclus, André Siegfried, Raoul Blanchard et Pierre Deffontaines. Il aborde la perception du Canada en fonction de la diversité des sources, y compris dans les manuels de géographie français. On saisit mieux alors les visions données de l'Arctique, des villes, du phénomène industriel, de la frontière, mais aussi de la dimension culturelle et politique du pays.

L'ensemble permet de cerner comment les géographes français ont perçu des espaces et des processus nouveaux qui les interpelaient, révélant ainsi la difficulté qu'ils eurent à en rendre compte, mais aussi le renouvellement du regard qu'ils furent amenés à porter.

Jean-Pierre AUGUSTIN est professeur à l'Université Michel de Montaigne et directeur du Centre d'études canadiennes interuniversitaire de Bordeaux (CECIB). Spécialiste de l'analyse et de l'aménagement des villes, il est chercheur au Centre d'études des espaces urbains (CESURB) et a publié plusieurs ouvrages sur l'action collective, la socioculture et le sport dans la ville.

Vincent BERDOULAY est professeur à l'Université de Pau et des Pays de l'Adour et directeur du laboratoire S.E.T. (Société, Environnement, Territoire), UMR 5603 du CNRS. Spécialiste de l'histoire des idées, des études nord-américaines et de géographie culturelle, il a publié plusieurs ouvrages sur ces questions. Il préside la Commission Epistémologie et Histoire de la Géographie du Comité national français de géographie et la Commission d'Histoire de la Pensée géographique de l'Union Géographique Internationale.



ISBN : 2-7384-5713-4

Modernité et tradition au Canada
Le regard des géographes français jusqu'aux années 1960

Sommaire

Préface (Pierre George)

Introduction. Un monde nouveau : modernité, tradition et jeux de miroirs (Jean-Pierre Augustin et Vincent Berdoulay)

Première partie – Les grands interprètes

Chapitre 1. Le Canada d'Elisée et Onésime Reclus (Hélène Sarrazin)

Chapitre 2. Raoul Blanchard, observateur de la modernisation québécoise (Vincent Berdoulay)

Chapitre 3. Pierre Deffontaines : entre conversation et paysages (François Tétard)

Chapitre 4. Le Canada vu par un humaniste, Pierre Deffontaines (Pierre Biays)

Deuxième partie – Autres textes, autres regards

Chapitre 5. Environnement et modernité : gestation d'une géographie de l'action (Yves Sénécal)

Chapitre 6. Le Canada et la géographie scolaire française (1880-1980) (Isabelle Lefort)

Chapitre 7. Paragéographie et visions du Canada, des années 1910 aux années 1950 (Jean-Paul Charrié et Michel Genty)

Troisième partie – Objets nouveaux, regards nouveaux

Chapitre 8. La dimension culturelle dans l'appréhension géographique du Canada (Paul Claval)

Chapitre 9. Les villes canadiennes vues par les géographes français : de la description de Montréal à l'ébauche d'une géographie urbaine (Jean-Pierre Augustin)

Chapitre 10. Evolution du discours géographique : l'Arctique canadien dans les trois premières *géographies universelles* (Béatrice Collignon et Jean-François Staszak)

Chapitre 11. L'analyse du phénomène industriel et de ses implications géographiques au Canada français, d'après Raoul Blanchard (Guy Di Méo)

Chapitre 12. La catharsis géographique, ou le Canada comme révélateur des passions françaises (Jean Dumas)

Chapitre 13. La bizarre frontière : les rapports entre le Canada et les Etats-Unis vus par les géographes français (Paul Villeneuve)

Epilogue (Jean-Pierre Augustin et Vincent Berdoulay)

Chapitre 10

**ÉVOLUTION DU DISCOURS GÉOGRAPHIQUE :
L'ARCTIQUE CANADIEN DANS LES TROIS PREMIÈRES
GÉOGRAPHIE UNIVERSELLE**

Béatrice Collignon et Jean-François Staszak

Les trois premières géographies universelles françaises : celle de C. Malte-Brun, celle d'É. Reclus, et celle dirigée par P. Vidal de La Blache et L. Gallois (H. Baulig et M. Zimmermann, 1935 et 1933, pour les tomes concernés) constituent un corpus intéressant pour étudier l'évolution du regard des géographes français sur le Canada. L'homogénéité du statut discursif se prête aux comparaisons et la nature encyclopédique du projet, par le découpage et l'exhaustivité qu'elle réclame, permet à travers l'examen des choix opérés d'analyser la formation des objets géographiques. Par ailleurs, la période dans laquelle s'inscrit leurs parutions correspond à celle de la formulation progressive d'un nouveau discours géographique, des dernières explorations à la construction du paradigme de la géographie classique.

En tant qu'entité politique distincte, le Canada apparaît comme un objet géographique. Tout le Canada ? À la vérité, il perd en substance au fur et à mesure qu'on gagne le Nord. L'Arctique constitue un espace peu connu, dont la découverte est en cours et dont l'appartenance territoriale est incertaine — ou pis : indifférente. De plus, il apparaît comme un milieu terrifiant, aux paysages monotones et bien peu humanisés. L'Arctique pose un problème géographique. Comment en parler, quoi en dire ? Les auteurs des géographies universelles se trouvent face à un défi épistémologique. Ils le relèvent en faisant appel à des matrices discursives successives, qui sont les reflets des conceptions de la géographie et de la science de chaque auteur. Parce qu'on est en Arctique aux marges du monde et à la limite du projet géographique, ces matrices sont assez facilement identifiables. Cela justifie que l'on se préoccupe des discours produits sur un espace somme toute assez marginal dans l'espace canadien d'avant 1940.

C. Malte-Brun : explorer le théâtre affreux du désert arctique¹

Du fait de la distance qui le sépare des géographes que nous sommes aujourd'hui, le discours arctique de Malte-Brun est celui dont l'analyse est la

¹ C. Malte-Brun, *Précis de la géographie universelle*, Paris, F. Buisson, 1829. L'ouvrage paraît à titre

Modernité et tradition au Canada

plus facile à mener. En revanche, les suivants, épistémologiquement plus proches de nous, sont plus difficilement décryptables.

Le texte se donne comme franchement littéraire. Il est riche en figures de rhétorique, en métaphores, en points d'exclamation ; la fonction référentielle est presque secondaire. On a là un discours qui s'accepte comme situé dans le cadre des rapports d'un auteur vis-à-vis de ses lecteurs et l'on assiste à une mise en scène, à une véritable théâtralisation (sur le mode dramatique) de l'Arctique.

Cette théâtralisation est d'abord une précaution d'auteur. Malte-Brun est persuadé que le sujet est ennuyeux et il redoute la lassitude du lecteur. À plusieurs reprises, il délivre des avertissements qui valent pour des excuses. Dès l'introduction du chapitre, il pose la question : «comment intéresser le lecteur en décrivant ces régions affreuses ?» (p. 30). Plus loin : «quel intérêt donner à une sèche nomenclature de noms, de caps, de baies et de golfe ? [...] Nous essayerons cependant d'indiquer au lecteur les points les plus importants» (p. 97). La lassitude que redoute l'auteur ne tient pas au seul ennui d'un lecteur peu concerné, vite las de développements qui ne concerneraient que le spécialiste. Malte-Brun pense que le sujet, même sur le strict plan scientifique, est de peu d'intérêt : à propos des expéditions de Ross, Austin, Penny et Haven dans le Canal Wellington, il note, désabusé, que «ces recherches n'auront pour nous que le stérile avantage d'avoir augmenté le domaine de la connaissance géographique des côtes orientales du Devon Septentrional» (p. 36).

Le désarroi d'un scientifique face à la monotonie d'un désert inconnu

Pourquoi pareille prudence ? Les raisons qui rendent l'Arctique sans intérêt, pour le grand public comme pour le géographe, sont claires et, dès l'introduction, Malte-Brun les expose.

«La description de ces contrées, qui ne consistent qu'en une confuse réunion d'îles, de côtes isolées et de terres fréquemment coupées de passes profondes, de détroits dont on ignore l'issue, ne peut offrir qu'une grande monotonie [...] Régions affreuses où le soleil, de ses rayons obliques, éclaire inutilement des champs éternellement stériles, des plaines tapissées d'une triste mousse, des vallées où jamais l'écho ne répètera le gazouillement d'un oiseau, lieux où la nature voit mourir son influence vivifiante et se terminer son vaste empire» (p. 30).

Deux types d'éléments sont avancés. D'une part, il est difficile de dire quoi que ce soit d'intéressant sur des espaces dont on ne sait pas grand chose.

posthume, achevé par Huot, trois ans après la mort de son auteur principal. Par la suite, le fils de ce dernier, aidé de Lavallée et de Cortambert, en réactualise le contenu à plusieurs reprises. L'étude présentée ici a été faite à partir d'une édition non datée précisément mais parue dans la seconde moitié des années 1850.

Malte-Brun le souligne à deux autres reprises. «Ces terres [Terre de Baffin] sont imparfaitement connues, et l'on ignore même si quelques baies qui les pénètrent ne sont pas des bras de mer qui les découpent en un grand nombre d'îles» (p. 35). «Mais comment décrire convenablement des contrées ingrates à peine entrevues par de hardis voyageurs ?» (p. 97). On note que cette faille met plus en cause l'intérêt du lecteur spécialiste que celui du grand public : c'est bien d'un problème méthodologique, scientifique, explicitement assumé qu'il s'agit.

D'autre part, l'auteur craint que la réalité monotone qu'il décrit produise un discours plat, peu compatible avec l'attente du lecteur : «quelle variété présenter dans le tableau tristement monotone de ces contrées glacées et ensevelies pendant plus de neuf mois sous la glace ?» (p. 97). Pourquoi cette monotonie ? Est-elle le fait des paysages naturels ? Pas vraiment : c'est qu'en l'absence d'hommes, tout devient terne, inutile. «Il est démontré que, quand bien même ce passage [du Nord-Ouest] serait découvert, il ne pourrait être d'aucune utilité pour le commerce» (p. 30). «Les détroits qu'on peut y découvrir encore ne serviront pas à la navigation ordinaire» (p. 31). «Pourquoi faut-il que ces superbes rivières arrosent inutilement des déserts glacés ? Car ces districts, à peine visités de loin en loin par le chasseur du Canada, ne voient errer dans leurs vastes solitudes que quelques rares tribus d'Indiens aux noms bizarres [suit une énumération de 6 noms] ?» (p. 97). Malte-Brun se scandalise un peu du gâchis.

Certes, ce regret prend acte que, du coup, le texte ne passionnera pas le grand public. Mais pour l'auteur, cela met aussi en cause la légitimité scientifique du propos : si les découvertes n'ont pas d'implication pratique (navigation, commerce), les explorations et les lignes mêmes de la géographie universelle n'ont pas raison d'être, elles sont vaines. Sa conception de la science géographique est très pratique, d'où sa difficulté à traiter de l'Arctique, dont il n'y a rien à tirer.

«Rien n'est plus affreux que les environs de la baie d'Hudson. De quelque côté qu'on jette la vue, on n'aperçoit que des terres incapables de recevoir aucune sorte de culture, que des blocs escarpés qui s'élèvent jusqu'aux nues, qu'entrecoupent des ravins profonds et des vallées stériles où le soleil ne pénètre point, et que rendent inabordables des glaces et des amas de neige qui semblent ne fondre jamais» (p. 107).

Malte-Brun insiste : «nous terminerons ici l'aride description des Terres Arctiques qui ne sont intéressantes que sous le rapport de la géographie physique» (p. 37). Ce qui veut dire qu'elles ne sont intéressantes en rien. L'auteur voit la géographie comme une science humaine dont les résultats doivent déboucher sur des applications pratiques.

Modernité et tradition au Canada

Malte-Brun est à la limite de son projet de géographe, il se serait bien épargné ces pages sur l'Arctique. Mais puisqu'il a accepté de les écrire, quel discours réussit-il à produire ?

Le théâtre d'une Périégèse

Le texte prend la forme d'un récit. Le fil du discours est exploratoire, car il n'est d'autre logique dans ces terres désertes et désolées que celle de leur découverte progressive par l'Homme Blanc. Ces terres inutiles ne prennent sens qu'à travers leur exploration héroïque. Certains lieux semblent d'ailleurs n'être mentionnés qu'en raison du rôle qu'ils ont joué dans certaines expéditions. Ainsi «le port du Shérif et le port de la Victoire, remarquables par le séjour forcé qu'y fit pendant quatre ans, de 1829 à 1833, le capitaine Ross» (p. 34). C'est à travers les expéditions que les terres arctiques sont narrées. L'exploration sert de matrice, c'est elle qui institue l'Arctique en objet, et en objet de discours. Ainsi, c'est en fonction de l'histoire des découvertes et de leurs itinéraires que l'espace arctique est découpé pour l'écriture.

Les transitions ménagées entre les paragraphes (entre les espaces) le montrent : «Si nous pénétrons dans le détroit de Barrow et Lancaster, nous rencontrons à l'entrée les petites îles ...» (p. 36), «en nous dirigeant du sud au nord, nous voyons ...» (p. 97), «nous allons visiter maintenant chacun des districts qui appartiennent au bassin de cette mer, en commençant par ceux du nord» (p. 99), «traversons le bras de mer qui sépare cette dernière île de la partie continentale» (p. 116), etc.

L'emploi du présent, de la première personne, de déictiques («maintenant») témoignent qu'il s'agit d'un récit dont le narrateur est un personnage (focalisation interne). La présence de verbes renvoyant à un acte de perception, à un déplacement maritime (vocabulaire de la navigation et caractère maritime de l'itinéraire, de l'ordre de l'enchaînement des régions décrites) institue bien le texte en récit de voyage. Ce caractère est renforcé par un recours fréquent au registre épique. Malte-Brun insiste beaucoup sur les expéditions d'exploration : c'est par elles qu'il commence. Ces voyageurs «hardis», «courageux», «intrépides» servent de guide au discours, c'est à travers eux que le texte se déploie dans l'espace. On passe chaque expédition en revue, on mentionne les incidents majeurs : «l'île Melville est la plus importante, elle fut découverte par le capitaine Parry lors de son premier voyage en 1819 ; il y passa l'hiver dans le port de Winter Harbour (le Havre d'hiver) ; il lui fallu soutenir le moral de son équipement pendant une nuit qui dura trois mois, et une température de 30 à 60 degrés en dessous de zéro» (p. 37). On suit leur itinéraire, baptisant et décrivant les lieux rencontrés successivement : «la partie du continent américain la plus septentrionale [...] était connue sous le

nom de North-Somerset avant la mémorable expédition du capitaine John Ross auquel nous devons la découverte de cette presqu'île ; il lui donna le nom d'un commerçant de Londres qui avait généreusement contribué au financement de son expédition» (p. 33-34). Le baptême est un objet du récit ; l'auteur s'attarde d'ailleurs sur les querelles d'appellation.

Dès lors, l'Arctique n'est que le cadre de l'épopée, ou plus exactement il est l'objet peu à peu dévoilé, constitué, de celle-ci. Les décors du théâtre constituent le sujet de la pièce. Les paysages sentent d'ailleurs un peu le carton-pâte : ce ne sont que «châteaux de cristal en ruines, pyramides et obélisques brisés, arcades et voûtes suspendues en l'air» (p. 32). La description du paysage arctique passe par la métaphore architecturale. Il s'agit de constructions spectaculaires, mais toujours absurdes («en l'air», «en ruines» ou «brisés»). Le paysage naturel se donne comme le vain résultat d'un créateur qui n'aurait pas fini le travail, d'où le désarroi de l'observateur qui se sent en dehors du «vaste empire de la nature». Malte-Brun décrit d'ailleurs le Groenland comme «l'image réunie du chaos et de l'hiver» (p. 38). C'est bien l'ordre «naturel» qui fait défaut, l'ordre de la création. On est un peu hors du monde ; les tribus voient d'ailleurs leur existence hypothéquée par les noms curieux qui les désignent, équivalents onomastiques des métaphores architecturales absurdes des éléments du paysage naturel.

L'absence de terminologie propre est une manifestation de l'impuissance du discours à rendre compte d'une réalité qui se trouve hors du champ de son application habituelle, hors du référent qui lui sert de matrice. De ce fait, mais aussi sans doute faute d'informations, Malte-Brun traite très peu du milieu et des paysages. Il y a ce constat d'absurdité et de stérilité, mais on ne va pas plus loin. On ne saura pas grand chose du relief, des glaces ou du climat, qui ne sont jamais spécifiés. Le discours ne cherche pas à assurer une fonction référentielle, «objective» (celle de la description scientifique «neutre» par exemple) mais à rendre compte d'expériences dramatiques : il s'agit surtout de faire partager l'effroi des explorateurs. On n'apprend pas grand chose sur le milieu arctique, mais on ressent le sentiment de désolation : le milieu n'est que le décor théâtral des explorations, il participe à leur mise en scène, dans le cadre d'une dramaturgie marquée par le romantisme de l'époque.

Hors ces quelques notations qui dramatisent le cadre, le discours se cantonne à une simple énumération linéaire — qui suit l'itinéraire — de la topographie et de la toponymie. Il s'agit de l'écriture d'une carte qui n'est pas dans le volume. On suit la côte qui a servi de fil directeur à l'exploration. On cite l'expédition qui sert de référence, puis on énumère les îles, les péninsules, les caps, les baies, les détroits. On mentionne leur orientation, leur

Modernité et tradition au Canada

dimension et leur navigabilité. On lit les noms inscrits sur cette carte hors-texte. Ainsi :

«*La presqu'île de Melville s'étend entre le canal de Fox, qui la sépare de la terre de Baffin à l'est ; le détroit de Fury et de l'Hécla au nord, qui la sépare de l'île de Cockburn ; et la baie Committee (Commission) à l'ouest, dépendante du golfe de Boothia. Elle a été découverte par le capitaine Parry en 1821. C'est un pays âpre et montagneux, coupé par des chaînes de lacs, et où, par conséquent, il est fort difficile de pénétrer. Le capitaine Lyon essaya de la traverser, mais il dut renoncer à son entreprise. Cette péninsule présente vers le sud-est deux baies profondes : la première est l'entrée Lyon, la seconde a été nommée Repulse Bay, baie du Refus ; c'est à l'entrée de la première que se trouve la petite île Winter (d'hiver), dans un ancrage de laquelle les vaisseaux Hécla et Fury passèrent l'hiver de 1821 à 1822*» (p. 33).

Dans ce passage, on voit très bien à l'œuvre la matrice de l'exploration. Les expéditions sont nommées, situées et datées. L'information se cantonne aux orientations, aux dimensions, à l'accessibilité et aux toponymes. Alors que le relief est rapidement expédié et le climat passé sous silence, l'accent est mis sur la justification des noms de lieux, c'est-à-dire sur l'acte du baptême : on narre l'hivernage des vaisseaux pour justifier le nom de l'île d'hiver. On note d'ailleurs que le jeu de renvoi entre le nom des explorateurs et de leurs navires d'une part, les noms de lieux d'autre part, opère une assimilation entre celui qui nomme et ce qui est nommé. Cette confusion de l'énonciation est exactement parallèle à celle qui sous-tend le texte de Malte-Brun : l'objet du discours est en même temps la région explorée et son exploration, ou, plus exactement, la région explorée à travers son exploration, puisque la région n'existe pas en dehors de sa découverte, qui l'institue comme objet. Cette assimilation de celui qui nomme et de ce qui est nommé se lit au jeu des italiques qui, selon le cas, soulignent le nom du lieu ou de l'explorateur. Hécla est un vaisseau, Hécla un détroit ; l'entrée Lyon une baie, Lyon son découvreur.

Le texte de Malte-Brun est ainsi un récit théâtral de voyage, qui opère un recensement exploratoire des toponymes, des traits de côte et des montagnes pour rendre la *carta* moins *incognita*, dans le cadre d'un décor dramatique (*theatrum orbis terrarum*...). Il s'agit d'une géographie en cours de constitution, orientée dans une direction très pragmatique.

Malte-Brun n'y évoque que brièvement la vie des Esquimaux². Il relate comment ils se nourrissent ou s'habillent, mais sans jamais chercher à en tirer de conclusions. L'analyse de ce discours ethnogéographique ne saurait ici nous intéresser que dans ce qu'il dit du milieu. Or, précisément, il n'en dit

² Ceux de la presqu'île de Melville sont «inoffensifs, remarquablement honnêtes, et ce qui se trouve plus

rien. Le discours est plat, neutre, et contraste nettement avec le récit exploratoire. C'est probablement le signe du manque d'intérêt de l'auteur.

É. Reclus : tentative d'objectivation et recours aux savoirs indigènes³

On retrouve dans la *Géographie Universelle* de Reclus certains caractères du texte de Malte-Brun. Ainsi le chapitre sur l'archipel polaire s'ouvre sur un constat d'incertitude : «nombre de promontoires indiqués sur les cartes se détacheront du corps insulaire pour se révéler comme îlots distincts [...] D'ailleurs une part de cet archipel, celle qui s'étend au nord-est des îles Parry, n'a encore été qu'entrevue, et par conséquent on ignore sa véritable forme» (p. 145). On retrouve également le même vocabulaire architectural pour rendre compte des paysages glaciaires. Reclus parle d'aiguilles, de pyramides, de tables, de toits, de parois, de pavés. Toutefois, quand il compare les glaces «aux toits de New-York, avec leurs pignons, leurs cheminées et leurs belvédères», c'est sous l'autorité d'«un des explorateurs» qu'il cite (p. 147). Il semble ainsi que Reclus tente un peu de se dégager d'un vocabulaire métaphorique, qu'il se refuse à assumer en son nom propre.

L'accent est ensuite porté, à la manière de Malte-Brun, sur les expéditions. Reclus termine d'ailleurs le chapitre par un exposé sur les vestiges des expéditions fameuses, alors qu'il le commence en excusant les explorateurs de leur manie du baptême : «ne rencontrant d'indigènes qu'en de très rares endroits, ils avaient dû faire eux-mêmes la nomenclature de ces contrées» (p. 145).

Les Esquimaux géographes

En effet, pour Reclus, il existe une autre toponymie, moins conventionnelle, plus juste et donc préférable : celle des autochtones. Il sourit de la nomenclature qui fut faite «en loyaux Anglais ou Américains, baptisant les caps [...] d'après rois, reines, présidents et hommes d'État [...] Par malheur, l'empressement des baptiseurs de diverses nations a été tel, qu'un seul endroit, parfois désigné par deux, même trois noms, devient difficile à identi-

rarement chez les sauvages, très affectueux dans leurs rapports domestiques [...], s'entendent à merveille à pourvoir à leur besoin peu nombreux» (p. 33). Malte-Brun décrit brièvement leur habitat et leurs vêtements. Ceux de la presqu'île de Boothia-Felix sont nomades et «passent les neuf mois de la rude saison d'hiver là où les a conduits leurs expéditions de pêche ou de chasse» (p. 34). Ceux de l'île de Southampton sont «beaucoup moins abrutis que toutes les autres tribus de cette race» (p. 35). Les Esquimaux de l'ouest (de la baie d'Hudson au détroit de Béring) se voient accorder quatre pages (p. 102-106). Leur physiologie, leur habitat, leurs canots, leurs objets manufacturés, leurs vêtements, leur nourriture, leurs cérémonies, leurs chiens sont présentés successivement, tandis que les Esquimaux du Labrador n'ont droit qu'à une page (p. 109).

3 E. Reclus, *Amérique boréale*, volume 15 de la *Géographie Universelle*, Paris, Hachette, 1890.

Modernité et tradition au Canada

fier» (p. 146). Quand il existe une toponymie indigène, il la mentionne avec contentement, et souligne combien elle est signifiante, loin des artifices onomastiques des explorateurs. «Les noms indigènes ont été retrouvés par Boas pour une bonne partie de la terre de Baffin : le pays se divise en trois parties, d'après la direction des courants aériens, Aggo au nord, Akudnirn au milieu, et Oko au sud, c'est-à-dire «pays au vent», «pays moyen» et «pays sous le vent» (p. 160).

Au delà de la seule toponymie, Reclus accorde, dans le cadre d'un discours ethnographique assez détaillé, une grande importance aux connaissances des Esquimaux. Ce qui rend possible leur vie, c'est leur maîtrise du milieu (car il est contraignant) et de l'espace (leur mode de vie est nomade, en fonction de la rareté des ressources). Reclus tente d'expliquer ce «sens topographique remarquable qui distingue les Esquimaux» : il est lié à leurs «longs voyages en des régions monotones» (p. 179-180). «La connaissance des lieux aide singulièrement les indigènes dans leurs chasses : ils savent où plongeront les phoques, où ils repaîtront», et il vante les «observations sagaces, du vent, de la neige et des brumes, des mille phénomènes de l'espace» (p. 181). Reclus souligne avec admiration l'étendue de ce qu'il faut bien appeler le savoir géographique des Esquimaux.

«Forcés à la vie nomade par les nécessités de la chasse, de la pêche et du commerce, les indigènes connaissent une vaste étendue de leur domaine insulaire, et l'explorateur qui s'arrêterait de tribu en tribu pourrait apprendre en un petit nombre de lieux d'étape quel est le réseau complet des chemins suivis entre les bouches du fleuve Mackenzie et les rivages de la mer de Baffin» (p. 176).

«Les Esquimaux de l'archipel Polaire ont un sens topographique étonnant et ont souvent dressé des cartes détaillées, dont les marins d'Europe ont dû reconnaître l'exactitude : c'est à une carte de l'Esquimaux Iliguk que Parry dut de découvrir le détroit de Fury and Hecla»⁴ (p. 176).

Il est frappant de voir le nom de l'Esquimaux mentionné. C'est en raison de son savoir géographique, auquel il est rendu hommage. En fait, Iliguk est mentionné pour les mêmes raisons que les explorateurs européens : c'est une source, au même titre que les observations des explorateurs. Elle semble même plus fiable :

«Grinnell-land est limité au sud par un fjord, Hayes-sound, que les Eskimaux errant dans la région disent unanimement être un détroit : c'est à tort que Nares, jugeant d'après le mouvement des marées, croyait pouvoir affirmer que ce golfe ne communique pas avec la mer occidentale» (p. 155).

Reclus prend semble-t-il plaisir à mettre en défaut le scientifique dans

⁴ Le texte est illustré par la carte en question.

sa méthode hypothético-déductive : il aurait mieux valu faire confiance au savoir vernaculaire des Esquimaux. Ce savoir est pour Reclus fiable sur le plan scientifique : «un des lacs, non encore exploré par les voyageurs blancs, est l'Amakdjuak, que les Eskimaux donnent comme peu éloigné de la rive septentrionale du détroit de Hudson» (p. 162). Le savoir vernaculaire peut avoir raison contre le savoir savant, il peut aussi le remplacer quand ce dernier fait défaut. Ce savoir leur permet d'ailleurs d'accomplir des exploits géographiques qui valent - ou dépassent - ceux des explorateurs européens.

Ainsi,

«jusqu'à maintenant, les massifs montagneux [de la terre de Baffin] sont restés inabordables [...] Malgré tous les obstacles, glaces de terres, de golfes et de lacs, vents et tempêtes, monts, espaces sans gibier, les Eskimaux réussissent pourtant à traverser Baffin's land de mer à mer» (p. 161).

Reclus se fait encore l'avocat d'une population menacée, surtout par les Blancs. «Les maladies contagieuses, et principalement la syphilis, apportée par les matelots, ont certainement causé ce lamentable amoindrissement de la race» (p. 175). Les baleiniers européens sont également responsables : la surpêche a fait disparaître une ressource importante, le milieu n'est pour rien dans ces difficultés. Cependant, certaines pratiques des Esquimaux sont également en cause : l'infanticide⁵, l'interdiction de la pêche et la chasse pour raison de deuil (alors «la situation devient tout-à-fait périlleuse» (p. 175). Reclus met ainsi l'accent sur la dimension spécifiquement culturelle de la crise démographique. Le milieu n'est pas vraiment mis en cause : sa responsabilité, mentionnée, se limite aux périodes où la glace est à la fois trop mince pour autoriser la chasse et trop présente pour autoriser la navigation. On voit que ce n'est pas le milieu qui est considéré en soi comme difficile ou excessif. D'ailleurs, «les approvisionnement faits pendant la bonne saison suffisent pour les jours du long hiver» (p. 175).

La sympathie de Reclus ne relève pas que de son admiration de géographe. Elle tient à un rapport ambivalent de l'auteur à la «sauvagerie». D'un côté, Reclus se scandalise de certaines pratiques (infanticide, luttes intestines, «haines héréditaires», «esprit de malveillance» qui remplace l'hospitalité) ; de l'autre, il tempère vite ces propos : si l'étranger est pour le moins reçu froidement (souffleté, battu, et en droit tué s'il est défait), «il est rare que le meurtre s'accomplisse, et d'ordinaire, les deux combattants finissent par s'embrasser : l'étranger est accueilli dans la tribu en tant qu'égal» (p. 177). Et surtout, «les Eskimaux de l'archipel ne reconnaissent aucune autorité», sans

⁵ Reclus explique l'infanticide par le fait que les Esquimaux «croient aussi en la loi de Malthus : comme perdus dans l'immensité, il leur semble pourtant que le monde est à peine assez riche pour les nourrir» (p. 176).

Modernité et tradition au Canada

que ceci empêche qu'ils soient «fort dévoués à la communauté» ; «quoique ne reconnaissant point de maîtres, les tribus témoignaient une déférence toute spéciale à un de leurs vieillards, à un «homme qui comprend tout» (p. 178). On voit sans doute ici à l'œuvre le mythe du bon sauvage allié à la valorisation — à résonance anarchique — des sociétés sans pouvoir institué.

Un discours scientifique sur un objet

Globalement, le ton est très différent de celui emprunté par Malte-Brun. Loin du registre affectif, des jugements de valeur (éthiques et esthétiques) de ce dernier, Reclus adopte un ton froid, neutre. Ceci détermine la forme comme le contenu. Le style est beaucoup plus plat, pauvre en exclamations, en métaphores, en figures de rhétorique. Parallèlement, il n'est pas dans le propos de Reclus de dissenter de la beauté, de la grandeur, de l'horreur ou du sublime des paysages (registre esthétique). Il n'est pas question non plus de dire ce qui est juste, bon, civilisé, utile, ni inique, mauvais, sauvage, absurde (registre éthique). À la vérité, ce n'est pas tout à fait exact. Si le texte a bien cette ambition, il dérape par endroits, plus ou moins nettement et explicitement. On sent l'auteur admiratif du «sens topographique étonnant» (p. 179), «remarquable» (p. 180) des Esquimaux, et de leurs observations «sagaces» (p. 181) (cf. Figure 22-23). De même, il rend justice à «la flore de l'archipel Polaire [qui] bien humble pourtant, n'est pas sans beauté» (p. 172).

Le ton, qui se veut objectif, dépersonnalisé, marque l'effacement du sujet de l'énonciation devant l'objet de celle-ci et la prédominance de la fonction référentielle : c'est un ton scientifique. Il est attesté par le vocabulaire spécialisé (la mer paléocristique, où l'on trouve des glaces porphyritiques) qu'il mobilise. De plus, Reclus accorde une grande importance à la mesure. Il disserte des records de froids (il mentionne quatre observations dans le texte, et fournit en note un tableau), et conclut sur la précision douteuse de la mesure, avec une rigueur gage de scientificité : «les météorologistes n'acceptent ces résultats qu'à titre d'indications probables, car le mercure gèle à -40°12, et les thermomètres à alcool ne sont plus d'accord au delà de -50 degrés centigrades. Des procédés plus scientifiques pour la rectification des alcools ont permis d'écarter en grande partie ces causes d'inexactitude» (p. 168). La rigueur de la démarche scientifique est garantie par l'honnêteté des réserves sur certains points douteux. On mentionne «des faits cités en faveur de l'hypothèse d'un vaste continent» (p. 164) en des temps anciens. «On admet, mais sans preuves, que ce flux de marée a le bassin du Pacifique pour lieu d'origine» (p. 154). En effet, la méthode scientifique comprend la nécessité d'argumenter et de donner des preuves, sur la base de l'observation. Ainsi, «les arbres flottés que l'on a vus dans les premiers bans de l'entonnoir des



Figure n° 22 : Glaces flottantes sur l'Océan Arctique (in Reclus, 1890)

détroits prouvent que le courant vient de plus loin que la mer glaciale»⁶ (p. 153). Ceci peut déboucher sur le débat critique, voire la polémique scientifique. Reclus ne refuse pas de mentionner les erreurs de certains : «on croyait autrefois que les aurores polaires augmentent en nombre ou en intensité à mesure qu'on se rapproche du pôle [...]. Cette opinion préconçue des physiiciens n'a pas été justifiée par l'observation» (p. 167). On voit qu'il insiste sur l'erreur de méthode dans le cadre de la démarche empirique : la théorie a été ruinée par l'observation, celle-là avait le tort de ne pas se fonder sur celle-ci.

Le statut scientifique du discours explique aussi qu'il se démarque de tout pragmatisme, qu'il ne se pose pas la question - importante pour Malte-Brun - de l'utilité des connaissances sur l'Arctique. Ceci va même plus loin. Il précise : «les contours de l'archipel, tels qu'il sont tracés par la ligne actuelle des rivages, sont un phénomène passager, n'ayant qu'une importance conventionnelle pour le géographe : à ses yeux, toute la région [...] fait partie de l'archipel Polaire» (p. 164-165). Il y a en quelque sorte une vérité scientifique au delà de la réalité du monde, une géographie transcendante qui dépasse celle de la carte. Réalité cachée, en l'occurrence celle de la continuité sous-marine des terres, occultée par les eaux, que le géographe évacue par

⁶ C'est nous qui soulignons.

Modernité et tradition au Canada

l'esprit pour examiner le vrai statut de ce qu'il observe. Qu'importe que telle terre se donne comme une île, c'est en fait, géographiquement, une péninsule. Les navigateurs, dont Malte-Brun se souciait tant, y trouveraient beaucoup à redire. De la même façon, pour localiser les froids les plus vifs, il ramène les températures au niveau de la mer : «on ne tient pas compte de l'altitude» (p. 168). Le froid dont il s'agit n'est pas celui qui fait grelotter : c'est une réalité qui dépasse celle du monde. On pourrait faire le même type de remarque au sujet de l'emploi des températures moyennes.

Tous ces indices trahissent la volonté du sujet de l'énonciation de disparaître du discours qu'il produit, comme si c'était l'objet (l'Arctique) qui se donnait à travers lui. C'est aussi que l'objet arctique ne relève plus du chaos : il possède un sens, un ordre, celui de cette vérité géographique transcendante, sous-marine, qui échappe au navigateur et à Malte-Brun, en même temps qu'elle les laisse indifférents. L'Arctique n'a plus besoin qu'on lui impose un ordre extérieur, celui du fil exploratoire qui institue le récit : il possède une logique propre, qui peut servir de matrice au discours. On voit à l'œuvre le processus d'objectivation propre à la démarche scientifique. Celui-ci n'est pas achevé, le texte de Reclus garde encore des points communs avec celui de Malte-Brun, focalisé sur le sujet de l'énonciation (en tant que dramaturge, mais aussi par explorateur interposé). Il faut attendre la troisième géographie universelle pour que le projet scientifique parvienne à son terme, grâce à la découverte d'un ordre interne qui fournit un point de vue logique (objectif) : la circumpolarité.

M. Zimmermann - une approche circumpolaire : l'objet «arctique» trouvé

L'examen de la troisième Géographie universelle, dirigée par P. Vidal de la Blache et L. Gallois, laisse d'abord perplexe. En effet le volume XIII, consacré au Canada et rédigé par H. Baulig, délaisse les régions arctiques. Sur 300 pages, seules 6 leurs sont consacrées, et encore, elles ne se suivent pas. Pourquoi H. Baulig évacue-t-il ainsi plus du tiers de la superficie du Canada de son étude ? Faut-il y voir l'effet d'une application stricte des préceptes de Malte-Brun⁷, que lui-même n'avait pourtant osé appliquer ? Et de fait, en dépit des bénéfices importants dégagés par les compagnies de traite des fourrures installées dans l'Arctique à partir de la fin des années 1910, les terres

⁷ Puisque l'Arctique ne présente aucun intérêt pour les occidentaux, disait-il, il est inutile d'en parler.

L'arctique canadien

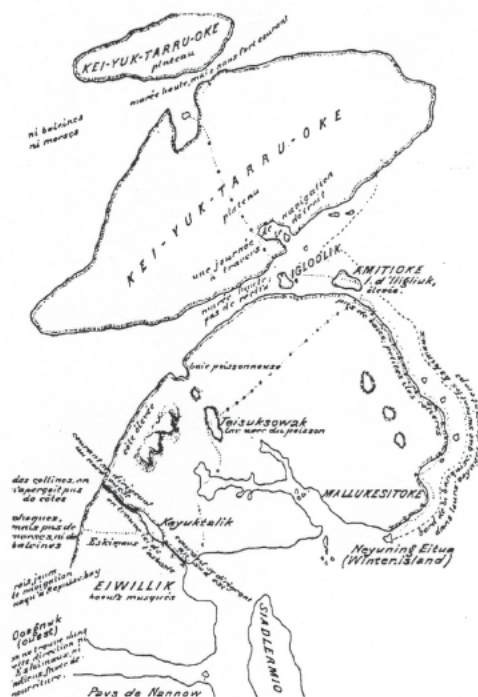


Figure n° 23 :
Péninsule de
Melville et îles
voisines, d'après
un eskimau (in
Reclus, 1890)

polaires ne sont pas encore, loin s'en faut, considérées dans le sud du pays comme un front pionnier à investir. Cependant, ces considérations ne motivent pas cet «oubli» de H. Baulig. L'explication est à chercher ailleurs, dans le découpage régional général adopté pour cette troisième Géographie universelle.

En effet, on y trouve traités ensemble, dans un même volume, toutes les terres arctiques, qu'elles soient européennes, asiatiques ou américaines. Leur étude est placée dans la seconde partie du troisième volume de la *Géographie Universelle* (paru en 1933), à la suite de celle consacrée aux régions scandinaves. Elle revient tout entière à M. Zimmermann, alors chargé de cours à l'Université de Lyon⁸. La présentation des terres polaires boréales est ainsi détachée de celle des continents dont elles constituent les extrémités septentrionales, ce qui n'est pas insignifiant. En effet, cette démarche impose une nouvelle logique pour l'appréhension de ces espaces, en privilégiant l'approche circumpolaire.

8 Maurice. Zimmermann, *Etats scandinaves. Régions polaires*, tome III de la *Géographie Universelle*, Paris. A. Colin. 1933.

*Modernité et tradition au Canada**La circumpolarité : nouveau regard*

Malte-Brun faisait une sorte de commentaire d'une carte itinéraire qu'il ne montrait pas ; E. Reclus insérait de petites cartes régionales et une carte de l'Amérique du Nord ; M. Zimmermann, lui, opte pour quatre cartes de projection polaire sur neuf au total, qui mettent en évidence l'unité des terres qui bordent l'Océan Glacial Arctique. Il montre ainsi qu'il est vain de chercher une cohérence pour ces régions en partant du Sud, du centre des continents qu'elles terminent. On a d'ailleurs vu pour l'archipel arctique canadien que cette lecture — retenue par Malte-Brun et Reclus — aboutissait à une impasse : on ne sortait pas de l'impression d'un immense chaos au mieux, du décor terrifiant d'un théâtre affreux au pire. Au contraire le regard circumpolaire donne sens à ces régions. L'adoption de cet angle de vue permet de comprendre enfin leur organisation, leur unité mais aussi leur diversité, qui n'apparaît plus comme le simple fruit du hasard.

Le regard part désormais du pôle, ce qui invite le lecteur à changer le sens de sa lecture : elle va des marges polaires vers le cœur des continents et non plus des cœurs vers les marges. Ce retournement est fondamental, car il permet d'identifier de nouveaux critères pour découper l'espace arctique de façon à le rendre intelligible. C'est ainsi que Zimmermann abandonne l'ancien découpage fondé sur les limites continentales — qui amenait à séparer Arctique asiatique et Arctique américain — au profit de celui fondé sur les limites climatiques, qui justifie l'approche circumpolaire. Les isohyètes (en particulier les moyennes de juillet) permettent de tracer les limites méridionales d'un monde polaire qui entoure le pôle géographique d'un cercle un peu déformé. Si le climat se révèle un critère plus efficace que les structures continentales pour comprendre l'Arctique, c'est d'une part parce qu'il impose l'approche circumpolaire, d'autre part parce qu'il occupe une position centrale dans un système géographique dont les composantes sont à l'origine des phénomènes qui laissaient autrefois perplexes explorateurs et géographes⁹. Une fois le climat mis en avant pour appréhender ces espaces, les autres facteurs sont aisément identifiés, ainsi que leurs possibles combinaisons et les résultats logiques de ces dernières. Dès lors, il n'y a plus de chaos mais un monde changeant parce que régi par de multiples possibilités combinatoires.

Le regard circumpolaire sert alors de matrice à une étude qui, se construisant suivant ce point de vue nouveau, est amenée à privilégier une approche globale d'abord soucieuse d'identifier les caractères communs aux espaces arctiques. Ainsi, dans la présentation biogéographique, c'est surtout la question de l'unité qui est traitée. Il importe à Zimmermann de prouver, en

⁹ Mouvements des glaces, formation de banquise et de chenaux d'eau libre, abondance ou pauvreté de la faune, etc.

rapportant les résultats d'observations et de mesures, qu'il existe bien un milieu naturel arctique, qui se définit par la conjonction de caractères climatiques et biologiques. De même, le phénomène glaciaire est abordé dans le cadre d'une observation des mouvements de glace dans l'ensemble de la zone. Enfin la structure géologique elle-même est appréhendée davantage en fonction de la disposition autour du pôle qu'en fonction des structures propres aux continents auxquels ces terres appartiennent. Cette démarche guide également l'étude des populations arctiques. Comme pour la faune et la flore dans un chapitre précédent, Zimmermann s'attache surtout à montrer l'unité du peuplement, unité non pas ethnique, mais culturelle. On le voit ainsi à la recherche d'invariants culturels permettant d'affirmer l'unité des peuples de la toundra, au delà d'une diversité qui n'est pas remise en cause pour autant. Le projet principal du géographe est ici de montrer que ces terres forment un ensemble cohérent, tant du point de vue physique qu'humain. Partant du pôle, son but est de trouver le sens dans une approche globale et non pas régionale. Cette dernière est reléguée à la fin de son livre. Pour servir ce projet, l'identification d'invariants, culturels, climatiques ou biologiques, est une priorité.

Au delà de cette approche globale, l'auteur cherche aussi à expliquer la diversité de ces terres, non pas en multipliant les descriptions contradictoires mais en repérant les facteurs de diversification. Cette recherche passe essentiellement par l'identification des gradients à partir desquels, montre Zimmermann, se construit une diversité arctique ordonnée. A partir de ces gradients en effet, ce qui était autrefois juxtaposition incompréhensible de paysages différents pour les voyageurs devient parfaitement compréhensible. Les principaux gradients identifiés sont le gradient thermique et celui de la luminosité. Ce sont eux en effet qui expliquent les autres, en particulier celui de la végétation, marqué par l'appauvrissement progressif des formations végétales vers les plus hautes latitudes. L'auteur définit alors, à un niveau plus général, un gradient bioclimatique qui rend compte à la fois de la cohérence des espaces polaires et de leur réelle diversité. A partir de celui-ci, s'ordonne une zonalité qui permet d'esquisser un découpage entre régions arctiques et sub-arctiques, ce qui n'était encore guère courant à l'époque. Ce recours aux gradients se révèle efficace pour comprendre non seulement le milieu physique, mais aussi les modes d'humanisation de ces milieux :

«La géographie fournit un excellent fil conducteur pour classer les peuples de la périphérie circumpolaire. Ils se répartissent, suivant une gamme progressive, entre les pays d'agriculture et de vie forestière, et le milieu purement polaire. On retrouve ici les divisions que nous avons eu l'occasion de signaler à propos de la vie végétale et animale» (p. 257).

*Modernité et tradition au Canada**Un discours objectivant, à partir des outils de la géographie classique*

En dépit de son souci d'objectivation, nous avons vu que Reclus ne parvient pas à produire un discours aussi neutre qu'il le souhaite, exclamations indignées ou admiratives venant souvent remettre en question le statut d'un texte qu'il veut distancier. Zimmermann a le même projet mais il y réussit mieux, sans doute grâce à la mobilisation d'outils déjà bien rodés au début des années trente.

L'objectivation passe d'abord par la mise en place de systèmes de classification. Mesurer pour classer à l'intérieur d'une typologie aux critères clairement définis, tel est bien le projet quasi obsessionnel de cet auteur, fidèle reflet de la géographie de son époque. Son discours tout entier se construit autour de cette exigence typologique, à laquelle semble parfois se résumer, pour Zimmermann, le travail du géographe. C'est ainsi qu'une typologie vient conclure chaque thème abordé (géologie, mouvement des glaces, climat, faune et flore, peuplement). Le classement trouvé, l'analyse est achevée, puisque l'on a montré que tous les phénomènes observés entraient dans un schéma explicatif logique. Ici s'arrête donc la géographie. Appréhendé par le biais de ces multiples classifications, l'Arctique devient enfin une région lisible, aussi compréhensible — de l'extérieur — que n'importe qu'elle autre partie de la planète. Ainsi la géographie classique et ses grilles de lectures a-t-elle raison même des terres les plus étranges ; elle met définitivement fin au chaos dont Malte-Brun dressait l'affreux tableau et dont Reclus restait en partie prisonnier. Cette construction d'un monde ordonné institue les régions polaires en objet d'étude, au même titre que n'importe quelle autre région. L'apparition des typologies dans cette troisième *Géographie universelle* témoigne du fait que, entre Reclus et Zimmermann, la géographie française a changé. Le projet scientifique s'est resserré autour du concept de région et, parallèlement, des méthodes d'analyse se sont imposées. Zimmermann, contrairement à ses prédécesseurs, dispose pour les élaborer d'un ensemble important de mesures (relatives au climat, au mouvement des glaces, à la structure géologique, etc.) à partir desquelles il peut élaborer une mise en ordre du monde arctique¹⁰.

La priorité accordée à la classification porte Zimmermann à considérer avec beaucoup d'attention la délicate question des limites. Au delà du principe général d'organisation circumpolaire, il s'attache à trouver quelles sont les limites des différentes régions arctiques. Les voyageurs — et avec eux Malte-Brun et, dans une moindre mesure, Reclus — s'en tenaient pour l'essentiel à

¹⁰ Ces sources apparaissent dans la bibliographie d'une page et demie qui clôt la présentation des «régions polaires boréales». On y note la nette domination des titres en langue anglaise, ainsi qu'une bonne représentation des travaux allemands.

ce qu'ils voyaient. Confrontés à la transformation permanente des paysages, ils ne parvenaient à comprendre aucune des répartitions — terre /mer, banquise/chenaux d'eau libre — qui, pour les marins qu'ils étaient, leur importaient tant. Aucune des limites qu'ils pouvaient identifier ne leur permettant de comprendre les principes de l'organisation des terres et mer arctiques, ils concluaient à l'absence d'ordre dans ce monde hostile aux marges du monde. Zimmermann, lui, dépasse les apparences pour identifier d'autres limites, plus pertinentes. Pour ce faire, il s'attache à reconnaître les bons marqueurs, ceux qui donnent sens à l'espace étudié. A l'intérieur de l'espace circumpolaire, le découpage régional s'ordonne alors d'abord suivant des gradients dont les meilleurs marqueurs sont les formations végétales, la composition de la faune et l'occupation humaine. Les structures géologiques se trouvent ici reléguées au second plan¹¹ ; elles ne sont pas un facteur principal du découpage régional de l'Arctique. Cependant, leur traitement n'en fait pas moins l'objet d'un renouvellement complet de la problématique traditionnellement retenue pour leur étude. Zimmermann affirme en effet qu'il est inutile de se préoccuper de la limite terre/mer, qui n'a guère de pertinence. Il convient de reporter toute l'attention sur les limites des socles continentaux, qui seules expliquent véritablement la disposition des îles et des bras de mer. Si Reclus remarquait déjà la vacuité d'un raisonnement fondé sur l'opposition terre/mer - héritage du regard des marins-explorateurs, unique source de Malte-Brun et source encore essentielle pour Reclus - il ne proposait pas d'autre approche. La recherche des limites invisibles mais structurantes participe à la construction de l'objet arctique en éloignant le discours des émotions du vécu au profit des conclusions neutres du mesuré.

Le discours objectivant se construit enfin dans l'élaboration d'un plan rigoureux, qui prend soin de faire le tour de chaque question générale avant de s'attacher aux spécificités régionales. En cela, il est intéressant de comparer les plans suivis dans chacune des géographies universelles Malte-Brun suit un plan assez flou, dans lequel se déroulent successivement sous les yeux du lecteur les terres découvertes par les marins. Itinéraire exploratoire, ce plan promenade sert parfaitement le projet de l'auteur : rendre compte du «théâtre affreux», «confuse réunion d'îles» au milieu des glaces. Reclus au contraire adopte un plan très clair, lisible dans les alinéas et la cohérence des paragraphes. Passant de la géographie physique à la géographie humaine des Esquimaux puis des Européens, il ne s'intéresse pas au découpage régional. La matrice discursive mobilisée pose d'emblée l'Arctique comme un ensemble donné et non comme une construction progressive au fil des décou-

¹¹ Et ceci même si elles sont traitées avant toutes les autres, du fait du plan adopté par l'auteur.

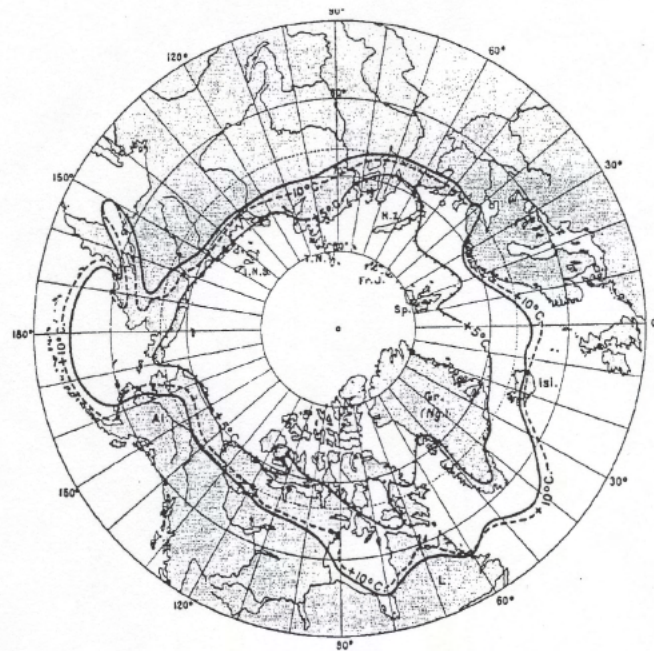
Modernité et tradition au Canada

Figure n° 24 : Limite de la région polaire arctique (trait continu), isotherme approximative de 10° centigrade durant le mois le plus chaud et isotherme de 5° centigrade durant le mois le plus froid

vertes et de la plume de celui qui les rapporte. En cela, le discours de Reclus est déjà distancié ; l'Arctique est appréhendé comme un objet propre à l'analyse neutre du scientifique. Le plan de Zimmermann est proche de celui de Reclus, signe d'une continuité entre les deux auteurs. Simplement, le dernier s'intéresse moins aux Européens et ajoute une présentation régionale à son analyse générale. Par ailleurs, son étude est moins prisonnière d'un « plan tiroir » qui impose une approche catégorielle (structure géologique, climat, faune, flore, population).

Dans le détail du texte, l'objectivation passe d'abord par le recours aux comparaisons — surtout nombreuses dans la partie réservée à la géographie humaine de l'Arctique — qui témoignent de la distanciation du regard. Ainsi, lorsqu'il analyse les modes d'exploitation du territoire des peuples polaires, Zimmermann prend soin de les mettre en relation avec d'autres systèmes de mise en valeur. Il compare le nomadisme des Esquimaux à celui des Touaregs (p. 256) et, plus finement, montre que la complémentarité des territoires (intérieur des terres / banquise) exploités saisonnièrement est comparable au système des remues alpines (p. 255). Par ailleurs, Zimmermann insis-

te beaucoup sur les liens de causalité, dont il est friand. On note ainsi le très fréquent recours à l'expression «à cause de ...», qui lui permet de renforcer l'image d'un monde dont les configurations ne sont pas les fruits du hasard — comme les descriptions de Malte-Brun le laissaient penser — mais bien ceux d'enchaînements logiques. Enfin le discours s'appuie sur une riche illustration, cartes commentées (régionales et générales) et photographies¹².

Une réflexion sur le milieu

Le plan adopté par Reclus et Zimmermann présente l'inconvénient majeur de ne guère permettre d'élaborer une réflexion sur le milieu, puisque son principe est de compartimenter l'étude d'un espace suivant des catégories prédéterminées. L'analyse est conduite à l'intérieur de chacune de ces dernières et la question des liens entre les différents phénomènes ainsi expliqués devient secondaire et très difficile à mener, puisqu'il n'y a pas de place pour elle dans ce type de plan. Malgré cela, Zimmermann ne néglige pas la question du milieu. Si la place qu'il lui réserve reste limitée, sa seule présence est une réelle nouveauté. On ne trouve en effet rien de semblable chez Reclus, qui ne se préoccupe absolument pas du milieu, ni même dans les quelques pages que Baulig consacre à l'Arctique dans son volume sur le Canada.

La réflexion sur le milieu est surtout présente dans le chapitre consacré à la géographie humaine des terres arctiques. Elle est très nettement inspirée par la remarquable étude de Mauss et Beuchat publiée près de trente ans plus tôt¹³. Surtout, Zimmermann s'efforce de présenter globalement les modalités de la relation homme/milieu, en terre arctique¹⁴. C'est d'ailleurs par là qu'il ouvre son chapitre consacré aux peuples polaires :

«La zone arctique est habitable pour l'homme, mais celui-ci est impérieusement contraint par le climat à ne satisfaire que ses plus élémentaires besoins, sans pouvoir s'élever à des formes sociales supérieures (...) toute la force inventive doit s'employer à résoudre le problème de l'existence. Ainsi, pas de civilisation possible : les peuples polaires sont condamnés à rester des primitifs (...). Cependant la souplesse et l'ingéniosité manifestées par certains de ces groupes, dans l'adaptation de leur genre de vie à un milieu inhumain, sont si grandes que l'on ne peut qu'admirer les résultats acquis à l'encontre de conditions naturelles si hostiles» (p. 252).

12 Chez Malte-Brun, on ne trouve qu'une gravure pour tout le volume consacré à l'Amérique du Nord : une vue de la ville de Cherbourg ... Reclus insère de nombreux croquis régionaux, quelques gravures mais aucune carte d'ensemble.

13 Mauss M. et Beuchat H., «Essai sur les variations saisonnières des sociétés Eskimo, étude de morphologie sociale», *L'Année sociologique*, IX^e année, 1904-1905, p. 39-132. Certaines de leurs conclusions sont d'ailleurs présentées (p. 254-255).

14 Pour Zimmermann, le «milieu» est le milieu physique.

Modernité et tradition au Canada

L'auteur souligne ensuite leur «adaptation parfaite à leur terrible milieu» (p. 253) et explicite plus loin les modalités d'une relation au milieu naturel pensée davantage comme l'adaptation contrainte des hommes à celui-ci, qui dicte sa loi, que comme une interaction homme/milieu physique.

«Les allées et venues des hommes se conforment nécessairement à ces mouvements des animaux dont ils vivent. De là, un nomadisme plus ou moins accentué, mais universel et dont le rythme pour chaque groupe humain est soumis à une rigoureuse périodicité» (p. 255).

La réflexion sur le milieu se construit à partir d'une analyse déterministe, qui considère les sociétés hyperboréennes comme soumises au milieu physique. Toutefois, les modes d'occupation de l'espace sont ici considérés comme des systèmes construits, bien organisés. La réflexion sur le milieu, aussi déterministe soit-elle, consolide la présentation de l'Arctique comme un monde ordonné, tant du point de vue des phénomènes naturels que de l'occupation humaine. Par ailleurs, c'est elle qui préside à l'identification des invariants culturels dont on a vu précédemment l'importance. Elle constitue donc un des points forts sur lesquels se construit un discours attaché à démontrer la cohérence des terres polaires boréales.

L'objectivation amorcée par Reclus se trouve ainsi achevée par Zimmermann. Il est dans son entreprise aidé par une meilleure connaissance de l'Arctique que n'en avaient ses prédécesseurs. On a signalé l'importance de l'étude de Mauss et Beuchat ; il est clair que les expéditions des ethnographes Boas (1882-1883), Stefansson et Jenness (1913-1918) et surtout de Rasmussen (1922-1924) ont aussi beaucoup aidé l'auteur. Pourtant, si l'objet «arctique» est désormais trouvé et si le discours distancié s'impose, on voit encore surgir, au détour d'une phrase, une exclamation indignée évoquant l'«amas monstrueux de glaces» (p. 233), le «milieu géographique d'empreinte tyrannique» (p. 247), le «paysage désolé» (p. 248) ou encore, la «pression inflexible et souveraine des nécessités naturelles» (p. 253).

Conclusion

Les textes présentés sont marqués par la dynamique de la pensée géographique au cours de la centaine d'années qui sépare le premier du dernier. Cela est d'autant plus intéressant que les discours retenus ici portent sur un espace marginal et mal connu. Grâce à cela peut-être, son appréhension rend compte de façon exemplaire de l'évolution de la conception de l'objet géographique et, plus généralement, de la conception de la science. Pour Malte-Brun, la science doit s'intéresser à ce qui peut être utile aux hommes et, plus spécifi-

quement, aux Européens. La géographie est au service des marchands, des industriels et des colons. Pour Reclus et Zimmermann au contraire, la science n'a pas à se préoccuper des applications possibles de ses découvertes, elle doit tout expliquer, tout comprendre. Le projet scientifique de ces deux auteurs implique une objectivation qui, on l'a vu, ne va pas de soi. Elle ne devient vraiment possible que lorsque le regard circumpolaire donne un sens aux régions arctiques et que le géographe dispose pour mener son étude d'outils permettant l'élaboration d'un discours rigoureux et ordonné : les typologies.

Par ailleurs, au fil des textes, le statut politique de l'arctique canadien apparaît bien incertain. La Sibérie est russe puis soviétique, l'Alaska russe puis américain, le Groenland est danois, la Laponie est partagée entre les pays scandinaves mais l'archipel qui termine le continent américain au Nord du Canada, lui, n'est à personne. La souveraineté canadienne n'est même pas contestée, elle n'est pas reconnue. Malte-Brun et Reclus estiment que ces terres n'appartiennent à personne ... mais que personne n'en veut car nul ne saurait qu'en faire.

Si le statut politique de l'Arctique canadien laisse tellement indifférent, il n'en va pas de même du milieu physique et des hommes qui l'habitent, qui donnent lieu à des jugements contrastés. Milieu «impossible», «neutre» ou «contraignant», habité par des hommes «abrutis», «valeureux» ou «ingénieux», les discours se contredisent et laissent le lecteur perplexe. Quelques décennies plus tard, enquêtant sur le rapport des Canadiens à leur Nord, L.-E. Hamelin retrouvait sur sa palette cette même gamme de jugements contradictoires et souvent extrêmes¹⁵.

On peut s'interroger sur une éventuelle proximité des regards entre ces textes et les politiques arctiques menées par les gouvernements canadiens successifs. Jusqu'à la fin du XIX^e, l'Arctique est la chasse gardée de la Compagnie de la Baie d'Hudson et des baleiniers. Puis, du début du siècle à la seconde guerre mondiale, la garde de l'Arctique est confiée à un trio pas toujours bien accordé : le marchand du poste de traite, le policier et le missionnaire. L'Arctique est une marge lointaine, dédale de chenaux, d'îles et d'icebergs sans aucun intérêt pour les Canadiens, mis à part les quelques trappeurs et missionnaires qui s'y aventurent. La présence de la Gendarmerie Royale Canadienne est le seul signe — symbolique vu le petit nombre de représentants — de la souveraineté canadienne sur ces terres. Globalement, c'est donc surtout la vision de Malte-Brun qui perdure.

¹⁵ L.-E. Hamelin, *Nordicité canadienne*, Montréal, Hurtubise (Cahiers du Québec, Coll. «Géographie»), 1975.

Modernité et tradition au Canada

Tableau n° 4 : Plans tirés des géographies universelles

MALTE-BRUN : plan du livre *Terres Arctiques*

- I. *Description générale : une « confuse réunion d'îles » au milieu des glaces*
 1. Explorations
 2. Mouvements des glaces
- II. *Découpage régional, description des régions*
 1. La partie continentale
 - a. La presqu'île de Melville
 - b. La presqu'île de Boothia-Felix
 - c. Les îles Wollaston et Victoria
 2. La partie insulaire
 - a. Ile Southampton, terres de Baffin et de Cumberland, détroits
 - b. Le Devon Septentrional
 - c. Les îles Parry

RECLUS : plan du chapitre *Archipel polaire*

- I. *Géographie physique*
 1. Nomenclature et exploration
 2. Mers et glaces
 3. Les terres (relief)
 4. Pôle magnétique et aurores polaires
 5. Climat
 6. Flore et faune
- II. *Géographie humaine des Esquimaux*
 1. L'évolution de la population
 2. Mœurs, autorités, culture matérielle
 3. Maîtrise de l'espace
- III. *Géographie humaine des Européens*
 1. Présence des Européens
 2. Histoire et vestiges

L'arctique canadien

ZIMMERMANN : plan de la cinquième partie *Régions polaires boréales*

I. Généralités

1. La découverte des régions arctiques
2. Evolution géologique et structure de la région arctique
3. Le phénomène glaciaire actuel
4. Le climat, vie végétale et animale
5. Peuples polaires

II. Etudes régionales

1. L'Islande
2. Le Groenland
3. Les archipels polaires
 - a. L'archipel américain
 - b. Le Spitzberg et l'île aux ours (Svalbard)
 - c. L'archipel François-Joseph
 - d. La Nouvelle Zemble (Novaïa-Zemlia)
 - e. Le front et les archipels arctiques sibériens

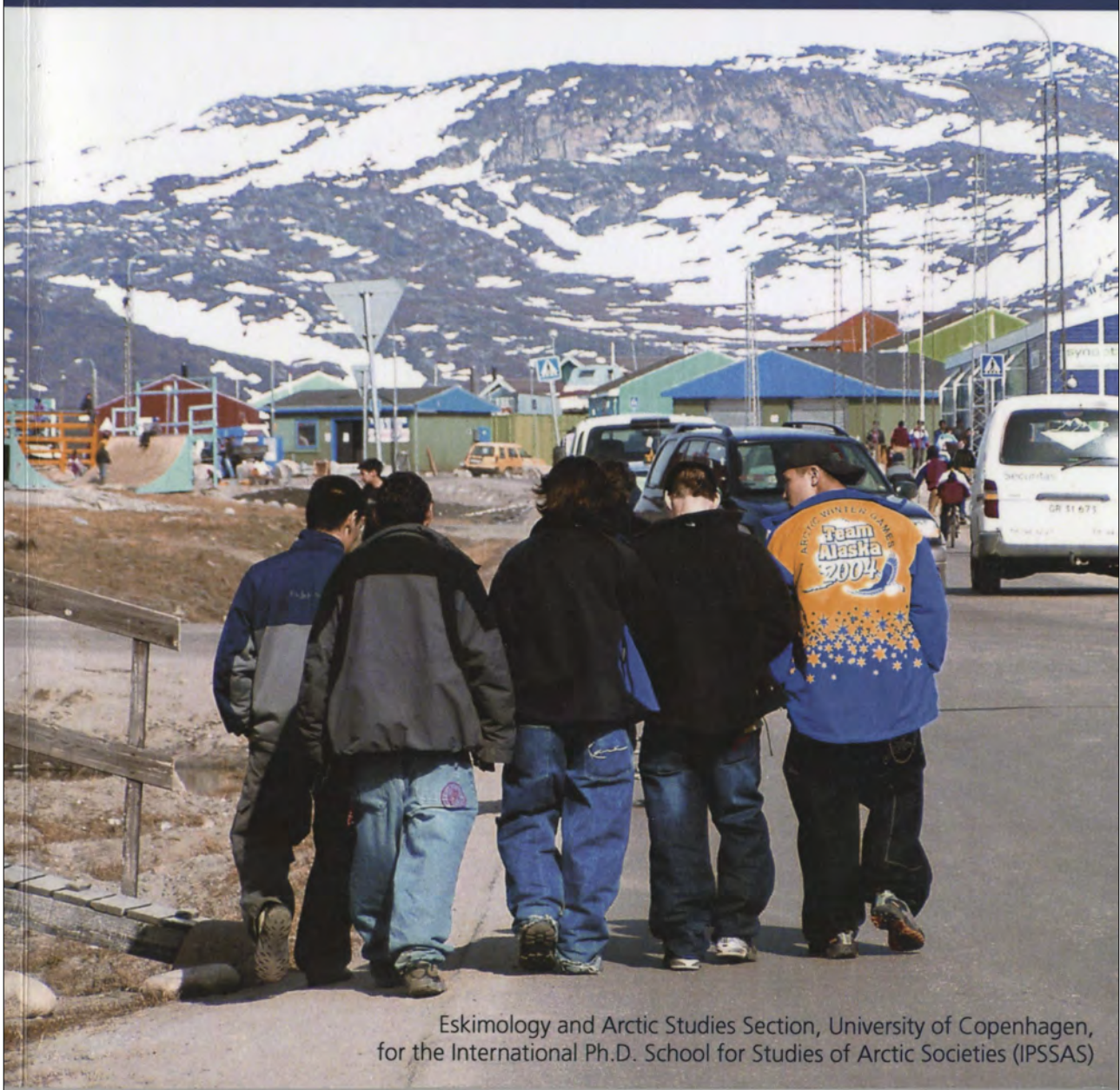
Conclusion : Valeur actuelle et possibilités économiques des régions arctiques

The Urban Arctic

Living Communities:
New Perspectives on Inuit Urban Life

Edited by

Frank Sejersen, Kirsten Thisted and Søren T. Thuesen



Eskimology and Arctic Studies Section, University of Copenhagen,
for the International Ph.D. School for Studies of Arctic Societies (IPSSAS)

Contents

- 5 FRANK SEJERSEN, KIRSTEN THISTED AND SØREN T. THUESEN
Preface

Communities in Motion

- 9 BÉATRICE COLLIGNON
'Urban context', 'Urban life', 'Urbanity': What is a City after all?
Geography's Basics on the Object 'Urban'
- 17 OLE MARQUARDT
A Midwife for Urbanization:
The Factory-Townships in Greenland in the mid-19th Century
- 25 JETTE RYGAARD
City Dwellers as Urban Crab and Zoo people
- 35 ÉMILIE RUFFIN
Urban Planning of Northern Villages in Quebec:
Salluit, an Inuit Northern Village on the Hudson Strait
- 43 JAKUB CHRISTENSEN MEDONOS
Narrating Localities in Sisimiut, Greenland
- 55 TRAVIS HEDWIG
Living Communities, Health Disparities and the Everyday Health Experiences
of Inupiaq Migrants to Anchorage, Alaska
- 63 ARNAR ÁRNASON
Urbanisation, Acceleration and the Modern:
Or the Arthimetic of Gains and Losses.
A Very Short Ethnography of Eternity

Languages in Motion

- 71 LAWRENCE D. KAPLAN
Some Effects of Migration on Inupiaq Language
- 77 SINÉAD O'SULLIVAN
Indigenous Peoples, Languages, and the State in the USSR
- 85 DARIA MORGOUNOVA
Defining 'Eskimo', Defining Boundaries:
Language Role and Linguistic Outcome
- 95 JENANNE FERGUSON
Inuit Language(s) in Urban Northern Canada:
Issues of Classicization and the Linguistic Landscape

Identities in Motion

- 103 FRÉDÉRIC LAUGRAND
Inuit Healing Circles:
the Making of a New Spiritual Tradition?
- 113 ELIZABETH MARINO
Defending the Invisible:
A Biographical Sketch of an Inupiaq Soldier
- 121 KATRIN ANNEMARIE SIMON
In Quest for "Authentic" Yup'ik Art: Concepts of Tradition
- 131 ANNA C. MACLENNAN
Sewing an Identity:
Inuit Skin Sewing and Seal Hunting
- 139 JENS HEINRICH
Eske Brun and the Making of Modern Greenland 1932 – 1964
- 147 PELLE TEJSNER
Lines on Maps and Stories about the Land:
«Mapping» Scientific and Inuit Knowledge of the Arctic
- 157 LILL RASTAD BJØRST
Climate Change and the Arctic Discourses

'Urban context', 'Urban life', 'Urbanity': What is a City after all? Geography's Basics on the Object 'Urban'

Béatrice Collignon, associate professor

Geography Dept., Université de Paris 1 Panthéon-Sorbonne, Paris & UMR (Research Centre) 8405, CNRS/Paris1/
Paris7 - Epistémologie et Histoire de la Géographie.
barcdu@tin.it

Abstract

When dealing with Arctic urbanity, most researchers measure it (quantitatively and/or qualitatively) by confronting it with a reference model of 'urbanity' and 'the city'. Arctic urbanity is understood as an on-going process, and the notion most used is 'urbanization' rather than 'urbanism' or 'urbanity'. But in most cases, the reference model remains implicit. It is that of European cities and historical urbanism, as described and analysed by Western academic geographers and urban planners, as well as by urban sociologists and, more recently, anthropologists. This paper seeks to clarify the criteria that define 'traditional' (i.e.: European) urbanity and to open a discussion of these from a northern perspective. In the last decade or so, some social scientists have started to challenge the common definition of 'urbanism'. This paper also suggests that research on Inuit daily life in contemporary Arctic settlements could significantly contribute to that debate.

Keywords: Inuit, Arctic, human geography, Urban geography, urbanity, urban systems
(Inuit ; Arctique ; Géographie humaine ; Géographie urbaine ; Urbanité ; Systèmes de villes)

Taking the city for granted

Most Europeans and North Americans, and many others elsewhere, take the city for granted. It exists because there is a word for it and most people seem to have a clear idea of what is a city and what is not. At the same time, other categories related to the city seem to be much fuzzier: What is urban? What is not? Who is urbanized? Who is not? Who is rural? If anyone still is?

Contemporary clusters of people, activities and buildings that dot the North American Arctic¹ definitely fall into this zone of uncertainty. Are the Inuit 'urban'? When the question is presented so bluntly, the immediate response is

1 The North American Arctic is here considered in its widest extension; that is, including Greenland.

BÉATRICE COLLIGNON

"no, of course not". Canadian Inuit use the term 'town' to refer to the permanent settlements they have been living in since the 1950s/early 1960s. But can these be considered urban? The question is worth raising since both outsiders and northerners, including Inuit themselves, would only very reluctantly call those places 'cities', save for Barrow (Alaska), Iqaluit (Canada) and Nuuk (Greenland) which are but anomalies in the landscape. Yet, several of us believe the issue calls for a deeper inquiry.

Urban life in the North American Arctic is usually defined in terms of an on-going process. The tendency among Arctic social scientists interested in this topic is to focus on identifying the steps through and the pace at which the Inuit, at least in some places, have become urbanized. Placing a historical perspective on the issue has important consequences on the conclusions one might draw, as the analysis is conducted through the confrontation of arctic settlement life with a model that more often than not remains implicit; that of Western urbanism, or 'urbanity'. French geographer Michel Lussault defines the latter in very simple (too simple?) terms: "the proper urban character of a specific space" (2003:966). But the model that serves as a reference to define that "proper urban character" often remains unclear to researchers who, having specialized in Arctic studies, are not so familiar with the urban studies literature.

Understanding what lies at the basis of the concept of 'urban' in Western academic culture is thus crucial. As geography defines the common base from which other social sciences look into the city, one should start from there. The key point is the role played by the European city as the urban model. This paper will thus concentrate on this type of city, as it serves as the reference upon which the degree of urbanism and urbanity of any other cluster of people and activity is measured. The North American city, for example, is still to this day often considered as lacking urbanity to some extent, or displaying a somewhat deviant form of urbanism. Only very recently, in the last ten years or so, have some researchers involved in urban studies started to challenge the common definition of "urbanism" (see for example Dorrier-Aprill 2001 and 2007). Throughout this general presentation I will suggest how research on Inuit daily life in Arctic settlements could significantly contribute to that debate.

The city as a landscape

Geography has sometimes been described as "the landscape discipline". Although this is not as true today as it has been from the late 19th century to the 1950s, landscapes remain a focus point for geographers. They remind us that as important as representations may-be in anyone's geography, the world we live in is also a material world. And this materialism should not be disregarded, for it plays a crucial role in the construction of world views (representations) and confronts the latter with concrete forms that will either confirm or resist abstract representations.

Urban landscapes visually express the result of the combination of the various elements that form a city; buildings of all types and streets, as well as all kinds of open spaces (piazzas, gardens and parks mainly). The list is infinite, and so is the number of combinations, hence the uniqueness of any given city. Yet, beyond the diversity of urban landscapes, cities do share a number of qualities that differentiate them from the space around, significantly defined as 'non-urban' and usually called 'rural'. The relevance of such concepts as 'non urban' or 'rural' in contemporary Europe and many parts of the Americas and South and Eastern Asia has been an on-going discussion in the last three decades or so, but with little or no effect on the concept of the city itself. It is the nature of its extensions, its outskirts, that is questioned, not its own.

A city is first and foremost a built environment: bricks and stones still depict it quite efficiently, although to be more precise one should add wood and, more often than not nowadays, concrete, steel and glass, and tar. The basic idea is that the urban landscape distinguishes itself from other landscapes by the fact that it is almost entirely composed of buildings and axes of circulation. There is only little vegetation, always growing under strictly controlled conditions whether in public or private parks, gardens and piazzas, or along some streets. Wild flowers and plants are usually unwelcome and quickly pulled up, as they are considered a clear sign of a bad administration. Control is a key aspect of the management of urban environments.

Buildings, also found of course in non urban spaces, are the most striking element of urban landscapes. Their high density and diversity is a major criteria for the measurement of urbanity, but also the continuum of built space. In European city centres, the distance between two buildings is simply nil, and the appearance of an open space between two buildings is a clear sign of a decrease of urbanity and of the reaching of the historical city limits. Indeed, the "morphological" criteria is one of the most widely used by State statistics bureaus throughout the world to define city limits: the city ends where the distance between two buildings becomes "too wide", with the definition of "too wide" varying according to each country. In 1978 the UN issued a series of recommendations regarding the measurement of built continuity in relation to defining urban environments. It establishes the threshold at 500 meters between two buildings, 200 under specific conditions. There is thus a metric dimension of cities.

In urban landscapes the high density of buildings is somehow increased by their size, especially in terms of height. The norm is that buildings are higher in cities than elsewhere, designing a typically urban skyline, beyond the great variety of those skylines. Again, the European continuous mid-height (approx. 15 to 25 meters) skyline is the model when the American discontinuous one, which displays a very high peak over a 100 meters (several in a city like Los Angeles) surrounded by a very low mantle not exceeding 10 meters high, is considered an anomaly. It is not mere coincidence that the few North American Arctic places that are actually considered as cities, such Nuuk or Iqaluit, do display at least a few high buildings (or higher than in other Canadian or Greenlandic Inuit "town"). Iqaluit's first and still today highest apartment building (8 storeys, built in the late 1970s) was immediately proudly presented as proof of the settlement's urbaneness.

Buildings in cities are also more diverse than in rural areas. Alongside housing buildings come office buildings (both public and private) often with a very high ratio in some specific areas inside the city (nowadays commonly known as CBDs – Central Business Districts), as well as commercial spaces such as markets, stores and more recently shopping malls. Production spaces have drastically changed over time in cities; from numerous small shops prior to the 19th century to factories in the industrial period then, since the 1970s, back to shops once again, but in much smaller numbers than before. In the meanwhile, factories have not disappeared altogether but moved to the outskirts of the city.

There is no need to go into more detail here. The important idea is this association of the idea of the city to that of diversity, with its visual impact on urban landscapes. Diversity is a key element of the concept of 'urban'. In the very suggestive book *Ma ville idéale* (Lévy and Raffestin 1999) renowned francophone geographers were asked to describe their ideal city. Six authors out of ten included a list of "must have" buildings or infrastructures (bridges and harbours being the most popular).

A city is also defined by the presence of various axes of circulation that organize it. Most if not all European languages dispose of two sets of vocabulary to distinguish between these lines in urban and non urban settings. A city

BÉATRICE COLLIGNON

has no "roads", "trails" or "highways". It has "streets", "avenues", "boulevards" and "lanes". In frontier zones a location displaying a rather high density of buildings dedicated to a variety of activities but linked together by a dirt or gravel road might be a 'town', it will never be a 'city'. The very term "street" calls for some kind of refinement: cobbled stones (tar nowadays) rather than dirt or gravel, and a clear distinction between the street itself and the sidewalk. To qualify as urban, a built landscape also requires a hierarchy of the axes of circulation network. There should be a "main street"; there might be several in large cities, a set of first rank streets and another set of secondary ones. The whole network designs the spatial lay-out of the city, its various neighbourhoods and districts, and has a significant influence on urban dynamics and urban life.

The visual impact of the specific materiality of an urban street is but one side of an experience which is also, and more deeply, a physical, embodied, one. In 1998, as I was visiting Quebec city with Alice Kimiksana – a 40 years old Inuk friend from Ulukhaktok (NWT, formerly called Holman) – she suddenly left the tarred street to walk in the nearby gravel, exclaiming "it's so good to walk on soft land!" And in 2002 another friend from Ulukhaktok told my husband, as her 3 months stay in Europe was coming to an end: "I can't wait to walk on gravel again!" (Beverly Memogana, then 37 years old). And numerous Inuit people refer to their urban experiences in southern cities as getting their "feet so tired from walking on hard ground".

The landscape approach of the city has driven most geographers and demographers to set up a definition of 'urban space' that combines statistical and morphological criteria: any space that displays a built-in continuity (i.e. where the maximum distance between two buildings does not exceed 500 meters, 200 under specific circumstances) and that is populated by at least a certain number of inhabitants is considered urban. The official statistical threshold varies greatly depending on the country and most geographers now agree with François Moriconi's suggestion of a minimum of 10,000 agglomerated inhabitants (see Moriconi 1993 and 1994).

The concept of the city appears to be clearly linked with the idea of various thresholds, which all contribute to define the city as a place of 'more': more density in terms of buildings and people, more extension of built space and less open "nature" space, larger clusters. The interesting problem lies in this idea of 'more', which obviously depends on cultural values and concepts. The landscape approach gives a framework to appreciate the urbaneness of a built environment, but it does not give any answers. I mentioned before how the material quality of city streets has a physical as well as a visual impact. So does the high density. Closeness to buildings but also and foremost to other unknown human bodies is a major part of the urban experience. And Inuit people often emphasize the awkwardness they feel when confronted with such unwanted and, according to their standards, inappropriate closeness.

The city as a central place

The urban landscape is the visible expression of urbanism, a consequence of the city's existence. It does not explain why cities exist, what their main purposes are, or what a city is after all.

A city is first and foremost a central place in the spatial organization of a given region. Economically, cities have been market places from the very beginning, as confirmed by archaeological findings. Trade is really at the centre of urban life. As central places, cities have the capacity to bring together goods, people and information, and to facilitate exchanges at all levels between those three categories, and within each one of them.

Cities are also places of power. Whether religious or secular, the political power, along with the economic one, tends to establish itself in cities. From these, it rules the countryside, and whole countries in the case of national or international political and/or economical centres. The stronger the power of attraction and control, the higher the city ranks in the regional, national or international urban hierarchy.

Starting from the 19th century, various geographers have studied cities' spatial distribution and urban hierarchy in relation to production areas and distances between cities. To this day, Walter Christaller's "Central places theory"² remains a corner stone for the study of urban systems.

There is obviously no need for us to go into the details of such works. The important idea is that every city is part of an urban hierarchy in which its place, or level, derives from both its power of attraction and power of control over more or less extended regions. The power of attraction of a city depends on the level of services it offers: their number, their variety, and their sophistication or complexity. The city's power of control depends on its capacity to organize the spaces, society and economy of larger areas than itself. The more extended the region controlled, and the more varied and complex the services offered, the higher in the hierarchy is the city. In this framework a place that only serves its own population's needs is not a city, just a village "commanded" by other, bigger, more powerful places: cities.

So, where do Arctic 'towns' stand in urban systems? Generally speaking, they offer a rather low level of services: lack of choice (variety) in daily-consumption products readily available and need to order most appliances from other centres, limited education system, total absence of banking services in most places, only very basic ones in the most populated ones. And if airports are a common amenity in the North they are just, in the Arctic context, the most basic transportation service a contemporary inhabited place can have. Their presence cannot be considered a criteria to raise the level of urbanism of Arctic settlements. These also definitely lack power of control over large areas, themselves being under the control of far away central places. Altogether, save for regional or territorial capitals such as Barrow, Inuvik (NWT – Canada), Iqaluit, Goose Bay (Nunatsiavut, Labrador – Canada) as well as Nuuk and maybe the larger municipal towns in Greenland, most Arctic settlements do not qualify as urban centres and thus, are not part of any urban system. They are merely villages, in a rural environment somewhat different from what "rural" commonly refers to in Western culture.

But if the 'rural' Arctic is different and still 'rural', can't the 'urban' Arctic also be different but still 'urban'? According to Christaller, and the following generations of geographers, urban systems design a kind of web on the territories they cover. Each city is a knot in the web, surrounded by its zone of influence. Where the influence of one city ends, the influence of another one starts. The cities of a given urban system are organized in a network of relations, between cities of the same hierarchical level and cities of different levels, the highest ones in the hierarchy commanding the lower ones. Following this idea, rather than qualifying Arctic settlements as urban or not on the basis of their landscape or of their level of services and political power (what I have called earlier "power of control"), we could try and look at them in terms of relations and territorial networks.

Mainstream geographers have long presented the spatial organization of Arctic regions as a longitudinal one, where relations of all kinds (trade, population mobility and political control) mainly follow a South-North route, with the

² First published in German in 1933, translated in English in 1966 (Prentice Hall), various presentations of this famous work are available on-line, starting with Wikipedia.

BÉATRICE COLLIGNON

southern place – always a city – commanding the northern ones – the “villages” or “communities”. Cities send southern products north and enjoy most benefits of the trade; they attract northern populations and keep the political control.

Yet, taking a closer look at Arctic regions today we can see how relations between northern communities are nowadays rather well developed, both in terms of population mobility and political control. And they keep growing stronger. Inuit settlements now appear to be incorporated in active networks that link them together. Seen as a whole, they design a specific form of urban system, in which the social factor takes centre stage rather than trade and services. In this context, the various places that are part of the system might not be ‘urban’ when considered independently, but are so when considered globally, through the relational networks they are part of. In other words, “Western” urban systems are urban because of the quality of the places that compose them (they are cities), whereas “North American Arctic” urban systems are urban because of the quality of the link between the places that compose them. Urbanism is created and activated at another scale. Not that of every knot in the web (each settlement) but that of the web itself, as a dynamic structure. Its knots might not be cities, but together they form an urban environment.

The city as a society

The North American Arctic is thus urbanized. But what about its inhabitants, the Inuit? Are they urbanites? Once again, we have to turn to the classic definition of urban society to confront the reference model to Arctic realities.

As a central place, the city socially becomes a place of density and diversity, as well as a place where the exogenous is an important aspect of daily life. The city appears as a place where interactions are more likely to happen between people that are not linked by kinship or by well-established relations that might date back from childhood or have been inherited. Michel Lussault (2003) actually defines urbanity as the result of the association of high degrees of density and diversity within cities. The association of these two qualities, along with the exogenous factor, is highly favourable to innovation, which really is the trademark of urban settings. The co-presence, in the same place, of very different people, with very different backgrounds and aspirations, multiplies to the infinite the chances of creative encounters. The vitality of cosmopolitan cities such as London is the result of such positive circumstances.

Another aspect of urbanity, since the early 20th century, is the spatial dissociation of the places around which life routinely evolves, mainly: the home and the basic services one daily needs, the work-place, and the various locales dedicated to leisure activities. Such fragmentation of daily life spaces started in the late 18th century among the British bourgeoisie. It only became a major trend over a century later with the combination of a reduction of the medium length of a working day (from 12 hours/day to 10, and later 8) and of the development of inner city public transportation systems and local railways in major cities. This has led to a spatial fragmentation of social life and a general high degree of mobility within the city. These two aspects encourage diversity, and as a result, urbanity. They also enhance the development of a sense of anonymity that is unique to urban settings. Going back to the physical, embodied, urban experience which we addressed earlier, being in a city means being close to unknown bodies; sometimes, when anonymity is combined with density, so close as to touch and breathe them.

Anonymity can be experienced as traumatic, but is also often considered a major asset, as it lightens social pressure and favours personal development. Anonymity works as a protective shield, especially from gossip. As no-one knows you, no-one cares to know what you are doing and how you are living your life. And so it can truly become your life,

since no-one is trying to rule it. Urban settings offer many opportunities for a person to carve his or her own space and become an individual rather than a member of a group. As an individual, one might join a group of course, but this would be a choice, not the consequence of simply being born there, within a certain network of kinship. Opportunities and choices appear to be two major key-words when describing urban social lives.

So, how should North American Arctic towns be considered? If we try to measure degrees of urbanity based on population numbers (for density) and origins (for diversity), we will come to the conclusion that only Iqaluit and Nuuk, and maybe Barrow, are to some degree urban. Other Arctic towns – including political centres such as Inuvik or Kuujuaq – clearly are not. But if we listen to what Inuit say about their own towns, the situation appears to be more complex. Indeed, some places will be considered “urban”, because they display exactly the qualities of social life described above, when others will not, although they might be as populated, or even more. The distinction lies in the relations people maintain between them, in the social dynamics.

An example will help explain this. Susie Marie Tikittok was born in the early 1960s in Kugluktuk (Western Nunavut) and has been living in all four Inuinait settlements (Kugluktuk, Cambridge Bay, Umingmaktok and Ulukhaktok) for various periods of time in her adult life. She obviously has many relatives in all of them and can be said to just “know every-one” in those four places. In April 2006, as I visited her in Cambridge Bay, she explained that she “like it there” because “here people are just busy working and living their own lives, so they don’t care about what other people do”. That same night we could see people coming in and out of the small ATM booth. In a place where all shops are closed at 6 PM whoever needs cash passed that time is either playing poker, buying alcohol from a bootlegger or drugs from some friends. But no comments were made. Had we been in Kugluktuk or Ulukhaktok, the same people would have commented and gossip would have quickly circulated in the community. But we were in Cambridge Bay. And there, anonymity has nothing to do with the fact that you know or do not know who the person you meet in the street is. It has to do with how you look at that person, your level of engagement in what they are doing.

I have suggested earlier that urbanism can work at another scale than the ‘city’ itself. I want to suggest further here that urbanity, or I’d rather say ‘urbaneness’ – the fact of acting like an urbanite – is first and foremost a state of mind and a social organization. Thus, Inuit living in non-urban settings can nevertheless develop forms of urbaneness, and be urbanites. This leads me to a last question as food for thought: can ‘urbaneness’ urbanize non-urban landscapes? Or, in other words, can Inuit ‘urbaneness’ materialize in their small, loose and unpaved settlements, and how?³

3 I hereby want to thank Janine Debanné for quickly editing this paper. Participation to IPSSAS V was funded by the Institut Universitaire de France (IUF).




BÉATRICE COLLIGNON

References

Please note that the purpose here is to simply give the basic geographic references dealing with the definition of the urban. They reflect my background as a French geographer and do not pretend to give an extensive overview of contemporary debates in urban studies.

- Carter, Harold (1995). *The study of urban geography*. London, New-York: Edward Arnold.
- Carter, Harold (1990). *Urban and rural settlements*. London, New-York: Longman.
- Claval, Paul (1981). *La logique des villes – essai d'urbanologie*. Paris: Litec.
- Christaller, Walter (1933). *Die zentralen Orte in Süddeutschland*. Jena: Gustav Fischer. English translation (partial): (1966). *Central Places in Southern Germany*. Prentice Hall.
- Dorier-Apprill, Elisabeth and Gervais-Lambony, Philippe (eds.) (2007). *Vies Citadines*. Paris: Belin.

- Dorier-Apprill, Elisabeth (ed.) and Gervais-Lambony, Philippe; Moriconi-Ebrard, François; Navez-Bouchanine, Françoise (2001). *Vocabulaire de la ville. Notions et références*. Paris: Editions du Temps.
- Dumont, Marc and D'Alessandro-Scarpari, Cristina (2007). *La clé des villes*. Paris: Le Cavalier Bleu éditions.
- Lévy, Bertrand and Raffestin, Claude (eds.) (1999). *Ma ville idéale*. Genève: Metropolis editions.
- Lussault, Michel (2003). Urbanité. In Jacques Lévy and Michel Lussault (eds.) *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés* (pp. 966-967). Paris: Belin.
- Moriconi-Ebrard, François (1993). *L'urbanisation du monde – depuis 1950*. Paris: Anthropos-Economica.
- Moriconi-Ebrard, François (1994). *Géopolis – pour comparer les villes du monde*. Paris: Anthropos-Economica.

Sitemap

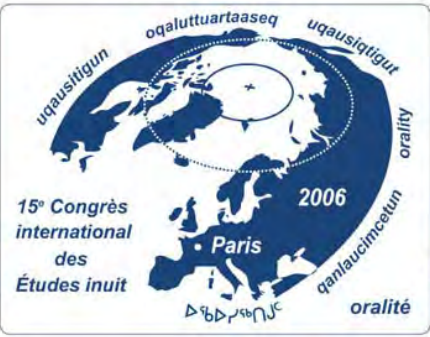
Orality



Orality in the 21st century: Inuit discourse and practices

National Institute of Oriental Languages and Civilizations
(INALCO-CERLOM) Paris
Musée du quai Branly, October 26-28 2006

Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference

Scientific editors:
Béatrice Collignon and Michèle Therrien



Introduction to the Proceedings




Introduction to Inuit orality

Proceedings, summaries

Conference documents

The Conference and Proceedings: behind the scenes

Paris, dec. 2009

Plan du site

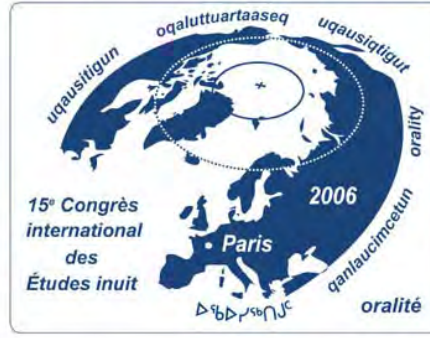
Oralité



L'oralité au XXI^e siècle : discours et pratiques inuit

Institut National des Langues et Civilisations orientales
(INALCO-CERLOM) Paris
tenu du 26 au 28 octobre 2006, au musée du quai Branly

Actes du 15^e Congrès international des Études inuit

Sous la direction scientifique de
Béatrice Collignon et Michèle Therrien



A propos des Actes

A propos de l'oralité inuit

Actes, sommaires

Traces du congrès

Coulisses des Actes et du congrès

Paris, dec. 2009



A propos des actes



A propos des Actes

A propos de l'oralité inuit

Actes, sommaires

Traces du congrès

Coulisses des Actes et du congrès

A propos des Actes

L'organisation scientifique du 15^e Congrès des Études inuit a été guidée par le souci de favoriser la circulation de la parole. De nombreuses sessions ont ainsi pris la forme de tables rondes (échanges entre jeunes chercheurs ou groupes de travail pré-constitués) et d'ateliers structurés autour de performances (chants, danses, jeux). De plus, maintes communications ont été présentées à plusieurs voix, faisant entendre, outre le français et l'anglais, la langue inuit dans ses diverses formes régionales.

Il est important de noter à cet égard que le Congrès a bénéficié d'une participation inuit et yup'ik conséquente. Celle-ci a notamment favorisé la réflexion sur les récents dispositifs de la recherche qui tentent de faire coïncider les perspectives exprimées par les acteurs sur le terrain avec les objectifs scientifiques. La thématique de l'oralité, tout en proposant un nouveau champ dans le domaine des études inuit, a ainsi fourni l'occasion de s'interroger sur le sens à donner à ces orientations qui ne vont pas sans contraintes ni tensions entre la demande locale et les exigences de l'analyse théorique. Plusieurs questions soulevées restent néanmoins ouvertes. Les contributions regroupées dans ces Actes ne rendent compte que d'une partie des communications et discussions.

Nous avons retenu pour la publication des Actes un format numérique qui permet d'offrir à la consultation différents types de fichiers :

- Texte écrit
- Power-point
- Enregistrement sonore parfois accompagné d'un texte écrit
- Album de photographies mises à disposition par les participant(e)s.

Il répond ainsi au désir de mettre en adéquation les Actes avec la diversité des formes d'expression choisies par les intervenant(e)s, qui ont en outre opté pour des formes discursives différentes :





- Le témoignage, récit d'expériences vécues ou de parcours de recherche
- La présentation de projets en cours d'élaboration, de réalisations récentes ou de résultats de travaux sur des questions précises
- Le questionnement, notamment autour des enjeux théoriques et méthodologiques
- La performance : chant et danse au tambour, jeux et récits
- Le débat.

L'organisation de la page des sommaires propose plusieurs entrées dans les documents. Elle reflète la transversalité qu'encourage l'approche par l'oralité inuit.

Les propos publiés dans ces Actes reflètent le point de vue de leurs auteurs.

Béatrice Collignon et Michèle Therrien 2009

Paris, dec. 2009

Sommaires, accéder aux articles par...

Pour citer cette publication :
Collignon B. & Therrien M. (dir). 2009.
Orality in the 21st century: Inuit discourse and practices.
Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference, Paris: Inalco.
<http://www.inuitoralityconference.com>

Les articles par leurs auteurs

Lieux et habitants dont les articles parlent

Les articles par les lieux d'où les auteurs parlent

Les articles par leurs titres





L'Arctique Inuit en images

Les articles par les sessions du congrès

A propos des Actes
A propos de l'oralité inuit
Actes, sommaires
Traces du congrès
Coulisses des Actes et du congrès

Sessions linguistiques : ouvrage publié
(Benjamins, 2009)

Paris, déc. 2009

Summaries, access the articles by...

To cite this publication:
Collignon B. & Therrien M. (eds). 2009.
Orality in the 21st century: Inuit discourse and practices.
Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference, Paris: Inalco.
<http://www.inuitoralityconference.com>

Articles sorted by authors' names

Articles sorted by the places and the people they talk about

Articles sorted by the places from which their authors speak

Articles sorted by Conference sessions

Articles sorted by titles

Gallery

Introduction to the Proceedings
Introduction to Inuit orality
Proceedings, summaries
Conference documents
The Conference and Proceedings: behind the scenes

Linguistic session papers published by
Benjamins (2009)

Paris, déc. 2009

À propos de l'oralité inuit

Béatrice Collignon

Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne (Paris, France)

Michèle Therrien

Inalco (Paris, France)

Retrouvant progressivement la légitimité dont elle avait été privée depuis les contacts suivis avec le monde occidental, l'oralité s'impose comme une thématique pertinente tout autant pour les Inuit que pour les chercheurs. Elle fait exister ce qui n'est jamais publiquement reconnu, c'est-à-dire l'omniprésence des diverses manifestations de l'oralité dans la vie publique et privée contemporaine inuit, et ce malgré la forte présence de l'écrit. Une pratique veut que, notamment dans la vie administrative, toutes les procédures reposent sur l'écrit et son gage de vérité. Or il apparaît que cette primauté accordée à l'écrit soit d'autant plus difficile à gérer qu'elle entre, pour notre rationalité occidentale, en contradiction avec le concept *Inuit qaujimajatuqangit* ("le savoir inuit transmis oralement [encore pertinent dans un monde changeant]"¹). Selon la rationalité inuit, les deux systèmes de pensée doivent coexister parce que complémentaires. Les modalités pratiques de cette coexistence sont en cours d'élaboration.

Placé au centre de la gouvernance au Nunavut, le concept *Inuit qaujimajatuqangit* définit un ensemble de valeurs, des objectifs et des moyens d'application afin d'inuitiser la vie publique. Il suscite des interprétations contradictoires, vraisemblablement parce qu'il suppose une prise en compte des pratiques et des expériences personnelles dans la formulation théorique. Il est difficile d'en proposer un énoncé univoque, à la fois intégrable par les Inuit eux-mêmes et accessible aux non-Inuit. La pluralité des définitions et des traductions témoigne d'un certain malaise.

Il s'agit aussi de s'interroger sur la vitalité du discours proprement inuit dans le cadre de la confrontation à de nouveaux types d'espaces. Si les Inuit disent volontiers : "notre territoire est par excellence l'espace de notre langue", quelle place lui accordent-ils dans leurs nouveaux espaces de vie et de travail ? Au-delà de l'association fréquente village/langue anglaise ou danoise, quelles sont les pratiques dans les lieux publics et chez soi ? La question s'applique également aux espaces réservés au débat public, et notamment dans les assemblées représentatives (territoriales) de l'Alaska, des Territoires du Nord-Ouest, du Nunavut, du Labrador et du Groenland. L'enquête *Language in Nunavut: Discourse and Identity in the Baffin Region* (Dorais et Sammons, 2002) fournit de précieuses pistes, mais il apparaît que ces questions ne peuvent être appréhendées sans prendre en compte leur dimension proprement linguistique (activité néologique, etc.).

¹ Traduction proposée par Michèle Therrien (2004 :249, 2006 :297).

INALCO 2009, *Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference, Orality* (Paris, 2006)

Il convient également de se pencher sur la question du partenariat entre chercheurs extérieurs et communautés locales. Il s'agit de dépasser le paradigme dominant depuis le début des années 1990, qui consiste en l'intégration des savoirs inuit indifféremment labellisés *Traditional Ecological Knowledge* (ou *TEK*) dans toute recherche scientifique. Pour intéressante qu'elle soit, l'approche a révélé ses limites : le savoir inuit y est reconnu pour la validité des informations qu'il contient, mais il est négligé en tant que matrice d'organisation de ces informations. D'où la frustration des Inuit face aux résultats auxquels ces recherches aboutissent. Nous nous souvenons que, lors du 13^e Congrès d'Études Inuit tenu à Anchorage (Alaska) en 2002, Aqqaluk Lynge l'avait longuement commentée.

Ceci doit nous conduire à poser les questions épistémologiques et méthodologiques que le terrain, lieu de la parole en action, adresse notamment à l'anthropologie, à la linguistique, à l'histoire et à la géographie humaine ainsi que, plus récemment, aux sciences de la nature. En consacrant le 15^e Congrès au thème de l'Oralité nous souhaitions fournir aux Études Inuit l'occasion de repenser la relation enquêteur/enquêté à la lumière des récents acquis. Il s'agissait de réfléchir aux modalités de l'énonciation de l'altérité. Quelles sont les formes d'interaction les plus appropriées ? Comment doit s'effectuer l'échange dialogué ? Comment manier l'humour dont la fonction libératoire atténue les blocages et les tensions ? Comment entendre la multiplicité des voix inuit et reconnaître le sujet et ses contingences ? Si la question du genre semble peu pertinente pour les Inuit, celle des disparités générationnelles est au cœur de leurs préoccupations. En conformité avec leurs valeurs, seuls les Aînés sont considérés comme des porte-parole légitimes de la culture. Quelle place accorder à la voix des plus jeunes, d'autant qu'ils n'hésitent pas à exprimer leur malaise face à des chercheurs qui cumulent le savoir et l'accumulent en des points géographiques très éloignés de l'Arctique ?

Des avancées ont été cependant réalisées pour garantir de meilleurs échanges sur le terrain, tant en ce qui concerne la conduite des recherches que la restitution des résultats. Les Congrès de 2002 (Anchorage) et de 2004 (Calgary) témoignaient, à travers leurs intitulés mêmes, *Indigenous Voices* et *Bringing Knowledge Home*, de l'existence d'efforts significatifs. Cependant, le travail ne peut se limiter aux pratiques de terrain. Pour aboutir, il faut aussi se préoccuper de ce qui se passe dans les colloques et congrès, lieux d'expression par excellence de la communauté scientifique. Or, jusqu'à présent, peu a été fait dans ce domaine. Lors de ces rencontres, Inuit et chercheurs ont été habitués à se contenter d'une co-présence face aux difficultés rencontrées dans la mise en place d'un langage commun. La thématique Oralité se veut une invitation à considérer ce problème, car c'est bien la question de l'éthique et du sens à accorder aux résultats de la recherche qui est posée. L'appel a été entendu par la partie inuit venue en nombre à Paris pour participer activement au Congrès.

TROIS ENTRÉES DANS L'ORALITÉ INUIT

LANGUE

Dès l'origine du Congrès international des Études inuit, une place privilégiée a été réservée à la linguistique eskaléoute, apportant ainsi une contribution importante aux sciences du langage. Le 15^e Congrès s'est voulu une invitation adressée aux linguistes à présenter leurs recherches d'ordre typologique et diachronique. En proposant le thème de l'oralité, il s'agissait également d'orienter la réflexion sur le discours et sur la communication orale à partir de différents types de situations (tradition orale, récit, dialogue), domaines encore peu explorés dans les diverses variétés de la langue inuit.

INALCO 2009, *Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference, Orality* (Paris, 2006)

Les manifestations de l'oralité et le passage de l'oral à l'écrit étant au centre des recherches en linguistique générale, le Congrès a été l'occasion de mettre en perspective, à travers l'expérience inuit, les tendances universelles de la communication orale et l'impact de la dimension discursive dans la structuration et la cohérence du discours (changement dans l'ordre des mots et des énoncés, utilisation des modes et des aspects selon les situations de communication, structures répétitives). Les résultats ont été publiés aux éditions John Benjamins en 2009 (Mahieu et Tersis dir.).

ESPACE

Le territoire, en tant qu'objet de recherche en soi, est le dernier venu dans les études inuit d'abord centrées sur des problématiques linguistiques et anthropologiques en lien avec les recherches archéologiques. Il était alors uniquement considéré comme 'territoire-ressource' pour les activités productives de chasse et de pêche. À la faveur des premières grandes enquêtes toponymiques, menées dans les années 1980 et motivées par le souci de sauvegarder un savoir oral considéré comme menacé de disparition, les approches du territoire se sont enrichies. La complexité des séries toponymiques qualifiées de "systèmes géographiques" a commencé à être reconnue (Müller-Wille, 1987 : 1-5). Elles révèlent aussi aux chercheurs que le territoire n'est pas un simple support mais le gardien des savoirs toponymiques et géographiques des Inuit (Nuttall, 1992 : 49-55). Cependant, ces analyses ont laissé en suspens la question de l'oralité, pourtant au cœur de la construction de ces savoirs. Le Congrès 2006 proposait de réfléchir à la forme, au contenu de la parole inuit, aux circonstances dans lesquelles elle se fait entendre, pour affiner la compréhension que nous avons des modalités de construction des territoires. La géographie culturelle "à la française" (notamment Bonnemaïson, 1986-87, Bonnemaïson et Cambrézy, 1999), insiste sur les processus de construction de l'identité en relation avec la mise en représentation du territoire. Pour les Inuit, il s'agit essentiellement d'une mise en mots. La richesse de ce discours, en particulier sa dimension émotionnelle et sa puissance poétique, reste largement explorée.

Par ailleurs, alors que le territoire traditionnel (la toundra et la banquise) a occupé une place centrale dans les discours inuit sur l'identité à partir des années 1970, on observe depuis quelques années la montée d'une revendication identitaire dissociée de la revendication territoriale, sans doute liée à la résolution de cette dernière. Les premières analyses critiques des impacts de l'affirmation du lien identité/territoire, à travers une étude des processus qui lient assignation à identité et assignation à territoire (Hancock, 2004), offrent une base précieuse pour appréhender ce nouveau discours. Celui-ci mobilise les formes anciennes de l'oralité (jeux, chants, récits de vie, récits d'expériences fortuites et de rêves) comme les nouvelles (discours politiques, productions radiophoniques et cinématographiques, etc.) et se déploie dans de nouveaux lieux. Pour vraiment comprendre ce discours, il faut le saisir dans son contexte spatial, comme certains chercheurs ont commencé à le faire.

Les enquêtes toponymiques constituent la forme la plus répandue de recueil du discours géographique inuit. Elles se sont multipliées dans les années 1990, en réponse à une demande insistante des Inuit, et ont suscité une importante production de Systèmes d'informations géographiques (SIG). Depuis le début des années 2000 la réflexion porte sur l'écriture de SIG adaptés au contexte inuit. Il s'agit de répondre aux problèmes posés par la transposition en un discours cartographique, qui mêle image et texte, d'un discours géographique oral sur le territoire. La recherche porte d'une part sur la création de SIG associant représentations topographiques classiques et vues paysagères (Aporta, 2005 ; Henshaw et Ashoona dans ce volume). Il s'agit d'intégrer au mieux dans le SIG le discours inuit sur le territoire, un discours toujours situé et inscrit dans le contexte d'une expérience spécifique (ou d'une multitude d'expériences qui demeurent distinctes les unes des autres). Cette expérience est celle d'une personne en particulier qui s'impose comme sujet de son observation. D'autre part, alors que les SIG privilégient le

COLLIGNON & THERRIEN in B. Collignon & M. Therrien (eds.) | 3/6

INALCO 2009, *Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference, Orality* (Paris, 2006)

plus souvent la formalisation des informations, on voit se multiplier à propos des territoires inuit la création de SIG orientés vers l'intégration d'informations de type qualitatif, non formalisées (Keith, 2005). Ces recherches sont d'autant plus importantes que les Inuit sont de grands utilisateurs de cartes topographiques qu'ils considèrent comme des aides mémoire bien adaptés à la sauvegarde et à la transmission de savoirs toujours spatialisés, car ancrés dans l'accumulation d'expériences vécues sur un territoire donné (Collignon, 2004). À ces expérimentations pratiques, il faut aujourd'hui ajouter une réflexion théorique prenant en compte les défis que l'oralité pose au discours cartographique.

CULTURE

Prenant acte des nouveaux dispositifs de la recherche en milieu inuit et de la revitalisation de la parole, le Congrès entendait réfléchir aux diverses manifestations de l'oralité contemporaine. Sans rejeter l'écrit, un grand nombre d'Inuit considèrent que le texte ne procure pas, au même titre que la parole, le sentiment d'enrichir la mémoire et de favoriser la transmission du savoir. Diverses sessions ont été consacrées à l'approfondissement du sens à accorder à la notion de "sujet", l'oralité impliquant le sujet, son corps, la voix parlée ou rythmée, alors que la pratique de l'écrit se caractérise par un sujet physiquement absent (Meschonnic, 1993 ; Mather, 1995 : 15).

Comme ils l'avaient précédemment démontré au plan des revendications territoriales et environnementales, les Inuit se placent au cœur des grands enjeux du XXI^e siècle et articulent avec succès le local et le global. Dans ce même esprit, ils ont récemment amorcé un dialogue avec les chercheurs en sciences sociales, notamment avec les anthropologues, en réaction à des recherches formulées selon la seule perspective scientifique. Les partenariats chercheurs-communautés contribuent à la production d'ouvrages d'un type nouveau sur des thèmes réactualisés ou rarement étudiés : mémoire sociale, droit coutumier, chamanisme et christianisme, bien-être physique et mental, rêve, etc. Les Inuit mènent également, sans collaboration extérieure, des opérations d'envergure offrant ainsi des matériaux de travail inédits. Les orientations récentes de la recherche ne vont pas sans tiraillements entre demande locale et exigence théorique (voir notamment Laugrand et Oosten, 2002).

Le Congrès proposait de discuter de ces partenariats. Ils soulèvent en effet de nombreuses questions autour de la pertinence des thèmes de recherche, de l'implication des communautés et de la participation des jeunes générations. Ils présentent néanmoins des atouts non négligeables : impulsion donnée au travail ethnographique, revalorisation de la parole inuit, émergence d'un discours sur des thèmes considérés comme épuisés (les êtres invisibles, l'appropriation du territoire) ainsi que sur des thèmes négligés ou ignorés (le rêve, la parole). N'en sont pas pour autant sous-estimés les mérites de l'enquête de terrain classique et reconnue la nécessité de la mise en forme théorique des données recueillies.

A la fin du XX^e siècle, la majorité des chercheurs du domaine inuit en était venue, en l'absence de pratiques et de rituels visibles, à s'interroger sur la persistance des représentations pré-chrétiennes, tant au plan individuel que collectif. Or les enquêtes menées en partenariat révèlent que la mémoire et la parole n'ont subi qu'une période de latence, du moins dans l'Arctique canadien et en Alaska (Trudel, 2002 ; Séries *Interviewing Inuit Elders*, 1999 sq. et *Inuit perspectives on the 20th century*, 2000 sq. ; Crowell, 2004). Contrairement aux attentes, le discours inuit actuel ne contredit pas radicalement les données de la période antérieure à la christianisation. On se souviendra que, dans les années 1980 et 1990, la communauté des chercheurs avait bénéficié des cadres d'analyse dégagés par Ann Fienup-Riordan, selon lesquels, en affirmant participer de la nature, les Yupiit de l'Alaska mettaient au premier plan leur conscience d'un monde organisé en cycles dans lequel des échanges d'ordre socio-cosmique incluait

INALCO 2009, *Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference, Orality* (Paris, 2006)

les vivants, les défunts, les esprits et le gibier². Cette approche, qui rejoignait les analyses de Nurit Bird-David (1999), de Tim Ingold (1996) et de Philippe Descola (1996), étaient centrées sur l'extension maximale à accorder à la notion de personne.

Le Congrès Oralité a amorcé une réflexion sur les façons de relier cette notion centrale de personne à celle de sujet en s'appuyant, notamment, sur les récents partenariats qui ont révélé l'attachement des Inuit à un savoir perçu comme une pratique individuelle fondée sur une accumulation d'expériences vécues dans leur unicité. Non réductible à un discours généraliste, le savoir met en avant le rôle de la contingence et souligne l'existence d'une tension entre le "je" et "nous".

RÉFÉRENCES

- APORTA Claudio, 2004, "On the nature of routes, trails and tracks, and the role of the trail breaker among the Inuit of Igloolik", *Études/Inuit/Studies*, 28(2), p. 58-71.
<http://www.erudit.org/revue/etudinit/2004/v28/n2/index.html>
- BIRD-DAVID Nurit, 1999, "'Animism' revisited: On personhood, environment and relational epistemology", *Current Anthropology*, 40s, p. 67-91.
- BONNEMAISON Joël, 1986-87. *Les fondements d'une identité. Territoire, histoire et société dans l'archipel de Vanuatu (Mélanésie)*. Paris : Orstom, Travaux et Documents, 201, 2 vol.
- BONNEMAISON Joël, CAMBRESY Luc et QUINTY-BOURGEOIS Laurence (dir.), 1999, *Le territoire, lien ou frontière ?* vol.1. : *Les territoires de l'identité*, Paris, L'Harmattan, coll. Géographie et Cultures.
- COLLIGNON Béatrice, 2004, "Recueillir les toponymes inuit. Pour quoi faire ?", *Études/Inuit/Studies*, 28(2) - 2004, p. 89-106.
<http://www.erudit.org/revue/etudinit/2004/v28/n2/index.html>
- CROWELL Aron L., 2004, "Terms of engagement : the collaborative representation of Alutiiq identity", *Études/Inuit/Studies*, 28(1) : 9-35.
<http://www.erudit.org/revue/etudinit/2004/v28/n1/index.html>
- DESCOLA Philippe et PALSSON Gísli (dir.), 1996, *Nature and society : anthropological perspectives*, London / New York, Routledge, European association of social anthropologists.
- DORAIS Louis-Jacques, SAMMONS Susan, 2002, *Language in Nunavut : Discourse and Identity in the Baffin Region*, Iqaluit, Nunavut Arctic College et Québec, GÉTIC (Université Laval).
- HANCOCK Claire, 2004, "L'idéologie du territoire en géographie : incursions féminines dans une discipline masculiniste", in C. Bard (dir.), *Le genre des territoires. Masculin, féminin, neutre.*, Angers, Presses de l'Université d'Angers, p. 165-174.
- HENSCHAW Ann et ASHOONA Aksatunga, 2009, "Collaborative Place Name Research in the Community of Kinngait (Nunavut, Canada)", dans ce volume.
- INGOLD Tim, 1996, *Key debates in anthropology, 1988-1993*, London, Routledge.
- KEITH Darren, 2005, *Inuit Qaujimaningit Nanurmut - Inuit Knowledge of Polar Bears*, Edmonton, CCI Press, U. of Alberta.

² On peut consulter sur ce thème notamment les travaux de Xavier Blaisel, Frédéric Laugrand, Jarich Oosten, Ann Fienup-Riordan, Bernard Saladin d'Anglure.

INALCO 2009, *Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference, Orality* (Paris, 2006)

LAUGRAND Frédéric et OOSTEN Jarich (dir.), 2002, "Perspectives inuit et qallunaat : points de vue en interaction / Inuit and Qallunaaq perspectives : Interacting points of view", *Études/Inuit/Studies*, dossier thématique, 26(1).

<http://www.erudit.org/revue/etudinu/2002/v26/n1/index.html>

MAHIEU Marc-Antoine et Tersis Nicole (dir.), 2009, *Variations on Polysynthesis. The Eskaleut languages*, Amsterdam / Philadelphia, John Benjamins Publishing Company, Typological Studies in Language, 86.

MESCHONNIC Henri, 1993, "L'oralité, poétique de la voix", in N. Revel et D. Rey-Hulman (dir.), *Pour une anthropologie de la voix*, Paris, L'Harmattan et Publications Langues'O, p. 83-107.

MATHER Elsie, 1995, "With a Vision beyond Our Immediate Needs, Oral Tradition in an Age of Literacy", *When Our Words Return, Writing, Hearing, and Remembering Oral Traditions of Alaska and Yukon*, Logan, Utah State University Press, p. 13-26.

MÜLLER-WILLE Ludger, 1987, *Inuttitut Nunait Atingitta Katirsutauningit Nunavimmi (Kupaimmi, Kanatami) / Gazetteer of Inuit Place Names in Nunavik (Québec, Canada) / Répertoire toponymique Inuit du Nunavik (Québec, Canada)*, Inukjuak: Institut Culturel Avataq.

NUTTALL Mark, 1992, *Arctic Homeland - Kinship, Community and Development in Northwest Greenland*, Toronto, University of Toronto Press.

THERRIEN Michèle, 2004, "How Semantic information can contribute to shed light on concepts we want to investigate", *Dynamics and Shifting Perspectives Arctic Societies and Research in Michèle Thérien* (dir.), *Proceedings of the First IPSSAS Seminar, Nuuk 2002*, Nuuk, Ilisimatusarfik University of Greenland, p. 241-252.

THERRIEN Michèle, 2006, "Résister à l'essentialisme. Cinq années d'exercice du pouvoir au Nunavut (Arctique canadien)", in Christian Gros et Marie-Claude Strigler (dir.), *Être indien dans les Amériques, spoliation et résistance, mobilisations ethniques et politique du multiculturalisme*, Paris, Éditions de l'Institut des Amériques, p. 295-303.

TRUDEL François (dir.), 2002, "Mémoires du Nord", *Anthropologie et sociétés*, dossier thématique, 26(2-3).

<http://www.erudit.org/revue/as/2002/v26/n2-3/index.html>

VAR. AUT., 1999 sq., *Interviewing Inuit Elders/Innarnik apiqsuqattarniq*, Iqaluit, Nunavut Arctic College.

VAR. AUT., 2000 sq., *Inuit perspectives on the 20th century*, Iqaluit, Nunavut Arctic College.



LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

**EUROPE,
ASIE SEPTENTRIONALE,
AMERIQUE DU NORD**



Quatrièmes Dialogues Européens d'Evian
édité par EURCASIA

sous la responsabilité de
Martine TABEAUD et Alexandre KISLOV

Le Changement climatique

Europe, Asie septentrionale, Amérique du nord

Les quatrièmes dialogues européens d'Evian, qui se sont déroulés sur les bords du lac Léman les 27, 28 et 29 mai 2010, ont rassemblé des chercheurs de disciplines aussi différentes que la physique, la littérature, la climatologie, la géographie, l'histoire, la sociologie. C'est donc un regard croisé que propose ce livre sur le sujet brûlant du réchauffement climatique dans les régions froides.

Sous la direction de M. Tabeaud et A. Kislov.

Contributions de M. Allenbach, J.P. Amat, V. Antomarchi, J.L. Ballais, S. Bantos, A. Bedritsky, J.P. Besancenot, P. Besnard, D. Brunstein, A. Borzenkova, N. Chartova, B. Collignon, F. Costard, S. Davydov, L. Evsseva, V. Evstigneev, E. Fedorov, E. Gautier, G. Giroir, S. Gorchkov, V. Grebenets, C. Huetz de Lempis, H. Liu, V. Maleval, S. Malkhazova, O. Motchalova, A. Ozerski, P. Pagney, V. Popova, V. Roumantsiev, A. Schmakin, M. Sidorova, Y. Simon, M. Soldatov, M. de La Soudière, G. Sourkova, A. Vasak.

Ouvrage publié par Eurcasia
avec le soutien du Conseil scientifique de l'Université Paris I.

ISBN 978-2-9537751-1-2 EAN 9782953775112

20,00 €



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS

Marc DRUESNE - Des Dialogues évidemment durables	1
---	---

INTRODUCTION

Martine TABEAUD	3
------------------------------	---

PREMIERE PARTIE : LES CLIMATS

Pierre PAGNEY - Le réchauffement climatique, l'évolution des milieux physiques et leurs conséquences humaines	7
---	---

Martine TABEAUD - Des réchauffements climatiques : demain et hier, ici ou là.....	21
---	----

Andreï SHMAKIN, Valérie POPOVA, Alexandra BORZENKOVA Changements actuels du climat et des extremums climatiques au nord de la Russie	33
---	----

Sergueï DAVYDOV - Réchauffement climatique global, pergélisol et cycles biochimiques actuels (Kolyma, Sibérie Nord-Orientale).....	45
--	----

DEUXIEME PARTIE : LES ENJEUX

Sergueï GORCHKOV, Olga MOTCHALOVA, Andréï OZERSKI, Larissa EVSEEVA, Jean-Louis BALLAIS, Yves SIMONE Le réchauffement climatique dans la partie centralo-sibérienne du géosystème du bassin du fleuve Iénisseï et ses conséquences	61
--	----

Emmanuelle GAUTIER, Alexandre FEDOROV, François COSTARD, Daniel BRUNSTEIN Impact du changement climatique sur la dynamique d'un grand fleuve arctique russe, la Léna en Sibérie centrale	65
---	----

Alexandre KISLOV, Valery GREBENETS, Valery EVSTIGNEEV, Svetlana MALKHAZOVA, Vadim ROUMIANTSEV, V. YU, Maria SIDOROVA, Mic- khaïel SOLDATOV, Galiana SOURKOVA, Natalia CHARTOVA Estimation systématique des conséquences du réchauffement climatique dans le nord eurasién.....	75
---	----

Jean-Pierre BESANCENOT - Le réchauffement climatique changera-t-il la géographie des maladies dans les régions arctiques ?.....	89
--	----

TROISIEME PARTIE : LES STRATEGIES

Alexandre BEDRITSKY - Grandes orientations de la politique intérieure et extérieure de la Fédération de Russie pour la période Post-Kyoto	101
--	-----

Guillaume GIROIR, Hui LIU, Véronique MALEVAL

La question du réchauffement climatique en Chine : du «Global Climate Criminal» à la superpuissance des Greentech	105
---	-----

Sophie BANTOS, Jean-Paul AMAT, Michel ALLENBACH, Christian HUETZ DE LEMPS

Stratégies d'acclimatation aux changements climatiques dans le Pacifique nord : le cas des îles aléoutiennes.	123
--	-----

Pierre BESNARD - Le réchauffement climatique dans le passage nord-ouest : conséquences géopolitiques	131
---	-----

Béatrice COLLIGNON - Les Inuit et les changements climatiques	141
--	-----

QUATRIEME PARTIE : LES IMAGINAIRES

Véronique ANATOMARCHI - Images touristiques du grand nord : du rêve au cliché	155
--	-----

Martin DE LA SOUDIÈRE - Bouran, Burle, Blizzard, quand souffle la saison.....	165
--	-----

Anouchka VASAK - Entre réalité et fiction ethnographique et littérature : le voyage en Laponie au siècle des Lumières	171
--	-----

CONCLUSION :

Pierre PAGNEY - Éléments pour un bilan du changement climatique dans les nords	185
---	-----

Index Alphabétique des auteurs	193
---	-----

LES INUIT ET LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

BÉATRICE COLLIGNON

Seuls habitants autochtones de l'Arctique nord-Américain, des rivages du détroit de Béring à la côte orientale du Groenland, les Inuit¹ - appelés Eskimo jusqu'au début des années 1980 - appartiennent à un groupe culturel unique en dépit des milliers de kilomètres sur lesquels s'étend leur territoire (*fig. 1*). Ils ont en partage une même langue, une même organisation sociale et une même culture matérielle et immatérielle, ce qui n'exclut pas des variantes régionales marquées. Cette grande homogénéité est due tant à la rapidité d'installation du dernier groupe à coloniser ces terres depuis l'Asie septentrionale, il y a un peu plus de mille ans², qu'à la circulation régulière des hommes, des techniques et des objets entre régions voisines, qui a maintenu le socle culturel commun au-delà des évolutions locales particulières.



fig. 1 - L'Arctique inuit

- 1 - sing : Inuk, plur : Inuit. La forme adjectivée, inuit, est invariable dans toutes les langues. Le sens de cet ethnonyme, « les hommes par excellence », est à comprendre d'abord comme un positionnement dans le monde des êtres qui peuplent l'arctique (animaux, êtres légendaires, êtres « non humains », mutants...) plutôt que comme une identification par rapport aux peuples voisins, divers groupes Amérindiens principalement.
- 2 - On estime aujourd'hui qu'il a fallu à ceux que les archéologues ont baptisés les Thuléens moins de trois générations pour atteindre le Groenland depuis la côte nord-orientale du détroit de Béring.

Si les Yupiit et Yuit, implantés sur les rives américaines et sibériennes du détroit de Béring, font bien partie intégrante de la culture inuit, il n'en sera cependant pas question dans ce texte. Leur situation est globalement très différente de celle des autres Inuit, et l'auteur de ce texte n'en a pas une connaissance suffisante pour pouvoir prétendre en rendre compte. Les lecteurs pourront se référer à l'article récent d'Ann Fiennup-Riordan (2010), spécialiste incontestée des Yupiit.

1. Victimes face aux changements, ou partenaires dans une relation difficile ?

Souvent présentés en Europe comme des héros bravant au quotidien des conditions climatiques extrêmes, survivant ingénieusement en milieu hostile, les Inuit ont une toute autre vision de leur territoire. Comme le souligne l'ethno-linguiste Michèle Therrien, ils le considèrent comme un milieu exigeant, mais riche, favorable à l'implantation humaine et au développement pour qui possède le savoir idoine. Adopter ce regard positif sur le milieu arctique, se départir des représentations dramatisantes du monde polaire, filles du romantisme européen, est essentiel pour comprendre les discours inuit contemporains en matière de changements, notamment climatiques.

Les Inuit sont aussi, et de façon apparemment contradictoire, présentés comme des victimes impuissantes lorsqu'il est question des changements climatiques actuels. En fait, la contradiction n'est qu'apparente. Campés en héros des glaces et du blizzard, leur identité s'en trouve figée. Étroitement associée au froid extrême, elle ne peut être qu'irréremédiablement en danger dès lors que le climat se radoucit (toutes proportions gardées). Lorsqu'ils font la « Une » des grands médias occidentaux, on les présente comme inquiets et démunis « face » aux changements climatiques, victimes « de » ces changements au même titre que les ours polaires, avec lesquels ils sont cependant loin de rivaliser au hit parade des nouvelles icônes de la lutte contre le réchauffement de la planète.

Cette représentation est d'autant plus prégnante que certains leaders inuit contribuent eux-mêmes à sa construction. Ainsi Sheila Watt-Cloutier, Inuk du Nunavik (Nord Québec, Canada), qui dans ses multiples conférences intitulées « *The right to be cold* » (« le droit d'avoir froid »), expression dont elle a fait un véritable slogan, insiste depuis des années sur les mille façons par lesquelles le changement climatique en arctique met la culture inuit en danger. L'une de ses actions les plus spectaculaires remonte à 2005. Cette année-là, avec 62 autres Inuit, elle a déposé une plainte auprès de la Commission interaméricaine des droits de l'homme sous la forme d'un rapport de 167 pages qui démontre que les changements climatiques causés par la pollution des gaz à effet de serre causent des préjudices au peuple inuit. En 2007, elle a été conjointement nommée avec Al Gore pour le prix Nobel de la Paix par les parlementaires norvégiens Børge Brende (ancien ministre de l'Environnement) et Heidi Sørensen (écologiste).

La préoccupation des Inuit, qui constatent au quotidien les changements de leur milieu de vie, est bien réelle : « *The elders here, they miss their cold weather* » - « Le froid (intense), cela manque aux aînés » - me disait ainsi Susie-Marie Tigiktok à Cambridge Bay (île Victoria, Nunavut occidental, Canada, cf. fig. 1), en avril 2006. L'expression doit être décryptée. Ce n'est pas de nostalgie pour le froid de Cambridge Bay, renommé pour son intensité, qu'il est question, mais de l'inquiétude que sa quasi-disparition engendre à propos de l'avenir de la vie arctique – les Inuit étant compris dans cette vie arctique : ils ne vivent pas « en Arctique » comme on dit des Français qu'ils vivent « en France », ils sont partie intégrante de la vie arctique, aux côtés de tous les autres êtres qui la composent.

S'il ne fait aucun doute que les Inuit sont soucieux ils sont loin, hors de la Grande scène

politique et médiatique, de se comporter en victimes et de se penser comme tels. Ils n'appréhendent pas leur situation comme un face à face, mais bien plutôt comme une relation qui, comme toute relation, n'est pas dénuée de difficultés et comporte sa part de défi. Il convient donc de parler des Inuit et des changements climatiques, et non pas des Inuit face aux changements climatiques, et d'analyser la situation en ces termes-là.

2. *Sila* et *avativut* : le changement au cœur de la conceptualisation inuit de l'environnement et du climat.

Du point de vue conceptuel, les Inuit sont remarquablement armés pour penser les changements climatiques contemporains.

Sila, terme polysémique « s'applique à l'ordre du monde symbolisé par la trajectoire du soleil » (Therrien, 2005 : 50). Au sens le plus large, il désigne le monde entier contenu sous la voûte céleste. Dans un sens plus étroit, *Sila* est « celui qui fait le temps », le responsable des conditions météorologiques. Le temps qu'il fait est le fruit d'une volonté, dont la manifestation première est le souffle, le vent étant la clé de voûte de tous les phénomènes météorologiques. Du vent dépend le froid, ressenti et « absolu » : il n'y a jamais de vent lorsque le froid est le plus intense, remarquent les Inuit, mais par ailleurs le vent accroît la morsure du froid. Les conditions de la glace de mer, si essentielles pour les Inuit, dépendent aussi du vent. Il peut morceler la banquise même au cœur de l'hiver, il est à la fin du printemps le principal acteur de sa dislocation, la température ne jouant dans cette mécanique qu'un rôle secondaire. Il joue également un rôle de premier plan dans l'apparition et la disparition du brouillard, en toutes saisons. En conceptualisant la météorologie comme un acteur doté d'une volonté propre, les Inuit inscrivent leur propre position par rapport au temps qu'il fait dans une relation. Ceci leur octroie, à eux aussi, un rôle actif. Ils ne sont donc pas, ils ne sauraient être, les victimes impuissantes de *Sila*.

À côté de *Sila* « qui fait le temps » *avativut*, « ce qui nous environne », désigne tout à la fois ce qui environne directement la personne et ce qui entoure, et comprend, un groupe humain, à toutes les échelles. Il exprime la conviction que l'environnement concerne tout ensemble les humains et les non-humains (animaux, « esprits », météores et végétaux) liés, quel que soit leur statut, par des obligations réciproques. Ainsi, tout changement est appréhendé dans sa globalité, avec une attention particulière portée sur les processus et les effets de causalité.

L'étude du savoir géographique des Inuit révèle combien *Sila* et *avativut* sont associés à l'idée de mobilité. Le monde des Inuit est un monde en mouvement, où tout change en permanence, où rien n'est jamais « pour toujours » mais seulement pour un temps limité, dont la durée est inconnue. La variabilité, et l'incertitude qui l'accompagne, est le maître mot, et les solidarités entre toutes les composantes d'*avativut* font que l'environnement tout entier est affecté par ces variations constantes. L'équilibre de l'ensemble tient à une flexibilité qui dessine un environnement labile. Le savoir géographique inuit, transmis par les mots des récits et des toponymes d'une part, par les actes de la vie quotidienne d'autre part, enseigne que rien ne doit jamais être donné pour certain, que c'est à l'inattendu, à l'imprévisible, que l'on doit s'attendre. C'est à cela que l'on doit être prêt, non pour « faire face » mais pour « faire avec », tirer profit de ce qui se présente, aussi terrible que cela puisse sembler à première vue. C'est dans cette optique qu'il faut comprendre la valorisation de l'adaptation dans les sociétés inuit. Savoir s'adapter est essentiel, et c'est une qualité que les Inuit eux-mêmes mettent souvent en avant pour se définir. Etant bien entendu que s'adapter ne signifie pas subir mais parvenir à construire une relation, même avec les forces qui semblent les plus écrasantes – qu'il s'agisse de *Sila* ou de la culture occidentale (ou euro-américaine), aujourd'hui omniprésente dans le monde inuit.

3. Les questions climatiques en contexte inuit : des modifications inscrites dans un contexte de changement global.

Il peut sembler trivial de dire que les Inuit d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier, pas plus que les Français ou les Russes. Il importe pourtant de le rappeler, tant leur image reste figée dans un passé qui, pour être récent, n'en est pas moins fort éloigné de leur vie contemporaine. Depuis les années 1950, des changements profonds ont transformé toutes les sociétés inuit de l'Arctique nord-américain, et le changement climatique n'est pour elles que l'un des aspects d'une recomposition globale du monde, une pression supplémentaire exercée sur des milieux fragilisés tant du point de vue physique qu'humain. Considérer cette question isolément n'a donc pas de sens.

En termes de changement global, les différences nationales sont notables. Pour les Inuit du Canada (Arctique central), la christianisation massive s'opère dans les années 1910-1930 mais les autres transformations radicales ne commencent qu'après la seconde guerre mondiale : scolarisation, en langue anglaise uniquement, à partir de la fin des années 1940, sédentarisation dans les années 1950 et au début des années 1960, abandon des chiens de traîneaux au profit des motos-neige au début des années 1970, banalisation de l'emploi salarié au tournant des années 1980. Le processus a été davantage étalé dans le temps pour les Inupiat et les Yupiit d'Alaska (acheté par les États-Unis en 1867) et les Kalaallit du Groenland (colonie danoise à partir de 1721). La christianisation y a été plus précoce (dès le XVIII^e siècle au Groenland, fin XIX^e en Alaska), tout comme la scolarisation, notamment au Groenland. Dans ces deux régions, les Inuit étaient par ailleurs quasi-sédentaires, organisant leurs activités cynégétiques autour de centres d'habitation permanents qu'ils ne quittaient, le cas échéant, que pour quelques semaines en été. De sorte qu'ils n'ont pas vécu le traumatisme de la sédentarisation, contrairement à leurs voisins du Canada.

En ce qui concerne la langue, la situation est contrastée. Partout d'usage courant au Groenland et au Nunavik (Nord du Québec, Canada), bien vivante au Nunavut (Canada), sa pratique est en recul très net et rapide au Labrador (côte Nord Atlantique, Canada) et dans tout l'arctique occidental, au Canada comme en Alaska, où seuls les Aînés la parlent encore quotidiennement. Du point de vue culturel en revanche, les Kalaallit sont les plus enclins à considérer le patrimoine inuit, langue mise à part, comme une chose du passé, ayant davantage sa place dans les musées que dans leur vie ordinaire. Pour les Inuit du Canada et d'Alaska en revanche, c'est un patrimoine vivant constitutif de leur identité contemporaine – bien plus que la langue pour nombre d'entre eux. Autre particularité groenlandaise : si les motos-neige y sont aujourd'hui, comme dans tout l'Arctique nord-américain, très répandues, les chasseurs continuent à leur préférer les chiens pour tirer leurs traîneaux sur la banquise, les jugeant plus fiables à divers points de vue. Ils ne tombent pas en panne, même par très grand froid leur sang ne se fige pas et ils « démarrent » donc toujours, ils sentent et ressentent la glace et savent en éviter les zones les moins solides et, s'ils ne sont pas infailibles, déployés en éventail ils tombent rarement tous au travers d'une glace trop fine, de sorte que le reste de l'attelage peut alors hisser hors de l'eau la partie qui s'y enfonce, ils peuvent réchauffer le chasseur transi, le ramener chez lui lorsque lui-même n'a plus la force de les guider...

Ces différences ne sont pas anecdotiques : elles nous rappellent que l'Arctique inuit est un vaste territoire que l'on réduit trop souvent, en Europe, à une monotone immensité glacée où survivent d'intrépides Inuit aussi stéréotypés que leur milieu de vie. Elles expliquent aussi pourquoi les stratégies adoptées pour vivre au mieux avec des changements climatiques partout observés sont différentes d'une région à l'autre, d'une société inuit à l'autre.

Il n'en est pas moins vrai que les Inuit font tous une expérience similaire de changements

globaux qui peuvent pour l'essentiel être résumés en trois points.

Premièrement, la chasse³, pilier central de la société inuit, a désormais partout une valeur économique très faible, voir nulle. Partout pourtant, elle demeure une activité productrice de sens, valorisée par la collectivité et que la plupart des hommes inuit désirent pratiquer. Leur motivation est double. D'une part le gibier local est une ressource alimentaire dont les qualités nutritives dépassent très largement tout ce que l'on peut trouver dans les magasins locaux ravitaillés régulièrement depuis « le Sud ». D'autre part chasser, qui signifie aussi être en mouvement et quitter un moment la promiscuité de petites villes et villages où tout le monde se connaît et se regarde, procure un réel bien-être psychologique par le ressourcement personnel et identitaire qui découle du fait de parcourir le territoire inuit par excellence : la toundra, la banquise et l'océan. On chasse ainsi pour vivre mieux, mais on ne peut plus en vivre, tant les coûts (en argent mais aussi en temps) sont élevés et les retours sur les investissements limités, voir inexistantes.

Deuxièmement, la vie quotidienne et saisonnière suit désormais un rythme très rigide. Les journées s'organisent autour d'un 9 h - 17 h calqué sur les horaires de bureau en vigueur dans « le Sud », c'est à dire dans le pays de tutelle. De même, la semaine se divise entre les jours ouvrés, du lundi au vendredi⁴, et le week-end. Ce rythme hebdomadaire se répète inlassablement tout au long de l'année, insensible aux variations saisonnières pourtant très fortes en arctique, tant du point de vue météorologique que du point de vue de la luminosité. Il est rompu par quelques semaines de vacances – 8 à 10 jours autour de Noël et du Nouvel an, 3 à 4 jours à Pâques et 15 à 20 jours en été qu'il faut fixer plusieurs semaines à l'avance. Cette rigidité contraste brutalement avec l'organisation antérieure de la vie inuit ordinaire, marquée au contraire par une grande flexibilité qui permettait de tirer le meilleur parti des variations saisonnières et quotidiennes des conditions météorologiques. S'il est plus difficile de chasser aujourd'hui, c'est aussi parce que le temps du chasseur n'est guère compatible avec le temps du salarié. Le premier est flexible et extensible à l'infini, marqué par l'attente bien plus que par l'action. Le second est strictement délimité, il a un début et une fin fixés d'avance, entre lesquels une série de tâches définies doivent être accomplies. Cette rigidité rend plus problématiques les changements climatiques contemporains, notamment marqués par une grande instabilité météorologique particulièrement difficile à gérer lorsque la vie est organisée pour se dérouler dans des cadres fixes.

Troisièmement, les éléments culturels allogènes occupent désormais une place centrale dans la société inuit, qu'il s'agisse de la langue (surtout au Canada et en Alaska mais le danois est tout de même très présent au Groenland) ou de la culture matérielle et intellectuelle. Les savoirs, les valeurs, les modèles auxquels on s'identifie, l'habitat, le mobilier, les outils (y compris l'ordinateur et Internet), les moyens de transport et de repérage (GPS en particulier), les vêtements... : autant de « produits » de la culture occidentale qui imprègnent la vie inuit. C'est dans ce contexte là que s'inscrivent les changements climatiques, qui font ainsi pour les Inuit partie du « package » de la vie moderne qu'ils ont embrassée et dans laquelle ils

3 - La chasse ordinaire se concentre sur les mammifères marins, phoques principalement, et morses en arctique oriental, et les grands mammifères terrestres : caribous et boeufs musqués. Ours polaires et baleines sont des gibiers particuliers : leur chasse est soumise à des quotats, les prises annuelles sont donc limitées. Comme autrefois, ils confèrent à leur chasseur un certain prestige dans sa communauté.

4 - Les magasins sont ouverts aussi le samedi mais ils sont en nombre très limité, même dans une grande ville comme Nuuk, (capitale du Groenland, 15 500 habitants en janvier 2010).

souhaitent vivre, pour la très grande majorité d'entre eux. Ceci explique aussi une attitude guidée par la recherche du meilleur ajustement possible : il s'agit de « faire avec » et de trouver le moyen d'en tirer le meilleur parti. On pourrait parler de pragmatisme ; à condition de reconnaître que celui-ci s'appuie sur une conceptualisation sophistiquée du monde et de ses équilibres, et non pas sur l'absence d'intérêt pour l'abstraction, comme on le dit encore trop souvent à propos de la culture inuit.

4. Les changements climatiques : des difficultés indéniables.

Les changements climatiques créent d'indéniables difficultés pour les Inuit, la principale étant bien entendu le changement lui-même, observé partout en Arctique nord-américain depuis au moins le milieu des années 1990.

L'une des principales caractéristiques de ce changement est la modification des rythmes saisonniers, marquée d'abord par un raccourcissement de l'hiver. Partout, les Inuit s'accordent pour dire que les températures vraiment froides (en dessous de -10°C / -15°C) tardent à venir à l'automne, et que le mois de juillet est désormais plus, trop, chaud. De plus, au cours de l'hiver, les longues périodes (trois, quatre, cinq semaines d'affilée) de froid intense (-30°C et au-delà), se font de plus en plus rares tandis que le réchauffement printanier est bien plus précoce aujourd'hui.

C'est surtout l'entrée retardée dans le cœur de l'hiver qui a des effets préoccupants. La banquise tend à être beaucoup moins épaisse, c'est à dire qu'elle est beaucoup moins sûre pour le voyageur. Elle est aussi, de ce fait, plus aisément disloquée en cas de coup de vent et davantage transformée par la hausse de sa température de surface pendant les longues journées de printemps, lorsque le soleil brille 20 à 24 h par jour et se réfléchit sur la neige et la glace. Or c'est notamment au printemps, d'avril à juin, que, profitant des longues journées, les Inuit entreprennent les voyages les plus longs sur la banquise, notamment pour se rendre visite d'un village à l'autre ce qui peut impliquer de couvrir des distances de 200 à 300 km. Certains de ces voyages ne sont tout simplement plus possibles aujourd'hui, car beaucoup trop dangereux sur une banquise incertaine. Même sur des distances plus courtes, les trajets sur la banquise deviennent vite hasardeux au printemps. Le territoire de parcours se trouve ainsi fortement réduit, et l'accroissement des risques inhérents à tout déplacement en arctique ne joue pas en faveur de la poursuite des activités de chasse sur un mode régulier, notamment parmi les jeunes générations.

Ce déplacement du point d'équilibre annuel entre saison « chaude » et saison du froid intense n'affecte bien sûr pas seulement la glace et les habitants. C'est l'ensemble de *avativut*, de l'environnement, qui le ressent, car cela modifie profondément les conditions de vie dans l'arctique. De l'extérieur, la question est souvent posée en termes de « mieux » (un hiver moins long et moins rigoureux dans la durée, n'est-ce pas un avantage ?) ou de « moins bien ». Mais pour les Inuit, ce n'est pas ainsi. Il s'agit plutôt pour eux d'une inquiétude quand à la capacité d'*avativut* dans son ensemble, y compris de la société inuit contemporaine, de s'adapter à une situation rendue instable parce que les grands froids qui durent font désormais défaut. C'est pour cela que « Le froid (intense), [...] manque [aux] aînés » (voir plus haut).

Un autre aspect majeur du changement climatique actuel est l'accroissement notable de la variabilité des conditions météorologiques, sur des pas de temps très courts. L'instabilité est l'une des caractéristiques de *Sila*, et les Inuit ont appris de longue date à vivre dans l'incertitude du temps qu'il fera, en développant deux stratégies complémentaires. La première est la flexibilité, la capacité à s'adapter aux conditions qui se présentent et la conscience claire que les conditions sont toujours susceptibles de changer très vite, même lorsqu'un type de

temps semble bien installé. Cette sagesse garde toute sa pertinence aujourd'hui. La seconde stratégie est l'observation attentive, répétée et analysée, des phénomènes météorologiques. Celle-ci a permis aux Inuit d'apprendre à lire dans le temps du moment le temps qu'il fera dans un moment, et d'appivoiser ainsi, en partie du moins, la nature changeante de *Sila*.

Or, aujourd'hui, l'alphabet du ciel semble avoir changé : « *We cannot read the weather the way like we used to* » – « On ne peut plus lire le temps comme on le faisait autrefois » résumait déjà en 2000 Rosemary Kuptana, alors présidente de l'Association des Inuit du Canada (Inuit Tapiriit Kanatami) (ISSD, 2000, 1'09"-1'18")⁵. D'un village à l'autre, tout l'Arctique inuit résonne de ce constat, inlassablement répété. Le premier film documentaire produit en langue inuit à propos de ce que savent les Inuit du réchauffement climatique (Kunuk et Mauro, 2010) commence par ce témoignage d'un Inuk âgé : « En observant le ciel, on pouvait prédire le temps. La forme des nuages indiquait la direction du vent. Aujourd'hui ce n'est plus ainsi. D'abord ils se forment d'une certaine façon, puis ils changent rapidement et te racontent une tout autre histoire » (00'52"-01'18"). Au cours de mon séjour à Ulukhaktok (arctique central occidental, Canada) en juillet-août 2010, j'entendis à de très nombreuses reprises le même constat à propos du temps, qui semblait s'amuser à changer en permanence, ou ne pas bien savoir ce qu'il voulait. Le vent en particulier semblait étrange : il ne cessait de se lever pour, au lieu de s'installer, retomber quelques heures plus tard, ou souffler dans une autre direction. Les constats des Ulukhakturmiut faisaient écho à ceux des femmes de Qikiqtarjuaq et Clyde River (Nunavut), qui soulignent que le vent est devenu si changeant qu'il n'y a plus à proprement parler de vent dominant, de sorte que l'on ne sait plus, lorsque l'on va camper, comment orienter la tente pour protéger l'entrée du souffle de *Sila* (Dowsley *et alii*, 2010).

Cette imprévisibilité accrue gêne considérablement les Inuit. Dans la période antérieure, ils savaient que la prévision avait ses limites et qu'il convenait d'être toujours prêt aux changements les plus brutaux. Mais il y avait néanmoins possibilité de prévision. Aujourd'hui, cette possibilité même semble évanouie et nul n'est encore parvenu à déchiffrer la nouvelle partition de *Sila*. Plus que le changement sur le moyen terme, ce sont ces sautes au quotidien qui perturbent les Inuit et font de la réinvention d'une relation viable avec *Sila* un défi particulièrement difficile à relever – d'autant que, dans le même temps, leur vie quotidienne est régie par un cadre bien plus rigide qu'autrefois.

Les difficultés tiennent aussi au nouveau regard que les puissances étrangères à l'Arctique, notamment les grandes compagnies d'exploitation des hydrocarbures et des ressources minières (nickel, uranium, fer, diamants et or en particulier) portent aujourd'hui sur des terres longtemps délaissées car réputées trop hostiles pour que l'extraction y soit rentable. Le réchauffement des terres et des océans polaires change la donne et les projets les plus audacieux s'échafaudent, et déjà prennent forme. Face à cela, les Inuit sont indécis.

Faut-il se saisir de cet intérêt et, en négociant habilement, en faire le fer de lance d'un développement économique au profit de sociétés inuit modernes qui en ont bien besoin ? Partout dans les villages, le chômage touche en moyenne 50 à 60 % de la population adulte, alors que la population s'accroît rapidement en raison d'un taux de natalité élevé couplé à une augmentation importante de l'espérance de vie. Parallèlement, les taux élevés de suicide chez les 18-25 ans ne faiblissent pas depuis vingt ans. Ils disent la désespérance des nouvelles générations, et l'urgente nécessité de leur ouvrir des perspectives d'avenir.

5 - Traduction libre, d'après les sous-titres anglais du témoignage en inuktitut : « *By observing the sky, weather was predicted. Cloud formations indicated wind direction. Now it's different. First they form one way, then they quickly change, telling you a different story* ».

Mais l'exploitation des richesses du sous-sol ne manquera pas déséquilibrer l'ensemble d'*avativut*, y compris sa composante humaine. Doit-on sacrifier les routes migratoires des caribous et la chasse qu'elles alimentent, c'est à dire le bien être psychique non seulement des chasseurs mais de toute la communauté, qui en bénéficie par leur intermédiaire ? Comment savoir quel sera l'impact du trafic continu, y compris l'hiver, de cargos chargés de minerais sur la faune marine – sur le phoque, si central dans la culture inuit, comme le sont les pommes de terre et le pain en France, les morses et les baleines – alors que les connaissances sur ces mammifères sont encore si limitées, comme le reconnaissent eux-mêmes les biologistes ? Qui peut modéliser de façon fiable les conséquences d'une ouverture permanente de la banquise, sur plusieurs centaines de mètres de large et plusieurs centaines de miles de long, sur l'ensemble du monde marin et ses rivages ?

Les décisions sont d'autant plus difficiles à prendre que les conséquences seront sans doute irréversibles pour *avativut*, à la fois dans sa composante humaine et dans sa composante « non humaine ».

Les changements climatiques s'imposent ainsi aux Inuit comme une contrainte forte, une contrainte d'autant plus forte qu'elle s'ajoute à celles de la « vie moderne », qui pour une part s'est imposée à eux mais que, pour une autre part, ils ont eux-mêmes choisie.

5. Des difficultés indéniables mais aussi des opportunités.

Si les difficultés sont importantes, si elles sont source d'anxiété, elles n'aveuglent pas les Inuit comme elles aveuglent trop souvent les grands media occidentaux. Fidèles aux valeurs sur lesquelles ils ont construit de longue date leur société, plutôt que de s'accrocher désespérément à des façons de faire de moins en moins viables les Inuit sont aujourd'hui à la recherche d'un nouveau compromis avec *Sila*, adapté à la configuration contemporaine d'*avativut*, c'est à dire prenant notamment en compte les conditions de la vie inuit au tournant du 3^e millénaire.

Les changements climatiques, plutôt qu'une calamité incontrôlable, peuvent ainsi être apprivoisés, intégrés au monde inuit. La capacité à s'adapter, et à non seulement accepter la variabilité et l'incertitude mais à les considérer comme la norme, précieux héritage des générations précédentes, est un atout majeur dans la partie qui se joue aujourd'hui. Si l'on adopte cette perspective, on voit se dessiner des opportunités de développement sur trois plans différents : économique, cognitif et politique.

Sur le plan économique, l'opportunité tient, on l'a évoqué ci-dessus, à la richesse du sous-sol arctique, sur terre comme au fond de l'océan. La hausse généralisée des cours mondiaux des minerais et des hydrocarbures se combine avec la diminution de l'extension et de l'épaisseur de la banquise saisonnière et pluriannuelle, effet du changement climatique, pour faire de l'exploitation du sous-sol arctique une opération de plus en plus rentable, bien qu'elle demeure coûteuse. Sans être inexistante, elle était restée jusqu'à présent limitée, touchant principalement la côte nord de l'Alaska.

On attend des activités d'extraction des bénéfices principalement de deux types. D'une part, sous la forme de royalties versées par les compagnies concessionnaires. D'autre part, et c'est le plus important pour les Inuit, par la création d'emplois permanents et bien rémunérés pour les Inuit des régions concernées, même si une part non négligeable des emplois ira à une main d'œuvre allogène dont l'installation sur place, dans la durée, n'est pas prévue⁶. Mais *avativut* est un équilibre subtil et fragile, une intervention aussi lourde sur l'une de ses composantes majeure – le sous-sol, donc aussi le sol – pourra-t-elle être supportée ? Au Canada surtout, mais aussi, dans une moindre mesure, en Alaska, la discussion est vive entre les Inuit et les

choix divergent selon les régions. Le Groenland, en revanche, se tourne résolument vers ce modèle de développement. Le gouvernement autonome, qui vise l'indépendance complète à moyen terme, y voit le moyen le plus sûr d'assurer la viabilité du futur Etat. Si ce choix fait encore débat sur l'île, les décisions sont désormais prises.

Dans une toute autre perspective, les changements climatiques sont aussi une opportunité pour les savoirs inuit, pour leur vitalité interne et leur reconnaissance externe. Du point de vue interne, les nouvelles difficultés locales qui surgissent mettent en valeur les savoirs locaux et la nécessité de les entretenir. À l'heure où, partout, la tendance est à la patrimonialisation des savoirs indigènes, au risque de les muséifier, le comportement illisible de *Sila* impose au contraire le renouvellement des savoirs, et les maintient par là même vivants. La réflexion d'un Inuk d'Ulukhaktok ayant souhaité rester anonyme tout à la fois illustre la situation et exprime on ne peut mieux l'attitude adoptée par la plupart des Inuit : « Je nous vois bien devoir tout apprendre à nouveau, à propos des conditions de la banquise au printemps, au début de l'automne ou en hiver [...]. Je crois que nous allons devoir comme, nous former à nouveau sur comment se déplacer et quand se déplacer[...]. »⁷ (Pearce *et alii*, 2010 : 172).

Ces propos réaffirment le point de vue inuit selon lequel le savoir est un processus, qui jamais ne s'arrête. A travers les expériences, auxquelles les Inuit portent une attention particulière, chacun apprend toute sa vie. C'est une évidence dira-t-on. Certes. Mais que les Inuit la soulignent, alors que d'autres trop vite l'oublient, témoigne de leur conscience aiguë du fait que le savoir n'est jamais acquis mais toujours en cours d'acquisition. Le savoir est lui aussi en mouvement, sa composition change en fonction des contextes et l'on ne sait jamais rien dans l'absolu, car l'idée même d'absolu n'a pas de sens. Une telle conception du savoir participe à la capacité d'adaptation des Inuit aux changements, qu'ils soient climatiques ou autres. Leur attitude face à la transformation de données considérées connues ne peut être celle d'un repli rigide sur ce que l'on sait, puisque de ce que l'on sait c'est justement, et fondamentalement, que tout est toujours susceptible de changer.

La nécessité de toujours réacquérir le savoir sur le territoire favorise aussi d'une grande ouverture aux nouvelles technologies, à toutes les époques. Aujourd'hui, le savoir géographique inuit intègre ainsi des outils aussi complexes que les images satellites régulièrement actualisées en ligne – qui permettent de voir où se trouvent la banquise solide ou les glaces dérivantes – et les bulletins météorologiques spécialisés. Et le GPS, sur lequel chacun doit rentrer ses propres points sur des « cartes » qui sont, hors du carroyage des latitudes et longitudes, de grands écrans « vides » faute de routes et d'habitations permanentes notables, est dans la poche intérieure – bien au chaud – de presque tous les chasseurs.

Cette vitalité interne des savoirs géographiques, favorisée par des changements auxquels il importe de s'adapter si l'on ne veut pas vivre reclus à l'année longue dans des villages où l'omniprésence des voisins pèse sur chacun, se double de leur reconnaissance accrue à l'extérieur du monde inuit. Les changements climatiques attirent en arctique un nombre de

6 - Le principe est celui du « *fly in / fly out camp* » qui foctionne en autonomie totale, les employés étant logés sur place le temps d'une rotation - en général trois semaines pendant lesquelles ils travaillent 10 à 12h/jour avec un ou deux jours de repos maximum - à l'issue de laquelle ils rentrent chez-eux pour passer en famille 7 à 10 jours de vacances avant la rotation suivante.

7 - « I could see us having to learn all over again about the ice conditions in the spring time, the ice conditions in the early fall or winter (...). I think we're going to have to be like educated all over again on how to travel or when to travel (...). » (traduction libre)

plus en plus important de chercheurs universitaires, travaillant dans des champs aussi variés que la climatologie, la biologie, la zoologie, la géologie, la glaciologie, et la géographie bien sûr. À ces scientifiques avides d'observations sur le long terme et à l'année longue, de mesures et de données, les Inuit offrent la finesse de connaissances fondées sur une observation attentive et répétée, et toujours soucieuse des relations entre les phénomènes et entre les êtres, qui sont l'essence même d'*avativut* – « ce qui nous environne ». D'abord considérés comme de simples « informateurs » dont il importait de confronter les dires avec des mesures obtenues selon des méthodes scientifiquement validées et avec des instruments produits par la technologie occidentale, ils sont progressivement en train de devenir, depuis quelques années, de véritables partenaires de recherche, dont le savoir peut être reçu comme tel sans devoir nécessairement être validé par une autre source. Le partenariat est d'autant plus fructueux que, sur le terrain, c'est bien à un véritable échange de connaissances que l'on assiste : si les scientifiques s'ouvrent de plus en plus au savoir des Inuit, ces derniers sont très intéressés par ce qu'ils peuvent apprendre des premiers, qui viendra enrichir leur propre savoir – qu'il importe, nous l'avons vu, d'accroître et de réviser sans relâche.

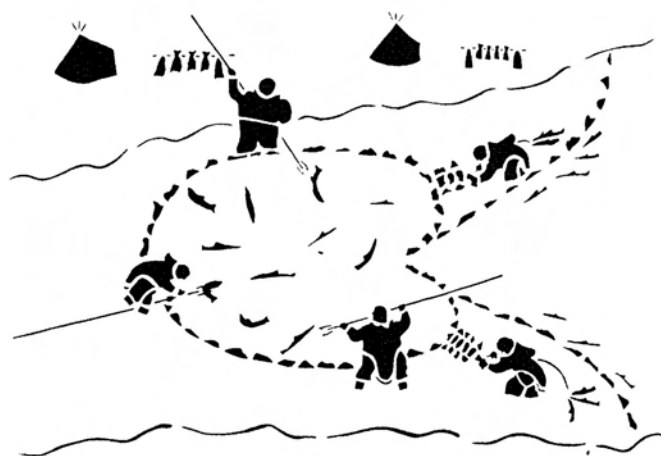
Au-delà de l'importance intrinsèque de la reconnaissance de leurs savoirs par les scientifiques, celle-ci participe à la reconstruction d'une représentation positive d'eux-mêmes, représentation mise à mal par des décennies – trois siècles au Groenland – de colonisation en Arctique inuit. On touche ici au domaine politique, où là aussi les changements climatiques peuvent être considérés comme une opportunité à saisir pour les Inuit. Le réchauffement tant redouté de la planète place en effet l'arctique dans une position particulière, en raison de l'intensité des changements qui y sont observés depuis une vingtaine d'années et des conséquences planétaires qu'une atténuation du froid dans ce « grand frigo » pourrait avoir. Tous les regards se tournent aujourd'hui vers les régions polaires, et leurs habitants. Et même si les ours blancs tiennent la vedette, les Inuit savent se faire entendre – et de mieux en mieux. En prenant la parole, y compris lorsque c'est pour se camper en victimes, ils se taillent une place dans le concert des nations et affirment leur existence en tant que peuple, que peuple autochtone ayant su garder vivants sa culture et son point de vue propre en dépit des apports extérieurs, on serait même tenté de dire « en travaillant avec eux ». Le changement climatique devient alors un formidable tremplin pour la promotion de l'identité inuit, aux yeux du monde mais aussi, et peut-être surtout, à leurs propres yeux. L'assurance ainsi gagnée devient alors un atout fort dans les négociations avec les États de tutelle, que ce soit afin d'obtenir une autonomie accrue, au Canada par exemple, ou l'indépendance totale à laquelle se prépare aujourd'hui le Groenland.

Conclusion

Autrefois phénomène rarissime, l'orage gronde désormais de plus en plus souvent en arctique. Rivés à leurs fenêtres, les Inuit fascinés regardent les éclairs déchirer le ciel et écoutent le tonnerre éclater dans le vent. C'est avec cette force là qu'il faut construire la relation qui assurera aux futures générations les conditions d'une vie pouvant s'épanouir. L'arctique, même avec quelques degrés de plus, restera un milieu exigeant - mais riche pour ceux qui posséderont le savoir idoine. C'est l'élaboration de ce savoir, adapté à un monde recomposé, qui est à l'œuvre aujourd'hui dans le monde inuit.

BIBLIOGRAPHIE

- COLLECTIF D'AUTEURS, 2010, « *Avativut* – « ce qui nous environne » : l'environnement vivant, proche et lointain », in M. Griselin (dir.), *Projet de recherche 2011-2012*, GDR 3062 – Mutations polaires, CNRS – document non publié.
- COLLIGNON B. ET THERRIEN M. (dir.), 2009, *Orality in the 21st century : Inuit discourse and practices*, *Proceedings of the 15th Inuit Studies Conference*, Paris, INALCO, <http://inuitoralityconference.com>
- COLLIGNON B., 2005, « Mutations socio-spatiales dans l'arctique central canadien », in André M.-F. (dir.), *Le Monde polaire. Mutations et transitions*, Paris, Ellipses, p. 153-165.
- COLLIGNON B., 2003, « Quelle géographie pour le territoire inuit ? », in Huret P. (dir.), *Les Inuit de l'Arctique canadien*, Québec, CIDEF-AFI (U. Laval), p. 35-48.
- COLLIGNON B., 1996, *Les Inuit – ce qu'ils savent du territoire*, Paris, L'Harmattan, coll. Espaces et cultures.
- DOWSLEY M. et alii, 2010, « Should we turn the tent? » « Inuit women and climate change », *Etudes Inuit Studies*, n° thématique « Les Inuit et le changement climatique », 34(1), p. 151-165.
- FIENNUP-RIORDAN A., 2010, Yup'ik perspectives on climate change : « The world is following its people », *Etudes Inuit Studies*, n° thématique « Les Inuit et le changement climatique », 34(1), p. 55-70.
- FORD J. D. et alii, 2006, « Vulnerability to climate change in Igloolik, Nunavut : What we can learn from the past and present? », *Polar Record*, 42(1) : 127-138.
- ISSD, 2000, *Sila Alangotok - Inuit observations on climate change*. Winnipeg, International Institute for Sustainable Development (IISD), film documentaire, 42'.
- KRUPNIK I. et JOLLY D. (dir.), 2002, *The earth is faster now : Indigenous observations of arctic environmental change*, Fairbanks, Arctic Research Consortium of the United States.
- KUNUK Z. et MAURO I., 2010, *Qapirangajuk - Inuit Knowledge and Climate Change*, Igloolik (Nunavut), Igloolik Isuma Productions and Kunuk & Cohn Productions, film documentaire, 54'. (<http://isuma.tv/hi/fr/inuit-knowledge-and-climate-change>).
- NICKELS S., FURGAL C., BUELL M. et MOQUIN H., 2006, *Unikkaaqatigiit (Putting a human face on climate change). Perspectives from Inuit in Canada*, Ottawa, Inuit Tapiriit Kanatami, Nasivvik Centre for Inuit Health and Changing Environments (U. Laval) et Ajunnginiq Centre (National Aboriginal Health Organization).
- NUTTALL M., 2008, « Climate change and the warming politics of autonomy in Greenland », *Indigenous Affairs*, 1-2 : 44-51.
- PEARCE T. et BARRY S. et alii, 2010, « Inuit vulnerability and adaptive capacity to climate change in Ulukhaktok, Northwest Territories, Canada », *Polar Record*, 46(2) : 157-177.
- PETTENGER M. E. (dir.), 2007, *The Social Construction of Climate Change : power, knowledge, norms, discourses*, Aldershot, Ashgate.
- RIEWE R. et OAKES J. (dir.), 2006, *Climate change : Linking traditional and scientific knowledge*, Winnipeg, Aboriginal Issues Press.
- STUCKENBERGER N. (dir.), 2010, *Etudes Inuit Studies*, n° thématique « Les Inuit et le changement climatique », 34(1).
- THERRIEN M., 2005, « Corps inuit, espace géographique et cosmologique », in André M.-F. (dir.), *Le Monde polaire. Mutations et transitions*, Paris, Ellipses, p. 39-52.
- THERRIEN M., 2002, « Ce que précise la langue inuit au sujet de la remémoration », *Anthropologie et Sociétés*, 26 (2-3), p. 117-135.
- UNESCO, 2009, *Climate change and Arctic sustainable development : Scientific, social, cultural and educational challenges*, Paris, UNESCO.



Victor Ekootak, ca 1966

Partie 7

**Institutions et encadrement
de la discipline**

À côté des articles de synthèse et de prise de position consacrés à des grandes questions, approches ou théories en géographie humaine et présentés dans la première partie de ce volume, j'ai aussi réalisé plusieurs travaux sur les effets des logiques institutionnelles et d'encadrements sur la discipline, car on ne peut vraiment comprendre les diverses propositions du savoir géographique scientifique si l'on ignore les contextes dans lesquels elles s'élaborent. Les leçons de Michel Foucault en la matière ne peuvent être ignorées.

Mon intérêt pour ces questions remonte à mon année de DEA (1989-1990), où avec François Moriconi et Anne Frémont-Vanacore nous avons décortiqué plusieurs éditions du *Répertoire des géographes français* afin de dresser le tableau de leurs centres d'intérêt, puis tenté d'expliquer les tropismes qui se dégageaient nettement. Par exemple, pourquoi tant de Bordelais travaillaient-ils sur l'Outre-mer ?, pourquoi moins de 30 géographes français travaillaient-ils sur le Canada et les Etats-Unis, dont 19 sur le Québec ? (Collignon, Moriconi et Vanacore, 1993, voir liste des publications dans le volume 2 de ce dossier). Etude simple, mais qui avait suscité une curiosité pour les effets de contexte et pour les institutions que mes expériences du monde académique à l'étranger (Canada et Italie bien sûr, mais aussi, plus ponctuellement, Suisse, Etats-Unis et Mexique) n'ont cessé d'attiser depuis.

Les textes rassemblés dans cette partie donnent un aperçu de mes analyses en la matière. La première et la plus approfondie s'attache aux Congrès et Commissions de l'UGI, dans le cadre d'un projet collectif de mon équipe de recherche (EHGO - Epistémologie et histoire de la géographie) consacré à l'histoire de cette institution.

J'ai choisi de faire figurer ensuite deux publications (correspondant à trois textes, dont un collectif – la référence 37) que l'on peut lire en miroir. La première présente les grandes caractéristiques de la géographie française aux géographes italiens. Il s'agissait, lors du Congrès annuel des géographes italiens de 2004, de présenter plusieurs situations étrangères proches (à mes côtés, Ola Söderström présentait la situation en Suisse et Claudio Minca la situation en Grande-Bretagne) afin de mettre en perspective la situation italienne. Cet article est donc le fruit d'un exercice de décentrement où je m'efforce de considérer la géographie académique française d'un point de vue non pas globalement extérieur (ce fameux point de vue neutre dont on a démontré l'impossibilité) mais italien, afin de faire ressortir au mieux les différences les plus fortes et les plus grandes bizarreries de notre système. Je rejoue en quelque sorte, mais beaucoup moins bien, les *Lettres persanes*.

Les deux textes suivants sont le résultat d'un exercice presque inverse. Ecrits à l'attention d'étudiants français partant étudier à l'étranger, dans le cadre du programme Erasmus par exemple, il s'agissait de présenter l'université et la géographie italienne, dans laquelle j'étais immergée depuis déjà quatre ans au moment de cette rédaction. Le principe retenu pour l'ensemble de l'ouvrage (qui traite de ces questions pour 6 pays, dont la France, et trois disciplines – l'histoire, la sociologie et la géographie) était de s'efforcer de présenter chaque système dans sa logique interne et d'éviter les comparaisons avec l'université française, afin d'éviter de lui conférer un statut de système de référence. La publication d'une traduction anglaise de cet ouvrage, en 2011, témoigne de notre réussite collective en la matière. Outre l'intérêt intrinsèque du projet, il m'a permis, en me forçant

à expliciter pratiques et principes de l'université italienne, de bien mieux les comprendre moi-même, qui les avais découverts “sur le tas” au fur et à mesure des demandes de mes étudiants, de mes collègues et de l'administration. Je suis immensément redevable à mon collègue Stefano Torresani, qui assurait avec un dévouement remarquable le suivi pédagogique de la Licence puis du Master, pour ses patientes explications et réponses à toutes mes questions lors de la rédaction de ces deux chapitres.

Bien que ne figurant pas ici, le travail collectif autour des tendances contemporaines des géographies anglophones, réalisé entre 1999 et 2001 et repris depuis l'été 2011 en vue de la publication de l'*opus 2* sous la houlette de Claire Hancock, avec Christine Chivallon, Bernard Debarbieux Isabelle Généau de la Marlière et Jean-François Staszak, s'inscrit aussi dans cette recherche au long cours sur les institutions et les modalités d'encadrement de la discipline.

Textes retenus - Table

- [35] 1996, « Livre II : Congrès et commissions. Dynamiques scientifiques et organisation du champ », in Robic M.-C., et Briand A.-M. et Rössler M. (dir.), *Géographes face au monde - L'Union Géographique Internationale et les Congrès géographiques internationaux*, Paris, L'Harmattan, p. 83-146. 565
- [36] 2007, « L'esperienza francese », in Di Blasi A. (dir.), *Geografia. Dialogo tra generazione. Atti del XXIX Congresso Geografico Italiano (Palermo settembre 2004)*, Bologna, Pàtron, p. 77-79. 631
 « Quelques notes sur la géographie française à l'aube du 21e siècle », version originale du texte traduit. 636
- [37] 2007, « Le système universitaire en Italie », avec V. Toneatto, M. Balas, E. Polizzi, in Krichewsky L., Milhaud O., Pettinaroli L. et Scott M. (dir.), *Guide de l'étudiant européen en sciences sociales*, Paris, Belin, p. 222-233. 643
- et, dans le même ouvrage,
- [38] 2007, « La géographie en Italie », p. 242-249. 663
- .

Sous la direction de
Marie-Claire ROBIC
et
Anne-Marie BRIEND, Mechtild RÖSSLER

Présentation de Philippe Pinchemel

GÉOGRAPHES FACE AU MONDE

Histoire des Sciences Humaines

L'Harmattan

GÉOGRAPHES FACE AU MONDE.

L'UNION GÉOGRAPHIQUE INTERNATIONALE ET
LES CONGRÈS INTERNATIONAUX DE GÉOGRAPHIE

GEOGRAPHERS AND THE WORLD.

THE INTERNATIONAL GEOGRAPHICAL UNION AND
THE INTERNATIONAL GEOGRAPHICAL CONGRESSES

Le premier Congrès international de géographie s'est tenu à Anvers en 1871. Création des Académies des sciences des pays vainqueurs, l'Union géographique internationale (UGI) est née un demi-siècle plus tard, le 27 juillet 1922, dans le contexte tendu de l'après-Première Guerre mondiale.

- Que représente le projet d'une organisation scientifique *internationale* : comment a-t-elle pris le relais des congrès de géographie organisés au XIX^e siècle par les Sociétés de géographie ? comment l'UGI fonctionne-t-elle, qui y est effectivement représenté ?
- Quelle a été la *dynamique* scientifique de l'UGI, à travers ses Congrès et ses Commissions : a-t-elle su impulser la recherche géographique, organiser dans la durée des coopérations scientifiques, innover en matière théorique ou technique ?
- Comment a-t-elle affronté les grandes tensions du XX^e siècle ? La maxime d'un Président de l'UGI : *Let's face the World !* s'applique-t-elle à l'engagement de l'Union dans les problèmes du monde ?

Par un appel à des « Grands témoins » et par des analyses originales de 125 ans d'activité, cet ouvrage étudie l'implication des géographes dans les enjeux internationaux du XX^e siècle, la dynamique interne de l'UGI et son rôle scientifique propre. Cette monographie du « *tout petit monde* » d'une organisation scientifique internationale permettra à d'autres spécialistes de confronter l'exemple de la géographie à leur propre microcosme.

Par des « Grands témoins »

Louis-Edmond HAMELIN, Chauncy D. HARRIS, Jerzy KOSTROWICKI,
Walther MANSHARD, Michel PHILIPPONNEAU

et par

Anne-Marie BRIEND, Béatrice COLLIGNON, Marie-Claire ROBIC,
Mechtild RÖSSLER, Dominique VOLLE.

Présentation de Philippe PINCHEMEL

Photo de couverture : Annie MALLET



ISBN : 2-7384-4573-X

Histoire des Sciences Humaines

Collection dirigée par Claude Blanckaert et Laurent Mucchielli

Géographes face au monde.
L'Union géographique internationale et les Congrès internationaux de géographie

Sommaire

Présentation (Philippe Pinchemel)

Introduction générale (Jean-François Staszak)

Livre I. Une organisation internationale

Chapitre 1. La naissance de l'Union géographique internationale (Marie-Claire Robic)

Chapitre 2. La carte des Etats : vers une couverture du monde ? (Dominique Wolle)

Chapitre 3. L'universalité et ses limites (Dominique Wolle)

Livre II. Congrès et commissions. Dynamiques scientifiques et organisation du champ

Chapitre 4. Congrès et conférences régionales (Béatrice Collignon)

Chapitre 5. Les commissions, « l'organe le plus important de l'UGI » (Béatrice Collignon)

Livre III. Face au monde. Une organisation en action

Chapitre 6. Les vœux des premiers Congrès : dresser la carte du monde (Marie-Claire Robic)

Chapitre 7. Résolutions et irrésolutions d'une Cité scientifique : l'entre-deux-guerres (Marie-Claire Robic)

Chapitre 8. L'investissement cartographique des années trente. Cartographie thématique et nationalismes (Marie-Claire Robic)

Chapitre 9. L'UGI, enjeu des relations internationales dans la première moitié du XXe siècle (Marie-Claire Robic et Mechtild Rössler)

Chapitre 10. Double bind and global change : the IGU between ISSC and ICSU (Mechtild Rössler)

Chapitre 11. From the Ladies' program to the feminist session (Mechtild Rössler)

Livre IV. Un demi-siècle de géographie. Témoignages et témoins

Chapitre 12. La Commission de géographie appliquée et le développement des applications de la géographie (Michel Phlipponneau)

Chapitre 13. L'internationalité de l'UGI au milieu du XXe siècle (Louis-Edmond Hamelin)

Chapitre 14. International Geographical Congresses. Some personal impressions (Jerzy Kostrowicki)

Chapitre 15. « On political issues ». Chauncy Harris interviewed by Mechtild Rössler

Chapitre 16. « International experiences ». Walther Manshard interviewed by Mechtild Rössler

Livre V. Archives et Bibliographie de l'UGI

Chapitre 17. Archives of the IGU (Mechtild Rössler)

Chapitre 18. Bibliographie : les publications de l'UGI (Anne-Marie Briend)

L'histoire de la communauté géographique internationale est liée à celle des congrès, dont la tenue – à partir de 1871 – accompagne la formation. Aussi ces réunions occupent-elles un rôle central dans l'histoire de l'UGI. Elles donnent aux géographes une double visibilité : d'un point de vue interne, où elles permettent à la communauté de mesurer sa taille et son dynamisme ; d'un point de vue externe, où elles témoignent de l'existence et du dynamisme de la géographie, notamment auprès des autres disciplines scientifiques. Cependant, les congrès ne sont que des manifestations ponctuelles qui, pour fondamentales qu'elles soient, ne peuvent suffire à assurer les échanges et la coopération entre géographes. Ce rôle essentiel incombe aux commissions, qui apparaissent en 1891, après vingt ans de rencontres internationales plus ou moins régulières. Congrès et commissions sont ainsi, conjointement, l'expression de l'activité scientifique de l'UGI. « *Organiser des congrès internationaux et des commissions qui en dépendent* », tel est le troisième de ses objectifs, ainsi formulé dans ses statuts de 1922.

Longtemps pourtant, les congrès concentrent l'essentiel de l'attention de l'UGI et de ses membres. Ces manifestations sont dès l'origine de lourdes machines, qui ne cessent de se compliquer avec le temps. L'organisation d'un congrès mobilise souvent pour plusieurs années nombre de géographes du pays hôte et influence ainsi, au moins pour un temps, leur activité scientifique. Par nature, ils se veulent ouverts aux interventions les plus diverses, qui reflètent le dynamisme de la discipline. Il en résulte une dispersion croissante des thèmes abordés dans des communications toujours plus nombreuses, au risque d'une perte de sens global et d'une érosion de l'intérêt de participants submergés par des programmes trop hétéroclites. Les symposia des commissions, qui se tiennent en même temps que les congrès à partir de 1952, tendent alors à supplanter les sessions des sections.

INTRODUCTION

Les conférences régionales apparaissent dans les années cinquante et cherchent à remédier aux problèmes engendrés par le gigantisme des congrès en réunissant sur un mode plus intimiste des géographes travaillant sur une région spécifique. La priorité y est donnée aux régions marginales, du point de vue économique (Tiers Monde), politique (pays du bloc communiste) ou géographique (périphéries continentales). À l'heure des décolonisations, ces rencontres particulières sont destinées à promouvoir la formation de nouvelles communautés scientifiques autonomes. En dépit de ces intentions, les conférences régionales sont rapidement frappées par une explosion numérique et une complexification de leur déroulement et tendent ainsi à devenir des congrès-bis au rayonnement mondial.

Au-delà des échanges scientifiques, congrès et conférences régionales sont aussi l'occasion pour leurs participants de constituer des réseaux qui leur sont précieux dans la conduite de leurs recherches. Les manifestations mondaines qui accompagnent les congrès, mais aussi les excursions de plusieurs jours, jouent un rôle majeur dans la création et l'entretien de ces liens informels.

La mise en route des commissions est laborieuse et leur rôle reste longtemps discret. La politique des congressistes puis de l'UGI à leur égard est fluctuante, mais le principe même de leur existence est toujours défendu. Cependant, on ne leur porte pendant longtemps qu'une faible attention, les congrès mobilisant toutes les énergies. Ceci se retrouve d'ailleurs dans les rares travaux consacrés à l'histoire de l'UGI : une place très importante est toujours réservée aux congrès, alors que les commissions ne sont le plus souvent qu'à peine mentionnées¹. Pourtant, les commissions sont bien le pilier central de l'UGI, son « *organe le plus important* »², car elles assurent la continuité du travail scientifique. Souvent flou, celui-ci tend à s'organiser de façon plus rigoureuse à partir des années soixante. La fin de cette décennie est marquée par la création des groupes de travail, sortes de mini-commissions qui fonctionnent de la même façon mais avec moins de moyens. Leur apparition témoigne du souci d'élargir le champ des recherches menées sous l'égide de l'UGI.

Chargées de développer une collaboration internationale des géographes sur des programmes de recherche précis, les commissions semblent plus portées à diffuser des problématiques déjà établies qu'à en promouvoir de nouvelles. Elles sont ainsi peut-être plus des diffuseurs que des moteurs de la

1. Les analyses étant rares, celles que l'on trouve dans l'ouvrage collectif de 1972 consacré à l'histoire des congrès internationaux (Pinchemel, 1972a) n'en

ont que plus d'intérêt : cf. les articles de P. Birot, P. Claval, J. Schneider.

2. C'est sur cette affirmation que s'ouvre l'éditorial du *Bulletin* de l'UGI en 1960.

INTRODUCTION

recherche en géographie. Sur le plan méthodologique cependant, elles sont plus souvent à la pointe des innovations.

À travers l'analyse des évolutions des congrès et des commissions, ce sont les dynamiques du champ scientifique que l'on repère. L'histoire que l'on peut écrire est celle de la géographie « officielle » : celle reconnue et soutenue par la communauté géographique internationale telle qu'elle se rassemble au sein de l'UGI, où les géographies nationales sont représentées par leurs comités nationaux.

CHAPITRE 4

CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

CONGRESSES AND REGIONAL CONFERENCES

1. LES CONGRÈS : LE CŒUR DE L'UGI

À l'origine des échanges internationaux, les congrès sont le cœur de l'UGI. Ces rendez-vous, qui deviennent réguliers à partir de 1891¹, rythment la vie de la communauté des géographes, surtout jusque dans les années cinquante, alors que les occasions de rencontres au niveau international sont encore rares. Par la suite, la multiplication des colloques et l'amélioration des moyens de communication – notamment à partir des années quatre-vingt, grâce au développement considérable de la télématique – tend à banaliser les congrès de l'UGI, qui demeurent cependant des événements importants.

DES MANIFESTATIONS À L'ÉCHELLE DU MONDE ?

Alors que les congrès sont perçus par les géographes comme le cœur de l'UGI, il convient de mesurer leur rayonnement.

Jusqu'en 1891 (Berne), les congrès se tiennent irrégulièrement, au gré des invitations lancées par telle ou telle société de géographie, souvent à l'occasion d'un événement national particulier. En général, les propositions se font lors d'un congrès pour le suivant, mais ce n'est pas toujours le cas, de sorte que les intervalles sont parfois longs entre deux rencontres. À partir de 1904 en revanche, le principe est bien ancré : les sociétés de géographie qui désirent accueillir leurs collègues lors du prochain rendez-vous présentent leurs propositions à l'assemblée des congressistes, qui se sépare en ayant fixé le lieu et la date de la prochaine réunion. On entre ainsi dans une nouvelle phase. Après la première guerre mondiale et la création de l'UGI, les congrès,

1. Entre trois et cinq ans d'intervalle entre deux congrès, telle est la fourchette adoptée

alors. A partir de 1934, on opte pour une périodicité de quatre ans.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

comme l'ensemble des activités de la communauté géographique internationale, bénéficient d'un meilleur suivi.

De l'Europe au monde : une réelle ouverture à partir de 1949

Nés en Europe occidentale, les congrès ont du mal à sortir de cet espace, dans lequel ils restent pratiquement repliés jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale (figure 15). Cela n'a rien d'étonnant, dans la mesure où les congrès sont jusqu'en 1922 étroitement liés aux sociétés de géographie, qui sont un phénomène très européen, avec quelques prolongements en Amérique. De plus, parce que l'organisation de ces rencontres est souvent marquée par un certain flottement dans les premières décennies, l'initiative revient souvent aux réseaux déjà constitués, et ceux-ci sont européens : cercles militaires et diplomatiques notamment.

À Anvers, à la fin du premier congrès, le comité central est chargé de prévoir une seconde réunion et accepte la proposition que la Société de géographie de Paris lui fait quelques mois plus tard pour 1875². Devant le succès de cette deuxième rencontre l'on songe après coup à poursuivre l'expérience et c'est le président de la Société de géographie de Paris qui suggère à celui de la Société de géographie italienne d'inviter ses collègues à Venise. La Société de géographie de Paris est décidément l'une des plus impliquées dans l'organisation des congrès, puisque c'est à nouveau elle qui prend l'initiative de tenir un 4^e congrès en 1889, à Paris, après près de dix ans d'interruption de ces rencontres. L'année suivante, la Société reçoit une invitation de l'Union des sociétés de géographie suisses pour que le prochain congrès se passe à Berne en 1891, à l'occasion du septième centenaire de la fondation de la ville. 1891 est une étape importante dans la formation d'une communauté géographique organisée. Outre l'apparition des premières commissions (voir chapitre suivant), on y décide que les congrès doivent se tenir régulièrement (tous les trois à cinq ans) et pour la première fois, les invitations pour la prochaine réunion sont soumises aux congressistes, qui décident où ils se retrouveront avant de se séparer. En dépit de l'insistance des Hongrois, c'est Londres qui est retenue, pour 1895. Là, les congressistes doivent à nouveau trancher, entre Washington et Berlin cette fois. Cette dernière l'emporte, semble-t-il parce que l'on tient à rendre hommage à une géographie allemande alors très dynamique, voire dominante. La mise en avant de tels arguments pour justifier leur choix illustre le souci constant des organisateurs de faire des congrès, d'abord, des événements scientifiques. En

2. Pour le détail des conditions d'organisation des premiers congrès, voir en particulier H. Leconte, 1959.

BÉATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

1899, le congrès s'achève sans que rien n'ait été décidé pour le prochain rendez-vous. La Société de géographie de Washington s'associe à d'autres sociétés de géographie américaines pour réitérer son invitation de 1895, qui est acceptée pour 1904. Dès la séance d'ouverture de ce congrès, la Société de géographie de Genève invite les congressistes à se réunir dans sa ville en 1908, pour fêter son cinquantenaire. Le système se rode, les invitations sont préparées à l'avance et la concurrence amicale entre plusieurs pays témoigne du succès des congrès. En 1908, à Genève, jusqu'à cinq propositions sont examinées (Brisbane, Budapest, Dresde, Lisbonne, Rome), c'est Rome qui emporte la décision.

Dans cette première période, mise à part une incursion américaine, les choix des lieux des congrès traduisent un certain manque d'ouverture. En dépit des invitations répétées de pays d'Europe centrale, on se limite au vieux cœur économique et culturel de l'Europe médiane, entre Italie (du Nord surtout, Venise est d'ailleurs sollicitée avant Rome) et Angleterre. Péninsule Ibérique, Europe centrale et de l'Est sont laissées à l'écart. Ce phénomène se poursuit dans l'entre-deux-guerres³, où les congrès ne sortent qu'une fois d'Europe pour se tenir au Caire, soit une destination encore très européenne en fait, compte tenu des caractères de la vie économique et surtout intellectuelle de la société cairote de l'époque. On note également une légère ouverture sur l'Europe de l'Est lorsque le congrès se tient à Varsovie en 1934.

Cette localisation privilégiée des rencontres dans le vieux continent n'est pas seulement signe de repli. Elle est aussi, simplement, une conséquence de la domination numérique des Européens dans la communauté géographique internationale de l'époque. Il est évidemment plus simple de tenir les réunions chez eux. En dehors de l'Europe, l'Amérique du Nord constitue certes un pôle actif, mais minoritaire et éloigné, de sorte que s'y rendre est à la fois long, coûteux et un peu compliqué. Les géographies d'Extrême Orient sont quant à elles très peu connues et les relations sont pratiquement inexistantes⁴. Les congrès ont ainsi une dimension internationale réelle, mais qui se limite à l'Occident.

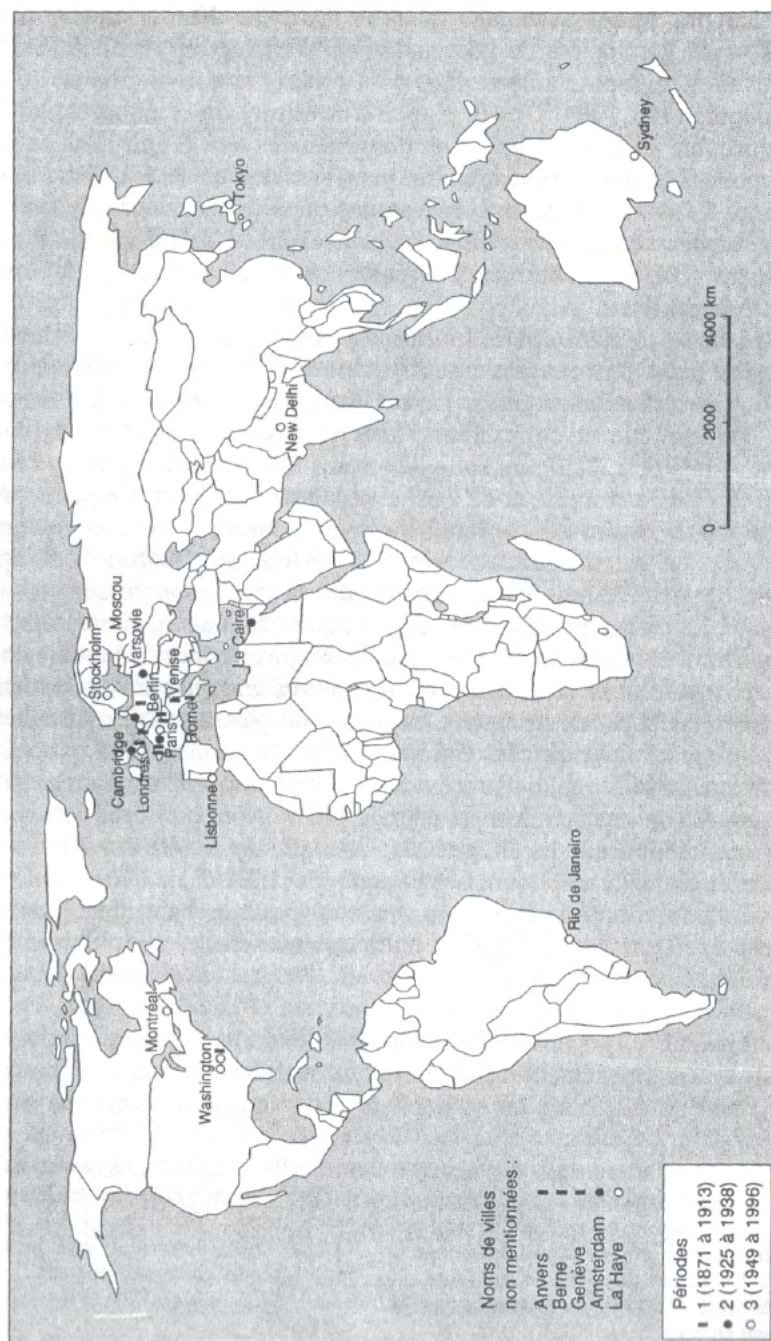
En revanche, après la Seconde Guerre mondiale, l'UGI s'ouvre au monde et marque l'élargissement de ses horizons et de ses reconnaissances par une diversification des lieux où se tiennent les congrès. Il semble se mettre en

3. A partir de 1925, les congrès sont organisés par un comité local, placé sous l'égide de l'UGI, dont le comité exécutif n'intervient pas directement dans l'organisation des congrès. Depuis les statuts de 1949, le président du congrès n'est d'ailleurs normalement pas le président en exercice de l'UGI.

4. L'influence de la géographie occidentale sur la géographie japonaise est pourtant alors assez forte (Takeuchi, 1994) mais les Occidentaux, dans leur grande majorité, ignorent leurs collègues japonais.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

FIGURE 15 - VILLES HÔTES DES CONGRÈS (1871-1996)



Sources : *Bulletin de l'Union Géographique Internationale*, années 1950 à 1995
La géographie à travers un siècle de Congrès internationaux, 1972

BÉATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

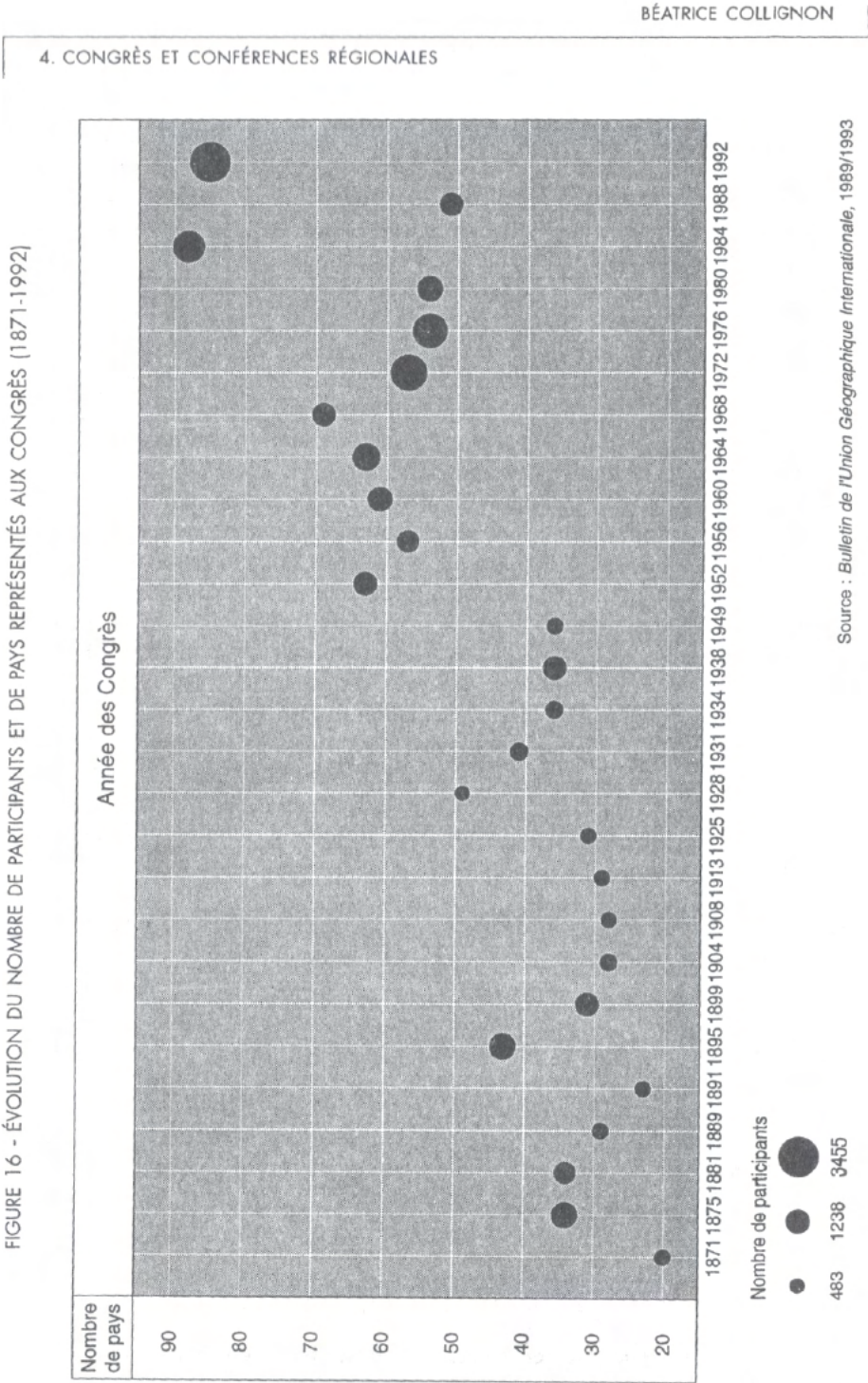
place une règle – informelle sans aucun doute – d'alternance : un congrès sur deux se tient en Europe. Celle-ci s'élargit, ses marges sont bien représentées : Lisbonne (1949), Stockholm (1960), puis Moscou (1976, mais choisie en fonction de considérations plus politiques que géographiques) compensent en quelque sorte les retours périodiques au vieux cœur : Londres (1964), Paris (1984) et La Haye (1996). Une place plus large est accordée au Tiers Monde, qui reçoit deux congrès : Rio de Janeiro (1956) et New Delhi (1968). Les pays neufs de la sphère occidentale sont visités à plusieurs reprises : Washington (1952 et 1992), Montréal (1972) et Sydney (1988). Washington est la seule ville (et les États-Unis le seul pays) qui reçoit par deux fois le congrès dans cette période, expression d'une domination qui ne se limite pas aux domaines politiques et économiques.

Le Japon, membre fondateur de l'UGI en 1922, ne voit son activité géographique vraiment reconnue que lentement et tardivement, en dépit d'une présence précoce au comité exécutif. Après la conférence régionale de 1957 (voir *infra*), quelques Japonais président des commissions ou des groupes de travail à partir de 1968, mais leur représentation y demeure sporadique (voir figure 26a, chapitre 5). La reconnaissance n'est totale qu'en 1980, lorsque Tokyo accueille le congrès. En revanche, les pays les plus pauvres restent en dehors du circuit des congrès. L'Afrique n'en accueille pas un seul de 1949 à 1996 et l'Amérique du Sud comme l'Asie en développement n'en reçoivent qu'une chacune. Force est de reconnaître que la géographie universitaire y est souvent peu présente et les incursions dans le Tiers Monde – Rio et Delhi – se font justement dans des pays où la géographie est assez forte. On ne peut reprocher aux congrès de ne pas se tenir là où il n'y a pas de comité national de géographie, ou là où les moyens financiers sont trop limités pour organiser une manifestation aussi coûteuse⁵.

Un succès immédiat et croissant

Les congrès ont d'emblée connu un grand succès. Jusqu'à la fin des années vingt, la composition socio-professionnelle des participants est très variée : militaires, diplomates et ingénieurs se mêlent aux professeurs, dont une infime partie occupe des chaires de géographie (Dubois, 1972a). Ceci reflète bien la situation de la géographie de l'époque, où la pratique occupe une place plus importante que la recherche fondamentale. Par la suite, les géographes universitaires sont de plus en plus nombreux, pour devenir pratiquement les seuls participants à partir des années cinquante.

5. La charge matérielle que représente l'organisation des congrès a été bien analysée par P. Pinchemel, 1972c.



BÉATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

Dès le second congrès, en 1875, le seuil du millier de participants⁶ est dépassé (1 529). Il faudra attendre 1964 (Londres) pour retrouver pareille foule, avec 1 658 présents. En 1972, à Montréal, la barre des 2 000 est largement franchie (2 922). En 1992, à Washington, la participation est encore plus forte : 3 455 personnes assistent à tout ou partie du congrès.

Si le nombre de participants atteint parfois des sommets inattendus, il est en fait assez stable et augmente plutôt par paliers (figure 16). Dans une première période, de 1871 à la Seconde Guerre mondiale, on oscille entre 500 et 700, avec quelques pics au-dessus du millier. Le nombre de pays représentés est lui aussi assez stable, aux alentours de la trentaine, avec quelques pics (43 en 1875, 49 en 1928) mais aussi quelques creux (23 en 1891). Jusque-là, les voyages demeurent longs et dispendieux et les pics sont liés le plus souvent à une forte participation des géographes du pays d'accueil, qui sont presque toujours majoritaires dans les congrès (Kish, 1972b).

S'il peut paraître modéré en comparaison avec ce que l'on enregistre après la Seconde Guerre mondiale, le nombre de participants est cependant remarquable, compte tenu de la modestie de la communauté géographique de l'époque. Ainsi, en France, il n'y avait en 1920 que 23 enseignants de géographie dans le supérieur (20 professeurs, 2 chargés de cours, 1 assistant) ; en 1940, ils n'étaient encore que 42 (Robic, 1989).

1949 est un congrès de transition. Il demeure très européen, on se remet tout juste de la guerre, l'ouverture viendra après. A partir de 1952 un nouveau seuil est atteint : on passe à une participation qui tourne autour de 1 300 individus, représentant une soixantaine de pays. En 1972 une nouvelle marche est encore franchie, la participation s'accroît, mais connaît davantage d'oscillations. La barre des 2 000 est passée mais l'on repasse en-dessous à deux reprises, en 1980 et en 1988. Il est vrai que ces années-là, le congrès se tient en des lieux très éloignés pour la majorité des géographes, où il reste coûteux de se rendre : Tokyo et Sydney. Ceci explique aisément cette baisse notoire du nombre de participants et, dans une moindre mesure, du nombre de pays représentés. 1992 est l'année de tous les records : 3 455 participants, 85 pays représentés, est-ce une nouvelle étape ou une année exceptionnelle ? Il est encore trop tôt pour le dire. Le congrès de La Haye, au cœur d'une Europe où la géographie reste forte et où l'on se déplace toujours plus facilement, pourrait rencontrer le même succès.

Cependant, cette explosion du nombre de participants est à apprécier à l'aune de l'évolution de la taille de la communauté géographique mondiale. Or, celle-ci connaît aussi une très forte croissance, du fait de la création d'une

6. Les participants sont ici les individus effectivement présents lors du congrès. Les différences sont souvent importantes avec le nombre d'inscrits.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

géographie universitaire dans un grand nombre de pays où elle n'existait pas auparavant (notamment dans le Tiers Monde, en lien avec l'accession à l'indépendance des anciennes colonies) d'une part, et de l'augmentation des effectifs d'étudiants – donc d'enseignants – et du développement d'organismes de recherche d'autre part. Ainsi, en France, on comptait en universités 663 enseignants de géographie en 1983 (Robic, 1989). L'explosion est donc toute relative. Au contraire, la capacité des congrès à réunir l'ensemble de la communauté mondiale des géographes semble se réduire avec le temps.

ORGANISER LES ÉCHANGES SCIENTIFIQUES : VERS UNE COMPLEXIFICATION

Lors des premiers congrès, les échanges prennent la forme de discussions autour de questions élaborées par le comité d'organisation et que certains groupes sont parfois chargés de préparer⁷. Les communications proprement dites n'apparaissent que plus tard et s'affirment comme le moyen privilégié de présentation des recherches et résultats de chacun après la Première Guerre mondiale. Jusqu'en 1949, ce recours aux questions permet, dans une certaine mesure, d'orienter les débats sur quelques thèmes privilégiés (Pumain, 1972b).

Après 1949, les questions se multiplient de façon telle qu'elles touchent à tous les aspects de la géographie⁸, de sorte que le rôle d'orientation des débats qui leur était attribué dans la période précédente disparaît. Apparaît alors la formule des congrès « à thème », mais elle ne s'impose pas. En 1956, au Brésil, les communications sont surtout orientées sur le monde tropical et subtropical, tandis qu'en 1960 à Stockholm la priorité est donnée à celles portant sur les « phénomènes et problèmes propres à la géographie et aux recherches géographiques des pays nordiques ». D'après les programmes préliminaires, le congrès de La Haye (1996) devrait être fortement marqué par le thème choisi : « la terre, la mer, et l'action humaine »⁹.

En dépit de ces efforts pour privilégier un ou quelques aspects de la géographie, les communications présentées dans les congrès sont d'une très grande diversité, couvrant tous les champs de la discipline. L'organisation n'en est que plus compliquée, car il est difficile de donner une cohérence à

7. Il est fréquent de faire appel pour cela aux commissions, une fois celles-ci créées (voir chapitre 6).

8. Au congrès de Londres (1964) par exemple, on dénombre jusqu'à cent-vingt « questions ».

9. En revanche, les titres « Paris-Alpes » (1984) et « la géographie, c'est la décou-

te » (1992) ne renvoient pas à des contenus particuliers. Le premier indique que l'organisation est assumée en collaboration par cinq pays alpins (Autriche, France, Italie, Suisse, République Fédérale d'Allemagne) tandis que le second n'est qu'un clin d'œil au cinquième centenaire de la découverte de l'Amérique.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCE RÉGIONALES

l'ensemble. Celle-ci passe par la définition de sections, dans lesquelles sont réparties les communications en fonction de leur contenu. La pertinence de ces cadres est cependant souvent remise en question par les participants. Au fil des décennies, les congrès changent de nature et tendent à se transformer dans les années quatre-vingt-dix en une sorte d'états généraux des commissions.

les sections : une évolution à l'image de celle de la géographie

Dès le premier congrès, à Anvers, les interventions sont regroupées dans des sections (quatre en 1871) en fonction de leur contenu¹⁰. Ce système se maintient jusqu'en 1992 (figure 17). Au gré des congrès, le nombre des sections varie assez fortement, mais dans une fourchette établie dès la première période : entre quatre et quatorze (1908), record jamais égalé ensuite. Alors que l'entre-deux-guerres est marqué par une volonté de resserrement sur quelques thèmes très larges – géographie physique, géographie humaine, mathématiques ou cartographie, géographie historique, enseignement de la géographie – on assiste à un éclatement à partir de 1949, où le nombre de sections tourne souvent autour de douze-treize. Cette nouvelle tendance est en fait sensible dès 1938, où la « géographie humaine » éclate en trois sections distinctes : « géographie humaine », « géographie économique », « géographie coloniale », tandis que l'océanographie est détachée de la section « géographie physique ».

Ces mouvements renvoient à l'évolution de la géographie elle-même. Très éclatée au tournant du siècle, elle tend à se constituer en discipline universitaire en concentrant ses analyses sur quelques branches principales dans l'entre-deux-guerres, où une grande importance est accordée à la cohérence de l'ensemble. En revanche, à partir des années cinquante, on assiste à une diversification du champ investi par les études géographiques, que reflète la multiplication du nombre de sections. Dans cette dernière période, quelques congrès sont marqués par un souci de recentrage, en réponse à une dispersion qui semble mettre en danger la discipline elle-même : c'est l'époque des interrogations épistémologiques sur l'objet de la géographie et des discussions animées autour de la « crise de la géographie ». Les sections du congrès de 1984 sont l'expression de ces tentatives : les anciennes dénominations (« géographie physique », « géographie humaine », « géographie régionale ») font place à de nouvelles (« milieu naturel », « nature et société », « espace et société », « développement, aménagement

10. L'évolution des sections a été étudiée par D. Pumain (1972c). Les matériaux alors rassemblés et une partie des analyses sont repris ici.

BÉATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

FIGURE 17 - LES SECTIONS D'UN CONGRÈS À L'AUTRE (1871-1992)

1871	Cosmographie		Navigation, Voyages, Météorologie, Statistiques						
1875	G. math., Géodésie, Topo.		Hydrol., G. maritime	G. physique, Météorologie générale, Géologie générale, Botanique, Zoologie					
1881	G. math., Géodésie, Topo.		Hydrol., G. maritime	G. physique, Météorologie générale, Géologie, Botanique, Zoologie					
1889	G. math., Géodésie, Topo., Hydrol.			G. physique, Géologie générale, Zoologie et botanique, Météorologie et climatologie					
1891	Pas de véritables sections								
1895	Géo- désie	Carto., Topo.	Océano., Limno.	Relevés photo.	Spéléo., Structure des montagnes	G. phys.	Morphologie		
1899	G. math., (géo- désie, carto., mesures géophys.)		G. physique (géomorphologie, océanographie, climatologie)					Biogéo.	
1904	Géodésie, Technologie géographique		Océano.	Météo. Magnétisme terrestre		Volcans, Tremb. de terre	Gla- ciers	Relief du sol	Biogéo.
1908	G. math., Carto.		Hydrol., Océano.	Météo.	Climato., Magn.	Vulcan. Séisme	Gla- ciers	G. phys.	G. bio- logique
1913	G. math.	Choro- graphie	G. physique (météorologie, océanographie, hydrologie, g. physique générale, morphologie, sismologie)						Biogéo.
1925	G. math., Géodésie, Carto.		G. physique						G. bio- logique
1928	Mathématique		G. physique						Biologie
1931	Topo., Carto.		G. physique						Biogéo.
1934	Carto.		G. physique						
1938	Carto.		Océano.	G. physique					
1949	Carto.		G. physique						Biogéo.

BÉATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

FIGURE 17 - LES SECTIONS D'UN CONGRÈS À L'AUTRE (1871-1992)(suite)

..... G. économique et politique			Géographie		Ethno.
Anthro- pologie générale	G. économique, Commerce, Statistique		G. hist. et hist. de la g., Ethno., Philologie		Ens. et diffusion de la g.
Explora- tions et voyages g.	G. économique, Commerce, Statistique		Anthropologie, Ethno., Philologie	G. hist. et hist. de la g.	Méthode d'ens. et diffusion de la g.
Voyages et explo- rations	G. économique, Commerce, Statistique		G. anthropo- logique, Ethno., Ling.	G. hist.	G. pédagogique
Pas de véritables sections					
Orthographe des noms					Education
Explo- rations	G. humaine, Ethno.			G. hist.	Méthod., Ens., Biblio., Orth.
Explo- rations	G. économique et hydrologie		Anthropo- géographie	G. hist.	G. éducative
Explo- rations	Règles et no- menclatures	G. éco. et sociale	Anthropologie et ethno.	G. hist.	Ens. de la g.
G. économique			Anthropologie et ethno.	G. hist. et hist. de la g.	Méthod., Didactique
..... G. humaine			Anthropologie et ethno.	Hist. de la g. et g. hist.	
Humaine			Régionale	Historique	
G. humaine				G. hist.	Ens., Biblio.
G. humaine			Paysage g.	G. hist. et préhist., Hist. de la g.	Didactique et méthod. de l'ens.
G. humaine	G. éco.	G. coloniale	Paysage g.	G. hist. et hist. de la g.	Méthod., Didac- tique
G. humaine et éco.		G. de la colonisation		G. hist. et hist. de la g.	Méthod., Ens., Biblio.

BÉATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

FIGURE 17 - LES SECTIONS D'UN CONGRÈS À L'AUTRE (1871-1992) (suite)

1952	Carto.		Hydrol.	Climatologie	Morphologie		Biogéo.
1956	Carto., Photogéo.		Hydrol.	Climatologie	Géomorphologie		Biogéo.
1960	Carto., Photogéo.		Océano., Glacio.	Climatologie, Hydrol.	Géomorphologie		Biogéo.
1964	Carto.		Hydrol., Océano., Glacio.	Climatologie	Géomorphologie		Biogéo.
1968	Carto.		Climatologie, Hydrol., Océano., Glacio.		G. phys. complexe	Géomorphologie	Biogéo.
1972	Téléd., Trait. des données, Rep. carto.	Théorie et modèles	Climatologie, Hydrol., Glacio.		Géomorphologie		Biogéo. Pédo- logie
1976			G. des océans	Climatologie, Hydrol., Glacio.	G. physique générale	Géomorphologie	Biogéo. et g. ds sols
1980	Modèles et méthodes en g.		Climatologie, Hydrol., Glacio.		G. physique générale	Géomorphologie	Biogéo. et g. ds sols
1984	Information, Documentation, Méthodes			Milieu naturel		Nature et ...	
1988	Téléd., Carto., Systèmes d'information		Climatologie, Hydrol., Océano., Glacio.		Géomorphologie	Biogéo. Pédo- logie	Conser- vation et ...
1992	Observer et représenter la terre				Les modifications		

am. : aménagement, appl. : appliquée, com. : commerce, ens. : enseignement, env. : environnement, ethno. : ethnographie, hist. de la g. : histoire de la géographie, g. hist. : géographie historique, géophys. : géophysique, limno. : limnologie, ling. : linguistique,

BÉATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

FIGURE 17 - LES SECTIONS D'UN CONGRÈS À L'AUTRE (1871-1992) (suite)

Habitats urbains et ruraux	Ress., agri., indus.	Commerce Transports		G. démo. et culturelle		G. régio.	G. hist. et pol.		Ens. de la g.	
G. hu.	G. agraire	Ind., Com. Trsp.	G. médi-cale	Pop. et peupl.		G. régio.	G. hist. et pol.		Méthodo., Ens., Biblio.	
G. hu.	G. éco.		G. polaire et sub-polaire		G. appl.				Méthod. et Biblio.	
G. de l'habitat	G. éco.		G. de la pop.	G. régio.	G. appl.	G. pol.	G. hist.	Ens. de la g.	Méthod. et Biblio.	
G. de l'habitat	G. éco.		G. de la pop.	G. régio.	G. appl.	G. hist. et pol.		Ens., Méthod. Documentation		
Qualité du milieu	G. éco.	G. urbaine	G. agraire, Peupl. rural	G. cultu-relle	G. régio.	G. pol.	G. hist.			
G. éco. générale			G. de la pop.		G. régio.		G. hist. et paléog.	Prb. de la formation des prof., Litt. sci. et diff. du savoir g.		
G. éco.		G. urbaine	G. de la pop.	G. culturelle et sociale		G. régio.	G. hist.	G. et Éducation		
société		Espace et société			Développement, Aménagement, Planification			Edu., Formation, Professionnalisation		
am. de l'env.	G. éco.	G. urbaine	G. rurale	G. de la pop. et g. sociale		G. cultu-relle	G. pol.	G. hist.	G. et Éducation	
de l'env.	Besoins, manques et droits de l'ho.		La découverte de nouv. mondes		Ordre et chan-gements pol.		La g. : définir les territ. et traverser les frontières			

magn. : magnétisme, météo. : météorologie, méthod. : méthodologie, nouv. : nouveaux, pol. : politique, territ. : territoire, trem. : tremblement, trsp. : transports, vulcan. : vulcanologie.

Sources : *La géographie à travers un siècle de Congrès internationaux*, 1972, Bulletin de l'UGI.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

et planification »), qui cherchent peut-être moins à rendre compte d'un nouveau découpage qu'à en proposer un, afin de promouvoir une nouvelle approche de la recherche en géographie. On retrouve ce souci en 1992, où une vaste section consacrée aux « modifications de l'environnement » balaie les regroupements classiques.

En 125 ans, on voit bien sûr apparaître certains thèmes tandis que d'autres disparaissent, reflète là aussi de l'évolution de la géographie. Ainsi l'ethnographie et les explorations sortent du champ géographique après la Première Guerre mondiale, tandis que la géographie régionale fait une timide apparition en 1928, pour revenir plus durablement à partir de 1952. À côté de ces fluctuations, on est frappé de la permanence de certaines sections – avec de courtes interruptions parfois –, en dehors des grandes branches déjà évoquées. L'enseignement de la géographie est présent dès 1875 (cf. Balley, 1972) et la biogéographie fait l'objet d'une section particulière dès 1899. La vie d'autres sections est plus éphémère.

Il convient cependant d'être prudent dans les interprétations de ces intitulés. En effet, ces titres ne sont pas toujours, loin de là, le reflet fidèle des contenus des communications qui sont données¹¹. Tout juste offrent-ils un cadre grâce auquel les congressistes peuvent plus aisément organiser leurs journées. Dès les premiers congrès, la ventilation des communications dans les diverses sections est critiquée, surtout lorsque celles-ci sont nombreuses : souvent, les participants s'interrogent sur les raisons qui ont conduit à placer telle communication dans telle section plutôt que dans telle autre. Cette opération est d'autant plus délicate pour les organisateurs qu'ils doivent décider en fonction de résumés pas toujours très explicites annonçant des développements qui n'ont parfois rien à voir avec ce que le conférencier décide finalement de présenter... Par ailleurs, le fait qu'une partie de la géographie ne fasse pas l'objet d'une section particulière ne signifie pas qu'elle est absente des débats. Ainsi en 1938, par exemple, la géographie régionale fait-elle l'objet de vifs échanges (cf. chapitre 7).

De l'âge des sections à celui des commissions ?

D'après les témoignages et les rapports des sections publiés, les congrès de l'entre-deux-guerres sont des moments forts pour la communauté scientifique, marqués par la qualité de communications qui abordent des questions nouvelles en géographie (voir livre III). Lieux de débats animés, les congrès ont alors un rôle moteur dans le développement de nouvelles problématiques en géographie. On note d'ailleurs un certain décalage entre les questions abordées dans les sections et celles qui font l'objet d'un travail

11. Le contenu des communications a été analysé par G. Kish (1972a).

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

suit, dans le cadre des commissions, dont les programmes demeurent assez classiques (voir chapitre suivant). L'apparition de nouveaux questionnements dans les commissions est toujours en retard par rapport à leurs apparitions dans les communications données lors des congrès. Ainsi, les communications en géographie urbaine sont nombreuses dès l'entre-deux-guerres, mais cette question ne fait l'objet d'une commission qu'à partir de 1968 (annexe 1, ligne 54). On pourrait multiplier les exemples.

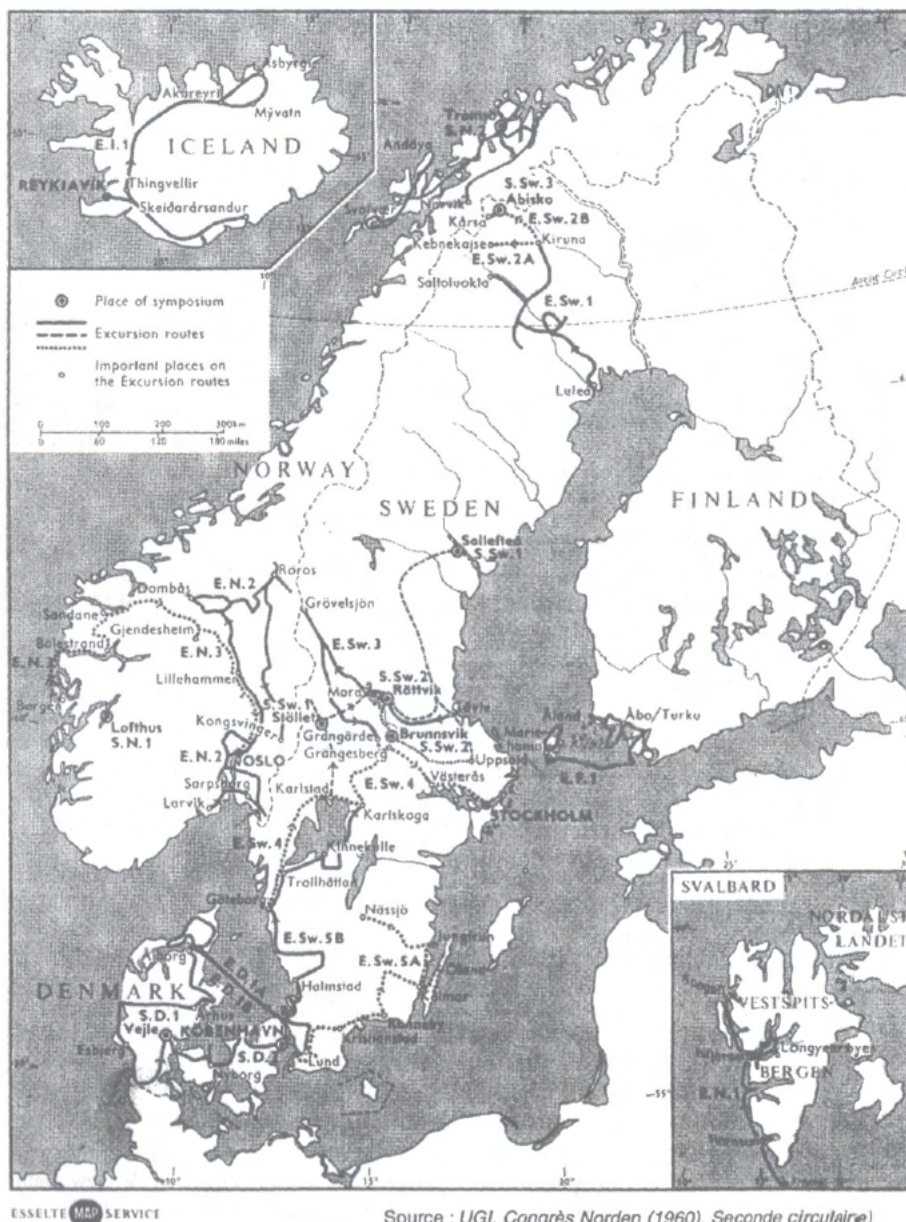
A partir des années cinquante cependant, la situation se modifie. Le support financier de l'UNESCO et de quelques autres organismes internationaux permet la multiplication des commissions, donc un élargissement des champs couverts par leurs travaux. Aussi sont-elles davantage ouvertes aux questions nouvelles. Par ailleurs, l'UGI leur accorde de plus en plus d'importance et, à partir de 1952, le système des symposia permet aux commissions de tenir leurs propres séances lors des congrès de l'UGI. Jusqu'en 1992 (compris), ces symposia se déroulent soit juste avant soit juste après le congrès principal, souvent dans d'autres villes que celle dans laquelle ce dernier se tient. Avec les excursions (voir *infra*) ceci contribue à étendre le rayonnement du congrès à l'ensemble du pays hôte¹². Créé dans un souci d'efficacité et pour permettre aux commissions de profiter d'une audience élargie, ce système a pour effet (pervers ?) de déplacer le centre d'intérêt des congrès depuis le travail des sections à celui des commissions. C'est ce que dénonce avec virulence et sans illusions le président de l'UGI en 1986 :

« The most intellectually interesting part of a Congress nowadays is generally not the main Congress, but the pre-Congress Symposia, which are individually attended by small groups (although there are some exceptions). The main Congress is dominated by the managerial aspects of the General Assembly. In contrast to the more focused pre-congress symposia, the main Congress sections contain unsolicited, unrefereed, and unrelated papers ; too many are mediocre (the same of course can be said for large national meetings, such as the AAG). Under our current system good papers receive as much time for presentation as poor, and very little time is available for discussion. This is not a situation conducive to participation by our best scientists. As matters stand, those participants who attend only the main Congress too often return home having enjoyed the chance to visit a new country and make new acquaintances, but having received very little in the way of intellectual fare. They deserve more. » (Fuchs, 1986, p.35)

¹². La carte des localisations des symposia et des itinéraires des excursions proposés lors du congrès des pays nordiques et de New Delhi illustre bien ce phénomène (figure 18a).

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

FIGURE 18a - EXCURSIONS ET SYMPOSIA AU CONGRÈS DE STOCKHOLM (1960)



Source : UGI, Congrès Norden (1960). Seconde circulaire)

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

Ses propos font écho à ceux, tout aussi durs, que tenait un autre président quinze ans avant lui :

« On peut naturellement aussi se demander si la dépense se justifie. [...] C'est [...] douteux pour les participants, et vraisemblablement à peine sur le plan scientifique.

« L'idée que les congrès généraux n'apportent rien sur le plan scientifique qui justifie les dépenses sera généralement acceptée. De ce côté, un grand congrès ne peut plus être motivé. Depuis 1960, l'UGI a d'ailleurs organisé de petits cercles, en liaison avec les symposia et les discussions scientifiques, souvent avec participation libre, parfois seulement sur invitation. Les résultats scientifiques de telles réunions sont dignes d'attention et ont souvent été sanctionnés par des publications de valeur. Le grand congrès ne sert plus, pour ainsi dire, que de générique, le bénéfice étant tiré des conversations en cercle restreint. » (Boesch, 1972, p. 178)

Les congrès sont devenus trop lourds, incontrôlables. Partant dans tous les sens, les communications ne rencontrent plus l'intérêt des participants et les meilleurs chercheurs ont tendance à désertir cette scène pour celle, plus intime mais plus riche, des symposia. Les commissions autrefois à la traîne ont volé la vedette à des sections devenues des fourre-tout sans grande cohérence où le meilleur côtoie le pire, ce qui fait fuir les congressistes. Ce renversement des rôles devrait trouver son aboutissement au prochain congrès de La Haye, conçu comme des états généraux des commissions et d'où les sections ont disparu. La première circulaire insiste d'ailleurs sur cette véritable révolution dans un paragraphe placé dans les premières pages, juste en-dessous du texte d'invitation :

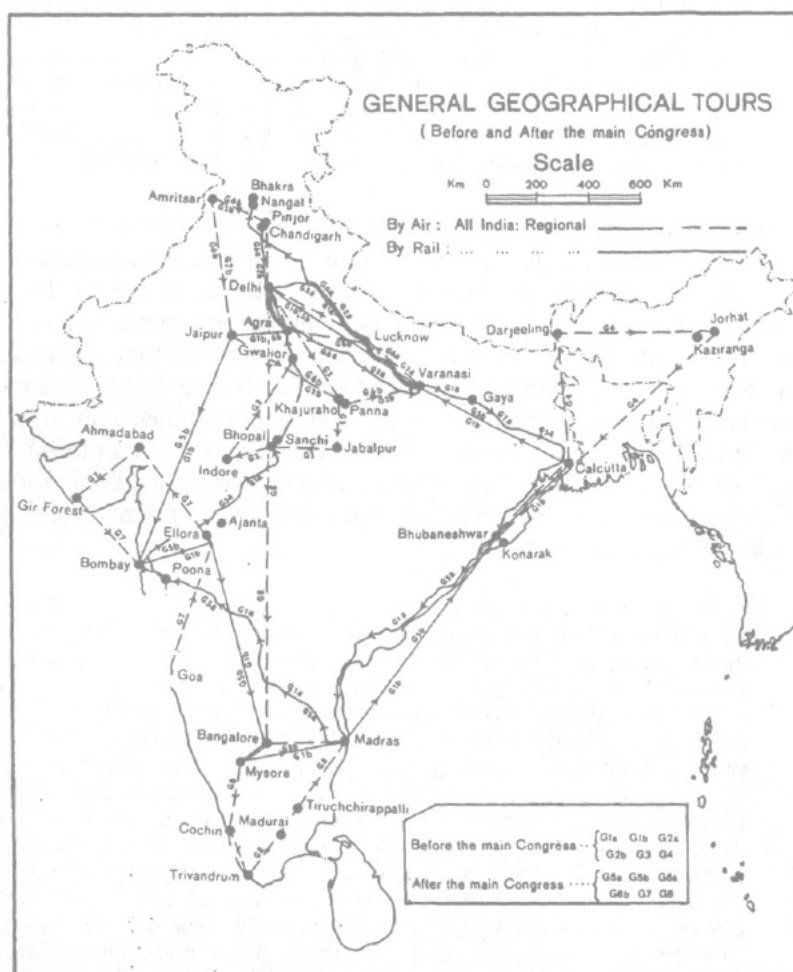
« Une nouvelle formule

« L'organisation du 28^e Congrès international de Géographie est entièrement nouvelle. Nous avons abandonné l'ancienne formule qui consistait en un congrès principal précédé et suivi de conférences subsidiaires. Et nous avons choisi une formule intégrale. Les conférences plus spécialisées des commissions et des groupes d'études de l'UGI sont à présent intégrées au congrès principal, tout en conservant leur identité propre. Le congrès principal est en quelque sorte l'hôte de ces conférences. Le tout est d'ailleurs plus que la somme des parties, car les commissions et les groupes d'études peuvent ainsi déployer des activités communes, par exemple sous la forme de symposiums sur des thèmes pour lesquels il partagent le même intérêt. Les différentes disciplines géographiques auront l'opportunité de présenter l'état actuel de leur science à un forum mondial de géographes, sous la forme d'une conférence-bilan. Les spécialistes pourront faire du "lèche vitrine" de haut niveau scientifique dans les "boutiques" spécialisées de collègues avec lesquels ils n'ont pas de contact habituellement. Les généralistes seront exemptés des dilemmes quant au choix des conférences subsidiaires auxquelles ils souhaiteraient participer. En bref : un congrès mondial intégré, où chaque géographe

BÉATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

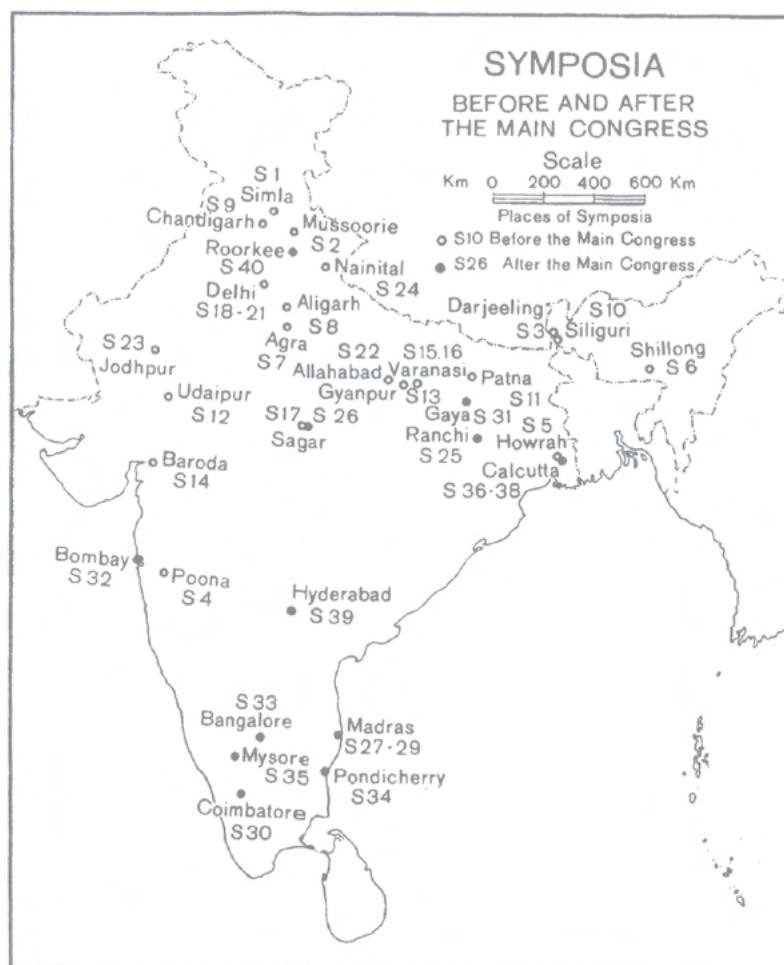
FIGURE 18b - EXCURSIONS DU CONGRÈS DE NEW DELHI (1968)


Source : *Bulletin des nouvelles de l'UGI*, 1966, 1.

BEATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

FIGURE 18c - SYMPOSIA AVANT ET APRÈS LE CONGRÈS DE NEW DELHI (1968)

Source : *Bulletin des nouvelles de l'UGI*, 1966,1.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

pourra trouver chaussure à son pied et où le dialogue scientifique sera encouragé et généralisé. »

L'essentiel des communications se fera dans le cadre de sessions placées sous la responsabilité d'une ou de plusieurs commissions (ou groupes de travail). Les sessions générales sont réduites à des conférences de 45 minutes données par des « conférenciers de renom » à l'heure du déjeuner. Les intervenants des symposia (organisés par le comité de programmation ou par les commissions ou les groupes de travail) seront des conférenciers invités. Les communications issues de propositions spontanées sont placées dans les sessions des commissions, dont les présidents sont chargés de la sélection. Cette nouvelle formule permettra-t-elle de résoudre les problèmes actuels ?

LES AUTRES ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES DES CONGRÈS

Les congrès de l'UGI ne consistent pas seulement en une série de communications et d'assemblées générales, loin de là. Leur succès et leur rayonnement doivent aussi beaucoup aux autres manifestations scientifiques qui les accompagnent, notamment à deux d'entre elles : la publication de nombreux ouvrages à l'occasion de chaque congrès et les excursions, qui sont l'occasion d'écouter sur le terrain même les communications des spécialistes.

Une importante activité éditoriale

La tenue d'un congrès génère une importante activité éditoriale¹³, dans laquelle on peut distinguer grossièrement deux grands types de publications.

Le premier est intrinsèquement lié au congrès lui-même. Tout d'abord – et ce dès Anvers – les actes des congrès soient publiés. Avec le temps, les volumes – à l'image des effectifs des participants – s'épaississent et se multiplient. De plus, à partir de 1928, l'UGI assure avant les congrès la publication du programme et des résumés des communications, afin que les discussions dans les sections puissent être préparées et soient donc plus fructueuses. En 1938 (Amsterdam), le comité d'organisation va encore plus loin en publiant avant l'ouverture du congrès non seulement les résumés, mais encore l'ensemble des communications et des rapports sur les questions proposées, ce qui constitue un véritable tour de force. A partir des années soixante, seules des communications sélectionnées sont publiées dans les actes des congrès, tandis que d'autres sont publiées dans divers revues et bulletins. A ceci, s'ajoutent encore les livrets-guides qui, à partir du congrès de Paris (1931), accompagnent d'un commentaire rédigé les excursions.

13. Le lecteur pourra en prendre la mesure en consultant les bibliographies du livre V de cet ouvrage.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

Enfin, à partir de 1952, paraît pour chaque congrès un *Répertoire mondial des géographes* qui prend le nom d'*Orbis geographicus* à partir de 1960 (voir livre V, section C).

Par ailleurs, notamment après la Seconde Guerre mondiale, les géographes du pays d'accueil publient pour cette occasion un certain nombre – toujours plus grand – d'ouvrages qui font le point sur les divers aspects de la géographie nationale. Il s'agit de proposer des textes de référence pour les participants peu familiers de la région, mais aussi de promouvoir les recherches des géographes locaux. A cette littérature « nationale », viennent s'ajouter des présentations géographiques d'autres pays, publiées le plus souvent par les comités nationaux de géographie. Ce dernier type de publication apparaît dans les années soixante et se développe rapidement : le mouvement amorcé, chacun s'empresse de le suivre, dans un esprit d'où la concurrence nationale n'est pas absente. Ainsi, les publications motivées par les congrès sont-elles considérables et ne cessent de croître. A titre d'exemple, la liste des publications parues à l'occasion du congrès de Montréal – programmes, résumés, livrets-guides exclus – a été placée dans le livre V, section E du présent ouvrage.

Suivant l'exemple donné par Anvers¹⁴, les sociétés de géographie organisatrices avaient pris l'habitude, avant la Première Guerre mondiale, d'organiser des expositions de cartes et d'objets (instruments utilisés par les géographes, matériel pédagogique). A partir des années cinquante, elles sont remplacées par des salons du livre, où sont présentées les publications mentionnées ci-dessus. L'existence même de ce salon encourage encore la production d'ouvrages géographiques lors des congrès.

Les excursions : des communications « sur le terrain »

En 1895, pour la première fois, des excursions sont proposées aux participants dans la foulée du congrès de Londres. Dès 1899 (à Berlin) elles deviennent l'un des ingrédients de base des congrès. Organisées pour offrir aux congressistes une découverte – ou redécouverte – géographique de quelques régions du pays d'accueil, elles sont animées par des spécialistes locaux et sont l'occasion d'ajouter aux communications en salle des présentations sur le terrain dont le contenu n'a rien à envier aux précédentes du point de vue scientifique.

Lors de sa création, sous la plume des représentants français notamment, l'UGI souligne la nécessité de favoriser les excursions, qui font partie intégrante du congrès et ne doivent pas être perçues comme des activités

¹⁴. Voir la « Vue de l'exposition géographique » publiée dans les *Actes* du congrès et reproduite en planche III du présent ouvrage.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

annexes destinées à détendre les participants. Selon de Martonne, l'utilité spécifique des congrès internationaux de géographie doit être non seulement de permettre la rencontre entre confrères, mais surtout de favoriser la rencontre avec la région et avec le terrain :

« C'est une erreur que de vouloir aborder [au congrès international] toutes les questions qui peuvent se poser sur toute la surface de la terre. On gagnerait infiniment plus en se limitant à l'étude des questions locales, exposées par les savants mêmes du pays qui a invité, et discutées avec eux, surtout sur le terrain, par les savants qui ont répondu à leur invitation. Le rôle des excursions devrait être toujours primordial. » (de Martonne, 1925, p. 298)

C'est d'ailleurs parce que les visites organisées s'apparentaient trop à du « tourisme » que les excursions du Caire furent vertement critiquées par E. de Martonne (1925) et H. Baulig (1925). Ils regrettent tous deux la trop faible part tenue au Caire par les communications relatives à l'Égypte, ainsi que la simultanéité des trois excursions officielles¹⁵, obstacle à toute tentative de comparaison :

« Les deux excursions de Kosséir et de Kargeh se complétaient si parfaitement qu'une organisation obéissant avant tout à des considérations scientifiques n'aurait jamais songé à les faire se dérouler en même temps. [...] Quel n'aurait pas été l'intérêt de ménager au moins une rencontre des deux excursions, pour un échange d'impressions ! » (*ibid.*, p. 297)

Cet intérêt pour le terrain reflète les priorités de la communauté géographique, à l'époque comme aujourd'hui. L'UGI suit ainsi les recommandations d'un W.M. Davis, organisateur de plusieurs excursions internationales destinées à confronter, sur le vif, les méthodes d'observation et les interprétations des géographes¹⁶. La publication systématique de livrets-guides scientifiques – de 1931 à 1955 au moins – pour accompagner

¹⁵. A côté de ces trois excursions de quatre jours, de Martonne signale quelques « promenades » autour du Caire et des excursions improvisées par des petits groupes de congressistes, « groupes nationaux le plus souvent, et auxquels a manqué l'occasion de discuter avec des collègues ayant d'autres points de vue, d'autres curiosités d'esprit. » (de Martonne, 1925, p. 296) Il critique également l'absence d'une excursion collective consacrée aux transformations agronomiques : « On peut penser que le contact

d'un plus grand nombre de géographes avec ces réalités économiques aurait inspiré des comparaisons et réflexions intéressantes, peut-être pour les Égyptiens. » (de Martonne, 1925, p. 297)

¹⁶. Il a notamment organisé l'excursion liée au congrès de 1904, puis en 1911 un « voyage d'exploration » en Europe (Davis, 1913) et une grande excursion transcontinentale de l'Atlantique au Pacifique, en 1912, où il déployait son propre style, à base de modélisation morphologique (Rohic, 1996b).

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

les excursions témoigne de l'importance accordée à ce moment du congrès et du sérieux de son organisation.

Au caractère scientifique de ces excursions s'ajoute une dimension politique, car elles sont l'occasion pour le pays d'accueil de mettre en scène sa propre géographie : le choix des régions et des itinéraires n'est pas innocent. Ainsi lors du congrès de Londres, qui inaugure ce système des excursions, les congressistes pouvaient visiter soit les hauts-lieux de la production du savoir scientifique britannique – Cambridge et Oxford – soit les vastes espaces sauvages de l'Écosse. C'est au congrès de 1904 que cette mise en scène de la nation est poussée le plus loin, puisque le congrès lui-même est construit comme une vaste excursion à travers les États-Unis. En effet, il se déplace au fil des jours et des sessions d'une ville à une autre¹⁷. De plus, l'excursion proposée à la fin du congrès est pensée comme une grande coupe nord-sud qui mène les participants de Saint-Louis au Grand Canyon puis à Mexico. On peut s'interroger sur le sens de l'incursion en territoire mexicain, où la guerre civile s'achève tout juste.

Dans l'entre-deux-guerres, l'espace national s'étend naturellement aux colonies. En 1931, les congressistes peuvent ainsi achever le congrès de Paris par une excursion en Algérie, où le soleil torride leur fera presque regretter les pluies du Jura visité juste avant le congrès (Chabot, 1972). De même, en 1938 (Amsterdam), un voyage d'études à Java vient compléter la présentation des Pays-Bas. Après 1945, on demeure longtemps dans les frontières nationales, sauf lors du congrès de Stockholm, transnational dans son organisation même, et du congrès de New Delhi (voir figures 18b).

A partir des années quatre-vingt, ce cadre national explose au profit de celui des grandes aires économiques ou culturelles. Au congrès de Paris-Alpes (1984), ce sont les symposia et les excursions qui assurent le caractère transnational de son organisation. En 1988, lors du congrès de Sydney, des excursions sont proposées en Nouvelle-Guinée et en Nouvelle-Zélande, en plus de l'Australie. Au congrès de Washington (1992), les excursions couvrent l'ensemble du sous-continent nord-américain, du pôle magnétique¹⁸

17. Washington du 8 au 11 septembre, Philadelphie le 12, New York du 13 au 15. Pause le 16 pour une visite des chutes du Niagara, Chicago les 17 et 18, Saint-Louis enfin du 19 au 22. Dans cette dernière ville, se tenait en même temps une grande exposition internationale et les géographes furent si occupés à la visiter que certaines sessions du congrès furent supprimées, faute de temps ! Ce « transect » dans le Nouveau Monde a

suscité nombre de publications, scientifiques ou non : P. Vidal de la Blache, participant enthousiaste à la traversée du continent américain, en a laissé en 1905 sa seule relation de voyage, un texte d'une qualité littéraire rare (Broc, 1991 ; Tissier, Robic, 1992).

18. Cette excursion arctique fut supprimée, faute d'un nombre suffisant d'inscrits, le prix ayant sans doute découragé nombre de congressistes.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

aux Caraïbes. Pour le congrès de La Haye, en 1996, les excursions prévues se déploient sur l'ensemble de l'Europe du Nord, avec un prolongement en Europe médiane via la remontée de la vallée du Rhin, de La Haye à Bâle.

« Des congrès internationaux qui jalonnent la route de la géographie, bien des souvenirs demeurent chez ceux qui ont eu le bonheur d'y participer [...] Mais il faut insister sur les excursions qui accompagnent ces congrès : c'est un privilège précieux des congrès géographiques de pouvoir assurer sur le terrain leur double mission de recherches scientifiques et de contacts humains. Des amitiés se nouent au cours des longs trajets en cars, des repas pris en commun, des mésaventures supportées avec entrain ; les discussions sur la morphologie ou l'habitat inaugurent des relations que consolident ensuite les échanges de tirés à part. Ces excursions demeurent parmi les meilleurs souvenirs de ma longue carrière et j'ai noué là bien des amitiés. » (Chabot, 1972, p. 210)

Comme le rappelait il y vingt-cinq ans G. Chabot, l'objectif des excursions n'est pas seulement scientifique. Elles sont aussi une occasion privilégiée de mieux connaître ses collègues, de poursuivre des discussions dans un cadre informel, en bref, de dépasser le cadre professionnel pour tisser des liens plus personnels avec quelques-uns. Elles jouent ainsi un rôle fondamental dans la constitution d'une véritable communauté de géographes. Aujourd'hui encore, elles demeurent un des moments stratégiques dans la constitution des réseaux sur lesquels reposent pour une bonne part les échanges scientifiques internationaux qui n'entrent pas dans le cadre des commissions.

2. LES CONFÉRENCES RÉGIONALES : VERS DES CONGRÈS-BIS ?

En septembre 1955, se tient à l'Université de Makerere – Kampala, Ouganda – la première conférence régionale de l'UGI. Son succès amène l'UGI à renouveler l'expérience et les conférences régionales deviennent rapidement une institution, au même titre que les grands congrès. Au départ, il s'agit de compléter ces derniers par des réunions d'un autre type. Cependant, assez rapidement, leur organisation et leur déroulement se calquent sur le modèle des congrès et elles perdent alors leur originalité, faut-il dire aussi leur raison d'être ?

À L'ORIGINE : DES ÉCHANGES RÉGIONAUX POUR PROMOUVOIR LA NAISSANCE DE NOUVELLES COMMUNAUTÉS SCIENTIFIQUES

La première conférence régionale est organisée

« [dans le but] de réunir des géographes qui, jusqu'ici, avaient maintenu un contact de loin plus intime avec leurs collègues des pays métropolitains plutôt qu'avec ceux qui étaient engagés dans des recherches

BÉATRICE COLLIGNON

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

dans d'autres parties d'Afrique [...] elle permettrait l'échange entre ces géographes africains, de connaissances et d'idées et, pour la première fois, offrirait un plateau pour la discussion de problèmes communs. » (Baker, 1956, p.8)

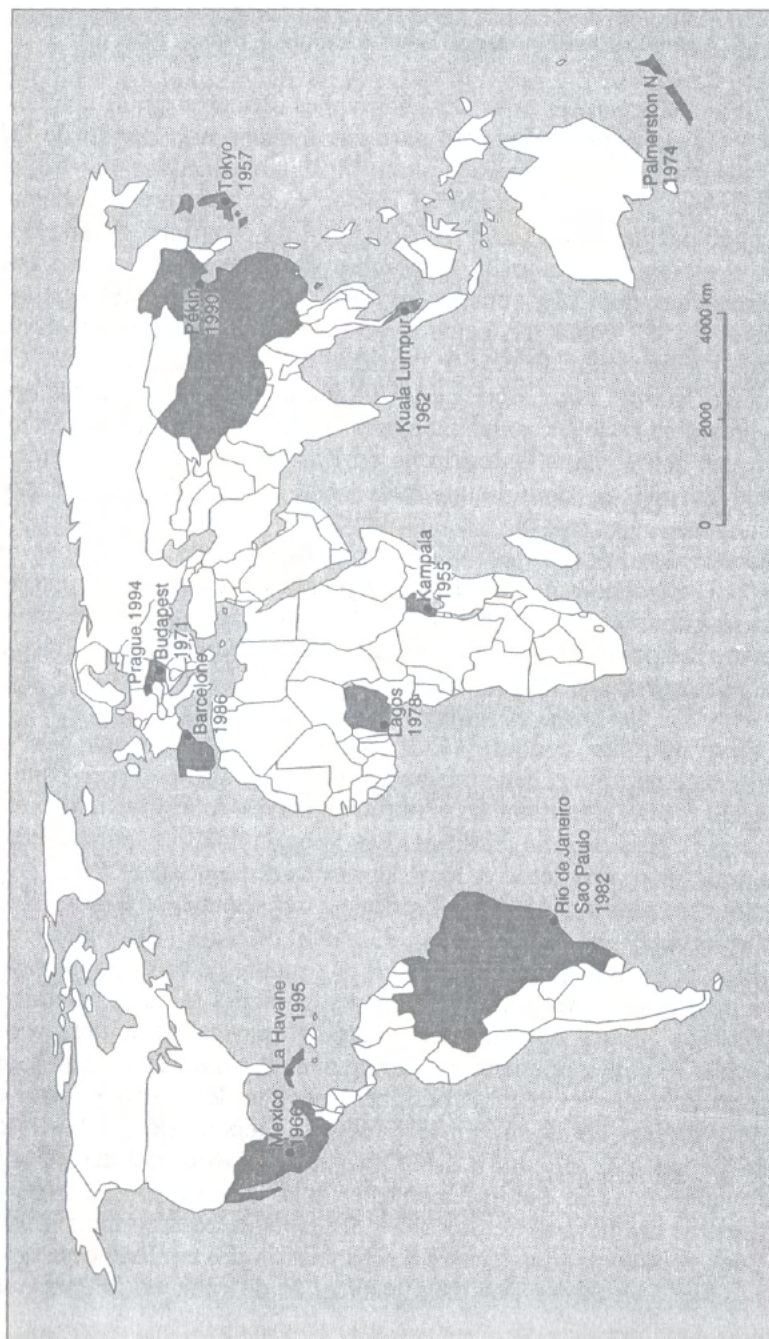
Il s'agit d'organiser pour des géographes africains qui se connaissent mal et ne peuvent pour la plupart d'entre eux assister aux congrès de l'UGI pour des raisons financières, une réunion plus intime et plus proche, consacrée uniquement à la géographie africaine. Cette conférence spécialisée est marquée par un grand souci d'efficacité et de proximité. On ne dispose pas d'un comptage précis mais le nombre de participants ne dépassa pas la cinquantaine, dont 22 venus « *d'au-delà les confins de l'Afrique orientale* » (Baker, 1956), mais d'Afrique cependant pour la majorité d'entre eux : Afrique Équatoriale Française, Afrique Occidentale Française, Côte d'Or, Éthiopie, Sierra Leone, Soudan. L'UGI marquait son appui par la présence de son président et de six autres membres du comité exécutif. Des excursions de quelques heures dans les environs de Kampala pendant la conférence elle-même et une de cinq jours après celle-ci, complétaient le programme scientifique.

Cette manifestation marquée par la volonté de développer un réseau régional, en dehors des tutelles européennes traditionnelles, est à remettre dans le contexte politique d'une Afrique entrée dans la phase de la décolonisation. En dépit du petit nombre de participants – ou grâce à cela ? – elle fut un véritable succès.

Cette réussite conduit l'UGI à organiser rapidement une deuxième conférence régionale, cette fois au Japon (1957). Celle-ci prend une tout autre ampleur : 400 géographes s'y retrouvent. Dès cette deuxième réunion, les principes initiaux sont modifiés. Les communications portant sur les pays asiatiques sont privilégiées, mais les autres ne sont pas exclues, de sorte que le caractère régional de la conférence est très atténué, ce qui explique aussi le grand nombre de participants. À partir de cette date, des conférences régionales se tiennent régulièrement aux quatre coins du monde (figure 19). Leur localisation reste marquée par les objectifs initiaux : réunir dans leur région des géographes qui n'ont guère les moyens de se déplacer très loin, favoriser le développement de communautés scientifiques autonomes. Ainsi sont privilégiées les régions périphériques (par leur position, leur économie ou leur régime politique), en particulier le Tiers Monde et l'Europe de l'Est. Cela permet par ailleurs à l'UGI de renforcer son caractère d'organisation mondiale, que l'on pourrait contester à la vue des localisations des seuls congrès et des pays d'exercice des présidents de commissions (voir figures 1 et 26a). Structures plus légères, l'organisation des conférences régionales est davantage à la portée des pays pauvres et de ceux où la communauté des

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

FIGURE 19 - VILLES HÔTES DES CONFÉRENCES RÉGIONALES DE L'UGI (1955-1995)



Source : Bulletin de l'Union Géographique Internationale, années 1955 à 1995

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

géographes est de petite taille. Elle apporte à celles-ci une reconnaissance qui peut les aider par la suite à obtenir de leurs gouvernements les crédits nécessaires à leur fonctionnement, d'autant plus que ceux-ci profitent également de cette reconnaissance internationale. Cet aspect est particulièrement important pour les pays politiquement marginalisés : la Hongrie en 1971, le Brésil en 1982, la Chine en 1990, Cuba en 1995. Enfin, pour les pays hôtes, la tenue de ces conférences se traduit aussi par un apport non négligeable de devises.

Après les hésitations des premières années, un rythme de croisière est rapidement pris : les conférences régionales se tiennent tous les quatre ans, au milieu de chaque période inter-congrès¹⁹. La succession, à un an d'intervalle seulement, des congrès de Prague et de La Havane doit-elle être interprétée comme une entorse à la règle ou comme la fin d'un cycle ? Nous ne pouvons pour l'heure que poser la question.

VERS UN ABANDON DE L'OBJECTIF INITIAL ?

Les conférences régionales furent créées dans un but précis : elles venaient compléter des congrès généraux auxquels il n'était pas question de faire concurrence. Cependant, devant l'évolution de ces manifestations, force est de constater que l'objectif initial semble avoir été en grande partie abandonné et l'on est tenté de rebaptiser ces réunions « congrès-bis ».

Dès Tokyo (1957), les conférences régionales explosent, en quelque sorte. La participation nombreuse fait voler en éclat le cadre intimiste de la première réunion, les sujets abordés dans les communications débordent largement le cadre régional. Après cette première alerte, la situation se calme pendant la décennie suivante mais à partir des années soixante-dix la tendance à la mondialisation de ces réunions reprend, pour s'affirmer dans les années quatre-vingt-dix.

Les programmes préliminaires comme les comptes rendus montrent que même lorsqu'un thème régional est fixé, il n'est pas vraiment suivi, à moins d'accepter une définition très large des cadres régionaux. Ainsi à Prague, en 1994, on peut tout de même s'étonner de constater, en lisant le programme des communications qui y sont données, que l'Europe centrale s'étende jusqu'à la basse vallée de la Seine... En conséquence, le nombre de participants s'accroît très fortement : de 600 à Barcelone en 1986, on passe à

19. Kampala, 1955 ; Tokyo, 1957 ; Kuala Lumpur, 1962 ; Mexico, 1966 ; Budapest, 1971 ; Palmerston North, 1974 ; Lagos, 1978 ; Rio de Janeiro / Sao Paulo, 1982 ; Barcelone, 1986 ; Pékin, 1990 ; Prague, 1994 ; La Havane, 1995.

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

1012 à Pékin en 1990 et à 1057 à Prague, où 69 pays sont représentés. De même, la part des géographes qui ne travaillent pas sur la région officiellement mise à l'honneur par la conférence augmente constamment. Force est donc de constater que l'objectif initial – organiser dans un cadre restreint la rencontre des géographes de la région afin de favoriser la création de nouvelles communautés scientifiques autonomes – est perdu.

De plus, l'organisation des conférences régionales calque rapidement celle des congrès. On voit ainsi apparaître les symposia – avant ou après la conférence générale –, les commissions et groupes de travail profitant de ces manifestations pour se réunir. L'UGI encourage d'ailleurs cette pratique, car elle permet de tenir des réunions à moindre coût. Cependant, elle met en danger la spécificité des conférences régionales. Les excursions se multiplient à leur tour, tandis que la vie mondaine prend une place de plus en plus importante dans ces journées.

Quel peut être l'avenir de ces réunions ? Les deux dernières, Prague et La Havane, ont été de toute évidence davantage des congrès-bis que des conférences régionales à proprement parler. Alors que la politique de l'UGI semble favoriser cette évolution, on peut s'interroger sur la capacité – et la volonté – des géographes à participer tous les deux ans maintenant à ces grandes rencontres mondiales. Les impératifs de la recherche, les multiples autres sollicitations, les difficultés financières pour nombre d'entre eux ne vont-ils pas en amener plus d'un à se détourner de rencontres trop rapprochées dans le temps et trop semblables dans leur contenu ? Ne risque-t-on pas une dilution de la communauté géographique, les uns choisissant de participer à telle manifestation et les autres à une autre, de sorte qu'aucune ne permettra à tous de se rencontrer ?

Quand « le congrès s'amuse »...

Les congrès doivent d'abord être une occasion d'échanges de haut niveau scientifique entre collègues. On a vu que lorsque la qualité n'est pas au rendez-vous, les critiques se font virulentes. Cependant, un tel objectif n'exclut pas le souci de faire aussi de ces réunions des événements mondains. À Anvers déjà, le temps est rythmé par les réceptions et les banquets présidés par des personnalités alors plus politiques que scientifiques. Tant que la communauté reste restreinte, que le nombre de participants ne dépasse qu'exceptionnellement le millier, il importe de figurer en bonne place dans ces manifestations, de s'y montrer, d'y briller si possible. La réussite d'un congrès se mesure aussi à la qualité de ses réceptions, qui sera d'autant plus grande qu'elles se dérouleront en des lieux prestigieux. Ainsi au congrès d'Amsterdam (1938), la soirée organisée au *Rijksmuseum* fit-elle grande

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

impression²⁰. Les participants sont sensibles à ces attentions et il n'y a pas de compte rendu de congrès qui n'accorde au moins un paragraphe à l'évocation de ces moments phares²¹. Cependant, il importe que ceux-ci demeurent dans certaines limites car les participants – surtout après la Première Guerre mondiale – craignent qu'un excès de faste nuise à la qualité scientifique de leurs rencontres. Déjà en 1881, au congrès de Venise, le trop grand nombre de réceptions et l'apparat des séances inaugurales sont critiqués. Par la suite, le congrès du Caire essuie les mêmes reproches.

En dépit de ces réserves, la vie mondaine demeure, comme les excursions, un des ingrédients indispensables à la tenue d'un bon congrès. Il suffit pour s'en persuader de lire le paragraphe consacré au « programme convivial » dans le programme préliminaire du 28^e congrès (La Haye, 1996) :

« Pendant le congrès, un programme complet et excitant d'activités conviviales est prévu pour les participants et les membres les accompagnant. Bien sûr, le premier événement sera la réception de Bienvenue, le dimanche 4 août après la Cérémonie d'ouverture dans la salle Prince Willem Alexander. Et il y aura d'autres réceptions, par exemple dans l'un des palais historiques de La Haye. Et que pensez-vous d'une soirée romantique sur la plage de Scheveningen ? Mais nous ne devons pas tout vous dévoiler tout de suite. [...] Les commissions et les groupes d'étude de l'UGI organiseront aussi des activités conviviales. [...] Une suggestion : louez un bateau et faites une ballade aux chandelles sur les canaux d'Amsterdam ou de Delft. »

20. «The climax of the social side of the Congress was the official evening reception given by the government of the Netherlands in the famous Rijksmuseum. The guests were received by the Minister of Education. They were subtly put into the mood for what was to follow by the music of an excellent string orchestra and by the brilliant setting of the reception hall, its priceless objects of art given an added luster – if this were possible – by extraordinarily effective lighting. The guests then entered a dimly lighted gallery, in which the sole illumination was concentrated with breath-taking effect on one or two of Rembrandt's most famous masterpieces. It seemed as if the very essence of all that is fine and noble in Holland had been centered in this one room. [...] the

guests, after wandering from gallery to gallery, finally congregated in another brilliantly lighted room, where they received in the form of a sumptuous collation an equally satisfying reminder that in Holland excellence seems to predominate ! » (Miller, Hitchcock, 1938)

21. Par exemple, le compte rendu du congrès de 1952 (Washington) s'achève par quatre longs paragraphes qui débute ainsi : « No report of the seventeenth International Geographical Congress would be complete without some mention of the "special events" arranged for the occasion. » Suit une longue énumération des réceptions, accompagnée d'une liste exhaustive des personnalités qui les ont honorées de leur présence (*Bulletin de l'UGI*, 1953, 1, p. 5-6).

4. CONGRÈS ET CONFÉRENCES RÉGIONALES

Quel bilan scientifique dresser des congrès internationaux ? S'ils déçoivent souvent, ils continuent de marquer la vie de la communauté mondiale des géographes, rythmée par ces rendez-vous. En 1972, plusieurs personnalités appelées à témoigner sur ce sujet regrettaient la médiocrité du contenu scientifique des congrès et dénonçaient ceux pour qui l'occasion de rencontrer des collègues semblait justifier à elle seule ces manifestations :

« Only superficial persons who attend the congresses can be satisfied with such self-revealing remarks as "a good opportunity of meeting people", "a chance to see a new country". Of course, it is all that but it should be much more [...] » (Freeman, 1972, p. 208)

Aujourd'hui pourtant, cette dimension humaine, alors que le nombre des géographes a connu une véritable explosion dans les trente dernières années, ne saurait être négligée ou méprisée. Les échanges scientifiques, les discussions sur des questions précises délaissent les congrès au profit des « *sites web* » du réseau Internet, mais la qualité de ces rencontres virtuelles s'accroît dès lors qu'elle peut s'ancrer sur une rencontre « en chair et en os » dans le monde réel. De sorte que les congrès sont sans doute promis à un bel avenir, en dépit de la révolution télématique. Avec leurs lourdeurs et leurs dérives, ils restent au fond indispensables, mais peut-être faut-il savoir ne pas trop leur demander, comme le recommandait, lucide, Hans Boesch :

« On continuera, pour différentes raisons, à dépenser du temps et de l'argent pour ces manifestations scientifiques de masse. Il y a suffisamment d'intérêts légitimes pour cela. Mais on ne doit pas vouloir tirer des avantages là où il n'y en pas et entretenir des illusions. » (Boesch, 1972, p. 179)

Finalement, on ne peut que se rallier ici, près de vingt-cinq ans plus tard, à la sage conclusion de P. Pinchemel (1972b, p. 217) :

« [les congrès] ont des insuffisances, prêtent le flanc à d'innombrables critiques ; mais s'ils n'existaient pas, il faudrait les inventer ! »

CHAPITRE 5

LES COMMISSIONS,

« L'ORGANE LE PLUS IMPORTANT DE L'UGI »

THE COMMISSIONS, « THE MOST IMPORTANT ORGAN OF THE IGU »

« *Les commissions scientifiques sont, sans aucun doute, l'organe le plus important de l'Union.* »¹ Ainsi commence l'éditorial du *Bulletin* de l'UGI de 1960. Reconnaissance, tardive, du travail accompli ou exhortation aux géographes à s'impliquer davantage dans les programmes qu'ils ont eux-mêmes choisi de développer ?

Les commissions apparaissent lors du congrès de Berne, en 1891. Ces nouvelles structures devraient permettre d'inscrire dans une certaine durée des échanges qui demeurent ponctuels dans le cadre des congrès. De plus, alors que ces derniers sont l'occasion de communiquer des résultats individuels, les commissions ont pour objectif de fédérer les efforts de plusieurs géographes autour de thèmes plus ou moins précis. La géographie dispose désormais ainsi d'un cadre de réflexion collective dans lequel pratiques et problématiques, jusque-là marquées par de fortes diversités nationales, vont pouvoir peu à peu s'unifier. Ainsi, si les commissions ne sont pas l'unique artisan de la formation d'une communauté scientifique internationale soudée, elles participent activement à son émergence, au même titre que les congrès.

Les commissions naissent pour répondre à certains des vœux formulés par les congressistes. Auparavant, ces vœux restaient le plus souvent lettre morte, faute d'organe permanent et, surtout, de rencontres des participants entre deux congrès. Les débuts des commissions sont difficiles et leur mode de fonctionnement est assez flou. Elles ne trouvent leur rythme de croisière que dans les années vingt, avec la fondation de l'UGI qui, d'emblée, les inscrit comme objectif dans ses statuts, au même titre que l'organisation des congrès².

1. « *The scientific commissions are, without doubt, the most important organs of the Union* », traduction libre.

2. « *L'Union géographique a pour but : [...] D'organiser des congrès internationaux et des commissions qui en dépendent.* »

5. LES COMMISSIONS

Lors de chaque congrès l'assemblée générale – des congressistes, puis des membres de l'UGI, représentés par les comités nationaux, après 1922 – décide des projets de recherche qui feront l'objet d'une commission. L'habitude est prise d'accompagner cette première liste de celle des présidents potentiels – un pour chaque commission – qui est approuvée par vote à partir des années soixante. Les présidents se chargent ensuite de dresser la liste des membres des commissions, en s'attachant à ce que toutes les régions du monde soient représentées, dans la mesure du possible. Au congrès de New Delhi (1968) il est décidé que fonctionneront désormais, à côté des commissions, des groupes de travail. Leurs objectifs sont similaires, mais ce seront des structures plus légères, rassemblant un moins grand nombre de chercheurs et dotées de moyens financiers plus limités. Alors que l'approbation des commissions revient à l'assemblée générale de l'UGI, celle des groupes de travail revient au comité exécutif, ce qui permet de les créer mais aussi de les supprimer plus facilement³.

Longtemps restées dans l'ombre, les commissions ont rarement été étudiées. Les témoignages de P. Birot (1972) et de M. Philipponneau (livre IV, chapitre 12) ainsi que l'analyse de P. Claval (1972) et celle, plus générale, de J. Schneider (1972) n'en sont que plus précieux pour retracer l'histoire des commissions et groupes de travail. Elle est ici étudiée du point de vue de la dynamique scientifique reflétée par le fonctionnement et les capacités d'innovation de ces organes de recherche⁴.

1. LE FONCTIONNEMENT D'UNE STRUCTURE DE RECHERCHE INTERNATIONALE

Le nombre des commissions n'a jamais fait l'objet d'une réglementation et varie fortement d'une période à une autre. Globalement, il tend à s'accroître au cours du siècle. Il reste cependant toujours limité par les moyens financiers de l'UGI. Les groupes de travail doivent en principe être moins nombreux mais, là non plus, aucune règle stricte n'est adoptée. Après leur création, l'UGI semble pratiquer le plus souvent une politique d'équilibre. Ainsi entre 1980 et 1988, alors que le nombre des commissions fait l'objet d'une certaine politique de restriction et plafonne à quatorze, celui des groupes de travail connaît une véritable explosion, passant de douze (1976-1980) à vingt-quatre puis vingt-huit.

3. Voir à ce sujet le témoignage de Chauncy Harris au livre IV, chapitre 15.

4. On examine dans les chapitres suivants

comment ils concourent à l'identité de la collectivité des géographes et à son engagement dans les problèmes d'actualité.

5. LES COMMISSIONS

**CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DES COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL :
UN RYTHME TRÈS IRRÉGULIER**

La question des créations, renouvellements et suppressions des commissions est examinée lors de chaque congrès. La durée de vie minimum d'une commission – et plus tard d'un groupe de travail – est donc de quatre ans⁵. Selon les périodes, le nombre des commissions en activité reste stable, s'accroît ou diminue. Cette dynamique simple en cache une autre : celle des renouvellements, des suppressions et des créations, qui reflète les évolutions de la communauté des géographes reconnus par l'UGI, son ouverture à de nouveaux thèmes et son attachement à d'autres.

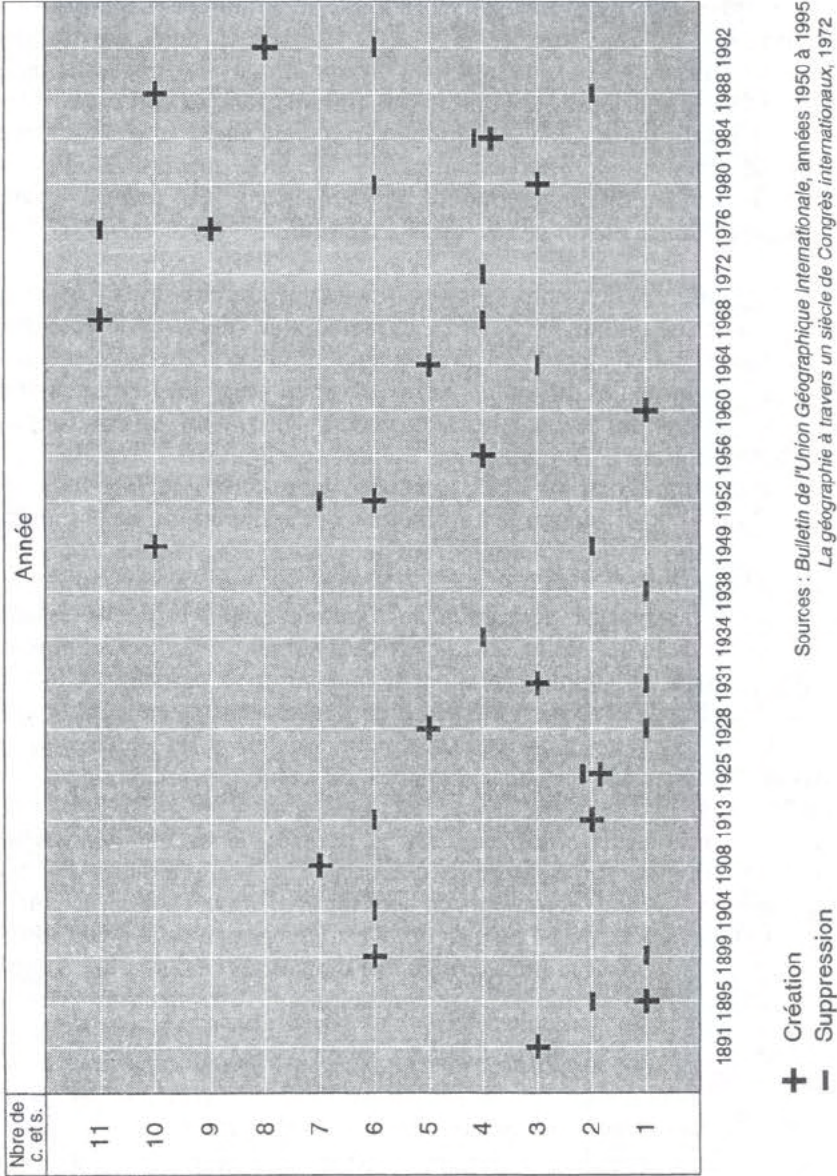
Le rythme des créations et suppressions des commissions (figure 20) est marqué par une grande irrégularité, expression de l'absence de politique bien définie de l'UGI en ce qui concerne le nombre des commissions et leur durée de vie, mais aussi des difficultés à faire vivre les projets de recherche retenus. Dans la période qui précède la création de l'UGI (1922), on est frappé par le nombre important de suppressions, qui dépasse à plusieurs reprises celui des créations, notamment en 1895 alors que la structure se met tout juste en place. En fait, ceci illustre les problèmes que rencontrent les commissions : sans expérience dans ce domaine, les géographes ont du mal à s'organiser et à prendre un rythme de croisière. La lenteur des moyens de communication de l'époque, l'absence de crédits de fonctionnement et peut-être aussi un manque de volonté réelle de la part des membres des commissions sont autant d'obstacles supplémentaires. Il faut aussi se rappeler qu'il n'est pas alors dans les habitudes de l'époque de participer à un travail collectif. En permanence, les congressistes semblent hésiter entre deux politiques : développer les commissions – années de créations nombreuses, 1899 et 1908 – ou au contraire les limiter (aux plus actives ? – 1895, 1904 et 1913). Cette seconde attitude domine dans la période. A aucun moment il n'y a d'équilibre simple entre nombre de créations et de suppressions. Par ailleurs, les commissions restent toujours en petit nombre : on n'en compte jamais plus de huit dans la période, et jusqu'à deux seulement entre 1895 et 1899.

Après la pause de la première guerre mondiale et la création de l'UGI, le congrès de 1925 est marqué par une volonté de maintenir le principe des commissions, mais de les renouveler : sur les trois commissions approuvées en 1913, deux sont supprimées et remplacées par deux nouvelles. La création de l'UGI s'accompagne de nouvelles possibilités financières – qui restent cependant modestes –, qui permettent de soutenir davantage de commissions. Lors des deux congrès suivants les créations sont nombreuses, alors que les

5. Entre trois et cinq ans jusqu'en 1934.

5. LES COMMISSIONS

FIGURE 20 - RYTHME DES CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DES COMMISSIONS, D'UN CONGRÈS À L'AUTRE (1891-1992)



5. LES COMMISSIONS

suppressions sont limitées. Aussi le nombre de commissions en exercice croît-il fortement dans cette période. Cependant, la dynamique se renverse à partir de 1934 : les commissions supprimées ne sont plus remplacées par de nouvelles, on passe de neuf commissions en exercice entre 1931 et 1934 (record encore jamais atteint) à cinq, puis quatre au congrès de 1938. Alors que les demandes de créations sont nombreuses en 1934 et 1938, ce mouvement de réduction semble imposé par des moyens financiers insuffisants.

La nouvelle ère qui s'ouvre après la guerre marque l'UGI comme elle marque le monde entier. Les commissions prennent une importance qu'elles n'avaient pas dans la période précédente, leur nombre se multiplie, tout comme leur activité se développe. Cet épanouissement doit beaucoup à l'aide financière que l'UGI reçoit désormais de plusieurs organisations internationales, de l'UNESCO mais aussi du Conseil international des unions scientifiques (ICSU) et du Conseil international des sciences sociales (ISSC)⁶. Les créations sont presque toujours plus nombreuses que les suppressions (sauf en 1952, 1972, 1976 et 1980) et atteignent des niveaux jusque-là inconnus : jusqu'à onze créations en 1968, dix en 1949 et 1988. A une seule reprise, en 1984, créations et suppressions s'équilibrent (quatre et quatre). Dès 1949, le ton est donné : renouvellement des programmes (deux commissions sur quatre sont supprimées, une troisième le sera au congrès suivant, en 1952), encouragement de ces structures de recherche internationale (passage de quatre à douze commissions en exercice). Par la suite, les années de suppressions nombreuses suivent toujours celles de créations encore plus nombreuses et sont à interpréter comme des réajustements faisant suite à des enthousiasmes peut-être excessifs. D'une façon générale, le nombre des commissions connaît une véritable explosion dans la période : on en comptera jusqu'à vingt-quatre en exercice (1968-1972 et 1992-1996) et ce nombre ne tombe jamais en dessous de onze (1952-1956). L'implication des géographes dans la recherche internationale dépasse cependant le seul cadre de l'UGI. En effet, à partir des années soixante, ils participent activement à un certain nombre de programmes de recherche globaux, soutenus par l'UGI (cf. chapitres 10 et 16)⁷.

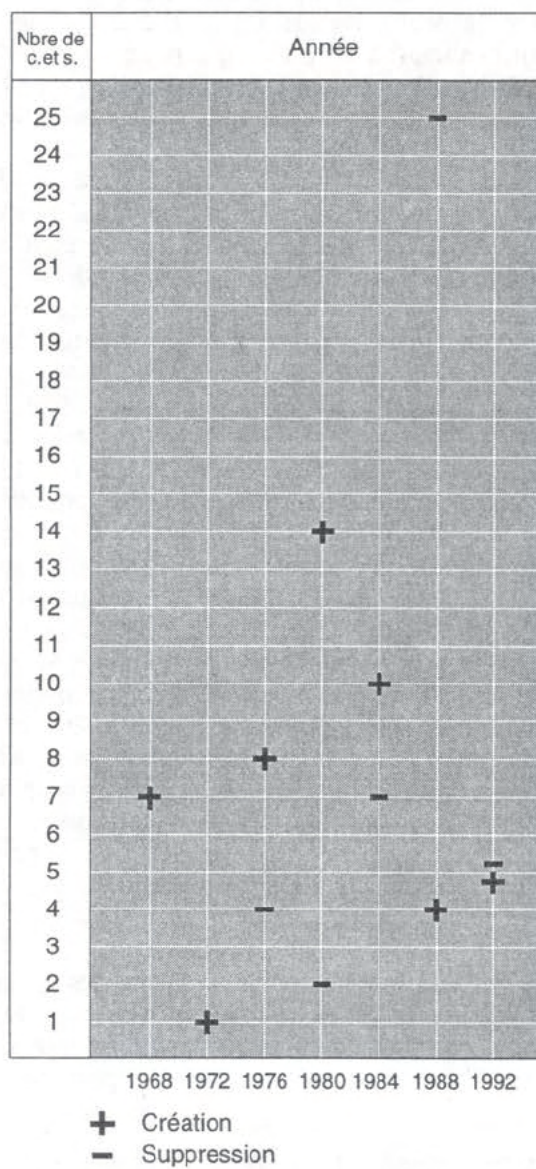
Créés en 1968 lors du congrès de New Delhi, les groupes de travail doivent permettre de diversifier les activités de recherche de l'UGI tout en limitant la charge financière induite, puisqu'ils reçoivent une dotation inférieure à celle des commissions. Leur apparition devrait donc

6. Quelques commissions – appelées le plus souvent « spéciales » – sont d'ailleurs communes à l'UGI et à l'une ou l'autre de ces organisations internationales.

7. On peut citer, à titre d'exemple, le programme Géosphère - Biosphère ou encore, le programme Changement Global.

5. LES COMMISSIONS

FIGURE 21 - RYTHME DES CRÉATIONS ET SUPPRESSIONS DES GROUPES DE TRAVAIL, D'UN CONGRÈS À L'AUTRE (1968-1995)



Source : *Bulletin de l'Union Géographique Internationale*,
années 1950 à 1995

5. LES COMMISSIONS

s'accompagner du plafonnement du nombre de ces dernières. Cependant, on observe que l'année de leur création est aussi celle du record du nombre de créations de commissions. Dès le départ, la durée de vie des groupes de travail est limitée à huit ans, mais cette règle n'est pas toujours respectée (figure 21).

1968 est une année faste. À côté de la création de onze commissions (ce qui porte leur nombre à vingt-quatre pour la période 1968-1972), sept groupes de travail voient le jour. Par la suite, jusque 1988, alors que les suppressions sont rares les créations ne cessent jamais et sont parfois très nombreuses (quatorze en 1980). Cette multiplication des projets de recherche internationaux accompagne la diversification des problématiques et des méthodes dans cette même période. L'UGI se fait ainsi l'écho de l'évolution de la géographie dans son ensemble.

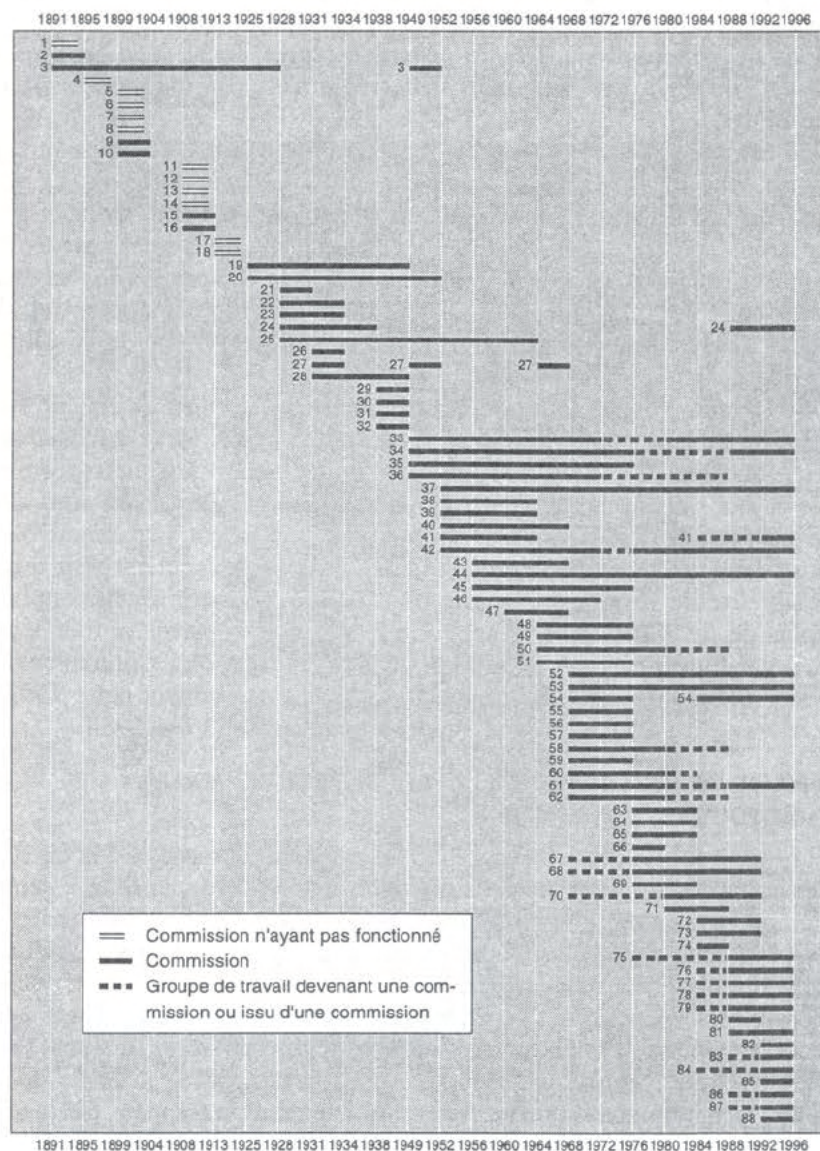
1988 (Sydney) est un tournant dans l'histoire des groupes de travail. Face à l'inflation de leur nombre, le comité exécutif rappelle lors de l'assemblée générale que leur durée de vie doit être limitée à huit ans et impose une remise à jour suivant cette règle. Vingt-cinq groupes de travail sont alors supprimés, tandis que quatre sont créés. Deux seulement sont renouvelés : créés en 1984 avec dix autres, ils obtiennent un prolongement pour quatre ans, mais disparaissent à leur tour en 1992 : le règlement semble appliqué avec plus de fermeté depuis Sydney. En 1992, pour la première fois depuis 1968, il y a équilibre entre les suppressions et les créations. Comme dans la période précédente, seuls six groupes de travail fonctionnent entre 1992 et 1996, alors qu'il y en a eu jusque vingt-huit en activité (1984-1988).

**LA DURÉE DE VIE DES COMMISSIONS ET DES GROUPES DE TRAVAIL :
VERS UNE POLITIQUE PLUS STRICTE ?**

Le rythme des créations et suppressions est naturellement lié à la durée de vie des commissions et groupes de travail. Lors de leur apparition, il semble que les congressistes se soient entendus sur l'idée qu'une commission ne pouvait être renouvelée plus d'une fois et donc fonctionner plus de huit ans. Après la Première Guerre mondiale on passe à deux renouvellements successifs possibles. Cependant, ce principe n'est pas toujours respecté. Aussi après la Seconde Guerre mondiale, afin de clarifier la situation, distingue-t-on pendant quelques années les commissions permanentes – à durée de vie illimitée – des commissions temporaires, qui demeurent frappées par la règle des douze ans. Lors de la création des groupes de travail toutes les commissions deviennent en principe permanentes. Pourtant, la règle des douze ans s'applique encore lors de certains congrès, notamment à Moscou (1976). Dans la pratique, la durée de vie des commissions et groupes de travail varie donc énormément. Ce flou sur l'application de règles dont il est difficile de savoir si elles sont officielles, puis si elles ont été abolies ou non,

5. LES COMMISSIONS

FIGURE 22 - DURÉE DE VIE DES COMMISSIONS (1891-1996)



Sources : *Bulletin de l'Union Géographique Internationale*, années 1950 à 1995
La géographie à travers un siècle de Congrès internationaux, 1972

N.B. : Les numéros renvoient aux noms des commissions indiqués en annexe 1.

5. LES COMMISSIONS

est en fait assez caractéristique du mode de fonctionnement de l'UGI : la pratique impose ses règles au fur et à mesure et l'institution semble en permanence en cours de constitution, peu soucieuse d'enregistrer par écrit les détails de ses règlements. Plutôt qu'un manque de rigueur, il faut sans doute y voir l'expression de la tradition orale du droit anglo-saxon.

En ce qui concerne la durée de vie des commissions, on peut distinguer quatre périodes (figure 22 et annexe 1). Jusque 1925, soit avant la Première Guerre mondiale et, surtout, avant la création de l'UGI, rares sont celles qui ont une réelle existence. En effet, sur dix-huit créées dans la période, douze n'ont en fait pas fonctionné. Indiquées dans la liste des commissions approuvées lors de l'assemblée générale d'un congrès, on perd ensuite toute trace de leur existence : pas de rapports, pas de mention lors de l'assemblée générale du congrès suivant. Ce phénomène des commissions « fantômes » souligne à quel point le statut de ces structures est alors flou et leurs débuts hésitants. Cependant, deux ou trois d'entre elles suscitent un intérêt réel et parviennent à organiser un véritable travail collectif. La commission chargée de l'établissement d'une carte du monde au millionième (ligne 3) est la plus connue. Sa durée de vie est remarquablement longue et sa suppression en 1928 ne marque pas sa disparition. Simplement, le travail passe sous le contrôle d'un *Bureau central* qui ne relève pas de l'UGI. La commission réapparaît brièvement en 1949 mais l'ONU prend ensuite le relais pour assurer la poursuite de cette tâche. Le travail accompli par la Commission pour créer un atlas des formes du relief (ligne 16) est également remarquable : plusieurs planches sont publiées avant la guerre. En 1925, E. de Martonne recommande une poursuite de ce projet, mais sans succès. Dans un tout autre domaine, la Commission pour l'union des sociétés de géographie (ligne 15) rencontre aussi un certain écho. Cependant, la création de l'UGI en 1922 marque son échec (voir chapitre 1).

L'entre-deux-guerres marque un tournant pour les commissions. Si la structure est entérinée par l'assemblée générale de l'UGI au congrès du Caire (1925), les programmes de travail changent d'orientation, en se dégageant des questions pratiques pour développer davantage une recherche de type fondamental. Cette évolution accompagne celle des catégories socio-professionnelles représentées dans les congrès : la géographie est devenue plus universitaire et les professeurs dominent désormais numériquement les congrès (voir chapitre 6). Une place plus grande est par ailleurs accordée désormais aux commissions dans les congrès : des séances spéciales leur sont réservées, où sont présentées les communications de leurs membres et quelques-unes sont chargées de préparer certaines des questions proposées aux congressistes – 7 questions sur 35 en 1931, 9 sur 33 en 1934, 6 sur 37 en

5. LES COMMISSIONS

1938 et 7 sur 37 en 1949 (Pumain, 1972b). Sur les dix commissions créées dans cette période, sept sont renouvelées au moins une fois, ce qui témoigne de la continuité et du sérieux de leur travail. Elles posent des jalons importants dans l'élaboration des concepts clés de la géographie moderne. Certaines voient d'ailleurs leur mandat se prolonger au-delà de la coupure de la Seconde Guerre mondiale. Si la Commission pour l'étude des terrasses pliocènes et pléistocènes (ligne 20) n'est renouvelée en 1949 que pour achever le travail, la Commission pour la publication de reproductions de cartes anciennes (ligne 25) poursuit ses recherches pendant encore quinze ans pour ne disparaître qu'en 1964. Par ailleurs, deux thèmes de recherche seront repris après une coupure plus ou moins longue : la question des variations climatiques (ligne 24) suscite un nouvel intérêt à partir de 1988, tandis que l'interrogation sur l'usage des photographies aériennes (ligne 27) reparaît à intervalles réguliers jusque 1968, signe d'une certaine continuité des interrogations méthodologiques.

1949 est à tous points de vue un nouveau départ pour l'UGI. Dans l'enthousiasme de la reconstruction, un grand nombre de commissions est créé, mais beaucoup ne parviendront pas à s'organiser, d'où leur suppression quatre ans plus tard. Tous s'entendent désormais à reconnaître qu'une commission ne peut, en quatre ans, parvenir à des résultats satisfaisants, aussi la durée de vie moyenne s'allonge-t-elle dans cette dernière période, alors que le nombre de commissions en activité s'accroît fortement.

A partir de 1968, la création des groupes de travail vient modifier la situation. Ces derniers permettent en effet à certaines commissions ayant largement dépassé leur durée de vie autorisée (douze ans) de continuer à travailler tout en se mettant en retrait pendant quelque temps, avant de retrouver leur ancien statut. Cette solution est surtout adoptée dans les premières années d'existence des groupes de travail. Ainsi se poursuivent les travaux en Morphologie périglaciaire (ligne 33), en Géographie médicale (ligne 34), en Sédimentation littorale (ligne 42) et en Histoire de la géographie (ligne 61). Par la suite, les groupes de travail servent souvent de tremplin pour préparer la création de commissions sur de nouveaux thèmes, ou de voie de garage pour amener en douceur la disparition de certaines commissions, notamment lorsqu'elles sont défendues par des géographes de renom mais à l'influence déclinante.

Il est remarquable que les commissions les plus durables sont pour la plupart celles qui ont été créées au début de la période. Consacrées à des problèmes de fond en géographie, elles sont systématiquement renouvelées, bien au-delà de la limite théorique des douze ans. Ceci témoigne de la continuité des interrogations en géographie, mais aussi peut-être d'une

5. LES COMMISSIONS

certaine difficulté à renouveler les problématiques. En dehors de ces piliers, le nombre des renouvellements de commissions varie beaucoup d'un congrès à l'autre.

Les groupes de travail (figure 23 et annexe 2) sont étroitement liés aux commissions, dont ils sont souvent les antichambres. Ce rôle s'accroît dans la période, notamment à partir de 1988. Cette année-là, si vingt-trois groupes disparaissent (un record), sept d'entre eux sont promus au rang de commission. Pour deux groupes de travail, il ne s'agit en fait que d'un retour à un statut perdu quelques années plus tôt. Plus significatif, sur sept nouvelles commissions, cinq sont issues de groupes de travail. Le phénomène s'accroît en 1992 : les cinq groupes de travail supprimés à Washington deviennent tous des commissions (pour huit créées).

Ainsi se met peu à peu en place une sorte de parcours-type pour la promotion de nouvelles recherches auprès de l'UGI. Il devient de plus en plus rare que les commissions soient créées *ex nihilo*. Compte tenu de la concurrence qui s'exerce entre chercheurs pour obtenir la création d'une commission – importante aussi parce qu'elle signifie une reconnaissance officielle de la pertinence de tel ou tel axe de recherche en géographie – le passage par un groupe de travail permet de prouver l'intérêt du programme proposé et la motivation des chercheurs impliqués. Lors du vote pour la création de commissions, la présentation de premiers résultats joue en faveur des demandes émanant de groupes de travail.

LES ACTIVITÉS DES COMMISSIONS ET GROUPES DE TRAVAIL (DEPUIS 1949)

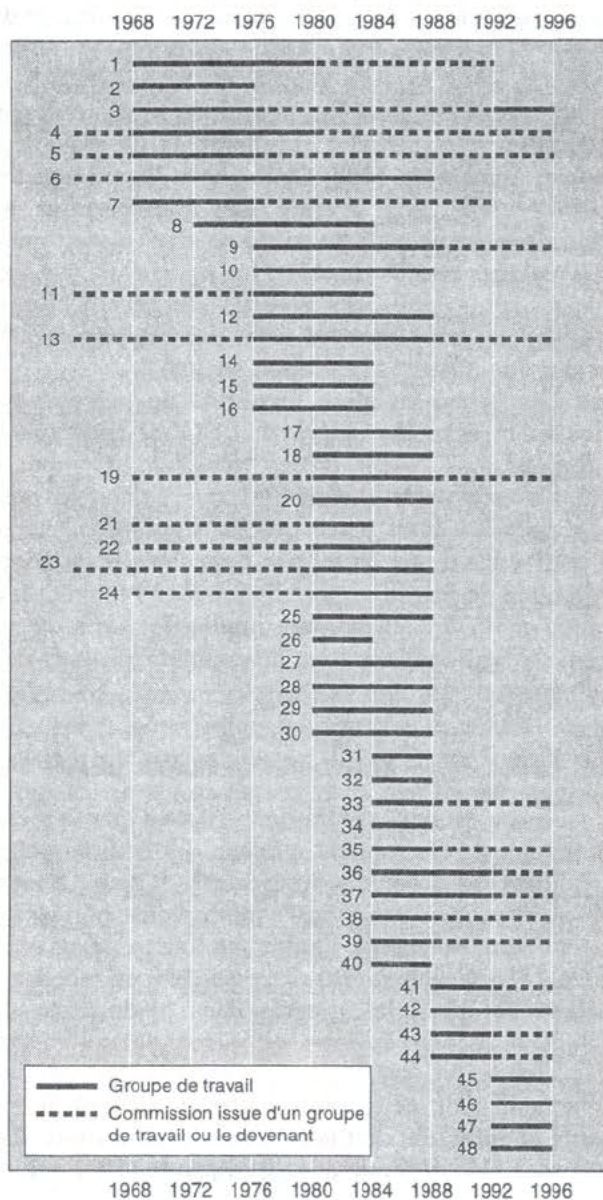
Nous avons vu que c'est dans l'entre-deux-guerres que se met au point un mode de fonctionnement relativement efficace des commissions, si l'on en juge par les résultats de recherche présentés⁸. L'après Seconde Guerre mondiale marque l'épanouissement des commissions, portées tant par des moyens financiers nettement accrus – grâce aux financements extérieurs dont bénéficie désormais l'UGI (voir *supra*) – que par l'expérience acquise dans la période précédente. De plus, les progrès dans le domaine des communications facilitent beaucoup la mise en place de collaborations internationales.

Les renseignements sur cette question sont d'abord fournis par les rapports, que toute commission doit normalement fournir tous les quatre ans à l'attention de l'assemblée générale des membres de l'UGI qui se réunit lors

8. De là datent les premiers rapports publiés officiellement par les commissions. Voir notamment les travaux de la Commission de l'habitat rural (Claval, 1972 et livre III chapitre 7).

5. LES COMMISSIONS

FIGURE 23 - DURÉE DE VIE DES GROUPES DE TRAVAIL (1968-1996)

Source : *Bulletin de l'Union Géographique Internationale*, années 1950 à 1995

N.B. : Les numéros renvoient aux noms des commissions indiqués en annexe 2.

5. LES COMMISSIONS

de chaque congrès. Sur la base de ces bilans, se décide le renouvellement ou la suppression des commissions. Cependant, avant 1960, nombreuses sont celles pour lesquelles aucun rapport écrit n'est remis, soit qu'elles n'aient pas vraiment fonctionné et ne demandent pas de renouvellement, soit que leurs présidents se contentent de présenter oralement le travail accompli. À partir de 1960, les rapports sont publiés dans le *Bulletin* de l'UGI, ce qui tend à encourager leur rédaction. Ces comptes rendus permettent de mesurer la diversité des situations, chaque commission, ou plutôt chaque président, jouissant d'une grande liberté pour organiser le travail comme il l'entend.

Une place importante est toujours accordée aux publications. C'est en effet par elles que les résultats des travaux peuvent être connus. La bibliographie des commissions donnée en livre V du présent ouvrage permet de mesurer l'importance de cette activité. Au total, ce sont plus de 900 titres qui sont là rassemblés. Cependant, il convient de les examiner d'un peu plus près. Tout d'abord, un certain nombre ne sont en fait que des rapports succincts publiés dans le *Bulletin* de l'UGI. De même, on compte beaucoup de résumés et de programmes de colloques organisés par la commission, voire de livrets-guides destinés à accompagner les excursions – en géographie physique notamment. Certes, ces derniers sont importants, comme on a pu le voir plus haut, mais on ne peut les mettre sur le même plan que les ouvrages de synthèse qui sont aussi publiés par les commissions. Surtout, on note que les ouvrages collectifs sont rares, de sorte que les bibliographies renvoient l'image de recherches dispersées, où manque le plus souvent la cohésion que l'on pourrait attendre de travaux présentés comme étant ceux de la commission. Signalons cependant que ce dernier type de publication s'est beaucoup développé depuis les années quatre-vingt. Les progrès de la télématique ne peuvent qu'avoir facilité ces collaborations, auparavant sans aucun doute très difficiles à mener à terme.

Quoi qu'il en soit, il convient de ne pas conclure trop vite à la faiblesse des collaborations au sein des commissions. À y regarder de près, c'est en effet une erreur de n'utiliser que les publications pour mesurer le travail accompli : celui-ci n'est que peu rendu par celles-ci car il tient pour beaucoup dans les discussions entre membres lors des réunions des commissions. À lire les rapports en effet, il apparaît clairement que l'activité s'organise d'abord autour de ces rencontres, où se mêlent communications, discussions formelles et informelles. Chaque commission tente de se réunir au moins une fois entre deux congrès. Lorsque aucune rencontre n'a eu lieu, le président exprime son regret et prend toujours le soin de s'en justifier dans son rapport. Selon les cas, la commission organise un colloque particulier ou profite d'une autre rencontre de l'UGI (conférence régionale en particulier) pour réunir ses

5. LES COMMISSIONS

membres en symposium. Comme une partie d'entre eux se déplacerait de toutes façons pour assister à la conférence principale, de substantielles économies sont ainsi faites. En géographie physique, l'accent est mis sur les excursions bien plus que sur les colloques, et ces commissions ont tendance à se réunir plus souvent que les autres.

Les situations sont assez contrastées. Certaines commissions sont le lieu de discussions de fond sur des concepts clés ou des questions méthodologiques. Ainsi dans les premières années de la Commission pour l'étude des problèmes de géographie médicale (1949-1976), les débats sont très animés. Pour comprendre – et résoudre – des oppositions fortes portant sur la nature même de la géographie médicale, le travail s'oriente vers la réflexion théorique⁹. D'autres font preuve d'une grande rigueur, tentant d'avancer en déblayant méthodiquement le terrain. Cependant, la plupart semblent plus préoccupées de diffusion que d'élaboration de nouveaux concepts, problématiques et méthodes. Ainsi en géographie physique, la visite du terrain de l'un ou de l'autre ne débouche que rarement sur de nouveaux questionnements et sert surtout d'illustration. Il en va de même pour les commissions dont l'activité repose pour l'essentiel sur l'organisation de colloques où chacun, en présentant les résultats de travaux personnels, apporte sa pierre à un programme de recherche global. Les orientations sont aussi marquées par l'appartenance du président à telle ou telle école de géographie. Ainsi la Commission des atlas nationaux (1956-1976) présidée par le Soviétique K. Salichtchev jusqu'en 1972, puis par O. Lehmann, de République Démocratique Allemande, cherche-t-elle surtout à imposer partout un même style cartographique (légendes standard en particulier) et encourage ses membres à faire du *lobbying* auprès des instituts nationaux chargés de la publication d'atlas. En revanche on est frappé par l'absence de réflexion sur le contenu des cartes, le choix des informations à faire figurer, etc.

Dans les groupes de travail, le mode de fonctionnement est assez semblable. Parce qu'ils sont souvent une étape dans le processus de création d'une commission, le travail y est davantage prospectif. Les quatre ans sont consacrés pour l'essentiel à la constitution d'un dossier solide à partir duquel pourra être plaidée la cause d'une création de commission. On insiste sur l'actualité de la question, les retombées à attendre – en recherche fondamentale et / ou appliquée – des résultats qui seront obtenus si l'UGI accorde les moyens nécessaires ; on dresse une liste des géographes intéressés de par le monde¹⁰.

⁹. On en trouvera un témoignage dans la bibliographie de cette commission, au livre V.

¹⁰. Voir à ce sujet le témoignage de Michel

Phlipponneau sur la formation de la Commission de géographie appliquée, livre IV, chapitre 12.

5. LES COMMISSIONS

Force est de constater que le bilan reste mitigé. Il demeure difficile de mettre en oeuvre de véritables collaborations internationales, d'une part du fait des problèmes matériels dus à l'éloignement des membres des commissions, mais aussi, d'autre part, du fait des réticences des géographes, peu enclins à participer à des projets collectifs, bien que la situation ait beaucoup évolué de ce point de vue depuis une quinzaine d'années. De plus, il faut bien reconnaître que les membres des commissions et groupes de travail ne sont pas toujours très motivés : certains y siègent plus pour des raisons stratégiques que par intérêt réel pour la recherche que l'on essaie d'y mener.

2. DES MOTEURS OU DES REFLETS DES ÉVOLUTIONS DE LA GÉOGRAPHIE ?

« La liste des commissions et des groupes de travail reflète-t-elle pour autant les orientations principales de la géographie moderne ? Il est permis d'en douter, car les traditions sont tenaces. » (Dresch, 1977, p. 5-6)

Les modalités de création des commissions sont telles qu'un thème ne peut s'imposer s'il ne bénéficie pas de l'approbation d'une majorité de comités nationaux, puisque ce sont eux qui votent lors de l'assemblée générale de l'UGI. Les projets retenus reflètent donc les préoccupations majoritaires du moment, pas nécessairement les recherches les plus nouvelles. Commissions – et groupes de travail dans une moindre mesure – sont ainsi le reflet d'une géographie que l'on peut qualifier d'« officielle » : celle qu'approuve la communauté scientifique internationale. Aussi est-il possible, à travers l'examen des thèmes retenus, de retracer l'évolution de la discipline dans ses tendances lourdes. En revanche, les problématiques marginales ou radicales ont peu de chances d'être représentées dans les commissions et groupes de travail, alors qu'elles le sont assez facilement dans les congrès.

L'ÉVOLUTION DES THÈMES RETENUS PAR LES COMMISSIONS ET LES GROUPES DE TRAVAIL

La liste des commissions et groupes de travail (annexes 1 et 2) témoigne de la diversité des thèmes de recherche retenus par l'UGI. En les regroupant en huit branches principales (figures 24 et 25), il devient plus aisé d'appréhender l'évolution de ces thèmes de recherche.

Jusque 1925, la majorité des travaux sont consacrés aux questions d'organisation de la discipline : relations entre sociétés de géographie, mais aussi problèmes de nomenclature, de vocabulaire, de méthodes, de sources,

5. LES COMMISSIONS

de représentations communes. Il s'agit de mettre en place un ensemble de références communes à l'ensemble de la communauté des géographes, préoccupée de « construire et partager une même carte du monde » (voir livre III, chapitre 6). Bien peu de commissions fonctionnent vraiment et les résultats sont assez limités (voir *supra*). En fait, les commissions d'alors renvoient à des réalités différentes de celle que l'on connaît pour la suite, de sorte qu'il n'est guère pertinent d'analyser ici plus en détail cette première période.

La situation change à partir de 1925, en même temps que la géographie devient davantage affaire d'universitaires, attachés au développement d'une recherche fondamentale. Parallèlement au maintien de l'intérêt pour les questions méthodologiques, cette période voit l'affirmation des grandes branches qui divisent la géographie universitaire classique : géographie physique, géographie humaine. Certes, la géographie physique était déjà présente avant le congrès du Caire, mais il s'agissait alors surtout de questions d'exploration. Enfin il ne faudrait pas interpréter la présence très discrète de la cartographie comme un désengagement des géographes dans ce domaine. Bien au contraire, la cartographie domine alors l'ensemble des activités de recherche. La carte est partout, elle est considérée comme un outil essentiel, elle est au cœur de toute analyse géographique. C'est bien à cette omniprésence qu'elle doit de ne pas faire l'objet d'une commission particulière, puisque toutes s'en préoccupent peu ou prou. De plus, c'est alors moins la production de cartes qui intéresse que leur caractère instrumental¹¹.

Le congrès de 1925 est un tournant du point de vue des orientations des commissions. Le virage pris est d'autant plus important que la direction qui s'impose alors ne sera plus remise en question par la suite. En effet la Seconde Guerre mondiale n'apparaît pas, en ce domaine, comme une coupure. Cependant, l'équilibre entre géographie physique et géographie humaine s'inverse au cours de cette longue période. La première domine sans conteste de 1928 à 1964. Mais cette année-là, au congrès de Londres, le nombre de commissions se rattachant à ce domaine se tasse légèrement (cinq sont approuvées), tandis que celles appartenant à la géographie humaine poursuivent un mouvement de croissance amorcé depuis 1952 (quatre sont alors approuvées). En 1968, au congrès de New Delhi, la tendance se confirme : pour la première fois depuis 1891, avec sept commissions, la géographie humaine domine les autres branches. La géographie physique passe en second plan et partage sa position avec la géographie régionale, qui effectue au même congrès une percée, qui sera de courte durée. Cette

11. Voir l'analyse spécifique du chapitre 8, livre III.

5. LES COMMISSIONS

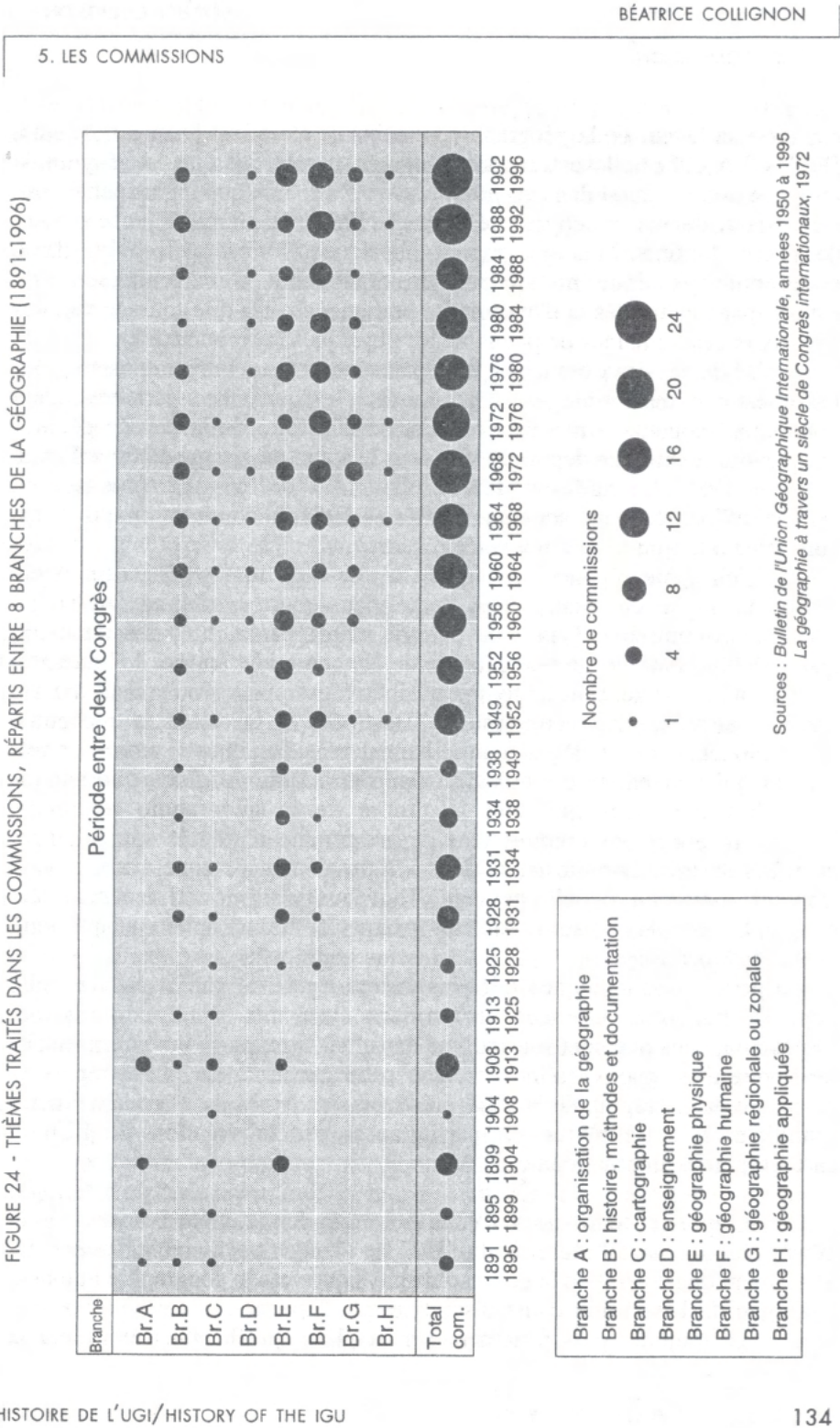
situation en faveur de la géographie humaine se maintient jusqu'à nos jours. De 1968 à 1988, elle est encore renforcée par le fait que la géographie humaine domine aussi dans les groupes de travail, bien que moins nettement. Cependant, depuis le congrès de Sydney (1988), la première place revient dans ces derniers à la géographie physique. Notons qu'il s'agit d'une géographie physique préoccupée principalement d'environnement, de catastrophes naturelles et d'hydrologie pratique, c'est-à-dire tournée vers les conséquences humaines de phénomènes physiques (voir annexe 2).

À côté de ces deux branches principales, on note un intérêt constant pour les questions méthodologiques et épistémologiques, ces dernières étant notamment débattues dans la Commission d'histoire de la pensée géographique, qui fonctionne depuis 1968 – sous le statut de groupe de travail entre 1980 et 1988. La question de l'enseignement de la géographie suscite également une réflexion soutenue : créée en 1952, la commission qui lui est consacrée a toujours été renouvelée depuis.

La géographie régionale est quant à elle bien mal représentée. Alors qu'elle triomphe en France dans l'entre-deux-guerres, elle ne fait l'objet d'aucune commission dans cette période et n'apparaît, bien discrètement, qu'en 1949 (Commission pour l'étude de la zone aride, annexe 1, ligne 36). Par la suite, sa présence reste toujours faible. C'est qu'elle trouve mal sa place dans le système des commissions. Destinées à favoriser la recherche internationale, elles fédèrent naturellement plus facilement sur de grands thèmes qui peuvent être étudiés un peu partout sur le globe que sur les approches localisées qui sont le propre de la géographie régionale. Significativement, les commissions de géographie régionale sont toujours chargées de travailler sur des régions « à problèmes » : zone aride, monde tropical, pays en développement. Tout aussi significativement, cette géographie est plus présente dans les groupes de travail, mieux adaptés aux approches localisées.

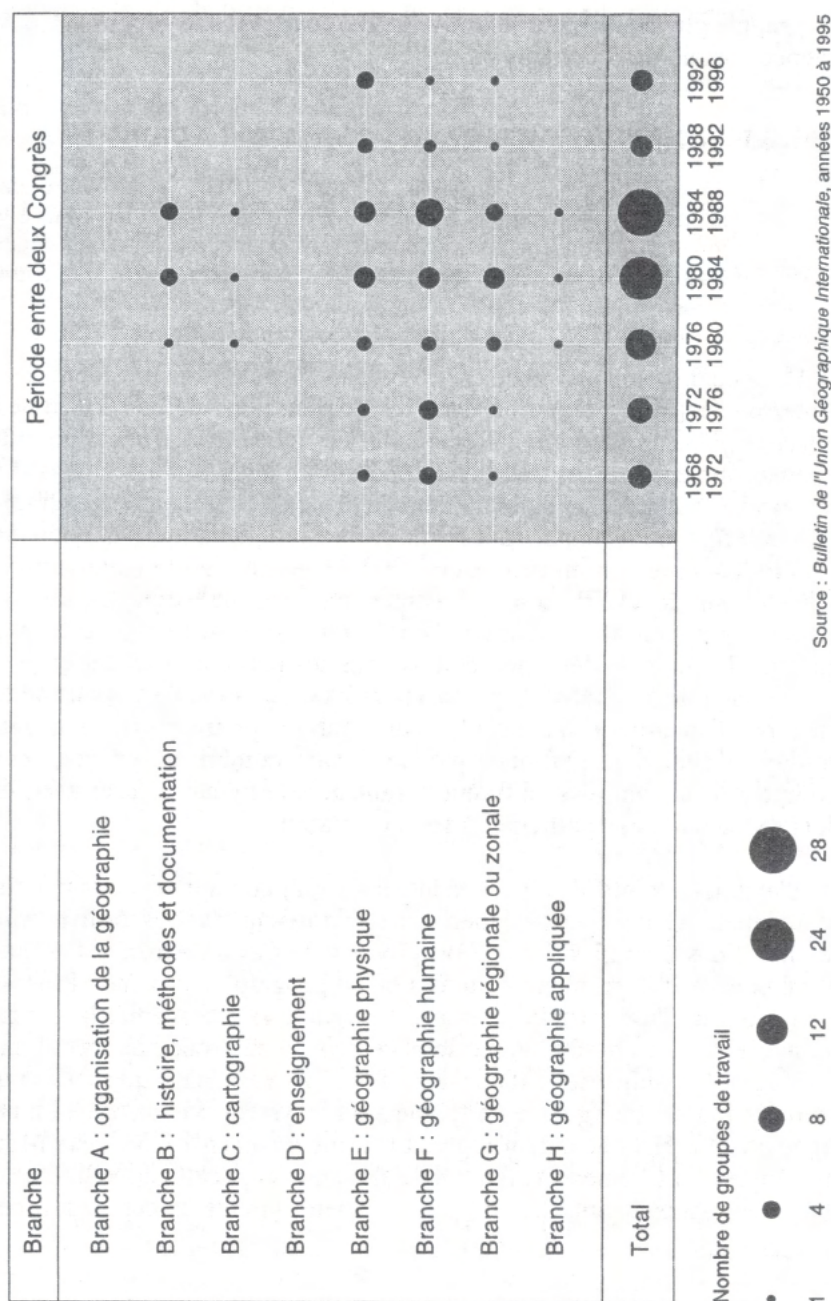
La géographie appliquée fait plus encore figure de parent pauvre : elle apparaît par intermittences et toujours avec une seule commission. Cependant, sans que cela soit indiqué dans leur titre, plusieurs commissions de l'entre-deux-guerres s'intéressent à cette question. La faible représentation de la cartographie a déjà été évoquée. Après la Seconde Guerre mondiale, elle s'explique en partie aussi par la création de l'Union cartographique internationale (ICA).

Ainsi, après le tournant de 1925, le ton est donné et les branches de la géographie retenant l'attention de l'UGI ne changent plus radicalement. Le glissement de l'intérêt de la géographie physique vers la géographie humaine témoigne de l'évolution d'une discipline qui, à partir des années soixante, s'interroge toujours plus fortement sur la place qu'elle doit réserver à la



5. LES COMMISSIONS

FIGURE 25 - THÈMES TRAITÉS DANS LES COMMISSIONS, RÉPARTIS ENTRE 8 BRANCHES DE LA GÉOGRAPHIE (1968-1996)



Source : Bulletin de l'Union Géographique Internationale, années 1950 à 1995

5. LES COMMISSIONS

géographie physique¹², qui se trouve même écartée d'une géographie devenue science sociale dans certains pays.

L'ÉVOLUTION DES PROBLÉMATIQUES : DES COMMISSIONS MOTEURS ?

« Quelques commissions se sont attachées à introduire dans la recherche géographique, à adapter des méthodes nouvelles. Mais elles ont fonctionné, souvent très activement, sans exercer une influence notable sur les autres commissions, car chaque commission a son existence autonome, même pendant les congrès. » (Dresch, 1977, p. 6)

Dans ce discours prononcé en 1976, Jean Dresch, alors président de l'UGI, s'interrogeait sur l'intégration dans les commissions de ce qu'il appelait la « *géographie moderne* ». Regrettant les réticences d'une communauté frileuse, ancrée dans ses traditions, il portait un jugement assez négatif sur la situation. Commissions moteurs, fers de lance de la recherche géographique, ou à la traîne, ne reconnaissant les nouvelles problématiques que lorsqu'elles ont fait leurs preuves en dehors de l'UGI ? Les critiques, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'UGI, sont fréquentes sur cette question. On reproche à l'Union de n'accorder la création d'une commission ou d'un groupe de travail que sur des thèmes déjà bien établis dans les pratiques des géographes. Le témoignage de Michel Philipponneau est à ce titre éloquent : pour obtenir la création d'un groupe de travail, il dut d'abord prouver que la géographie appliquée était déjà pratiquée par un certain nombre de géographes¹³. Le groupe puis la commission furent davantage créés pour diffuser une pratique déjà rodée que pour participer à son élaboration.

L'examen attentif des listes (annexes 1 et 2) conduit cependant à nuancer le jugement. Certes, certains thèmes n'apparaissent que très tardivement dans les listes des commissions et / ou groupes de travail. Ainsi, il faut attendre 1968 pour voir la première commission de géographie urbaine : Processus et caractères de l'urbanisation (annexe 1, ligne 54). De même, la géographie industrielle est d'abord intégrée sous la forme d'un groupe de travail en 1968 – Géographie industrielle (annexe 2, ligne 7) – et ce n'est qu'en 1976 qu'une commission est chargée de cette question : Systèmes industriels (annexe 1, ligne 68). Le Tiers Monde n'apparaît comme tel qu'en 1988 : Tiers Monde et développement (annexe 1, ligne 80), alors que déjà cette appellation semble dépassée. Auparavant, les travaux s'étaient limités à certains aspects –

12. Voir par exemple Dresch, 1977.

13. Livre III, chapitre 12.

5. LES COMMISSIONS

Transformations de l'habitat rural dans les pays en voie de développement, en 1976 (annexe 2, ligne 16) ; L'urbanisation dans les pays en voie de développement, en 1980 (annexe 2, ligne 27) – ou à certaines régions du Tiers Monde : les régions arides, l'Asie des moussons.

En revanche, on est frappé par la précocité avec laquelle d'autres questions s'imposent dans les commissions : l'utilisation des photographies aériennes, dès 1931 (Photo-topographie aérienne, annexe 1, ligne 27), Méthodes quantitatives, dès 1964 (annexe 1, ligne 49), Sélection et traitement de l'information – qui devient plus tard SIG – dès 1968 (annexe 1, ligne 52). L'Analyse des systèmes et modèles mathématiques fait d'abord l'objet d'un groupe de travail, en 1976 (annexe 2, ligne 9), avant de devenir une commission en 1988 (annexe 1, ligne 75).

L'UGI semble ainsi davantage intéressée par les renouvellements méthodologiques que thématiques et problématiques. Mais cette situation est peut-être aussi la conséquence d'une aptitude plus grande des groupes porteurs d'innovations technologiques à faire passer, accepter, les nouveautés. Dans l'ensemble, commissions et groupes de travail – les premières plus encore que les secondes – jouent davantage un rôle de vecteurs de diffusion de problématiques établies, acceptées par la communauté scientifique, que de moteurs de développement de nouveaux axes de recherche ou de nouvelles méthodes.

UN VECTEUR DE DIFFUSION DE LA GÉOGRAPHIE OCCIDENTALE ?

Le rôle principal des commissions et groupes de travail étant de diffuser une géographie approuvée par la communauté internationale des géographes, il convient de s'interroger sur la nature de cette géographie « officielle ». L'UGI n'est pas un lieu neutre, les luttes d'influence sont serrées entre tenants de telle ou telle géographie. Or ces choix disciplinaires recoupent souvent des appartenances culturelles, les enthousiasmes pour tel ou tel type d'approche ou tel ou tel sujet étant liés à des traditions mais aussi à des sensibilités culturelles. Aussi n'est-il pas étonnant de retrouver une ligne de partage entre la sphère anglophone et la sphère romane d'une part, entre États démocratiques et États plus ou moins totalitaires d'obédience marxiste entre 1949 et 1990 d'autre part, entre pays riches et pays pauvres enfin. On peut tenter de mesurer l'expression de ces oppositions et le poids respectif des uns et des autres en dressant une carte des pays d'exercice des présidents de commissions depuis 1949, de groupes de travail depuis 1968¹⁴. On a déjà

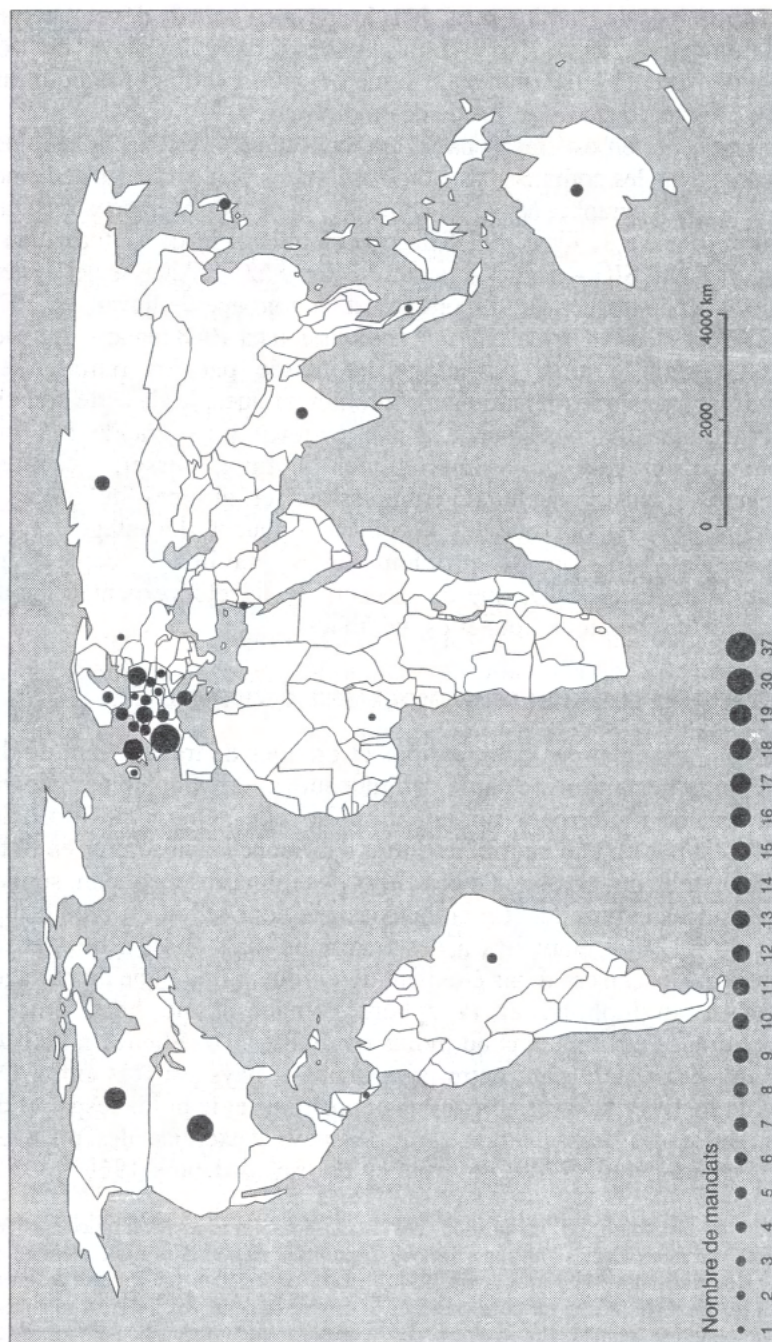
14. Sur la procédure de nomination des présidents, voir *supra*. Depuis 1949, on n'a relevé aucun cas de cumul des présidences. Avant 1984, il n'y a pas de règle précise sur cette question, mais la politique semble être d'éviter ces

situations. En revanche, il est courant de voir un président siéger en tant que membre dans une autre commission (ou groupe de travail), tout comme de nombreux individus sont membres de plusieurs commissions (ou groupes de travail).

BÉATRICE COLLIGNON

5. LES COMMISSIONS

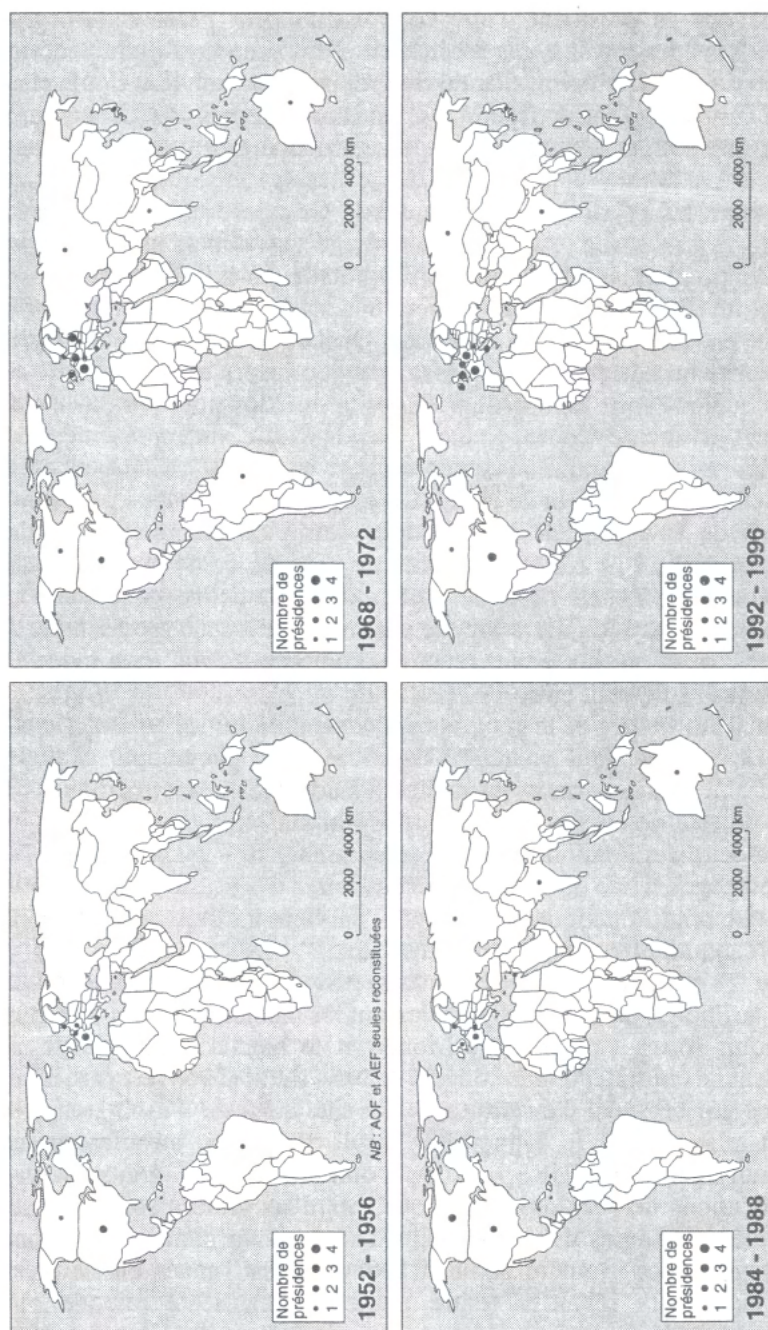
FIGURE 26a - NOMBRE DE PRÉSÉNCES DE COMMISSIONS PAR PAYS DEPUIS 1949



Source : Bulletin de l'Union Géographique Internationale, années 1950 à 1995

5. LES COMMISSIONS

FIGURE 26b - NOMBRE DE PRÉSIDENTES DE COMMISSIONS PAR PAYS POUR 4 PÉRIODES

Source : *Bulletin de l'Union Géographique Internationale*, années 1950 à 1995

5. LES COMMISSIONS

signalé que le président d'une commission peut peser fortement sur les orientations des travaux, car il bénéficie d'une grande latitude pour organiser les activités de la commission ou du groupe de travail dont il a la charge.

La carte de synthèse (figure 26a) est claire : depuis 1949, les commissions sont dominées par les Européens, plus particulièrement par les Européens de l'Ouest. La domination anglo-saxonne est également nette. Lorsque l'on additionne les présidences revenant à la Grande-Bretagne (19), aux États-Unis (30), au Canada (19) et à l'Australie (6), on obtient un total de soixante-huit, contre cinquante à la France (37), l'Italie (9) et la Belgique (4) – encore que le rattachement de cette dernière à la sphère romane puisse être discuté. Même en comptant qu'il y a des Québécois parmi les Canadiens, la supériorité numérique des Anglo-saxons demeure. Cependant, cette situation est en quelque sorte contrebalancée par la situation pays par pays, qui voit le très net avantage de la France, qui apparaît sur-représentée dans les présidences de commissions par rapport au poids numérique du Comité national français au sein de l'UGI. On est par ailleurs frappé par l'importance relative de la représentation des pays du bloc communiste : vingt-huit présidents de 1949 à 1992 (nommés au congrès de Sydney en 1988), dont quatorze pour la seule Pologne, particulièrement active au sein de l'UGI. En revanche, les pays du Tiers Monde sont nettement sous-représentés. De tous, l'Inde est celui qui est le plus reconnu. Pourtant, le total reste modeste : cinq présidents seulement entre 1949 et 1996.

Ainsi l'influence de la géographie occidentale sur les commissions est très forte, avec cependant un relatif équilibre entre géographie anglophone et géographie romane, entre lesquelles Scandinaves et Germaniques viennent jouer un rôle de contrepoint non négligeable (trente-six présidents en tout). Face à cette domination, seul le bloc communiste – avant sa dislocation, qui s'accompagne d'une disparition presque totale des présidents, avec seulement un Russe pour la période 1992-1996 – parvient à s'imposer, tout en restant à un niveau numérique beaucoup plus faible.

Sur les cartes proposées pour quatre périodes (figure 26b), on observe que les répartitions sont toujours globalement les mêmes, avec des ouvertures plus ou moins fortes vers le Tiers Monde et le bloc communiste. Il n'est pas étonnant de constater que le congrès de New Delhi (1968) est particulièrement marqué par ce souci d'ouverture, tandis que celui de Washington (1992) est plutôt placé sous le signe d'un repli face aux turbulences nées de l'effondrement de l'URSS et du communisme en général. Outre les modifications de l'échiquier politique, ces deux années sont intéressantes à comparer car toutes deux ont atteint le record du nombre de commissions approuvées : vingt-quatre. Mais si 1968 est aussi l'année où les présidences sont les mieux réparties (entre quinze pays), 1992 marque plutôt un mouvement de fermeture : douze pays seulement sont représentés par un

5. LES COMMISSIONS

président au moins.

Au reproche souvent formulé de commissions trop dominées par les géographes occidentaux, la réponse fréquemment avancée est que l'UGI étant pauvre, la présidence d'une commission n'est possible que si l'on peut disposer par d'autres biais des appuis matériels et financiers indispensables à la bonne marche de la commission : un secrétariat, un service de courrier efficace, des revenus annexes pour suppléer aux frais engendrés par l'organisation d'une conférence, la poursuite d'un projet éditorial, etc.

Les groupes de travail, structures plus légères et moins coûteuses, permettent-ils de compenser du moins en partie ces déséquilibres ? Les problèmes spécifiques au sous-développement y trouvant une assez grande place, il serait d'autant plus logique de trouver ici davantage de présidents originaires des pays pauvres. La carte de synthèse (figure 27a) révèle pourtant que l'ouverture est très limitée. Certes, la domination occidentale y est moins forte, tout comme celle du bloc communiste. Cependant, les pays du Tiers Monde sont ici aussi sous-représentés. Pourtant, si le rapport entre ces grands ensembles politico-économico-culturels est peu modifié, la répartition à l'intérieur de chacun d'eux est meilleure. Si l'Amérique latine n'est pas représentée (alors qu'elle l'est dans les commissions), l'Afrique apparaît, mais avec un seul président. De même, l'Asie ne se résume plus à l'Inde et au Japon, bien que l'Asie centrale et occidentale restent absentes, mise à part la contribution d'Israël, mais qui constitue un cas particulier. De même, les périphéries européennes sont un peu plus présentes.

L'analyse des cartes pour trois périodes (figure 27b) confirme les évolutions observées pour les commissions. Les débuts des groupes de travail (1968-1972) sont marqués par la domination européenne et occidentale, une année où il est vrai l'appartenance des présidents de commissions s'est, elle, beaucoup diversifiée. Le milieu des années quatre-vingt est au contraire l'époque de l'ouverture, notamment vers les pays du Sud-est asiatique. Cependant, ce mouvement, loin de s'amplifier, est contré par le repli au début des années quatre-vingt-dix, qui touche les groupes de travail comme les commissions.

On est ainsi amené à conclure sur une domination de la géographie occidentale, dont les commissions et groupes de travail semblent bien être surtout des courroies de transmission.

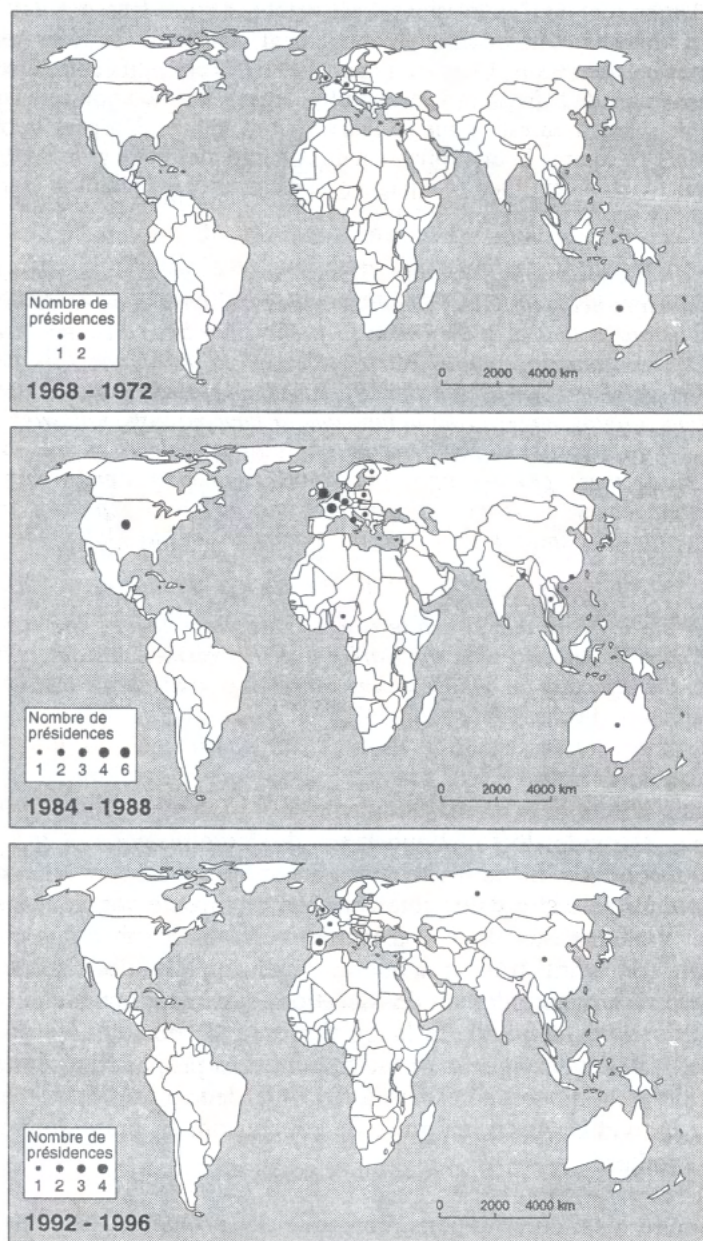
5. LES COMMISSIONS

FIGURE 27a - NOMBRE DE PRÉSENCES DE GROUPES DE TRAVAIL PAR PAYS DEPUIS 1968



BÉATRICE COLLIGNON

5. LES COMMISSIONS

FIGURE 27b - NOMBRE DE PRÉSIDENTES DE GROUPES DE TRAVAIL
PAR PAYS POUR 3 PÉRIODESSource : *Bulletin de l'Union Géographique Internationale*, années 1950 à 1995

5. LES COMMISSIONS

UNE STRUCTURE ADAPTÉE ?

« Les organes qui assurent la permanence des recherches au sein de l'Union sont les Commissions. Leur nombre comme leur organisation sont un vieux sujet de discussion, notamment lors des assemblées générales, tous les quatre ans. Il apparaît que les comités exécutifs et les assemblées générales de l'Union trouveront difficilement une solution satisfaisante à leur sujet. Il en est de même dans d'autres unions. On peut le regretter. Mais en somme la multiplication de commissions et de groupes de travail qui fonctionnent bien et répugnent à disparaître est plutôt le signe d'une bonne santé. » (Dresch, 1977, p. 5)

« Commissions, Working Groups, and Study Groups represent the scientific heart of IGU. [Their] activities [...] have come to dominate the scientific activities of the Union [...]. There has been a clear tendency for Commissions and related Working Groups to proliferate with time [...]. The problem of small attendance at meetings of many groups indicate that some groups may overlap in function, or have no large following.

« In addition to proliferation, there are problems of uneven quality among these groups and appropriateness of their membership. In too many cases, it is not evident that the members represent the most appropriate choices seen from the standpoint of our global possibilities. [...]

« [...] problems remain :

- 1. the logic of our structure (there is no clear logic ; the structure is somewhat chaotic, with some areas over-represented and others omitted)*
- 2. the difficulty for the Executive overseeing so disparate and complex a group. » (Fuchs, 1986, p. 33-34)*

A dix ans d'intervalle, deux présidents de l'UGI relèvent les problèmes soulevés par le mode de fonctionnement des commissions et groupes de travail, le second de façon nettement plus négative. Leurs interventions s'inscrivent dans le cadre d'une interrogation récurrente sur la nécessité de transformer une structure dont le principe même n'est pas remis en cause. L'UGI reste en effet très attachée à l'idée qu'elle doit soutenir ces collaborations internationales sur des questions que la communauté reconnaît comme importantes. A partir de la fin des années soixante, les projets de réforme du système en vigueur se multiplient. Les propositions émanent de comités nationaux, du comité exécutif de l'UGI, de son président, mais aussi de simples individus. Aussi, en guise de conclusion, en présentons-nous ici une brève synthèse.

Le nombre des commissions constitue le problème principal. Tous s'accordent à reconnaître qu'il est trop élevé, compte tenu des moyens

5. LES COMMISSIONS

financiers de l'UGI. Mais limiter strictement leur nombre à dix ou douze implique que l'on soit beaucoup plus sévère lors des votes de renouvellement et que l'on supprime régulièrement des commissions anciennes afin de pouvoir en créer de nouvelles. Les créations sont en effet vitales, car c'est par elles que sont reconnues par l'UGI les nouvelles problématiques qui se développent en géographie, donc que l'Union reste proche de l'évolution de la discipline. Le maintien d'un trop grand nombre de commissions anciennes risque de scléroser la recherche menée dans le cadre de l'UGI. Pour répondre à cet impératif, de multiples solutions sont proposées. La réflexion tourne principalement autour de la question de l'évaluation de l'activité des commissions et groupes de travail – qui doit être d'autant plus rigoureuse que les suppressions seront nombreuses – et des relations entre commissions et groupes de travail.

Sur ce dernier point, nombreux sont ceux qui déplorent l'absence de hiérarchie entre ces deux organes de recherche, que rien ne différencie dans leurs activités. La plupart recommandent une structure où les commissions se verraient confier pour une période assez longue des programmes plutôt vastes, alors que les groupes de travail – placés ou non sous la dépendance d'une commission – seraient chargés de travailler sur des questions plus pointues, pendant une durée plus courte, de quatre à huit ans. Pour l'évaluation, le problème est de savoir qui doit s'en charger, et sur quels critères¹⁵. De même, pour les créations, certains pensent qu'elles doivent être proposées par des groupes d'individus alors que d'autres penchent pour le parrainage par un ou plusieurs comités nationaux.

Cependant, en dépit de ces discussions animées, les choses ne changent guère dans la pratique. Incapable de trancher, l'UGI enregistre les différentes propositions mais garde ses vieilles habitudes, c'est-à-dire qu'elle navigue le plus souvent à vue, oscillant d'un congrès à l'autre entre fermeté et souplesse, comme on l'a vu ci-dessus. Le contrôle des activités des commissions et groupes de travail tend pourtant à se renforcer au fil des décennies. Les rapports de fin de mandats sont demandés avec plus d'insistance, les recommandations aux présidents se font plus fermes. La croissance numérique de la communauté scientifique internationale y est sans doute pour quelque chose. L'influence personnelle de tel ou tel a en effet tendance à décroître – même si elle reste forte pour certains – ce qui oblige chacun à se conformer davantage aux règles générales. Par ailleurs, les liens entretenus

15. Alors que les propositions en ce domaine restent souvent assez vagues, le Soviétique V.V. Annenkov (1980) présente dans le détail une méthode statistique rigoureuse qui

devrait garantir selon lui l'objectivité des appréciations du travail de chaque commission et groupe de travail.

5. LES COMMISSIONS

avec d'autres organisations internationales dont dépend pour une bonne part le financement des commissions et groupes de travail imposent une présentation à la fois plus rigoureuse et plus régulière des résultats. Ainsi, lors de la réunion des présidents en 1990, il est rappelé que des rapports annuels doivent être fournis, à l'attention non de l'UGI elle-même mais de l'ICSU et de l'ISSC. Si ces obligations peuvent aider à un fonctionnement plus efficace, elles risquent aussi de transformer les présidents en rapporteurs professionnels et de constituer des entraves à la conduite d'un véritable travail de recherche, qui a besoin de temps avant d'arriver à un résultat.

ASSOCIAZIONE DEI GEOGRAFI ITALIANI

Atti del XXIX Congresso Geografico Italiano

GEOGRAFIA
DIALOGO TRA GENERAZIONI

a cura di
Alberto Di Blasi

Vol. I
Tavole rotonde
(*Relazioni – Contributi*)

Appendice
(*Incontri – Ordinamento – Mostre – Elenco iscritti*)

PÀTRON EDITORE - BOLOGNA

INDICE

Alberto Di Blasi, <i>Premessa</i>	p. 13
L'Università come attore dello sviluppo (Coordinatore: Carlo Da Pozzo)	
Carlo Da Pozzo, <i>L'università come motore di sviluppo</i>	17
Emilio Bellini, Filippo Bencardino, <i>Il ruolo dell'Università nelle comunità di saperi: il caso dell'Università del Sannio</i>	23
Gino De Vecchis, <i>La Riforma Universitaria: quali azioni sul territorio?</i>	27
Marina Faccioli, <i>"Valutazione" del processo universitario e territorio</i>	31
Rosalina Grumo, <i>L'Università e la cooperazione al servizio del territorio</i>	35
Maria Luisa Porcu, Maria Prezioso, <i>Università e sviluppo: la misura "Rapporti con il territorio" nel progetto CRUI CampusOne</i>	41
Anna Maria Sala, <i>Università e sviluppo locale</i>	43
Cecilia Santoro Lezzi, <i>Luci e ombre del processo di internazionalizzazione dello spazio europeo</i>	47
I saperi del geografo alla prova: teorie, modelli, istituzioni, politiche (Coordinatore: Franco Farinelli)	
Franco Farinelli, <i>I saperi del geografo alla prova: teorie, modelli, istituzioni, politiche</i>	63
Francesco Boggio, Maurizio Memoli, <i>Una non-geografia della città?</i>	65
Alessandra Bonazzi, <i>"L'istanza della lettera" e il globo di Tolomeo</i>	67
Mario Casari, <i>Amore dei luoghi e globalizzazione: principi ordinatori dei territori</i>	71
Beatrice Collignon, <i>L'esperienza francese</i>	77
Clara Copeta, <i>Alcune osservazioni sul concetto di luogo, oggi</i>	81
Gisella Cortesi, <i>La geografia di genere: percorsi critici e prospettive</i>	83

Beatrice Collignon*

L'ESPERIENZA FRANCESE

Nel 2002, secondo i dati del *Répertoire des géographes français* che si pubblica ogni quattro anni, i geografi attivi in Francia erano 1.757 di cui il 31% donne. Le due classi di età più numerose erano quelle tra i 50 e i 60 anni (488 individui) e tra i 30 e i 40 anni (509 individui, di cui una parte ancora dottorandi). All'interno del corpo accademico (circa la metà dei geografi in attività: il resto si ripartisce tra il CNRS e gli altri organismi di ricerca pubblica – circa il 23% – e il settore privato – circa il 20%) l'età media dei 509 professori associati era di 39 anni, e di 56 anni per i 330 professori ordinari. Questi pochi dati testimoniano di una disciplina contraddistinta da un rinnovamento calibrato dei suoi effettivi a partire dalla metà degli anni Novanta, dopo i profondi rivolgimenti degli anni Settanta e la “crisi della geografia” che la generazione che va adesso progressivamente in pensione aveva allora scatenato.

Oggi questa crisi appare largamente superata, e le principali correnti scaturite dal “grande decennio della contestazione” appaiono normalizzate. L'analisi spaziale, la geopolitica, la geografia dello sviluppo e la geografia sociale costituiscono ormai lo zoccolo di riferimento dei geografi francesi nel frattempo divenuti più curiosi circa l'epistemologia della propria disciplina. I metodi quantitativi non si sono, di converso, mai diffusi al di là di una ristretta cerchia di praticanti, e la comunità dei geografi resta legata agli approcci qualitativi così come alla pratica diretta dell'inchiesta sul terreno. Per un altro verso la pianificazione del territorio, scaturita dalla “geografia applicata” degli anni '60 ha conosciuto un grande successo specialmente in virtù degli sbocchi professionali che tale tipo di formazione assicura agli studenti. Prossima all'analisi spaziale ma anche all'economia spaziale e a certe branche dell'ingegneria essa si è arricchita estendendosi all'urbanistica, e si è autonomizzata dal resto della geografia umana: essa costituisce ormai quasi una disciplina a parte, con le proprie specifiche istanze di riconoscimento a livello nazionale.

Ultima nata dalla geografia umana, la geografia culturale si è formata attorno a Paul Claval e alla rivista *Géographie et Culture*, che ha riunito sotto questa etichetta l'etnogeografia come l'aveva praticata in particolare Joël Bonnemaison in Melanesia, la geografia umanista e la geografia storica. Va notato infine che la geografia economica è quasi scomparsa dalla produzione geografica francese a partire dall'inizio degli anni Novanta. Alcuni lavori si ispirano alla nuova geografia economica anglo-americana elaborata nel quadro del *cultural-turn*, ma restano largamente minoritari.

* Istitut Universitaire de France.

All'inizio del nuovo millennio la geografia umana francese è più marcata dall'influenza delle teorie costruttiviste che di quelle strutturaliste, è più influenzata dagli approcci di derivazione fenomenologica che statistica, ed è più interessata alle rappresentazioni non cartografiche dello spazio geografico e territori che alla loro risoluzione mediante formule matematiche. Tali recenti evoluzioni sono connesse all'ancoraggio della geografia delle scienze sociali, che ha trasformato radicalmente l'oggetto geografico stesso. I nuovi geografi lavorano sempre meno su dei brani di spazi (territori, regioni, aree, ecc.) e sempre di più sulle rappresentazioni, individuali o collettive, di tali brani: lo spazio, i luoghi, i paesaggi sono concepiti anzitutto come costruzioni sociali. Infine la geografia francese si apre da poco, e ancora timidamente, ai nuovi approcci sviluppati dalla geografia anglo-americana: principalmente la critica postmodernista. Tale corrente suscita tuttavia molte critiche e reticenze specialmente in ragione del suo carattere poco costruttivo. L'influenza dei lavori anglo-americani si fa invece sentire con evidenza nell'emersione di nuovi interrogativi che riguardano la questione del genere, della sessualità, dell'identità, della frammentazione dello spazio in rapporto alla mobilità, della mercificazione dello spazio – il che rinnova profondamente la geografia del turismo – ma anche delle comunità etniche e/o culturali, soggetto ancora sostanzialmente tabù nella Francia repubblicana affezionata a una certa idea dell'identità che non riconosce nessun intermediario tra l'individuo e il cittadino, tra l'“io” della persona e il “noi” della nazione.

Infine alcune osservazioni che riguardano gli effetti strutturali che si riferiscono a tale situazione. La riforma del sistema della tesi di stato nel 1984 ha accelerato l'accesso a uno statuto di titolarità e di piena responsabilità dei docenti: bastano adesso 3-4 anni per la tesi di dottorato che apre l'accesso alla carriera accademica, mentre prima erano necessari 10 o addirittura 20 anni se non di più. Di conseguenza il corpo insegnante appare oggi notevolmente ringiovanito. In secondo luogo la struttura demografica del corpo insegnante favorisce a partire dalla metà degli anni Novanta un sistematico ricambio, poiché le nuove generazioni possono beneficiare indirettamente dei massicci arruolamenti di docenti che hanno caratterizzato gli anni Sessanta e Settanta, docenti che oggi arrivano appunto all'età della pensione (obbligatoria a 65 anni per i professori associati e a 67-68 per i professori ordinari).

Da ultimo l'organizzazione molto centralizzata dell'insieme delle discipline universitarie, che è caratteristica tipicamente francese, frena il rinnovo delle problematiche pur mantenendo la coerenza disciplinare. A livello nazionale, il corpo insegnante è posto sotto il controllo del Conseil National des Universités (CNU), organizzato in tante sezioni quante sono le discipline riconosciute. All'interno delle sezioni siedono i rappresentanti eletti dei professori ordinari e associati, più alcuni rappresentanti nominati dal ministero. La loro principale attività consiste nell'esame e nel giudizio delle tesi e delle “Abilitazioni a dirigere le ricerche” (HDR) da cui dipende la possibilità di concorrere ai posti di professore banditi dalle singole università. In base ai rapporti fatti da due valutatori per ogni tesi e domanda di abilitazione la sezione del CNU può rifiutare la qualificazione, cioè il riconoscimento, anche a lavori che nella loro sede hanno ottenuto il giudizio migliore. Tale rifiuto, che si produce ogni anno, si riferisce anzitutto a lavori giudicati troppo deboli (dunque avallati in origine da giurie troppo compiacenti) ma prende in conto anche l'esperienza d'insegnamento acquisita e il grado di “geograficità” dei lavori presentati. In tal modo l'istanza nazionale costituita dalla commissione svolge il ruolo di garante dell'unità della

disciplina. Agendo talvolta da vero e proprio “guardiano del tempio” in funzione delle sensibilità rappresentate dal verdetto elettorale, che viene pronunciato ogni quattro anni. Il rischio di vedersi rifiutata la qualificazione a motivo della “non geograficità” della ricerca spinge i geografi più giovani alla prudenza, e spiega in parte il ritmo relativamente lento della trasformazione della geografia francese, a dispetto della curiosità e delle motivazioni dei dottorandi, e della ragionevolezza del ritmo di rinnovamento del corpo degli insegnanti-ricercatori.

QUELQUES NOTES SUR LA GEOGRAPHIE FRANÇAISE A L'AUBE DU 21^e SIECLE

Béatrice Collignon

Maître de Conférences, UFR de Géographie, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

UMR Géographie-Cités (CNRS/Paris1/Paris7) - Equipe EHGO (Epistémologie et Histoire de la Géographie)

--

Visiting Professor, Geografia, Università di Bologna Alma Mater Studiorum.

beatrice.collignon@unibo.it, Beatrice.Collignon@univ-paris1.fr

2007.

Version française de l'article publié en italien (traduction par un tiers) sous le titre :

"L'esperienza francese", in Di Blasi A. (dir.), *Geografia. Dialogo tra generazioni. Atti del XXIX Congresso Geografico Italiano (Palermo settembre 2004)*, Bologna, Pàtron, p. 77-79

NB : pour des questions éditoriales la version italienne a été amputée des repères bibliographiques et sitographiques proposés à la fin du texte, et qui sont pour cette version française conservés.

En 2002, d'après les données du *Répertoire des géographes français* publié tous les quatre ans, les géographes en activité en France étaient 1757 dont 31% de femmes. Les deux classes d'âge les plus nombreuses étaient les 50-60 ans (488 individus) et les 30-40 ans (509 individus, dont une partie étaient encore des doctorants). Les quatre plus jeunes (des doctorants) avaient 25 ans.

Au sein du corps enseignant à l'Université (environ 55% des géographes en activité, le reste se répartissant principalement entre CNRS et autres organismes de recherche publique – env. 23% - et le secteur privé – env. 20%), l'âge médian des 509 Maîtres de conférences était de 39 ans (les 4 plus jeunes avaient 30 ans, le plus âgé 66 ans), et de 56 ans pour les 330 Professeurs le plus jeune avait 35 ans, le plus âgé 68 ans).

Ces quelques données témoignent d'une discipline marquée par un renouvellement en douceur de ses effectifs depuis le milieu des années 1990, après les profonds bouleversements des années 1970 et la "crise de la géographie" que la génération qui aujourd'hui part progressivement à la retraite avait alors déclenchée.

Cette crise est désormais largement dépassée et les principaux courants issus de la "grande décennie contestataire" (commencée au tournant des années 1970 elle se prolonge jusque vers 1982-84) se sont normalisés. L'analyse spatiale, la géopolitique, la géographie du développement et la géographie sociale constituent actuellement le socle de référence de géographes français devenus plus curieux de l'épistémologie de la discipline. Les méthodes quantitatives ne se sont en revanche jamais diffusées au-delà d'un cercle restreint, la communauté des géographes restant collectivement attachée aux approches qualitatives, tout comme à la pratique directe de l'enquête de terrain. De même, la représentation graphique de la "grammaire de l'espace" par les chorèmes, mis au point par Roger Brunet au cours des

2008, "Notes sur la géographie française à l'aube du 21^e siècle"

années 1970, a fait long feu après une phase de grand engouement – lié à ses qualités didactiques – entre la fin des années 1980 et le milieu des années 1990.

Par ailleurs l'aménagement du territoire, issu de la "géographie appliquée" des années 1960, a connu un grand succès en raison notamment des débouchés professionnels que cette formation assure aux étudiants. Proche de l'analyse spatiale mais aussi de l'économie spatiale et de certaines sciences de l'ingénieur elle s'est enrichie en s'élargissant à l'urbanisme, et s'est autonomisée du reste de la géographie humaine : elle constitue désormais presque une discipline à part, avec ses propres instances de reconnaissance au niveau national.

La géographie physique a pris un tournant majeur avec l'affirmation d'une géographie de l'environnement intégrant à part entière la dimension humaine dans l'analyse des milieux. Ceci marque la fin des tentatives de refondation d'une géographie physique globale centrée autour du concept de nature et de l'analyse des paysages. La géographie physique française est désormais nettement séparée en deux blocs : d'un côté les tenants d'une approche par la nature qui ne prend en compte le "facteur humain" qu'en fin de parcours, de l'autre les tenants d'une approche par l'environnement qui place l'homme et les sociétés au cœur de ses analyses, au risque de ne plus être reconnus comme "géographes physiciens" par leurs confrères. La coupure est d'autant plus franche que ces deux courants ont fait des risques leur principal objet de recherche depuis le tournant des années 2000.

Dernière née de la géographie humaine, la géographie culturelle s'est fondée autour de Paul Claval et de la revue *Géographie et Cultures* créée en 1992, qui a réuni sous ce label à la fois l'ethnogéographie telle que l'avait notamment développée Joël Bonnemaison¹ en Mélanésie, la géographie humaniste et la géographie historique. La personnalité de Paul Claval, "passeur de géographies" plus que constructeur de théories, explique pour une bonne part la très grande diversité des objets, des méthodes et des productions de ce courant, qui n'a jamais constitué une école (contrairement à l'analyse spatiale ou à la géographie sociale notamment). De sorte que le "label" géographie culturelle qualifie à la fois des travaux très novateurs et des recherches proches en fait de la géographie classique post-vidalienne.

Notons enfin que la géographie économique a quasiment disparu de la production géographique française depuis le tournant des années 1990. Quelques travaux s'inspirent de la nouvelle géographie économique anglo-américaine élaborée dans le cadre du *cultural turn*, mais ils restent minoritaires.

À l'aube du nouveau millénaire, la géographie humaine française est davantage marquée par l'influence des théories constructivistes que structuralistes, les approches dérivées de la phénoménologie plutôt que de la statistique, et la mise en images non cartographiques plutôt qu'en formules mathématiques de l'espace géographique et des territoires.

Ces évolutions récentes sont liées à l'ancrage de la géographie dans les sciences sociales, qui va de soi pour les géographes formés depuis la fin des années 1980. Ceci a transformé radicalement l'objet même des recherches en géographie : les nouveaux géographes travaillent de moins en moins sur des morceaux d'espaces (qu'il s'agisse de territoires, de régions, d'aires, etc.) et de plus en plus sur les

¹ Décédé prématurément en 1997, à l'âge de 57 ans, d'un arrêt cardiaque.

Atti del XXXII Congresso dei geografi italiani, Palermo, Italie, 14-15 septembre 2004, AGEI, p. 325-331.

représentations, individuelles ou collectives, de morceaux d'espaces : l'espace, les lieux, les paysages sont appréhendés d'abord comme des construits sociaux.

Plaçant les représentations au centre de leurs préoccupations, les nouveaux géographes ont abaissé les frontières entre géographie sociale et géographie culturelle (parfois encore considérées l'une comme "de gauche" et l'autre comme "de droite") et plus ouvertement intégré les appareils théoriques et critiques de la sociologie et/ou de l'anthropologie selon les cas, plus rarement ceux de la sémiologie, de la sémiotique et de l'esthétique.

Ceci les conduit par ailleurs à définir de nouveaux objets de recherche, notamment autour des images, de l'ailleurs et de l'altérité, des imaginaires géographiques, ainsi que de la construction des savoirs géographiques vernaculaires, parfois appelés "du quotidien".

Par ailleurs, la géographie humaine est traversée par les grandes préoccupations des sciences sociales contemporaines : la question de l'individu et l'interrogation sur l'éthique de la recherche.

Sous l'influence de la phénoménologie, qui apporte un appareil théorique fort aux géographies de l'espace vécu développées sur un mode très descriptif et empirique dans la décennie 1975-1985, une série de recherches sont menées depuis quelques années sur les micros lieux, les espaces fermés, les géographies du corps, et le concept de l'habiter pris dans un sens très large.

Enfin, la géographie française s'ouvre depuis peu, et encore timidement, aux nouvelles approches développées par la géographie anglo-américaine : principalement la critique postmoderniste. Ce courant suscite cependant beaucoup de critiques et de réticences, en raison notamment de son caractère peu constructif ("où mène la déconstruction systématique?"), d'une certaine incompréhension face à la lecture nord-américaine de théories développées par des intellectuels français perçus ici comme divisés et là-bas comme participant tous à l'élaboration de la fameuse *French theory*, socle du courant postmoderniste en sciences sociales, et du caractère jugé "peu ou pas du tout géographique" d'un certain nombre d'objets dont s'empare la géographie postmoderniste. Cette géographie est par ailleurs relativement mal connue, en raison du très faible nombre de traductions d'ouvrages de géographie de langue anglaise.

S'il n'y a pas de géographe français à véritablement parler postmoderniste, l'influence des travaux anglo-américains se ressent dans l'émergence de questionnements nouveaux autour de la question du genre, de la sexualité, de l'identité, de la fragmentation de l'espace en lien avec la mobilité, de la commodification de l'espace – ce qui renouvelle profondément la géographie du tourisme – mais aussi des communautés ethniques et/ou culturelles, sujet encore largement tabou dans une France attachée à une certaine idée "Républicaine" de l'identité qui ne reconnaît pas d'intermédiaire entre l'individu et le citoyen, entre le "je" de la personne et le "nous" de la Nation.

On ne peut par ailleurs envisager les évolutions de la géographie française contemporaine sans tenir compte de quelques effets de structure.

Premièrement, la réforme du système des thèses en 1984 et de l'organisation du corps enseignant universitaire dans la foulée a facilité le renouvellement. La thèse d'Etat, que l'on faisait au mieux en 10 ans, parfois en 20 ans ou plus, a été remplacée par la thèse de doctorat, proche du *PhD* nord-américain, qui doit se faire en 3 ans, la moyenne étant plutôt de 4 ans en sciences humaines et sociales. Cette thèse

2008, "Notes sur la géographie française à l'aube du 21^e siècle"

de doctorat donne accès aux postes de Maîtres de Conférences, le corps des Assistants et Maîtres Assistants ayant disparu. L'accès à un statut de titulaire et de pleine responsabilité est ainsi accéléré, ce qui a permis un net rajeunissement du corps enseignant.

L'accès aux postes de Professeur est quant à lui soumis à la rédaction d'une Habilitation à Diriger des Recherches (HDR) qui doit comprendre un texte de recherche original d'environ 150 pages au contenu plutôt théorique et la liste commentée des publications advenues depuis la fin de la thèse. Comme la thèse, la HDR est soumise à un jury et donne lieu à une soutenance orale. Si la plupart des Maîtres de Conférences rédigent une HDR entre 7 et 12 ans après la prise de leur premier poste, il n'y a pas de délai minimum : depuis le milieu des années 1990 plusieurs collègues sont ainsi devenus Professeurs avant quarante ans.

En ce qui concerne les doctorants un certain nombre d'entre eux bénéficient d'allocations de recherche (du Ministère de la recherche principalement, mais ce peut être d'autres institutions, nationales ou régionales, voir infra-régionales) et de la possibilité d'assurer, sous divers statuts temporaires, des cours à l'Université. Il ne s'agit pas, comme en Italie, d'interventions ponctuelles dans le cours d'un Professeur dont on est l'assistant, mais de la responsabilité entière de 2 à 3 enseignements semestriels, en général de 25h chacun.

Deuxièmement, la structure démographique du corps enseignant universitaire, liée à la succession de périodes de recrutements nombreux (milieu des années 60 – fin des années 70, années 1995-2002) et beaucoup plus faibles (notamment les années 80) favorise depuis le milieu des années 90 un important renouvellement, les générations ayant bénéficié des recrutements assez massifs des années 1960-1970 arrivant aujourd'hui à l'âge de la retraite (obligatoire à 65 ans pour les Maîtres de Conférences, à 67 ans, 68 sur dérogation, pour les Professeurs).

Mais, troisièmement, l'organisation très centralisée de l'ensemble des disciplines universitaires, une caractéristique typiquement française, freine le renouvellement des problématiques tout en maintenant la cohérence de la discipline.

Au niveau national, le corps enseignant universitaire est placé sous le contrôle du Conseil National des Universités (CNU), organisé en autant de sections qu'il y a de disciplines reconnues. La géographie est ainsi la section n°23, tandis que l'aménagement du territoire et l'urbanisme ont "leur" section, la n°24. Siègent dans les sections des représentants élus des Maîtres de Conférences et Professeurs, ainsi que des membres nommés par le ministère (toujours minoritaires).

La principale activité des sections est l'examen et la qualification éventuelle, à chaque printemps, des thèses et HDR soutenues dans l'année. De cette qualification dépend la possibilité de se porter candidat sur les postes de Maîtres de Conférences et Professeurs ouverts au recrutement dans chaque université. Sur la base des rapports fait par deux évaluateurs pour chaque thèse et chaque HDR, la section du CNU peut refuser la "qualification" même à des travaux ayant obtenu la mention maximum (Très Honorable avec Félicitations du jury à l'unanimité) : le cas se produit tous les ans, il est même fréquent pour les HDR. Les refus de qualification sont en général motivés par des travaux jugés trop faibles, validés par des jurys estimés complaisants, mais on prend aussi en compte l'expérience d'enseignement déjà acquise et le caractère véritablement "géographique" de la recherche menée.

Ainsi, cette instance nationale joue un rôle de garante de l'unité de la discipline, s'instaurant parfois en véritable "gardienne du temple" au gré des sensibilités les mieux représentées à l'issue de chaque

Atti del XXXII Congresso dei geografi italiani, Palermo, Italie, 14-15 septembre 2004, AGEI, p. 325-331.

nouvelle élection (tous les 4 ans). Le risque de se voir refuser la qualification au motif de "non géographisme" de la recherche pousse notamment les jeunes géographes à la prudence et explique en partie le rythme relativement lent de la transformation de la géographie française, en dépit des curiosités et motivations des doctorants et d'un rythme raisonnable de renouvellement du corps des enseignants-chercheurs.

BIBLIOGRAPHIE ET SITOGRAFIE

Pour clore cette rapide présentation, il a semblé utile de donner quelques repères bibliographiques et quelques adresses de sites de documentation.

Dictionnaires et encyclopédies

La géographie française est marquée plus que d'autres par la production régulière de dictionnaires et encyclopédies, qui traduisent le souci des géographes les plus en vue de définir la géographie et d'établir son champ de légitimité. Cette activité n'est pas sans rapport avec l'existence d'une instance nationale de surveillance de la production géographique (le CNU). Les quinze dernières années n'ont pas échappé à ce mouvement.

- Bailly A., Ferras M. e Pumain D., (a cura di), *Encyclopédie de géographie*, Paris, Economica, 1992.
- Brunet R. (a cura di), *Les mots de la géographie*, Paris, Reclus-La Documentation Française, 1992.
- Lacoste Y., *De la géopolitique aux paysages: dictionnaire de la géographie*, Paris, A. Colin, 2003.
- Lévy J. e Lussault M. (a cura di), *Dictionnaire de la géographie et de l'espace des sociétés*, Paris, Belin, 2003.
- *Hypergéogé*, encyclopedia di geografia on-line, tri-lingua (francese, inglese, spagnolo): www.hypergeo.free.fr

Quelques publications à forte dimension épistémologique

- AAVV, *Débat sur le postmodernisme*, in "L'espace géographique", 1, 2004.
- Berque A., *Écoumène. Introduction à l'étude des milieux humains*, Paris, Belin, coll. Mappemonde, 2000.
- Knafo R., *L'état de la géographie*, Paris, Belin, coll. Mappemonde, 1997.
- Lévy J., *Le tournant géographique*, Paris, Belin, coll. Mappemonde, 1999.
- Pinchemel Ph. et G., *La face de la terre*, Paris, A. Colin, 1989.
- Robic M.-C. (a cura di), *Couvrir le monde*, Paris, ADPF-Ministère des affaires étrangères, 2006.
- Staszak J.-F., Collignon B., et alii, *Géographies anglosaxonnes – tendances contemporaines*, Paris, Belin, coll. Mappemonde, 2001.

Principales collections de géographie

- pour les manuels :
 - Armand Colin, notamment la collection U. Domine très largement aujourd'hui
- plutôt recherche :
 - Belin, coll. "Mappemonde"
 - Editions du CNRS, coll. "Milieux et Sociétés"
 - Karthala, coll. "Géotropiques"
 - Bréal, coll. "d'autre part"

2008, "Notes sur la géographie française à l'aube du 21^e siècle"

- L'Harmattan, coll. "Géographie en liberté", coll. "Géographie et Cultures" et coll. "Géographie sociale"

- Economica-Anthropos, coll. "Villes"

Les presses universitaires sont pour la plupart peu actives en géographie. Une exception : les Presses universitaires de Rennes (PUR)

- plutôt valorisation :

- Economica-Anthropos, coll. "Géographie"

- Editions de l'Aube, coll. "Bibliothèque des territoires"

- Flammarion, coll. "géographie"

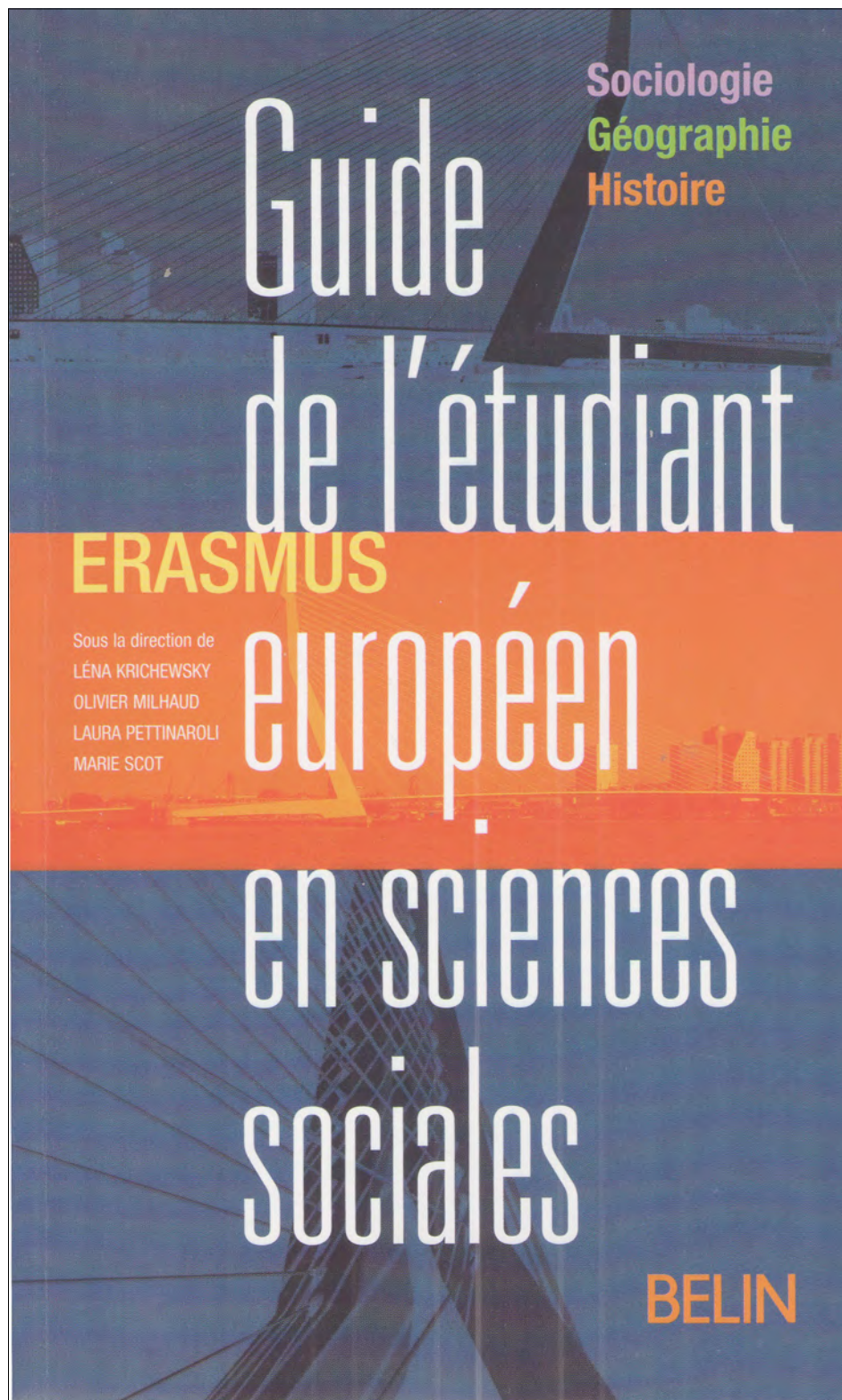
Principales revues de géographie

- *Les Annales de Géographie* (fondada nel 1891)
- *L'espace géographique* (fondada nel 1972)
- *Hérodote* (fondada nel 1976)
- *Géographie et Cultures* (fondada nel 1992)
- *Cybergéo, revue européenne de géographie*, on-line <http://193.55.107.45/eurogeo2.htm> (fondada nel 1996)
- *Autrepart, revue de sciences sociales au sud* (fondada nel 1997)

Documentation

- La Bibliothèque de l'Institut de Géographie de Paris, sise au 191 rue Saint-Jacques, 5^e arrondissement, est la bibliothèque de géographie la plus importante de France. En suivant ses acquisitions on peut donc avoir une assez bonne idée non seulement de ce qui se produit en géographie française mais de la diffusion en France des géographies étrangères. L'ensemble du fond est consultable en ligne: <http://geo-cartoparis.blogspot.com/>

- Le centre de recherche PRODIG (CNRS/Paris 1/Paris IV/Paris VII) a une vocation ancienne de centre de documentation. Dans ce cadre, il publie tous les 4 ans depuis 1968 le *Répertoire des géographes français*. Dernier volume disponible: 2002. http://prodig.univ-paris1.fr/publications_documentaires/repertoire_geographes.htm



Sommaire

Invitation au voyage	4
Mode d'emploi du Guide de l'étudiant européen	7
Introductions	9
De Bologne (1217) à Bologne (1999).	
Brève histoire des universités européennes Marie Scot	9
La construction d'un espace européen de l'enseignement supérieur	
Léna Krichewsky	20
Partir à l'étranger : enjeux interculturels Béatrice Rafoni, Olivier Milhaud & Laura Pettinaroli	29
 Allemagne [coordonné par Léna Krichewsky]	40
Le système universitaire en Allemagne Michel Christian,	
Cédric Duchêne-Lacroix & Georg Glasze	44
La sociologie en Allemagne Cédric Duchêne-Lacroix	53
La géographie en Allemagne Georg Glasze	62
L'histoire en Allemagne Michel Christian	71
 Espagne [coordonné par Marie Scot et Laura Pettinaroli]	82
Le système universitaire en Espagne Paula Navio Latorre,	
Jose Juan Osés Bermejo & Miguel Rubiales Pérez	86
La sociologie en Espagne Jose Juan Osés Bermejo	96
La géographie en Espagne Miguel Rubiales Pérez	106
L'histoire en Espagne Paula Navio Latorre	117
 France [coordonné par Olivier Milhaud]	128
Le système universitaire en France Veronique Fourault-Cauët,	
Mathieu Hauchecorne, Etienne Ollion, Benjamin Weber	132
La sociologie en France Mathieu Hauchecorne & Etienne Ollion	141
La géographie en France Veronique Fourault-Cauët	151
L'histoire en France Benjamin Weber	161

 Grande-Bretagne (coordonne par Marie Scot)	172
Le système universitaire en Grande-Bretagne Matthieu Giroud, Marjolaine Roger & François Zanetti	176
La sociologie en Grande-Bretagne Marjolaine Roger	186
La géographie en Grande-Bretagne Matthieu Giroud	196
L'histoire en Grande-Bretagne François Zanetti	205
 Italie (coordonne par Laura Pettinaroli)	218
Le système universitaire en Italie Marie Balas, Beatrice Collignon, Emanuele Polizzi, Roberto Regoli & Valentina Toneatto	222
La sociologie en Italie Emanuele Polizzi, Marie Balas	234
La géographie en Italie Beatrice Collignon	242
L'histoire en Italie Valentina Toneatto	250
 République tchèque (coordonne par Lena Krichewsky et Olivier Milhaud)	260
Le système universitaire en République tchèque Jan Marsálek, Ondřej Matějka & Gregory Monteil	263
La sociologie en République tchèque Jan Marsálek	272
La géographie en République tchèque Gregory Monteil	281
L'histoire en République tchèque Ondřej Matějka	291
En guise de conclusion	
Lena Krichewsky, Olivier Milhaud, Laura Pettinaroli & Marie Scot	303
Postface Christine Musselin	319
Remerciements	321
Présentation des auteurs	322
Index des courants et disciplines	326
Index des lieux	328
Index des personnes	331
Crédits photographiques	336



in Italia!



Légende.



Légende.





UNIVERSITÉS	SOCIOLOGIE	GÉOGRAPHIE	ÉCONOMIE
1 Università degli Studi di Bologna 1088	*	*	*
2 Università degli Studi di Firenze 1321	*	*	*
3 Università degli Studi di Milano 1923	*	*	*
4 Università degli Studi di Padova 1222	*	*	*
5 Università degli Studi di Pisa 1343	*	*	*
6 Università degli Studi di Roma "La Sapienza" 1303	*	*	*
7 Università degli studi di Torino 1404	*	*	*
8 Università degli Studi di Milano - Bicocca 1998	*		
9 Università degli Studi di Salerno 1968	*		
10 Università degli Studi di Teramo 1993	*		
11 Università degli Studi di Urbino 1506	*		
12 Università degli Studi di Bari 1925			*
13 Università degli Studi di Cagliari 1626			*
14 Università della Calabria 1972			*
15 Università degli Studi dell'Aquila 1596			*
16 Università degli Studi di Macerata 1290			*
17 Università degli Studi di Messina 1548			*
18 Università degli Studi di Palermo 1805			*
19 Università degli Studi di Pavia 1361			*
20 Università degli Studi di Modena e Reggio Emilia 1175			*
21 Università non statale Europea di Roma 2005			*
22 Università degli Studi di Roma "Tor Vergata" 1982			*
23 Università degli Studi di Siena 1260			*
24 Università degli Studi "Ca' Foscari" di Venezia 1868			*
25 Università degli Studi di Verona 1982			*
26 Università degli Studi di Catania 1434	*		*
27 Università degli Studi « Gabriele D'Annunzio » di Chieti-Pescara 1965	*		*
28 Università degli Studi di Lecce 1955	*		*
29 Università Cattolica del "Sacro Cuore" di Milano 1921	*		*
30 Università degli Studi di Napoli 1224	*		*
31 Università degli Studi di Perugia 1308	*		*
32 Università degli Studi Roma Tre 1992	*		*
33 Università degli Studi di Trento 1983	*		*
34 Università degli Studi di Trieste 1924	*		*
35 Università degli Studi del Piemonte Orientale « Amedeo Avogadro » 1998	*	*	
36 Università degli studi di Genova 1481		*	*
37 Università degli Studi di Udine 1978		*	*

Source : <http://www.study-in-italy.it/cerca.html>

Le système universitaire en Italie

Marie Balas,
Béatrice Collignon, Emanuele Polizzi,
Roberto Regoli & Valentina Toneatto

Se repérer dans l'Université italienne

Bref historique

L'Italie, matrice de l'Université ?

- ▶ Pour l'étudiant curieux d'approfondir sa connaissance de la « maison commune européenne », étudier en Italie permet une expérience culturelle et intellectuelle d'une belle intensité. En effet, l'Université, comme lieu indépendant de construction et de diffusion des savoirs, compte parmi les institutions occidentales héritées de l'histoire italienne.
- ▶ Elle trouve son origine dans l'émergence, au sein des sociétés médiévales, des corporations savantes. À la fin du ^x^e siècle, à Bologne, un groupe de rhéteurs et de grammairiens se consacre au droit romain. Constitué hors des influences ecclésiastiques et politiques, ce *studium* s'institutionnalise et forme des disciples. En 1158, il acquiert un statut juridique : Frédéric I^{er} Barberousse (vers 1122-1190) l'érige en lieu de recherche et d'enseignement indépendant des pouvoirs impériaux et pontificaux.
- ▶ Cette tradition universitaire ancienne et de très haute qualité constitue pour l'Italie un atout à faire valoir. L'Université de Bologne s'appelle d'ailleurs « Alma Mater Studiorum » (littéralement la « mère nourricière des études ») en référence à son statut de première université du monde occidental.

Une histoire récente mouvementée

- ▶ Le système universitaire italien est marqué par une tension récurrente entre programmes centralisateurs et aspirations à l'autonomie, à l'image d'une nation récente fortement travaillée par des dynamiques locales et régionales.
- ▶ Au cours du ^{xx}^e siècle l'évolution de l'Université est fortement liée à l'histoire politique du pays. Pendant la période fasciste (1922-1943) de nombreux professeurs sont exclus, parce qu'ils refusent de prêter le serment de fidélité au régime ou parce qu'ils sont frappés par les lois anti-juives. Le contrôle de l'activité et des contenus scientifiques affecte également la formation dispensée aux étudiants.
- ▶ Portée par la nouvelle génération de responsables politiques issus de la Résistance, la Constitution de 1947, élaborée suite au passage de la monar-

176

chie à la république (référendum du 2 juin 1946), dote l'Italie d'institutions démocratiques. L'article 33 y affirme que « les arts et les sciences sont libres, ainsi que leur enseignement » et déclare que « les établissements d'enseignement supérieur (...) ont le droit de fixer des réglementations autonomes dans les limites définies par les lois de l'État ».

- ▶ Dans les années 1960, face à l'explosion démographique et au mouvement étudiant de 1968 (*il Sessantotto*) qui se prolonge tout au long des années 1970, l'accès à l'Université se démocratise et le modèle pédagogique tend à se moderniser. Mais certains problèmes s'installent : surpopulation, manque de moyens, rigidité des structures et inadéquation des législations. Après la création du Ministère de l'Université et de la Recherche Scientifique et Technologique (MIURST) en 1989, de grandes réformes se succèdent. L'Université devient un secteur distinct de l'enseignement secondaire, la loi du 15 mai 1997 met en place l'autonomie administrative, budgétaire et pédagogique des universités. Cette autonomie a pour corollaire un certain désengagement de l'État.

L'Université italienne aujourd'hui

Des structures décentralisées

- ▶ Sur le plan territorial, sachez que les meilleurs établissements ne sont pas concentrés dans la capitale : de nombreux *atenei** (établissement universitaire) prestigieux sont établis en province. Ainsi, pour les Facultés des lettres et philosophie (dont relèvent les sciences humaines et sociales), les Universités de Trente, Urbino, Bologne, Florence, Teramo, Sienne ou Macerata bénéficient, aux côtés de La Sapienza et de Tor Vergata à Rome, d'une excellente réputation.
- ▶ Sur le plan de l'enseignement, l'une des conséquences de l'autonomie est une grande diversité dans l'organisation des cursus d'un *ateneo** à l'autre, ainsi qu'une offre de formation souvent foisonnante. Un bon conseil : consultez avant le départ le *manifesto degli studi** (programme des formations) des universités où vous envisagez de vous inscrire. Attention : la professionnalisation n'est pas encore le point fort de l'Université italienne, où vous recevrez surtout une excellente formation intellectuelle et classique. La situation tend cependant à changer dans le cadre du processus de Bologne.
- ▶ Sur le plan de la recherche, la structure d'encadrement est le *dipartimento* (sorte de département). Souvent transdisciplinaire, il peut regrouper plusieurs centres de recherche mais en général une seule école doctorale (*scuola dottorale*).

En dehors des universités d'État : les autres institutions d'enseignement supérieur

- ▶ Si les universités d'État sont largement majoritaires, l'enseignement supérieur compte aussi des universités privées, souvent catholiques (notamment

Système universitaire

les universités pontificales, voir encadré ci-contre) mais pas exclusivement : ainsi l'Université Bocconi de Milan, fondée en 1902 et pionnière en économie. Autre cas particulier : les Écoles supérieures (*Scuole superiori*), dont la très réputée *Scuola normale superiore* de Pise, fondée en 1810 par Napoléon sur le modèle de l'École normale supérieure de Paris.

- ▶ Le territoire italien accueille par ailleurs de nombreuses antennes d'universités étrangères (comme l'antenne européenne de la célèbre John Hopkins University de Baltimore installée à Bologne) mais aussi l'Institut Universitaire Européen -IUE- (à Florence). Fondée par les États membres de l'Union Européenne, la mission de l'IUE est la recherche et la formation de troisième cycle en études européennes (histoire, sciences sociales, droit, économie et sciences politiques). Les futurs doctorants ne rateront pas l'appel à candidatures chaque année en janvier : www.iue.it.

Un système profondément transformé suite au processus de Bologne (1999)

- ▶ Dans l'ancien système, appelé *vecchio ordinamento*, le premier cycle était de quatre ans. Les bouleversements induits par le processus de Bologne (on parle de *Riforma* ou de *Tre più due* (3 + 2) ou encore de *Triennale** et *Specialistica**) ont été très profonds. Le nouveau système est organisé en trois cycles :
- ▶ La *Laurea triennale**, premier cycle d'une durée de trois ans (*triennio*) qui donne droit au titre de *Dottore/Dottoressa**. L'entrée dans quelques formations (dites *a numero programmato*) est sélective, sur dossier ou concours (écrit et/ou oral) ; pour les autres, le diplôme de la *maturità** (diplôme de fin d'études secondaires) suffit.
- ▶ La *Laurea specialistica**, deuxième cycle d'une durée de deux ans (*biennio*) qui donne droit au titre de *Dottore/Dottoressa** *magistrale*. En général, il n'y a pas de sélection à l'entrée de ce cycle.
- ▶ Le *Dottorato* (Doctorat), pour le troisième cycle, donne droit au titre de *Dottore/Dottoressa** *di ricerca*. L'accès au troisième cycle est très limité et sur concours (avec financement à la clé). En principe, les étudiants étrangers désirant faire une thèse en Italie peuvent concourir, il est préférable d'être auparavant introduit auprès d'un professeur et d'envisager une cotutelle.
- ▶ Parallèlement à ces diplômes, de nombreuses universités proposent des cursus de deuxième cycle appelés *Alta formazione* ou *Master* : ils sont plus courts (9 à 15 mois) et professionnalisants. Par ailleurs, beaucoup d'universités proposent des écoles d'été (dites *summer schools*), avec possibilité d'acquisition de crédits (*CFU**).

L'autonomie : une valeur-clé de la tradition universitaire italienne

- ▶ Des parcours de formation à la carte
 - L'organisation du parcours des étudiants dans leur *corso di studio** est fortement marquée par la longue tradition universitaire italienne, fondée

178

LES UNIVERSITÉS ECCLÉSIASTIQUES PONTIFICALES : UNE SPÉCIALITÉ ROMAINE

Roberto Regoli

Si on trouve dans la plupart des pays européens des Universités catholiques (études des différentes disciplines dans une perspective catholique) et des Facultés ecclésiastiques (étude de la doctrine catholique et des sciences qui lui sont connexes ; les grades académiques sont conférés au nom du Saint-Siège), ce n'est qu'à Rome que l'on peut étudier dans des Universités ecclésiastiques pontificales. Il s'agit d'Universités qui portent le titre honorifique de « pontifical » soit par héritage historique soit en raison du lien particulier qu'elles entretiennent avec le Saint-Siège.

L'enseignement y est dispensé en italien, mais l'évaluation peut parfois avoir lieu dans d'autres langues. Comme dans toutes les universités italiennes, l'enseignement prend principalement la forme de cours magistraux et de séminaires.

LES SEPT UNIVERSITÉS ECCLÉSIASTIQUES PONTIFICALES

Universités Pontificales	Origine	Date de fondation comme Université
Grégorienne	Collège romain – 1553	1556
Latran	1773 (après la suppression de la Compagnie de Jésus)	1959
Urbanienne	Collège Urbain – 1627	1962
Saint Thomas d'Aquin (Angelicum)	Studium Generale au Moyen Âge, Faculté en 1580	1963
Salésienne	Athénée – 1940	1973
Sainte Croix	Centre académique – 1985	1998
Antonianum	Collège – 1890	2005

L'entrée dans le processus de Bologne

Le Saint-Siège est entré dans ce processus en septembre 2003 pour quatre motifs : favoriser l'intégration dans les systèmes civils ; obtenir la reconnaissance de ses diplômes et grades auprès des pays signataires ; participer à l'évolution du système universitaire européen (que l'Église catholique a historiquement contribué à édifier) ; consolider sa présence dans les débats mondiaux sur l'éducation.

Cette entrée se situe dans la continuité d'un système fortement ouvert sur l'international – tant au niveau des étudiants que des enseignants. Au total, ces Universités – avec les autres centres académiques ecclésiastiques romains – accueillent plus de 17 000 étudiants provenant de 150 pays.

Les disciplines proposées

Outre les disciplines religieuses (théologie, droit canon), ces universités proposent aussi de nombreuses « sciences connexes », dont font partie les sciences sociales. Il n'existe pas de faculté pour l'étude de la géographie mais la « géographie ecclésiastique » est

Système universitaire

intégrée aux études d'histoire. La sociologie est enseignée à la Grégorienne et à l'*Angelicum*. L'histoire est la discipline la plus favorisée : une Faculté à la Grégorienne ; un Département d'histoire au sein de la Faculté de théologie de l'Université de la Sainte Croix ; études avec options en histoire antique auprès de l'Institut pontifical d'archéologie chrétienne et de l'Institut patristique *Augustinianum*.

Un exemple de cursus : les études à la Faculté d'histoire et des biens culturels de l'Église de l'Université grégorienne

Ce cursus très complet est constitué d'un premier cycle généraliste (histoire et biens culturels) puis, à partir du deuxième cycle, l'étudiant se spécialise dans l'une des deux sections. À chaque niveau, il doit choisir des cours obligatoires et d'autres optionnels.

Cycle	Durée	Exemples de cours obligatoires	Grade académique visé
1	6 semestres	Histoire générale de l'Église, archéologie paléochrétienne, arts des différentes traditions religieuses (Amérique, Afrique...), droit canonique et législation des biens culturels, latin, archivistique...	Baccalauréat
2 (Département histoire de l'Église)	4 semestres	Histoire des institutions de l'Église, paléographie latine, théologie de l'histoire, épigraphie chrétienne...	Licence
3 (Département histoire de l'Église)	Variable		Doctorat

Bibliographie

Esposito B., 2006, « L'adesione della Santa Sede al Processo di Bologna (periodo 2003-2005): sue conseguenze immediate e prospettive future per l'ordinamento degli studi nelle Università e facoltà ecclesiastiche » [« L'adhésion du Saint-Siège au Processus de Bologne (2003-2005): ses conséquences immédiates et perspectives futures pour l'organisation des études

dans les Universités et facultés ecclésiastiques »], *Angelicum*, n° 83, p. 143-176.

ZANI A. V., 2005, « Le Università in Europa: il "Processo" di Bologna e lo spazio comune europeo » [Les Universités en Europe: le « processus » de Bologne et l'espace commun européen], *Seminarium*, n° 45, p. 997-1 032.

sur l'autonomie de tous : enseignants et étudiants. Chaque étudiant est ainsi responsable de la construction de son plan de formation (*piano di studi**), dont la cohérence est pensée au niveau du diplôme final et non pas de l'année. Cette liberté va de pair avec celle des enseignants, qui décident – comme ils l'entendent et sans concertation avec leurs collègues – du contenu de leur cours, du mode de validation et du calendrier des examens.

- Conséquence d'un système qui laisse l'étudiant pleinement maître de ses choix et du rythme de ses études, on se présente à l'examen quand on s'estime prêt à le passer : dès la première session, environ un mois après la fin du cours, ou plus tard dans la même année, ou ultérieurement. Il n'est pas rare de laisser s'écouler un an entre la fin d'un cours et la présentation à l'examen, sans que l'on doive suivre de nouveau le cours. De même, l'on peut passer un seul examen une année, et huit ou dix l'année suivante. Seuls les boursiers sont soumis à des résultats annuels. La notion d'année universitaire est donc faible en ce qui concerne la préparation du diplôme : l'objectif fondamental de l'étudiant est la validation progressive de tous les cours, au rythme qui lui convient, pour arriver à la *prova finale** (examen de fin de cursus) et à l'obtention du diplôme. La plupart des étudiants ayant souvent un emploi en parallèle, il est fréquent de prendre une année ou deux de plus pour achever un cursus.

- Entre 1999 et 2007, pour l'ensemble de l'Université italienne a connu une importante croissance de l'offre : le nombre d'*atenei** a quasiment doublé et le nombre des *corsi di Laurea** offerts a été multiplié par 1,5 (de 2 225 à 3 310) alors que le nombre d'étudiants restait à peu près constant, autour de 1,8 million (*Censis-Repubblica*, 2007). La création en 2006 de l'Anvur (*Agenzia di valutazione del sistema universitario*) a pour but d'évaluer les institutions d'enseignement supérieur et de recherche notamment pour déterminer la répartition des ressources financières

► Des études universitaires toujours marquées par la pluridisciplinarité

- La *Riforma* à l'œuvre depuis 1999-2000 a favorisé un recentrage disciplinaire, mais la pluridisciplinarité demeure prégnante : chaque *corso di studio** accorde une large place aux autres disciplines, notamment par le biais du jeu des options. Les Facultés de lettres et philosophie restent en effet attachées aux approches globales et trans-disciplinaires, dans la tradition de l'*Umanistica* (les humanités) qui marque aussi l'enseignement secondaire : les concours d'accès à l'enseignement en collège et lycée valorisent les formations généralistes.

- Il faut surtout retenir de ceci l'importance d'une large et solide culture générale en sciences sociales et humaines pour bien réussir. Votre année italienne peut être un bon moyen de renforcer cette culture générale.

Système universitaire

Enseignement et pédagogie

Année universitaire, cycles, semestres

- ▶ L'année universitaire (*anno accademico*) est divisée en deux semestres (généralement octobre-janvier et février-juin) et chaque semestre est divisé en deux cycles bimestriels. On parlera ainsi soit du premier et du second semestre, soit du premier, deuxième, troisième et quatrième cycle. Dans ce cadre, l'organisation des cours est assez souple : indépendamment de leur volume horaire, certains sont concentrés sur deux mois ou répartis sur tout le semestre, voire sur l'année. Le rythme hebdomadaire du cours s'adapte en conséquence. Chaque université décline cette organisation en termes différents.
- ▶ La grande flexibilité de l'organisation implique de bien regarder les divers calendriers (affichés par les secrétariats et souvent disponibles en ligne) et d'être prêt à s'adapter aux fréquentes modifications.
- ▶ Enfin, selon une tradition académique officieuse mais très répandue, les cours ne commencent jamais à l'heure mais au premier quart d'heure. Ainsi, si votre cours est affiché à 10 h 00 mais que vous trouvez la salle encore vide, ne vous inquiétez pas : le professeur doit être en train de changer de salle et les étudiants de boire un café, ou inversement. C'est le fameux *quarto d'ora accademico*.

Un enseignement fondé sur des cours magistraux pointus

- ▶ La forme d'enseignement la plus répandue est le cours magistral (*corso cattedratico**). Il est souvent commun à plusieurs *corsi di Laurea**, notamment dans la *Laurea triennale** : un même cours sera suivi à la fois par des étudiants de sociologie, de sciences de la communication, de géographie, et d'anthropologie par exemple. De plus, la plupart des cours peuvent être suivis à différentes étapes du cursus : des étudiants de différents niveaux s'y côtoient.
- ▶ En accord avec la tradition d'autonomie des enseignants, les cours traitent de questions précises. Le professeur indique dans sa bibliographie les manuels permettant d'acquérir les bases et développe dans son cours un seul aspect (*corso monografico*). Les cours généraux sont de fait assez rares.
- ▶ Dès la première année, la méthode d'enseignement est en rupture avec les pratiques du secondaire. Le modèle est plutôt celui du séminaire de recherche : une problématique définie, une thèse à démontrer avec lecture et commentaire des sources. L'apprentissage des méthodes de la recherche passe par cette pédagogie de l'exemple. Selon le nombre d'étudiants et la matière, le cours peut intégrer des exposés et des travaux pratiques sur documents ou ordinateurs.

182

- ▶ Certaines formations prévoient aussi des enseignements de *laboratorio** (travaux dirigés) : plus interactifs, ils requièrent un travail individuel de recherche. Ils peuvent donner lieu à évaluation notée (*votazione*) ou à simple déclaration de *idoneità** (aptitude à faire les exercices demandés).

Assister au cours, travailler le cours

- ▶ Sauf exception, l'assiduité n'est pas requise et il est considéré comme normal de ne pas assister à tous les cours. Il est cependant vivement conseillé de les suivre, notamment lorsque l'on vient de l'étranger.
- ▶ En vue de l'examen, chaque enseignant définit deux programmes : un pour les *frequentanti** (étudiants qui suivent régulièrement le cours) et un pour les *non frequentanti** (étudiants qui n'assistent pas au cours). Pour les premiers, la bibliographie est allégée et complétée par le cours lui-même (parfois accompagné de documents distribués par le professeur), tandis que pour les seconds le programme est un peu plus vaste et donc plus riche en bibliographie. Le cours s'appuie sur la bibliographie : il est donc recommandé de la travailler parallèlement au cours. C'est aussi l'occasion d'établir un vrai dialogue avec l'enseignant.

Les bibliothèques

- ▶ Corollaire de ce travail très centré sur les ouvrages : vous passerez beaucoup de temps en bibliothèque. Les fonds anciens sont souvent très riches, y compris ceux des bibliothèques municipales. De nombreuses bibliothèques assurent le prêt à leurs utilisateurs mais le prêt inter-bibliothèques n'est pas encore très développé.



Voici les principaux sites web de bibliothèques :

- www.iccu.sbn.it : le SBN (Servizio bibliotecario nazionale) regroupe les catalogues de plus de 3 000 bibliothèques italiennes.
- www.aib.it : le site de l'Association italienne des bibliothèques recense sur son site les bibliothèques n'adhérant pas au SBN mais ayant des catalogues consultables sur Internet.
- <http://bcdcatalogo.camera.it/ALEPH> : le catalogue des bibliothèques
- du Sénat et de la Chambre des Députés, particulièrement riches en périodiques et pour les sciences sociales.
- www.reteurbs.org, www.urbe.it et www.istituticulturalidiroma.it : trois importants réseaux de bibliothèques romaines.
- www.cib.unibo.it/acnp : le site du catalogue italien des périodiques (près de 140 000 périodiques italiens et internationaux y sont référencés)

Système universitaire

Rencontrer les professeurs, s'adresser aux responsables

- ▶ La réception des étudiants (*ricevimento**) est prévue dans les heures de service des professeurs : chacun fixe un horaire hebdomadaire, l'affiche devant son bureau et l'indique en ligne le cas échéant. Souvent, les professeurs non titulaires (*professore a contratto*) n'ont pas de bureau : c'est le seul cas où l'on doit contacter un enseignant pour lui demander un rendez-vous.
- ▶ Même si les rapports entre étudiants et professeurs sont très formels (emploi obligatoire du titre – *Professore/Professoressa* – vouvoiement réciproque), ils peuvent être en même temps très directs et personnalisés. C'est pourquoi il ne faut jamais hésiter à profiter du *ricevimento** pour les rencontrer et leur poser des questions sur le cours, le programme, les examens, et parler de ses projets.
- ▶ À l'écrit, il importe de respecter les règles formelles :
 - Adressez-vous toujours à votre destinataire par son titre, précédé d'une formule de politesse sobre (*Gentile Professore/Professoressa*) et vouvoyez-le (en italien, le *Lei*).
 - Présentez-vous par votre nom, spécifiez si vous fréquentez le cours, précisez que vous êtes étranger et sous quel statut.
 - Ne communiquez pas votre numéro de téléphone en demandant que l'on vous appelle : cela ne se fait pas.
 - Pour clore poliment : *Distinti saluti*, suivi de votre signature.
- ▶ Un dernier conseil : si vous devez contacter l'administration (par exemple la *segreteria studenti** – secrétariat des étudiants), adressez-vous aux employés principaux en utilisant le terme *Dottore/Dottoressa**, car il s'agit de diplômés de l'Université et le titre ne doit jamais être ignoré.

La validation des cours et la notation

- ▶ Pour chaque cours, il n'y a qu'une note (*votazione*) : celle obtenue le jour de l'examen. L'enseignant peut parfois tenir compte dans sa notation des exercices réalisés en cours d'année. Chaque cours est noté sur 30 : la note maximale est 30/30 *con lode* (« félicitations du jury ») et la note minimale 18/30. Dans les Facultés de Lettres et Philosophie, en général, la notation est assez large : 24 est une mauvaise note et la moyenne est aux alentours de 27 ou 28 selon les enseignants. Si l'étudiant a bien répondu, il est normal qu'il obtienne 30/30. Cette moyenne élevée est due au fait que ne se présentent que ceux qui sont prêts. On ne vise jamais « la moyenne », le terme n'a d'ailleurs pas de sens en Italie.
- ▶ Une fois attribuée, la note acquise est définitive. Mais l'étudiant peut la refuser s'il l'estime insuffisante, et décider de se représenter lors d'une prochaine session. Dans ce cas, il le dit à l'enseignant avant l'inscription de la note sur le registre. Attention cependant : il ne s'agit pas d'un véritable droit, le professeur peut ne pas y consentir.

184

Les examens : organisation et déroulement

- ▶ Il y a **trois sessions officielles** pour les examens (souvent juin, octobre et février) et chaque professeur fixe librement ses dates (en général cinq ou six) à l'intérieur de ces sessions. Toutefois, il peut également en placer à d'autres périodes de l'année. Les étudiants qui souhaitent se présenter, car ils s'estiment prêts, s'inscrivent sur la *lista degli appelli** affichée le plus souvent à la porte du bureau du professeur, aujourd'hui parfois sur Internet. Il n'y a donc pas de convocation : la démarche est entièrement du ressort de chaque étudiant.
- ▶ Le plus souvent, **l'examen est oral et individuel**. Il est cependant parfois possible, sur demande, de remplacer l'oral par un écrit. Tous les étudiants qui se sont inscrits se présentent le jour « J » et attendent dans le couloir qu'on les appelle, chacun à son tour. L'étudiant se trouve ensuite face à une commission, le plus souvent composée de deux enseignants dont le titulaire du cours. La durée de l'oral n'est pas prédéterminée, elle s'adapte à chaque cas : compter sur 20 à 30 minutes voire plus, sans préparation. Que les questions soient très précises ou très ouvertes, il faut être prêt à démontrer, argumenter, débattre.
- ▶ La **note** est donnée immédiatement et directement à l'étudiant, ce qui instaure un rapport évaluateur/évalué qui peut surprendre les étudiants étrangers. La note est sur le champ inscrite à la fois sur un registre administratif (parfois informatisé) qui doit être signé par l'étudiant et sur un carnet personnel (*il libretto**).
- ▶ Le parcours de formation se clôt par un dernier examen : la *prova finale**. C'est un véritable rituel, donnant lieu à des manifestations joyeuses à peine le résultat proclamé : applaudissements, sifflements, l'étudiant reçoit de ses camarades une couronne de lauriers et part en procession, accompagnée de chants, fêter dans les bars de la ville sa réussite.

Préparer l'examen

- ▶ En sciences humaines et sociales la préparation aux examens consiste surtout en la lecture approfondie de la bibliographie donnée par le professeur, qui ne se limite jamais aux manuels. À partir de ces ouvrages, l'étudiant doit :
 - mémoriser les contenus (données de base) et savoir s'en servir pour construire son propre discours ;
 - s'approprier les théories et les schémas interprétatifs des différents auteurs ou Écoles ;
 - formuler une approche critique.
- ▶ Bref, apprendre par cœur ne suffit pas et la maîtrise de la bibliographie requiert vraiment un travail de longue haleine au fil du semestre ou de l'année : mise en fiche, explicitation des concepts, développement d'une réflexion personnelle à partir des propositions de l'auteur.

Système universitaire

Services d'accueil et vie étudiante

- D'une façon générale, les dispositifs d'aide aux étudiants ne sont pas très développés, avec des variations selon les régions. Concrètement, beaucoup de questions et de problèmes se règlent sur le coup, au cas par cas, il ne faut donc pas hésiter à demander conseil et à faire marcher le bouche à oreille.

Structures d'aide

- Quelques institutions peuvent toutefois se révéler utiles.
 - **L'EDISU** : chaque ville universitaire (ou chaque université dans les villes qui en comptent plusieurs) dispose d'un *Ente per il Diritto allo Studio Universitario* (Organisme pour le Droit aux études universitaires). Cette institution centralise les informations pour les étudiants : aides et bourses, offre culturelle. L'éventail des services varie d'un EDISU à l'autre. Les coordonnées des agences sont répertoriées sur le site du Ministère de l'instruction publique : *Servizi per gli Studenti*.

 www.pubblica.istruzione.it/news/2006/allegati/univ_servizi.pdf

- **Les Informagiovani** sont des centres destinés à accueillir et informer les jeunes. L'on peut y consulter de la documentation, rencontrer des conseillers, échanger des petites annonces (bourses, emplois, logement, initiatives culturelles). Une carte nationale des centres est disponible sur

 www.comune.torino.it/infogio/cig/icr.htm

- **L'Université franco-italienne (UFI)** est un organisme intergouvernemental destiné à développer les échanges universitaires entre les deux pays :

 www.universite-franco-italienne.org.

Parler italien


- La maîtrise de la langue est une condition de réussite *sine qua non*. En effet, les cours et les textes à l'étude sont dans leur quasi-totalité en italien – même si dans certaines universités (comme en sociologie à Trente), de nouvelles formes d'apprentissage international en anglais sont à l'essai.
- Pas de panique toutefois car vous progresserez rapidement une fois « immergé ». Certaines universités organisent un examen d'italien, que vous pouvez préparer auprès des Instituts culturels Italiens, qui assurent également la préparation au CILS (Certificat d'italien comme langue étrangère), titre officiel reconnu dans l'ensemble de l'Union européenne. Sur place, la plupart des universités disposent d'un centre linguistique proposant des cours intensifs aux étudiants étrangers. Voir la liste sur Internet :

 www.stranieriinitalia.it/leggi/ste3.html

Se loger

- ▶ Le logement se trouve le plus souvent une fois sur place grâce aux réseaux de l'*ateneo**, des EDISU, des *Informagiovani* et, surtout, du bouche à oreille. Il existe divers types de résidences étudiantes mais dans l'ensemble elles sont peu nombreuses : les places sont rares, avec de fortes variations régionales. Comme le montre une étude du MiUR pour l'année 2006-2007 : 10 % des étudiants dont la famille ne réside pas sur le lieu de l'*ateneo** (étudiants *fuori sede*) peuvent être accueillis dans des structures de logement relevant de l'offre publique :

 <http://anagrafe.miur.it/php4/alloggi/>

- ▶ Certaines universités (Padoue par exemple) ont toutefois un quota de chambres réservées aux étudiants Erasmus. Colocations (souvent simple *posto letto* – c'est-à-dire un lit dans une chambre partagée avec une autre personne) et chambres chez l'habitant sont les options les plus fréquentes. Le prix du logement dépend beaucoup des régions : selon les villes, compter en moyenne pour un *posto letto* entre 300 euros (à Naples) et 400-450 euros (Milan), voire 550-600 euros (facilement atteints à Rome).
- ▶ Voici quelques sites utiles pour commencer une recherche sur le marché privé :
 www.studenti.it, www.bingocasa.it, www.casa.it, www.kijiji.it.

Se soigner

- ▶ Le système médical est public. Il faut s'inscrire à l'*Azienda Sanitaria Locale* (ASL) de votre lieu de résidence pour avoir accès aux médecins conventionnés. Le Service de santé national (SSN) assure la gratuité des soins médicaux et dentaires urgents, sous réserve de consulter d'abord un généraliste (*medico di base*), sauf pour les dentistes, ophtalmologistes et gynécologues. Hors heures ouvrables, s'adresser aux urgences (*pronto soccorso*) de l'hôpital.

Évaluer le coût du séjour

- ▶ Le **budget** varie selon les régions et les villes. Le coût de la vie est sensiblement moins élevé dans le *Mezzogiorno* (le Sud). D'une façon générale, c'est le logement qui risque de peser le plus lourd dans votre budget. En revanche, l'alimentation (y compris hors de chez soi) est moins onéreuse et surtout excellente, par rapport à d'autres pays européens. Pour les transports, la plupart des villes proposent un tarif étudiant aux alentours de 15 à 20 euros mensuels (18 euros par exemple à Rome).
- ▶ La plupart des **bourses** en Italie émanent directement des universités et des régions ou provinces autonomes : elles sont attribuées sur concours aux étudiants inscrits dans un établissement et ayant réussi leurs examens. Le montant de la bourse varie en fonction du lieu de résidence d'origine de l'étudiant (habitant sur place – *studenti in sede* – ou ailleurs – *tudenti fuori sede*).

Système universitaire

- De nombreuses possibilités existent également pour des petits boulots : contactez les *Informagiovani* et renseignez-vous aussi au sein de votre université, notamment en consultant les divers *bandi**.
- Enfin, si vous partez hors programmes de mobilité internationale, attention aux frais d'inscription : ils varient de 500 euros à 1 500 euros, voire plus.



SITES INSTITUTIONNELS

- <http://universo.murist.it> : Le Ministère de l'Université et de la Recherche (MiUR) met à disposition un espace d'orientation.
- <http://cercauniversita.cineca.it/> : base de donnée pour rechercher une formation en Italie mise à disposition par le Ministère de l'Université et de la Recherche (MiUR).
- www.esteri.it : Le Ministère des Affaires étrangères italien propose des bourses d'étude et de recherche et des informations sur la mobilité internationale.
- www.etudierenitalie.org : L'Université franco-italienne offre des financements pour les Doctorats (programme *Vinci*) et édite un *Guide de l'étudiant français en Italie*.

GUIDES POUR L'ORIENTATION DANS LE MONDE UNIVERSITAIRE ITALIEN

Le quotidien *LA REPUBBLICA* édite chaque année depuis 1999 un guide des cursus proposés par les *atenei** italiens avec

une évaluation de la qualité des formations et des renseignements pratiques. Disponible en kiosque et en librairie, rayon « didattica » : MAGISTÀ A. (a cura di), 2007, *Università. Anno accademico 2007/2008*, La Repubblica. Grandi guide

ELEVATI C., CELESTINI E., 2007, *Quale università? Anno accademico 2007-2008. Guida completa alla scelta degli studi post-diploma*, Milano, Alpha Test, 14a ed.

LIENS UTILES POUR LES SCIENCES SOCIALES DANS LES MÉDIAS ET SUR INTERNET

- www.mediamente.rai.it : un site de la RAI sur les questions relatives aux médias (nombreux articles en ligne, notamment sur la sociologie de la communication).
- www.lavoce.info : site sur les thèmes d'actualité (international, économie, société, politique), alimenté par de nombreux chercheurs italiens.
- www.radio.rai.it/radio3/fahrenheit : le site de Fahrenheit, la principale émission culturelle de la Rai.

La géographie en Italie

Béatrice Collignon

La géographie en Italie est une « petite discipline », dispersée entre sciences sociales et sciences naturelles. Discipline introuvable, éclatée, son enseignement touche toutefois un nombre beaucoup plus large d'étudiants que les inscriptions en géographie pourraient le laisser penser. La place de cette discipline dans la société italienne n'est certainement pas non plus à négliger.

Brève histoire de la géographie en Italie

- La géographie est une discipline modeste, par le nombre de géographes, universitaires et professionnels (aux alentours de 500, environ 2 000 en France) mais aussi par le nombre très restreint de formations en géographie : deux seulement avant la *Riforma* (La Sapienza de Rome et Gênes) ; dix aujourd'hui (se sont ajoutées Turin, Milan, Padoue, Bologne, Florence – et pour la *Specialistica* * uniquement – Udine, Venise et Pise).
- La situation contemporaine est l'héritage d'une organisation mise en place à la fin de la Première Guerre mondiale, qui reproduit au niveau national le système des Commissions créées au niveau international dans les années 1890 afin d'organiser la recherche autour d'objets ou thèmes identifiés par la communauté des géographes comme prioritaires. En Italie ce système est très poussé, ce qui aboutit à une spécialisation et à une forte dispersion : de nombreuses « branches » sont aujourd'hui insérées dans d'autres disciplines, dont elles constituent un sous-ensemble, et les centres de recherche en géographie sont rares. La géographie physique est quant à elle totalement détachée du reste de la discipline.
- Cette situation perdure car elle n'est pas perçue par la majorité des géographes comme un handicap. Dans les années 1970 cependant, dressant le bilan des inconvénients de leur dispersion, de jeunes chercheurs et certains professeurs ont tenté de créer une véritable « communauté des géographes ». C'est ainsi qu'est née en 1978 l'*Associazione dei geografi italiani*, ouverte à tous les géographes et dont le congrès annuel, itinérant, privilégie les débats plutôt que les communications individuelles. Elle s'est dotée en 1995 d'une revue (*Geotema*) et est aujourd'hui un acteur central dans l'organisation de la géographie italienne.

ITALIE

197

Géographie

Contours de la géographie en Italie : où bat le cœur de la discipline ?

- L'essentiel de la géographie générale étant ainsi « ailleurs », on peut se demander ce qu'il « reste » à la géographie proprement dite.

Paysage et patrimoine : l'Italie d'abord

- La géographie italienne s'est inspirée à ses débuts de la géographie allemande telle que développée par Friedrich Ratzel avant de se tourner vers l'École française de géographie, développée par Paul Vidal de la Blache puis par ses élèves. Cette dernière influence durablement la géographie italienne, notamment à travers les travaux de référence de Lucio Gambi (1920–2006) qui renouvelle l'analyse des paysages en l'orientant vers l'étude de la construction de l'espace et des territoires dans le temps long (*Una geografia per la storia*, 1973).
- Le maintien de l'intérêt pour cet objet et ce type d'approche est aussi lié au contexte culturel italien, marqué par l'importance du patrimoine historique dans les paysages ruraux comme dans le bâti urbain. La conservation de ces « biens culturels » est un enjeu important, à toutes les échelles, et requiert des compétences qui peuvent être celles des géographes. C'est d'ailleurs aussi dans cette optique centrée sur la question du patrimoine que se développe principalement la géographie culturelle en Italie. Et c'est encore dans ce cadre que s'inscrit une géographie humaine de l'environnement en pleine expansion, en Italie comme ailleurs.
- La géographie régionale tend à se concentrer sur la péninsule elle-même, notamment aux échelles infra-régionales et locales qui ont une importance politique forte en Italie. Les géographes sont d'ailleurs souvent impliqués dans la gestion du territoire dans lequel s'inscrit leur université de rattachement (intervention à titre d'experts, réponse à des appels d'offre, participation à des ateliers, séminaires). Cela a des retombées positives sur les enseignements, mais aussi sur la vie culturelle (conférences et débats) et politique (charges électives, publication d'articles dans la presse).
- L'Afrique subsaharienne est un autre terrain privilégié, avec un intérêt particulier – mais pas exclusif loin de là – pour le Nord-Est, en lien avec l'ancien empire colonial (à partir de 1885, en Érythrée, la Libye est en revanche très peu étudiée). Ces études ont souvent une forte dimension historique. Angelo Turco (professeur à l'Aquila), l'une des figures majeures de la géographie contemporaine, développe à partir de ses expériences africaines une réflexion théorique avancée sur les concepts de lieux et de culture (*Terra Eburnea. Il mito, il luogo, la storia in Africa*, 1999).

De la carte aux SIG : au service de l'aménagement

- ▶ Autre héritage vidalien : l'importance de la carte dans l'analyse géographique, dans ce mouvement classique qui passe du paysage à la carte, laquelle finit par se substituer complètement au territoire et par constituer un paysage en soi. Ceci a provoqué en retour une critique approfondie de la raison cartographique qui participe ainsi activement au débat géographique international, marqué par le tournant culturel et la critique postmoderniste (voir notamment Franco Farinelli, professeur à Bologne, ainsi que les travaux d'Emmanuela Casti, professeur à Bergame).
- ▶ Dans les universités italiennes, la carte est un document sur lequel on travaille bien plus qu'une figure que l'on élabore soi-même. La formation n'insiste donc guère sur l'apprentissage des savoir-faire du cartographe et le cours de cartographie est le plus souvent un cours d'histoire et d'analyse des divers types de cartes. On observe en revanche le développement rapide de formations techniques à la production de cartes dans le cadre de SIG (Systèmes d'information géographique) appelés ici GIS (*Geographic Information Systems*). La demande est en effet forte, dans les agences publiques et parapubliques, de professionnels maîtrisant l'outil SIG d'un point de vue créatif et pas seulement applicatif.

Géopolitique

- ▶ Au tournant des années 1980 la géopolitique telle que développée en France par Yves Lacoste et la revue *Hérodote* (fondée en 1976) connaît un certain succès en Italie, où elle apparaît comme une voie possible pour refonder la discipline et rassembler les géographes. Si cette entreprise échoue, la géopolitique, elle, réussit son implantation et parvient, bien mieux que sa grande sœur transalpine, à s'inscrire tant dans les sciences sociales que dans les sciences politiques. En témoigne le succès de la revue transdisciplinaire *Limes*, fondée en 1993 et co-fondatrice en 2000 de la revue sino-italienne en langue anglaise *Heartland*.

Un thème privilégié : l'histoire de la discipline

- ▶ En Italie, la « grande époque » de référence pour la géographie est la Renaissance, et non pas la fin du XIX^e siècle marquée par l'institutionnalisation de la discipline mais aussi par l'importation de modèles étrangers (allemand puis français). De sorte que cette dernière période n'est pratiquement pas étudiée. On s'intéresse beaucoup, en revanche, à la géographie des XV^e-XVII^e siècles, en particulier aux modalités de mise en ordre et de mise en images (notamment cartographiques) du monde. Conséquences sur l'enseignement : il n'y a pas de cours d'épistémologie portant sur la géographie depuis le XIX^e siècle et l'histoire de la géographie s'inscrit dans une réflexion générale sur l'histoire des sciences et de la modernité.

Géographie

Une réelle ouverture internationale

- ▶ Les géographes italiens sont individuellement très ouverts à l'international : participation aux congrès, publications en anglais mais aussi implication dans les institutions. Ainsi, Adalberto Vallega (1934-2006, Université de Gênes) fut élu président de l'Union Géographique Internationale (UGI) en 2004. En outre, plusieurs d'entre eux enseignent comme professeurs invités dans des universités étrangères, en Europe comme en Amérique du Nord, tandis que d'autres y prennent des postes de titulaires, un phénomène qui est aussi l'effet du manque de postes pour les jeunes docteurs dans leur propre pays.
- ▶ En retour, les « grandes » géographies étrangères sont assez connues en Italie, grâce à la forte tradition de traductions tous azimuts du secteur de l'édition. Du côté de la géographie française, Paul Claval est le plus traduit, mais on trouve aussi des ouvrages ou articles de Jacques Lévy, Augustin Berque, Christine Chivallon, etc. La géographie anglophone est aussi bien diffusée, y compris ses développements récents (postmodernisme et tournant culturel), tout comme les œuvres phares des intellectuels français des quatre dernières décennies (Foucault, Deleuze, Bourdieu mais aussi Debord et Virilio). Et si le courant postmoderniste semble ignoré à la lecture de bien des intitulés de cours, il est en fait une référence implicite pour la plupart des géographes, tout comme la géographie radicale. Claudio Minca (professeur à *Royal Holloway University of London* depuis 2006) est sans aucun doute le géographe le plus ouvertement postmoderne. Ses collègues ont davantage tendance à construire un rapport dialectique avec ce mouvement plutôt qu'à le rejoindre.

Des avantages de l'éclatement : l'évidence transdisciplinaire et l'absence de discours normatifs

- ▶ La faible cohésion de la discipline géographique a ses avantages, notamment une réelle pratique de la transdisciplinarité, conséquence d'une très forte intégration dans les sciences humaines et sociales pour la géographie humaine, dans les sciences naturelles pour la géographie physique. Même les formations centrées sur la géographie accordent une large place aux sciences connexes, comme en témoignent les maquettes (toutes disponibles en ligne). Selon le pays d'où l'on vient, une année de géographie en Italie peut être l'occasion de s'ouvrir aux sciences sociales, humaines ou politiques selon les intérêts de chacun. De plus, cet éclatement précoce a épargné aux géographes italiens le complexe disciplinaire, soit l'obsession de définir ce qui est et ce qui n'est pas « de la géographie ».
- ▶ Autre effet de l'éclatement : l'essai est la forme de publication la plus fréquente. Les manuels sont très peu nombreux et les dictionnaires et encyclopédies tentant de construire une cohérence pour l'ensemble de la discipline autour d'un paradigme fort inexistants. Conséquence sur l'enseignement :

200

la notion de bibliographie de base n'a pas grand sens. Le professeur choisit les publications avec lesquelles il a le plus d'affinités intellectuelles. Les étudiants peuvent bien sûr lire les manuels s'ils le souhaitent mais c'est à eux de les trouver et de les choisir. Ils ne figurent normalement pas parmi les lectures obligatoires à assimiler pour l'examen.

Étudier la géographie en Italie

S'y retrouver dans la dispersion

- ▶ Pour l'étudiant, cette situation d'éclatement signifie qu'il ne doit pas limiter *a priori* son choix d'université d'accueil à celles qui offrent une formation intitulée *Laurea (triennale** ou *specialistica**) in *Geografia*, ou *Scienze geografiche* ou *processi territoriali*, qui sont les expressions les plus courantes. Dans la plupart des grandes universités il y a des géographes et des cours de géographie très divers dispensés dans des formations offertes le plus souvent par la *Facoltà di lettere e filosofia* mais parfois aussi par celle de *Scienze economiche* ou de *Scienze politiche*. Il faut donc fouiller les sites Internet et établir soi-même son programme de formation en géographie en rassemblant pour son parcours personnel des cours proposés dans différents cadres formels.
- ▶ Les étudiants Erasmus sont relativement libres de ce point de vue, puisqu'ils restent inscrits dans leur université d'origine. Pour les autres étudiants arrivant de l'étranger c'est plus difficile car il faut s'inscrire dans l'une des formations (*corso di studio**) offertes. Mais l'on peut ensuite jouer sur les nombreux cours au choix, voire négocier les cours obligatoires, pour suivre davantage de géographie. N'oubliez jamais que l'individualisation du *piano di studi** est la règle.
- ▶ Les universités potentiellement intéressantes pour les géographes, en dehors des dix qui offrent un *corso di studio** en géographie, sont celles qui sont dotées d'un *dipartimento* ou d'un *istituto* dit de géographie (rares) ou qui mentionnent la géographie dans leurs présentations. Il faut alors consulter en ligne le descriptif et rencontrer, une fois sur place, aux heures de *ricevimento**, le professeur qui vous intéresse le plus pour discuter de votre projet et demander conseil. Cette démarche sera bien reçue.

Un enseignement souple et innovant

- ▶ L'Université italienne a une réputation de formation très théorique, mais en géographie la situation diffère. D'une part les effectifs assez limités permettent un enseignement plus expérimental (par exemple les ateliers cartographiques du Projet *Cartografare il presente* de l'université de Bologne, en partenariat avec *Le Monde diplomatique*: <http://www.cartografareilpre>

Géographie

sente.org), d'autre part certains outils incitent à la mise en place d'applications pratiques : relevés de terrain, enquêtes, construction d'un SIG. La plupart des cursus prévoient des enseignements sous forme de *laboratorio** et de *tirocinio** à côté des *corsi cattedratici**. Enfin, la plupart de ces formations étant encore très récentes les enseignants sont en général motivés pour innover, organiser des sorties de terrain ou encore réaliser des expositions.

- ▶ Là encore, la diversité des situations selon l'université, l'équipe pédagogique et les opportunités est la règle. Il faut surtout retenir la grande souplesse des programmes et même des calendriers par rapport à ce qui est indiqué dans les maquettes. Si les intitulés des cours sont souvent d'une grande banalité (géographie urbaine, géographie économique, modèles spatiaux) les contenus sont en revanche fréquemment originaux. Il est hélas difficile de le savoir à l'avance.

La validation des enseignements : une évaluation presque exclusivement orale

- ▶ Les innovations pédagogiques ont une influence limitée sur le système de validation. La règle reste l'examen oral de longue durée (15 à 30 minutes voire plus), sans temps de préparation préalable : on se retrouve face à la commission (le plus souvent deux enseignants) et les questions s'enchaînent. Elles peuvent être très précises (mais rarement anecdotiques, requérant une mémorisation parfaite des lectures et du cours) ou bien larges, ouvrant plutôt sur une discussion ouverte où il faut faire preuve d'esprit critique par rapport aux lectures obligatoires et d'une solide culture générale en sciences humaines et sociales (et pas seulement en géographie). On sait entre étudiants quelles sont les grandes tendances de chaque professeur et la plupart donnent des indications sur ce qu'ils attendent lors de leur premier cours et/ou dans le descriptif en ligne de leur enseignement.
- ▶ Le type d'interrogation change donc d'un professeur à l'autre, mais aussi d'un étudiant à l'autre et il est impossible de donner des exemples de sujets, concept qui n'a d'ailleurs guère de sens ici. L'oral est avant tout pensé comme un échange intellectuel et personnalisé. La seule vraie règle est que l'on ne se présente pas à l'examen si l'on n'est pas prêt, dans le simple espoir de « passer ». Il faut avoir vraiment travaillé la bibliographie, il ne suffit jamais d'avoir appris le cours, même par cœur. La tradition de haut niveau pousse les étudiants à viser l'excellence.
- ▶ À cela, s'ajoutent parfois des examens écrits de type QCM ou questions ouvertes, des exposés qui peuvent être pris en compte dans la notation finale et la réalisation de dossiers. Quoi qu'il en soit, aucun exercice ne requiert la maîtrise d'une méthodologie très précise pour le réussir, sauf dans le cas des outils techniques. À la fin du cycle de formation chaque étudiant rédige en outre un mémoire de recherche : *tesina** pour la *Triennale**

202

*tesi** pour la *Specialistica**, dont le sujet est normalement élaboré par l'étudiant qui le propose ensuite à un enseignant.

Publications géographiques : tour d'horizon

- ▶ En Italie ce sont les livres qui comptent. Les bibliographies des cours contiennent très rarement des articles, du moins en géographie humaine. Du côté des ouvrages on retrouve – sans surprise – une certaine dispersion. La plupart des éditeurs universitaires publient de la géographie, ils sont nombreux et aucun ne domine le marché. Leur répartition sur le territoire est liée à celle des grandes universités. On peut citer notamment *Il Mulino*, *Patron* et *Zanichelli*, dont les sièges sont à Bologne; *Bruno Mondadori* à Milan et *Franco Angeli* à Milan et Rome; *UTET* et *Einaudi* à Turin; *Laterza* à Bari et Rome.
- ▶ Les revues ont un rôle mineur et la plupart ne sont pas dotées d'un Comité de lecture. Pour la géographie humaine, on peut citer le *Bolletino della Società Geografica Italiana*, la *Rivista geografica italiana*, *Scienze regionali*, *Storia urbana* et *Limes* pour la géopolitique.
- ▶ Autre signe de l'éclatement de la discipline, il n'y a pas de manuels ou d'ouvrages faisant l'unanimité comme livres de référence. Les quelques titres proposés ici en bibliographie sont donc à prendre comme des suggestions personnelles et partielles.

La géographie en dehors de l'Université

- ▶ La notion de discipline géographique étant faible en Italie, on ne sera pas étonné de l'absence de publications grand public, d'émissions de radio ou de télévision, de festivals ou expositions explicitement consacrés à la géographie, à l'exception de la revue *Limes*. Elle est disponible en kiosque et en allant sur son site vous pouvez recevoir une newsletter de géopolitique et visiter des centres locaux du « Limes Club ».
- ▶ En revanche, il n'est pas rare que des géographes soient invités à participer à ce type de manifestations, voire y collaborent régulièrement, de même qu'ils publient volontiers dans la presse quotidienne (plutôt régionale).
- ▶ Par ailleurs, de nombreuses initiatives locales vous aideront à mettre en pratique votre savoir géographique pour mieux comprendre l'Italie : visites thématiques dans les villes, excursions pédestres organisées par les antennes locales du Club Alpin Italien (CAI) pour découvrir les campagnes (www.cai.it), et les multiples *feste* ou *grade* locales en l'honneur de la *polenta*, de la truffe, du jambon de Parme, ou encore des *tortellini*.

Géographie



Pour en savoir plus

- GIOVANNINI C., TORRESANI S., 2004, *Geografie [Géographies]*, Milano, Mondadori;
- VALLEGA A., 2004, *Geografia umana: teoria e prassi [Géographie humaine: théorie et pratiques]*, Firenze, Le Monnier: deux manuels pour commencer.
- CASTI E., 1998, *L'ordine del mondo e la sua rappresentazione [L'ordre du monde et sa représentation]*, Milano, Unicopli.
- MINCA C., 1996, *Spazi effimeri: geografia e turismo tra moderno e postmoderno [Espaces éphémères: géographie et tourisme entre moderne et postmoderne]*, Padova, CEDAM.
- NEVE M., 2004, *Itinerari nella geografia contemporanea [Itinéraires dans la géographie contemporaine]*, Roma, Carocci.
- TURRI E., 2003, *Il paesaggio degli uomini: la natura, la cultura, la storia [Le paysage des hommes: la nature, la culture, l'histoire]*, Bologna, Zanichelli: pour un petit voyage dans la diversité de la géographie humaine.
- FARINELLI F., 2003, *Geografia. Un'introduzione ai modelli del mondo [Géographie. Une introduction aux modèles du monde]*, Torino, Einaudi: réflexion théorique sur la géographie (traduction française à paraître au CTHS en 2008).
-  <http://limes.espresso.repubblica.it>: site de la revue *Limes*.
-  www.agei.org: site de l'Associazione dei geografi italiani.



Ateneo (pluriel **atenei**) : établissement universitaire, regroupant pour l'enseignement des *facoltà* (correspondant chacune à un grand champ disciplinaire) et pour le troisième cycle et la recherche des *dipartimenti* (souvent transdisciplinaires).

Bando (pluriel **bandi**) : terme générique pour tout appel à candidature (pour une formation, un concours).

CFU (*Credito di Formazione Universitaria*) : crédit de formation. La norme de référence est de 1 crédit pour 25 heures de travail de l'étudiant (suivi des cours et travail personnel).

Corso : cours à l'intérieur d'un *corso di studio**, correspondant à une matière (exemple : *geografia urbana*). Chaque *corso** est sous la responsabilité d'un enseignant, les volumes horaires varient (en général 30 ou 60 heures), ainsi que le nombre de *CFU** qu'il permet d'acquérir. Chaque séance du *corso** est appelée *lezione* ou *seduta*.

Corso cattedratico (pluriel **corsi cattedratici**) : forme de cours très répandue avec un enseignement de type magistral.

Corso di studio ou **Corso di Laurea** : terme générique désignant une formation. Exemple « *Corso di studio in geografia* », « *in sociologia* ».

Curriculum : ensemble des matières (*insegnamenti*) proposées dans un *corso di studio**. Certaines sont obligatoires (*attività di base*), d'autres optionnelles (*caratterizzanti* - cours de spécialisation ; *affini* ou *integrativi* - sciences connexes). Parfois synonyme de *Lista (ou Elenco) degli insegnamenti / Lista dei corsi*.

Docente : professeur (titulaire ou sous contrat).

Dottore (Dott.) / Dottoressa (Dott.ssa) : docteur, doctoresse - titre de tout diplômé de l'Université. On peut ensuite distinguer selon le niveau (Licencié, Maître, Docteur).

Frequentanti / non frequentanti : étudiants assidus, ou non, à un *corso** (équivalent en France de contrôle continu / contrôle final).

doneità : certains enseignements de *laboratorio**, ainsi que les *tirocini** donnent lieu à une simple validation (attribution de *CFU**) après réalisation du travail demandé sans attribution de note.

Immatricolazione : inscription à l'université.

Laboratorio : cours de type séminaire ou travaux dirigés.

Libretto : carnet individuel de chaque étudiant où sont consignés tous les examens validés, avec la note obtenue et la signature du professeur.

Lista degli appelli : liste sur laquelle les étudiants qui décident de passer l'examen d'un *corso** s'inscrivent.

Manifesto degli studi : Livret édité par l'*ateneo** et présentant l'ensemble des formations (*corsi di studio*) offertes. On parle aussi de *offerta didattica*.

Matricola (pluriel **matricole**) : étudiants de première année, nouveaux inscrits à l'université.

Maturità : diplôme de fin d'études secondaires sur examen final (équivalent du baccalauréat français).

Piano di studi : plan de formation construit par chaque étudiant à partir de la maquette d'un *corso di studio**, ce plan doit être approuvé par le Conseil du *corso di studio**, constitué de l'ensemble des enseignants intervenants dans celui-ci.

Prova finale : ultime évaluation à la fin d'un cycle (de *Laurea triennale** ou de *Laurea specialistica**). Une fois validées toutes les matières du *corso di studio**, l'étudiant rédige une *tesi** ou *tesina** qu'il défend devant la Commission du *corso di studio**. Des points sont alors attribués (en général entre 1 et 5) qui s'ajoutent à la moyenne générale. Le diplôme est décerné à partir de 66/110, mais il n'est pas rare d'obtenir 110/110 *con lode* (avec félicitations).

Ricevimento : horaire hebdomadaire de réception des étudiants par chaque professeur, affiché devant chaque bureau et souvent indiqué sur Internet.

Segreteria studenti : secrétariat pédagogique, il y en a un par Faculté.

Specialistica (Laurea) : deuxième cycle de formation, en deux ans (équivalent Master en France).

Tesi/Tesina : mémoire de recherche que chaque étudiant doit rédiger à la fin de chaque cycle. Pour la *Triennale**, on parle souvent de *tesina* car il s'agit d'un petit mémoire. Le mémoire est soutenu oralement devant un jury composé au minimum de trois personnes pour la *Triennale**, de cinq personnes pour la *Specialistica** lors de la *prova finale**.

Tirocinio : stage en entreprise ou dans une institution publique prévu dans un *curriculum** et donnant lieu à obtention de crédits (*CFU**).

Triennale (Laurea) : premier cycle de formation, en trois ans (équivalent Licence en France).

Tutor : étudiant avancé, en *Specialistica** ou en doctorat, qui seconde un professeur dans son enseignement, assure le suivi des exercices pratiques, l'organisation des examens.

Partie 8

Films documentaires

Les titres réunis dans cette ultime partie relèvent d'un genre particulier de publication, encore assez peu habituel en géographie et plus généralement dans le champ scientifique : le film documentaire de recherche. J'ai présenté dans le volume 2 de ce dossier les conditions dans lesquelles je me suis trouvée embarquée dans l'aventure de la production vidéo en géographie, et exposé longuement mes explorations en écriture filmique dans le chapitre 4 du volume 1 de ce même dossier.

Du point de vue thématique, les films présentés traitent de deux questions différentes et renvoient à deux autres parties de ce volume : les toponymes inuit d'une part, dont il est question dans la partie 4, les espaces domestiques d'autre part, dont il est question dans la partie 5. Si je les rassemble dans cette dernière partie, ce n'est pas comme on pourrait le croire pour des questions pratiques de coffret DVD, qui auraient pu être réglées autrement. C'est qu'au-delà des thématiques et même des styles il y a une unité qui tient au fait de s'exprimer en images et en sons et non pas en mots mis en phrases et paragraphes et couchés sur le papier, et c'est cette unité que je souhaite souligner.

Le coffret s'organise en deux DVD, l'un que j'appelle principal et l'autre que j'appelle secondaire. Ce second disque ne propose pas d'autres films, mais des versions différentes de celles présentées dans le disque principal. Version anglaise, sous-titrée et non pas doublée pour le premier film (*Des iglous aux maisons contemporaines, paroles de femmes inuit*), versions longues pour les deux autres, *Mary's qulliq* (*La lampe de Mary*) et *Des noms de lieux à la carte en pays inuit* – ce dernier étant en outre dans sa version en anglais à l'attention des Inuinnait. Il me semble en effet important de montrer ainsi, concrètement, ce que faire plusieurs versions d'un même film veut dire. Car si un film a l'avantage sur les publications scientifiques "classiques" de pouvoir parler à des publics très divers, il y a tout de même des limites à cela. Un public de géographes n'a pas besoin des mêmes explications qu'un public de spécialistes de l'Arctique inuit, et les Inuinnait n'ont pas non plus les mêmes attentes. N'ayant pas le temps de monter pour chacun d'eux un film spécifique, j'ai opté pour la réalisation d'un film unique mais avec quelques variantes. Je présente dans ce recueil les plus importantes à mes yeux pour :

- Dans le cas du film *Des iglous aux maisons contemporaines, paroles de femmes inuit* [39 et 39-bis] exposer le spectateur à la différence d'expérience du film selon qu'il est doublé ou sous-titré. La courte présentation du film dans le livret inséré dans le coffret du DVD indique les motivations qui m'ont poussée à choisir deux solutions différentes pour la version anglaise et la version française. Par ailleurs, j'assume mes erreurs de débutante dans le choix de la couleur et de la taille des sous-titres ;
- Dans le cas de *Mary's qulliq* [40 et 40-bis], donner un aperçu de ce que je n'ai jamais pu me résoudre à filmer, et que la mise en scène autour de la lampe permettait exceptionnellement : l'atmosphère des intérieurs inuit. Et aussi par fidélité à l'émotion ressentie par tous les spectateurs d'Ulukhatkok quand Nicholas Uluariuk (décédé entre le tournage et le montage, qui n'est intervenu que 10 ans plus tard) est apparu à l'écran (voir volume 1, page 67) ;
- Dans le cas de *Des noms de lieux à la carte en pays inuit* [42 et 42-bis], permettre aux plus curieux de suivre davantage d'épisodes de la réunion de validation des toponymes inuinnait.

Il va sans dire que ces déclinaisons multiples accroissent d'autant le temps de montage. Mais elles permettent aussi une plus large diffusion de la recherche, raison qui m'a poussée à réaliser des versions sous-titrées en italien – pour mes étudiants de Bologne – et en espagnol – à l'occasion d'invitations à donner des conférences à Mexico, en 2004 et 2008.

Mary's qulliq a été monté en janvier 2008, mais le tournage remonte à avril 1998 et s'est déroulé lors de la mission au cours de laquelle a aussi été tourné *Des iglous aux maisons contemporaines, paroles de femmes inuit*. C'est pourquoi, exceptionnellement, je n'ai pas suivi l'ordre chronologique dans la présentation des titres retenus. C'est avec ces tournages que j'ai fait mes premiers pas dans la réalisation de films documentaires, les défauts de certaines prises de vue et la pauvreté des cadrages en témoignent. Je disposais d'un caméscope HI8 Sony, d'un micro externe Sony et d'un micro-cravate, ainsi que d'un pied de manipulation assez facile ; un matériel entièrement prêté par l'Atelier GéoVidéo de mon UFR. Pour le tournage du film *Des noms de lieux à la carte en pays inuit* je disposais de mon matériel personnel : un caméscope mini-DV tri-CCD Sony, un nouveau micro externe Sony et un pied plus lourd et donc plus stable. Le tournage s'est déroulé pour l'essentiel en août 2003, avec prise de quelques vues complémentaires en août 2004.

Le montage de tous les films présentés ici a été réalisé à l'Atelier GéoVidéo sur banc numérique, sur un ordinateur dédié exclusivement au montage : le casablanca. Le film *Espaces domestiques – morceaux choisis* [41] se distingue des autres en ce qu'il s'agit d'un montage d'extraits de films de fiction, et non pas d'une réalisation complète et originale. Monté pour l'ouverture, le 17 septembre 2002, du colloque international *Espaces domestiques* que je co-organisais avec Jean-François Staszak, mon but, par les rapprochements que j'avais opérés au montage, était double : d'une part suggérer certains thèmes relatifs aux espaces domestiques, d'autre part inviter les chercheurs à s'intéresser aux regards de cinéastes sur ceux-ci, à la façon dont ils les montrent et dont ils les mettent en scène et leur font parfois jouer un véritable rôle aux côtés des acteurs. Ce travail de découpage et de montage a en outre constitué pour moi un véritable exercice d'entraînement, qui a beaucoup contribué à ma meilleure compréhension des subtilités du montage, sonore en particulier.

Les trois autres films sont en revanche des réalisations entièrement originales, dont j'ai assuré en solo toutes les étapes de fabrication. On notera que pour les deux principaux (*Des iglous aux maisons contemporaines, paroles de femmes inuit* et *Des noms de lieux à la carte en pays inuit*) deux dates de publication sont indiquées, à chaque fois avec un an d'écart. En effet, pour chacun d'eux, j'ai procédé pour le montage en deux étapes, réalisant un premier montage testé devant un public restreint puis, suite à leurs critiques et suggestions, en réalisant un second – un peu comme on reprend un article après les retours des évaluateurs, mais s'agissant de films le processus est beaucoup plus interactif. Pour *Des noms de lieux à la carte en pays inuit*, en outre, une première version plus courte, en espagnol, a été montée à l'automne 2004 pour être projetée dans le cadre d'un cycle de conférences que je donnai à Mexico en novembre de cette année là.

Contenu du coffret joint

DVD Principal

- [39] 2000-2001, *Des igloos aux maisons contemporaines, paroles de femmes inuit*, Paris, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 18'40 – film en français avec dialogues en anglais sous-titrés en français et dialogues en inuinnaqtun doublés en français.
- [40] 2008, *Mary's qulliq*, Paris / Bologne, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 7'30 – film en inuinnaqtun sans traduction.
- [41] 2002, *Espaces domestiques – morceaux choisis*, Paris, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 16'30 (montage d'extraits de films de fiction).
- [42] 2005-2006, *Des noms de lieux à la carte en pays inuit*, Paris, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 15'20 – film en français avec dialogues en anglais sous-titrés en français et quelques dialogues en inuinnaqtun non traduits.

DVD Secondaire – versions en langue anglaise ou en inuinnaqtun, et/ou versions longues

- [39-bis] 2000-2001, *From igloos to 3-bedrooms houses, reflections from Inuit elders*, Paris, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 18'40 – film en anglais avec dialogues en inuinnaqtun sous-titrés en anglais.
- [40-bis] 2008, *Mary's qulliq*, Paris / Bologne, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 10'40 – film en inuinnaqtun sans traduction – version longue réalisée pour le public inuinnaît.
- [42-bis] 2005-2006, *Putting inuinnaît place names on the map*, Paris, U. Paris 1, UFR de géographie, Atelier GéoVidéo, 28' (env) – film en anglais avec dialogues en inuinnaqtun non traduits – version longue réalisée pour le public inuinnaît.



OKPIK

Roberta Menogana 2010